

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

L'ULC fête ses 50 ans

Dans le cadre du 50^e anniversaire de l'Union luxembourgeoise des consommateurs, qui sera célébré officiellement le 14 décembre 2011, le



Le Président de la Chambre en visite à l'ULC.

Président de la Chambre des Députés s'est rendu au siège de l'ULC à Howald. Il y a rencontré les membres du comité de gérance qui lui ont esquissé les différentes activités de l'ULC dans le domaine de la protection des consommateurs.

«Le but de l'ULC est d'informer, d'éduquer et de conseiller», a précisé son Président, M. Nico Hoffmann. Ainsi l'ULC propose de nombreux services d'assistance et de consultation et présente également des avis juridiques en rapport avec des initiatives législatives qui touchent les intérêts des consommateurs luxembourgeois. En ce qui concerne les consultations pour litiges, le secteur de la construction est prédominant.

L'ULC compte actuellement 44.000 membres. En 2010, elle a enregistré plus de 74.000 appels téléphoniques.

4 ^e séance	mardi	15 novembre 2011
5 ^e séance	mercredi	16 novembre 2011
6 ^e séance	jeudi	17 novembre 2011

M. André Hoffmann se retire de son mandat



L'engagement pour les droits fondamentaux et l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens ont marqué la carrière de M. André Hoffmann qui a quitté son mandat de député le 15 novembre 2011 à l'âge de 70 ans. Au sein de la Chambre des Députés, il avait été une voix s'élevant pour défendre les droits des minorités et des démunis. Au cours des années 1990, ses critiques concernant le fonctionnement de la Chambre ont largement contribué à une amélioration des conditions de travail des sensibilités politiques.

Le Président de la Chambre a surtout honoré le style de l'orateur Hoffmann qu'il a qualifié de «particulièrement mesuré et modéré», se refusant à lever le ton, ce qui lui a valu

d'autant plus le respect de ses collègues. M. Laurent Mosar a également rappelé l'esprit critique voire autocritique de l'homme politique Hoffmann qui l'a notamment amené à quitter le Parti communiste et à fonder un nouveau parti «nei Lénk» en 1994 et «déi Lénk» en 1999.

M. André Hoffmann était enseignant en allemand, philosophie et formation morale et sociale au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette pendant près de 40 ans.

Il a siégé une première fois à la Chambre de 1990 à 1994 pour le parti KPL et en tant que député indépendant et a eu un second mandat de 1999 à 2000. Ayant accepté le mandat d'échevin à Esch-sur-Alzette, il a démissionné de la Chambre en 2000 pour y revenir en 2009.

Le Médiateur a présenté son rapport d'activité 2010-2011

Le Médiateur, M. Marc Fischbach, a présenté le 27 octobre 2011 à la Chambre des Députés son rapport annuel couvrant la période du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011. Il s'agit de son septième et dernier rapport: le mandat de huit ans non renouvelable de l'Ombudsman viendra à échéance en 2012.

Au cours de son intervention devant les députés et représentants de la presse, M. Fischbach a insisté avant tout sur la nécessité d'objectivité et de transparence dans les relations entre administration et administré. Malheureusement toutes les administrations ne répondraient pas à ces deux exigences pourtant basiques. Ainsi les motivations de certaines décisions prises par l'administration seraient souvent «peu claires,



M. Marc Fischbach.

voire insuffisantes» ce qui entraînerait régulièrement des procédures judiciaires «aussi onéreuses qu'inutiles».

M. Fischbach estime par ailleurs qu'au terme de son mandat une réflexion sur le champ de compétence du Médiateur s'impose, ne fût-ce que pour éliminer certaines incohérences. À titre d'exemple il a cité le secteur hospitalier où la compétence de l'Ombudsman se limite aux seuls hôpitaux dotés d'un statut public alors que les hôpitaux privés échappent à toute intervention de sa part.

L'intégralité du rapport peut être consulté sur le site web du Médiateur www.ombudsman.lu. Les Parties I et II sont publiées aux pages R1 à R19 de ce compte rendu.

Pétition des chargés de cours de l'école fondamentale

Les enseignants de l'école fondamentale bénéficient de décharges horaires liées à l'âge. Depuis la loi scolaire de 2009, ils voient leur tâche réduite d'une heure par semaine à partir de 45 ans, de deux heures à partir de 50 et de quatre heures à partir de 55 ans. Cependant, cette

réduction de tâche ne s'applique pas aux chargés de cours qui sont venus manifester en ville le 10 novembre 2011, lors de la remise d'une pétition à la Chambre des Députés.

1.000 personnes, dont non seulement des chargés de cours, mais aussi des instituteurs et institutrices,

ont signé les cartes postales faisant office de pétition. Sous les drapeaux du FNCTFEL-Landesverband, les représentants des chargés de cours ont souligné qu'ils connaissent exactement les autres enseignants et qu'ils revendiquent donc les mêmes décharges horaires.

La pétition remise au Président de la Chambre des Députés a été continuée à la Commission des Pétitions pour examen.



Les représentants des chargés de cours remettent une pétition au Président de la Chambre des Députés.

La Chambre accueille un nouveau député

Élu deuxième aux élections législatives de 2009 sur la liste du groupe «déi Lénk» de la circonscription Sud, M. Serge Urbany a prêté serment entre les mains du Président de la Chambre des Députés le 16 novembre 2011. Il a pris la relève de M. André Hoffmann qui s'était retiré de son mandat la veille. M. Urbany avait déjà siégé à la Chambre entre 2002 et 2004.

Ses convictions politiques se sont toujours situées à gauche du spectre politique. Mettant fin à son engagement au Parti communiste en 1993, il fut le cofondateur de «nei Lénk» et de «déi Lénk» en 1999. De 1974 à 1993, il était conseiller communal dans la commune de Sanem.

À la Chambre, M. Urbany est devenu membre e. a. de la Commission du Travail et de l'Emploi, de la Commission du Développement durable, de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission des Pétitions. Il compte attacher une attention particulière aux dossiers concernant la Sécurité sociale au sein de la commission respective.



M. Serge Urbany.

M. Serge Urbany est né en 1952 et habite à Sanem. Après des études de droit à Luxembourg et à Paris-I, il a travaillé comme avocat de 1976 à 1979 et de 1994 à 2005, comme secrétaire politique et parlementaire pour le PCL de 1979 à 1994 et depuis 2005 comme responsable du département juridique du syndicat OGB-L.

DANS CE NUMÉRO

Politique européenne et étrangère	
- déclaration	p. 40
- débat	p. 47
Hommage à M. André Hoffmann	p. 45
Neutralité du réseau Internet	p. 60
Sommaire des séances publiques n°s 4-6	p. 65
Rapport annuel du Médiateur	p. R1
Sommaire des questions parlementaires	p. Q14

Des pétitionnaires contre le bruit à Schiffflange



Remise d'une pétition par des habitants de Schiffflange.

Un collectif d'habitants de Schiffflange, ennemis déclarés du bruit qui affecte leur commune, a remis le 24 octobre une pétition au Président de la Chambre des Députés. Se référant à la directive 2002/489/CE sur l'éva-

luation et la gestion du bruit dans l'environnement et le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de celle-ci, le collectif voudrait sensibiliser les députés à la multiplication des sources de bruit

ambiant et notamment celle constituée par le passage du fret ferroviaire à travers Schiffflange.

Ne voulant pas se dresser contre les CFL et nullement remettre en cause l'exploitation de la ligne qui traverse leur localité, les pétitionnaires entendent néanmoins rendre attentif au fait que le transport de marchandises par voie ferrée va en augmentant et risque de gravement impacter leur qualité de vie, surtout aux heures avancées de la nuit. Comme la ligne ferroviaire traversant Schiffflange fait partie d'un corridor européen véhiculant de grandes quantités de biens et de marchandises d'Anvers en Belgique jusqu'à Mulhouse en France, le collectif réclame des mesures concrètes destinées à éviter, prévenir ou réduire les effets nuisibles qui naissent de leur exposition au bruit provoqué par l'augmentation constante du trafic.

Protéger les enfants contre la violence



Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch et les représentants de l'ORK remettent au Président leur rapport.

La violence sous toutes ses facettes domine le rapport de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» pour l'année 2011. La Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, et les membres du comité l'ont remis le 21 novembre à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

«La violence a changé de visage au cours des années et prend d'autres formes, comme par exemple le harcèlement et le mobbing via sms ou Internet», a insisté la Présidente de l'ORK. C'est pourquoi son 9^e rapport y consacre la majeure partie de ses pages en se référant à des exemples de cas concrets et en expliquant les

conséquences pour le développement de l'enfant, les difficultés de détection, les remèdes et la prévention.

Le rapport de l'ORK formule également des recommandations notamment à l'attention du Gouvernement, de l'Université du Luxembourg et de la Police grand-ducale.

Le Président de la Chambre des Députés a félicité les membres de l'ORK pour leur travail et leur engagement dans l'intérêt des enfants. Il les a également informés des suites accordées au rapport 2010, et notamment des avancées du projet de loi 5867 relatif à la responsabilité parentale.

Débats sur fond de crise



Échange de vues entre parlementaires allemands et luxembourgeois.

Le projet de la Commission européenne d'introduire une taxe de transaction financière a occupé une place importante au cours de l'échange de vues du 17 novembre entre les députés de la Commission des Finances et leurs homologues du Bundestag. Sous la présidence de Mme Birgit Reinmund (FDP), les députés allemands ont effectué une visite de travail au Luxembourg.

L'idée d'une taxe de transaction soulève cependant encore des incertitudes: les clients craignent qu'ils doivent en fin de compte payer la

note et certains experts prévoient le risque de délocalisation de capitaux en dehors de la zone euro. Au cours de son entrevue avec la délégation allemande, le Président de la Chambre des Députés a estimé que la taxe, si elle devait être introduite, ne devrait pas se limiter aux seuls pays de la zone euro.

Les députés se sont aussi entretenus sur les règles plus exigeantes en matière de fonds propres des banques pour éviter une nouvelle crise comparable à celle de 2008. Les députés ont soulevé un certain

nombre de questions sur le rôle des superviseurs et la collaboration entre les instances nationales et la régulation européenne.

Les présidents ont tenu à souligner les excellentes relations parlementaires bilatérales entre les deux assemblées.

En novembre dernier, une délégation de la Chambre des Députés avait visité le Bundestag où elle avait pu s'entretenir avec les membres de plusieurs commissions parlementaires.

Le Président en visite auprès de la «Fondation Autisme»

L'autisme étant une conséquence d'un désordre neurologique, ce handicap se manifeste par des troubles du comportement divers: difficultés de communication verbale et non verbale, d'interaction sociale et de

développement des facultés ludiques et d'imagination.

Au Luxembourg, la «Fondation Autisme Luxembourg» (FAL) est l'une des organisations qui assure soutien et assistance aux personnes touchées

et à leur famille. Le 22 novembre 2011, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est rendu à Munshausen pour s'informer sur le travail de la fondation.

Dans cette commune dans le nord du Grand-Duché, M. Mosar a pu visiter le centre d'hébergement avec ses trois foyers qui accueillent actuellement vingt personnes. Le but principal de la «Fondation Autisme» est de promouvoir et de défendre les droits des personnes atteintes d'autisme. La prise en charge prévoit une implication de la famille, une médication minimale et des modèles éducatifs spécifiques. La fondation soutient les familles de l'évaluation diagnostique jusqu'à la prise en charge, de l'enfance jusqu'à l'âge adulte.

Le Président de la Chambre s'est montré impressionné par l'encadrement assuré au centre de jour par le personnel spécialement formé. Des adultes autistes, très dépendants à cause de leur handicap, peuvent y assister à des activités comme le jardinage, la cuisine, le bricolage, la buanderie ou le sport.



M. Laurent Mosar a rendu visite à la «Fondation Autisme» à Munshausen. © John Lamberty

Des «passeports de vie» pour les députés

Le don d'organes constitue un acte de générosité et de solidarité qui peut sauver des vies.

L'adoption d'une carte de donneur d'organes, appelée encore «passeport de vie» sur lequel la volonté de faire don de ses organes est inscrite, peut largement faciliter le travail des équipes médicales et soignantes qui procèdent au prélèvement et à la transplantation d'un organe.

C'est avec ce message que le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo a remis fin octobre au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, des «passeports de vie» pour l'ensemble des députés et des membres de l'administration parlementaire, ceci en présence de plusieurs représentants de «Luxembourg-Transplant».

Au Luxembourg, le nombre d'organes disponibles ne suffit pas par rapport au nombre élevé de patients en attente d'un don. Environ 65 patients par an ont besoin d'un organe et uniquement 30 d'entre eux bénéficient au final d'une greffe. Alors que 62% de la population luxembourgeoise se disent prêts à faire don de leurs organes après la mort, en effet, seulement très peu de concitoyens portent sur eux une carte de donneur.

À l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes qui se tient chaque année le 17 octobre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) souhaite inciter les gens à réfléchir sur le don d'organes, à prendre une décision en toute âme et conscience et à faire connaître leur volonté tout en sachant que même après la mort, on peut sauver la vie d'autrui.



Des «passeports de vie» délivrés aux députés par le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo, accompagné des représentants de «Luxembourg-Transplant».

Visite présidentielle à la capitale autrichienne



M. Laurent Mosar et Mme Barbara Prammer.

Le projet de la Commission européenne d'introduire une taxe sur les transactions financières a figuré parmi les sujets abordés par le Président de

la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son entretien avec la Présidente du Conseil national autrichien, Mme Barbara Prammer.

Au cours de leur entrevue le 25 novembre 2011, les deux Présidents ont jugé que si cette taxe devait être introduite, elle devrait être étendue à tous les pays de l'Union européenne. Ils ont également réitéré leur position par rapport à l'échange automatique d'informations et ont confirmé leur préférence pour un système fiscal de retenue à la source.

Les mécanismes de stabilité de la zone euro ont constitué un autre sujet abordé. Mme Prammer et M. Mosar étaient d'avis qu'au vu de la portée des décisions prises au niveau européen, les parlements nationaux devraient intensifier leur collaboration au sein de la zone euro.

Au cours de sa visite officielle à Vienne, M. Mosar a également rencontré le Président de la République d'Autriche, M. Heinz Fischer. Les relations bilatérales entre l'Autriche et le Luxembourg ainsi que les effets de la crise figureraient parmi les sujets de discussion.

13. Europäische Interparlamentarische Raumfahrt-Konferenz

Unter dem Motto „Parlamentarier für Raumfahrt“ haben sich am 17. und 18. Oktober Abgeordnete aus zehn Mitgliedstaaten der Europäischen Interparlamentarischen Raumfahrt-Konferenz getroffen. Beobachtet aus weiteren EU- und NATO-Staaten waren ebenfalls dabei. Inhaltlich hat sich die Konferenz mit dem europäischen Satellitennavigationssystem Galileo und mit der globalen Umwelt- und Sicherheitsüberwachung GMES beschäftigt, die vor allem in den Bereichen umweltpolitische Verpflichtungen Europas, Landwirtschaft, Regionalentwicklung, Fischerei, Verkehr, gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik (GASP) einschließlich der europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik (ESVP) von Nutzen ist.

Das Galileo-Programm soll neben der exakten Verkehrsplanung auch weitere zahlreiche Vorteile u.a. für Rettungsdienste in Krisenzeiten anbieten. 30 Satelliten werden auf 23.600 km Höhe gebracht und sollen ab 2013 einsatzbereit sein. Schätzungen zufolge soll der Markt für Telekommunikationsdienstleistungen etwa 140 Milliarden Euro bis zum Jahr 2020 erwirtschaften.

In einer Anfrage schlug Herr Marcel Oberweis, Vertreter des luxemburgischen Parlamentes, vor, die breite Öffentlichkeit besser über die beiden Programme Galileo und GMES zu informieren. „Wer den Weltraum nutzen will, der braucht Wissen“, erklärte Herr Oberweis. „Es muss das Ziel der Europäischen Union sein, durch Forschung und Entwicklung den Fortschritt mitzuge-



Marcel Oberweis (CSV).

stalten und einen eigenen Zugang zum Weltraum zu behalten, denn die Raumfahrt stellt eine Schlüsseltechnologie und einen wichtigen Wirtschaftszweig dar“.

Damit die Europäische Union sich weiterhin an der aufstrebenden Raumfahrt beteiligen kann, bedarf es jedoch der Bereitstellung von Finanzmitteln für den Zeitraum 2014-2020, trotz der aktuellen Finanzkrise. Die Abgeordneten der Europäischen Interparlamentarischen Raumfahrt-Konferenz brachten deshalb ihre Unterstützung ein zum Vorschlag, das EU-Raumfahrtprogramm für den Zeitraum 2014-2020 mit 80 Milliarden Euro gegenüber 60 Milliarden Euro für die Zeitspanne 2007-2013 auszustatten.

Cadre financier euro-méditerranéen

Les 19 et 20 octobre derniers la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée s'est réunie à Antalya (Turquie). Le Luxembourg a été représenté par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), députée et présidente de la délégation luxembourgeoise de l'AP-UpM.

Les délégués ont entendu des exposés sur le rôle du cadre financier euro-méditerranéen pour le développement économique de la région, la décentralisation, la cohésion territoriale, économique et sociale concernant les régions côtières et intérieures de la Turquie, la crise financière au sein de l'Europe et ses conséquences ainsi que les difficultés que les plus



Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).

démunis ressentent pour s'en sortir. Plusieurs délégués de l'AP-UpM se sont montrés convaincus que l'assemblée peut contribuer à développer une économie équitable et une stabilité dans les pays concernés par le «printemps arabe».

Après discussion en commission furent nommés les rapporteurs qui présenteront leurs rapports et leurs conclusions à tirer des discussions des exposés d'Antalya lors de la prochaine réunion prévue au Maroc en printemps 2012.

L'AP-UpM regroupe les parlements des 27 pays de l'UE, dix parlements des pays du sud de la Méditerranée ainsi que les parlements de six autres pays faisant partie de l'UpM (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Mauritanie, Monaco et Monténégro).

Assermentation d'une nouvelle fonctionnaire de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) M. Martin Bisenius, M. Claude Frieseisen, Mme Tania Braas, M. Benoît Reiter, Mme Isabelle Barra, M. Jean-Paul Ternes.

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité que - conformément à l'article 3 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - une nouvelle fonctionnaire de l'administration parlementaire fut assermentée le 28 septembre 2011 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mme Tania Braas, nommée aux fonctions d'attachée, a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, du responsable du Service des com-

missions, M. Martin Bisenius et de M. Jean-Paul Ternes, chargé des Ressources humaines.

Mme Braas est affectée au Service des commissions parlementaires où elle s'occupera notamment des dossiers concernant la Constitution et la Sécurité sociale.

Cadre financier pluriannuel de l'UE

La conférence à haut niveau sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 a réuni les 20 et 21 octobre, à Bruxelles, les représentants des institutions de l'UE, des parlementaires nationaux, des ministres et des ONG pour débattre de la proposition de la Commission européenne concernant le prochain cadre financier pluriannuel.

Pour rappel, les budgets annuels de l'UE se basent sur le cadre financier pluriannuel qui détermine les plafonds des crédits d'engagement annuels du budget de l'UE pour les grands domaines politiques et définit un plafond annuel global pour les crédits de paiement et d'engagement.

Lors de son allocution d'ouverture le Président de la Commission, M. José Manuel Barroso, a rappelé que le budget européen permet de réaliser des objectifs qui ne peuvent être réalisés à d'autres niveaux et qu'il soulage d'ailleurs la pression exercée sur les budgets nationaux en réalisant des économies d'échelle. Les futures dépenses budgétaires seront caractérisées par la conditionnalité, car directement liées aux objectifs de l'UE, et des contrats de partenariat avec les États membres qui devront contribuer à assurer la bonne utilisation des fonds européens.

Le Président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek, a rappelé que l'Union européenne a besoin d'un budget à la hauteur de ses responsabilités internationales et face aux défis globaux qui se posent à elle.

La Commission a proposé d'introduire deux nouvelles ressources propres pour alimenter le budget européen: une taxe sur les transactions financières et une TVA modernisée. Le nouveau système de res-



M. Alex Bodry.

sources propres serait plus juste et plus transparent, tout en créant un lien visible entre les objectifs des politiques de l'UE et le financement de celles-ci. La taxe sur les transactions financières (TTF) contribuerait à réduire les contributions nationales, facilitant ainsi les efforts nationaux d'assainissement budgétaire.

M. Alex Bodry (LSAP), Président de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre des Députés, a déclaré que la Commission a fait preuve de courage en adoptant une approche innovante. Il soutient la proposition de TTF à condition qu'elle soit mise en œuvre au niveau de l'UE et qu'on réfléchisse à la manière de l'étendre à d'autres régions du monde. M. Bodry a salué la proposition de la Commission relative à une ressource TVA modernisée, à assiette large, taux faible et intégrée à la TVA actuelle, de manière à ne pas engendrer un coût supplémentaire pour le consommateur final.

Visite présidentielle à la Miami University



Afin de se faire une idée de la vie universitaire au «Miami University Dolibois European Center» (MUDEC), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est rendu dans les locaux universitaires où il a

eu un échange de vues avec des étudiants et professeurs. En 1968, la Miami University, Ohio, a ouvert un centre au Luxembourg pour permettre aux étudiants américains de découvrir l'Europe tout en poursuivant

leurs études universitaires. Cette année, il compte environ une centaine d'étudiants en provenance des États-Unis. D'abord situé dans la capitale, le MUDEC est installé depuis 1997 au Château de Differdange.

Multiplier les exercices d'urgence en Grande Région



M. Fernand Diederich (LSAP) et M. Fernand Etgen (DP) (1^{er} resp. 4^e de gauche) et les autres participants à la réunion du CPI à Luxembourg.

Les membres de la Commission «Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours» du Conseil parlementaire interrégional se sont réunis au Centre de coopération policière et douanière à Luxembourg, le 4 novembre dernier, pour s'informer des dernières évolutions de la coopération transfrontalière des services de secours et de la police.

La problématique d'un éventuel accident nucléaire figurait au centre des préoccupations des parlementaires de la Grande Région. Depuis

de longues années déjà, les membres des services de secours de la Grande Région organisent des exercices communs afin d'être prêts en cas d'accident majeur.

Une multiplication et un élargissement de la coopération transfrontalière dans ce domaine sont toutefois envisagés. Les parlementaires du CPI ont plaidé pour un renforcement constant des exercices d'urgence transfrontaliers, surtout en ce qui concerne l'éventualité d'un accident nucléaire. Ils ont également exigé

que les plans et scénarios existants soient régulièrement actualisés.

Les responsables du Centre de coopération policière et douanière ont informé les participants qu'ils envisagent notamment d'organiser un exercice de simulation d'une évacuation transfrontalière qui, en ce qui concerne le Luxembourg, prendrait en compte non seulement une évacuation des habitants, mais également celle des travailleurs frontaliers.

Le contrôle budgétaire au Luxembourg et en République tchèque

En République tchèque, le contrôle parlementaire des dépenses publiques se déroule de manière similaire qu'au Luxembourg. Des députés tchèques et luxembourgeois se sont, le 30 novembre dernier, entretenus sur les procédures existantes. Les similitudes concernent surtout les missions des commissions du contrôle de l'exécution budgétaire: analyse du compte général de l'État, examen du rapport de la Cour des Comptes, suivi des dépenses effectuées par le Gouvernement.

Les députés tchèques ont montré un intérêt particulier pour la notion de «responsabilité ministérielle» et les modalités de coopération avec la Cour des Comptes. La Présidente de la commission parlementaire luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, a



Les délégations parlementaires tchèque et luxembourgeoise.

Le rôle des femmes dans les pays euro-méditerranéens

L'absence de droits des femmes dans les pays du sud de la Méditerranée est souvent décrite comme l'une des trois causes principales du manque de progrès dans ces pays, à côté de l'absence de libertés politiques et de la mauvaise qualité de l'éducation. La question des droits de la femme est en outre un sujet particulièrement d'actualité au moment où les Constitutions sont réécrites dans les pays qui ont connu une chute du régime.

Le rôle des femmes dans le processus de démocratisation et la gouvernance dans la région euro-méditerranéenne ont été les thèmes traités le 23 novembre dernier par les députés de la commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens réunis au Parlement européen à Bruxelles.

La réunion a été coprésidée par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), députée luxembourgeoise, et M. Sergio Silvestris, député européen. Des membres des parlements de l'Italie, de l'Algérie, de la Turquie et de la Pa-

lestine ont participé pour la composante «sud» de la commission, les députées européennes finlandaises, belges, italiennes et roumaines pour la composante «nord».

Les députés ont souligné que la question de la participation des femmes dans les mouvements de démocratisation dans le monde arabe et leur rôle dans les sociétés des pays qui ont vécu les soulèvements populaires est d'une importance capitale. Pour récolter des témoignages sur les situations actuelles, les membres de la commission ont eu un échange de vues avec Mme Nathalie Pilhes, chef de la division «femmes», mission interministérielle de l'Union pour la Méditerranée, Mme Najet Mizouni, secrétaire générale adjointe de l'Union générale du travail tunisienne et candidate à l'assemblée constituante tunisienne, et avec Mme Naela Khalil, jeune journaliste palestinienne et lauréate du prix Samir Kasir en 2008.

La réunion en plénière aura lieu en mars prochain à Rabat au Maroc.

Construire une Europe adaptée aux enfants

Sous la présidence de S.A.R. la Princesse de Hanovre a eu lieu les 20 et 21 novembre 2011 la conférence sur la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant 2012-2015.

Les objectifs de la conférence étaient d'évaluer les progrès enregistrés aux niveaux national et européen dans le cadre de la dernière stratégie lancée à Stockholm en 2008 et de discuter des éléments essentiels de la prochaine stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant

et notamment la campagne «un sur cinq» contre la violence sexuelle à l'égard des enfants.

MM. Marc Spautz (CSV) et Félix Braz (déi gréng), dans leur qualité respectivement de parlementaire de référence contre la violence à l'égard des enfants et de membre de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ont participé à cette conférence.



M. Félix Braz et M. Marc Spautz (à droite).

renvoyé à l'article 11 de la loi sur la comptabilité de l'État. Elle a également cité l'exemple du système «e-go» ayant récolté des critiques sévères de la part de la Chambre.

Les députés ont aussi noté une différence dans l'organisation de leurs travaux: en République tchèque, les réunions de la commission du contrôle budgétaire sont toujours publiques. Cette situation entraîne cependant parfois des difficultés quand les députés doivent traiter des données sensibles voire confidentielles.

Au cours de leur visite de travail au Luxembourg, les députés tchèques ont également eu une entrevue avec des représentants des Cours des Comptes luxembourgeoise et européenne.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°2 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Pesticides

6244 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;

- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines

Le projet de loi transpose en droit national la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE. La loi du 27 mai 2010 faisant transposition de la directive 2006/42/CE doit être modifiée en conséquence.

La directive 2009/127/CE a comme but la protection de l'environnement et de la santé humaine dans le cadre de la construction de machines destinées à l'application des pesticides.

L'utilisation de pesticides constitue une menace pour la santé humaine et l'environnement. La

conception, la construction et l'entretien des machines destinées à l'application de pesticides jouent un rôle significatif lorsqu'il s'agit de réduire les effets néfastes des pesticides sur la santé humaine et l'environnement. En ce qui concerne le matériel d'application des pesticides déjà utilisé par les professionnels, la directive-cadre introduit des exigences d'inspection et d'entretien à effectuer sur ce matériel.

Les exigences de protection de la santé et de la sécurité des personnes et, le cas échéant, des animaux domestiques et des biens sont d'ores et déjà prévues par la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines. Il convient donc d'inclure dans la directive 2006/42/CE les exigences essentielles de protection de l'environnement applicables à la conception et à la construction de machines neuves destinées à l'application des pesticides tout en s'assurant que ces exigences sont compatibles avec celles de la directive-cadre concernant l'entretien et l'inspection.

la stratégie de Lisbonne. Dans le programme de la Haye, le Conseil européen a en outre invité la «Commission à présenter, avant la fin de 2005, un programme d'action relatif à l'immigration légale, comprenant des procédures d'admission qui permettent au marché du travail de réagir rapidement à une demande de main-d'œuvre étrangère en constante mutation».

Ce programme a finalement été présenté en décembre 2005.¹ Outre la création d'une directive-cadre générale, dont le principal objectif est de garantir «des droits, dans un cadre commun, à tous les ressortissants de pays tiers occupant un emploi légal et déjà admis dans un État membre, mais qui ne peuvent encore prétendre au statut de résident de longue durée», il préconise la mise en place de quatre directives spécifiques ayant trait aux conditions d'entrée et au séjour des travailleurs hautement qualifiés, des travailleurs saisonniers, des personnes transférées temporairement au sein de leur entreprise et des stagiaires rémunérés.

La proposition de directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié fut adoptée le 23 octobre 2007 par la Commission européenne.² Elle vise à donner une réponse aux défis précités, en cherchant à renforcer les capacités de l'Union européenne à attirer des ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. Pour ce faire, elle instaure une «carte bleue» européenne, qui s'inspire de la «green card» américaine. En mai 2009, le Conseil de l'Union européenne a formellement adopté la directive.

¹ Ibid.

² COM(2007) 637 final du 23 octobre 2007 - Proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

Relevons encore que lors de l'élaboration de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, il a été tenu compte de la proposition de directive. En effet, les auteurs du projet de loi précisent que le texte actuel permet d'ores et déjà le recrutement de travailleurs hautement qualifiés sans qu'ils soient soumis à la procédure habituelle des travailleurs salariés qui consiste à vérifier la priorité d'embauche et de soumettre la demande à un examen de la commission consultative pour travailleurs salariés. Outre la célérité du traitement des demandes rendue possible par la simplification de la procédure, les travailleurs hautement qualifiés sont d'ores et déjà autorisés à se faire accompagner ou se faire rejoindre par les membres de leur famille nucléaire sans être soumis à une condition de durée de la résidence.

Les auteurs du projet de loi continuent à préciser que le dispositif existant a fait ses preuves et que bon nombre des employeurs ont recouru à ce mode de recrutement depuis octobre 2008. Ainsi sur un total de 1.326 nouvelles autorisations de séjour délivrées en 2009, 116 étaient destinées à des travailleurs salariés, alors que presque autant, à savoir 107, concernaient des travailleurs hautement qualifiés. Pour 2010, les chiffres étaient similaires: 136 des 1.684 nouvelles autorisations de séjour délivrées concernaient des travailleurs salariés, dont 125 étaient des travailleurs hautement qualifiés.

Dans ce contexte, il convient finalement d'évoquer le régime fiscal pour les expatriés hautement qualifiés. Ce dernier s'applique tant aux salariés détachés temporairement par une entreprise étrangère vers une entreprise luxembourgeoise appartenant au même groupe international qu'aux salariés directement recrutés à l'étranger pour exercer une activité salariée au Luxembourg, et permet à l'employeur et à l'expatrié de profiter de certains avantages fiscaux.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail et de l'Emploi et de l'Immigration, le 01.02.2011

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

20.06.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.10.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2011

Sécurité ferroviaire

6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant

1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Le projet de loi 6282 transpose la directive 2008/110/CE modifiant la directive 2004/49/CE sur la sécurité ferroviaire. La directive 2004/49/CE a été transposée en droit national notamment par le biais de la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire. Pour mettre en conformité le droit national avec les exigences communautaires en la matière, le cadre législatif doit être complété par la transposition de la directive 2008/110/CE.

Pour atteindre son objectif de revitaliser le secteur du rail, la Commission européenne poursuit avec conséquence sa politique de libéralisation du secteur ferroviaire. La directive 2008/110/CE a comme objectif de faciliter les procédures nationales d'homologation du matériel roulant. Ces procédures sont en effet considérées comme une barrière importante à la création de nouvelles entreprises ferroviaires. La Commission a donc jugé nécessaire d'intervenir pour harmoniser les procédures nationales, les simplifier et recourir de manière systématique au principe de la reconnaissance mutuelle.

L'un des apports de la directive consiste notamment à assigner à chaque véhicule apte à circuler sur une ligne de chemin de fer une entité chargée de son entretien et de sa maintenance. Dans certains cas, la directive 2008/110/CE permet cependant aux États membres de définir des dérogations en matière d'identification et de certification de cette entité en charge de la maintenance, et ce notamment en ce qui concerne les véhicules de pays tiers, pour les transports spéciaux ou pour le matériel militaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.05.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

25.05.2011 Désignation d'un rapporteur

19.07.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

26.10.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

09.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2011

Immigration

6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

La promotion de l'immigration légale, dont l'immigration économique, est un des piliers de la politique d'immigration luxembourgeoise. Le programme gouvernemental indique, entre autres, qu'il y a lieu «d'adapter l'immigration

aux besoins de l'économie luxembourgeoise, dans le plein respect des engagements européens et internationaux auxquels le Luxembourg souscrit». Le sujet de l'immigration légale a également été abordé dans le programme de La Haye de novembre 2004 qui a retenu à ce sujet que l'«immigration légale jouera un rôle important dans le renforcement de l'économie de la connaissance en Europe et dans le développement économique, et contribuera ainsi à la mise en œuvre de

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.07.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

20.10.2011 Désignation d'un rapporteur

07.11.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2011

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les
lundis entre

20.00 et 22.00 heures

les **moments forts** de

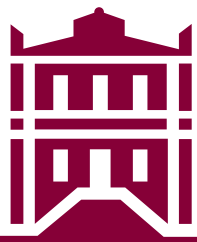
l'**actualité parlementaire**.

L'émission est **rediffusée**

du **mardi au vendredi**

de 20.00 à 22.00 heures,

à l'exception des jours de séance.



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
 - M. le Président
2. Communications
 - M. le Président
3. Ordre du jour
 - M. le Président, M. Xavier Bettel
4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
 - M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
5. 6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant
 1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,
 2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Discussion générale: M. André Hoffmann
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Hommage à M. André Hoffmann
 - M. le Président, M. André Hoffmann

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Neen, Här President.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

► **M. le Président.**- Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, de Projet de loi 5949 iwwert d'Kommunalregister vun de Persounen an de Projet de loi 5950 iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen am Nationalregister an d'Carte d'identité vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit de leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposéiert goufen, sinn och um Bureau déposéiert a goufen un d'Fraktioun verdeelt.

3) Vum 3. bis de 7. Oktober 2011 huet zu Stroossbuerg déi véiert Partie vun der Session ordinaire vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfont. D'Chamber war hei vertruuden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur souwéi duerch d'Hären Norbert Hauptert a Félix Braz.

4) De 24. Oktober 2011 ass vun den Awunner vu Schëffleng d'Petitioun N°311 eragereecht gi fir de Bau vun enger Schallschutzmauer op der Zuchstreck Lëtzebuerg/Esch, sou wéi dat d'Direktiv 2002/49/CE virgesäit.

5) De Landesverband huet den 10. November 2011 d'Petitioun N°312 iwwert eng Anciennetétsdécharge fir d'Chargé-de-coursen eragerecht.

6) Sou wéi den Artikel 169 Alinéa 5 vun eise Remment et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sitzung an deem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritär

ausgeschwat fir d'Verschécken un déi europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument Com (2011) 540 iwwer eng Proposition vum Europaparlament an dem Conseil iwwer en Informatiounsmechanismus bei Accorden tëschent de Memberstaten an Drëttlänner.

7) Sou wéi d'Chambersreglement dat virgesäit, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés, celle-ci sera appelée à désigner un Médiateur en séance publique. La présente communication a lieu trente jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés au 23, rue du Marché-aux-Herbes à Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 30 novembre 2011.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur sont remplies, à savoir:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. offrir les garanties de moralité requises;
4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction;
5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

8) Ech wéilt lech dann och nach drop opmierksam maachen, datt de Bureau eng Rei vu Pro-

positione guttgeheesch huet, wat d'Präsenz vun den Deputéierten an den öffentleche Sitzungen ugeet. Dës Propositione sinn lech duerch e Brëif matgedeelt ginn. Ech wollt just nach drun erënneren, datt d'Präsenzleschten also vun haut un öffentlech sinn an um Internetsite vun der Chamber publizéiert ginn.

Communications du Président - Séance publique du 15 novembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 11.10.2011

6342 - Projet de loi complétant la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ainsi que la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 11.10.2011

6343 - Projet de loi portant:

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.10.2011

6344 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.10.2011

6345 - Projet de règlement grand-ducal

a. portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route, et

b. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.10.2011

6346 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

6347 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

6348 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

6349 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

6351 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

6352 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Russie

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.10.2011

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO₂ des véhicules légers

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 24.10.2011

6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 27.10.2011

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'Essais Ingénieurs et de l'équipement de la deuxième Centrale de production de froid à Belval

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

6358 - Projet de règlement grand-ducal abrogeant

- le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des machines à laver le linge domestiques;

- le règlement grand-ducal modifié du 28 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques;

- le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.10.2011

6359 - Projet de loi portant

1. création d'un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 31.10.2011

6360 - Projet de loi relatif à l'institution d'un statut d'hébergement touristique

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 07.11.2011

6361 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1986 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.11.2011

6362 - *Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis*

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 09.11.2011

3) Du 3 au 7 octobre 2011 s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydie Err, les Membres effectifs et suppléant Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert et Félix Braz, MM. Fernand Boden et Marc Spautz s'étant excusés. L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (15 résolutions et sept recommandations) ont été distribués.

Parmi les points à l'ordre du jour il y a lieu de relever entre autres

- La communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par M. Kostyantyn Gryshchenko, Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, Président du Comité des Ministres;

- La sélection prénatale en fonction du sexe;

- Statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire octroyé par celle-ci au Conseil national palestinien;

- La coopération entre le Conseil de l'Europe et les démocraties émergentes dans le monde arabe;

- La souveraineté nationale et le statut d'État de droit dans le droit international contemporain: nécessité d'une clarification;

- Les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2010-2011;

- Combatte les «images d'abus commis sur des enfants» par une action engagée, transversale et internationalement coordonnée;

- La pornographie violente et extrême;

- L'impact du Traité de Lisbonne sur le Conseil de l'Europe;

- Le fonctionnement des institutions démocratiques en Arménie;

- Les recours abusifs au secret d'État et à la sécurité nationale: obstacles au contrôle parlementaire et judiciaire des violations de droits de l'Homme;

- Les droits de l'Homme et la lutte contre le terrorisme;

- La protection de la vie privée et des données à caractère personnel sur l'Internet et les médias en ligne;

- Les enfants migrants sans-papiers en situation irrégulière: une réelle cause d'inquiétude.

Lors de la susdite session ont eu lieu un débat d'actualité avec comme sujet «Comment les États membres du Conseil de l'Europe peuvent-ils venir en aide aux pays touchés par des catastrophes humanitaires comme ceux de l'Afrique de l'Est?» et un débat d'urgence sur la situation politique dans les Balkans.

Il faut aussi souligner le discours de M. Mahmoud Abbas, Président du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, Président de l'Autorité nationale palestinienne.

La 1^{re} partie de session de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2012.

4) En date du 24 octobre 2011 les citoyens de Schiffange ont introduit la pétition n°311 pour la construction d'un mur antibruit sur la voie ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette en vertu de la directive européenne 2002/49/CE.

5) La pétition n°312 concernant la décharge pour ancienneté pour les chargés de cours a été remise par le Landesverband le 10 novembre 2011.

6) Conformément à l'article 169.(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM (2011) 540 d'une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un mécanisme d'échange d'informations sur les accords intergouvernementaux conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie.

7) Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés, celle-ci sera appelée à désigner un Médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 30 novembre 2011.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise;

2. jouir des droits civils et politiques;

3. offrir les garanties de moralité requises;

4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction;

5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.

3. Ordre du jour

An hiner Réunion vum 10. November huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Déklaratioun iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn; duerno de Projet de loi 6282, eng Direktiv iwwert d'Sécherheet am Schinneberäich - nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hëlt fir d'Éischt d'Chamber en neie Member op. Dann hu mer e puer Ofännerungen an der Zesummstellung vun de Kommissiounen an internationalen Delegatiounen. Dann hu mer d'Erneuerung vun de Mandater vum President, Vizepräsident an engem Conseiller vun der Cour des Comptes, an dann d'Debatt iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik - nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6244, eng Direktiv, déi d'Gesetz iwwert d'Maschinen ofännert - nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6306, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Libre circulation des personnes - nom Modell 1, an dann eng Interpellatioun vum Claude Adam iwwert den Neutralitéitsprinzip am Internet - nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Déklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President!

► **M. le Président.** - Jo. Entschëllegt, Här Ausseminister, den Här Bettel freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, just zum Ordre du jour. Dir hutt ugefaangen, andeem Der gesot hutt, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen um Bureau géif leien. Ech wier frou, wann d'Lëscht vun den net beäntwertete parlamentareschen Ufroen och eng Kéier géif nees erwikommen. Mir hunn haut de Moien nees gekuckt. Mir hu parlamentaresch Ufroen - et sinn der ganz vill am Moment -, déi net beäntwert wieren.

Ech wier frou, wann Der nach eng Kéier - well mer elo scho fënnf Ministeren hei hunn - wierklech de Message géift weiderginn. Mir hunn en Délai, dee soll och respektéiert ginn. Wa se Problemer hunn, hu se jo eng Méiglechkeet, fir e verlängerten Délai unzufroen. Mä wa mer eis parlamentaresch Aarbecht wëlle seriö huelen, sollt d'Regierung och wann ech gelift mat Zäiten déi Äntwerte ginn.

► **M. le Président.** - Ech wëilt dem honorabelen Här Bettel soen, datt de President regelméisseg d'Regierung erënnert, datt d'Froer sollen zur Zäit beäntwert ginn, an en huet dat och nach virun e puer Deeg erëm eng Kéier gemaach.

(Brouhaha)

Sou, elo kritt awer d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen, op den éischte Bléck kann een iwwerrascht sinn, wann een de Kontrast tëschent den zwee Ufere vum Mëttemier géigeniwwerstellt: Am Norden ass en Europa, wat an der Kris an am Zweifel stécht; op där anerer Säit, am Süden, erwächt Nordafrika a verlaangert no Fräiheet an Hoffnung.

Op där enger Säit sinn alehrwürdeg Natiounen, déi gelähmt schéngen an net amstand sinn, sech aus engem Däiwelskrees ze befreien, dee se net verstinn, an déi sech nach esou vill hoffnungsvoll Heilmittel wëlle ginn.

Op där anerer Säit hu couragéiert Populatiounen géint Regierungssystemer rebelléiert, vun deenen ee gemengt huet, dass se fir all Eiwegkeet géife bestoe bleiwen. Völker, deenen ee fälschlecherweis ennerstallt huet, dass se net emol d'Aspiratioun op Fräiheet hätten, sinn op Initiativ vun hirer Jugend oggestanen an hunn hiert eegent Schicksal an d'Hand geholl.

Dës Duerstellung ass natierlech ze relativéieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass Europa, trotz den aktuelle Problemer mat sech selwer, eng entscheidend Inspiratiounsquell war fir dat, wat mir allgemeng jo d'„Arabescht Fréijoer“ nennen.

Natierlech sollt een net higoen an d'Evidenz ofstreiden: Europa stécht an enger schwéierer Kris, déi vill Facetten huet an déi wäit iwwert d'budgetär Schwieeregkeete vun deenen engen oder aneren erausgeet.

Dës Feststellung soll eis awer net découragéieren. D'Länner vun der Europäescher Unioun hu scho vill aner Krisen zënter de 70er Joren duerchlieft, politescher, wirtschaftlecher a sozialer Natur. An d'Äntwert war ëmmer déiselwecht: Mir müssen no vir goen an déi europäesch Integratioun weiderdriewen, mat Courage, mat Oppenheet. Et war net ëmmer einfach. Et ass net ëmmer esou séier gaangen, wéi een dat gehofft huet. Mä et gouf am Endeffekt ëmmer faerdegbrecht.

Ech weess och, dass verschidde Leit eis haut iwwerzeege wëllen, dass dat Schnéi vu gëschter ass an dass d'Situatioun haut eng ganz aner wier. D'Léisung vu fréier géifen net méi gräifen, heescht et, an déi sollten och deemno verworf ginn. Jo, et läit am Trend ze behaupten, dass mer um Enn vun engem historischen Zyklus ukomm sinn, an dass d'europäesch Integratioun - nodeems se hiren Héichpunkt eigentlech erreecht huet - elo dozou verdaamt ass, fir ofzeweelen.

Ech kann nëmme virun esou Theorië warnen. Déi déngen nëmme deenen, déi méi oder wéineger oppen déi national Egoisme verdeedegen a sech deenen anere wëlle verschléissen a sech ofkapselen. Eng Form vu salonfäigem Nationalismus an Egoismus schlächet bekanntlech duerch vill EU-Länner.

Wann déi nationalistesch Tendenz sech géifen duerchsetzen, da wier dat eng schlecht Entwecklung fir all d'Memberstaaten, y compris fir déi, déi aus Nostalgie oder Selbstverblendung mengen, si kéinte sech eleng op der Weltbühn duerchsetzen. Fir eist Land wier esou eng Haltung déidlech, well eis Sécherheet an eis Prosperitéit op dem Erfolleg vun der Europäescher Unioun berouen.

Ech wiere mech géint déi, déi mengen, eis Aussepolitik géif sech ze vill mat der Europäescher Unioun beschäftegen an net genuch mat eisen eegenen Interessen. Den Erfolleg vun der Europäescher Unioun ass deen éischte vun eisen Interessen! Sech verantwortungsvoll a solidaresch asetze fir d'Verstärkung vun der Unioun, dat ass och sech asetze fir eist Land. An dozou gëtt et keng Alternativ.

Dësen Engagement ass och eng konkret Ëmsetzung vun eise Wäerter, wéi d'Demokratie, wéi d'Menscherechter an d'Solidaritéit. Et kann een also net zwou Aussepolitiken entgéintsetzen: eng, déi eis Interesse géif verdeedegen, an eng, déi eis Wäerter géif verkierperen. Et ass an der Moud, iwwerall wëllen de Konflikt tëschent Realismus an Idealismus ze gesinn. Mä des Virstellung ass falsch! An eise Engagement fir d'europäesch Integratioun fléissen eis Interessen an eis Idealismus zesammen, ob dat am Beräich ass vun de Menscherechter, der Rechtsstaatlechkeet oder selbstverständlech och dem Multilateralismus.

Ech wëilt lech versichen ze weisen, dass eis Aussepolitik - iwwereng an de grouse Linnen ni a Kontradiktion mat der Chamber - eng Politik ass, déi responsabel a solidaresch eis Interessen an och gläichzäiteg eis Wäerter verdeedegt.

D'Europäesch Unioun bestëmmt maassgeblech d'politescht, d'ekonomescht an dat soziaalt Liewen zu Lëtzebuerg. Et ass ëmsou méi bedauerlech ze gesinn, dass wesentlech Acquisé vun der europäescher Konstruktioon an der Lescht widderhuet a Fro gestallt goufen.

D'Scholdekrise huet d'Fundamente vun der Wirtschafts- a Währungsunioun erschütter an d'Stabilitéit vun der Eurozon a Gefor bruecht. Dës Kris ass sonnergläichen. Mir sti viru groussen Ëmwälzungen, wat d'Gestioun an der Eurozon betrëfft. Munchere werft der Unioun vir, d'Scholdekrise net an de Grëff ze kréien. Ech verstinn, dass d'Gestioun vun der Kris als ze lues an ze onduerchsichteg emfonnt gëtt, an dass ouni Zweifel am leschten annerhallwe Joer och vill gezeckt a gedribbelt ginn ass, anstatt ze handelen.

Mä et dierf ee weder déi technesch nach déi politesch Komplexitéit nach d'Schwieeregkeete vun dëser Aufgab ënnerschätzen. Déi politesch Responsabel vun haut müssen haut verschidde Versäumnisse behiewen, déi bei der Schafung vun eiser gemeinsamer Währung an den 90er Joren entstanen sinn. D'Scholdekrise huet verschidde wesentlech Manktumen an der europäescher Konstruktioon ennerstrach.

Fir d'Politiker, déi haut am Vierdergrond stinn, ass d'Kris ee stännege Balanceakt. Et steet immens vill am Spill. D'Faillite vun engem Stat ass eng reell Gefor, déi wéi een Damoklesschwert iwwert de Käpp vu Milliounen Bierger an Europa an hirer wirtschaftlecher Situatioun hänkt. D'Zuel vun den implizéierten Acteuren ass duerchhaus beandrockend: d'Regierungen aus der Eurozon, d'europäesch Institutiounen, d'national Parlamenter, d'Banken, d'Investisseuren, d'Finanzmäert, mä awer och d'Memberstaaten, déi net an der Eurozon sinn, an aner extern Acteure wéi den Internationale Währungsfong.

Ënnert deenen Ëmstänn geet et net duer, sech eng Kéier ze treffen, fir d'Froen ze regelen, vun deenen esou vill fir esou vill Leit och ofhänkt. Et muss ee sech ofschwätzen, sech beroden, verhandelen, sech nach emol ofschwätzen. Genau dat ass, wat am Moment gemaach gëtt. Et gëtt nonstop dru geschafft, fir déi beschtméiglech Léisungen ze fannen.

Et stëmmt, dass verschidde Moosnamen, déi am Kader vun der Kris hu misse getraff ginn, Ad-hoc-Moosname sinn, wéi zum Beispill d'Schafe vun Europäesche Fong fir Finanzstabilitéit. Et ass verständlech, dass a Krisenzäite muss kënnen séier gehandelt ginn. De gemeinschaftleche Geescht, den „esprit communautaire“, muss awer de Basisprinzip vum Fonctionnement vun der Unioun bleiwen, an dat an alle Beräicher.

Déi nei Uniounsmethod, wéi se vu Verschiddene genannt gëtt, muss d'Ausnahm bleiwen. Et brauch een net ze ennersträchen, dass Lëtzebuerg - zesumme mat anere Memberstaaten - ëmmer erëm de Respekt vun der Gemeinschaftsmethod fuerdert, an där d'Europäesch Kommissioun eng zentral Roll spillt.

Am Kader vun den Efforten, déi ennerholl goufen, fir d'Scholdekrise ze iwwerwannen, huet sech eist Land vun zwou grouse Prinzipie leede geloos: vun der Solidaritéit an der Soliditéit. Op där enger Säit muss d'Eurozon solidaresch si mat de Länner, déi Schwieeregkeeten hunn. Op där anerer Säit ass et evident, dass déi Länner sech hirersäits musse solidaresch mam Rescht vun der Eurozon erweisen, andeems si d'Moosname musse ergräifen, fir hir eege Situatioun ze verbessern an domat d'Soliditéit vun der Eurozon ze stäerken. An deem Zesammenhang goufen an de leschte Méint beidende Décisiounen jo geholl.

Verschidde Länner hunn e schwache Wuessstum, hunn héije Chômage, héich Scholden a grouss budgetär Defiziter. Dëst zwéngt si, hir sozial Budgeten drastesch ze kieren an d'Steieren ze erhéien: Moosnamen, déi zu politeschen an zu soziale Spannungen gefouert hunn. D'Kombinatioun vun héijen Defiziter a Scholden an engem schwache Wuessstum huet dozou gefouert, dass d'Finanzmäert d'Eurozon ganz kritisches betruuchten, a Griichenland, Irland a Portugal sech de Moment net méi um Finanzmaart - wéi mer wëssen - refinanzéieren kënnen.

D'Memberstate si sech voll a ganz bewusst, dass si ennerene musse solidaresch sinn: D'Defiziter an d'Scholden vun engem Land belaauchten och déi aner. Eng kollektiv Äntwert ass déi eenzeg méiglech Léisung, am Respekt vun de gemeinsame Regeln.

Eng global Äntwert op d'Scholdekrise setzt sech aus verschiddenen Elementer zesammen: d'Europäescht Semester, de reforméierte Stabilitéits- a Wuessstumspakt, den Europäesche



Fong fir Finanzstabilität an den zukünftigen Europäesche Stabilitätsmechanismus grad wéi och d'Hëllefprogramm, déi schonn agericht gi sinn, an d'national Reformplang, déi ageleet goufen.

Dernieft ass am exzeptionelle Fall vu Griichenland d'Bedelegung vum Privatsektor a Form vun engem Scholdeschnëtt an eng Rekapitalisatioun vu betraffene Banke virgeholl ginn.

Gläichzäitig muss d'Eurozon hire Fonctionnement verbessern. Déi gemeinsam Währung setzt viraus, dass all Land d'Regelen anhält. Am anere Fall fällt d'Gerüst an de Koup. A kee Land soll ausgeschloss sinn, an d'Länner a Schwierigkeete profitéieren vun de Bäistandsmechanismen. Mä d'Eurozon ka just als Ganz funktionéieren.

D'Europäescht Semester huet zwee Ziler. Dat éischt Zil ass, dass d'Politiken, déi fir budgetär Disziplin - d'Stabilitäts- a Konvergenzprogramm - respektiv fir méi e grousst Wuesstum a manner Chômage - d'national Reformprogramm also - suerge sollen, besser openeen ofgestëmmt ginn. Dat zweet Zil ass eng Verstärkung vun der wirtschaftlecher Gouvernance, andeems d'budgetär Politiken an der EU besser iwwerwaacht an och ofgestëmmt ginn.

Dank dësem neie Kader ginn d'Politiken an Zukunft an den éischte sechs Méint vum Joer, also virun de Budgetsdecisioun vum de Memberstate fir dat Joer drop, ennereneen ofgestëmmt. Sait Juli leeft d',nationaal Semester'. Heibai ginn d'Recommandatiounen fir d'Ausschaff vum nationale Budget fir 2012, dee jo den nächste Mount hei an der Chamber wäert diskutéiert ginn, berücksichtegt. Esou wäert de Vote vum Budget - eng vun de wichtigste Kompetenze jo vun der Chamber - vill méi kloer wéi bis elo an engem europäesche Kader stattfannen. Dës Moosnam soll jo an den nächste Joren zu enger verstärkter Integratioun - wéi ech gesot hunn - vun den nationale Budgetspolitike féieren.

Just heizou wéilt ech mat Nodrock betounen, dass een „haircut“ vun de Sozialleeschungen oder een Zerschloe vun eiser Kultur vum sozialen Dialog net dierf an net kann d'Zil sinn.

D'Reform vum Stabilitäts- a vum Wuesstumspakt gouf jo am September adoptéiert. Si soll zu enger méi strenger Iwwerwaachung féieren, andeems si wäitgehend automatesch Sanktiounen virgesäit, wann d'Regelen net respektéiert ginn. Eng gemeinsam Währung bedeit eben och eng gemeinsam Solidaritéit.

Well awer d'Scholdekrise net nëmmen an alle Fäll duerch gréisser Budgetsdefiziter verursaacht gouf, wéi d'Beispiller vun Irland an och vu Spuenien weisen, gëtt de reforméierte Stabilitäts- a Wuesstumspakt kompléiert duerch déi sougenannten „Prozedur vun den exzessive makroekonomeschen Ongläichgewichter“. Dës Prozedur gesäit vir, dass d'Memberstate musse Moosnamen ergräifen, déi zu enger gréisserer realer Konvergenz vun den Ekonomien féieren.

De 26. Oktober huet bekanntlech d'Eurozon sech kënnen eens ginn, enner anerem, iwwer wichteg Punkte wéi d'Emstrukturéierung vun der griichescher Schold, d'Rekapitaliséierung vun de Banken an d'Verstärkung vum Europäesche Fong fir Finanzstabilität. No eelef Sommerten an de leschten 20 Méint hunn déi 17 Euroänner et fäerdegbruecht, déi gräifend Moosnamen ze huelen, fir aus der Kris erauszekommen. Si hu sech awer och engagéiert, d'Wirtschafts- an d'Währungsunioun ze kompléieren an d'Leieren aus där heiteger Kris ze zéien.

De President vum Europäesche Rot krut d'Mandat, Mesuren ze definéieren, fir d'wirtschaftlech Unioun ze stäerken a se op den Niveau vun der Währungsunioun lues a lues ze bréngen. Ännerung vum Traité sinn net auszuschléissen, obwuel ee sech muss bewusst sinn, op wat fir ee Risiko dass ee sech do aleisst.

Bis Enn des Joers soll ee Pabeier virleien, wou och eise Premier als President vum Eurogroup mat implizéiert ass, deen d'Marschroute dozou soll festleeën, wann dat muss sinn; natierlech ëmmer am totale Respekt vun de Prärogative vun den europäeschen Institutionen.

An der Zwëschenzäit ass de Sommet vun der Eurozon jo schonns institutionaliséiert ginn; mindestens zweemol am Joer soll en zesummekommen. D'Kommissioun an den Eurogroup mussen an Zukunft iwwer all wichteg Ännerung an der Budgetpolitik vun engem Land informéiert ginn, an dat nach ier dës Ännerungen definitiv adoptéiert ginn.

Wat d'Emsetze vun den Décisiounen vum 26. Oktober ugeet, sollte mer dru gleewen, dass déi nei griichesche Iwwergangsregierung esou séier wéi méiglech de Rettungspakt mat de betreffende Moosnamen adoptéiert an dem griichesche Vollek de Wee aus dem Tunnel preparéiert.

An de leschten Deeg, mir wëssen et, sinn och d'Suerger an Italien - ëmmerhin, wéi mer wëssen, déi drëttgréissten Ekonomie an der Eurozon, mat 17% vum PIB - gewuess. Italien huet eng héich Statsschold an e ganz niddrege Wuesstum de Moment. Dat ass scho méi laang gewosst, gradesou wéi et gewosst ass, dass déi politesch Situatioun an Italien keng einfach ass. An „normalen“ Zäite war déi Situatioun net zerfriddestellend, mä d'Soutenabilitéit vun den italiensche Statsfinanze war awer ni bedroht.

Mir sinn awer elo net méi an „normalen“ Zäiten, an deemno muss Italien elo schnellstens déi Moosnamen emsetzen, zu deenen et sech verpflichtet huet an déi derzou bäidroen, dass seng aussergewöhnlech héich Statsschold erofgeet. De Récktrëtt vum Premier Berlusconi soll derzou bäidroen, dass d'Vertrauen an d'italienesch Politik erëmkënn an en Ausufere vun der Kris ka verhënnert ginn. An dem Här Mario Monti gëtt zougetraut, dass hien an Italien den Iwwerbléck fënnt, fir géigenzesteieren.

Här President, et schéngt mer och wichteg, nach eng kéier un déi negativ Roll vun de Ratingagencen ze erënneren, dëst besonnesch nodeems wat d'lescht Woch mat Frankräich geschitt ass. Si nieren net nëmmen d'Spekulatioun op de Finanzmäert, mä droen och derzou bai, dass d'Scholdekrise nach ëmmer méi schlëmmt gëtt.

D'Ratingagencen hunn d'Bonitéit vu Griichenland, Spuenien, Portugal an anere Länner erofgesat, obwuel dës Länner ganz couragéis Reformen ennerholl hunn, fir hir öffentlech Finanzen ze sanéieren.

Länner ze bewäerten, déi an engem Strukturpassungsprogramm sinn, ass ganz einfach onsënneg. Et fiert ee jo och net op Sandweiler mat sengem Auto, wann en nach an der Garage ass, fir gefléckt ze ginn!

De Ratingagencen hir Legitimitéit gëtt duerch hir Oligopol-Roll geschwächt, duerch hir Onfäegkeet, fir Feeler, déi si an der Vergaangenheet gemaach hunn, riichtzestoen, duerch hire Manktum un Transparenz an den Timing vun hire Bëuerdeelungen.

Et ass och net akzeptabel, dass Ratingagencen d'Qualitéit vun engem demokratesche Prozess bewäerten - an ech mengen, eise Finanzminister gëtt mer do recht.

D'Bonitéit zum Beispill vun den USA gouf wéinst der Politik erofgesat, wéinst de Republikaner an den Demokraten, déi sech gläichzäitig am Kongress blockéiert hunn, an net wéinst der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun u sech. Eng Ratingagence huet kee politesch Uerteel iwwer ee Land ofzeginn!

Duerfir schéngt et mir héich Zäit, dass den aktuelle System, deen de Ratingagencen eng iwwergrouss Muecht gëtt a si an de Mëttelpunkt vum Finanzsystem setzt, reforméiert gëtt. D'Propositionen, déi d'Kommissioun haut op den Dësch geluecht huet zu Stroossbuerg, oder zu Brëssel, ginn an déi richteg Richtung a kënnen op eis Ennerstëtzung zielen.

Mir brauchen elo eng staark a gemeinsam Politik, déi vun enger kloerer Zukunftsvisioun inspiréiert ass. D'Rekapitaliséierung vun de Banken aus der Eurozon an d'Ariichte vun enger Schutzmauer, déi zolidd genuch ass, fir déi aner Länner virun der Ustiechungsgefahr ze schützen, si jo primordial.

D'Gläichgewicht tëschent der Budgetkonsolidatioun an dem wirtschaftlechen Opschwung muss fonnt ginn, fir sozial Onrouen ze verhënnern. D'Scholdekrise huet Regierungen un d'Fale bruecht: an Irland, a Portugal, an Italien, a Griichenland, an der Slowakei. Regierungen sinn, wéi mer wëssen, ze ersetzen, wa se abriechen. Den Euro dierf net abriechen, well en ass net ze ersetzen!

Den Euro ass ee Produkt vun der Coopération renforcée an der Europäescher Unioun. D'EU huet als „image de marque“, wann ech dierf soen, d'Solidaritéit, also d'Inklusioun. De Géigendeel ass d'Exklusioun, d'Ofstoussen. Et dierf net d'Zil sinn, drop hinzeschaffen, fir Länner aus der Eurozon auszestoussen. Ënnert der Bedéngung, dass ee Land selbstverständlech sech hëllef léisst a sech esou verhält, muss déi Charakteristik sech ëmmer spigelen, déi un der Wéi eigentlech jo vun der Europäescher Unioun stoung: politesch Solidaritéit, haaptsächlech a schwieregen Zäiten.

Erlaabt mer och hei d'Wierder vum Jean-Claude Juncker a Saachen „Kär-Eurozon“ vun der leschter Woch, un där jo Däitschland, Frankräich, Finnland, Eisträich an de Benelux dru bedeelegt sinn, ze gebrauchen. E sot: „Dat ass eng domm Iddi.“ Ech kann dat nëmmen deelen. Domm an deem Sënn, dass hei mam Euro a mam Schicksal an der sozialer Ofsecherung vun honnerte Milliounen Leit gespilt gëtt.

Net nëmmen d'finanziell Situation vun de Memberstaten, mä och de finanzielle Kader vun der Unioun no 2013 ass jo e wichteg

Thema, wou mir weider musse solidaresch handelen. D'Europäesch Unioun bereet jo d'Emsetzung vun hirer Politik fir d'Period 2014, déi elo bis 2020 geet, vir, fir weider zum Wuelstand vun hire Bierger bäizedroen an dernieft d'Ziler vun der Strategie „EU 2020“ ze ennerstetzen.

Enn Juni huet d'Kommissioun eng ganz zolidd Basis fir de kommende Verhandlungsprozess virgeluecht, an déi éischt politesch Diskussiounen hu schonns stattfonnt. Lëtzebuerg wënscht sech, dass d'Verhandlungen iwwert de finanzielle Kader an enker Zesummenarbecht tëschent dem Conseil, dem Parlament an der Kommissioun geprägt sinn.

D'EU muss sech déi néideg Mëttele ginn, fir hir Ambitiounen emsetzen. Dës Mëttele musse sech op déi wichtegst Prioritéite selbstverständlech konzentréieren: d'Wäertsteigerung, d'Resultat an d'Qualitéit vun den europäeschen Ausgaben. Mä et muss een an enger Zäit vu Spuermoosnamen a budgetärer Disziplin och ennerscheeden tëschent deem, wat méiglech ass, an deem, wat ebe wünschenswäert ass.

D'Diskussiounen iwwert den neie finanzielle Kader hunn enner polnescher Présidence ugefaangen, wäerten enner dänischer Présidence d'nächst Joer weidergefouert ginn, fir Enn vum Joer am zweete Semester 2012 enner zyprotescher Présidence da kënnen ofgeschloss ze ginn. A mir wäerten also d'Geleeënheet hunn, fir op dëst Thema hei zrëckzekommen.

Här President, am Juni 2010 hu mer ganz feierlech zu Schengen de 25. Anniversaire vum Schengen-Accord gefeiert. E puer Méint méi spéit koume jo déi éischt Versuch, fir dës Accord a Fro ze stellen. Eng Afrostellung, déi mat der Migratioun als Konsequenz vum „Arabesche Fréijoer“ direkt a Verbindung jo bruecht ginn ass.

De Schengen-Raum ass ee vun deene wichtigsten Acquisé vun der europäescher Konstruktionsraum. Ee Raum, an deem sech iwwer 400 Milliounen Mënsche fräi beweegen kënnen. E Symbol fir Rechter a Fräiheet, deen och zum Opschwung vun eise Land doudsicher bäigedroen huet. E Symbol carrément vun den Avantagë vun der Europäescher Unioun, em dat mer weltwäit beneit ginn!

Dës Konstruktionsraum gouf a leschter Zäit e puermol op d'Pruf gesat. Op där enger Säit sinn et d'Meenungsverschiedenheeten iwwert d'Participatioun vu Bulgarien a Rumänien am Schengen-Raum, op där anerer Säit unilateralen Initiativen, wéi vun der fréierer Regierung aus Dänemark, déi d'Prinzipie vum Schengen-Raum a Fro stellen.

Dowéinst bedauern ech populistesch Tendenzen, déi d'Zil hunn, d'Grondprinzipien a Fro ze stellen, op deenen de Schengen-Raum opgebaut ass. Mir brauche gemeinsam Politiken, déi d'Mënschen zesummeféieren an d'europäesch Iddi no vir bréngen, virun allem an esou schwieregen Zäiten.

Dowéinst freet et mech besonnesch, dass déi nei Regierung an Dänemark hirem Virgänger seng Décisioun, d'Grenzkontrolle mat Däitschland a Schweden erëm anzeféieren, réckgäנגeg gemaach huet.

Stellt lech kuerz emol d'Konsequenz vir, wann d'Awunner vu Lëtzebuerg grad wéi och d'Frontalier an der Groussregioun net méi vun hire Rechter a Fräiheet profitéieren kéinten, déi hinnen de Schengen-Raum garantéiert: wat fir eng Chicanerie, mat där se do all Dag konfrontéiert wieren!

Mä och wa Lëtzebuerg zënter Laangem d'Kontrollen op senge Grenzen ofgeschaaft huet, heescht dat net, dass mer net solidaresch si mat deene Memberstaten, déi ganz schwéier Problemer hunn, d'Baussegrenze vun der Unioun ze kontrolléieren. Wéi mir wëssen, gëtt dës Schutz am aktuelle Kontext ëmmer méi schwierig. Aus deem Grond huet Lëtzebuerg 2011 u verschiddene Missiounen vun der europäescher Agence Frontex deelgeholl.

Nach ëmmer vum Traité - Här President - vu Lissabon ze schwätzen, schéngt vläicht onpassend a souguer anachronistes, vu dass schonns vu senger Iwwerschaffung Rieds geet. Et huet sech effektiv erausgestallt, dass den Traité, deen hätt sollen ee stabilen institutionelle Kader aféieren, deelweis net komplett ass, fir d'Défië vun der Scholdekrise, déi eben op eis zoukumm ass, an de Grëff ze kréien.

Dëst ass erkannt ginn, wéi d'Décisioun geholl ginn ass, den zukünftigen Europäesche Stabilitätsmechanismus an d'Liewen ze ruffen - den Nofolger vum Europäesche Fong fir Finanzstabilität. Bei dësem Instrument - musse mer wëssen - befanne mer eis jo ausserhalb vum institutionellen europäesche Kader vum Traité. An deem Sënn huet d'Regierung e Gesetzesprojet deposéiert, deen d'Décisioun vum Conseil europäen ratifizéiert, mat där den Artikel 136 vum Traité geännert gëtt. Dës erméiglecht

d'Ariichte vum permanenten Europäesche Stabilitätsmechanismus.

Dernieft geet d'Emsetzung vum Traité vu Lissabon weider an d'EU-Institutionen gi Schratt fir Schratt verstärkt. Et gouf beschloss - Dir wësst et -, den Europäeschen Auswärtigen Déngscht anzerichten an d'Europäesch Biergerinitiativ an d'Wee ze leeden. Dank de Perspektiven, déi d'Traitéen erméiglechen, ginn d'europäesch Politiken a wesentleche Beräicher erneiert a verstärkt, virun allem bei der Sécherheet, der Fräiheet an och der Justiz.

Wann den Europäeschen Auswärtigen Déngscht komplett asazbereet ass, wäert hien d'Visibilitéit an och d'Effizienz vun der Unioun op internationalem Plang verbessern. Net nëmme wäerte seng Messagen a säin Afloss verbessert ginn, mä och d'Memberstate wäerten op eng aner Manéier vun dëser Evolusioun profitéieren. Dat ass virun allem de Fall fir Memberstate mat engem - wéi mir - éischter bescheidenen diplomatesche Réseau. Mir mussen deemno speziell derfir suergen, dass eng wierklech Kultur vu Kooperatioun an Informatiounsaustausch tëschent de Memberstaten an dem Auswärtigen Déngscht entsteet.

D'Europäesch Biergerinitiativ ass jo eng nei Form, fir d'Bierger an der Elaboratioun vun den EU-Politiken deelhuele ze loosse. Si ass en éischt Element vun direkter Demokratie an der EU.

D'Reglement fir d'Europäesch Biergerinitiativ gouf de 16. Februar 2011 adoptéiert a wäert dann den 1. Abrëll 2012 a Kraaft treden. Ab dësem Datum kënnen déi éischt Initiativen no enger genee definierter Prozedur bei der Europäescher Kommissioun dann agereicht ginn. De Gesetzesprojet fir d'Emsetze vum europäesche Règlement gouf am August 2011 hei an der Chamber deposéiert, an ech sinn iwwerzeugt, dass d'Chamber dat Gesetz och ka geschwénn adoptéieren. Ech weess, dass an der Kommissioun intensiv dorunner geschafft gëtt vum Här Paul-Henri Meyers. Bei där Geleeënheet kënn mir, wann Dir wënscht, och am Detail selbstverständlech méi op déi Initiativ agoen.

Eist Engagement vis-à-vis vun der Europäescher Unioun manifestéiert sech och natierlech an eiser Politik als „État hôte“ vu villen europäeschen Institutionen. D'Regierung wäert och weider alles drusetzen, fir den europäeschen Institutionen hei zu Lëtzebuerg eng gross Liewensqualität an optimal Aarbechtskonditiounen ze bidden, fir dass si op eng effikass a kohärent Manéier funktionéieren kënnen.

Projete wéi den Ausbau an d'Renovatioun vum Konferenzzentrum um Kierchbierg, dee bis d'Sessiou vum Conseil vum Abrëll 2012 - sou hoffe mer op jidde Fall - misst ofgeschloss sinn, den zweeten Ausbau vun der Cour des Comptes, d'Renovatioun an den Ausbau vum Europäesche Parlament oder d'nei Gebaier fir d'Kommissioun sinn eng Chance, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg trotz enger ëmmer méi grousser Konkurrenz als Stad an als Sëtz vun den europäeschen Institutionen à même ass, dës ënnert de beschte Bedéngunge kënnen opzehuelen.

Niewent den Immobiliéprojete probéiert den Ausseministère natierlech och, d'Liewe vun den europäesche Beamten, déi an eise Land liewen a schaffen, ze vereinfachen. Aus deem Grond wëlle mer eng nei Legitimationskaart fir si aféieren, an e Projet de loi gouf am Ufank vun dësem Joer hei an der Chamber deposéiert.

Wéi de Virstouss vum Parlament, d'Agenda vu senger Sessiounen emzënnern, weist, ass d'Fro vum Sëtz ni endgültig geléist. An dësem Kontext huet Lëtzebuerg e Mémoire als Ennerstëtzung vu Frankräich agereicht, an och soss wäert Lëtzebuerg sech derfir setzen, dass d'Traitéen an dësem Zesummenhang agehale ginn.

Déi verschidde Schwierigkeeten an Erausforderungen an der Europäescher Unioun, déi ech lech beschriwwen hunn, kéinten eigentlech pessimistesche stëmmen. Fir munch ee Pessimist sinn et Zeeche vun engem Déclin - wéi ech scho gesot hunn - vun Europa vis-à-vis vun aneren dynamesche Regiounen an der Welt. Deem kann ech awer bestëmmt net zoustëmmen!

Et muss ee just iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun erauskucken, fir feststellen, dass Europa nach ëmmer een Ideal verkierpert.

Dank dem traditionellen europäeschen Engagement an de grouse multilateralen Instanzen fenne mir lues awer sécher déi richteg Usätz wéinstens fir global Äntwerten op déi dréngendst Problemer vun der Weltgemeinschaft.



Es staarkt europäesch Engagement ass esou néideg wéi nach ni, wéi d'Beispiller vun der Welthandelsorganisatioun oder de Kampf géint de Klimawandel weisen.

Mir setzen och weiderhin op de Multilateralismus beim internationalen Handel zu Genf bei der OMC. Scho säit zéng Joer engagéiert sech Lëtzebuerg indirekt iwwert d'Europäesch Unioun fir eng Conclusioun vun der Doha-Ronn. Leider ass et fir eng Rei wichteg Acteuren an der jëtzege Situatioun net méiglech, fir engem Kompromëss zouzestëmme. „Firwat dat Ganzt also?“, froet Der mech vläicht, „firwat verhandele mer weider, wann anerer d'Doha-Ronn blockéieren?“

Aus deem einfache Grond, well mer iwwerzeegt sinn, dass an dese Krisenzäiten, an Zäite vu protektionisteschen Tendenzen a wou d'Solidaritéit a Fro gestallt gëtt, mir mam gudden Beispill virgoe mussen. Mir sollten eis Idealer verdeeden an den am mannsten entwéckelte Länner hëllefen, fir dass och si kënnen vun der Globaliséierung positiv profitéieren. Genee dowéinst engagéiert sech Lëtzebuerg am Kader vun der Doha-Ronn fir d'Integratioun vun den Entwécklungslandern eben an den internationalen Handelssystem.

Säitdeem d'Doha-Ronn blockéiert ass, féiert d'EU parallel - wéi Der wësst - bilateral Verhandlung mat Drëtstatten. Esou ass d'Fräihandelskommis si tëschtent der Europäischer Unioun a Südkorea den 1. Juli a Kraaft getrueden. De Gesetzesprojet ass Enn August hei an der Chamber déposéiert ginn. E Fräihandelskommis ass och viru Kuerzem mat Kolumbien a Peru ofgeschloss ginn. Et betrëfft net just Handelsfroen, mä och d'Rechter zum Beispill vun den Aarbechter an nohalteg Entwécklung.

Ähnlech Verhandlung lafen och mat der Ukraine, mat Indien, mat Kanada, mat Singapur an och mat e puer anere Länner. Si sinn en Zeechen dofir, dass sech d'EU fir oppen an ausgeglachen Handelsbeziungen asetzt. Op där enger Säit kréien d'Lëtzebuurger Betriber op des Manéier Zougang zu neier Marchéen, op där anerer Säit verlaangt Lëtzebuerg awer och, dass Ëmweltnorme strikt agehale ginn an dass, falls néideg, des Accordé Klauselen iwwer eng nohalteg Entwécklung enthalen.

Russland trëtt geschwënn - wéi mer wëssen - der OMC bäi. Alles deit drop hin, wéi wann dat bis zum Enn vum Joer geschéie géif. Dat wier eng positiv Entwécklung. D'OMC baséiert op Rechtsprinzipien, fir dass d'Handelsbeziunge méi sécher an och virun allem méi previsibel ginn. Si assuriert, dass Divergenzen onparteiessch geregelt ginn.

D'Europäesch Unioun verhandelt och asymmetresch Accorden - wann ech esou soen daerf - iwwer eng wirtschaftlech Partnerschaft mat regionale Gruppierungen aus Afrika, aus der Karibik an aus dem Pazifik. Dëst soll de betroffene Staaten erlaben, en hirem privilegiéierten Accès zu eise Mäert festzehalen a gläichzäiteg d'Solidaritéit ze förderen. Vu hir historischer Roll an dese Regiounen ass d'Europäesch Unioun dese Länner dat natierlech och schëlleg. Am Kader vun de Verhandlung mat anere Partner wäert sech Lëtzebuerg och weider fir d'spezziell Situatioun vun den AKP-Länner asetzen, dëst am Sënn vun enger méi kohärenter Uniounspolitik an de Beräicher Entwécklung an Handel.

Et geet net drëm, dese Länner e Liberaliséierungsprogramm opzedrängen. Si sollen no hirem Rhythmus an op eng verantwortlech a solidaresch Manéier an de Welthandelsystem agebonne ginn. Hir Entwécklung soll hir eegen Ziler a Spezifisitéite berücksichtegen.

Wat de Kampf géint de Klimawandel ugeet, sinn d'EU-Memberstatten zwéngend Engagementer agaangen, fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren. D'Europäesch Unioun setzt alles drun, fir dass op der Konferenz zu Durban zum Schluss vum Joer decidéiert gëtt, d'multilateral Regelunge méi streng ze maachen. Doriwwer eraus droen d'EU a Lëtzebuerg am Kampf géint de Klimawandel hiren Deel zu engem séiere Finanzierungsmechanismus bäi. Loosst mech ënnersträichen, dass des Méttelen am Fall vu Lëtzebuerg nei sinn an eis Entwécklungshëllef ergänzen.

An dese schwierigen Zäiten daerfe sech Europa a selbstverständlech och eist Land net ängschtlech an egoistesch zrëckzéien. Esou eng Astellung géif aus eis en Deel vum Problem maachen, wou mir dach legitim Ambitiounen hunn, en Deel vun der Léisung ze sinn.

Fir sech, Här President, vun de groussen Erwaardungen un Europa ze iwwerzeegen, muss ee just e Bléck op eis direkt Noperschaft werfen. Dozou gehéiert de westleche Balkan,

eng Regioun, an där Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun selbstverständlech sech scho säit ville Jore staark engagéiert hunn. A mir wäerten och weider déi europäesch Vocatioun vun deser Regioun voll a ganz ënnerstëtzen.

Op där enger Säit kënnen d'strukturell Problemer vum westleche Balkan just an der Europäischer Unioun laangfristeg geléist ginn. Op där anerer Säit si Fridden a Stabilitéit an deser Regioun entscheidend fir d'Europäesch Unioun an hir Memberstatten. Ech brauch hei net weider ze ënnersträichen, wéi d'Entwécklungen an deser Regioun eis direkt betreffen.

Lëtzebuerg huet dëst Joer fir d'éischte Keier a Bosnien, a Montenegro an a Serbien Ambassadeuren, mat Residenz zu Lëtzebuerg, genannt. Domadder setze mir e staarkt Zeeche vun eise Interesse an eise Engagement an der Regioun vum Balkan.

Mir brauchen eis keng Illusiounen ze maachen: Och wann et scho Fortschreitter gëtt, bleift nach immens vill ze maachen do. D'EU-Memberstatten, dorënner selbstverständlech och mir, muss sech weider engagieren a solidaresch weisen. Mä den Unnäherungsprozess setzt och eng engagéiert a verantwortungsbewusst Astellung an de Balkanländer viraus. Duerfir sinn och d'Autoritéiten an de concernéierte Länner gefuerdert, konkret Fortschreitter ëmzesetzen. Hei kéint de Bilan - dat muss ee soen - wirklech besser sinn. Déi lescht Méint waren effektiv ganz schwéier fir des Regioun.

Positiv ass, dass Kroatien de leschte Juni seng EU-Bäitrittsverhandlungen ofgeschloss huet an um Enn vun deem Joer de Bäitrittsvertrag ënnerschriwwen wäert ginn. Wann d'kroatesch Vollek zustëmmt, wäert Kroatien dann den 1. Juli 2013 als 28. Memberstat der Europäischer Unioun bäitrieden. Den EU-Bäitritt vu Kroatien ass e Bewäis derfir, dass den EU-Erweiterungsprozess en dynamesche Prozess ass an och bleift.

Ech hoffen, dass Kroatien eng Inspiratioun ass fir déi aner Länner an der Regioun, déi nach vill Effortë maache mussen, fir kënnen der EU bäitrieden. Trotzdeem ënnersträichen ech, dass all d'Länner vum westleche Balkan zënter 2003 - wéi mer wëssen - eng europäesch Vocatioun hunn, an dass Lëtzebuerg si voll dobäi ënnerstëtzt, fir d'Reformen ëmzesetzen, déi néideg sinn, fir e Member vun der Europäischer Unioun ze ginn.

Trotz den erfollegräiche Verhandlung mat Kroatien an der Wichtigkeet vun deem Erfolleg fir de westleche Balkan daerfe mer net vergiessen, dass d'Erweiterungspolitik net just des Regioun betrëfft.

Sou sinn d'Entwécklung fir e Bäitritt vun der Türkei manner spektakulär wéi bei Kroatien, mä trotzdem - géif ech soen - graifbar. D'Parlamentswahl viru Kuerzem an der Türkei sinn no de Regele vun enger moderner Demokratie ofgelaft. Esou dierft et och méiglech sinn, dass d'Türkei an d'Europäesch Unioun eng Léisung fir déi Dossiere fannen, déi bis elo d'Verhandlung weinst enger ganzer Rei vu Punkte blockéiert hunn.

D'Türkei huet an de leschte Jore grouss Fortschreitter gemaach, an d'türkesch Gesellschaft ass net méi déi nämlech wéi virun 20 Joer an och net méi déi nämlech wéi viru siwe Joer, wou an der Europäischer Unioun eestëmmege de Grondsteen fir Memberschafterverhandlung geluecht gouf am Conseil européen zu Bréssel.

Et ass natierlech nach e wäite Wee, an d'Europäesch Unioun muss och weider Reformen encouragéieren an hir türkesch Frënn drun erënnere, hir Verpflichtungen aus dem Ankara-Protokoll a gewëss Aspekter selbstverständlech och bei de Mënscherechter anzehalen.

D'Thema EU/Türkei ass jo scho bal politesche-philosophescher Natur. Et gëtt den EU-interne Prozess, mat den zrëckhalende Positione vum jëtzege - ech betounen: jëtzege - franséische President, dann déi gespléckten Zrëckhaltung vun der däitscher Regierungskoalitioun, genee wéi d'Bedenke selbstverständlech - wéi mer wëssen - vu Griichenland a vun Zypern. Dann déi genee ëmgedreite Position vum Groussbritannien. Hei geet et virun allem drëm, déi strategesch Wirklechkeet vun der Türkei ze betruechten.

Lëtzebuerg positionéiert sech ganz kloer an der grousser Majoritéit vun deene 27, déi éischts soen, dass d'Verhandlungen net daerfen ausgesat ginn, mä bis zu Enn muss gefouert ginn; dass zweetens d'EU ee formidabile Motor war a bleift, fir d'Reformprozess an der Türkei am Interêt vum türkesche Vollek a senge Grondfräiheete virunzedriewen, an drëtts soen, dass d'Türkei net eleng ee risegt Maartpotenzial bedeit, dat weider wuesse wäert, mä och déi heiteg EU mat där Regioun verbënt, déi esou kruzial fir de Weltfridden ass, an deem Jorhonnert, wou mer liewen.

Entweder wëllt d'Europäesch Unioun Afloss hunn, oder se wëllt nokucken an erdroen. Fir eis Kanner, deenen hiert Liewen duerch dëst ganz 21. Jorhonnert wäert féieren, sollte mer déi richteg Optiounen eis net verbauen!

Mat Island konnte mir eis scho bei zwee Verhandlungskapitelern elo eenegen. Island huet duerch säi Bäitritt zum Europäesch Wirtschaftsraum an de leschte 15 Joer natierlech scho grouss Deeler vum Acquis communautaire ëmgesat. Et muss ee sech deemno virun allem op déi méi schwierig Sujete wéi d'Fëscherei, d'Landwirtschaft an d'Finanzdëngschtleeschtunge konzentréieren.

Ech sinn och frou iwwert de Start vun enger Informationscampagne an Island, fir d'isländesch Bierger objektiv iwwer en EU-Bäitritt vun hirem Land ze informéieren. Et ass wichteg, hinnen d'Virdeeler, mä awer och gläichzäiteg d'Nodeeler, déi kënnen entstoe bei engem EU-Bäitritt, ze weisen.

Bei deenen anere Kandidaten huet Montenegro an de leschte Méint grouss Fortschreitter gemaach a kënnent engem EU-Bäitritt méi no. Dem alljährléche Rapport vun der Europäischer Kommissioun no ass Montenegro prett fir d'Bäitrittsverhandlungen. Lëtzebuerg deelt der Kommissioun hir Analys a mir wäerten eis derfir ausschwätzen, dass d'Bäitrittsverhandlung mat Montenegro 2012 ufänken.

Mazedonien - déi Fréier Republik Jugoslawien (veuillez lire: déi Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien) - ass gutt am Rennen. Mä fir dass d'Verhandlung kënnen ufänken an d'Land bei enger euro-atlantescher Integratioun ka weiderkommen, muss et onbedéngt mat Griichenland eng Léisung weinst dem Sträit vu sengem Numm fannen.

Lëtzebuerg ass net deen eenzege Memberstat vun der EU, dee kloer gesäit, dass Serbien vum Balkan de Schlëssel fir d'Stabilitéit a fir de Wee op Bréssel ass. Duerfir ass Lëtzebuerg bereet, fir Serbien ze hëllefen, de Kandidatstatus ze kréien. Dass d'schrëttweist Normaliséiere vun de Relatiounen mat Prishtina dann allerdinges Realitéit muss sinn, sou sinn ech iwwerzeegt, ass och fir Belgrad eng logesch Konsequenz. Anerefalls riskéiert een, um Kandidatstatus setzen ze bleiwen.

Belgrad a Prishtina mussen un de Verhandlungsdësch zréckkommen an op all Zort vu Provokatioun verzichten. Just e konstruktiven Dialog mat konkrete Resultater erlaabt hinnen, eng gutt Noperschaft opzebauen. Eng gutt Noperschaft ass eng formell Bedéngung fir eng Unnäherung un d'Europäesch Unioun. Gewalttätig Zwëschefäll wéi viru Kuerzem am Nordkosovo um Grenziwwergang zu Serbien kënnen mer net akzeptéieren. Si destabiliséieren d'Sécherheet vun der ganzer Regioun.

An deem Kontext wëll ech d'lëtzebuergesch Zaldoten a Polizisten extra ervirsträiche fir hir Aarbecht, déi si am Kader vun de KFOR-an och den EULEX-Missiounen vun der NATO an der Europäischer Unioun am Kosovo maachen. Si engagéieren sech all Dag fir d'Sécherheet vum Land a fir d'Aféierung vun engem Rechtsstat.

Zënter Abrëll 2000 huet Lëtzebuerg mat 795 Zaldoten, opgedeelt op 35 Kontingenten, un de Friddensmissiounen deelgeholl.

Ech wëll och nach drop hiweisen,...

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - Ech wëll och nach drop hiweisen, dass d'EULEX-Missioun am Kosovo mat hire bal 3.000 Vertrieeder déi gréissten zivil Missioun ass. Hir Aufgabe wäerte sech änneren an d'Beräicher Justiz an Douane wäerten ëmmer méi wichteg ginn. Fir des vill Disziplinen ze berücksichtegen a fir sech niwient der Police anere Fonctionnaireskategorien ze erschléissen, gouf d'groussherzoglecht Reglement iwwert d'Lëtzebuurger Bedeelegung un deser Missioun geännert. Mir wäerten och weiderhin eise Deel derzou bäidroen, dass des Regioun, déi vill Leed erlieft huet, hir Plaz an der euro-atlantescher Famill ka kréien.

Mir bleiwen esou laang am Kosovo, wéi et muss sinn. Eis Präsenz ass eng wichteg Basis fir d'europäesch Diplomatie, fir tëschtent Belgrad a Prishtina Beziungen opzebauen. Des Beziunge géifen deser Regioun, déi vill Leed erlieft huet an net wäit ewech ass vun eis, erlaben, hir Plaz an der europäischer Famill ze fannen.

Wat déi aner Länner an deser Regioun ugeet, ass och de Bilan hei gedeelt. An Albanien mussen d'Regierung an d'Oppositioun onbedéngt konstruktiv matenee schwätzen a weisen, dass d'Land politesch räif genuch ass, fir der Europäischer Unioun méi no ze kommen.

A Bosnien-Herzegowina gouf säit de Wahlen am Oktober 2010 ze vill Zäit verluer. Fir Refor-

men anzeleeden, déi néideg si fir d'Stabilitéit an och de Fortschreitt am Land, ass et wesentlech, dass esou séier wéi méiglech eng nei Zentralregierung endlech gebilt géif ginn.

E konkret Element, wou Länner aus der Regioun vum Anhale vun all de Kritäre profitéiert hunn, ass d'Liberaliséierung vun de Visaen. Direkt Kontakter tëschtent de Bierger aus den EU-Memberstatten an de Westbalkan-Länner sinn essenziell.

Ech insistéieren natierlech och op d'Vepflichtung vun deenen, déi vun desen neie Privilegié profitéieren. Et gëtt vill Mëssbrauch a Länner, wou viru Kuerzem d'Visae fir d'Westbalkan-Länner ofgeschafft goufen. Dese Mëssbrauch an de massiven Undrang vun „falschen“ Demandeurs d'asile muss ophalen, fir dass d'Liberaliséierung vun de Visaen ka weider bestoe bleiwen.

Här President, de Westbalkan ass net déi eenzeg Regioun, déi hir Hoffnung op Europa setzt. Dat ass och de Fall fir déi sechs Länner, déi duerch déi östlech Partnerschaft un d'Europäesch Unioun gebonne sinn, nämlech Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukraine.

Dës Partnerschaft ass souwuel fir si wéi och fir d'Europäesch Unioun wichteg, well eng wirklech Zesummenaarbecht opgebaut ginn ass, fir Erfahrungen a fir eng gutt Praxis a verschiddene Beräicher auszetauschen.

D'Bierger vun de sechs Länner wëllen net onbedéngt der EU bäitrieden, mä si wëllen Europa méi no kommen, fir vum Wuelstand, mä och vun den déiwen europäesch Acquis wéi Demokratie, Meenungsfräiheet, Rechtsstaatlechkeet a Sécherheet ze profitéieren.

D'östlech Partnerschaft ass fir Lëtzebuerg vu grousser Wichtigkeet an hiert bedeitend Potenzial muss genotzt ginn. Mir wëlle voll a ganz zu der Realiséierung vun desen ambitiösen Ziler bäidroen, déi am Ufank vun deser Initiativ 2009 festgeluecht goufen.

Mä d'Kritären, déi mir zesumme mat eise Partner entwéckelt hunn, mussen agehale ginn. Eis Noperen am Oste kënnen net méi vun der EU verlaangen, wa si selwer net bereet sinn, hir Gesellschaften ze reforméieren, virun allem a Beräicher wéi Demokratie oder och Rechtsstaatlechkeet. Et wier souwuel illusoresch wéi och net legitim, drop ze hoffen, dass si der Europäischer Unioun just opgrond vu materieller Hëllef oder well den europäesch Maart fir si opgemaach gouf kënnen méi no kommen. Och si mussen prett sinn, sech fir d'Wärter, déi fir de Bau vun Europa wesentlech sinn, opzemaachen.

Och am Süde kucke selbstverständlech d'Noperen op d'Europäesch Unioun.

Wien hätt viru manner wéi engem Joer geduecht, dass de Verzweiflungsakt vun engem eenzege jonke Mann an Tunesien, wéinst engem Mangel u Perspektiv, esou eng politesch a sozial Lawin mat sech bréinge géif? Den onwahrscheinleche Changement an Nordafrika, dee säitdeem geschitt ass, huet revolutionäre Charakter.

Ënnerdréckte Völker sinn erwächt, deenen hir anscheinend (veuillez lire: scheinbar) Passivitéit verschidde Leit gleewe gedoen hat, dass si net, wéi aner Völker och, wéilte fräi sinn. Si hu bewisen, dass si keng Ausnahm sinn. Mir mussen des Demonstratioun vu Courage, Dynamismus an Ausdauer begrëssen, déi schlussendlech d'Regime, wéi mer wëssen, vu Ben Ali, Mubarak a Gaddafi gestierzt huet.

Als Europäer si mir natierlech bei esou Evenementer gefrot, déi sech virun eisen Aen eigentlech ofspillen, a Länner, déi duerch d'Geschicht och an d'Geografie un Europa gebonne sinn. Ech si voll dervun iwwerzeegt, dass des ganz ënnerschiedlech Mënschemasse vu Fraen a Männer, vu Moslemen a Chrëschten, duerch ee Verlaangen no Wäerter ugedriwwen goufen. Wäerter, déi och d'Wäerter vun Europa sinn: de Wëllen, dass d'Rechter an d'Dignitéit vun all de Leit respektéiert ginn, dass d'Ënnerdréckung an d'Korruptioun ophalen, an de Stolz, endlech fir säin eegent Schicksal verantwortlech kënnen ze sinn.

D'Erwaardunge sinn, wéi mer wëssen, enorm. An et wäert och d'Aufgab vun den Europäer sinn, fir eng Äntwert heirop hëllefen ze fannen. Den Europäer hir Erfahrung beim Opbau vun engem Rechtsstat, beim Iwwergang zu Demokratie a Mënscherechter ass an deem Fall e grouse Virdeel, vun deem ee profitéiere soll. Réckschléi, déi géifen des Hoffnung zerstéieren, mussen partout évitéiert ginn. Mä eist Handele ka just eng Hëllef si fir déi concernéiert Völker. Et ass virun allem un hinnen an un hinne selwer, déi nächst Schrëtt op deem Wee ze maachen, dee si goe wëllen.

Et kann hiert Zil net sinn, eng Diktatur duerch eng aner ze ersetzen. Si hunn d'Fräiheet gespuert a wäerten elo net méi drop verzichte



wëllen. D'Hëllef vun der Europäescher Unioun wäert a muss och wirtschaftlecher Natur sinn.

Op där enger Säit muss d'Europäesch Unioun dese Länner finanziell Hëllef ubidden, well hir schwierger wirtschaftlecher a sozial Situatioun kann all Zort vun antidemokratischem Populismus ervirbréngen.

Op där anerer Säit wäert sech d'Europäesch Unioun am Kader vun hirer neier Noperschaftspolitik am Süden an de bilateralen Accordsverhandlungen fir fräien Handel derfir asetzen, och mat hire Mëttelmier-Partner ambitiéis Accordé fir ee liberaliséierten Handel ofzeschleissen. Dëst erlaabt hinnen, eng méi effikass an transparent Wirtschaftspolitik ze maachen, fir den Handel an d'Investitiounen erëm unzekerbeelen. Och wäert d'Europäesch Unioun hiren Zougang an d'Perspektiv op eng progressiv Integratioun op den europäesche Maart, eng Verbesserung vun hirer wirtschaftlecher Performance an eng politesch Stabiliséierung ënnerstëtzen.

Trotz de gemeinsame Punkten ënnerscheede se sech an hire jeeeweilige Situatiounen vunenander.

An Tunesien goufen d'Wahle vun der internationaler Communautéit uerkannt a sinn dat éischt konkret Resultat vun der Transitioun. Op deser Basis muss eng Assemblée constituante geschafe ginn, déi déi grouss Verantwortung wäert hunn, d'Institutiounen fir en neit Tunesien opzebauen an d'Fundamente vun der Demokratie an de Mënscherechter ze leeën. Souwuel op bilateralem Niveau wéi och am Aktionsgrupp, dee vun der Europäescher Unioun zesumme mat den tuneseschen Autoritéiten an d'Liewe geruff ginn ass, huet Lëtzebuerg säi Wëlle bewisen, bei deser Transitioun ze hëllefen.

An Ägypten bleift d'Situatioun weider ganz onsécher. Rezent Evenementer weise leider, dass et nach e laange Wee ass, bis dass d'Rechter vun de Minoritéite respektéiert ginn a bis dass d'Gewalt an der Politik keng Roll méi spillt. Et sollt een allerdéngs optimistesich sinn, dass d'Parlamentswahlen, déi jo den 28. November virgisi sinn, ee Schrëtt no vir bedeiten.

Den Haaptproblem an Ägypten ass déi grouss Aarmut fir vill Milliounen vun den iwwer 80 Milliounen Awunner. Am Géigendeel zu Libyen huet Ägypten kee Pétrol a kee Gas, oder ganz wéineg. Hei ass d'Europäesch Unioun wuel am meeschte gefuerdert, fir de wirtschaftlechen Opbau ze ënnerstëtzen an esou ville Leit eng sozial Perspektiv ze bidden.

A Libyen war leider e bluddege Konflikt néideg, fir dass d'libesch Populatioun d'Tyrannie stierze konnt, déi se iwwer 40 Joer ënnerdréckt huet. Dëst war just mat der aktiver Ënnerstëtzung vun der internationaler Communautéit méiglech, a mir ware jo bei deenen Éischten, déi fir eng Interventioun vun der internationaler Communautéit, am Kader vun der Regele vun der UNO-Charta, waren, fir d'Massakere ze stoppen.

Den UNO-Sécherheetsrot huet Verantwortung bewisen an eng militäresch Interventioun zum Schutz vun de bedrohte Bierger erlaabt. D'NATO huet op desen Appel reagéiert. An et ass wichteg ze ënnersträichen, dass hir Mission vun der Arabescher Liga ënnerstëtzt ginn ass an dass verschidden arabesch Länner jo och aktiv dru bedeelegt waren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstaten hunn och eng aktiv Roll gespilt: Si hu wirtschaftleche Sanktiounen iwwert den ale Regime verhaangen an der Populatioun humanitär Hëllef zoukomme gelooss. Lëtzebuerg huet 1,8 Milliounen Euro a Libyen fir humanitär Zwecker bäigedroen.

Mir hu mat den anere Benelux-Länner un de Versammlunge vun der internationaler Kontaktgrupp deelgeholl, déi fir Libyen agesat ginn ass, an och un direkte Kontakter mam libeschen Iwwergangsrout, dem Conseil National de Transition. Dës direkt Kontakter hu schliesselech derzou gefouert, dass déi dräi Benelux-Länner d'Legitimitéit vum Conseil National de Transition uerkannt hunn.

Mir hoffen, dass den CNT mat der Hëllef vun der internationaler Gemeinschaft d'Erwaardungen elo vum libesche Vollek a sengen internationale Partner erfëlle kann. Hie muss eng demokratisch Gouvernance opbauen, wéi et an der Geschicht vum Land eigentlech nach ni eng ginn ass. D'Ausmooss vun deser Aufgab dierf net ënnerschat ginn. Et muss kloer sinn, dass den Iwwergangsrout eng absolut Nulltoleranz a Saache Verletze vun de Mënscherechter garantéiere muss. Et muss gradesou kloer sinn, no dem groussen Asaz vun der internationaler Gemeinschaft fir een neit Libyen, dass a Saache Mënscherechter de Respekt vun der Charta vun de Vereenten Natiounen d'Basis muss sinn.

An anere Länner widderstetzt sech den alen, mä wacklege Regime weider dem Striewe vun der Populatioun no Fräiheet. Et kann ee just hoffen,

dass am Jemen zum Beispill de President Saleh wäert endlech d'Bedéngunge fir en Accord, dee vun de Länner aus der Regioun ausgehandelt ginn ass, akzeptéieren an esou de Wee fräi mécht, fir dass d'Gewalt ophält an d'Land erëm stabil gëtt. Och d'humanitär Situatioun mécht eis grouss Suergen. Lëtzebuerg huet bis elo 700.000 Euro un humanitärer Hëllef do zougesprach.

A Syrien huet de Regime wéi mer wëssen net gezéckt, an zéckt och weider net, fir d'Arméi a Panzeren anzesetzen, fir d'Protester nidderzeschloen. Bis haut sinn iwwer 3.500 Leit ëmkommen, esou gëtt geschat. Et gëtt och geschat, wéi geschter zu Bréssel gesot ginn ass, dass ronn 35.000 Leit wäerten ënner schwiergste Konditiounen an de Prisonge sëtzen.

D'EU huet direkt un een Enn vun der Gewalt appelléiert a Syrien an huet Sanktiounen verhaang fir Persounen an Institutiounen, déi eppes mam Assad-Regime ze dinn hunn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt voll a ganz d'Efforten op internationalem Plang, fir eng adequat Äntwert op d'Situatioun a Syrien ze fannen. Un éischer Stell fir de Leiden vun der Populatioun een Enn ze setzen. Gläichzäitig weess een, dass den Drock vun der Arabescher Liga ausgoe muss - wat jo och geschitt ass, a wou ee gëschter zu Bréssel am Ausseministerrot eng unanime Uerkenntung fir des couragéiert Positioun och konnt feststellen.

Här President, eng vun de schwiergsten Aufgaben, déi d'international Communautéit ze meeschten huet, ass den Ëmgang mam Iran. Eng zéng Joer al Erausforderung, déi sech zouspéizt. Kloer gëtt et ëmmer méi, dass de Regime zu Teheran sech ausserhalb vun internationale Recht begëtt an aus sengem Recht, fir zivil Nuklearprogrammer ze entwéckelen, sech eigentlech d'Recht hëlt, fir nuklear Waffen ze bauen.

De Board of Governors vun der AIEA zu Wien, wat eng UNO-Institutioun ass, wäert des Woch, nom Rapport vum Directeur général Amano, déi aktuell Lag duerleeën. Als Konsequenz ass mëttelfristig gesinn eng nei Ronn vu Sanktiounsdebatten am Sécherheetsrot ze erwaarden an an der EU kuerzfristeg méi staark Sanktiounen nach, speziell um ekonomesche Plang. Moosnamen, déi sonnerzweifel de Regime zwar schwächen, allerdéngs och op d'Käschte ginn zum groussen Deel vun der iranescher Populatioun.

Et gëtt allerdéngs kaum eng Alternativ dozou, wann den Iran net gewëllt ass, mat der AIEA zu Wien a mat den EU3+3 - dat ass, wéi Der wësst, Russland, d'USA, China, Groussbritannien, Frankräich an Däitschland; déi fennef Veto-Muechte plus Däitschland - ze verhandelen. Et ass am Fong schwéier virstellbar, dass awer um Enn vum Dag Russland a China zouloossen an hinhuelen, dass den Iran Atomwaffen zur Verfügung huet. Vu Saudi-Arabien an anere Länner aus der Regioun net ze schwätzen!

Et muss een d'Angscht an d'Suerg vun Israel selbstverständlech verstoen, well si sech viséiert fillen. Och d'Golfstaten, wéi och déi meescht arabesch Stat, sinn extrem nervös.

Mam US-Verdeedegungsminister Panetta sollt een awer soen dierfen, dass ee Militärschlag keng Optioun ass. D'Konsequenze wieren onkontrolléierbar an d'Zil géif net kënnen erreecht ginn, bien au contraire.

Bleift eng Politik vun den diplomateschen a wirtschaftlechen Drockmëttel fir d'Europäesch Unioun an d'Hoffnung, dass vu bannen een Ëmbroch am Iran komme kann.

Här President, d'Historiker wäerten enges Dags kënnen bëuerteelen, wéi wäit d'Tragedie vum Noost-Konflikt zum „Arabesche Fréijoer“ bäigedroen huet. Wat awer elo scho feststeet, an der ëmgekéierter Richtung, ass, dass déi Evenementer een direkten Impakt op d'Situatioun am Noen Osten hunn.

D'„Arabesche Fréijoer“ huet mat Sécherheet d'Ästlung vun enger Rei Stat an der Regioun Israel géigeniwwer geännert. Israel kann net méi op vergaange Gewëssheeten zielen. Eng nei strategesch Lag wäert sech ganz séier ofzeechen.

Ënner desen Ëmstänn kann een nëmmen hoffen, dass déi israelesch Regierung d'Noutwendegkeet vun engem Stopp vun hirer Siedlungspolitik géif agesinn an un de Verhandlungsdësch zréckkomme géif, op der Basis vun de Grenze vun 1967, fir iwwer eng Zwou-Statens-Léisung ze verhandelen. Eng Léisung, déi et deenen zwee Völker géif erlaben - Israel a Palästina -, a Sécherheet an och an Dignitéit niefentene friddlech ze liewen.

Dovunner ass allerdéngs, dat muss ee feststellen, näischt ze gesinn.

D'Mauer an de pickegen Drot dränge weider an de palästinenseschen Territoire eran a maachen, dass et all Dag méi schwéier gëtt ei-

gentlech, fir dass een zukünftege palästinensesche Stat iwwerhaupt existéiere kann. All Dag wësst d'Demütigung, all Dag ginn d'Frustratiounen méi grouss, all Dag niert sech den Haass, deen onweigerlech zu neie Gewaltdote wäert féieren.

Déi Politik, déi haut vun der israelischer Regierung verfolegt gëtt, wäert als fatal Konsequenz hunn, dass d'Sécherheet vun israelesche Vollek wäert ofhuelen - genau déi Sécherheet, déi d'Regierung jo behaupt wëllen ze verdeedegen. Dës Politik ass ee Steen am Wee fir eng Zwou-Statens-Léisung, déi eenzeg, déi langfristeg d'Sécherheet vun Israel ka garantéieren. Wann een dat seet, dann ass een net israelfeindlech,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - ... ganz am Géigendeel. Et ass d'Flicht vun all deenen, déi, wéi mir hei an der Chamber, alleguete wëllen, dass och d'Sécherheet vun israelesche Stat garantéiert soll sinn, virun där Gefor ze warnen.

Meng Entrevü mam President Abbas, mam Premier Fayyad a mam Ausseminister Maliki am September zu New York hu mech iwwerzeegt, dass d'Palästinensesch Autoritéit éierlech gewëllt ass, fir de Wee vun oppene Verhandlungen ze goen.

D'Progrësen, déi d'Palästinensesch Autoritéit vollbruecht huet, fir staatlech Strukturen anzeféieren, sinn eigentlech remarquabel. Mä virun der Realitéit vun de Liewensbedéngungen vu ville Palästinenser zu Ramallah, an nach méi an der Gazasträif, wou ech selwer Zeie war viru kuerzer Zäit vum Leed vun der Populatioun, virun deser Realitéit kann ech nëmmen ënnersträichen, dass et dréngend a wichteg ass, de Fridensprozess erëm unzefänken.

Virun deem Hannergrond ass d'palästinensesch Démarche, fir an der UNO opgeholl ze ginn, net erstaunlech. Et kann een dat net - wéi allze vill Leit dat maachen - als Ausdruck vun engem unilaterale Schrëtt duerstellen, am Géigendeel. Et handelt sech ëm de legitimen Acte par excellence, wéll e jo dat Organ befaasst, dat am multilaterale System de Garant vum Friden a vun der Sécherheet ass, nämlech de Sécherheetsrot.

Ech wënsche mer, dass d'Europäesch Unioun eng gemeinsam Positioun an där wichtiger Fro fënn. Mä déi Geschlossenheet kann awer net eng Passivitéit géigeniwwer de legitimen Aspiratiounen vum palästinensesche Vollek bedeiten.

Sollt am Sécherheetsrot de Moment de Prozess fir d'UNO-Memberschaft gestoppt ginn - an esou gesäit et jo aus -, da setzt Lëtzebuerg sech an der Europäescher Unioun derfir an, dass an enger Resolutioun vun de 27 virun der UNO-Vollversammlung de Palästinenser de Statut vun engem Beobachter-Stat zougestane gëtt.

D'Zukunft vu Palästina ass et, seng Plaz an der multilateraler Institutioun, déi d'UNO ass, anzehuelen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt Palästina weiderhin a sengem Bestriewen, fir seng Rechter a seng Würd gëllen ze loossen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt natierlech och d'Efforté vum Quartett, fir direkt Verhandlungen tëschent deenen zwou Parteien ze relancéieren.

Eisen Engagement an der Géigend beschränkt sech net nëmmen op den eminent politeschen Dossier vum Noost-Konflikt. Et muss ee feststellen, dass eis Relatiounen mat de Länner aus der Géigend sech ëmmer méi diversifizéieren an och am wirtschaftleche Beräich ëmmer méi wichteg ginn.

Genau aus deem Grond wäerte mer an e puer Deeg eng nei Ambassade an de Vereenten Arabeschen Emiraten opmaachen, déi vun engem Ambassadeur mat Residenz hei zu Lëtzebuerg wäert geleet ginn. Et geschitt dëst am Kader vun der stänneger Upassung vun eisem diplomatesche Réseau, deen ech d'Éier hat, lech d'lescht Joer hei virzestellen.

D'Lëtzebuenger Diplomatie, Här President, an Afrika ass een Engagement, wat sech verdéift an ëmmer méi breet gefächert ass.

Afrika ass e Kontinent, deen an der voller Entwécklung stécht, deen e grouss Potenzial huet an deem seng Realitéit wäit ewech ass vum Afropessimismus vun nach virun e puer Joer. Et geet net drëms, d'Schwiergekeen an d'Erausforderungen, déi de Kontinent muss ugoen, ze vertuschen, mä et gëtt och Grënn, fir sech iwwer seng Evolutioun ze freeën, wéi zum Beispill d'Progressioun vun de Wäerter, déi eis wichteg sinn a fir déi mir eis engagéieren, virun allem d'Demokratie an de Rechtsstat.

Et muss ee just d'beispilllos demokratesch Transitioun am Niger ernimmen, mä och dee rezente politesche Muechtwiessel a Sambia. Natierlech erënnert eis d'Beispill vun der Kris no de Wahlen op der Côte d'Ivoire, dass d'Demokratie fragile ass a munche Länner an Afrika, mä des Kris konnt schlussendlech mam Triumph un-

den Urnen iwwerwonnen ginn. Och erënnert des Kris drun, dass d'Demokratie net just do-rauser besteet, Wahlen ze organiséieren, mä dass déi verschidde politesch Acteuren och mussen d'Wahresultater, wann d'Wahle gehale sinn, uerkennen.

Als engagéierten, verantwortungsvollen a solidaresche Partner vun Afrika gëtt sech Lëtzebuerg net domadder zefriden, vun Demokratie ze schwätzen. Mir engagéieren eis aktiv, fir d'Demokratie langfristeg op deem Kontinent ze verankeren. Esou si mir säit hirem Bestoen an der Commission de consolidation de la paix vun der UNO aktiv a schaffen notamment konkret un der demokratescher Transitioun an der Guinée-Bissau an och an der Guinée mat. Op Demande vun den Autoritéite vun der Guinée hu mir och d'Présidence vun der „Formation Guinée“ vun der Kommissioun, déi am Februar gegrennt gouf, iwwerholl.

Eng aner positiv Evolutioun op politeschem Plang an Afrika ass d'Gebuert vun engem neie Stat, d'Republik vum Südsudan, déi Lëtzebuerg nach deeslewechten Dag vun hirer Onofhängegkeet, den 9. Juli, uerkannt huet. Et kann ee sech freeën iwwert d'Onofhängegkeet vun deem neie Stat, deen an engem Onofhängegkeetsreferendum jo decidéiert ginn ass, souguer wann ee sech den Erausforderungen, deene sech desen neie Stat stelle muss, bewosst soll sinn.

Afrika spillt a wäert eng ëmmer méi wichteg Roll op internationalem Niveau spillen, ob am wirtschaftleche Beräich oder och op diplomateschem Plang. Et ass un der Zäit, sech un des nei Realitéiten unzepassen an d'Konsequenzen doraus ze zéien, an awer gläichzäitig kohärent ze bleiwen an eiser Ambitioun, fir Afrika en engagéierten an e verantwortungsvollen a solidaresche Partner ze sinn.

Lëtzebuerg ass scho säit ville Joren ëm eng méi diversiféiert a méi engagéiert Partnerschaft mat der Subsahara beméit. Mir hunn decidéiert, eis Bezéiunge mat Afrika ze reforcéieren an den traditionelle Volet vun der Kooperatioun, wou mer ganz staark sinn a wou ech och hei wëll meng Uerkenntung fir d'Madame Marie-Josée Jacobs als Kooperatiounsministesch soen, mat engem politesch-diplomateschen Deel, mä awer och mat engem wirtschaftlechen a mat engem kulturellen Beräich ze verbannen. Esou si mer eis mat der europäescher Linn och trei bliwwen, déi eng ëmmer méi strategesch Partnerschaft mat Afrika opbaue wëllt.

Vum politesch-diplomatesche Standpunkt ass d'offensichtlech Zeeche vun eisem Engagement vis-à-vis vun Afrika sécherlech déi nei diplomatesch Vertriedung zu Addis Abeba an Äthiopien, déi net nëmme Lëtzebuerg permanent bei der Afrikanescher Unioun representéiert, mä och als bilateral Ambassade an Äthiopien fonctionnéiere wäert.

Addis Abeba huet sech an de leschte Joren als Haut-lieu vun der internationaler Diplomatie erwisen. Eng modern Diplomatie, déi sech den neie geopolitische Realitéite bewosst ass, muss sur place representéiert sinn. Eis Ambassade zu Addis Abeba wäert eis erlaben, eis Bezéiunge mat der Kommissioun vun der Afrikanescher Unioun zu verstärken, mat där mir schonns eng Kooperatioun ageleet hunn, virun allem fir d'Sécherheetssecteuren ze reforméieren. Esou wäerte mir och eis Bezéiunge mat aneren afrikanesche Länner, déi op der Plaz vertruede sinn, verstärke kënnen, vu dass et net méiglech ass selbstverständlech, an all afrikaneschem Land vertrueden ze sinn.

Eng engagéiert, eng verantwortungsvoll a solidaresch Diplomatie muss proaktiv sinn an de Kontakt mat eisen afrikanesche Partner sichen. Duerfir ass et wichteg, dass sech eis Diplomatie déplacéiert an d'Initiativ ergräift, eis Partner an hire Länner ze treffen. An deem Kader sinn ech a vill afrikanesche Länner geresst a wäert dat och d'nächst Joer maachen, fir d'géigesäitig Verständnis ze förderen.

Och dierf ech un de kulturellen Aspekt an eiser Bezéiung mat Afrika erënnern. Gëtt Äthiopien, wou mir wëllen eng physisch Präsenz jo elo opbauen, net als Wéi vun der Mënscheet bezeechent? D'afrikanesch Kultur gëtt ëmmer méi bekannt a beléift. Et gëtt sécher vill Potenzial,

dat et auszeschöpfe gëllt. Ee Beispill ass eisen Accord fir eng kulturell Kooperatioun, déi mer jo schonn hunn, mam Cap-Vert.

Eng Diversifikatioun vun eiser Bezéiung mat Afrika berout op der Iwwerzeugung, dass d'Beräicher Entwécklung, Diplomatie an Défense vun eiser auswärtiger Aktioun sech géigesäitig kompléteieren a verstärken.

An deem Kontext ass d'Horn vun Afrika dat beschte Beispill. Dës Regioun brauch wéinst der immens grousser Dréchant ganz dréngend humanitär Hëllef. Et muss een och begréissen, wéi séier d'Lëtzebuurger Kooperatioun reagiert huet, fir der Populatioun an der Nout ze hëllefen. En engagéierten, verantwortungsvollen a solidaresche Partner dierf sech allerdéngs net op enger Äntwert am Fall vun humanitärer Nout ausrounen.

Fir de Problem laangfristeg ze léisen, mussen och der Situatioun hir politesch Ursachen ugepaakt ginn. Et muss een agesinn, dass d'schrecklech Konsequenze vun der Dréchant net just op d'Klima zréckginn, mä och mat der schlechter Sécherheetslag a Somalia ze dinn hunn; ob am Land oder virun der somalescher Küst, wéi mer wëssen. Dës Feststellung mécht eist Engagement am Kader vun der EU-Militärmissioun als Bäitrag fir d'Ausbildung vu somalesche Sécherheetskräften nach méi pertinent, mä och eis Bedeelegung un der Missioun ënner der Leedung vun der Europäescher Unioun, fir d'Piraterie am Indeschen Ozean ze bekämpfen; déi Missioun, déi mer jo ënner dem Numm Atalanta kennen.

D'Aktioun vun der Europäescher Unioun am Ausland beschränkt sech net nëmmen op hir Verantwortung, déi souwou scho grouss ass, fir op d'Erwaardunge vun de verschiddene Nopeschlänner a -regiounen ze äntwerten. D'Unioun féiert och e strategesch Dialog mat hire grousser Partner an der Welt, bei deene si d'Wärter an d'Interesse vun der Unioun verdeedegt. Eppes, vun deem natierlech och Lëtzebuerg a senger Bezéiung mat dese Länner profitéiert.

D'transatlantesch Bezéiung bleibt souwuel fir d'Europäesch Unioun wéi och fir Lëtzebuerg zentral an onersetzbar. Et handelt sech net just ëm d'Relatiounen, déi duerch d'Geschicht an d'Kultur entstanen sinn, et handelt sech och ëm gemeinsam Wäerter, déi d'Europäer an d'Amrikaner zesumme verdeedegen. D'aktuell wirtschaftlech a prinzipiell (veuillez lire: finanziell) Problemer op béide Säite vun Atlantik sinn e Bewäis, wéi enk déi zwee Deeler vun der Welt vuneneen ofhänken. Nëmme eng enk Kooperatioun wäert eis erlaben, eng Léisung fir d'Problemer, déi an der Zwëschenzäit d'ganz Welt betreffen, ze fannen.

D'Bezéiung mat Russland maache konkret Fortschreitter: op europäischem Plang, wou deemnächst d'Verhandlung fir en neie globalen EU-Russland-Accord ofgeschloss wäert ginn, mä och op lëtzebuergeschem Niveau. Ech kann bei menger leschter Visite virun zwou Wochen zu Moskau eng ganz Rei wichtige Fortschreitter feststellen, virun allem wat d'bilateral Wirtschaftsbeziehungen ugeet, déi sech ganz zeffizient entwéckelen.

D'séier wirtschaftlech Entwécklung vu China grad wéi seng Verflechtung mat der europäescher an der amerikanescher Wirtschaft geet weider. Säin ëmmer méi grouss wirtschaftlech, politesch a militärescht Gewicht bréngt natierlech och eng ëmmer méi grouss Verantwortung mat sech. Ech hu keen Zweifel drun, dass d'Autoritéiten zu Peking sech dëser Tatsaach och bewusst sinn.

Ech wëll hei nach kuerz en anert Land ernimmen, dat och ee vun eise gemeinsame Partner ass, an zwar Japan. Bei der Naturkatastroph, déi dëst Joer d'Land getraff huet an där hir Konsequenz den Drama vu Fukushima war, huet Lëtzebuerg, an och d'Lëtzebuurger, et net verpasst, sech solidaresch ze weisen. Séier koom och d'Bewonnerung fir de Courage vun der japanescher Populatioun a fir d'stoesch Onerschütterlechkeet, mat där si op dës Katastroph reagiert huet. Mir wëssen, dass d'Japaner dem Opbau vun hirem Land op jidde Fall gewuess sinn.

Ech wëll och dës Geleeënheet notzen, fir, wann Der dat erlaabt, dem Personal vun eiser Ambassade zu Tokio e grouse Merci ze soen, dass se de Lëtzebuurger Bierger a Japan während der Kris mat vill Zuvirkommenheet entgéintkomm sinn.

Dës Katastroph huet eis d'Risiko vun der Atomenergie erëm eng Kéier bewusst gemaach, a mir mussen d'Konsequenze aus dëser Kris zéien; och an eiser Regioun selbstverständlech.

Souwuel op europäischem wéi och bilateralem Plang ënnerstéizt mir aktiv d'aktuell Efforté fir eng méi grouss Sécherheet an den europäeschen Atomzentralen.

Här President, déi engagéiert a solidaresch Approche, déi d'Aussepolitik vun eisem Land auszeechent, ass natierlech och an der Atlantischer Allianz - dem Häerzstück vun eiser Sécherheet - erëmzefannen. Eis Bedeelegung u verschiddene Missiounen a Programmer vun der Allianz sinn déi konkret Verwierklechung dovunner.

Ech hu schonn d'KFOR-Missioun am Kosovo erwähnt. Ech wëllt op dëser Plaz also de Schwéierpunkt op eis Präsenz an Afghanistan am Kader vun der ISAF, der International Security Assistance Force, leeën.

Mat dem Accord vun der Chamber an ënner UNO-Mandat huet d'Regioun sech bereet erklärt, der ISAF an Afghanistan bis 2014 zur Säit ze stoen. Zu deem Zäitpunkt sollen d'Afghane selwer hir Sécherheet an d'Hand huele kënnen. D'Transitiounphas, fir dat Zil ze errechen, ass schonn dëst Joer ugelaan an déi éischt Provénz goufen den afghanesche Kräften, wat d'Sécherheet ugeet, iwwerreicht.

Virun e puer Wochen huet eis den zéngte Joresdag vun den Attentater vum 11. September un déi grujeleg Originé vun eisem Afghanistan-Engagement erënnert. Mat deem Engagement am Aklang mat der UNO-Charta gouf den Artikel V vum Traité vun der Atlantischer Allianz an d'Praxis ëmgesat: sécherzestellen, dass dëst Land net méi e sécheren Hafe fir Terroriste gëtt.

Dëst Zil kann natierlech nëmmen erreicht ginn, wa mer et fäerdegbréngen, ee laangfristegt Partenariat mat Afghanistan opzebauen. D'Europäesch Unioun, d'NATO an d'USA beede sech drop vir. Et ass sécher falsch, ze behaupten, dass 2014 de Schluss vun der internationaler Präsenz an Afghanistan géif agelaut ginn an dass d'Land sengem eegene Schicksal géif iwwerlooss ginn. D'Präsenz an dem Engagement vun der internationaler Gemeinschaft an Afghanistan wäerten aner Formen unhuelen, mä si wäerte weiderhin hir Pertinenz behalen.

Am Dezember elo - ech mengen, et ass de 5. - wäert d'Bonner Konferenz, déi gemeinsam vun der afghanescher an der däitscher Regierung organiséiert gëtt, op en Neits ënnersträchen, dass d'Efforté vun der internationaler Gemeinschaft dorops aus sinn, d'Land ze stabiliséieren an ee laangfristegt Partenariat an alle Beräicher mat Afghanistan opzebauen.

Ech wëllt och ënnersträchen, dass d'Aktioun vun Lëtzebuerg an Afghanistan säit Laangem zukunftsorientéiert ass, ob dat am Kader vun eise Projeten am Beräich vun der Entwécklungshëllef ass oder wat eise Bäitrag fir de Finanzement vun den afghanesche Sécherheetskräfte betrëfft, op deenen d'Sécherheet vun Land a sengen Awunner jo eigentlech an Zukunft berout.

Och hei wëllt ech der Chamber, grad wéi fir de Kosovo, meng Unerkennung fir d'Präsenz an den Asaz vun de Lëtzebuurger Zaldoten um Kabuler Flughafen zënter 2003 aussprechen. Keng einfach Missioun, keng ongeféierlech, mä eng noutwendeg! Zënter 2003 hunn 239 Zaldoten, opgedeelt op 36 Kontingenten, zu Kabul Déngscht geleescht an eisem Land all Eier gemaach.

Méi generell huet den NATO-Sommet vu Lissabon d'Ziler an d'Erausforderunge vun der Allianz fir déi nächst Jore skizzéiert. Ech sinn ze fridden, dass d'NATO bei dëser Geleeënheet d'Wichtigkeet vun Partenariat mat Russland bestätegt huet. Dëst berout op enger Vertrauensbasis, déi eng aktiv Concertatioun erlaabt bei deene Punkten, bei deene mer eis eens sinn, awer och een eierlechen Dialog erméiglecht bei deene Punkten, bei deene mer eis nach net eens sinn, wéi zum Beispill der Rakéitenofwier. Dëse Projet, deen elo, am Géigesaz zu virun, e Projet ass vun der ganzer Allianz, muss vun der Allianz am Gesecht vun enger richteger Kooperatioun mat Russland gefouert ginn. Et geet net géint Russland, et geet nëmme mat Russland.

D'NATO ass an de verschiddenen Operatiounen implizéiert. Dëse militäreschen Efforté bleibt nach ëmmer eng Noutwendegkeet. Leider, muss ee soen. Lëtzebuerg bleibt fest dovun iwwerzeegt, dass mer mussen eis eege Sécherheet, déi vun eisen Alliierten a vun der internationaler Gemeinschaft mat der klengtméiglecher Quantitéit vu Waffe garantéieren, ob dës konventionell oder nuklear sinn.

Mir ënnerstéizten also weiderhin all Initiativ, déi d'Ofréschung an d'Limitatioun vun de Waffen erreche wëllt. Eist dynamesch Engagement ass vun eisem Bestriewen no enger sécherer, also enger manner bewaffneter Welt gekennzeechent.

Dës besser Welt muss mir zesumme mat eise Partner opbauen, mä awer och, a virun allem mat deenen, déi eis Wäerter net onbedéngt deelen. Dës Realitéit mécht, dass mir musse

Kompromësser agoen, Konzessiounen maachen a Geduld hunn. Mä si wäert eis Regierung net dovunner ofbréngen, hir Ambitiounen, déi si mat der Chamber an eiser Populatioun deelt, vun enger Welt ouni atomar Waffen unzestriewen.

Mir loosse eis net vu Blocagen découragéieren, wéi bei der Ofréschungskonferenz oder vun der Netratifizéierung vum Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Mir wäerten eis weider derfir asetzen, fir dass dës Schlëselelementer vun der Ofréschung a vun der Netprolifératioun vun atomare Waffen a Kraaft triede kënnen.

Eist Engagement géint Streebommen a Landminen bleibt selbstverständlech intakt. Mir hunn eng exemplaresch Gesetzgebung an deem Beräich adoptéiert a finanziere konsequent Déminage- an Entsuerungsprojeten an deene Géigende vun der Welt, déi am meeschte be-traff sinn.

All dës Efforté wieren ëmsoss, wa mir et net géife fäerdegbréngen, duerch eng besser Verdeelung vun der wirtschaftlecher Entwécklung strukturell Konditiounen ze schafen, déi Friden a Sécherheet fir all d'Mënsche garantéieren kënnen. Eis Entwécklungspolitik ass deemno gläichzäitig eng moralesch Pflicht an ee gutt verstantent Investissement an eis eegen Zukunft.

Ech sinn houfreg, ënnersträchen ze kënnen, dass Lëtzebuerg eent vun de weinege Länner ass, déi hir Efforté trotz der Kris bäibehalen, an ech erënneren och meng Gesprächspartner an der Welt dorunner.

D'Konferenz vu Rio, déi 2012 den 20. Anniversaire vun Sommet vu Rio iwwer eng nohalteg Entwécklung feiere wäert, ass eng weider Geleeënheet fir eist Land, an engem internationale Kontext a virun der ganzer internationaler Gemeinschaft säi Wëllen a seng Capacitéit ënner Bewäis ze stellen, säi Bäitrag fir dës fundamentale Cause ze leeschten.

Här President, et géif sécherlech nach ganz villes ze soen zur Aussepolitik, mä ech wollt virun allem betounen, wéi eis Aussepolitik duerch d'Kohärenz vun hire verschiddenen Dimensiounen an duerch e responsabelt an och e solidarescht Engagement sech gläichzäitig fir eis Wäerter an och fir eis Interessen asetzt - Wäerter an Interessen op där nämlecher Stuf.

Eis Kandidatur fir en net permanente Sëtz am Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen schléisst ganz un d'Traditioun vun dëser Approche un. An e bësse manner wéi engem Joer gëtt zu New York ofgestëmmt, an ech kann lech versécheren, dass all d'Efforté weiderginn, fir eis Partner an der internationaler Gemeinschaft net nëmme vun eiser Capacitéit ze iwwerzeegen, dës Verantwortung am Déngscht vun der internationaler Communautéit ze iwwerhuelen, mä och vun der Solidaritéit an dem déif gräifenden Engagement, dee Lëtzebuerg a seng Bierger eigentlech charakteriséiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Ausseminister Akt vu senger Deklaratioun, a muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6282, enger Direktiv iwwert d'Sécherheet am Schinneberäich. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et si keng Riedner bis elo ageschriwwen. D'Wuert huet elo den Här Hoffmann.

(Brouhaha)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant

1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deem interessante Virtrag vum Ausseminister hunn ech elo déi schwiereg Missioun, duerno

hei nach séier eppes ze soe vun der Transposition vun enger europäescher Direktiv. Déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, do geet et drëm, fir d'Direktiv 2008/110 ëmsetzen, wou et geet ëm d'Sécherheet am Schinnentransport, wou et virun allem geet ëm den Entretien fir all déi Gefierer, déi op dem Schinnennetz fueren.

De 6. Mee 2011 huet de Minister Wiseler den Dépôt vum Projet gemaach. De Conseil d'État huet de 5. Juli 2011 säin Avis ofginn an de 16. September nach eng Kéier en Avis complémentaire. D'Chambre des Salariés huet en Avis ofginn de 25. Mee, d'Chambre des Métiers den 21. Juli an d'Chambre de Commerce de 7. Oktober.

An der Sitzung vum 25. Mee 2011 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur designéiert, an den 19. Juli 2011 hu mer fir d'éischte Kéier eng Kéier d'Analyse du texte gemaach. Mir hunn de 26. Juli Amendementen ugeholl, déi mer och weiderginn hunn un de Conseil d'État, a wou mer de 26. Oktober 2011 de Rapport ugeholl hunn.

Bei den Avisen ass drop hinczewisen, dass d'Chambre des Salariés gesot huet, dass hir Angscht besteet, dass mat där weiderer Liberaliséierung, déi an Europa géif stattfannen, wat d'Eisebunn ubelaangt, dass si fäert, dass domadder eng systematesch Zerschlung vun den Eisebunnnetzer kéim, a si huet op de Risiko vum Outsourcing higewisen. Si huet awer ënnerstrach, dass si mat deem, wat elo virläit, notamment mat all deenen Observatiounen awer kéint liewen.

D'Chambre des Métiers huet gesot, si wier net concernéiert mat deem Avis, an d'Chambre de Commerce huet ënnerstrach, dass et wichteg ass, dass et och ganz kloer géif définéiert ginn, wat d'Aufgab an d'Missiounen wiere vun der Administration des Chemins de Fer, well dat wichteg wier, dass dat géif prezisiéiert ginn.

Duerno ass nach festgehalen ginn a mir hunn eng nei Chronologie vum Projet gemaach, an esou ass dat och am Avis d'lescht Woch ugeholl ginn. An ech géif esou d'Zoustëmmung hei gi vun der Kommissioun an ech hoffen, dass dann och d'Chamber d'Zoustëmmung zu dëser Ëmsetzung vun dëser Direktiv gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. D'Wuert kritt den Här Hoffmann.

Discussion générale

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, am Prinzip ass jo näischt ze soe géint d'Harmoniséierung vun de Sécherheetsbestëmmungen am Eisebunnverkéier. Mä et ass awer net ze iwwersinn, dass dat Gesetz effektiv, wéi d'Chambre des Salariés et geschriwwen huet, dass dat Gesetz an déi Direktiv am Kader sti vun enger weiderer Liberaliséierung vum Schinneverkéier.

Am Exposé des motifs zum Gesetz gëtt dat souguer ausdrécklech als eng positiv Entwécklung duergestallt, ouni sech d'Fro ze stellen iwwert déi negativ Konsequenze vun där Liberaliséierung, souwuel am soziale Beräich wéi um Niveau vun der Sécherheet selwer, wéi och, wat eng Mobilitéitspolitik betrëfft, déi derfir géif surgen, dass jiddwereen Zougank huet zu enger Form vu Mobilitéit, déi awer keng Ëmweltschied bewierkt an net schiedlech ass fir de Klimawandel. Ech enthale mech.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Da kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wëll just zu där doter Remarque awer hannendru soen, datt - esou, wéi ech et och an der Kommissioun schonn explizéiert hat - der Regierung hir Positioun par rapport zu deenen nächste Punkte vun der Liberalisatioun vun de Chemins de Fer kloer ass. Mir sinn déi Eenzeg - mat hallef Éisträich -, déi gesot hunn, datt mer net mat deenen Texter d'accord wäeren.

Wann et hei positiv gedréit ass an deem Text, dat ass, datt och eng Rei Punkten, notamment déi vun der Sécherheet - a wann een Harmonisatioun op Sécherheetsfroen mécht, esou wéi dat hei gemaach gëtt, datt jiddwer einzelen Véhicule, Waggon, jiddwer Lokomotiv muss zertifizéiert sinn, muss kontrolléiert ginn -, datt dat natierlech och eng Rei positiv Punkte si vun enger europäescher Unificatioun. Dat soll heimmadder ausgedréckt ginn. Dat gräift awer net op eis generell Basis an op e generelle Punkt, dee mer zu där ganzer Problematik do hunn, an ech wollt dat prezisiéieren.

Fir de Rescht soen ech dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi gutt a fir déi schnell Aarbecht.



► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohal-tegkeetsminister. Domadder ass déi Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dis-pense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi per-séinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6282 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthaltung. Déi ass virdu-scho begrënnt ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adept, Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Chris-tine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Nor-berth Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Ray-mond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

6. Hommage à M. André Hoffmann

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg ass déi lescht öffent-lech Chambersitzung, un där eise Kolleeg Än-der Hoffmann deelhëlt. Hien huet décidéiert, säi Mandat niderzeleeën an domadder dem Serge Urbany ze erlaben nozeréckelen. Erlaabt mir, bei Geleeënheet vun där Sitzung e puer Wuert an all Ärem Numm un hien ze riichten.

De gebiertege Stater Änder Hoffmann ass duerch seng Nominatioun als Proff an de Jong-gelycée op Esch komm, wou hie bal 40 Joer laang Philosophie an Däitsch ënnerriicht huet. Eigentlech méi duerch Zoufall op Esch ver-schloe ginn, sollt hien d'Minette-Metropol ap-préciéiere léieren an an d'Häerz schléissen, sou datt sech eigentlech fir hien ni méi d'Fro ge-stallt huet, fir Esch ze verloossen.

Den engagéierte Politiker war schonn a senger Studentenzäit der ASSOSS bäigetrueeden, wou hien iwwer Jore sech fir d'Interessi vum de Stu-denten agesat huet. 1970 ass hien du Member vun der Kommunistescher Partei ginn an och 1978 fir si an den Escher Gemengerot gewielt ginn. Hien ass während 30 Joer an der Geme-ngepolitik zu Esch aktiv gewiescht, wou hien ënner anerem d'Fonctioun vum Sozialschäffen ausgefëllt huet.

An d'Chamber ass den Änder Hoffmann fir d'Éischt 1990 gewielt ginn, an dat op der Lëscht vun der Kommunistescher Partei. Duerno ass hien 1994 als Onofhängegen nach e puer Woche bliwwen, fir schliesslech 1999 an 2009 als Deputéierten, des Kéier vun déi Lénk, an d'Chamber zrëckzekommen.

Während all dese Joren huet den Änder Hoff-mann sech ëmmer erëm fir d'Erhale vu mën-schlechen a soziale Rechter op alle liewensnout-wendegge Pläng, an dat fir jiddwer Einzelne vun eis, agesat. Hien ass e Mënsch mat engem kri-tische Geescht an en huet sech mat allen - an dat éiert hien, och mat sech selwer - kritesch auserneegesat, wat dann och dozou gefouert huet, datt hien 1994 décidéiert huet, der Kom-munistescher Partei de Réck ze dréien a mat Gläichgesënnten d'Partei Nei Lénk ze grënnen, déi 1999 sollt déi Lénk ginn a wou hie bis haut politesch aktiv ass.

Ganz besonnesch um Häerz leien him awer déi demokratesch Rechter vun de Minoritéiten, an esou ass hien an dësem Haus ëmmer d'Stëmm vun deene gewiescht, déi sech fir méi Rechter fir d'politesch Sensibilitäten agesat hunn. Hien ass net midd ginn, fir sech fir méi Riedezäit an-zesetzen,...

(Hilarité)

...well hien der fundamentaler Iwwerzeegung ass, datt all politesch Sensibilität, egal wéi vill Vertrieeder se hei huet, och muss genuch Zäit hunn, fir hir Iddien, Kritiken a Propositiounen an dësem Haus ze artikuléieren. Ech géif dann och emol ganz kéng behaupten, datt den Asaz vum Änder Hoffmann net ëmso war, well sécherlech d'Aarbechtsbedéngunge vun de po-litesche Sensibilitäten sech dach an de leschte Jore verbessert hunn, och wann a sengen Aen dat nach net esou ass, wéi et sollt sinn.

Den Änder Hoffmann huet awer ëmmer e ganz besonnescht Gespier, wat d'Anhale vu senger Riedezäit an och de Gedolfsuedem vum Pre-sident betrëfft. Obschonns hien nämlech prak-tesch ëmmer seng Riedezäit liicht iwwerzunn huet, ass hien dach ëmmer grad dann zum Schluss komm, wann ech um Punkt wor, fir op de Knäppchen ze drécken, fir hie ganz frënd-lech drop opmierksam ze maachen, datt e sé-cher awer kloer misst zum Schluss kommen.

Wann eis awer ee Charakterzuch vun him wäert ganz besonnesch an Erënnung bleiwen, dann ass dat, datt den Änder Hoffmann sech ëmmer ausgezechent huet duerch seng äusserst sach-lech a roueg Aart a Weis, mat där hie sech an d'Debatten an dësem Haus erabuecht huet. Hien huet selten, fir net ze soen ni, d'Stëmm op dëser Tribün gehuewen, a grad dat huet him déi Autoritéit ginn, em déi vill vun de Kol-leegen hien an dësem Haus beneiden.

Wéi ech meng Interventioun vun haut virbereet hunn, hunn ech versicht, en Zitat ze fannen, wat géif op hie passen, ganz besonnesch am Kontext vun der Philosophie, dat Fach, wat e jo laang enseignéiert huet. Mä dat ass mer leider net gelongen. Ech hunn allerdéngs een Zitat vum André Gide fonnt, wat de Philosoph be-schreift an dat ech lech net wëll virethalen: «Quand un philosophe vous répond, on ne comprend même plus ce qu'on lui avait de-mandé.»

(Hilarité)

Abee, beim Hoffmanns Änder weess een ëm-mer ganz genau, wat hie seet a mengt. Wat mech dann dozou féiert ze behaupten, datt hien eigentlech näischt Gemeinsames mat engem Philosoph huet, zumindest engem, deen deem gläicht, deen den André Gide be-schreift.

Vu muer u geet fir den Änder eng nei Etapp a sengem Liewen un. Och wa mir allegueren e bësselchen traureg sinn, fir an Zukunft e kom-petenten a sachleche Kolleeg an eise Reien net méi bei eis ze hunn, sou wënsche mir him dach ganz vill Gléck op sengem weidere Wee ausser-halb vun dese Maueren.

Hie wäert an deenen nächste Wochen a Méint méi Zäit fanne fir verschidden Uleiessen, déi him ganz besonnesch um Häerz leien, an do denken ech an éischer Linn un de Resistenz-musée, awer ganz besonnesch och fir seng Fa-mill, virun allem seng Fra, déi, zesumme mat sengem Hond, sech drop freet, fir méi ausge-dehnte Promenaden an Esch ze maachen.

Äddi Änder. Bonne chance! A mir freeën eis, Dech nach oft bei anere Geleeënheeten erëm-zegesinn.

(Applaudissements)

Sou, an elo kriss De d'Wuert an haut spillt keng Riedelimité.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Sot dat net!

► **Une autre voix.**- De Foussball geet em Vërel op aacht un.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Pre-sident, ech sinn esou gewinnt un déi be-schränkte Riedezäit, dass ech et iwwerhaupt net méi fäerdegrëngen, alze laang ze schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol e grouesse Merci un lech, Här Pre-sident, fir déi schéi Wieder, déi Der gebraucht hutt fir mech. Merci och, dass de Chronometer also hei net leeft. Merci un d'Personal vun der Chamber fir déi ausgezechent Aarbecht, déi si am Déngscht vun den Deputéierten a vun der parlamentarescher Demokratie leeschten.

Merci lech all, léif Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, fir déi fair a sachlech Ausenaner-setzungen, déi mir an der Regel hei zesumme gefouert hunn - an ouni mech dann och wuel weider féieren. Merci u meng Matstreider vun déi Lénk, déi jo bei de leschte Wahlen e schéi-nen Erfolleg haten, och ouni meng Kandidatur. A vun haut aus och scho meng Félicitatiounen a meng bescht Encouragement fir mäin No-folger, de Serge Urbany, dee muer hei ver-eedegt gëtt.

Et ass, den Här President huet drun erënnert, fir d'Drëtt an et ass fir d'Drëtt, awer fir d'Lescht, wou ech mäi Mandat als Deputéierten ofginn. Et war ni aus Launen eraus. Et hat ëmmer säi prezise Grond, op deen ech awer elo net wëll agoen, well et ass net de Moment hei, eng Autobiographie ze maachen. An elo also fir d'Lescht, well et och eng Zäit gëtt, fir opzeha-len, fir méi jonke Leit Plaz ze maachen a fir sech selwer och Zäit ze huele fir aner Beschäftegun-gen an eng aner Liewensgestaltung, soulaang wéi nach Zäit bleift.

Wat bleift dann nach fir mech vu Beschäfte-gung? Also keng Angscht, meng Kandidatur als Wirtschaftsminister stellen ech net.

(Hilarité)

Och net als Ombudsmann. Ech brauch schonn e Joer doheem, fir mäi Büro ze raumen. Kuckt lech muer emol d'Foto an der „Revue“ un, da gesitt Der, wat domat gemengt ass! An ech brauch nach vill méi, wann ech et net fäerde-grëngen, net all Blat dräimol ëmzedréien, ier ech mech décidéieren, drop ze verzichten. An da waarden nach ganz vill Bicher, déi nawell gär gelies géife ginn. An da waarden, wéi den

Här President et zu Recht gesot huet, meng Fra a meng Famill a mäin Hond drop, dass ech och fir si e bësse méi Zäit hunn.

An da muss ech mer nach Zäit retten, fir e bësse weiderhin nozedenken. Dozou géif ech gären e puer méi eescht, awer ganz allgemeng Wieder soen. Well et kann ee jo wierklech net behaupten, eis Welt wier an engem Zoustand, dass ee sech kee Kappzbrieches driwwer misst maachen. Also duerfir e puer allgemeng Wier-der iwwert deen Zoustand.

Fräiheet, Gläichheet, Bridderlechkeet: 200 Joer duerno sinn och déi Versprieche eigentlech nach ëmmer net erfëllt. An déi mën-schlech Di-gnitheit, déi Menschenwürde vun der Aufklärung, déi jo a verschiddene Verfassungen och drasteet, wou gëtt se net iwwerall nach mat Féiss getrëppelt! An d'Demokratie muss jo eigentlech erëm nei erstridde ginn an der ak-tueller Situatioun.

An d'Bridderlechkeet? D'Bridderlechkeet - ouni déi geschlechtsspezifesch Aschränkung géife mer haut dat éischer nenne Solidaritéit -, gëtt déi net ëmmer mander? Gëtt déi net souguer systematesch ofgebaut? Dee schéine Schiller-Vers - dee jo elo an der Europahymn matge-songe gëtt: „Alle Menschen werden Brüder“ -, kléngt deen net wéi batter Ironie par rapport zu der Realitéit an Europa an an der Welt?

Géint déi Realitéit sinn also nach konkret Utopien unzedenken. Grad elo! An duerfir brauche mer Kappzbrieches. Ech mengen awer, dass een net, wéi dat esou oft geschitt, ufänke soll mat der Fro, wat machbar ass, well ee sech soss jo eigentlech schonn an de Käfig vun der be-stehender Realitéit späert. Et misst een ei-gentlech fir d'Éischt froen: Wat ass denkbar? Wat kann ee sech virstellen? Wat ass wën-schenswäert? Wat wär noutwendeg? An dann eréischt no Weeër sichen, fir dat dann an d'Rea-litéit ëmzesetzen.

D'Denke muss also oppe bleiwen. Dat schléisst all Pensée unique aus. Den Débat muss oppe bleiwen. Da kann et net heeschen, et gëtt keng Alternativen. An an deem Débat muss jiddwer-ee a peu près déiselwech Chancen hunn. Do huet jo dann, Här President, effektiv eis Cham-ber och selwer nach e bëssen nozehuelen.

Zum Schluss dierf dann en Zitat ni feelen. Kon-kret Utopie, also denken, wat denkbar ass, awer nach net besteet - doriwwer schreift den eisträi-schesche Schrëftsteller Robert Musil a sengem Wierk „Der Mann ohne Eigenschaften“ - an do-fir brauch een, seet en, niewent dem Wierklech-keetssënn och e Méiglechkeetssënn, fir dat ze denken, wat zwar méiglech, mä nach net wierklech ass: „So ließe sich der Möglichkeits-sinn geradezu als die Fähigkeit definieren, alles, was eben so gut sein könnte, zu denken, und das, was ist, nicht wichtiger zu nehmen als das, was nicht ist.“ Ech ergänzen: „was noch nicht ist“.

Also zum Schluss, Här President, léif Kollee-ginnen a Kolleegen, wënschen ech lech alle-guerte méiglechst vill Méiglechkeetssënn.

Merci.

(Applaudissements)

► **M. le Président.**- Merci nach eng Kéier dem Frënd Änder Hoffmann a bonne Chance!

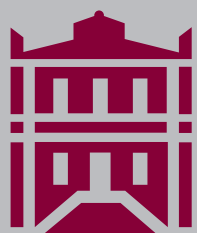
Domadder si mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer em zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

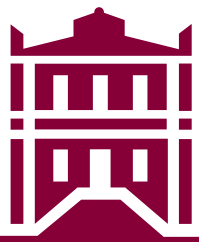
(Fin de la séance publique à 16.19 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Sommaire

- Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany
 - M. le Président
 - Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification
 - Interruption de la séance publique de 14.03 à 14.13 heures
 - M. Alex Bodry
 - Rapport de la Commission de vérification: Mme Tessa Scholtes
 - Prestation de serment de M. Serge Urbany
- Changement de composition de la Conférence des Présidents
 - M. le Président
- Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - M. le Président
- Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes
 - M. le Président
- Débat sur la politique européenne et étrangère
 - M. Norbert Hauptert, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, Mme Lydie Err
 - M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
- Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire
 - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn,** Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Neen, Här President.

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany

► **M. le Président.**- Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 29. Oktober huet den Här André Hoffmann matgedeelt, datt hie vum 16. November dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwver a Kenntnis gesat huet.

A sengem Bréif vum 2. November 2011 hunn ech mech also un den Här Serge Urbany vu Suessem gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Wahlbezirk Süde steet.

A sengem Bréif vum 8. November 2011 huet den Här Serge Urbany matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här André Hoffmann weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraph 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze konstituieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Den Här Bodry,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. le Président.**- ...den Här Colombera,...

► **Une voix.**- En ass net do.

► **M. le Président.**- ...den Här Kaes, d'Madame Loschetter,...

► **Une voix.**- Déi ass net do.

► **M. le Président.**- Mir hunn net vill Chance.

...den Här Meyers, d'Madame Scholtes, den Här Helminger,...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- En ass nach net do.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- ...den Här Kox,...

(Brouhaha général et hilarité)

Den Här Spautz ass awer do. Den Här Meisch...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **Une voix.**- Deen ass do.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- ...an den Här Scheuer.

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Bodry, den Här Kaes, den Här Meyers, d'Madame Scholtes, den Här Spautz, den Här Meisch an den Här Scheuer.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahlen vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Serge Urbany betrëfft, an der Chamber doriwver e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance est suspendue de 14.03 à 14.13 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer konstituéiert hunn: den honorabelen Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous bestëmmt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Hären Alex Bodry, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, der Madame Tessa Scholtes an den Här Marc Spautz, Claude Meisch a Ben Scheuer. D'Madame Tessa Scholtes gouf zum Rapporteur vun der Kommissioun bestëmmt an ech selwer zum President.

Här President, ech bieden lech och domadder, der Madame Rapporteur d'Wuert ze ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här President. D'Wuert kritt effektiv elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Tessa Scholtes.

Rapport de la Commission de vérification

► **Mme Tessa Scholtes (CSV), rapportrice.**- Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech elo eise Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 29. Oktober 2011 huet den Här André Hoffmann de Chamberspresident doriwver informéiert, dass hien ab dem 16. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi ob jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 2. November 2011 huet de Chamberspresident sech un den Här Serge Urbany gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Wahlbezirk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwver informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen.

D'legislativ Wale vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahlen geet ervir, dass den Här Serge Urbany, wunnhaft zu Suessem, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk am Wahlbezirk Süden ass an duerfir dem Här André Hoffmann seng Plaz anhuele kann.

A sengem Bréif vum 8. November 2011 huet den Här Serge Urbany eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här André Hoffmann wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmege fest, dass näischt géint d'Veereedegung vum Här Serge Urbany schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gëtt, gëtt um Bureau déposéiert.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Rapportrice Merci. Der Konklusioun vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech lech bieden, den Här Serge Urbany erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Serge Urbany

Här Urbany, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wortlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Je le jure.

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vum Eed vun Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen!

2. Changement de composition de la Conférence des Présidents

D'DP-Fraktioun huet matgedeelt, datt den Här Claude Meisch d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Xavier Bettel iwwerhëlt.

3. Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Duerch d'Assermentatioun vum Här Serge Urbany ännert sech d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen. Sou ersetzt den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann a folgende Kommissiounen: Commission des Pétitions, Sous-commission «Statut du député», Commission du Développement durable, Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - fir de Volet Sécurité sociale -, Commission du Travail et de l'Emploi.

Doduerch, datt DP-Fraktioun en neie Fraktiounspresident huet, ännert sech d'Zesummesetzung vun der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État wéi follegt: Den Här Xavier Bettel gëtt duerch den Här Claude Meisch ersat.

D'LSAP-Fraktioun huet an hirem Bréif vum 14. Oktober matgedeelt, datt an der Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police den Här Ben Scheuer den Här Fernand Diederich ersetzt. An der Commission de la Culture ersetzt den Här Fernand Diederich den Här Ben Scheuer.

An hirem Bréif vum 9. November huet d'CSV-Fraktioun folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissiounen virgeschloen:

Den Här Paul-Henri Meyers gëtt neie Member vun der Commission du Règlement.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ersetzt den Här Fernand Boden den Här Lucien Weiler an d'Madame Christine Doerner ersetzt den Här Michel Wolter.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Michel Wolter.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Serge Wilmes den Här Marc Spautz.

An der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ersetzt den Här Emile Eicher den Här Marc Spautz.

An der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports ersetzt den Här Serge Wilmes d'Madame Sylvie Andrich-Duval fir de Volet Éducation nationale et Formation professionnelle an den Här Marc Lies fir de Volet Sports.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace gëtt den Här Michel Wolter Member vun der Kommissioun, an d'Madame Diane Aehm ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval.

An der Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ersetzt d'Madame Nancy Arendt épouse Kemp den Här Emile Eicher.

An der Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative ersetzt den Här Gilles Roth den Här Marc Spautz.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Léon Gloden.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madame Marie-Josée Frank den Här Jean-Paul Schaf.

An der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Léon Gloden, an den Här Serge Wilmes ersetzt den Här Lucien Weiler.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.



An hirem Bréif vum 17. Oktober 2011 huet d'CSV-Fraktion matgedeelt, dass den Här Marc Spautz déi fräi Plaz vum Member vun der Delegation vum der UIP unhëlt.

Doduerch, dass d'Sensibilité politique déi Lénk haut en neie Member huet, ännert sech d'Zesummstellung vun der Delegation vum Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, wou den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann ersetzt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Renouveau des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes

D'Demandé fir d'Mandatserneuerung vum den Här Marc Gengler, Patrick Graffé an Tom Heintz sinn un d'Deputéierte verdeelt ginn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 4 Alinéa 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an domadder kee Vote iwwert déi dräi Mandatserneuerungen ze maachen?

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Assentiment)

Domadder sinn dem Här Marc Gengler säi Mandat als President vum der Cour des Comptes, dem Här Patrick Graffé säi Mandat als Vizepräsident an dem Här Tom Heintz säi Mandat als Conseiller vum der Cour des Comptes verlängert ginn.

Da kënnen mer dee Punkt ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfueren.

Mir kommen dann elo zu der Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezeit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupt, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Urbany an d'Madame Err. Als éischter Riedner ass den honorabelen Här Haupt agedroen. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

5. Débat sur la politique européenne et étrangère

► **M. Norbert Haupt** (CSV).- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, a senger ausféierlecher Ried zur Debatt iwwert d'Aussepolitik huet de Minister eis gëschter hei an der Chamber an Erinnerung gefouert, dass sech am leschte Joer an der Welt esou munches gedoen huet. Et ass d'Joer vun de politesche Boulevardsementer, vum méi Bewegung a Richtung Demokratie a Rechtsstat, vum trageschen ekologesche Katastrophen, vum fortwährender Finanzkris, déi sech zu enger dramatescher Währungskris fir den Euro entwéckelt huet.

Den Ausseminister huet sech dann och méi laang mat der Eurokris beschäftegt an e Plädoyer fir méi europäesch Integratioun a manner nationalen Egoismus gehalen. Säi Message ass kloer, an ech zitieren: „Den Erfolleg vun der Europäescher Union ass deen éischte vun eisen Interessen! Sech verantwortungsvoll a solidaresch asetze fir d'Verstärkung vun der Union, dat ass och sech asetze fir eist Land.“ Fin de citation.

Här President, eis Aussepolitik beweegt sech ëmmer méi am Kader vun der europäescher Politik, wat net weider verwonnert. Den Op- an Ausbau vun enger gemeinsamer europäescher Aussepolitik, déi de wirtschaftlechen a politeschen Afloss vun der Europäescher Union weltwäit zréckspigelt soll, kann nëmmen am Konsens an an Zesummenaarbecht mat deenen eenzelne Memberstate geschéien. Mat bal enger hallwer Milliard Awunner ass d'Europäescher Union e wirtschaftleche Gigant, deen ëmmer méi eng wichteg Roll um internationale Plang spille kann.

D'Memberstate verstinn et ëmmer méi, dass et an enger globalisierter Welt méi einfach ass, zesummen eppes ze errechen, wéi wann een eleng agéiert, och wa munch Politiker sech oft schwéierdinn, dës Verständnis konkret auszeliewen an an der Praxis ëmzesetzen. Virun allem bei den EU-Schwéiergewiichter ass d'Nostalgie vun der Vergaangenheet nach ëmmer präsent a si kënnen sech der Versuchung, Alleingäng ze maachen, schwéier entzéien.

Besonnenes an Zäiten awer, wou de wirtschaftlechen Afloss vun Europa ofhëlt, ass et wichteg, sech gemeinsam ze positionéieren iwwert de Wee vun enger gemeinsamer Aussepolitik, déi souwuel déi wirtschaftleche Intérite vum de Memberstate verdeidet wéi och d'Roll vun der Europäescher Union als onëmgängeleche politeschen Acteur weltwäit festlegt.

Här President, wann der Madame Ashton och de Kraaftakt gelongen ass, fir esou schnell wéi méiglech den europäeschen Aussendingscht op d'Been ze setzen an ze organiséieren, esou huet se et nach ëmmer net fäerdegruecht, fir dass, wat d'Aussepolitik vun Europa selwer betrëfft, d'Vertrieder vun den EU-Länner mat engem Mond schwätzen.

Esou droe paradox Positiounen, wéi déi vun der Membership vu Palästina an der Unesco, net dozou bäi, dass d'Europäescher Union als seriöse Gesprächspartner an der Welt gesi gëtt. Den Objektiv muss sinn, fir eng gemeinsam europäesch Aussepolitik ze entwéckelen, wou et net drëms geet, fir d'Aktiounen vun deenen eenzelne Memberstate ze konkurrenzéieren oder ze duplizéieren. Et soll virun allem drëms goen, fir no enger richteger Valeur ajoutée an eiser gemeinsamer Aussepolitik ze sichen.

Här President, eent vun de wichtegsten Evenementer vun dësem Joer ass ouni Zweifel d'„Arabescht Fréijoer“ mat senger politesche Boulevardsementer an Tunesien, an Ägypten an dem Fall vum Gaddafi-Regime a Libyen. Dës Evenementer waren net ouni Konsequenz fir d'Europäescher Union. Eng enorm Well vu Flüchtlingen aus deene Länner huet Italien a Malta iwwerschwemmt, wat déi Länner eleng net verkraaft konnten.

Doropshin huet Italien deene Leit e Permis de séjour temporaire ausgestellt, woumat se sech zäitlech fräi an deenen aneren EU-Länner bewegen konnten. Frankräich, dat am meeschten dës Décisioun ze spiere krut, huet eesäitig décidéiert, am Kader vun der „clause de sauvegarde de Schengen“ seng Grenze mat Italien zouzemaachen. Hei wier eng gemeinsam Haltung vun der Europäescher Union éischer ubruecht gewiescht!

Här President, wichteg ass awer virun allem, dass den „Printemps arabe“ dozou gefouert huet, dass déi Länner sech vun engem Diktatur-Regime befreie konnten, fir sech a Richtung vum méi Demokratie, vum méi Fräiheet a vum méi Rechtsstat ze bewegen.

Besonnenes Tunesien, deem Land, vum deem d'Bewegung ausgaangen ass, schéngt d'Transitioun am beschten iwwerstan ze hunn. Tunesien huet op virbildlech Manéier seng éischt fräi Wahlen den 23. Oktober organiséiert, wou den Taux de participation volontaire bei iwwer 90% louch!

An Ägypten huet d'Arméi eng kruzial Roll gespillt, andeems se mam Vollek fraterniséiert huet. Mëtterweil spillt d'Militär eng méi zweideutig Roll, wou kee méi esou richteg weess, wat hir Pläng sinn an ob si bereet sinn, hir Muecht ouni Weideres u gewielte Vertrieder vum Vollek ze iwwerginn. Esou huet de sougenannte „Conseil suprême de l'armée“, deen zënter der Chute vum President am Februar an der Muecht ass, den 9. Oktober eng Demonstratioun vu Kopten, déi géint d'Verbrennung vun enger Kierch protestéiert hunn, brutal néiergeschloen.

Déi éischt fräi Parlamentswahlen si fir Enn November geplangt. Dat gewielte Parlament soll dann och e Comité benennen, deen eng nei Verfassung redigéiere soll.

Dës éischer friddvoll Oplehnung vun der Bevölkerung an Nordafrika ass mam bluddegen Agräife vum Colonel Gaddafi géint säi Vollek a Libyen zu Enn gaang. A quasi leschter Minutt kruten d'Revolutionären Hëllef vun enger internationaler Trupp, déi ënnert dem Kommando vun der NATO steet an déi op de Resolutiounen 1979 an 1973 vum Sécherheetsrot vun der UNO baséiert. D'Zil vun der Operatioun „protecteur unifié“, an där d'Fransosen an d'Engländer fiederféierend waren, war e Waffenembargo an eng Zone d'exclusion aérienne ze imposéieren souwéi och mat alle Mëttele ze versichen, d'Attacke géint d'Zivilbevölkerung ze éviéieren.

Mam Doud vun Gaddafi an dem Anhuele vu senger Heemechtsstad Syrte gesäit d'NATO hir Missioun a Libyen erfëllt an huet deklariert, hirer Missioun en Enn ze ginn. Den 2. November huet den nationalen Iwwergangsrout deen neie Chef vun der Iwwergangsregierung designéiert. D'Zil vun dëser Iwwergangsregierung ass et, an deenen nächsten aacht Méint Wahlen ze organiséieren, fir eng national Konferenz virzebereeden, déi eng Verfassung fir d'Land ausschaffe soll.

Här President, zënter déi islamistesche Partei d'Wahlen an Tunesien gewonnen huet, a weinst der staarker Positioun vun den „Frères musulmans“ an Ägypten an dem Fakt, dass a Libyen de President vum Conseil national de transition virun der Press confirméiert huet, dass d'Scharia a Libyen als „loi essentielle“ adoptéiert gouf, geet an der westlecher Welt d'Angscht virun islamistesche Regime an Nordafrika ëm.

Dozou wier awer Folgendes ze soen: Éischtens, iwwert de Verlaf an d'Bedeutung vun de Wahlen an Tunesien muss een ernimmen, dass dës

Wahlen a knapp néng Méint transparent an demokratesch organiséiert an duerchgefouert goufen. Dës eleng an de Fakt, dass iwwer 90% vun de Leit un de Wahlen participéiert hunn, si scho Grënn, fir den absolute Respekt géintwärtig den Tunesier auszudrécken. Déi islamistesche Partei waren einfach besser organiséiert, well et se schonns méi laang gouf. De Fait, dass se ënnert den Diktature vill gelidden hunn a verfollegt goufen, well se ganz oft eng wichteg sozial an humanitär Roll gespillt hunn, schwätzt och fir d'Ofschneide bei de Wahlen.

Zweetens, a Libyen gouf et bis haut weder eng Verfassung nach politesche Institutiounen, déi d'Konture vun engem neie Stat kéinte bilden. Libyen ass bis dato keng Natioun, esou wéi dat fir eis e Begrëff ass. Esou kann et engem alichten, dass Libyen momentan keng aner Wahl huet wéi déi, fir sech op d'Scharia ze beruffen, vum dat aner doktrinal, sozial, kulturell a relationell Normen net existéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an anere Länner wéi am Bahrain an am Jemen, awer virun allem a Syrien dréime sech d'Demonstratiounen vun der Bevölkerung géint hir autoritär Regime zur Tragédie! Besonnenesch tragesch ass et, dass zënter dem 2. November, den Datum, wou de syresche Regime der Ligue arabe säin Averständnis fir e Plang gouf, deen als Zil huet, der Gewalt am Land en Enn ze setzen, d'Néiermetzele vun de sougenannten Oppositiounen riicht weidergeet, wat zum Ausschloss vu Syrien aus der Arabescher Liga gefouert huet.

De syresche Regime schéngt all Dag méi isoléiert ze ginn. Länner wéi d'Türkei huelen däitlech Positioun, andeems se offen an aktiv déi syresch Oppositioun ënnerstëtzen. Och d'Europäescher Union huet sech bereet erkläert, mat Vertrieder aus dem syreschen Nationalrot zesummenzeschaffen. Et ass och wichteg, de Wee vun de wirtschaftleche Sanktiounen décidéiert weiderzegoen an ze versichen, um Niveau vun der Europäescher Union dës ze verdéieren an auszebauen.

D'Europäescher Union huet hir Zäit gebraucht, fir op d'„Arabescht Fréijoer“ ze reagéieren. Déi massiv Flüchtlingsstréim, déi heiduerch lassgelaist goufen, hunn d'Europäescher Union an enger éischer Phas iwwerrumpelt, an et huet eng Zäit gedauert, bis dass hir Strategie festgeluecht war.

Wat sinn déi grouss Erausforderungen, déi sech an dëser Region, an dese Länner stellen? A wat ass déi europäesche Äntwert heirobber?

D'Erausforderunge si virun allem wirtschaftlecher Natur. D'Revolutiounen hunn d'Fonctionnéiere vun der Wirtschaft staark perturbéiert. Fir déi politesche Fortschreiter awer ze festegen an auszebauen, d'ärf déi wirtschaftlech Situatioun sech net nach weider verschlechteren.

De President vum Europäesche Conseil huet och virun der Generalversammlung vun der UNO affirméiert, dass, fir dass d'„Arabescht Fréijoer“ geléngt kann, d'Europäescher Union gewëllt ass, all d'Etape vun der demokratescher Transformatioun an den demokratesche Reformen ze ënnerstëtzen, an zwar duerch finanziell Ressourcen, duerch den Zougang zum europäesche Marché, duerch d'Mobilitéit an Europa an d'Hëllef beim Opbau vun den Institutiounen.

An dësem Esprit a mat dëser Finalitéit huet dann och d'Europäescher Kommission de 27. September eng ganz Rei vu Moosnamen géintwärtig Nordafrika an dem Mëtteren Osten ugekënnegt. Esou huet d'Kommissioun véier nei Décisiounen zugongscht vun deene Länner geholl, déi zu senger sougenanntener „politique européenne de voisinage“ gehéieren. Dës Programm solle spezifesch Hëllef fir d'Demokratie, fir de Wuesstum, fir d'Schafe vun Aarbechtsplazen, fir d'Mikrofinanz a fir d'Heichschoul bréngen. Esou kann d'Europäescher Union dann och ganz stolz behaupten, dass si déi éischt ass, déi eng seriöse Äntwert op d'„Arabescht Fréijoer“ gëtt, dass d'Relance an Nordafrika an am Mëtteren Osten zu hiren Haaptprioritéite gehéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Konflikt tëschent Israel a Palästina huet et sech erweisen, wéi een engersäits mat geschéckter Diplomatie viles errechen, an anersäits mat sturer politescher Haltung alles verdierwe kann. An Zäit vun engem hallwe Joer hunn d'Palästinenser zwee politesche Succèsen op internationaler Bühn agefuer. Am Juni gouf hinnen unanime de Statut vun engem Partner fir Demokratie bei der parlamentarescher Assemblée vum Europarat zugestane an am Oktober goufe se als 195. Member vun der Unesco opgeholl.

D'Reaktioun vun Israel, dass d'Land seng Transferte vu Fongen, déi se zugongscht vun der Palästinensescher Autoritéit sammelen, bis op Weideres afriéiere wäert an dass de Bau vun neie Logementer an hire Kolonien zu Ost-Jerusalem

an a Cisjordanien accélériert gëtt, ass fir munchereen enttäuschend. Fir d'Palästinenser huet dës Resultat awer virun allem eng wichteg a symbolesch Bedeutung. Et stellt fir si en Erfolleg duer, mat deem se trotz erkläertem Widderstand vun den USA an Israel de Wee zur ugestrieffter UNO-Vollmemberschaft décidéiert weiderginn.

Dernieft huet och d'„Arabescht Fréijoer“ seng Konsequenzen op Israel. Wann een déi nei politesche Realitéiten, déi amgaang sinn ze Entstoen, a Betruecht hëlt, stellt et sech sécher eraus, dass den zukünftegen Handlungsspillraum vun der israelischer Regierung méi kleng gëtt, wa se an der Region hir traditionell Verbündete behale wëllen. Et schielt sech ëmmer méi eng Tendenz vun enger eenheetlecher Bewegung vum „Arabesche Fréijoer“ géint Israel eraus.

D'„Arabescht Fréijoer“ kéint duerch en Neimésche vun de politesche Kaarten am Noen Osten derzou bäidroen, en neie Moment do ze schaffen an d'Israelien an d'Palästinenser encouragéieren, nees nei ze verhandelen. Déi ëmmer méi zougelend Sympathië fir d'Palästinenser an hir Situatioun an der Welt, déi sech duerch den Unesco-Vote konkretiséiert hunn, kéinten ausserdeem Israel zu méi Kompromësbereitschaft encouragéieren.

Här President, hei stellt sech d'Fro, wéi d'Roll wier, déi d'Europäescher Union an dësem Zesammenhang spille kéint. D'Europäescher Union huet sech ganz positiv an de Gespréicher vum Noost-Quartett abruucht, an esou munchereen ass der Meinung, dass d'Union d'Roll vun den Amerikaner innerhalb vun dësem Quartett iwwerhuele kéint. Amerika huet säi Kredit als Vermittler tëschent Israel a Palästina zënter dem Obama senger Ried am September bei der UNO-Generalversammlung bei de Palästinenser verluer.

Esou konnt d'Vertriederin vun der europäescher Aussepolitik sech an de Verhandlungen innerhalb vum Quartett souwéi tëschent deenen zwee Protagoniste méi abréngen an huet dowéinst vill Luef kritt. Esou kritt d'Europäescher Union méi wéi jee d'Méiglechkeet, sech positiv an d'Négociatiounen anzeklicken. Duerfir ass et kruzial, dass sech d'Europäescher Union besonnenesch elo op eng gemeinsam Linn iwwert d'Memberschaft vu Palästina festleest, fir déi ustehend Négociatiounen innerhalb vun der UNO.

Datt dës Rechnung leider awer riskéiert net opzegoen, huet eis d'europäescht Behuele beim Vote fir eng palästinensesch Membership bei der Unesco däitlech gewisen. „Europa degradéiert sech mat esou Aktiounen zu engem aussepolitischen Zwerg“, esou eisem Ausseminister säi Commentaire iwwert d'Ofstëmmung zu Paräis, dee mer duerchaus deele kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter e puer Jorzéngte waren d'Westbindung - dat heescht d'Memberschaft an der NATO an d'Beméien ëm eng EU-Memberschaft - d'Fundamente vun der türkescher Aussepolitik. Säit e puer Joer mierkt een awer däitlech, dass d'Türkei sech ëmmer méi staark op hir eege Region besënnt. Et gëtt zousehends méi onkloer, wat déi definitiv türkesch Strategie an hirer Aussepolitik ass. Geet et der Türkei dorëm, eng eegestänneg Regionalmuecht ze etabléieren? Wëllt d'Türkei weider zum zentralen Alliéierte vun den Amerikaner an der Region opsteigen, oder ass nach wie vor eng integral Membership vum Land an der EU dat iewescht Zil vun der Regierung?

Virun e puer Joer huet d'Türkei sech fir eng Strategie vun de sougenannten „Null Problemer mat den Noperen“ ausgeschwat. An dëser Strategie gesäit d'Türkei sech als Schlësselstat tëschent Europa an Asien, tëschent Russland an Norden an der arabescher Welt am Süden. D'„Arabescht Fréijoer“ huet d'Türkei ëmdeken gedoen, huet ee radikalt ëmdeken vun der türkescher Aussepolitik zur Folleg gehat. Derbäi kënn, dass den türkesche Modell ëmmer méi déi arabesch Populatiounen zënter dem Ufank vun der tunesescher Revolutioun fasziniert. Fir dës Leit gëtt den türkesche Modell zur grousser Hoffnung an zum Virbild, dat et ze imitéiere gëllt.

An éischer Linn fasziniert d'Türkei duerch hir wirtschaftlech Dynamik. D'Türkei verzechent e Wuesstum vun 8,9% fir d'Joer 2010 an esou momentan souguer déi 15. Wirtschaft an der Welt. Derbäi kënn, dass dese wirtschaftlechen Erfolleg duerch e politeschen Erfolleg gekréint ass. D'AKP, d'Partei vun der Gerechtegkeet an der Entwécklung, huet et fäerdegruecht, fir reliés Traditionen a Modernitéit, fir Islam an Demokratie souwéi och Islamismus a Laicité mat-



eneen ze verbannen. Doduerch ass déi nei arabesch Generatioun, d'Islamiste virop, gewëllt, den türkesche Modell bei sech ze importéieren.

Wat den Émgang mat hiren Noperen ubelaangt, esou weist hei d'Türkei hir Zänn an op-téiert fir eng Demonstratioun vun hirer Militäarkraaft, déi duerch eng gewësse Krichsrhetorik ennermauert gëtt. Esou scheid sech den türkesche President net, d'Konfrontatioun mat Israel, bedéngt duerch den Incident vun der Gaza-Hëllefsschiff, eskaléieren ze loosse. Doriwwer eraus schéngt et, wéi wann d'Course no Energieressourcen och eng bedeitend Roll an der Spannung mat Israel an och mat Zypern géif spillen.

Wat d'Bäitrittsgesprécher an d'Europäesch Unioun ubelaangt, esou schéngen déi momentan vu kenger Säit aus ze evoluéieren. De Fortschrittsbericht iwwert d'Türkei, deen den Oktober vun der EU-Kommissioun veröffentlecht gouf, enthält nieft Luef awer och haart Kritik. Besonnesch am Beräich vun der Meenungs- a Pressefräiheet souwéi och, wat d'Onofhängegkeet vun der Justiz ubelaangt, gëtt et vill ze bemängelen. Derbäi kënn, datt d'Israel-Politik wéi och d'Zypern-Politik vun der Türkei zu engem ëmmer gréisseren Problem an de Relationen tëschent der Europäescher Unioun an der Türkei ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass ze wëssen, ob d'Türkei momentan iwwerhaapt nach en enger Mitgliedschaft vun der Europäescher Unioun interessiert ass. Dës Iwwerleeung kënn engem an de Sënn, wann een d'Ustrengung vun der Türkei, fir hir Regionalmuecht auszebauen, considéréiert.

Derbäi kënn, datt d'Europäesch Unioun staark u Popularitéit bei der türkescher Bevëlkerung abéisst. D'Türkei fillt sech duerch hire wirtschaftlechen Erfolge der EU géintwärtig och net méi ennerleeën. Ganz am Géigendeel héiert een den türkeschen Europaminister selbstecher behaupten, datt mat jiddwer Dag, dee vergeet, d'Türkei Europa ëmmer manner an Europa d'Türkei ëmmer méi brauch. Hie mengt, datt, wann déi zwee Partner bis am Gläichgewicht wieren, et och méi einfach géif, nees zezusammenkommen.

Awer och vun der europäescher Säit gëtt et ëmmer méi kritesch Stëmme géintwärtig der Türkei. Besonnesch d'Drohung vun der Türkei, d'Gesprécher mat der Europäescher Unioun anzefréieren, falls Zypern d'Präsidenschaft vun der EU iwwerhuele géif, kënn guer net gutt un.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Norbert Hauptert (CSV).** - An dach ass et noutwendeg, datt déi wichteg Relatiounen mat der Türkei gefleegt an ausgebaut ginn. Besonnesch elo am Kontext vun der Finanz- a Budgetskris soll eis bewosst ginn, wéi d'Influenz vun Europa an der Welt amgaangen ass ofzehuelen. Wirtschaftlech wéi och demografesch ass Europa momentan an enger schwieriger Lag. Och zesumme mat der Türkei géif Europa am Joer 2050 nëmme just 7% vun der Weltbevëlkerung ausmaachen. Duerfir ass et unabdinglech, datt déi europäesch Integratioun verdeéift gëtt. Mir sollen der Türkei d'Dier net zuschloen, mä versichen, weider ze verhandelen, bis d'Türkei dee sougenannten „Acquis communautaire“ erreicht huet.

De Fait, datt d'Türkei jo Europa de Réck gedréit huet, huet awer och mat der europäescher Haltung ze dinn, wou d'Türkei zënter dem Enn vun de 60er Joren ëmmer nees highalen a vertréisch gëtt a keng kloer Linn vun Europa der Türkei géintwärtig ze erkennen ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonns gesot, prägen d'Gestaltung an de Werdgang vun der Europäescher Unioun eis national Aussepolitik. D'Europapolitik ass e wichtegen Deel vun eiser Aussepolitik, an hiren Impakt op déi national Politik hält bestänneg zou. An deem Sënn wéilt ech méi detailléiert op d'Gestioun vun der europäescher Scholdekris säitens vun der Europäescher Unioun agoen. D'Scholdekris an der Eurozon an hir Gestioun huet nämlech dës Joer wéi bal keen anere Sujet d'Europapolitik geprägt.

Dës Kris, déi mat der Iwwerscheldung vun Griichenland d'lescht Joer ugaangen ass an déi d'Europäescher Unioun viru schwéier Décisiounen gestallt huet, huet dës Joer dramatesch Tournuren ugeholl. An an där schwieriger Situation huet d'europäesch Politik an deene leschte Wochen a Méint net ëmmer gegläntz a vill Kritiken agefuer.

D'Ereegnesser vun de leschte Wochen, ugefaange mat der Matdeelung vum deemolege griichesche Premierminister, den europäeschen

Accord vum 27. Oktober engem Referendum wëllen ze ënnerbreechen, iwwert d'Deklaratioun vum fréiere Bundeskanzler Schröder, et hätt een ni dierfe Griichenland an d'Eurozon eralloossen, bis zum Geert Wilders senger Iddi vun engem Referendum iwwer eng méiglech Sortie aus der Eurozon oder och nach dem Här Cameron säi Plädoyer fir e manner rigid Europa droen net derzou bäi, d'Kritiken ze entschärfen.

Dobäi dierf een net vergiessen, datt bis elo schonn eng Rei vun décisiven Accordë fir d'Krisis ze meeschteren um europäesche Plang getraff an ëmgesat goufen. Wat alles net evident war, wann een d'Ausmooss vun der Kris bedenkt an och de Fait, datt hei all d'Décisiounen eenheetlech getraff musse ginn. Alleingäng, oniwierluechten Handlungen an Aussoe stellen all dat, wat zesumme gelescht ginn ass, erëm an de Schiet, an dat ass extrem bedauerlech!

Ech wéilt hei net méi op all déi Moosnamen, déi geholl si ginn, fir d'Krisis ze meeschteren, agoen. Den Här Ausseminister huet se gëschter hei am Detail erläutert.

Datt Griichenland awer dës Kris net meeschter gouf, huet e puer Ursachen. Griichenland deet sech schwéier an der Ëmsetzung vun de Bedéngungen, déi un d'Hëllef gebonne sinn. Och wann dem leschte Rapport vun den internationalen Auditeure vun der Troika no d'Situatioun a Griichenland ënner Kontroll ass, huet d'Regierung hir Privatiséierungsprogrammer ze lues ëmgesat, an d'Moosnamen, fir de Budget ze sanéieren, ginn och net duer.

Mä de Problem läit awer net doranner, datt d'Spuermoosnamen, déi d'Land bis elo getraff huet an déi virun allem de griicheschen Normalbürger treffen, net wierken. Am Géigendeel, si verschärfen d'Situatioun, a Griichenland ass an eng beispilllos Rezessioun gefall.

Mä net nëmme Griichenland huet Problemer. Irland a Portugal profitéieren och schonns um europäesche Rettungsschirm. Aner Länner, wéi Spuenien, mä virun allem Italien, hu seriö finanztechnesch Problemer. An all deene Länner lafe Spuermoosnamepläng respektiv si Moosnamen drop an drun, geholl ze ginn, fir déi öffentlech Finanzen ze sanéieren, och wa mat ënnerschiddlechem Äifer an Effikasitéit.

Här President, verschidden Experte werfen awer d'Fro op, ob déi streng Spuerpolitik, déi Griichenland operluecht gouf respektiv déi sech aner Länner méi oder weiniger fräiwëlleg operluecht hunn, net kontraproduktiv ass an d'Kris méi unheizt, wéi datt se de Problem géif léisen. D'Spueren dierf net zum Selbstzweck ginn. D'Spuere soll derzou bäidroen, d'Budgetsdefizit an d'Verscheldung erofzesetzen.

D'Spueren dierf awer net eleng um Bockel vun deene klenge Leit ausgedroe ginn. Och si si Konsumenten an droen zur Beliewung vun der Economie bäi. Dernieft dierf een och net den negativen Impakt vun eventuelle sozialen Onrouen, déi entstoe kënnen, op déi laangfristeg, wirtschaftlech orientéiert Investissementer ënnerschätzen.

Här President, den Accord vum 27. Oktober war mat grousser Erlichterung begréisst ginn, bis datt de Premier Papandreou deklaréiert huet, datt hien d'Entscheidung engem Referendum géif ënnerleeën. Wann een dem Papandreou seng Suerg och verstoe kann, esou reit seng onglécklech Sortie sech an enger ganzer Partie vun Initiativen, Proposen an aner Manifestatiounen säitens der Politik an, déi kloer deen neien Trend an Europa ugin: Déi national Intéréten hunn nees Virrang.

Obscho keen EU-Memberstat déi néideg Gréisst oder déi néideg Ressourcen huet, fir kënnen eleng d'Scholdekris ze meeschteren, doktert emol deen een oder deen aneren drun, de Wee aus der Kris eraus ze fannen. Heiansdo setze sech souguer zwee Dokterer zesummen.

Dat alles wier net weider schlëmm, wann dat net an der Öffentlechkeet géif stattfannen, mä am „stillen Kämmerlein“, bis datt d'Léisungen, déi presentéiert ginn, zeideg wieren, datt se mat deenen aneren EU-Memberstaten ofgeschwat wieren a vu jiddwerengem matgedroe kéinte ginn. Wat awer net ëmmer de Fall ass, well oft dat, wat als Léisung presentéiert gëtt, keng Léisung ass, zumindest keng ausgegore Léisung, oder si privilegiéiert ganz offensichtlech national Intéréten a kann ergo net tel quel vun deenen anere Länner matgedroe ginn.

Et sinn och ganz offensichtlech national Intéréten, déi Léisungen oder Usätz vu Léisungen, déi eng adequat Äntwert op d'Kris kéinte sinn, am Keim zerstéieren. Ech denken do zum Beispill besonnesch un d'„Euro-Bonds“.

Här President, ofschléissend wéilt ech ënnersträichen, wat den Här Ausseminister iwwergens och schonns gëschter a senger Ried gemaach huet, datt an der Vergaangenheet déi gemeinschaftlech Method sech bewährt huet an datt mir se haut méi wéi jee brauchen. Nach

ni waren d'EU-Memberstaten esou ofhängeg vunenee wéi haut. Awer déi gemeinschaftlech Method beinhalt eng gewësse Solidaritéit tëschent de Länner. Ouni Solidaritéit gëtt et keen Europa. A wann et keen Europa méi gëtt, wat bleift dann? Wat trëtt an d'Plaz?

Et ass mat grousser Suerg, datt meng Fraktioun hei fir méi Solidaritéit an Unitéit plädéiert, fir Léisungen, déi gemeinschaftlech fonnt an ëmgesat ginn, Léisungen, déi eis alleguer weiderbréngen, amplaz datt se eis zersplécken an nach méi an d'Kris stierzen. Duerfir kënnen mer den Ausseminister a senger Ausso, datt den Espirit communautaire de Basisprinzip vum Fonctionnement vun der Unioun muss bleiwen, och nëmme ennerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hauptert. Als nächste Riedner ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, Här Ausseminister, a menger Ried vun leschte Joer hunn ech drop opmierksam gemaach, datt mir keng Insel sinn an datt mer eis Onofhängegkeet an eise Wueltstand just verteidege kënnen, wa mer eis déi néideg Moyenen och dozou ginn. Eis Ausse- a Wirtschaftspolitik war bis elo ëmmer doduerch gekennzeechent, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg an no bausse an deem Sënn och opgestallt hunn. Den Här Ausseminister huet dat gëschter och ënnerstrach a senger Deklaratioun, wéi e vun de Missions diplomatiques geschwat huet an och vun der Wichtigkeet vun enger staarker wirtschaftlecher Komponent vun dëseselwechte Missiounen.

Erlaabt mer, elo hei eng kleng Klammer opzemaachen: Ech muss lech doriwwer dofir soen, datt dat, wat d'lescht Woch am Vietnam geschitt ass, no bannen, mä och ganz besonnesch no bausse net wäert derzou bäidroen, eis méi positiv ze presentéieren an eis Positiounen ze festegen.

Ech maachen déi Klammer elo nees zou, mä ech mengen, dat muss awer gesot sinn,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...well dat war keng verantwortungsvoll Manéier fir ze handeln. Well mir liewen hei zu Lëtzebuerg dovunner, exemplaresch an an der Kontinuitéit no bausse ze agéieren. Mir sinn net fir näischt Grënnungsmitglied vun alle wichtegen internationalen Organisatiounen, an et kënn och net vun ongeféier, datt Lëtzebuerg sech an deene leschte Jorzéngten esou entwéckelt huet, wéi mer et haut kennen: dat heescht, e Land mat engem vun deenen héchste Liewensstandarden. An dat, dat wëlle mer jo och fir d'Zukunft préservéieren.

Här President, Lëtzebuerg an Europa sinn indisociabel. Dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir all déi aner 26 EU-Memberen. An aus deem Grund ass et ëmsou méi bedenklech, datt d'Fro: „Europa, wat fir eng Telefonnummer?“ nach ëmmer aktuell ass - leider, muss ech soen. Op déi Fro, déi den Här Henry Kissinger also viru Jorzéngte gestallt huet, hu mer nach ëmmer keng Äntwert, obschonns mer eis jo mam Traité vu Lissabon déi méiglechst nei Moyene wollte ginn. Mä dorobber kommen ech nach zréck.

An dat huet net nëmme gëschter den Här Ausseminister a senger Deklaratioun bewisen, mä dat huet virun allem d'Gestioun vun der Europäescher Unioun an der Scholdekris op eng ganz flagrant Aart a Weis erëm op en Neits ënnerstrach. Et geet net duer, de Krisestandard ze maachen an duerno e Krisemanagement ze erfannen, et geet virun allem drëm, eng Analys ze maachen, wéi et konnt esou wäit kommen. An dat huet den Här Minister gëschter net gemaach. Et hätt ee sech awer kënnen effektiv erwaarden, datt den Här Ausseminister mat sech a sengen europäesche Kolleeg méi streng an d'Gericht gefuer wier.

Zum Krisemanagement: Sécherlech, et ass esou, datt déi Kriseninstrumenter, déi ee sech elo ginn huet, net konnten direkt aus dem Buedem geschloe ginn oder och nach direkt op der Hand louchen. Am Ufank war et jo esou, datt een nach guer net wousst, wat dann do wierleech d'Envergure vun där griichescher Kris wier a wou hi se a ganz Europa géif féieren.

Nach ass et awer esou, datt een zu engem bestëmmten Zeitpunkt wousst, datt et net nëmme géif duergoen, Griichenland - a Griichenland eleng - ënner d'Äerm ze gräifen. An do ass verpasst ginn, Ratingagencen hin oder hier, sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir Rou op d'Mäert ze kréien. Dat huet derzou gefouert, datt d'Politik sech ze laang - an ech géif bal gare soen: nach ëmmer! - vun de Marchéen dreiwé léisst.

Dat huet och selbsterständlech domat ze dinn, datt de franséisch-däitsche Motor vun der Unioun net ëmmer esou ronn gelaf ass, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden oder wéi et och heiansdo den Uschäin hat oder ee sech den Uschäin ginn huet. Dofir ass et och net richtig, wéi den Här Asselborn dat gemaach huet, just e Constat ze maachen, et muss een no den Ursache sichen a se kloer erkennen.

D'Ursach läit an der Manéier, wéi verschidde Regierungen iwwer Joren - jo, Jorzéngten! - iwwer hir Moyene gelieft hunn an domat d'Kritären, déi si sech selwer ginn haten, net respektéiert hunn. Dora läit d'Haaptursach vun der jëtzege Kris, wat virun allem eng Kris vun der europäescher Glafwierdegkeet ass.

Dat huet och domat ze dinn, datt mer an der Situatioun, och wa se streckeweis jo nozevollzéie war, vum Wee vun der Méthode communautaire ofkomm sinn an de Rôle vun der Europäescher Kommissioun an den Hannergrond getrueden ass, an do deele mer Är Manéier, fir déi Saach ze gesinn, Här Minister.

Mä nach eng kéier zréck zu den Ursachen: Dat, wat net oft genuch gesot gëtt, dat ass, datt mer an der Europäescher Unioun am Fong all d'Instrumenter hunn, oder hätten, fir esou eng Kris ze verhënneren. A wann elo geschwat gëtt, de Stabilitéits- a Wuesstumspakt ze reforméieren, wou nach nei Sanktiounen sollen agefouert ginn, da vergiesse mer ze soen, datt déi bestehend Dispositiounen vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, déi mer elo schonns hunn, net respektéiert gi sinn a mir dofir an dës Situation haut sinn. Mir mussen eis bewosst si, datt d'Scholdekris - nach eng kéier - eng Kris vun der politescher Glafwierdegkeet ass!

Wichtig Strukturreform sinn iwwer Joren net gemaach ginn, obwuel international Experte se dorobber higewisen hunn. A wann d'Ratingagencé sech zu der finanzieller Stabilitéit vun de Länner äusseren, an dat gewëss net ëmmer positiv - an dat deet och wéi -, mä da muss een awer och ënnersträichen, datt dat virun allem esou ass, well d'Regierung selwer verkeelt hunn, op méi eng transparent an éierlech Aart a Weis iwwert den Zoustand vun der Finanzsituatioun vun hirem Land ze communicéieren.

An deem Kontext, Här Minister, wéilt ech drun erënneren, datt déi bescht Manéier, fir den „sozialen Haircut“, wéi Dir lech gëschter ausgedréckt hutt, ze évitéieren, nu ganz einfach eng virsiichteg Haushaltspolitik voraussetzt. An dat soen ech ganz besonnesch a Richtung vun eiser Regierung - vun eiser ganzer Regierung, déi haut de Minister nees am Stéch léisst, wéi esou oft -, well och mir gi säit Jore schonns vu nationalen an internationalen Experten dozou encouragéiert, verschidde Strukturreform ze maachen.

Wa mer vun enger Gouvernance économique schwätzen, dann hu mer eis elo weider Instrumenter, zum Beispill iwwert de Wee vum Semestre européen, ginn. Mä wou et awer wierleech drop ukënn, dat ass, datt déi Moyene mat schonungsloser Eierlechkeet applizéiert ginn, wa mer wëllen, datt se gräifen an eng reell Plus-value duerstellen. Dat gëllt och fir dee rezent gestëmmten a sougenannten „Sixpack-Accord“, deen der Kommissioun jo soll erlaben, méi genau d'Memberstaten ze iwwerwaachen, an och fir d'„Strategie 2020“ fir de Wuesstum vun der europäescher Wirtschaftsunioun ze favoriséieren.

D'Fro vun der Gouvernance économique huet och zäitweileng d'Fro opgeworf vun enger méi staarker politescher Unioun. An deem Kontext wollt ech ganz kloer ënnersträichen, datt mir eis mam Traité vu Lissabon jo e permanente President vum Conseil européen an en Ausseminister ginn hunn. D'Europäesch Unioun huet sech also mam Lissabonner Traité d'Capacitéit ginn, en Acteur op der internationaler Zeen ze sinn, andeems enner anerem de Service pour l'action extérieure vun der EU eis méi Visibilitéit sollt verschafen.

Mä mir stelle fest, datt déi zwee Posten net déi Signalwirkung hunn, déi ee sech initialement dobäi erducht hätt, an ech mengen kënnen ze soen, dat wier en diplomateschen Understatement, wann ech dat soen.

An dat ass schued, well wéi sollen eis international Partner eis eescht huelen oder iwwerhaapt kënnen verstoen, wat eis Positioun sinn, wa mer eis - an ech huelen e puer Beispill - zum Beispill op enger Konferenz duerch dräi verschidde Leit vertrieede loosse, wéi dës de Fall war um NATO-Sommet zu Lissabon, wou souwuel de President vun der Kommissioun, de President vum Conseil an natierlech d'Lady Ashton och waren. A wann dann nach de Commerce derbäikënn, dann ass och nach an deem Trio den Handelskommissär derbäi.

Oder en anert Beispill: Wéi iwwerhaapt solle mer eis bemierkbar maachen, wa kee visibel ass? Do denken ech un déi rezent Pressekonferenz, nodeem eng 60 Delegatiounen sech ent-



scheet haten, 15 Milliarden Dollar vun deene blockéierte libyschen Avoueren ze débloquentieren, fir der lokaler Populatioun ze hëllefen. Ganz gutt. Mä keen, keen eenzegen europäesche Représentant war op där finaler Pressekonferenz agelueden, obwuel d'Lady Ashton an den Här Van Rompuy um Conseil op deem Sommet waren.

Ass et eng Personalfro? Eng Fro vun de Moyenen? Oder eng Fro vum Wëllen? Déi dräi treffe sécherlech jusqu'à un certain degré dorop zou. Dat heescht, wa mir et emol net fäerdegbréngen, se esou ze besetzen, datt se wirklech effikass kënnen sinn an hinnen dann och d'Méiglechkeet ze ginn, hirem Rôle gerecht ze ginn, dann ass, ech muss et ganz éierlech soen, fir mech d'Fro vun enger méi déiwer politescher Unioun am Fong en „wishful thinking“ oder eng Fata Morgana.

Mä, an hei halen ech et mat dem Änder Hoffmann, dee gëschter sot, et dierf een net nëmmen un dat denken, wat ass, et muss een och virun allem denken un dat, wat misst sinn oder wat kéint sinn, an duerfir, wann ech un dat denken, wat misst sinn a wat och wahrscheinlech eng Kéier wäert sinn, muss mer ons weiderhin energiesch fir den europäeschen Integrationsprozess asetzen an doru festhalen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - An deem Integrationsgedanken hëllef sécher net, wa mat enger periodescher Frequenz vu verschiddeenen Europapolitikern - vun alle Faarwen d'ailleurs, ech soen et direkt - d'Fro vun deenen dräi europäeschen Hauptstied gestallt gëtt. D'Traitée gesi vir, datt Europa dräi Hauptstied huet, Brüssel, Stroossbuerg a Lëtzebuerg. Fir dee Präzisp si mir allegueren nach ëmmer agetrueden a mir sinn och net bereet, ze akzeptéieren, datt doru gefréckelt soll ginn. Duerfir ass et och gutt, datt d'Infrastrukture vun der Europäescher Unioun hei zu Lëtzebuerg weider ausgebaut ginn. A fir datt Europa uerdentlech Aarbechtskonditiounen zur Verfügung gestallt kritt, Här Minister, do sidd Der eiser Ennerstëtzung ganz sécher.

Här President, d'Fro vun der Erweiderung nu vun der Europäescher Unioun stellt sech weiderhin. Den Här Ausseminister huet ons gëschter gesot, datt eng Partie vun onse Partnerlänner un beschte Wee wieren, de Wäerter vun der Europäescher Unioun ëmmer méi no ze kommen. Ech ginn elo net méi op déi verschidde Länner an. Dir hutt et gëschter an aller Däitlechkeet an am Detail gesot.

Mä ech erlabe mer awer, um Hannergrond ebe just vun der Scholdekrise, drop ze insistéieren, datt een hei net soll an net dierf an Zweckoptimismus verfallen, duerch d'Fangere kucken, an der Hoffnung: „Oh, et geet schon an d'Rei.“

Neen, hei muss nees eng Kéier mat schonungsloser Éierlechkeet operéiert a kontrolléiert ginn. Mir müssen d'Léieren zéien eben och aus der Scholdekrise. An duerfir ass et extrem wichteg, datt hei strengstens op d'Anhale vun all de Kopenhagener Kritäre gepocht gëtt.

Här President, ech wollt och nëmmen e puer Wieder iwwert déi gemeinsam europäesch Aussepolitik verléieren. Ech wollt drop agoen, wéi mir als Europäesch Unioun eis zu de Konflikter, déi an der Welt entstinn, positionéieren mat eben eise Partner.

Här Ausseminister, Dir hutt vun deem formidabelen Élan geschwat, deem d'„Arabescht Fréijoer“ opbléie gelooss huet, a mir gesinn et och esou. Dir hutt de Bilan gemaach vun deene Staaten, wou sech d'Saache lues a lues zum Gudden wenden: Tunesien, Ägypten - mat Virbehalt -, awer och vun deenen, wou déi couragéiert Stëmme vun der Populatioun net gehéiert ginn, mä au contraire mat alle Moyenen ënnerdréckt ginn, a mir wëssen, u wie mer denken: besonnesch Syrien an och de Jemen.

D'europäesch Aussepolitik muss duerfir nieft de Sanktiounen, déi ausgeschwat ginn, sech Gedanke maachen iwwer nei Weeër, wéi se op esou Konfliktsituatiounen net nëmme reagéieren soll, mä am Virfeld duerch gemeinsam Positiounen an duerch gemeinsam Handele kann en Afloss huelen.

An deem Sënn ass et och absolut néideg, sech kloer an däitlech zu där destruktiver Politik vun Iran ze positionéieren an all Mëtzel net militärescher Natur anzusetzen, fir den iraneschen Autoritéit kloerzemaachen, datt d'international Communautéit hir Attitud ënner kengen Émstänn guttheesche kann. An et ass natierlech kloer, datt do eng enk Zesummenaarbecht vun der EU mat Russland a China eng *Conditio sine qua non* ass.

Déi am Fall vun Iran präconiséiert militäresch Optioun kann an där net d'Optioun sinn. All eis Effortë mussen sech elo op eng konstruktiv Négociation konzentréieren, fir eng méiglech Eskalatioun vun der Situatioun, déi dramatesch Folge fir d'Regioun kéint hunn, ze verhënneren.

Ech mengen, do si mer eis heibannen eens.

D'Suerg vun Israel, wat d'Bedrohung, déi vum Iran ausgeet, ubelaangt, ass ze verstoen. Mä ech ka mech net oft genuch widderhuelen, datt eng militäresch Léisung net déi richteg Léisung wier.

Wann et och schwéier ass, déi aktuell Politik vun der israelischer Regierung op enger Rei Punkten, notament der Siedlungspolitik, no-zevollzéien, sou dierf een awer Folgendes net vergiessen - mir wëssen et: Op béide Säiten, an Israel an a Palästina, ass iwwert d'Jorzéngten esou vill Leed entstan, datt een Openanderduergoe vu béide Säiten ee bal iwwermenschlechen Effort kascht. Ech wëll awer gleewen, an ech muss gleewen, a mir mussen gleewen, datt et méiglech ass, deen Effort ze maachen.

Ech wëll mech duerfir och vläicht méi nuancéiert wéi den Här Minister gëschter ausdrécken, well ech der Meenung sinn, datt mer aus där Spiral vun deene géigesäitege Schuldzuweisungen müssen erauskommen, fir op de Wee vun engem gemeinsame friddlechen Zesummeliewen an där Regioun ze kommen. Dat heescht och, datt à terme Israel a Palästina als zwee Staaten niententee friddlech koexistéieren kënnen.

Dat bedeit awer och, datt virun allem d'international Communautéit sech eens gëtt an eng gemeinsam Linn definéiert, wéi een Israel a Palästina op dee richteg Wee hëllef kann.

Här President, a puncto Kooperatioun mam afrikaneschen Kontinent wëllt ech nach gären e puer Wieder soen. Et ass a mengen Aen do extrem wichteg, zwou verschidde Aarte vun Hëllef ze entscheeden. Selbstverständlech muss bei humanitäre Katastrophen, wéi zum Beispill där undauernder Hongersnout am Horn vun Afrika, net gezéckt ginn, eis Hëllef unzébiden. Et ass awer oft esou, datt während esou Situatiounen politesche Chaos och herrscht an déi verantwortlech Autoritéiten net kloer ze identifizéieren sinn, feelen oder - jo, et muss een et soen - leider korrupt sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech nach eng Kéier ervirhiewen, wéi wichteg et ass, laangfristeg eng Kooperatiounspolitik virun Aen ze hunn, déi den Entwécklungsänner kann erméiglechen, hiren eegene Wee zur wirtschaftlecher Entwécklung an demokratescher Transition ze goen. Dëst sinn eise Wäerter no zwou néideg Konditiounen, fir e Land zum Wuulstand ze bréngen.

Här President, genausou wéi den Här Asselborn hunn ech ganz vill Zäit dorobber verwennt, iwwert d'europäesch Politik ze schwätzen. Dëst ass och net verwonnerlech, well sech déi Lëtzebuurger Aussepolitik zu engem groussen Deel iwwert déi europäesch definéiert.

A well also onse Succès mam Succès vun Europa enk verbonnen ass, wëllt ech als Konklusioun nach eng Kéier drop hiweisen, wéi wichteg et ass, am Sënn vun der Glafvierdeegkeet vun der europäescher Politik ze schaffen. An déi erreche mer net, andeems mer permanent un den Traitée fréckelen oder nei Institutionen schafen. Domat gi mer nämlech no bausen d'Bild, wéi wa mir selwer net géifen un eis gleewen, a mir ginn domat e Bild - fir d'Aussoe vum Här Minister vu gëschter e bëssen ëmzedréien -, mir ginn domat d'Bild, wéi wann d'Europäesch Unioun en Auto wier, dee permanent an der Garage géif stoen, fir gefléckt ze ginn. An datt esou een Auto net wäit kënn, dat wësse mer jo. All Zweckoptimismus kann dës Situatioun och net schéieren, mä nëmme konsequent, rigouréist a verantwortlech Handeln.

Dir, Här Minister, d'ganz Regierung, jo mir all sinn do gefuereert.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Éischt dem Ausseminister Merci soe fir säin ëmfaasende Panorama iwwert d'Lëtzebuurger Europa- an Aussepolitik, deen hie gëschter hei virbruecht huet. Déi Meenungen, déi hien doranner vertritt, decke sech selbstverständlech zu engem allgroussen Deel mat deenen, déi mir hei och verrieden. Dofir wollt ech mech hei a menger Interventioun an der Haaptsaach och op d'Europapolitik konzentréieren, op dat, wat elo an Europa amgaangen ass, an och d'Konsequenzen, d'politesch Konsequenze fir onst Land.

Firwat maache mer dat? Mä well mer wëssen, dass manner wéi iergenden anert Land onst Land sech net kann a seng Grenzen zréckzéien. Mir brauchen en offene Maart, en Zougang zu der Welt, eng friddlech Émwelt, mir brauchen eng zolidd Währung an d'politesch

Gewicht vun der Europäescher Unioun, fir iwwerhaupt bei der Gouvernance mondiale kënnen matzemaachen.

Mir sinn ons awer och bewosst, dat mussen mer direkt hannendrusoen, dass déi global Vernetzung, an där mer dra sinn, fir ons eege Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg munche Stress ka schafen. Wann d'Europäesch Unioun zum Beispill d'Visaflicht fir europäesch Länner um Westbalkan ophieft, da kommen esou vill Romaen op Lëtzebuerg, dass mer bal den nationalen Noutstand ausruffe mussen.

D'Aussepolitik vun engem Land ass haut net nëmmen Diplomatie a Verdeedegungspolitik. Et ass Kooperatioun, et ass Immigratiounspolitik, international Handelspolitik, Klimapolitik, a si huet och mam Kampf géint d'Aarmut an der Welt a mat enger Welt ze dinn, an där nei Püschancen entstinn, mat deene mer nei Formen vun Émgang mussen sichen. Iwwer ons Mitgliedschaft an der Europäescher Unioun eraus ass et also och d'europäesch Politik, Innenpolitik, mat där mer ëmmer méi konfrontéiert ginn.

Wéi geet et weider mat Europa? En Europa mat téschent 30 a 40 Länner aus dem Westbalkan, aus Osteuropa, d'Türkei derbäi, wéi et op ons duerkënn, wäert kee staark integréiert Europa sinn. Déi verstärkt Zesummenaarbecht am Vertrag vu Lissabon wäert wuel méi wéi eng Kéier zur Uwendung komme müssen. En Europa vu verschidde Vitessen ass virprogramméiert a wuel och néideg, fir zum Beispill nëmmen um soziale Plang méi staark kënnen zesummeschaffen.

Déi héchste Vitesse allerdéngs muss natierlech déi vun der Eurozon als Kärsäck vun der Europäescher Integratioun sinn. An dofir müssen all déi Konsequenze gezu ginn, déi eng gemeinsam Währung verlaangt, an dat heescht, méi eng intensiv Zesummenaarbecht op deem Plang. Déi Zesummenaarbecht heescht, dass Länner sech gemeinsam Objektiv ginn a sech verpflichten - sech verpflichten! -, déi Objektiv z'erreechen.

D'Memberlänner vun der Europäescher Unioun si verschidde, déi eng méi sozial, déi aner méi liberal. Jiddwer Land muss sech selwer gestalten kënnen am Respekt vun de gemeinsamen Ziler, déi fir den Zesummenhalt wesentlech sinn. A wat sinn déi Ziler? Mä e rasonabele Montant vu Scholden. E rasonabele Montant vu Scholden iwwerall, och zu Lëtzebuerg! E sozialen Niveau, deen eng Relatioun zur Wäertschöpfung vun der Wirtschaft huet. International Konkurrenzfähigkeit.

D'Stärkt an d'Stabilitéit vun onser Währung hängen also of vun der Wirtschaftskraft, vun der budgetärer Soliditéit a vum politeschen Zesummenhalt vun de Länner - dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt -, och vun deene Länner, déi déi Währung hunn. De politeschen Zesummenhalt gëtt garantéiert duerch Solidaritéit.

Fir ons Sozialisten ass e staarkt Europa net nëmmen en Europa vum fräie Wuere-, Déngschtleeschungs- a Kapitalverkéier. Et ass virun allem e solidarescht Europa. Et muss dofir e Rééquilibrage téschent Maart a Konkurrenz an Europa kommen, engersäits, Solidaritéit, anerersäits. En offene Maart, jo. Mä de Maart kann net all Problemer léisen! Dofir müssen öffentlech Déngschtleeschunge besser geschützt ginn. An et muss verhënnert ginn, dass alles, awer och grad alles, ob dat d'lessen, d'lesswueren, d'Waasser, d'Schoul, d'Gesondheet, d'Mobilitéit, d'Kultur, d'Wunnen ass, zum Objet vu kommerzielle Strategien a Spekulation gëtt, dat heescht, dem Maart iwwerlooss gëtt.

Et kann och net sinn, dass de Maart d'Plaz vun der Politik hëlt. Et ass net akzeptabel, dass d'Schwankunge vun de Finanzmäert Regierung stieren an decidéieren, wéi eng Regierung ausgesäit, oder dass d'Spekulationen op de Finanzmäert déi normal politesch Prozesser ersetzen.

Solidaritéit ënnert de Länner, dat war vun Ufank un a säit jeehier eng fundamental Errungenschaft vun der Europäescher Unioun; aarm Länner a Géigende vun Europa duerch gemeinsam Hëllef lues a lues op e méi héijen Niveau eropbréngen, an dat iwwert d'Grenze vun Europa ewech. Well d'Noperschaftspolitik, d'Politique de voisinage vun der Europäescher Unioun dréit vill zur Entwécklung vun europäesche Länner bāi, déi un de Grenze vun der Europäescher Unioun leien. Dofir muss d'Europäesch Unioun och am Mëttelmeerraum Länner wéi Tunesien, Libyen oder Ägypten hëllef, sech wirtschaftlech erëm opzebauen.

E solidarescht Europa kann och net dora bestoen, dass fir déi zukünftige Generatiounen net méi investéiert gëtt. Dofir muss een d'Europäesch Unioun a besonnesch d'Europäesch Investitionsbank félicitéieren, dass se e massive Bäitrag fir d'Investitiounen an Europa leeschten.

A schlieslech - en aneren Aspekt vun der Solidaritéit - géifen d'Leit dobaussen net verstoen, dass d'Staten d'Banken retten an dass d'Banken kee Bäitrag zur Léisung vun der Kris géife maachen. Solidaritéit soll och fir d'Finanzacteurs gëllen. All déi Créancier, déi duerch d'Spekulation op de Statsschulde massiv verdéngt hunn a weider verdéngen, mussen bei der Hëllef fir héich verschëllte Länner matmaachen.

Här President, den Ausseminister huet sech intensiv mat der Finanzkrise befasst. Déi Kris schéngt net fir jiddwene ze bestoen, soit dit entre parenthèses. Nach ëmmer gëtt et déck Bonussen an Dividenden, an d'Finanzwirtschaft an Europa wiert sech weider géint all Reguléierung, déi als Zil huet, de Finanzsecteur erëm zu deem ze maachen, wat en eigentlech soll sinn, nämlech en Déngschtleeschter fir déi produktiv Wirtschaft!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Onst politescht Zil heiheim an an Europa muss sinn, natierlech den Euro ze retten, d'Schulde vun de Staaten erofzedrécken an d'Wirtschaft dobäi net ze erstécken. An et muss och sinn, de Sozialofbau ze verhënneren an d'Consummation wéi d'Investissementer héich ze halen.

Här President, d'Europäesch Unioun befënt sech duerch d'Finanzkrise an enger kruzialer Phas vun hirer Entwécklung. Mat der Finanzkrise huet en Deel vun der Europäescher Unioun, nämlech d'Eurozon, e qualitative Sprong an der Zesummenaarbecht gemaach. Et ass eng finanz-, wirtschafts- a sozialpolitesch Schicksalsgemeinschaft ginn, déi Eurozon. A vun der Manéier, wéi mer déi Kris léisen, hängt d'ganz Zukunft vun europäeschen Eenigungsprozess of.

Den Euro als Weltwährung ass net nëmmen en Instrument vu wirtschaftlecher Zesummenaarbecht an Europa, mä och den Ausdruck vun der Wirtschaftskraft vun onsem Kontinent. A fir den Euro ze erhalen an ze stäerken, si mer an der solidarescher Verantwortung mat alle Länner vun der Eurozon. Dat heescht, dass all Land vun dëser Zon fir sech selwer a fir déi aner Länner eng Responsabilitéit huet. Déi zwou Perspektiven sinn onzertrennlech. Dat heescht, dass all Land seng Scholde méiglechst niddreg halen oder se ofbaue muss, an dat heescht, dass all Land an d'Solidaritéit fir déi Länner mat agebonne gëtt, déi Problemer hunn.

Et gëtt also méi zesumme gemaach. Et ass schonn hei gesot ginn: e gemeinsame Rettungsplang, e gemeinsame Stabiliséierungsmechanismus 2013. A muer vläicht eng nei Finanztransaktionssteuer, 'Euro-Bonds' an en europäeschen, keng national Mäert méi vun Obligationen, Bedeegung och vum Fonds monétaire international a vu groussen Länner, déi en Interessi drun hunn - vergiesse mer dat net! - an der Welt, dass et eng zweet grouss Weltwährung niententee dem Dollar gëtt.

E Wuert zu dëser Finanztransaktionssteuer, Här President, déi elo jo vun der Kommission virgeluecht ginn ass. Mir Sozialisten si fir esou eng Steuer, déi jo bekanntlech net op den normale Bankgeschäfte erhuewe gëtt, mä op all deenen Transaktiounen, déi bis elo net besteiert goufen, op all Operationen vun Hedgefongen an aner Finanzinstrumenter, déi de Finanzsecteur an de leschte Joren oft zu engem Selbstzweck gemaach hunn. Mir mengen, dass dat eng Steuer an der Europäescher Unioun vun de 27 Länner soll sinn an dass déi Steuer als Ressource propre fir d'Europäesch Unioun bestëmmt soll sinn, mat där d'Europäesch Unioun Investissementer fir d'Zukunft maache kann.

Här President, wann een do no vir kuckt, muss een och zur selwechter Zäit e puer Froen stellen iwwert déi rezent Vergaangenheet, fir et eben an Zukunft besser ze maachen. Wat Griichenland zum Beispill ugeet, kënnen mer jo net verleugnen, dass dat e Land ass, wat d'Schuldekrise an der Eurozon duerch seng finanz- a budgetpolitesch Gewunnechte verschäerft huet.

Wéi war et méiglech, dass net gesi gouf an Europa vu ville gescheite Leit, dass Griichenland eng national Kontabilitéit huet wéi en Drëttweltland? Dass dat Land säin öffentlechen Déngschter innerhalb vun zweielef Joer verdubelt huet? Dass en do mat 55 Joer an d'Pension geet, wann een an engem schwéiere Beruff schafft, dass et awer 600 Beruffer gëtt, déi als solch bezechent ginn?!

Villes ass do schifgelaf a villes ass ënnert den diplomateschen Europateppesch gekiert ginn. D'EU, mengen ech, wa se seriö wëllt geholl ginn an Europa vun de Bierger an och an der Welt, ka sech dat do net nach eng Kéier leeschen.



ten a muss bei sech selwer ufänken an hir Governance verbessern.

Wéi geet dat an der Finanzpolitik? Et muss gemeinsam Regele ginn, déi all Länner befolle mussen. Dat gëtt dann en anert Europa. Dat heescht, en Europa, wat méi zesummewiisst, an deem d'Länner op dem finanz- a budgets-politische Plang lues a lues d'selwecht ginn.

Mir haten déi Diskussioun hei an der Chamber am Zesummenhang mam Europäesche Semester a mat de Recommandatiounen vun der Kommissioun fir Lëtzebuerg. De Sproochgebrauch wou dunn d'accord mat den Objektiv, mä de Wee dohinner muss jiddwer Land selwer bestëmmen. Dat geet nëmme, wann déi Objektiv kloer a strikt genuch sinn a vun all Land uegeholl ginn, wa se och méi oder wéineger automatesch sinn nach an déi Méttelen, an déi Weeër, fir eben déi Ziler ze errechen, déi mir hutt lech, Här Ausseminister, an Är Ried gëschter och mat där doter Fro vun der Atompolitik an Europa ausanagesat. Dir hutt lech ausgeschwat fir méi eng grous Sëcherheet bei de Reakteren.

Dat gëtt och fir onst Parlament, dat jo d'Budgetsautoritéit huet, grad wéi fir all déi aner national Parlamenter vun der Eurozon eng grous Erafuerderung, well déi Parlamenter da vill méi agebonne ginn nach an déi Méttelen, an déi Weeër, fir eben déi Ziler ze errechen, déi mer ons gestallt hunn.

Här President, déi Finanzkris ass systemesch. Et soll een dat och emol erëm eng Keier soen an emmer erëm soen. Si ass jo doduerch entstan, dass d'Finanzwirtschaft sech vun der Realwirtschaft ofgekoppelt huet an hir eege Logik vu Profitmaximierung verfolge huet. De System, an deem mer dra sinn, besteet doran, dass d'Länner Schold bei de Kapitalmäert ophuelen an dass déi Mäert iwwer an duerch des Schold ganz gutt rémunéiert ginn.

Si hunn och Intérêt, dass mat deser Schold spekuliert gëtt, dass d'Zësen eropginn an dass also déi verschëllte Länner méi mussen erëmbzuelen. Bei deser Aktivitéit spillen natierlech d'Ratingagence grad wéi d'Finanzspezialiste mat hiren Analysen an Aussoen eng grous Roll. A mir erlieue jo all Dag déi Spiral, déi et gëtt, wann eben Deklaratiounen kommen, grous Headlines an den Zeitungen. Ee schaukelt deen aneren erop, an da gëtt natierlech erëm eng Keier d'Veronsicherung méi grous.

Déi international Finanzmäert liewen also vun dem Scholdebierg an hunn Interessi, dass et weidergeet, an dofir siche se sech emmer erëm nei Opfer. No Griichenland, Portugal an Irland sinn elo Italien an och Frankräich a vläicht mer ons belsch Noperen am Collimateur. Duerch dee Scholdebetrieb geet de Service vun der Dette emmer weider erop an e kascht déi eenzel Länner Milliounen a Milliarden Euro, déi d'Steierzueler bezuele mussen an déi d'Investisementer fir d'Zukunft erofdrécken.

Vill Leit akzeptéieren dat net méi. Déi sougenannt Indigné- an duerno „Occupy“-Bewegung, „Occupy Wall Street“-Bewegung an den USA an a grousse europäesche Länner, ass en Zeeche fir de Ras-le-bol vu ville Mënschen, besonnesch jonken, och héich qualifizierten, déi mat héijem Chômage a Perspektivlosegkeet ze kämpfen hunn. Dat kann d'Politik net ignoréieren, souguer wann een heiansdo mengt, dat wär e bësse méi Folklore. Mä dat ass eng seriö Bewegung an der Bevëlkerung, an d'Politik muss sech doriwuer Fro stellen.

Wat kann d'Politik maachen? Ech mengen, si muss op jidde Fall méi enk reguléieren. Ech weess, dass et zu Lëtzebuerg vill Leit gëtt, déi do virdru warne wéinst onser eegener Finanzplatz. Ech verstinn dat, mä ech kann net novollzéien, dass Lëtzebuerg net aktiv an Europa soll derfir anrieden, dass d'Finanzmäert an hire Fonctionnementer strikte Regelen ënnerwerf gi sollen, fir esou Krisen, an där mer dra sinn, an Zukunft ze verhënneren.

D'Ratingagence si jo elo och am Collimateur, déi lescht Deeg an och haut. Virun e puer Deeg huet jo déi Falschmeldung vun enger Ratingagentur iwwert d'Bonitéit vu Frankräich grous Welle geschloen. Wat derhannert stécht, weess keen; ob et Noléissegkeet ass oder Absicht. Fakt ass awer, dass e ganz Land doduerch an Opreegung geréit an d'Finanzmäert frëscht Blut lecken.

Dofir, mengen ech, soll Lëtzebuerg, d'Lëtzebuurger Regierung déi Ustrengung vun der Kommissioun, besonnesch och vum Kommissär Michel Barnier ënnerstëtzen, fir dee ganze Betrieb vun deene Ratingagenturen, ech wëll emol net soen, ze moraliséieren - dat wär jo vläicht e bëssen iwwerdrifwen -, mä wéinstens prezisen, ganz prezise Regelen ze ënnerwerfen, déi agehale mussen ginn a wou Verstéiss dergéint och sanktionéiert ginn.

Wann ee kuckt, dass den Här Barnier jo an der Kommissioun besonnesch vun de Briteschen, hollänneschen an nach engem Kommissär gebremst ginn ass, fir eben d'Häerzstück vun der Responsabilitéit vun de Ratingagenturen an dee System eranzubringen, da weess ee jo, aus wat fir enger Géigend de Wand géint déi Regulatiounen bléist, wou et jo Länner gëtt, déi vill Intérêt hunn, dass et eben esou mann wéi méiglech Regulatiounen an deem Finanzsektor gëtt.

Ech mengen, Lëtzebuerg soll sech net do op déi Säit stellen. Et soll fir déi Regulatiounen sinn, well d'Leit dobaussen erwaarden, dass d'Politik do hir Responsabilitéit hält.

Här President, ech ka meng Skepsis net verheemlechen, wann et heescht, et géifen am Zesummenhang mat der Finanzkris Vertragsännerunge preparéiert ginn. Wann eng Ännerung wéi déi iwwert den Artikel 136 vum Traité, fir dem Europäesche Stabilitätsmechanismus eng Base légale iwwert d'Procédure accélérée vun der Vertragsännerung ze ginn, wann dat relativ einfach wäert sinn, gëtt dat wuel bei aneren Ännerungen méi schweier.

Ech sinn der Meenung, well ech hunn dat jo och a menger politescher Carrière matgemaach, dass de politesche Wëllen duergeet, fir déi néideg Mesuren hei ze huelen. Ënnert dem Drock vun der Kris si vertraglech vill Méiglechkeeten ausgeschöpft ginn an et si vill wichteg Léisungen, Mesurë geholl ginn. Mir sollen ons Energie net mat laangen institutionellen Diskussiounen verpulveren, fir e Vertrag ze maachen. Erënnert lech, de Vertrag vu Lissabon, dat huet bal eng Décennie, zéng Joer gedauert. A wa mer wëllen erëm op dee Wee goen, mengen ech, da komme mer esou bal net zu prezisen Ofschlëss.

Ech wëll awer zugläch derbäisoen, dass een natierlech iwwer Europa weider muss do nodenken. Et gëtt eng Saach, dat ass dat, wat mer direkt mussen maachen, fir déi Finanzkris an de Grëff ze kréien. Mä et kann ee selbstverständlech iwwer Europa vill nodenken, well Europa ass e Modell, dee seng Onzoulänglecheeten huet an deen och seng Problemer huet.

Et gëtt jo elo schonn e Frust bei zéng Net-EU-Memberlänner (veuillez lire: Net-Eurozon-Länner), well se net bei alle Réunione vun der Eurozon derbäi sinn. Ënnert dem Drock vun der Krisbewälteung gesinn d'Eurozon-Minister a -Regierungschefe sech Woch fir Woch. Do wiisst eppes zesummen, wat anescht ass wéi deen iwwer seng zimmlech laangwierige Prozess, fir eppes an der Europäescher Unioun ze decidéieren.

Déi Reaktivitéit ass ze begrëissen, och wann et emmer méi zum Intergouvernementalen higeet an déi heiteg Strukture vun der Europäescher Unioun a Fro gestallt ginn.

A puncto Iwwerleeung huet de fréieren däitschen Ausseminister Joschka Fischer an engem „Zeit“-Interview gesot, fir d'Europäesche Unioun ze erhalen, misst een d'Europäesche Unioun vun de 27 vergiessen, well se net capabel wär, schnell an effikass ze reagieren, besonnesch vis-à-vis vun de Mäert. Et misst duerfir eng Avantgarde entstoen, an zwar e Käreuropa, gross modo déi heiteg Eurozon-Länner, déi enner sech en neie Vertrag aushandele solle wéi beim Schengen-Vertrag vun 1985, fir den Euro ze retten. An als demokratesch Legitimitatioun géif um Ufank eng berodent Euro-Assemblée aus Vertrieeder aus den nationale Parlamenter geschaf, well d'Budgetshoheit bei den nationale Parlamenter läit, déi domat och géifen opgewäert ginn.

(Interruption)

Egal, Här Meyers, wat ee vun deenen Iddien hält,...

(Brouhaha)

...et gëtt also iwwer Europa diskutéiert. Dat ass a mengen Ae wichteg. An et ass och noutwendeg, wann ee kuckt, wéi awer d'Europäesche Unioun vu verschiddene Länner, zum Beispill vun der Regierung vum Vereenegte Kinnekräich, a Fro gestallt gëtt, déi näischt Besseres hunn, fir d'Unioun ze schwächen an hir Handlungsfäegkeet anzuschranken.

Mech interesséiert virun allem derbäi, egal wat vun esou Iddië kënn, dass déi intergouvernemental Prozesser limitéiert bleiwen, dass déi communautaire Mechanismen net geschwächt ginn an dass d'demokratescht Matsproche-recht vun de Parlamenter eescht geholl gëtt.

Här President, iwwert d'Europapolitik hu mer jo e gudd Bericht vun der Regierung virleien, fir deen ech dem Ausseminister Merci soen. En ass ëmfassend iwwer alles dat, wat mer an Europa maachen, all déi Beméiungen och vun onsen Diplomaten an onser Verwaltung. D'Chamber huet jo och duerch de Lissabon-Vertrag méi Verantwortung krit. An ech mengen, dat fonctionnéiert och relativ gutt an de Kommissiounen.

Ech wëll just soen, dass ech frou wär, Här President, wann ons Kollaboratioun als Chamber mat der Regierung, net elo mat engem Minister - ech mengen, all Minister kënn an all Kommissioun iwwer Europafroe schwätzen, dat ass kee Problem an dat ass och gutt esou -, mä wa mer mat der Regierung op dem inhaltleche Plang vun de legislativen Texter nach méi intensiv géifen zesummeschaffen.

D'Regierung, mengen ech, sollt automatesch Noten an Informatiounen, iwwert déi se verfügt an hirer Aarbecht, am legislative Prozess der Chamber zoukomme loossen, déi ons kënnen hëllefen, fir méi Expertise am europäesche legislative Prozess ze kréien. Ech weess, dass et do Retizenzen an der Regierung gëtt. Ech widderhuelen dat hei awer net, ech soen dat net fir d'Éischt, ech widderhuelen et net. Ech mengen, dat wär fir d'Zesummewuesse vun deem, wat mer als Regierung an als Chamber am Intérêt vun Lëtzebuurger Land zesumme maachen, gutt.

Ech wëll och soen, dass ons Chamber weider muss op deem Wee goen, fir sech am europäeschen Débat nach méi oft a selbstbewusst zu Wuert ze melen.

Här President, fir ofzeschlësse wëll ech soen, dass een och muss eng Partie Saache kritisieren, wat an der Europäescher Unioun net geet. Mir bedauern, dass d'Barroso-Kommissioun sech net géint déi intergouvernemental Dérive gewiert huet, déi an der Finanzkris opkomm ass a sech weiterentwickelt. Mir bedauern d'Schwächt vun der Ausseministersch vun der Europäescher Unioun an der aussepolitischen Duerstellung vun Europa.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Et ass och ze bedauern, dass d'europäesche Länner et net fäerdegbringen, zu wichtige Themen eng gemeinsam Haltung ze kréien. Dat huet de Minister jo och duergestallt.

Mir bedauern och, dass vill Länner an Europa eigentlech déi europäesche Konstruktioen net weiterbréngen wëllen. Et gëtt an deene 27 Länner Versuchsungen, sech ofzeschiermen, wichtige Acquisë vun der Europäescher Unioun ofzebauen, an och riextrem Tendenzen a Länner, déi derzou féieren, dass den Nationalismus erëm staark gëtt. Dat, fannen ech, dat ass net d'Zilsetzung vun Europa. An dat muss ee kënnen mat aller Däitlechkeet soen.

An, wéi gesot, och wat d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun ugeet, ass jo schonn en 28. Memberland virgesinn. Ech wëll net op déi Verhandlungen agoen, déi mat anere Länner och ufänken oder amgaange sinn.

Ech wëll just eppes soen: D'Partnerschaften am Osten, am Süden, iwwerall do, wou mer Länner hunn, mat deene mer gären zesummeschaffen, si gutt an nützlich, mä kënnen net all zur Membership féieren. Mir mussen deene Länner soen, dass emmer méi Erweiderungen d'Europäesche Unioun handlungsfäeg maachen.

Mir mussen nei Modeller vun Zesummenaarbecht fannen, plaz emmer nëmme déi Vollmitgliedschaft als Perspektiv ze ginn. Net all Land kann als vollwärttegt Mitglied vun enger Europäescher Unioun opgeholl ginn, déi jo méi soll sinn, wéi e gemeinsame Maart. A vill Länner, déi sech Hoffnungen maachen, hunn nach grous Weeër hanner sech ze bréngen, fir iwwerhaupt op deen Niveau ze kommen, dee mer als Europäesche Unioun duerch ons Kritäre festgeluecht hunn.

Fir ofzeschlëssen, Här President, wëll ech, wéi gesot, dem Ausseminister, perséinlech och, a senge Mataarbechter Merci soe fir säin Asaz, och fir seng Begeescherung a säi Wëllen, kloer Wieder op der internationaler Bühn ze schwätzen. Mir wëssen dat ze apprécieieren an ënnerstëtzen den Ausseminister an där Aarbecht.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Fayot. Et ass dann um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert dann och direkt.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Här Ausseminister, och am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech lech Merci soe fir Är Deklaratioun vu gëschter Mëtteg. Dir hutt gëschter op eng routiniert, professionell Aart a Weis, awer och op eng traditionell klasesch d'Lëtzebuurger Aussepolitik duergestallt. An dat fir e Joer ze résuméieren, wat awer dramatesch war, wat och revolutionär war.

Dramatesch, net nëmme, well et eng ganz Rei Naturkatastrophen op eisem Planéit gouf. Dramatesch awer och, an domat wëll ech ufänken, duerch dat, wat a Japan geschitt ass um Ufank vum Joer zu Fukushima, wou een am Réckbléck och nach emmer muss seng Trauer ausdrécke fir d'Leed, wat deene Leit geschitt ass, gläichzäitig awer och seng Bewonnerung muss aus-

schwätze fir d'Aart a Weis, wéi a Japan präbieret ginn ass, sech géint déi Katastroph ze stemmen an aus hir erauszukommen. E gewaltigen Effort, dee mat vill Aarbecht an Zilstrebekeet verbonnen ass.

Bewonnerung awer och fir d'Décisionen, déi a Japan geholl gi sinn, fir eben aus der Atomkraft erauszueklammen. Si hunn dat domadder och ugefaangen, dass se fir d'Éischt emol präbieren, konsequent all Spuerpotenzialer an hirem Land auszenotzen. A si hunn elo schonn hire Verbrauch vun elektrescher Energie op eng ganz zolidd Aart a Weis gekierzt krit, am Beräich vu bal 25%, wat och weist, dass et méiglech ass, besonnesch well grad Japan jo e Land ass, wat héich industrialiséiert ass an also e Land ass, wat e ganz héijen Energieverbrauch huet awer och hat. An nawell ass et do méiglech, Efforten ze maachen.

Dir hutt lech, Här Ausseminister, an Är Ried gëschter och mat där doter Fro vun der Atompolitik an Europa ausanagesat. Dir hutt lech ausgeschwat fir méi eng grous Sëcherheet bei de Reakteren.

Dat geet eis net duer, Här Ausseminister. D'Lëtzebuurger Politik am Beräich vun der Notzung vun der Atomenergie ass keng, déi drop aus ass, fir eng méi grous Sëcherheet nëmme ze errechen. D'Lëtzebuurger Politik ass eng Konstant bis elo gewiescht, dass mer wëllen aus der Atomenergie erausklammen. Déi Deklaratioun hu mer vermest, Här Ausseminister. Déi hätte mer gären héieren.

Den Asaz fir méi Sëcherheet, dat ass eigentlech traditionell den Discours vun deenen, déi Atomreakter verfahren. Jiddwer Land, wat Atomreakter huet a verkeeft, huet déi sécherst op der Welt. Hir kënnen garantéiert keng Panne kréien an hir ginn emmer méi sécher. Bis et dann awer erëm eng Keier zu enger schrecklecher Katastroph kënn, an dann ass erëm den Discours fir dräi Méint en aneren, ier et dann erëm lassgeet.

Op deem dote Punkt, Här Ausseminister, hutt Der net déi Kloerheit gehat, déi mir eis géife wënschen. A mir wiere frou, wann Der déi doten Ausso kéint redresséieren a kloermaachen, woufir Lëtzebuerg am Ausland op der Fro vun der Energiepolitik an notamment vun der Atompolitik steet.

Wat mir brauchen, dat sinn nei Léisungen am Klimaschutz, a Lëtzebuerg stellt sech gären als eng Zort Virreider an Europa duer. Mir mussen awer soen als Gréng, dass dat emmer manner kredibel gëtt, wa Lëtzebuerg sech esou wëllt duerstellen. Mëttlerweil gehéiere mer zu Bréissel éischer zu de Bremser, well mer net méi bei deene sinn, déi bereet sinn, bis op minus 30% ze goen. Mir hunn eis éischer mëttlerweil agependelt bei minus 20% bei den CO₂-Emissiounen.

An och eisen CO₂-Allocationsplang hale mer fir e schlechte Plang. E Plang, deen nach emmer ganz vill op d'Fräikafe setzt, an e Plang, wou och mat waarmer Loft gehandelt gëtt. An dat ass net dat, wat ee sech vun der Lëtzebuurger Politik an deem dote Beräich als gréng Fraktioun erwaart.

Lescht Remarque zu deem Thema: An der Kooperatiounspolitik, wou Lëtzebuerg jo mat Sëcherheet vill Positives opweises huet, bleibt et nach emmer mat staarken Defiziter verbonne bei der Cohérence des politiques. Net nëmme duerch dat, wat mer hei am Land anescht maache wéi dat, wat mer am Ausland präbieren iwwert de Wee vun der Kooperatiounspolitik ze impulséieren, mä och, well mer nach emmer keng koordinéiert Meenungen hunn.

Dat wier awer eng Aufgab, déi kéint vun Ausseministère iwwerholl ginn, fir zum Beispill d'Lëtzebuurger Positionen och am Fonds monétaire international éischer mat deenen ofzeschwätzen, déi mer bei der Kooperatiounspolitik hunn. Fir dass net iwwert den Emwee vun FMI Problemer verschäerft ginn an deelweis deenen ärmste Länner vun der Welt doduerch, dass se hir Droits de douane erofsetzen, domadder hir lokal Marchéé futtimaachen, och nach op Recettë mussen verzichten, fir bei sech am Land kënnen eege Produktiounen opzebauen, notamment am Beräich vun der Souveraineté alimentaire.

Och do besteet e Problem vu Cohérence des politiques zu Lëtzebuerg, a mir mengen, dass téschent deem, wat mer an der Kooperatioun maachen, an deem, wat mer bei aneren internationale Gremien och plädieren, méi enk misst zesummegeeschafft ginn. Mir wëssen, dass déi Ofsprooch am Moment zu Lëtzebuerg net stattfënt. A wann ech soen „am Moment“, da gëllt dat och mat Réckbléck op déi Jore virdru.

Dat ass keen neie Phenomeen. Et ass awer e Phenomeen, Här Ausseminister, deem Dir lech kéint unhuelen, fir en ze verbessern.

Ech hunn aganks gesot, et wier och e revolutionäert Joer - Stéchwuert „Printemps arabe“.



Et ass wouer, dass d'Europäesch Unioun e bëssen Zäit gebraucht huet, fir ze reagieren. Et ass awer och wouer, dass ouni d'Europäesch Unioun an d'NATO et net hätt kënnen zu deem Ausgang kommen a Libyen, dee mer haut hunn. De Mérite huet natierlech dat libysch Vollek, wat en héije Präis bezuelt huet, mä de Mérite huet selbsterständlech och d'Communauté internationale, déi emol - une fois n'est pas coutume - den Appel héieren huet vum libysche Vollek an och reagiert huet mat den néidege Moyenen, fir zu engem Zil ze kommen.

Mir hunn awer d'Gefill als gréng Fraktioun, dass mer e bësse séier ewechgaange sinn am Kader vum Konflikt an nom Konflikt iwwer eis eege vergaange Relatiounen mat deene Länner. Mir hunn net allze laang an de Spigel gekuckt, wou de Konflikt bis eng militäresch Dimensioun erreecht hat. Mä d'Froe bleiwen awer an eisen Ae gestallt.

Dat si Froen notament, déi mat europäesche Waffenexporter ze dinn hunn. Do gëtt et e Rapport aus dem Mount Oktober vum deem Joer vum Amnesty International, deen traitéiert justement vum de Waffenexporter an d'arabesch Länner. Déi Etüd, déi eng honnert Säiten huet, déi ënnersicht, wéi eng Rüstungslieferungen an Ägypten, de Bahrain, de Jemen, Libyen a Syrien gaange sinn.

Lëtzebuerg exportéiert selbsterständlech selwer keng Waffen, mä vill aner europäesch Länner maachen dat, an duerfir menge mer, dass et och en Thema fir d'Europäesch Unioun als Ganz muss sinn.

Déi Länner, déi vill Waffen exportéiert hunn an der Europäesch Unioun, sinn Däitschland, eis belsch Noperen, Bulgarien, eis franséisch Noperen, Groussbritannien, Italien, Eisträich an Tschechien. Wëssend, dass d'Europäer net déi Eenzeg sinn, déi Waffen exportéieren. Mä mir hunn als Europäer iwwer den Émwee vum deenen dote Länner Waffen exportéiert, Munition exportéiert an och aner Ausrüstungen, fir dass d'Polizei an d'Militär an deene Länner iwwer Joren och zum Deel friddlech Demonstratiounen konnten nidderknëppelen. Leit sinn do blesséiert ginn. Leit sinn do gestuerwen a si willkürlech verfolegt ginn.

Mir mengen, dass et misst eng seriö Ennersichung gi vum deene leschte Jore vum Waffenexporter notament an déi dote Länner, fir dass ee ka Léieren doraus zéien. Fir eis ass d'Leier kloer: Et dierfe keng Rüstungsgidder ausgeliefert ginn, wann och nëmmen d'Gefor besteet, dass den Empfänger déi kéint asetzen, fir seng eege Bevölkerung domadder ze vernichten.

Et gëtt jo e Verhalenskodex an der Europäesch Unioun fir d'Ausfuere vum Waffen. Dee soll jo erneiert ginn. An do hoffe mer, Här Ausseminister, dass Dir genau deen dote Plädoyer wäert halen an deem dote Kader, fir sech mat där dote Fro seriö ze beschäftegen an eben an dee Spigel ze kucken, an dee mer eis net vill gekuckt hunn, wou de Konflikt a Libyen an och an Ägypten an och an Tunesien bis amgaange war. Mir si séier iwwer déi eege Vergaangene ewechgaangen. A mir mengen, dass et awer derwäert wär, nach eng kéier stoen ze bleiwen a sech mat där Vergaangene ze beschäftegen, grad a speziell am Kontext vum de Waffenexporter.

En aneren Aspekt, dat sinn déi ekonomesch Relatiounen mat deene Länner. Den Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet sech ëmmer ganz schwéiergedoen, fir eppes anescht wéi wirtschaftlech Relatiounen wellen ze diskutieren. Aner Aspekter huet en ëmmer aus der Linn wellen eraushalen. Mä och do menge mer, dass den Ausseminister déi Gesprécher kéint koordinéieren mam Ministère vum der Économie, fir eng Linn ze dégagéieren fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft, notament do, wou d'Regierung sech mat dréms këmmert bei de Wirtschaftsmissionen. Mir wäerten an der Chamber an deenen nächste Méint och nach doriwwer ze schwätze kréien.

Mir mengen, dass dat besonnesch an der Relatioun mat de BRICS-Länner misst séier diskutiert ginn. Dat heescht net, dat ass kee Plädoyer derfir, dass ee keng wirtschaftlech Relatiounen mat deene Länner soll hunn. Am Géigendeel, et ass e Plädoyer derfir, dass ee grad wirtschaftlech Relatiounen kann hunn, mä dass ee muss sech eng Ligne de conduite ginn, un déi ee sech och hale kann an déi och fir jiddweree kloer a verständlech ass, fir dass ee sech deene Kritiken an deene Länner net eng kéier muss ausgesat gesinn, déi een, wéi gesot, bei anere Länner, notament an Nordafrika, während Joren awer ignoréiert huet.

An den arabesche Länner ass och haut - an an den nordafrikanesche Länner besonnesch - nach net alles kloer. Den Här Ausseminister huet seng Zefriddenheet iwwer d'Entwécklung ausgedréckt. Ech hätt mer allerdéngs e puer méi kritesch Téin och nach gewénst, Här Ausseminister.

Fir mat Ägypten unzefänken: Et stellt ee fest, dass am Moment an Ägypten de Réckgrëff op Militärtribunal ganz ausgeprägt ass. Dat ass e méi wéi enorme Problem. D'Zuelen, déi schwätzen eng däitlech Sprooch. Zënter dem Stuerz vum Mubarak am Februar vum deem Joer si ronn 12.000 Ägypter virun e Militärtribunal zitéiert ginn. Dat sinn der en fait méi wéi an den 30 Joer vum Règne Mubarak zesummegeholl.

Dat kann net dat gewiescht sinn, woufir sech d'ägyptesch Vollek agesat huet. An et kann net dat sinn, wat vum der internationaler Communautéit ouni Kommentar, ouni vehementen a verständleche Kommentar géif kënnen einfach higholl ginn.

D'Europäesch Unioun ass op där dote Fro äusserst diskret. D'Madame Ashton ass inexistent op där dote Fro. An e puer Deeg si Wahlen an Ägypten. Déi Leit, déi virun déi militäresch Tribunal gezu gi sinn, sinn och praktesch all vum de Wahlen selbsterständlech direkt mat ausgeschloss ginn, well déi Stëmme wellt ee jo net héieren.

Mir mengen, Här Ausseminister, dass een op deem dote prezise Punkt vun lech a vun Äre Kollegen an der Europäesch Unioun a vun der Madame Ashton an den nächsten Deeg nach ganz däitlech Wieder misst un d'Adress vum der ägyptescher Féierung an notament vum ägyptesche Militär riichten.

A Libyen, do hu wéi gesot d'Europäesch Unioun an d'UNO geholl. Mä mir sinn net färdig mat der Hëllef. Et stellt ee fest, dass am Moment a Libyen nach ëmmer Règlements de compte stattfannen. D'Gewalt ass net eriwuer an deem Land. Dat ass eng expéditiv Justiz, déi lokal praktizéiert gëtt, ouni laang Prozesser an ouni och d'Aschafte vu Gerichter.

D'Europäesch Unioun muss onbedéngt beim CNT intervenéieren an och d'Moyenen zur Verfügung stellen, fir dass mer séier kënnen eng onofhängeg Justiz a Libyen mat opbauen. Dat war iwwerengs och e wesentlechen Aspekt vum der Resolutioun 1973. Déi huet sech net nëmme mam militäresche Volet ofginn, déi huet och schon d'Perspektiv opgemaach, fir kënnen déi Responsabel virun d'Cour pénale internationale ze zitieren. Deen Deel vum der Resolutioun, deen därerf net ënnert den Dësch gekiert ginn.

An och, wann de Gaddafi dout ass - a mir bedauern, dass e gestuerwen ass, well mir hätten e gäre veruerteelt gesinn, mir hätte gäre gesinn, dass en hätt misse Rechenschaft ofleeën, dat wär wichtig gewiescht fir Libyen -, menge mir, dass och mam Doud vum Gaddafi net all Responsabilitéit a Libyen fir d'Vergaangene verschwonnen ass. Et gëtt nach aner Responsabeler.

An am Sënn vum der Resolutioun 1973, Här Ausseminister, hätte mer gären, dass sech och déi international Communautéit derfir asetzt, dass déi Responsabilitéit virun der Cour pénale internationale gezu ginn. Et ass nach Zäit. An dat muss onbedéngt gemaach ginn. Dat wäert déi libysch Demokratie stäerken an hir Zukunft verbessern.

Wat Syrien betrëfft, do geet et weider mat mëtterweil Dausende vum Doudegen. Et ass e Massaker um eegene Vollek. Mir wëssen, dass Syrien net Member ass, Partie ass vum Traité vu Roum. Duerfir kënnen déi syresch Dirigenten nëmmen iwwer den Émwee vum Conseil de Sécurité virun d'Cour pénale internationale zitieren ginn. Mir halen dat awer fir eng Méiglechkeet. Mir wëssen, dass et schwierig ass, notament wat de Rôle vu Russland a China betrëfft.

Mä grad wéi Dir, Här Ausseminister, gi mer d'Hoffnung net op, dass et och do um Niveau vum Sécherheitsrot kann zu engem Accord kommen. A mir sinn op jidde Fall der Meenung, lech doranner ze ënnerstëtzen, dass Der fir ganz ferm Sanktiounen antrëtt.

Mir mengen och, dass Der sollt als Lëtzebuurger Land där Commission d'experts, déi de Conseil des droits de l'Homme vum der UNO agesat huet, bei all Kritik, déi ee par ailleurs um Conseil des droits de l'Homme vum der UNO kann aussprechen, hei ass awer e Wee, deen eis dee richtege schéngt, dass och Lëtzebuerg sech do mat aschalt a Moyenn mat zur Verfügung stellt, dass dee Comité d'experts seng Aarbecht ka maachen, an dass mer op all den Niveau fir déi fermste Sanktiounen géint de syresche Regime mat antrieden.

Zu Israel a Palästina, Här Ausseminister, war ech an deene leschte Joren net ëmmer mat lech d'accord, och net ëmmer op all de Punkten - soe mer esou - an och net ëmmer op all „wording“. Ech muss awer soen, des kéier kann ech Är Ausserung voll a ganz ënnerstëtzen. Ech hale se och am „wording“ fir richtig.

Ech well awer op een Aspekt, op deen Der net agaange sidd, och speziell hiweisen. Virun e

puer Deeg, ufanks November, ass op d'Hagit Ofran, Direktorin vun enger israelischer ONG, déi Peace Now heescht, schon nees en Attentat versicht gi mat ganz konkrete Morddrohungen. An deen Uschlag, dee steet och an engem méi groussen Zesummenhang mat Ugrëffer vu ganz radikale Siedler an Extremisten aus Israel, déi a mengen Aen net kënnen akzeptéiert gi vun der israelischer Regierung, an och duerfir net kënnen akzeptéiert gi vun der Communauté internationale an hire Relatiounen mat der israelischer Regierung.

Laut engem Bericht vum de Vereenten Natiounen ass nämlech d'Gewalt vum de Siedler an der „West Bank“ géigeniwwer de Palästinenser am Laf vum deem Joer em 40% gewuess. An déi Ugrëffer, déi muss e veruerteelen op d'Hagit Ofran. Dat sinn déi Ugrëffer, déi bekannt gi sinn als „Price Tag“, well ëmmer dat Zeechen do hannerlooss gëtt.

Dat ass fir eis eng besonnesch feig Dot an eigentlech e schwéieren Ugrëff op d'Demokratie an och op de Rechtsstat an Israel. Mir mengen duerfir, dass all déi demokratesch Kräften an Israel gefuerdert sinn, sech deenen doten Ugrëffer entgéintzestellen, an dass besonnesch d'israelesch Regierung alles muss maachen, wat an hirer Muecht steet, fir déi Betraffen do ze schützen an déi Täter do zur Rechenschaft ze zéien. Et huet een allerdéngs d'Gefill, dass déi aktuell israelesch Regierung sech net terribel wéilt mat där dote Fro beschäftegen.

Duerfir kënnen mer lech, Här Ausseminister, an och do Äre Kollegin, d'Madame Ashton, nëmmen encouragéieren, dat doten opzwerfe bei der israelischer Regierung an op där dote Fro net lasszeloossen. Dat do ass net akzeptabel. Do geet et em d'Demokratie selwer. Israel weist zu Recht ëmmer nees drop hin, dass si déi eenzeg Demokratie sinn an där Géigend do vun der Welt, déi wierklech funktionéiert. Dat ass och net falsch. Dat ass och zu hirer Eier. Mä da muss e hir eegen Demokratie och da verteidegen, wa se ugegraff gëtt.

Wat den Iran betrëfft, Här Ausseminister, do stellt een eng Zouspëtzung fest. An déi ass och beängschtegend. Mir sinn awer mat lech d'accord, och mat deem, wat d'Madame Polfer gesot huet. Mir sinn der Meenung, dass hei resolut soll op Diplomatie gesat ginn, dass soll op Sanktiounen am ekonomesche Beräich gesat ginn am Kader vum den Avoiren, am Kader vum der Reesfräiheet, déi üblech Mëtzel, déi ee kann asetzen. Et gëtt der e puer, wou et net direkt zulaaschte vun der Populatioun geet, mä éischer vun den Dirigenten. Déi kennt een an déi soll een hei och asetzen. Och mir halen déi militäresch Optioun fir déi allerlescht, op déi ee misst kënnen verzichten, laanscht déi ee sollt onbedéngt probéieren ze kommen.

Et mussen och onbedéngt Efforten ënnerholl ginn, fir dass am Iran déi demokratesch Kräften ënnerstëtzt ginn. Den Iran ass net nëmmen den iranesche President. Dat Land ass vill méi komplex a vill méi vielschichtig wéi esou. An et gëtt och eng ganz lieweg a staark demokratesch Bewegung am Iran. Och do kann d'Zäit spillen am Intérêt vum Friden an där Géigend vun der Welt an am Intérêt vun der Demokratie. D'Europäesch Unioun soll och am Kader vum den Diskussiounen ronderëm den Nuklearprogramm ni d'Efforten noloossen, fir déi demokratesch Kräften an deem dote Land ze stäerken.

Dir hutt, Här Ausseminister, Är Freed ausgedréckt iwwer de Bättrëtt vun Russland an d'OMC, dee jo imminent ass. Ech bedauern, dass Der am selwechten Otemzuch vergiess hutt ze erwähnen, dass a Russland Ufank 2012 Wahlen sinn an dass déi Wahlen no Kritäre wäerte stattfannen, déi mir hei net als demokratesch géifen ugesinn. Am Kader vum enger Männerfrëndschaft ass d'Wahleresultat scho festgeluecht ginn an dat wäert och sécher net anescht ausgoe wéi dat.

Russland ass an extrem wichtege Partner. Mir wënnen eis ausdrécklech eng Relatioun mat Russland, déi méi staark gëtt. D'Europäesch Unioun brauch Russland. A Russland brauch d'Europäesch Unioun. An et ass e gemeinsamen Intérêt do fir den europäesche Kontinent, déi Relatiounen ze verstäerken.

Mä dat ass e Grund, Här Ausseminister, fir - bei all Freed iwwer d'Stäerkerung vun den ekonomesche Relatiounen a bei all Freed iwwer de Bättrëtt vun Russland an d'OMC - net de Mond ze halen, wann a Russland am Kader vu Wahlen dat net esou ofleef, wéi et sollt oflafen. Och do huet d'Europäesch Unioun dann de Mond opzedinn.

An och Dir, Här Ausseminister, musst dozou eng Meenung hunn. Et geet net just duer, sech doriwwer ze freeën, dass mer eng verstärkten ekonomesch Relatioun kréien, wann dat och eng gutt Saach ass.

Zu der Türkei. D'Türkei kritt eng ëmmer méi grouss Roll ze spillen, och, awer net eleng am

Kader vum Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser. Mir mengen, dass déi grouss Roll vun der Türkei eng positiv Roll och ass. An duerfir ënnerstëtze mer lech, Här Ausseminister, an Äre Regierung och weiderhin, wann et dréms geet, d'Relatiounen mat der Türkei ze verbessern.

An der Türkei ass haut net alles prett, fir an d'Europäesch Unioun anzutrieden. Et sinn nach Saachen, déi net klappen. Mir hate jo als Chamber, als aussepolitisch Kommissioun d'Geleeënheet virun net allze laanger Zäit, bei enger Visite an der Türkei eng ganz Rei Entrevuen ze hunn. An do konnte mer eis selwer op der Plaz e Bild dovunner maachen an och vergewësseren, dass d'Richtung stëmmt, dass allerdéngs nach Effortë muss gemaach ginn. Mä mir sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun der Türkei solle bei deenen Efforten hëllefen, fir dass mer méi séier kënnen zu engem Bättrëtt vun der Türkei an der Europäesch Unioun kommen. D'Türkei wier e grouse Gewinn fir d'Europäesch Unioun.

D'Türkei ass amgaang sech awer och ze emanzipéieren. D'Türkei gëtt esou lues midd, vun der Europäesch Unioun - dat ass zumindest hiert Gefill - e bësse permanent mat neien Argumenter virun der Dier gehal ze ginn. A si hunn ëmmer méi d'Gefill an d'Selbstgewëssheet, dass se vläicht d'Europäesch Unioun net brauchen oder se manner brauchen, wéi mir vläicht d'Türkei brauchen. Mir wiere frou, wann et kéint zu engem positiven Ausgang vum deenen Négociatiounen kommen an engem gemeinsamen Intérêt och do. Et wier e wichtege Schrëtt fir den europäesche Kontinent, wann ee kéint mat der Türkei an eng gemeinsamen Zukunft goen.

Leschte Punkt: Här Ausseminister, Dir hutt vill och geschwat iwwer d'Méthode communautaire, besonnesch am Kontext vum der Finanzkris. D'Méthode communautaire ass och an eisen Aen a Gefor. D'Kommissioun Barroso huet eng äusserst diskret Roll gespillt. Am Kader vum der Finanzkris hu mer alt erëm eng kéier gesinn, dass d'Méthode intergouvernementale gespilt huet. Och wann dat Bild, wat no bausse vermëttelt ginn ass, dass et der nëmmen zwee géife ginn, sécher e falscht Bild ass - Däitschland a Frankräich hunn hei net dee ganze Match gemaach -, mä natierlech wär dee Match ouni Däitschland a Frankräich net méiglech gewiescht. Fakt ass awer, dass vum där gemeinsamer Démarche och während der Finanzkris näischt ze spiere war. Näischt!

Et ass dramatesch alt nees eng kéier, wéi schwaach a wéi inexistent d'Kommissioun ass, wa wierklech eng Kris do ass, fir wierklech derfir ze suergen, dass et zu gemeinsame Léisunge kënn. Et ass net fir d'éische kéier, wou dat geschitt. Mir haten dat schon an de rezente Jore méi wéi eng kéier, an nees eng kéier ass et esou gaangen.

Och do kann déi gréng Fraktioun lech nëmmen ënnerstëtzen op all den Niveauen, fir dee Plädoyer ze halen, deen Der hei gehalten hutt: de Plädoyer fir d'Méthode communautaire. Do hutt Der eis voll ënnerstëtzt, Dir wësst dat. Mä et ass ëmmer nees derwäert, dat ze rappéléieren, well leider geet dat doten net an déi richtig Richtung, mä et geet weiderhin an déi falsch.

Dir hutt lech mat de Ratingagenturen och an Ärer Ried ofginn. D'Chamber huet och schon doriwwer geschwat, wäert och nach doriwwer ze schwätze kréien. Mä, vu dass Dir et ugeschnidden hutt, wëlle mer och als gréng Fraktioun dorobber reagieren.

Eng Rei vun Äre Kritiken deele mer. Mir halen awer Äre Bilan e bësse fir onkomplett. Dir hutt lech e bësse vill mam Thermometer beschäftegt, deen d'Ratingagentur sinn, an Dir hutt gemaach, wéi wa si praktesch un allem schold wieren. Dat ass net de Fall. Dat ass net de Fall, et muss een awer e puer Nuancé maache par rapport zu deem, wat Dir gesücht gesot hutt.

D'Finanzkris huet wuel d'Verscholdungskris zweifellos verschäerft, mä d'Verscholdungskris war do, ier d'Finanzkris do war. An déi Ratingagenturen hätten och manner Spillraum - ech kommen herno awer och dozou, wat ee muss ännere bei de Ratingagenturen -, mä si hätte manner Spillraum, wann d'Regierungen an d'Länner net esou héich verschëllt wieren. Et ass d'Politik, déi als Éischt d'Plaz dofir geschaffen huet, dass d'Ratingagenturen hire Rôle kënnen spillen. E Rôle, un deem et vill Kritike gëtt.

Mä ouni Verscholdungskris wär och d'Beideitung vun de Ratingagenturen eng aner, an d'Politik ka sech net dedouanéieren vum der Responsabilitéit. Wann eis den Thermometer net passt, well deen eppes uweist, wat net schéin



ass, dann hu mer keng Léisung doranner fonnt, den Thermometer ze änneren, anescht ze eechen oder e fuffizemaachen. Et bleift also, dass au départ e Problem ass, an deem ka sech d'Politik net entzéien.

Duerfir ass grad d'Politik awer e bësse schlecht gestallt, fir nëmme mam Fanger op d'Ratingagenturen ze weisen an domadder ze maachen, wéi wa se selwer keng Verantwortung hätt. Déi Verantwortung vun der Politik ass grouss. An d'Ratingagenturen halen eis an deem Sënn do och e Spigel virun d'Gesicht, wou mer och, an eisen Aen, net kënnen eweckucken.

D'Ratingagenturen mussen awer reforméiert ginn - do si mer ganz eens a ganz d'accord mat lech, Här Ausseminister -, well zënter de 70er Joren eigentlech huet de Rôle vun de Ratingagenturen geännert. Vun do un ongefier hunn nämlech net méi déi d'Ratingagenturen bezuelt, déi d'Obligatiounen kaaft hunn, mä déi, déi d'Obligatiounen wollten erausginn.

Den Här Ausseminister wëllt eng Fro stellen. Ah, pardon, et ass gutt. Entschëllegt! Ech fueren da weider.

Ech wollt soen, Här Ausseminister, dass eben de Rôle vun de Ratingagenturen geännert huet virun 40 Joer, well net méi déi, déi d'Obligatiounen kaaft hunn, d'Ratingagenturen bezuelt hunn, fir gutt beroden ze ginn, mä déi, déi d'Obligatiounen erausginn hunn. Wat natierlech e fundamentale Wiessel war an der Aarbecht vun deene Ratingagenturen!

Wäre virduun dann d'Agenturen gutt gewiescht, wa se virsichteg geratet hätten - well jo hir eege Clienté vun de Ratingagenturen soss Geld verluer hätten -, war et vun do an esou, dass se all Intérêt op eemol haten, fir lax ze raten, well hir Clienten, déi wollten Obligatiounen lassginn. A wann dann eng Agentur net déi richteg Note ausgestallt huet, da sinn d'Émetteuré vun Obligatiounen alt bei eng aner gaangen. Et gouf der jo nach e puer weider wéi haut, wou eng ganz Partie Fusioune an deem dote Marché stattfonnt hunn.

Wou d'Finanzprodukter och ëmmer méi komplex gi sinn Enn den 80er Joren, sinn d'Agenturen higaangen an hunn de Banken ugebueden, och hir méi komplex Produkter ze bewäerten, ier se déi op de Marché géife bréngen. Wat natierlech a priori eng sënnvoll Saach ass, fir dass déi, déi solle kafen, eng zousätzlech Informatioun hätten.

Mä deeselwechten Interessenskonflikt huet et och do mat sech bruecht, dass d'Produkter esou opgebaut gi sinn, dass se konnte gutt geratet ginn an dass se u sech weing Risiko natierlech dann an deene Ratingen hätten. An natierlech huet een ëmmer dann e gudd Rating kritt als Emittent, wann een déi richteg Ratingagenturen fonnt huet. D'Konkurrenz ass an deem dote Marché allerdéngs ganz begrenzt. An duerfir menge mer, dass ee se onbedéngt misst reforméieren, Här Ausseminister.

déi gréng hunn och do schon eng Rei Virschléi gemaach, och um Niveau vum Europaparlament. Mir deelen déi positiv Aschätzung, déi Dir gemaach hutt vun den Initiative vun der Kommissioun, net. Mir halen déi Virschléi vun der Kommissioun fir zimlech saaftlos. Et ass knapps en Ufank an deem dote Beräich. Dat geet definitiv net duer als Reformusaz bei de Ratingagenturen. Mä mir mengen, dass een dat awer kéint mat dräi, véier Punkte besser an de Grëff kréien.

An eisen Ae misste sech déi Agenturen nämlech op den eigentleche Rating erëm konzentréieren a si dierften net méi am Berodungsgeschäft matmaachen. Och dat war emol eng kéier getrennt. Déi Berodungsgeschäfte mussen vun anere gemaach ginn. Dat dierfen net deiselwecht si wéi déi, déi de Rating maachen, well soss si se jute et partie à la fois. Da weess een, wat dee Rot an dee Rating ënnert dem Stréch wäert ass!

Mir brauchen och méi Konkurrenz, wéi gesot, an deem dote Marché. Et gëtt am Ufank... et gëtt am Moment nëmme déi dräi grouss Agenturen. Et goufen der emol sechs, mä déi hu fusionéiert, an nach e puer klenger. An do mussen mer d'Méiglechkeete schafen, dass et méi där Agenturen gëtt. Virun allem wëlle mer awer och offiziell Lizenzen, déi enger anerer Agentur et géifen erlaben, Agentur ze sinn. A si sollten och anescht géreiert ginn.

Dat ass eng komplex Matière. Mä dat ass awer eng Matière, wou et muss um europäeschen Niveau Regele ginn, wou een net kann einfach dem Marché dat iwwerloossen an der Privatwirtschaft et iwwerloossen. Do mussen Regelen opgestallt ginn an déi Regele mussen och fir déi Agenturen verbindlech gemaach ginn.

Virun allem misst een den eigentleche Geschäftsmodell nees ëmbauen. Wann den Investisseur nees géif bezuelen, an net den Émetteur, géifen d'Ratingagenturen méi seriö schaffen. Dat wier méiglech, wann zum Beispill d'Ratingagenturen iwwer eng Tax um Produkt selwer géife finanzéiert ginn. Déi Tax um Finanzproduit géif dann och vun enger anerer Gesellschaft kënnen agesammelt ginn, déi deen Auftrag hätt. An iwwert dee Wee kéint ee Finanzement assuréiert ginn, deen et erlaabt, och un der Kreditabilitéit an un der Onofhängegkeet vun deenen Agenturen net méi ze zweifelen, wat haut definitiv e fundamentale Problem bei deenen Agenturen do ass.

Dat si just e puer Wuert, fir eng Reform ze beschreiwen, déi an eisen Aen awer esou wäit wéi dat dote misst goen. Wat also wäit méi wäit geet wéi dat, wat d'Kommissioun am Moment proposéiert huet.

Ee Wuert och zu der Finanztransaktionssteuer. déi gréng hu sech och an der Vergaangenheet schonn derfir ausgeschwat. Ech wëll dat och hei nach eng kéier am Numm vun der grénger Fraktioun maachen. Déi Finanztransaktionssteuer ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet, an d'Lëtzebuurger Regierung soll sech zu Lëtzebuerg an an Europa am Besonnesche vehement derfir asetzen.

Mir hunn net d'Gefill, dass d'Lëtzebuurger Regierung sech vill agesat huet, dass se éischer eng diskret Roll gespilt huet an deem doten Dossier. Mir mengen, dass dat net dee richtige Wee ass. D'Regierung soll op där doter Fro Courage hunn a sech daitlech fir d'Afierung vun enger Finanztransaktionssteuer ausschwatzen.

Den Här Fayot huet a senger Ried drun erënnert, dass den Euro kee Selbstzweck wier, mä dass d'Rettung vum Euro och gläichzäitig misst eng Rettung vum europäesche Sozialstat mat sech bréngen; dass also d'Rettung vum Euro net op d'Käschte geet vum europäesche Sozialstat. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech, wat den Här Fayot do gesot huet, mä mir soen awer och, dass déi Kris, d'Wirtschaftskris, d'Finanzkris, d'Verschuldungskris, all déi Krisen och misse genotzt ginn als eng Chance.

Eng Chance, fir aus der Kris erauszekommen, mat engem Émbruch vun eise Wirtschaften, mat engem Émschwing, mat engem Émschwung op dat, wat mir nennen de gréngen „new deal“, deen an der Haaptsaach setzt op besser Chancé fir erneierbar Energien, op eng nohalteg Wirtschaft zu Lëtzebuerg an an Europa, an och méi Aarbechtsplazen, grad an deene Secteuren, déi eben haut nach Aarbecht schafen. Dat sinn déi Secteuren vun den Émwelttechnologien, vun den neien Technologien. An dass een elo och déi Geleehheet mussen nutzen, fir gestärkt aus der Kris erauszekommen, an net nëmme d'Kris hanneru sech bréngt, fir kënnen weiderzefueren wéi et bis elo war.

Här Ausseminister, als Konklusioun: Mir hunn Är Interventioun gëschter och - ech hunn et ufanks gesot - traditionell, klassesch fonnt. Mir trauen lech eigentlech méi zou. Dir hutt jo emol, déi eng oder aner kéier, och méi en daitlech Wuert, méi en ongewinnent Wuert um internationale Parkett. Mir mengen, dass Der dat och kënt méi oft maachen.

Mir wënschen eis eng Lëtzebuurger Aussepolitik, déi op e puer Punkte méi Courage huet, méi Initiativen hëlt, méi Visibilitéit och huet. A loosst lech net verblende vun der Perspektiv vun deem net permanente Sëtz am UNO-Sécherheetsrot, fir Courage a Visibilitéit ze begreuen! Et ass net dramatesch, wa mer net des kéier an dee Sécherheetsrot erakommen. Méi wichteg ass et, dass Lëtzebuerg déi Marge, déi et huet, op der internationaler Bühn notzt bis an de Rand. Dat géif lech gutt zu Gesiicht stoen an och dem Lëtzebuurger Land, an eisen Aen, zu méi Respekt kënnen verhëllefen, wéi den éphémère Passage am Sécherheetsrot vun der UNO.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien, Här Ausseminister!

(**Hilarité**)

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Braz. D'Wuert geet da weider un den nächsten ageordnete Riedner, an dat ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt dann domadder d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Ried, déi den Här Ausseminister gëschter hei gehalten huet, war ganz staark vun europapolitescher Froe markéiert, virun allem vun der Suerg ëm den Euro. Den Här Minister huet, wéi eis Regierung dat ëmmer mécht, eng „Euro-euphorisch“ Approche gewielt. Der Regierung no brauche mir ëmmer méi Europa an och e bal bliant Vertrauen an d'Méthode communautaire, also och an déi Europäesch Kommissioun. Hätte mir esou ee Vertrauen, da wär scho bal alles gutt.

D'ADR ass do vill méi realistesch. Si gesäit Europa wéi et ass, an net wéi Verschiddener et sech erdreemen. Am Schiet vun der Eurokris ass déi Europäesch Kommissioun drëm beméit, fir hir Kompetenzen op d'Käschte vun de Memberstater ëmmer méi wäit auszubauen. Esou Begrëffer wéi d'Europäesch Wirtschaftsregierung, dat Europäesch Semester hunn entweder nëmme schwach oder ondäitlech rechtliche Grondlagen am Lissabonner Vertrag an heiansdo iwwerhaupt keng!

Fir d'ADR ass kloer, dass et keng weider Verlagerung vu Souveränitéit un d'EU dierf ginn, a scho guer net ouni eng weider Upassung vun de vertragleche Grondlagen. Et ass net, well d'Stats- a Regierungschef sech net op de Wee vun de Ratifikatiounen an de Referenden trauen, dass si elo ausservertraglech Arrangementen enner sech dierfen ofmaachen, déi d'Souveränitéit vun de Memberstater aschränken.

D'Europäesch Kommissioun huet dëst Joer nom Europäesche Semester géintwärtig Lëtzebuerg Recommendationen ausgeschwat, déi absolut net an hirem Kompetenzberäich leien, dorënner Kommentaren iwwer eise Pensionsystem an den Index. Als ADR protestéiere mir géint déi Kompetenzwierschreidunge vun europäeschen Institutiounen, speziell vun der Kommissioun. Mir brauchen op kee Fall méi Europa, mä mir brauchen eigentlech just nëmme de Respekt vun deenen Dispositiounen, déi schonn am Maastrichter Vertrag sinn, an déi d'Stabilitéit vum Euro jo hätte sollen a misse garantéieren.

Et ass duerch de Laxismus vum Conseil a vun der Kommissioun, also och duerch de Laxismus vum Här Juncker als Lëtzebuurger Premier am Conseil an als President vum Eurogroup, dass mir an des Kris progressiv eragerutscht sinn. Als ADR gi mir jiddefalls kengen europäeschen Institutiounen méi Kompetenzen, a scho guer net deenen, déi an der Vergaangenheet esou versot hunn!

D'Lëtzebuurger Regierung sollt och domadder ophalen, fir iwwert de Wee vun europäeschen oder internationalen Institutiounen, an deene mir Member sinn, Recommendationen u sech selwer ze adresséieren, vun deene si mengt, dass si se soss aus reng bannepolitesche Grënn net kéint duerchsetzen. Mir héit gär, dass d'Europäesch Kommissioun, d'OECD an aner sech aus eise Saachen eraushalen.

Wann d'CSV an d'LSAP gären onpopulär Reformen hätten, da solle si de Courage hunn, fir eis dat ouni Hëllef aus dem Ausland och ze soen. All sënnvoll an néideg Reform hei am Land fënnt jo och d'Ënnerstëtzung vun der ADR. Duerfir hu mir jo och als éischt Partei Propositionen wéi d'Pensionsreform op den Dësch geluecht. Fir dee Courage ze hunn, brauch d'ADR awer net fir d'Éischt Recommendationen vun enger Europäescher Kommissioun. Och dat ënnerscheet eis vun aneren!

Madame President, d'ADR ass net derfir, dass d'Europäesch Kommissioun iwwert de Wee vun ëmmer méi Egemëttele hir Onofhängegkeet vun de Memberstater probéiert nach weider ze erhéien. Mir brauchen eng staark finanziell Kontroll vun der Europäescher Kommissioun duerch d'Memberstater. Mir kënnen eis nëmme iwwert déi Naivitéit vun eiser Regierung wonneren, déi nach ëmmer ze mengt schéngt, d'Europäesch Kommissioun géif Rücksicht op eis Interessen huelen. De Géigendeel ass wouer! D'Kommissioun behëlt sech ëmmer méi wéi e Stat am Stat. Si behëlt sech wéi e grousst Land a si vergësst dobäi, dass si just nëmme duerch de Wëlle vun de Stater, och vun deene klenge Memberstater, existéiert.

D'ADR akzeptéiert weder émweltpolitesch nach finanzpolitesch Schänargumenter, fir der Kommissioun méi Egemëttele ze ginn. An eisen Ae stinn zousätzlech Steieren, och eng eventuell „Tobin tax“, ausschliesslech den Nationalstater zou. All eventuell Erhéijung oder Diversifizierung vun de Recetté vun der Kommissioun, déi mir awer ausdrécklech net wëllen, misst - sollt et si dann eemol ginn - op d'mannst a gläichzäitig duerch aner Reduktiounen zugsichte vun de Memberstater a vollem Umfang kompenséiert ginn. Prinzipiell ass d'ADR der Iwwerzeugung, dass an deenen Zäiten, wou mir all misse spueren, de Budget vun der EU net dierf erhéicht ginn!

Weder eis national Budgeten nach d'Bierger oder d'Betribler dierfen ënnert dem Stréch zugsichte vun den europäeschen Institutiounen nach méi belaaucht ginn, sief et duerch Steieren oder duerch méi héich Bankkäschten. D'ADR wëllt, global gesinn, manner Belaauchtung, manner Virschreften, manner Bürokratie a manner Steieren.

Eis Regierung wëllt awer offensichtlech de Contraire: ëmmer méi Belaauchtung vun de Bierger an de Betribler! Amplaz, wéi eis Regierung dat mécht, ëmmer méi Suen an Europa ze pompelen, géif d'ADR dowéinst emol gär e

substantielle personellen Ofbau an der Bréisseler Bürokratie gesinn.

Madame President, an eisen Aen dierf Europa weder eng Transfer- nach eng Scholdenunioun ginn. De Geescht vu Maastricht muss och endlech respektéiert ginn. State wéi Griichenland mussen kënnen aus dem Euro erausgoen, fir nees kompetitiv ze ginn. Dat huet d'ADR jo op enger Pressekonferenz erkläert. Et ass besser, d'Banken ze rekaptaliséieren, wéi gutt Geld hannert schlechtem hierzegeheien. Mir brauchen kee Faass ouni Buedem, mä en zolidd Fëllement, fir nees op d'Been ze kommen.

Madame President, d'ADR verlaangt, dass eis Europapolitik endlech manner idealistesche a méi realistesch gëtt. Mir wënschen eis vun eiser Regierung, dass si eis Lëtzebuurger Interessen an Europa vertritt, amplaz sech fir supranational Visiounen anzesetzen. Et ass falsch, an der Integrationsrhetorik vun de 50er a 60er Joren hänken ze bleiwen, déi deemools sécher richteg war. Mä dat Europa vun haut mussen mir als en Instrument gesinn, als e Vecteur vun eise bausepoliteschen an interessigeleeten Handelen, an engem Matenee vu souveränen Nationen, déi sech Institutiounen ginn, déi an hirem Déngscht stinn, an net émgekéiert!

D'Europäesch Integratioun ass kee reliésen Dogma, mä eng bausepolitesch Optioun, déi ëmmer nees muss nei evaluéiert ginn. Déi ganz, anscheinend jo onëmkéierbar, Integrationsrhetorik huet mat dozou gefouert, dass eng währungspolitesch Iddi wéi den Euro politesch iwwerbelaaucht gouf. Och déi forcéiert Iwwerpolitisation vum Euro ass mat schold un der Eurokris. Fir ze probéieren, eng Scholden- a Währungskris mat politeschen Instrumenter ze léisen, amplaz mat währungspoliteschen, dat ka mëttelfristeg net fonctionnéieren. Mir kënnen elo pléischeren an iwwerbrécken, mä laang hält dat net!

Et mécht ekonomesch net vill Sënn, fir nëmme een Zënssaz an enger héich diverser Economie ze hunn. De Bannemaart ass net unitaire! D'Stater, déi elo Problemer hunn, brauchen nees hir eege Fiskal- a Zënssautonomie, fir kënnen ze agéieren. Well weder déi betrafte Stater nach mir dierfen einfach Scholden op d'Käschte vun deenen nächste Generatiounen maachen. A weder déi betrafte Stater nach mir dierfen elo probéieren, fir déi héich Statsschold duerch eng gewollten a wahrscheinlech net méi steuerbar Inflation lasszeginn an domadder a Kaf huelen, fir vill gespuert Kapital ze zerstéieren!

Madame President, wie sech Europa als Scholden- an als Transferunioun virstellt - an dozou gehéiert och d'Iddi vun den „Euro-Bonden“, deen hätt gär konkret, dass d'Steierbezueler an deene méi räiche Länner de Bierger aus deene méi aarme Länner kënnen Virschreften maachen. Dozou gehéiert eng Budgetkontroll an deene Stater, eng Tutelle - wéi dat esou schéin heescht -, enorme sozialen Ofbau an och déi Virstellung vum enger limitierter Souveränitéit.

Den Här Juncker hat dee Begrëff zum Beispill fir Griichenland gebraucht. D'ADR wëllt awer keng Limité vun der Souveränitéit, wéinstens net där doter. Eis erënnere esou Begrëffer un aner Zäiten, zum Beispill un eng Breschnew-Doctrine, déi jo bekannterweis och eng Doctrine vun der limitierter Souveränitéit war, an zwar eng, déi och mat militärescher Gewalt duerchgesat gouf.

D'ADR hätt gär, dass domat opgehale gëtt, fir d'Demokratie an d'Souveränitéit vun de Memberstater anzeschränken, nëmme well Verschiddener hir politesch Integrationsvisiounen an Europa wëllen zu bal egal wéi engem Präis duerchboxen. An esou Prozesser läit en neien an héich geféierlechen demokrateschen Defizit an Europa: eng forcéiert Integratioun op d'Käschte vun der Demokratie an de Länner an der souveräner Selwerbëstëmmung vun de Memberstater!

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

En Europa vun der variabler Geometrie an de verschiddene Vitessen, och a währungspolitesche Froen, ass keng domm Iddi, mä den Ausdrock vun engem verantwortungsvolle Realismus, am Géigesaz zu enger integrationistescher Illusionskultur.

Här President, den Här Minister Asselborn hat och vun der Visafräiheet a vum Balkan geschwat. Der ADR hirer Meenung no gehéiert, nientend der Reesfräiheet bei oppene Grenzen - fir déi éierlech Bierger, an nëmme fir déi -, och ëmmer e Recht op national Sécherheet.

Wann oppe Grenzen zu engem Risiko ginn, zum Beispill duerch organiséierten Asyltourismus, da muss ee si och nees kënnen kontrolléieren, an zwar esou, wéi d'Stater dat wëllen, an esou laang, wéi d'Stater dat wëllen, an dofir brauche si keen Accord vun der Bréisseler Bürokratie. D'Grenze sinn a bleiwen eng Fro vun der nationaler Souveränitéit.



Mir wonnen eis och driwwer, datt Lëtzebuerg ëmmer nach ënner deenen ass, déi prinzipiell fir eng Visafreiheet mat de Balkanstaaten antrieden. Den Här Bausseminister dréit dobäi och eng perséinlech Verantwortung. Elo héiere mer, datt Lëtzebuerg och fir de Baitritt vu Rumänien a Bulgarien zum Schengen-Raum antréit, obwuel et do nach enorm Problemer gëtt. An deene Länner gëtt et weder eng anstänneg Justiz nach en engagéiert Virgoe géint d'Korruptioun nach en nennenswäerte Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit.

Mir haten als ADR och hei zu Recht an als Éischt vum Asyltourismus als Konsequenz vun der Visafreiheet, besonnesch mat Serbien a Mazedonien, geschwat. Mir hate vun organiséiertem Mënschenhandel geschwat a mir hate vun der Regierung e konsequent Handele gefuerdert, och a besonnesch um Plang vun de finanziellen Avantagen, déi deene Leit zoukommen, a mir hate vun noutwendige Grenzkontrolle geschwat. Haut muss d'Regierung dës Fakte selwer zouginn a si muss elo schrittweis op dee Wee goen, dee mir scho laang gefuerdert haten. Och an deem Dossier huet dee pragmatessche Realismus vun der ADR sech als richteg erweisen.

Här President, eng vun den Haaptursache vun der griichescher Scholdelaascht ass deen héije Militärbudget. An deen ass néideg, net well d'Hellene besonnesch aggressiv Leit wäeren, mä weinst deene Menacen, deenen dat Land dagdeeglech ausgesat ass. Wien d'Tierkei als Noper huet, dee brauch eng staark Arméi. Déi heefeg Verletzung vum griichesche Loftraum an déi Menacen, déi op Zypern leien, sinn eng héich finanziell Belaaschtung fir Griichenland an domadder och elo fir eis.

Dowéinst geet et net duer, déi griichesche Schold ëmzestrukturieren, fir ze probieren, der Scholdekrise Meeschter ze ginn - dat probéiere jo d'Finanzministeren -, mä d'Ausseministeren hätten emol missen en escht Wuert mat der Tierkei schwätzen. Esou ee Baitrag wär sécher net onnéideg gewiescht.

Eng zweet aussergewéinlech Belaaschtung fir Griichenland ass déi héich Zuel un illegalen Awanderer. Och hei spillt d'Tierkei keng positiv Roll. Um Landwee wéi iwwert d'Mier mécht dat Land praktesch näischt, fir déi Mënschestréim ze stoppen. Zemoos am Beräich vun der Grenzkontroll féieren déi Spuermoosnamen, déi mir vu Griichenland fuerderen - dorënner jo och eng signifikant Reduktion vun der Zuel vun de Beamten -, dozou, d'Grenze vun Europa nach manner sécher an nach méi duerchlasseg ze maachen.

D'Tierkei ass e strategesch wichtege Partner fir hir Alliiéiert an der NATO. Dat kann net bezweifelt ginn, mä si huet trotzdeem en negativen Afloss op Europa. Si verhënnert zënter Joren eng Optiméierung vun der Zesummenaarbecht tëschent der NATO an der Unioun weinst der Zypern-Fro, si hält sech net un hir Verpflichtunge géintwärtig der Unioun, wat den Accès zu hiren Häfen a Flughäfen ugeet, jo, si geet neierdengs esou wäit, der Europäescher Unioun ze dreeë fir de Fall, wou Zypern dat anert Joer seng turnusgeméis Presidentschaft iwwerhëlt.

Firwat ass dat hei besonnesch derwäert, drop anzegoen? Mä well eis Regierung ëmmer méi eng vill ze vill grouss Tierkei-Frëndlechkeet weist. D'Tierkei, Här President, behëlt sech hautzudags wéi en operstant Osmanesch Räch. Intern bleift si totalitär, beschränkt d'Fräiheet vun der Press an erlaabt kaum Progrèsen an der Reliounsfräiheet. D'Rechter vun de Minoritéite wéi och déi vun der politescher Oppositioun ginn net genuch respektéiert.

Baussepolitessch gëtt Ankara ëmmer méi geféierlech: Déi Vereenegt Natiounen hunn an hirem Rapport iwwert déi Tëscheffall mat där éischter Gaza-Flottill niewent enger berechterege Kritik un der iwwerproportionaler Reaktioun vun Israel och daitlech d'Tierkei kritiséiert, a besonnesch där hir Relatiounen zu deenen islamisteschen Organisateuren vun der Gaza-Flottill.

Obschonns d'Tierkei hir islamesch Identitéit nees staark betount a sech méi als wichtege Mëttelmuecht am Noen Oste wëllt profiléieren wéi als europäesche Stat, hunn hir Versich, eng Féierungsroll an där Regioun no den arabesche Revolutiounen ze iwwerhuelen, bis elo net vill Succès. Eleng hir aktuell Roll am Fall Syrien schéngt méi positiv ze sinn.

D'Baitrittverhandlungen tëschent der Tierkei an der EU maache kaum Progrèsen. An ëmmer méi muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Tierkei iwwerhaupt der Unioun baitriede wëllt. Hire Baitritt wär jiddefalls eng Katastroph fir d'Unioun, och well dat Land nach ëmmer keng Kultur vum Konsensus huet.

Dir, Här Minister Asselborn, hutt gesot, de Baitritt vun der Tierkei géif „dat strategesch Gewiicht vun Europa an der Welt daitlech méi grouss maachen“ - dat ass en Zitat.

De Géigendeel ass an eisen Aen awer wouer: D'Tierkei géif zwar duerch hire Baitritt nach méi aflossräich ginn, mä d'Unioun kéint nëmmen nach mam Averständnes vun der Tierkei politesch handelen. Et wär d'Enn vun eiser europäescher Identitéit als Ausdrock vun eiser jüddesch-chrëschtlicher Kultur, déi och am Geescht vun der Opklärung a vum Humanismus geprägt gëtt,...

(Interruption)

...d'Enn vun eiser Mënscherechtpolitik, d'Enn vun der europäescher Communautéit vu Wäerter, déi mir elo kennen. Här Minister, d'Ennerstëtzung vun eiser Regierung fir en tierkeschen EU-Baitritt ass e Feeler!

Wann d'Tierkei, wéi si et jo esou gär behaupt, fir eis e wichtege strategesch Partner am Noen Oste si soll, da verlaange mir op d'mannst, datt d'Tierkei hir Relatiounen mat Israel normaliséiert, der Okkupatioun vun Nord-Zypern en Enn setzt, hir Verpflichtungen aus dem Ankara-Protokoll respektéiert an datt si dat griichesche Staatsgebitt net méi violéiert. A mir verlaangen en Enn vun der Kanonebootpolitik géint Zypern weinst dem présuméierte Gas- an Uelech-Buedemräichtum am Mier.

Wat déi tierkesch Relatioun mat Armenien ugeet, do gëtt et och net vill Guddes ze mellen. Den Här Erdoğan ass dëslecht virun allem do-duerch opgefoll, datt hien e Friddensmonument un der tierkesch-armenescher Grenz wollt zerstéieren loosse.

Och dowéinst kéint d'ADR an noer Zukunft nees op d'Fro vun der Condamnatioun vum armenesche Genozid zrëck. Den honorabelen Här Henckes hat déi Fro jo schon am Joer 2001 hei am Parlament ugeschwat. Mir hätte gär, datt an dëser Fro eis Chamber an all eis Partei mussen Faarf bekennen: Sti si un der Sait vum Negationismus vun der tierkescher Regierung oder op der Sait vun all deene westlechen Natiounen, déi an deene leschte Joren eng no där anerer den armenesche Genozid condemnéiert hunn?

D'ADR weess jiddefalls, wou se steet: op der Sait vun den Affer an der historiescher Wourecht, an ëmmer fest am Lager vun de westlechen Demokratien. Mir stellen awer fest, datt verschidden aner Parteien heibanne mat hirer klorer Westorientéierung ëmmer méi Problemer ze hu schéngen.

Här President, en anere wichtege Thema am Här Bausseminister senger Ried war den Noen Osten. Well och hei mécht eis Regierung e Feeler, wa si eng staatlech Unerkennung vun de besatene palästinenseschen Territoiren ënner den ablackleche Konditiounen wëllt duerchsetzen. Wiem wär dann duerch esou eng Unerkennung gehollef? Wat géif da konkret duerch esou en Akt verbessert ginn? Géif esou eng Unerkennung net d'Situatioun um Terrain nach vill méi schwierig maachen, de Friddensprozess nach méi onwahrscheinlech erschénge loosse amplaz, wéi jo esou gär behaupt gëtt, eng Virkonditioun fir e gerechte Fridden ze sinn?

Wat ass dat fir eng Politik, wann eise Minister an de Medien erzielt: „Bessere Beziehungen zu Israel wäeren kontraproduktiv.“? Ass dat eng glafwierdeg Aussepolitik, eng, déi eise politeschen an ekonomeschen Interessen, eise strategesch Partnerschaften an eisen Traditiounen entsprécht?

Här President, d'ADR ass net hei, fir kloer illegal Rétorsionen vun der israelischer Regierung ze justifiéieren, an dat géllt besonnesch och fir de Bau vu Wunnengen an de besatene Gebidder. Mä d'ADR steet hei, fir d'Regierung un eng Rei vu Wourechten ze erënneren!

Eng dovunner ass, datt nëmmen Entitéiten als State sollen unerkannt ginn, déi déi véier völkerrechtlech Konditiounen aus der Konventioun vu Montevideo vun 1933 och effektiv a vollstänneg erfüllen. Mir hunn dat am Fall Kosovo méissuecht a mir gesinn haut d'Konsequenzen. Mir gesinn och déi enorm Schwierigkeeten a Bosnien-Herzegowina, e kënnschleche Stat, deem seng Deeler net zueneefannen. De Fall vun de besatene palästinenseschen Territoiren ass awer nach vill méi komplex wéi d'Statennofollegregelung no der Opléisung vum sozialistesche Jugoslawien et war an et nach ëmmer ass.

Eng zweet Wourecht ass, datt jiddweree weess, deen et wëllt wëssen, datt eng Friddensléisung am Noen Osten nëmme kann eng Verhandlungsléisung sinn. A mir als Europäer hunn eis gläich an e puermol dozou mat engagéiert. All wichtege UNO-Resolutiounen iwwert den Noen Osten, d'Feuille de route, d'Deklaratioun vum Quartett schwätzen ausdrécklech vun enger négociéierter Solutioun, och den israelesch-palästinenseschen Accord intérimaire, also „Oslo II“. Keen daerf de Statut veränneren unilateral - dat ass de Sënn dovunner -, ouni eng Verhandlungsléisung.

Dofir, Här President, „pacta sunt servanda“, dat muss och fir Israel an déi Palästinensesch Autoritéit gëllen. D'ADR steet dozou: Eng dauerhaft Friddensléisung am Noen Oste muss eng négociéiert Léisung sinn, a vun deem Zil dierfen och esou Orchestratiounen wéi déi op der UNESCO net oflenken.

Et ass net déi richteg Plaz gewiescht, Här Minister, fir op der UNESCO eppes ze ënnerstëtzen - mir hunn nach kee palästinensesche Stat, en huet keng unerkannten an definéiert Grenze mat Israel. Dir wësst dat selwer, mir haten och zejoert driwwer geschwat, et gëtt keng kloer Grenz, och déi vu '67 ass nëmmen eng Linn aus engem Waffestellstandsofkommes. Dir wësst - an Dir hat an den Zeiteunge gesot an och hei -, datt et „Swape“ gëtt. Ennert deene Konditiounen, wou et kee kloer Statvollk gëtt, keng kloer Grenz, kënnen mer och dee Stat net unerkennen. Ausserdeem gi mer hin a mir ënnerminéieren d'Autoritéit vum UNO-Sécherheetsrot an der Vollversammlung, wa mer op dee Wee ginn!

Mir hätte besser gehat, kloerzemaachen, datt d'UNESCO net déi Plaz ass, wou mer wëllen eng Staatlechkeet duerchsetzen, déi et nach net gëtt, mä mir hätte besser gehat, op eng Verhandlungsléisung ze drängen.

Verhandlungsléisung: Mir wëssen, Här Minister, Dir a mir wëssen, datt den Här Netanjahu do net ëmmer ganz virbildlech a fläisseg ass. Mä mir müssen awer och soen, datt d'Palästinenser et och net sinn. Et gëtt keng Verhandlungsposition, déi vun alle Palästinenser gedeelt gëtt. Et gëtt d'Hamis, déi nach ëmmer d'Existenzrecht vun Israel net wëllt unerkennen. Dat steet am Widersproch zu deem, wat de Quartett seet - Dir wësst et: Unerkennung vum Existenzrecht, Verzicht op Gewalt. Dat sinn alles Saachen, déi d'Hamis, déi jo awer Deel da vun enger palästinensescher Delegatioun wär, net géif akzeptéieren, an dofir kéint et och net zu enger gemeinsamer palästinensescher Verhandlungsposition, weinstens net am Abléck.

Meng Zäit ass ofgelaf, dofir wëll ech elo...

(Interruption)

...nach just soen, datt nach géif ganz vill...

Awer nëmmen, nëmmen elo an dëser Ried, Här Minister. Freet lech net ze fréi, meng Zäit ass nach net allgemeng ofgelaf!

(Interruptions et hilarité)

Mä et géif nach ganz vill ze soen, och iwwert déi Tatsaach, Här Minister, datt Der zum Beispill refuséiert hat, fir fir d'Chrëschten an der Welt anzuetrieden, iwwert den Iran, iwwert d'Beantwerte vu Questions parlementaires, déi un lech gestallt ginn.

Heiansdo, Här Minister, huet een den Androck, datt Der ze vill mat Diktatoren an der Welt dorëmmer schwätzt. Amplaz hinnen ze erklären, wéi eng Demokratie funktionéiert, hunn ech heiansdo den Androck, datt Dir zrëckkommt mat Alluren, zemoos wat d'Beantworter vu Questions parlementaires ugeet,...

(Interruption)

...déi net méi ganz demokratesch sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Abee Merci!

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Bericht vum Här Ausseminister fänkt zu Recht u mat dem „Arabesche Fréijoer“ 2011, als Ausdrock vun universellen - an net chrëschtlichen, Här Kartheiser - Bestriewen no Fräiheet an Demokratie. Et fällt awer och op, dass bei der Beschreiwung vum Zoustand dës Sait, op eiser Sait vum Mëttelmier déi Wieder „Fräiheet“ an „Demokratie“ oder och „Gläichheet“ net falen.

Dobäi hunn och déi Froen eng grouss Aktualitéit an Europa kritt, net nëmme bei der Gestiou vun der Kris, mä och scho beim Ufank vun der Kris, nämlech der ongläicher Verdeelung vun Räichtum, fir d'Éischt emol duerch eng Politik, déi de Räichtum ëmmer manner besteiert. Doduerch si massenhaft Suen den öffentliche Finanzen entzu ginn an de Finanzmäert zougefuert ginn. Déi, bei deenen de Räichtum haut konzentréiert ass, déi bezuelen haut, fir et e bësse vereinfacht auszedreken, keng Steiere méi, mä si verléinen dat esou gespuertent Geld un d'Staten a kasséieren Zësen dofir.

Den aktuelle Finanzkapitalismus baséiert zu engem groussen Deel op der Verschëldung, dozou kéint en Deel Kasinokapitalismus derbäi. Et gëtt zum Beispill dovun ausgaangen, dass d'Spekulatioun op de Scholden duerch sougenannt Kreditausfallzertifikater dat Dräi- bis Véierfach vun den eigentleche Scholdschäiner

ausmécht. Et ass duerfir net esou, dass 2008 d'Banke schold gewiescht wieren un der Kris an 2011 d'Staten. Ervirgeruff goufen déi zwou Krisen duerch déiselwecht Ursach: Dereguléierung an domat d'Verselbststännegung vu private Profitinteressen.

Och de permanente Réckgang vun de Léin par rapport zu de Profitter dréit derzou bäi, grouss Geldmassen op d'Finanzmäert ze bréngen an do d'Spekulatioun unzeheizen. Dat verbessert awer d'wirtschaftlech Situatioun net, ganz am Géigendeel, dat féiert zu enger Rezessioun an domadder zu manner Steiereinnahmen an zu méi Verschëldung.

Europa, Här President, leit net un ze wéineg Geld, mä Europa leit un ze vill Geld, wat schlecht ugeluecht ass. An Europa leit drënner, dass iwwert dat Geld net méi demokratesch gewielte Parlamenten am Endeffekt decidéieren kënnen.

Dat gesäit een och bei der Aart a Weis, wéi den europäesche Krisemechanismus funktionéiert. Och hei sätzen déi mat um Hiewel, déi dës Kris verursaacht hunn. D'Banke kënnen quasi onbegrenzt Sue léine bei der öffentlecher Zentralbank fir en erofgesatene Zënsaz vun engem Prozent, fir se da weiderzeverléine fir déiert Geld un d'Staten. Siwe Prozent kasséiere se bei italienschen Obligatiounen, nach vill méi bei griicheschen.

Den Här Draghi, den neien EZB-President, dee virdu vermutlech selwer bei Goldman Sachs der griichescher Regierung déi héich Scholden opgeschwat huet, deen huet viru Kuerzem all Interventioun vun der Zentralbank fir eng Senkung vun deene Wucherzësen do ofgelehnt. Fir de Risiko awer stinn déi europäesche Steierzueler an.

Préten am Kader vum sougenannten „Europäesche Finanzéierungsfong“, vun deenen d'Banken haaptsächlech profitéieren, ginn zousätzlech „gehiewelt“, wéi se soen, dat heescht, et ginn allerhand Derivatprodukter drugehaangen, sou wéi et scho bei der amerikanescher Subprime-Kris geschitt ass, mam bekannte Resultat. Domat gëtt awer och dee privaten Deel vum Finanzement vun deem Fong, fir deen d'State jo riichtstoe müssen, laanscht d'Parlamenten geschleist a gëtt iwwert d'Finanzmäert weiderhin ofgewéckelt.

D'Léieren aus der Finanzkris sinn also nach ëmmer net gezu ginn. Et geet monter weider, och zu Lëtzebuerg natierlech, wou ëmmer nei Finanzprodukten entwéckelt ginn. Geschwë votéiere mer zum Beispill iwwer e Gesetz iwwer sougenannt „dematerialiséiert Titeren“.

Et geet net duer, wéi den Här Asselborn dat mécht, d'Notatiounsagencen ze kritiséieren, mengen ech, well dee ganzen europäesche System, dee ganzen neie System vu Gouvernance économique, déi ganz Konditiounen, déi zum Beispill Griichenland operluecht kritt mat enger Troika aus Kommissioun, Zentralbank an Internationalem Währungsfong, sinn den Ausdrock vun enger Diktatur vun de Finanzmäert.

De Soziolog Alain Joxe huet rappeléiert, dass déi griichesche Demokratie virun 2.600 Joer mat engem Verbuert vun der Scholdeverklavung vun de griichesche Bierger ugefaangen huet a schreift: «La commission de surveillance de l'Union européenne s' imagine déjà jouant le résident général d'un nouveau système d'asservissement: une mise en esclavage pour dette du peuple grec.»

Ech hu keng Zäit hei, Här President, aus deene bekannte Grënn, fir Alternativen opzezielen - déi Lénk huet dat op anere Plaze gemaach. Mä Alternative féieren op jidde Fall iwwer méi Europa an iwwer méi Kooperatioun an Europa.

Nach ganz séier zum Schluss e Wuert zum „Arabesche Fréijoer“. Nach eng Kéier, ech soen dem Här Ausseminister Merci fir déi Unerkennung vu Palästina an der Unesco duerch Lëtzebuerg. Mä ech wëll virun allem awer och virun engem verstärkten Afloss an där Géigend vun esou Länner wéi Saudi-Arabien oder Katar warnen, well déi hunn net vill mam Fréijoer um Hutt!

Libyen léisst och e batteren Nogeschaach, an ech wëll virun enger neier Well vu militäreschen Interventiounen am Mëttleren Oste warnen, zum Beispill a Syrien an am Iran, och well ech 2003 hei an der Chamber d'Entwécklung vun där Kris, déi em den Irak konstruéiert ginn ass, leider hunn...

► **M. le Président.** - Dir mist awer elo...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech sinn och direkt fäerdeg, Här President. Besonnesch wëll



ech warne virun esou enger militärescher Entwécklung, well ech selwer hei 2003 déi Kris em den Irak hautno konnt materliwen, mat deem bekannte Resultat.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Als lescht Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll mat der Verschuldungskris vun Europa ufänken an hei am Fong méi Froen opwerfen, wéi Äntwerte ginn. Déi éischt Fro, déi sech opdrängt, ass a mengen Aen déi: Huet dës Kris eppes mam Euro ze dinn, jo oder neen, oder wéi ass et méiglech, dass verschidde Länner, dass méi Länner an der Net-Eurozon manner Problemer mat de Scholden hunn, wéi dat bannendran de Fall ass? Eng Äntwert op déi Fro wier sécherlech interessant, och wann ech mer déi Äntwert erhoffen, déi Dir, Här Minister, lech sécher virstelle kënn.

Et stellt sech och d'Fro, wéi d'Schuldekrise soll gehandhabt ginn, wat d'Rekapitaliséierung vun de Banken ubelaangt, mat all deem, wat dat fir d'Leit, déi an der Austeritéit musse liewen, un enorme Schwieerkeete bedeit, wann eng Austeritéitpolitik eleng praktizéiert gëtt, wou fir déi Leit, déi déi Austeritéitspolitik erliewen, fir déi se net selwer ofgestëmmt hunn, am Fong keng Visiounen opgemaach ginn, wéi d'Zukunft vun hire Kanner haaptsächlech soll besser ausgeséi wéi déi schwieereg Situatioun, an där si selwer dra sinn.

Déi drëtt Fro oder déi drëtt Feststellung vläicht: Ekonomesch Problemer hu politesch Léisungen erfuer elo rezent, déi sozial a politesch Konsequenzen hunn, wouvunner eng déi ass, dass Technokraten aus der Finanzwelt an der Politik praktesch imposéiert gi sinn, esou dass ee kann, wéi de President Jean-Pierre Jouyet sot, de President vun der franséischer Autorité des marchés, vun enger „dictature des marchés“ schwätzen, wéi dat schonn hei bei engem Virriedner ugeklongen ass.

Ass, wann a Griichenland de Lucas Papademos als Bankier an als ancien Member vun der BCE, wann an Italien de Mario Monti, Exconseiller bei Goldman Sachs, an och de Mario Draghi op der BCE, Exvizepresident bei Goldman Sachs, genannt ginn, déi Fro berechtigt oder net, Här Minister, esou wéi de Jürgen Habermas se formuléiert huet, wéi e gefrot huet: „Ass manner Demokratie besser fir d'Mäert, jo oder neen?“

Kloer op jidde Fall ass, dass Politik a Wirtschaft ausereendriften an dass et net normal ass, dass déi Vermeschung op höchstem Niveau op deem Punkt ass, ouni dass eng demokratesch Grundlag dofir besteet.

Här Minister, Dir hutt gëschter de Jean Monnet zitëiert, dee mer öfters hei zitëieren, well dee gesot huet, dass Europa ëmmer duerch Krise weiderkomm ass. Et bien, mir hoffen, dass dës Kris, déi ganz no un eng Tragédie erukënnt, op eng Katharsis eruskënnt, dat heescht op e Klärungsprozess, deen eng Sortie aus der Kris bréngt, dee salutaire ass fir ganz Europa an deen et de jonken Europäer vun haut erlaabt, deenen nächste Krise mat méi Serenitéit wéi haut entgéintzucken.

Dat heescht och, dass an Zäite vun enger Croissance minimale, wéi mer se elo de Moment bal hunn, et ëmmer méi schwieereg gëtt, duerch Sozialtransferte grouss Inegalitéiten an eiser Gesellschaft auszegläichen. Dat mécht et natierlech net méi einfach, fir eng Austeritéitpolitik méi akzeptabel ze maachen, besonnesch dann, wa kloer ass, beispillsweis a Griichenland, dass net d'Ausgaben an d'Schuldekrise eleng schold sinn, oder wann op jidde Fall kloer ass, dass vun där enormer Schuldekrise, déi Griichenland huet, aner europäesch Länner massiv profitéiert hunn, déi dann och natierlech bereet sinn, fir nei Kreditter ze ginn, fir dass hir Scholden, déi gemaach gi si fir hir Armes-Systemer, kenne rembourséiert ginn. Et ass bal - ech weess net, ech fannen eigentlech keng Wieder, wéi ech et soll soen -, mä ech denken, dass no bausse ganz oft déi Saachen do e bësselchen eesäiteg duergestallt ginn.

Vergiesse mer op jidde Fall net, dass - wéi och ëmmer staark oder schwach d'Länner an Europa sinn - Europa no bausse, an enger mondialisierter Welt, nëmmen zesummen eppes duerstellt. Well och déi stärksten europäesch Wirtschaft, déi stellt um Welthandel nëmmen e klengen Deel, si huet e klengen Deel, deen insignifiant ass par rapport zu deem, wat Europa duerstellt no bausse als eng Eenheet, och dann, wa mir vu banne wëssen, dass et grouss Differenzen, vill Differenzen, Schwächen, aner Schwächen an aner Stärkte vu Land zu Land gëtt.

Wat wiere méiglech Solutiounen aus der Kris? D'ganz EU schwätzt vu méi Integratioun - wonnerbar! -, dat géif heeschen, all dat, déi Idealvirstellungen, déi hei schonn opgezielt gi si vun de Kollegen: e Gouvernement économique an eng Union monétaire, déi virussetzt, dass de politesche Wëllen do wier, net nëmme vun den europäesche Regierungen, mä och vun den europäesche Bierger.

An ech denken, dass kee sech Illusiounen mécht, dass an dëser Zäit esou en Transfert vun nationaler Souveränitéit iwwerhaapt méiglech ass. An d'demokratesch Kontroll ass souwisou och an deem System, deen ideal a priori schéngt, nach net ausgeduecht, sou dass mer eis sécherlech musse mat enger transitoirescher Solutioun zefridde ginn, wéi se ugeklongen ass an déi sécherlech och an déi richteg Richtung geet.

De Fonds européen, dee geschafte ginn ass, deen ass e Schrëtt an déi Richtung, an ech denken och, dass en zesumme mat enger Finanztransaktionssteuer eventuell d'Relance ka suscitieren, op déi all déi Länner waarden, sehn-süchtig waarden, déi de Moment ënner enger Austeritéitpolitik ze leiden hunn.

Well wann déi Finanztransaktionssteuer kënn, wou nach ganz wichteg Froen opstinn, wéi zum Beispill déi: Wat ass d'Assise géographique a wat ass d'Destinatioun vun deene Fongen?, schéngt et mir - an ech schwätzen do net am Numm vu menger Fraktioun - evident, dass ee muss ganz Europa an net nëmmen d'Eurozon mat abegräifen an dass de Benefiss vun där Steuer, wat och ëmmer se ass, misst an en europäesche Budget fléissen.

Dat géif net ausschléissen, wourop - wéi soll ech soen? - d'Virleefer vun dëser Tax am Fong aus waren, déi Tobin-Tax, déi eigentlech geduecht war fir an d'Coopération au développement, mä och, wa se an den europäesche Budget geet, ass dat jo nach ëmmer méiglech, sief et dann ebe fir déi europäesch Kooperationspolitik.

Schold iwwer Ofwärtung an Inflation aus der Welt schafen, oder weinstens vun Pabeier schafen, wier eng vun deene Méiglecheeten. Déi ass awer och, mengen ech, wierkelech net ze empfehlen: Eischens ass se net méiglech, well se verbueden ass vun den Traitéen aus, net nëmmen op europäeschem Plang, mä och op nationalem Plang. Mä et ass ganz kloer och an der Praxis, wann ee sech virstellt, wann ee wëllt aus der Eurozon erausgoen, seng eege Suen erëm aféiert, fir kenne de dévaluieren, kënn eng Inflation, gëtt et onméiglech, déi Scholden, déi scho bestinn, ze remboursieren, ginn natierlech d'Importatiounen méi deier, an et ka kee sech d'Inflation maachen, dass doduerjer, dass den Export favoriséiert géif ginn, dat eng Léisung wier.

De Joschka Fischer huet eigentlech eng ganz flott Formule fonnt, fir ze soen, dass et ganz einfach schéngt oder ze soen ass jiddefalls: „... aus dem Euro erausgoen, fir erëm Chef iwwer seng eege Mënz ze sinn.“ - sot en - „dat ass an der Rei. Erausgoen ass einfach, mä erëm erakommen ass schwieereg! Oder hutt Dir eng Léisung, wéi een aus enger Omelette erëm en Ee ka maachen?“

(Hilarité)

Ech mengen, genau dat ass d'Problematik, sou dass dat Erausgoen aus dem Euro sécherlech eng Solutioun ass, wou all Mënsch sech misst virstellen, dass dat net dat Lescht ass.

Déi lescht Positioun, déi bleift, ass déi vun enger Regulatioun, vun enger Regulatioun vun der Finanzwelt. Déi ass ugeschwat ginn, an ech ka mech bal allem, wat ech hei héieren hunn, do uschléissen. Ech mengen och, dass et wichteg ass - och wann et net duergeet -, och vun den Agences de notation e Wuert ze soen. Wann de Kommissär Barnier ugeduecht huet, et ze verbidden, dass Agences de notation dierfte Staten net méi a Schwieerkeeten - wéi soll ech soen? - estimieren oder avisieren, sou bleiwen aner Froen bei där Iddi do.

En huet och ugeduecht iwwerengs - wat a priori eng interessant Iddi ass -, dass ee sech kéint eng europäesch Ratingagentur virstellen. Et bleift, dass och an deenen zwee Fäll, wou déi Hypothese géife realiséiert ginn, Froen opbleiwen, déi immens wichteg sinn. Dat heescht: Wéi kommen déi Bewäertungen zustanen, déi an deenen Agencen do gemaach ginn? Vu wem gi se gemaach a mat wat fir enger Technik? Wien ass onofhängeg a firwat ass en als onofhängeg unerkannt an deenen Agencen? Wat kaschten déi Expertisen a virun allem, wéi fiabel si se?

A wat - an dat ass am Fong déi schwierest Fro, op déi kee mer konnt och nëmmen en Ufank vun enger Äntwert ginn -, wat géif d'Spekulanten dovunner ofhalen, mat de Ratingagenturen hiert Handwerk weiderzeféieren, wa se weider kenne profitieren vun Insiderwëssen, wat se zweifellos haten, soss wieren net mat deenen Operatiounen an deene leschten Zäiten esou

vill Sue gemaach ginn op eng Aart a Weis, déi ganz schlecht ass fir eis Leit?

Kuerz e Wuert vun der Kris am Euroland an der Kris oder dem „Fréijoer“ an Nordafrika, wou och Kris ass, mä Kris mat enger Ausgangspositioun, déi e bësse méi optimistesche war wéi déi bei eis. Mir hoffen awer a mir sinn iwwerzeegt, dass mir et och fäerdegbréngen, déi schwieereg Situatioun vun haut zu engem besseren Enn ze féieren. An alle Länner ass et schwieereg - ech wëll dofir net méi op dat zrëckkommen, wat d'Kollegen hei scho gesot hunn -, besonnesch och a Libyen an an Tunesien.

An Tunesien, wou et besonnesch gutt ugefaangen huet, wou et immens schwieereg ass, an ech erlabe mer, elo op eppes hinzeweisen, wat am Fong bis elo nach kee gesot huet: Et ass net nëmme schwieereg mat der Demokratie a mat de Wahlen en général, et ass virun allem schwieereg och mat de Fraerechter, besonnesch an Tunesien, déi relativ en héijen Niveau haten an déi am Fong elo duerch déi Revolutioun, déi demokratesch Revolutioun, erëm e Réckgang hunn an dem Demokratieverständnis vun de Fraen, besonnesch wat d'Politik ubelaangt.

Och an deenen anere Länner besteet dees selwechte Problem, just dass déi net esou wäit vir waren, wéi dat an Tunesien de Fall war. Mä ech denken, dass et och ons Missioun ass - wa mer als Europäesch Unioun déi Länner do bei der Hand huelen a mer och de Portmonni matuelen -, fir se opmierksam ze maachen, dass Demokratie a Mënscherechter och eng Dimensioun vun Egalitéit hunn, déi och si, déi och déi Länner do musse respektieren.

Zu Syrien ass alles gesot, ech wëll hei net de Juppé zitieren, de franséischen Ausseminister, dee gesot huet, et ass alles..., et ass Happ a Malz verluer, géife mir op Lëtzebuergesch soen. Wann een deen een Dag verspricht, et géif een ophalen, et géif een ophalen domat, d'Arméi anzesetzen, an deen aneren Dag weiderfiert, wéi wann näischt gewiescht wier, ass et ganz kloer - an der internationaler Communautéit gëtt et jo och praktesch keng Géigestemme méi, ausser Leit, ausser Russland, déi och nach amgaange sinn, hir Positioun eventuell ze änneren.

De Broch vun internationale Recht ass a Libyen offensichtlech, an d'Veereenegt Natiounen sinn, wéi esou oft, net eens an net handlungsfäeg. Dat ass natierlech ze bedauern, mä Europa behält...

(Interruption)

...seng ganz Verantwortung an en fait méi eng grouss Verantwortung, well et nach méi schwéier ass op der UNO eppes sech virzustellen, wat kéint weiderhëlfen, a well mir jo och als Europäer déi sinn, déi am nooste bäi sinn. Si sinn am Fong Partie vun eiser Noperschaftspolitik, esou gesinn. A mir hunn also net nëmmen aus mënscherechtleche Grënn, mä och aus ganz konkrete Grënn. Grënn genuch, fir hinne méi speziell ënner d'Äerm ze gräifen.

Ech wollt ee Wuert oder zwee Wieder zu der Türkei soen, ier ech ophalen, a soen: Ech si vun Ufank an der Meinung gewiescht, dass d'Türkei, wa se d'Konditiounen erfëllt, natierlech soll, wat se versprach kritt huet, kenne üben an der Europäescher Unioun bäitrieden.

Ech sinn also net am Prinzip géint eng Opnahm vun der Türkei. Ech stellen awer fest, dass an deene leschten - an dat ass wahrscheinlech, Här Minister, eng vun eise klengen Divergenzen an der ganzer Aussepolitik - ...ëmmer méi skeptesch, wann ech gesinn, wat virun de Wahlen an der Türkei versprach ginn ass a wat no de Wahle passéiert ass.

Ausser e bësselche méi kulturell Rechter fir d'Kurden ass kee Versprieche a gehale ginn. Et ass virun de Wahle gesot ginn, et géif eng politesch Léisung mat de Kurde geholl ginn. No de Wahle si gewielten Deputéierte vun enger Partei ënner dem Verdacht zu enger Proximitéit mat der PKK an de Prisong gesat ginn. An net nëmmen Deputéierten, mä Honnerte gewielte Lokalpolitiker setzen zënter Méint am Prisong ouni Prozess an ouni Instruktioun. An ech denken, dass dat intolerabel ass mat deene Prinzipien, déi an der Unioun herrschen.

Et ass kloer, dass dee Wahlsuccès vun der AKP méi eng aggressiv Politik vun den Türken erbäitert, méi Selbstsicherheit vläicht, och wann et net grad duergeet, fir eng Verfassungsännerung eleng ze stëmmen. Si si méi aggressiv ginn an si hunn hir Politik massiv geännert.

Et ass schonn hei deelweis ugeschwat ginn, dass hir privilegiéiert Relatioun mat Syrien a mat Israel komplett eriwuer sinn, aus Ursachen, déi mer kennen, wou mer net brauchen drop anzegoen. Mä wat eigentlech vill méi geféierlech ass, a wat och verständlech iergendwou ass, mä wat geféierlech ass a wat net nëmmen an Europa Ängscht mécht, dat ass déi

Tatsaach, dass et eppes wéi eng Achs tëschen Israel an Ägypten secht, iwwert déi déi direkt Nopere vun Israel sech natierlech net freeën.

Et ass och kloer, dass et een net freet, wann ee gesäit, dass Frankräich eng Konventioun mat der Türkei ofschléisst fir d'Bekämpfung vum Terrorismus, wann ee weess, wat an der Türkei alles ënner dat Wuert fält. An ech bedauern dat, dass esou divergent Handlungen, Zeechen aus Europa, wéi dat doten, kommen.

Alles an allem, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, ass d'Aggressioun, ofgesi vun Armenien a vun der Zypern-Fro, déi mer scho kennen, am Fong verstärkt ginn duerch déi Tatsaach, dass Zypern de Moment probéiert, am libysche Mier no Gas ze sichen. An dat selwecht ass de Fall am griichesche Mier, wou probéiert gëtt, no Pétrol ze sichen. D'Türke probéieren, dat ze verhënnern, obscho se jo eigentlech, rechtlech gesinn, keng Positioun derzou hunn.

Ech mengen, dass een dat muss mat an de Kont huelen. Meng Konklusioun dorauer ass, dass d'Türke ustriert, vill éischter Leadership an hirer Regioun ze kréien, wéi sech hei un d'Konditiounen vun der Stee an der Europäescher Unioun ze halen. Ech hoffen nach ëmmer, dass dat, wat ech haut denken, eventuell muer net méi wouer ass. Ech fäerten awer, dass et esou wäert sinn.

Ee Wuert zum Ofschloss zu Israel an zum Iran. Wann ech mat eppes wierkelech honnertprozenteg d'accord si vun där Politik, déi Dir vertritt, Här Ausseminister, dann ass et déi par rapport zu Palästina. Ech denken, jiddwereen, deen eng Kéier an engem Camp a Palästina war, dee ka keng aner Meinung vertriebe wéi déi, déi Dir vertritt. Mir ass et eigentlech e Rätsel, dass déi Leit, déi näischt ze verléieren hunn, esou laang stallhalen an esou vill nach bereet sinn, ze probéieren ze verhandelen, fir zu där Zweek-State-Léisung ze kommen, déi mer eis all wënschen, mä un déi mer praktesch net méi gleewen.

Mir ass opgefall, an duerfir wëll ech dës Interventioun mat enger leschter Fro ophéieren: En Unisprofessor aus Israel zu Tel Aviv huet d'Fro opgeworf, an dee ka jo net suspektéiert sinn, net israeli-frëndlech ze sinn, dee seet: „Ass et net esou lues Zäit...“ - an dat ass eng Fro, déi ech un lech weiderginn, Här Minister -, „...dass mer vun der Zweek-State-Léisung erfokommen an dass mer probéieren vun enger Konföderatioun ze schwätzen, well deen aneren Niveau ass ze héich, dee packe mer souwisou net?“

Merci fir déi, déi mer nogelauschtert hunn.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Err. Elo kritt nach eng Kéier den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, léif Kollegen, ech géif vläicht, fir et einfach ze maachen, probéieren, op déi meescht Froen ze äntworten, déi jiddwereen gestallt huet. Mä ech hunn net ëmmer gewosst, ob et Froen wieren oder ob et Stellungnahme sinn. An ech ka bestëmmt net op all d'Froen äntworten.

Ech géif vläicht da mam Här Haupt ufänken, dee richteg drop higewisen huet dee Lien ze maachen tëschen dem Europäeschen Aussendéngscht an eben de Positiounen vun der Europäescher Unioun a Saachen Aussepolitik. Nun, mir musse wëssen, dat eent - et deet mer leed, Här Haupt - huet eigentlech näischt mat deem aneren direkt ze dinn, well d'gemeinsam Aussepolitik, dat ass eppes, wat mer all Kéiers, wa mer zesumme sinn, mussen erstriewen.

Et ass jo keng Politique communautaire. Et ass eng Politik, wou mer musse kucken an der Europäescher Unioun ee gemeinsamen Nenner ze kréien an dann dat Mandat an d'Madame Ashton, also un den Haut-Représentant, ze ginn. Während den Aussendéngscht, dat si jo d'Radaren - wann ech där esou soen - vun Europa, vun der Europäescher Unioun an der Welt.

Dat ass d'Diplomatie vun Europa, déi jo elo opgebaut ass, wou Der jo wësst, dass mir och als Lëtzebuurger jo op zwou Plaze Chef de mission sinn. Dat heescht virun allem zu Singapur, awer och an Haiti. An ech mengen, et dierf een do net verwëschen. Den Aussendéngscht gëtt opgebaut. Dee wäert och an zwee, dräi, véier Joer optimal fonctionnéieren. Ech hoffen, dass den Aussendéngscht dann och ka konsularsch Aufgabe maachen. Mä déi gemeinsam europäesch Aussepolitik ass eng méi. Ech weess net, ob mer do virum Joer 2050 op een aneren Trëtt kommen.

Palästina, dat ass hei vu ville Kolleginnen a Kollegen ugeschwat ginn. Ech mengen, ech si mat jiddweringem d'accord, och mat de Kritiken, déi ech selbstverständlech astiechen, mä ech mengen, et ass dat, wat d'Madame Err elo grad gesot huet: Wann Der eng Kéier zu Ramallah waart - ech soen elo Ramallah, net zu Gaza -, an Dir gesitt, wéi Dausende Kanner do an



deene Flüchtlingslagere liewen, an Dir gesitt déi Mauergreueren an Dir gesitt de pickegen Drot och goen, ech mengen net, dass Der dann eng aner Positioun hätt wéi meng, déi ech versichen natierlech ni partial duerzestelen.

Et ass och net eng Positioun - dass ech richtig verstane ginn -, déi géint Israel gericht ass. Bestëmmt net. Mä ech soen lech, an dat soen ech net eleng, dass ganz, ganz vill Leit an der Europäescher Unioun, och vill Ausseministere, ganz kloer d'Analys maachen: Wann déi Politik vun der Blockad weidergeet an der israelischer Regierung, da steiert dat doten anzwousch hin, wou mer schonn eng Kéier waren.

An do zitieren ech ee ganz, ganz bekannten Diplomat aus Israel - Avi Primor heescht en -, dee mer kennen, dee sot: „Israel ka sech net all zwee, dräi Joer e Krich leeschten.“ An duerfir géif ech mengen, dass een elo muss versichen - elo ass et Zäit -, fir ze probieren ze pushen, dass an der israelischer Regierung een Emdenke kënn, an net dat Denken, wat zum Beispill den Ausseminister huet. Mir mussen waarden a Palästina, bis mer e Mëttelstand entwéckelt hunn - dat heescht an 30 Joer -, an da kënnen mer iwwert de Fridde verhandelen.

Ob dat elo d'Zwee-State-Léisung ass oder eng Konfederatioun, ech mengen, dat spillt keng Roll. Mä wat mer wëllen an der Europäescher Unioun, dat ass natierlech Afloss hunn, dass déi zwou Säite sech erëm beienanersetzen an aushandelen.

Ech wëll lech awer och soen - an do muss ech lech enttäuschen, Här Hauptert -: Als Europäesch Unioun kéinte mer d'Plaz vun den Amerikaner anhuelen, a mir misste se souguer anhuelen, mä do mussen mer zu 27 mat enger Stëmm schwätzen. An do si mer net. Ech kann lech dat soen: Do si mer net!

Firwat si mer net do? Vläch net virun allem, well verwiesselt gëtt, an deene Länner jo haapt-sächlech, wou während ville Joren - ganz laang hier, am Zweete Weltkrich a virun - Schrecklech geschitt ass, wou natierlech e Gewëssen do ass an deene Länner, fir dat erëm guttze maachen, awer wou da verwiesselt ginn d'Intérète vum israelische Vollek, d'Intérète vum Stat Israel, mat den Intérète vum dëser Regierung, déi elo an Israel ass.

An duerfir: Kritik ass näscht, wierklech näscht, wat antiisraelesch ass, géint d'Vollek ass vun Israel. Mä an Europa si mer an enger Positioun, Dir kennt déi zwee Länner, déi am meeschte blockéieren, dat ass Däitschland an et ass Holland. Heiansdo ass nach en aner derbäi, wéi d'Tschechesch Republik, mä ouni déi, ouni déi, soen ech och hei fir deen - ech mengen, et war den Här Braz -, dee vun der Unesco geschwat huet, ouni déi Positioun hätte mer eng gemeinsam Positioun fonnt op der Unesco, déi leider net méiglech war doduerch, dass zwee, dräi Länner op eng aner Linn gespronge sinn.

An da kënt dat eraus, wat huet missen erauskommen. Eeef waren der derfir, eeef hu sech enthalen, an ech mengen, et waren der fënnf, déi dann nach bleiwen, déi hunn dergéint gestëmmt.

Türkei: Ech kann net erëm vu vir ufänken, mä ech wëll vläch hei just dat och widerhuelen, net wat ech gëschter gesot hunn, mä wat den Här Hauptert gesot huet: Mir sollen d'Dier net zouschloen - bei alle Kritiken.

An, Madame Err, op Är Fro, fir op déi ze äntwerten, dat ass eigentlech ganz einfach. Stellt lech vir, mer maachen zou, mer soen, et ass eriwir, mir verhandelen net méi mat der Türkei. Wat geschitt dann um Niveau Mënscherechter an der Türkei? All déi Avancéieren, déi mer kritt hunn zënter 2004, si jo drop zréckgefieren, dass sech ëmmer erëm agesat ginn ass, vun de jeeweilige Présidencen, vun dem Kommissär Olli Rehn; dee war de Kommissär vun der Erweiderung. Ech si selwer jo an eiser Présidence mat him dohinnergaang, a Schrëtt fir Schrëtt sinn d'Ouverture gemaach ginn. A wann een dat ofbrécht, da mécht een eppes, wat net am Intérêt ass vum türkesche Vollek. Duerfir géif ech wierklech dervir warnen, dass een zouschleit. Dat därefer mer net maachen, och net an der zyprischer Présidence.

Dann e Wuert zu deem,...

(Interruption)

...wat d'Madame Polfer gesot huet zu engem Kolleg aus der Regierung. Dir wësst, an der Regierung ass et bal wéi an Europa: „in Vielfalt vereint“, mä och d'Solidaritéit spillt eng grouss Roll. An ech géif dat heite soen, an dat soen ech awer ganz eescht:...

(Interruption)

Loosse mer och dem Politiker, egal wien et ass, a muer kéint et ee vun eis sinn, loosse mer him och seng mënschlech Dugenden! An et gëtt Politiker, déi an engem gewëssene Choix e perséinleche Choix treffen an dee perséinleche

Choix huet de Jeannot Krecké getraff.

En huet och dee perséinleche Choix getraff, well en dat gefillt huet, dass et richtig wier, fir aus dem Vietnam fortzagoen. Ech kann lech hei berouegen, weder de Grand-Duc nach d'vietnamesesch Delegatioun hunn domadder e Problem gehat,...

(Interruption)

...a meng Wéinegkeet huet versicht, fir dann och mat der Delegatioun, der Wirtschaftsdelegatioun, déi sur place war, fir do mä Beschzt ze ginn, dass do kengem dat negativ opgefall ass.

(Interruptions)

Mä ech mengen, nach eng Kéier wëll ech soen, dass mer de Jeannot Krecké solle moossen un deem, wat e geschafft huet an der Lëtzebuerger Regierung an all där Zäit, wou en do war, an dofir, dat seet jo awer och all Mënsch, brauch e sech wierklech net ze schummen, an hei dat akzeptieren, wat e gemaach huet als eng Reaktioun, déi hie richtig fonnt huet, an do sollt een dobäi bleiwen. Do ass d'Land net beschiedegt ginn derbäi.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Madame Polfer, Dir hutt vun de Feeler geschwat, déi vun der Regierung gemaach gi sinn. Dat stëmmt a Griichenland, a Portugal an an Irland. Iwwerall si Feeler gemaach ginn. A bis viru Kuerzem, dat wëilt ech lech just soen - Dir waart jo och eng Zäit an enger Regierung, esou wéi ech och dra war, vun 2004 un -, bis viru Kuerzem ass eréischt Eurostat erlaabt ginn, ass et der Kontrollinstanz erlaabt ginn, fir iwwerhaapt an nationale Regierungen kucken ze goen, fir ze kontrolléieren, wat soll gemaach ginn.

Wat ass dann do eigentlech falschgelaft? Et ass eigentlech falschgelaft, dass een nom Pacte de stabilité sech net amüséiert huet, wann ech esou därefer soen, fir d'Kontroll effektiv och effikass duerchzehuelen. Dat ass de Feeler, dee geschitt ass. Duerfir ass dat esou spéit erauskomm. Rien n'empêche, dass vill Länner héchstwahrscheinlech an der Mentalitéit waren: „Elo si mer am Euro, elo kënnen mer eis verschéiden, dat gëtt keng Spannungen, et ass genuch Resistenz do, fir dat ze packen.“ An dat war de Feeler, deen net méi därefer geschéien.

Ech wëll och soen zum Här Fayot, dass ech him absolut recht ginn, wann e seet, dass Europa ëmmer méi eng Schicksalsunioun ginn ass. Hien huet geschwat virun allem jo och vun de Vertragsännerungen. A mir wëssen, hien huet vläch wéi keen aneren erfuer am Europaparlament deemools am Konvent, mä awer och hei an eiser Chamber, och beim Referendum, wat et heescht, fir Vertrag duerchzekréien.

Nun, ech wëll lech éierlech hei meng Meinung soen. Mir sinn an enger Situatioun, wou dat stäerkste Land, wou dat stäerkste Land an der Europäescher Unioun hei, an ech soen dat, och aus innenpolitesche Grënn - och aus innenpolitesche Grënn! - Vertragsännerunge freet. Dat ass kloer. Et gëtt elo ee Land nom aneren zu Berlin, d'Ambassadeuren, déi do sinn, gi bestallt a jiddweree kritt explizéiert, all Land kritt explizéiert, firwat dass Däitschland dat wëllt. Et ass och Däitschland, déi dat do wëllen. Et si keng siwe Länner. Et ass net Frankräich, et ass Däitschland, déi dat dote wëllen.

D'Zil ass, a mengen Aen, wéi ech et elo gesinn, fir dass och kéint bei engem Verstouss géint de Stabilitéitspakt d'Cour de justice européenne verlaangt ginn. Dat ass d'Zil. Ob et esou wäit kënn, dohinner kënn, ob net nach aner Saachen derbäikommen, dat weess ech net.

Et gëtt, Här Fayot, keng generell grouss Ännerung vum Traité. Mä wann esou eppes gemaach gëtt wéi dat do, da si mer net an där klenger Ännerung vun den Traitéen. Da brauche mer e Konvent a mer brauchen eng Conférence intergouvernementale duerno. Déi Däitsch hunn och schonn eng Virstellung - ech soen dat -, dass dee Konvent géif ugoen an der Mëtt vum nächste Joer an dass alles ofgeschloss wier um Enn vun 2013.

Sou, elo mussen mer also kucken, wéi dat doten evoluéiert, a mer müssen och wëssen, dass ee grouss Problem besteet. Ech schwätzen elo net vun der Substanz, mä wa mer dat doten net fäerdegbréngen - mir, d'Europäesch Unioun zu 27 -, da si mer ganz séier erëm op der Schinn vun de 17. Wat heescht 17! Da si mer am Intergouvernementalen!

Dat heescht, hei muss ofgeweit ginn, wéi déi Debatt elo leeft. Dir wësst, dass e Grupp agesat ginn ass, wou den Här Van Rompuy, den Här Barroso an och eise Premierminister elo solle Virschléi maache scho bis den Dezember. Mir müssen dat also ofwaarden. Mä mer mussen wëssen, dass d'Vertragsännerung eng Revendicatioun ass, an déi ass och nach eng Kéier erëm widerhollt ginn op engem Kongress vun där gréisster Partei de Moment an Däitschland, dass drop gepocht gëtt,...

(Interruption)

...fir déi Ännerungen duerchzekréien.

Et muss een also och als Chamber - ech mengen, Dir hutt och komplett recht, Här Präsident -, dass een dat heite ganz no verfollegt, an ech si selbstverständlech och bereet, fir all Schrëtt, déi do elo geschéien, fir do mat der Kommissioun a Kontakt ze bleiwen, wou mer do virukommen.

Dann den Här Félix Braz. Bei den Atomreakteren, bon, fir d'Alleréisch,...

(Interruptions)

...fir d'Alleréisch wëll ech soen, dass mer jo hei zu Lëtzebuerg keen Atomreakter mussen zoumaachen. Do soen ech och bei aller Bescheidenheet: Déi Partei, wou ech Member sinn, huet jo e gewëssene Mérite dorunner.

Mä mir hunn awer och, wëll ech soen, an der Europäescher Unioun, awer och als Lëtzebuerger nach ni - nach ni! - déi ënnerstëtzt, déi an der Atomenergie - a leider, leider, leider gëtt et jo der e puer méi - hiert Heel sichen. Bien a contraire. Ech hoffe just, dass no Fukushima och déi, déi gedréit hunn - ech kéint lech déi Länner opzielen, mä dat wësst Der gradesou gutt wéi ech -, dass déi erëm eng Kéier deen anere Wee ginn an effektiv net d'Zukunft vun der Energieversuergung op d'Atomenergie gesat gëtt. Dat ass d'Positioun, déi Lëtzebuerg vertrëtt, an dat kann och dee bezeien, dee vun deene Gréngen am Europaparlament setzt. Den Här Turpel huet och mat mer Kontakt gehat.

(Interruptions et hilarité)

Entschëllegt, den Här Turmes, mat deem mer do matenaner Kontakt haten. Sou.

Vläch nach ganz kuerz zu Ägypten, Libyen a Syrien. An Ägypten wësse mer, dass effektiv, wéi ech gëschter gesot hunn - mengen ech -, dee gréisste Problem d'Aarmut ass, mä dass selbstverständlech och e Problem - et ass och vu verschidene Leit ugeschwat ginn - eben déi onduersichtich Positionéierung elo de Moment vun der Arméi ass. Mir wëssen dat an der Europäescher Unioun ganz genee.

Mir wëssen awer och, dass et kee Wee gëtt, dee laanscht elo effektiv jo éischt Parlamentswale féiert, déi Enn des Mounts sinn, an dass een da muss kucken, dass - och wéi an Tunesien - de Wëllen do ass, eng Constituante ze maachen, fir eng nei Verfassung auszeschaffen, an dass dann och eventuell kéinte schonn am Joer 2012 um Enn Presidentschaftswale sinn.

Dat ass e Prozess also vu Wahlen, deen elo muss agelaut ginn. Et muss een natierlech och wëssen als Europäesch Unioun, wat ech gëschter versicht hunn ze soen, dass d'Aarmut an Ägypten virherrschet selbstverständlech, wou Milliounen a Milliounen Leit mat manner wéi engem Dollar ze liewen hunn - dat ass e Fait -, an dass mer do muss probieren, alles ze maachen als Europäesch Unioun, fir wirtschaftlech ze hëllefen, dass dat Land eng ekonomesch an och eng sozial Zukunft kritt.

A Libyen wëilt ech vläch lech soen, awer och dem Här Urbany - wann ech mer dat därefer erlaben, dat och direkt ze maachen -, dass mer et jo bei Libyen trotzdem fäerdegbruecht hunn als international Gemeinschaft, no 42 Joer Diktatur ze versichen, dass weinstens eng Méiglechkeet besteet, dass déi Leit, déi do liewen, eng Chance hunn, fir selwer kënnen ze bestëmmen, wien, awer och wéi se solle regéiert ginn. Duerfir gesinn ech awer doranner wierklech ee positive Schrëtt. Et muss ee sech jo nëmme just an d'Haut versetze vun de Leit a Libyen, déi ënner dem Amboss do hu misse während véier Jorzéngte liewen, an hinnen eng Chance ginn.

Ech weess och, dass de Conseil national de transition, wou jo Spannege sinn, wou leider och den Här Jibril, dee fréier, also virun elo Premierminister war, net méi derbäi ass, mä wou awer - mengen ech - versicht gëtt, ze verstoen, dass just mer müssen drop pochen als déi, déi jo gehollef hunn an Europa, fir dass déi Transition do zustane kënn, dass d'Charta vun den Nations unies, dass d'Mënscherechter respektéiert ginn. An do si mer awer net op engem Wee, wou elo do guer keng Aussicht ass.

Ech géif och mengen, dass d'Cour pénale internationale, wat Dir gefrot hutt, Här Braz, do si mer absolut eens an der Europäescher Unioun, dass dat d'Haaptzil muss sinn, fir dee Wee anzuschloen.

Natierlech, Dir kënn net de Libyer vu viran diktieren a soen, dass si eigentlech guer kee Recht hätten, well se ni an deene 40 Joer en Tribunal haten, eng Justiz haten, fir selwer och da Riichter ze sinn iwwert déi, déi esou vill Misär an deem Land gemaach hunn.

Wat Syrien ugeet, do ass jo eng interessant Entwécklung elo, wou och een Iwwergangsstadium sech op d'Bee setzt. Deen Iwwergangsstadium ass sech net ganz eens nach, deen ass zum Deel och zerstridden. Mä do gëtt jo versicht, och

virun allem gëtt awer gehollef vun den Türken do, fir eng Unitéit erauszekréien. Dir hutt gesinn, dass zu Berlin schonn ee vun de Leadere vun deem Conseil national de transition, wann ech esou därefer soen, empfaang ginn ass.

Awer bei Syrien zielt nëmme eent, wat wichtig ass. Haut zu Rabat waren d'Ausseministere vun der Arabescher Liga zesammen. Déi Ausseministere vun der Arabescher Liga verstärken den Drock op de Regime. Dat heescht, d'arabesch Welt, mat vläch e puer Ausnahmen - Jemen, an eventuell och e weineg Zécke vun der Algérie, an de Libanon -, mä dass do awer eng grouss Unitéit ass, fir Drock ze maachen op Syrien. An ech mengen, dat kéint awer wierklech Bewegung erabringen an och de Regime esou schwächen, dass e géif abriechen.

Bei de Ratingagencen, dat huet den Här Fayot ugeschwat an och aner Kollegen hei, ech fannen, gëschter huet et nach e weineg besser ausgesinn, well ee jo effektiv geduecht huet, dass den Här Barnier kéint sech duerchsetzen a soen, dass, während enger Period, wou Restrukturierungen an engem Land stattfannen, do net därefer d'Ratingagence da kommen a bewäerten. Dat schéngt awer logesch ze sinn, wann een dat iwwerleet.

Mä leider sinn do e puer Länner, ugefouert vun England, Schweden an anerer, déi gebremst hunn. De Kommissär Barnier huet gesot, et ass net ganz vum Dësch. Mä trotzdem ass dat dote vläch net dat, wat och d'Europaparlament erwaart huet. Wann een d'Reaktiounen vum Europaparlament kuckt, da gesäit een, dass do nach net alles giess ass.

Déi Finanztransaktionssteuer, ech hunn dat mat Intérêt hei nogelauschert, an do gëtt et keng Nuancen téschent der Chamber, deenen, déi geschwat hunn, an der Regierung. D'Regierung ass fir eng Finanztransaktionssteuer, wéi d'Madame Err gesot huet, um Niveau vun deene 27. An déi Finanztransaktionssteuer soll jo an eisen Aen eng Ressource propre gi fir de Budget vun der Europäescher Unioun. Dat ass dat, wat mer als Linn hunn. An do marschieren mer zesammen, fir do eng Léisung ze fannen.

Dann, wat d'Madame Err nach gesot huet - wann Der wëllt -, dass mer nëmme zesammen eppes duerstellen an Europa, wa mer och zesummestinn. Dat ass evident.

Mä, wat ech vläch awer wollt soen: Mir hunn heiansdo d'Tendenz ganz staark, d'Madame Ashton ze kritisieren, d'Cathy Ashton ze kritisieren. Mä et ass awer esou, dass zum Beispill bei de Fraerechter, wann een d'Billier kuckt vun Tripolis vun leschte Sonndeg oder Samschdeg an och déi Efforten, déi se eis erzielt huet, fir zum Beispill jo e deene Länner awer de Frae virun allem jo e gewësst Selbstbewusstsein ze ginn, dass och si net nëmme musse mathëllefen, mä och solle mathëllefen, an dass se mat agebonne ginn, dat schéngt mer jo eppes ze sinn effektiv an deene Länner, wou, wat d'Madame Err zu Recht gesot huet, fir d'Fraerechter awer och vun der Europäescher Unioun do e Push kéint kommen an déi richtig Richtung. An dat mécht d'Madame Ashton awer mat enger Tenacitéit an alle Länner, déi ganz remarquabel ass.

Ech wëll vläch, fir ofzeschlëssen, nach e Wuert soen. Also jo, den Diktator! Also ech géif dat heite soen: Weder als Eierebuergermeeschter vu Stengefort nach als Ausseminister ginn ech mer d'Méi, och wann heiansdo där Diktatore mer jo duerch d'Gräpp lafen - dat ass esou. Ee vun deenen, dat war zu Bischkek a Kirgistan. Dräi Deeg, nodeem e mech gesinn hat, huet en ofgedankt.

(Hilarité)

An ech hoffen, dass dat nach mat e puer esou geschitt.

Mä ech wëll awer zum Schluss nach eppes am Eescht soen, wat Der sollt awer och akzeptieren als Vertrieeder vun der ADR. Ech fannen et net ganz gutt, wa mer hei eise Premierminister, de Jean-Claude Juncker, als President vum Eurogroup, dass mer global seng Aarbecht esou definieren, dass se net am Intérêt wier vu Lëtzebuerg.

Ech mengen, dat ass net nëmme falsch, dat kann ech net akzeptieren, mä dat ass och blesant. An duerfir solle mer do oppassen, dass mer awer wëssen, dass et Leit an der Europäescher Unioun gëtt, déi, bei aller Kritik, déi se selbstverständlech müssen erdroen, mä dass mer net operéieren mat esou schwaarzwäisse Sloganen. Dat ass net esou. Et ass eng ganz, ganz schwierig Situatioun, fir aus där Kris ze kommen, an et gëtt och Leit an der Europäescher Unioun an och hei zu Lëtzebuerg, déi sech awer all Méi ginn, fir dass Europa eraus-



kënn aus där Kris. An dat solle mer och respek-
téieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aussemi-
nister. Domadder wiere mer och um Enn vun
dëser Debatt.

6. Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire

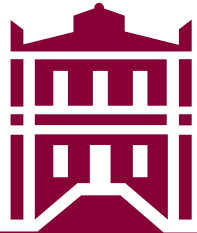
Ech wollt just nach prezisiéiere par rapport zu
der Ännerung an der Présidence vun der DP-

Fraktioun, datt déi eréischt effektiv gëtt den 29.
November. Sou datt dann och eréischt vun do
un den Här Claude Meisch an der Conférence
des Présidents an an der Commission de
Contrôle parlementaire du Service de Rensei-
gnement de l'État den Här Xavier Bettel wäert
ersetzen.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung
ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou
Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.21 heures)



SÉANCE 6

JEUDI, 17 NOVEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- 6244 - Projet de loi:
 - portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;
 - modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines
 - *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
 - *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
 - *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
 - *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Fernand Kartheiser, M. Nicolas Schmit*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- Dépôt d'une motion par M. Alex Body
 - *M. Alex Body*
- Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet
 - *Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)*
 - *Débat: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger (dépôt d'une résolution), M. Ben Fayot, M. Jean Colombara*
 - *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
 - *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
 - *Résolution 1: M. Ben Fayot, M. Eugène Berger*
 - *Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)*
- Motion de M. Alex Body sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz
 - *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung
op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze
maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun
haut hu mer de Projet de loi 6244, eng Direk-
tiv, déi d'Gesetz iwwert d'Maschinen ofännert.
Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festge-
luecht. Bis elo huet nach kee Riedner sech
ageschriwwen. D'Wuert kritt also elo de
Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen
Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

1. 6244 - Projet de loi:

- **portant transposition de la direc-
tive 2009/127/CE du Parlement
européen et du Conseil du 21 oc-
tobre 2009 modifiant la directive
2006/42/CE en ce qui concerne les
machines destinées à l'application
des pesticides;**

- **modifiant la loi du 27 mai 2010 re-
lative aux machines**

**Rapport de la Commission du Travail et de
l'Emploi**

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Här
Président, Dir Dammen an Dir Hären, Enn
Abrëll d'lescht Joer hu mir an der Chamber déi
sougenannte Maschinnendirektiv 2006/42 an
nationaalt Recht emgesat, wou all Maschinen
oder Geschier bestëmmten Normen erfüllen
mussen, am Sënn fir d'Gesondheet vu Mënsch
an Ëmwelt ze protegéieren. Mat deem haut vir-
leienden Text erwidert sech d'Léiglatioun och
op Maschinen, déi Pestiziden - op Däitsch
„Schädlingsbekämpfungsmittel“ - verstreeën.

Mä komme mer awer nach kuerz do vir-
drun op déi initial Maschinnendirektiv zréck. Vu
dass déi meescht Memberstater national Sécher-
heitsnormen an d'Regelen, wat de Gebrauch an
d'Fabrikatioun vu Maschinen ugeet, an hire
Gesetzter festgehalen hunn, gouf et grouss
Ënnerscheeder an der Europäescher Unioun. Fir
dës Villfalt vu Regelungen EU-, weltwäit
d'selwecht ze gestalten, hunn d'Europäesch
Parlament an den Europäesche Conseil d'Direk-
tiv 2006/42 ausgeschafft.

Den Haaptobjektiv vun dëser Direktiv ass also
eng technesch Harmoniséierung an eng déif
gräifend Normalisatioun (veullez lire: Norméie-
rung) vun alle Maschinen, déi an der Europä-
escher Unioun zirkuléieren a gebraucht ginn,

dat souwuel zu industrielle wéi och zu privaten
Zwecker. Duerch dës Harmoniséierung garan-
téiert d'Direktiv och d'libre Circulation vun de
Maschinen um ganzen europäesche Maart a
fixéiert kloer Fuerderungen, fir d'Gesondheet
an d'Sécherheet vun deene Leit ze sécheren,
déi mat dëse Maschinne schaffen.

Virum Gebrauch vun enger Maschinne soll dofir
jiddweree sech vergewësseren, ob dat Zeechen
CE drop ass. Dëst bedeit „conformité europé-
enne“. Ech hunn et, Här President, emol nach
eng Kéier matbruecht, fir eng Kéier ze weisen,
wéi et ausgesäit, wat op all Maschinne soll sinn.

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Gëtt et dat nëmmen am
Schwaarzen?

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Jo.

► **La même voix.**- Ma dat fannen ech awer
net gutt.

(Hilarité)

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Dëst
bedeit, wéi gesot, „conformité européenne“ an
ass dat offiziellt Zeeche fir all Wuer, déi konform
zu den europäeschen Normen ass.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, setzt d'Di-
rektiv 2009/127 ëm a complémentéiert
(veullez lire: complétiert) domat d'Gesetz
iwwert d'Maschinne vum leschte Joer vum 27.
Mee 2010. Wa bei deem Gesetz vum leschte
Joer e Kader fir d'Sécherheits- an d'Gesond-
heitskritäre generell fir d'Maschinen an Occa-
sionsmaschinen opgestallt gouf, sou konzen-
tréiert sech den hei virleiende Gesetzestext spe-
ziell op Maschinen, déi agesat gi fir d'Applika-
tioun ebe vu Pestiziden.

D'Zil ass, d'Gesondheet vun de Leit, déi mat de
Maschinne schaffen, déi Pestiziden applizéie-
ren, esou gutt wéi méiglech ze schützen. Na-
tierlech stellt d'Applikatioun vu Pestizide gene-
rell eng eescht ze huelend Gefor fir d'Gesond-
heet vu Mënsch, Déier an och fir d'Ëmwelt
duer. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass
d'Konzeptioun, d'Fabrikatioun an den Entretien
vun esou Maschinne kloer geregelt a kontrol-
léiert sinn, fir déi schiedlech Effekter op e strikte
Minimum ze reduzéieren.

D'Direktiv-Kader 2009/128 féiert prezis Regeln
a fir d'Inspektioun an den Entretien vu Material,
dat vu professionnelle Leit benotzt gëtt, fir Pesti-
ziden ze applizéieren. De virleiende Gesetz-
estext féiert an deem Sënn spezifesch Fuerderun-
gen an, fir de Schutz vun der mënschlecher
Gesondheet an der Ëmwelt esou effikass wéi
méiglech ze garantéieren.

Här President, elo kann ee sech awer froen, fir-
wat ausserhalb der normaler - fir se emol esou
ze nennen - „Maschinnendirektiv“, déi mer
d'lescht Joer gestëmmt hunn, bei den heitege
Pestizidmaschinen extra huet misse léigiféiert
ginn.

Normal üblech Maschinne mussen esou gebaut
sinn, dass se sécher sinn, wa mat hinne ge-
schafft gëtt. Huele mer als Fallbeispill eng
Kreessee, déi, wa se fonctionnéiert, net dierf
d'Seeblat verléieren - lassgoen an esou weider.
Mä wann dës Maschinne erëm aus ass an de
Stecker erausgezunn ass, ka keng Gefor méi
vun där Maschinne ausgoen.

Den Ënnerscheid, ëm deen et bei dësem Ge-
setz haut hei geet, ass, dass d'Pestizidmaschin-
nen och dann nach, niewent där Sécherheet,
déi virdu gefuerdert ass, kee Schued duerch
d'Technik vun der Verstreung vun de Pestizid-
mëttelen uriichten dierfen - zum Beispill duerch
d'Produziéiere vun enger Donstwollek vun de
Pestiziden -, domat d'Gesondheet vun Mënsch
gefärdert, grad wéi bei den Déieren, oder
keng Tracen op Plazen hannerloossen - Bëton
oder Placken an esou weider - an och keng Be-

laaschtung fir d'Ëmwelt duerstellen dierfen,
zum Beispill e Schued fir d'Grundwaasser.

Well et sech bei de Pestiziden ëm phytophar-
mazeutesch Produiten handelt, déi also staark
toxesch sinn an domat geféierlech fir Mënsch,
Déier an Ëmwelt sinn, ass ebe ganz genau do-
rop opzepasst. Phytopharmazeutesch Pro-
duite sinn och genau definéiert am CE-Regle-
ment 1107/2009 vum 21. Oktober 2009.

Scho bei der Konzeptioun a Konstruktioun vu
Pestizidmaschinen - an dorëms geet et an dë-
sem Gesetz - muss de Konstrukteur no prezise
Kritären eng Evaluatioun maachen, ob de
Risque vu Gesondheetsschied besteet. Zum Bei-
spill muss kloer nogewise ginn, dass d'Ma-
schinn keng Fuiten huet, also de Pestizidproduit
während der Applikatioun net aus engem Ma-
schinnendeel sabbelt, esou weider op de Bue-
dem leeft, an de Buedem, d'Grundwaasser an
esou weider.

Och mussen d'Pestizidmaschinen esou gebaut
sinn, dass de Pestizidproduit einfach gefëllt an
och erëm eidel ka gemaach ginn, ouni dass al-
les derlaanscht leeft an esou weider, evapo-
réiert, etc. an domat eng Gefor géif duerstellen.
Esou muss och den Dosage vun Pestizidmëttel
prezis kënnen agestallt ginn, dass en och prezis
an homogen zugläich do sprézt, wou een dat
wëllt, mat entsprecheden Düsen zum Beispill.

Ënner Ëmstänn kann et esou wäit goen, dass
deemno, wat fir e Mëttel applizéiert gëtt, den
Numm vun Pestizidproduit souguer op der
Maschinne kann a muss markéiert an och kann
agestallt ginn.

Wann Der also industriell, wéi an engem Baue-
betrieb, oder privat bei lech doheem Planzen
a Beem géint iergendwellech Insekte sprézt,
musst Der selbstverständlech déi entspreched
Virsiichtsmaassname respekéieren, déi op der
Notice vun der Maschinne stinn, mä awer och
ëmmer kucken, ob dat virdu gewissem CE-Zee-
chen op dem Apparat och drop ass. Da sidd
Der nämlech sécher, dass d'Maschinne och sé-
cher ass.

Sollt d'CE-Zeechen net drop sinn, an dat gëllt
fir all Maschinen, da mellet dat wann ech gelift
bei der ITM, der Inspection du Travail et des
Mines, well all Maschinne d'CE-Zeechen inner-
halb vun der EU muss hunn, am Sënn vun der
Sécherheet fir Mënsch, Déier an Ëmwelt.

Här President, mat deem Gesetz vun haut gëtt
d'Gesetz vun der initialer Maschinnendirektiv
vum 27. Mee 2010 op déi speziell Applikatioun
vu Maschinen, déi Pestizide verstreeën, uge-
passt. Et ass am Artikel 5 virgesinn, dass dëst
Gesetz ab dem 15. Dezember 2011 en vigueur
ass.

An domat ginn ech den Accord vu menger
Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech
Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här
Rapporteur Merci.

Et huet kee Riedner sech ageschriwwen. De
Rapporteur war och méi wéi kloer. Ech ginn
och net dervun aus, datt d'Regierung nach ep-
pes wëllt dozou soen, esou dass d'Diskussioun
ofgeschloss ass a mer direkt zur Ofstëmmung
iwwert de Projet de loi kommen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dis-
pense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi per-
sëinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun.
De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6244 ass ugeholl mat 59 Jo-
Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-
Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doer-
ner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme
Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen,*

Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombero) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6306 iwwert d'libre Circulation des personnes. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Bettel, den Här Kartheiser an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet de loi ännere mer eist Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre Circulation vum de Persounen an d'Immigration, also kuerz, wat mir hei eist „Immigrationsgesetz“ nennen. Dës Ännerung, déi ass néideg ginn, well mer mussen eng Direktiv, d'Direktiv 2009/50/CE vum 25. Mee 2009, an eist nationaalt Recht transposieren.

Dës Direktiv, a wann ech den Titel zitieren, wéist Der schon, em wat et geet, seet, regelt d'«conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié». Et ass also eng Direktiv, déi d'Migration vum den Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstate favorisieren soll. Hir Conditions d'entrée an de séjour sollen an Europa harmoniséiert ginn, an awer och soll d'Mobilitéit vum den Travailleurs hautement qualifiés innerhalb vum der Europäescher Union gefordert ginn.

Et geet also drëm bei där Direktiv, der Europäescher Union hir Capacitéit ze renforcieren, fir méi Leit aus Drëttstaten unzeziehen, fir eben héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an der Europäescher Union ze besetzen. Fir dat Zil ze erreechen, gëtt dofir an der Europäescher Union eng sougenannten „blue card“ agefouert, déi sech un där amerikanescher „green card“ inspiereert.

Mir liewen haut, Här President, dat wësse mer all, an enger ëmmer méi globaliséierter Welt mat ëmmer méi Échanges commerciaux an och ëmmer méi Interdependenzen tëschent deene verschiddenen Ekonomien. An dëser Welt sinn déi sougenannten „travailleurs hautement qualifiés“ och e ganz wichtege Kompetitivitätsfaktor.

An deene meeschten EU-Länner stelle mer eng Baisse vum de Gebuerterate fest an och eng Verälderung vum der Bevölkerung. Mir wëssen och, dass e gudden Deal vum der Croissance vum Emploi och deelweis op der Schafung vum héich qualifizierten Aarbechtsplaze berout. Et besteet also Handlungsbedarf an Europa, besonnesch wann ee weess, dass d'Migranten, déi héich qualifizéiert sinn, Destinatioun wéi d'USA, Kanada, Australien an d'Schwäiz virzée vis-à-vis vum der Europäescher Union.

Eist Land ass och vum där Pénurie vum Héichqualifizierten betraff duerch eben d'Importenz vum eiser Finanzplaz, duerch de Poids vum den

Entreprises de services, deenen hir Aktivitéit sech ëmmer méi an engem internationalen Umfeld ofspillen, an och d'Intensivierung vum der Relatioun mat Mäert, déi wäit ausserhalb vum der Europäescher Union leien. An d'Spezialisierung vum eiser Wirtschaft huet eben als Konsequenz, dass eise klassesche Réservoir, dat heescht, d'Résidenten hei am Land an déi aus der Grenzregion engersäits, an anerersäits d'Bierger aus deene 26 aneren EU-Länner, deelweis ausgeschöpft ass.

Dës Defizit kann also dann deelweis duerch héich qualifizéiert Leit aus Drëttlänner opgehuewe ginn. Mä ech wëll awer och remarquéieren, dass Europa muss weider u senger Wessensgesellschaft schaffen a se ausbauen, an ech wëll och ënnersträichen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eis bewosst sinn, dass eng „blue card“ net all Problemer ka léisen.

Eis Politik fir d'Schoulwiesen ze reformieren, eis Politik fir d'Uni weider auszubauen, eis Politik fir méi Doktoranden hei zu Lëtzebuerg auszubilden, eis Politik vum de Centres de recherche publics, eis School of Finance - an ech kéint nach vill aner Saachen opzielen, mengen ech -, dat sinn Efforten, déi mer maachen an déi derzou bäidroen, dass och d'Résidenten vum eisem Land kënnen esou héich an esou gutt wéi méiglech qualifizéiert ginn. An ech wollt ënnersträichen, dass mer wëssen, dass mer déi Efforté weider wäerte maache müssen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dat hikeréien!

Bei der Transposition vum der Direktiv iwwert dës „blue card“ brauche mer eist Immigrationsgesetz am Fong net elo déif gräifend ze änneren. Well wéi mer 2008 dat neit Immigrationsgesetz hei mat 60 Stëmme vu 60 Deputierten unanime ugeholl hunn, du louch eis schon d'Proposition vum där Direktiv, déi mer haut ëmsetzen - d'Direktiv ass vum 2009, mä d'Proposition war vum 2007 -, déi louch eis scho vir. Doduerch konnten d'Auteure vum deem Projet de loi deemools vum 2008er Gesetz scho ganz vill Dispositionen aus där Proposition de directive abannen, sou dass deen aktuellen Text vum 2008 et eis schonn erlaabt huet, en Titre de séjour ze gi fir d'Travailleurs hautement qualifiés.

An d'Zuelen, déi am Exposé des motifs vum deemem Projet de loi leien, beleen dat och. Ech wollt der zwou ervirsträichen: Am Joer 2009 ware vum 1.326 neien Openthaltsgenehmegungen hei am Land der schonn 107 ausgestallt gi fir sougenannten „travailleurs hautement qualifiés“, an am Joer 2010 ware vum 1.684 neien Openthaltsgenehmegungen der 125 fir Travailleurs hautement qualifiés.

De Projet de loi vum haut transposéiert also haaptsächlech déi Direktiv, vum där ech elo grad geschwat hunn. Mä derniewent ginn och nach eng Rei kleng Redressementer am Kapitel 2 vum 2008er Gesetz gemaach. Dat si Redressementer, déi sinn drop zréckzefieren, dass d'Kommission en Avis gemaach huet iwwer eist 2008er Gesetz, dat Gesetz analyséiert huet an dunn e puer Proposen un d'Regierung geschéckt huet. An déi Proposé sinn och mat an deem Gesetz hei verschafft.

De Projet de loi vum haut, deen huet en Article unique mat 27 Punkten. Vill vum deene Punkten an och vill vum deene wichtege Punkten handelen iwwert den Artikel 45 vum 2008er Gesetz. A bei deem Artikel geet et justement em déi Travailleurs hautement qualifiés. An dësen Artikel 45 gëtt och komplett remaniéiert, fir dass mer mat der Direktiv kompatibel sinn.

Den éischte Paragraph vum deem Artikel 45 zielt weiderhin d'Konditionen op, wéi ee kann esou eng „blue card“ kréien. Niewent de Bedéngunge vum Artikel 34 vum Gesetz, dass ee selbstverständlech muss e Pass an e Visa hunn, muss dee sougenannten „héich qualifizierten Drëttstaatter“ och e Contrat de travail virweisen an natierlech derniewent en Dokument, dat attestéiert, dass en héich qualifizéiert ass, fir de Bedéngunge vum deem Aarbechtskontrakt gerecht ze ginn, oder dass en déi néideg Diplomer oder déi néideg Qualifikatiounen huet, wann et sech géif em eng Profession règlementée handelen.

Et ass och festgesat am Gesetz, dass den Travailleurer hautement qualifié e bestëmmte Salaire kréie muss. D'Direktiv schreift vir, dass de Salaire op d'mannst 1,5-mol den duerchschnëttleche Lohn vum betreffende Memberstat si muss. A wéi bis elo wäerte mir och dat an engem Règlement grand-ducal festleeen - dat war schonn an engem Règlement grand-ducal festgeluecht -, dat muss mir dann och nei festleeen.

Den Artikel 45 kritt och en neie Paragraph 2, dee wichtege Definitionen opzielt: den Emploi hautement qualifié, d'Diplomer vum Enseignement supérieur, d'Expérience professionnelle, an deen och nach eng Kéier erënnert, wat enger Profession règlementée fält.

Et ginn och am Paragraph 3 vum deem Artikel 45 eelef Fäll genau opgezielt, déi net a Fro géife kommen, fir esou eng „blue card“ ze kréien.

E ganz wichtege Punkt, mengen ech, ass och hautzudags de véierte Paragraph, wou et em sougenannten „garanties procédurales“ geet. Ech mengen, den Demandeur kritt do gewësse Rechter. De Minister muss bannent 90 Deeg seng Décisioun dem Demandeur bekannt ginn.

Den Titre de séjour, deen also fir d'Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstaten ausgestallt gëtt, deen heescht „Carte bleue européenne“. Den Demandeur vum där Kaart muss och beweisen, dass en zu Lëtzebuerg e Logement huet. Dës Kaart ass fir zwee Joer gültig.

Dës zwee Punkte sinn an deene verschiddenen Avisen, déi mer kritt hunn, diskutéiert ginn, an och an der Kommission hu mer déi diskutéiert. Wat d'Durée ubelaangt, gesäit d'Gesetz zwee Joer vir. D'Direktiv erlaabt allerdéngs bis zu véier Joer. De Conseil d'État hat sech fir dräi Joer ausgeschwaten an d'Chambre de Commerce huet sech fir véier Joer ausgeschwaten.

Wann een elo d'Gesetz net am Ganze kuckt an och net déi verschidden Dispositionen am Detail analyséiert, géif ee mengen, mir wäeren elo méi streng ginn oder mir géifen no hanne goen, well am 2008er Gesetz hat den Titre de séjour fir d'Travailleurs hautement qualifiés eng Durée vum dräi Joer. Mä mir hunn eis fir eng Gültigkeit vum zwee Joer ausgeschwaten, well dës Durée vum zwee Joer coincidéiert mat der Durée, wou den Détenteur vum där sougenannter „blue card“ nëmmen e limitéierten Accès op den Aarbechtsmaart kritt. No deenen zwee Joer - an dat ass nei - a wann d'Kaart renouvéiert gëtt, bénéficiéiert déi concernéiert Person vum enger Gläichstellung mat de Lëtzebuerger a mat deenen aneren EU-Bierger, wat den Accès op den Aarbechtsmaart ueget vum deenen Héichqualifizierten.

Ech hunn dat - an dat hate mer och an der Kommission diskutéiert - e bësse méi am Detail am schrëftleche Rapport explizéiert, net fir dass gemengt kéint ginn, mir géifen hei e Schrëtt no hanne goen.

D'Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, iwwerhëlt och d'Dispositionen vum der Direktiv, déi d'Mobilitéit vum den Travailleurs hautement qualifiés an der Europäescher Union verbessern. Sou kann - ech ginn e Beispill - zum Beispill en Travailleurer hautement qualifié no 18 Méint legalem Séjour an engem Memberstat och an engem zweete Memberstat mat esou enger Kaart schaffe goen op enger héich qualifizierter Aarbechtsplaz.

D'Gesetz hëlt och aus der Direktiv déi méi favorabel Konditione fir de Regroupement familial. Wat och interessant ass: D'Gesetz erlichtert et och zum Beispill, fir de Statut vum Résident de longue durée ze kréien, well déi Perioden, wou een an anere Länner vum der EU legal residéiert huet, kënnen do zesummegerechent oder zesummegezielt ginn.

Wat och interessant ass: E fréieren Détenteur vum der Carte bleue, deen dann duerno de Statut vum Résident de longue durée kritt, dee kann och d'EU fir 24 Méint verloossen, ouni säi Statut ze verléieren. Ech mengen, dat ass eng wichtege Disposition, besonnesch wann een déi Disposition am Kontext vum der Migration circulaire gesäit.

Dat erlaabt et nämlech engem betreffenden héich qualifizierten Drëttstaatter, a besonnesch wann en aus Entwécklungsänner kënn, dat Wëssen, wat en hei op enger Aarbechtsplaz kritt huet, och zréck a säi Land ze bréngen, emol erëm kucken ze goen, wéi a sengem Land d'Situatioun sech entwéckelt huet, versichen ze goen a sengem Land erëm Fouss ze faassen, ouni dass en déi Angscht muss hunn: „Wann s de eng Kéier Europa verléiss, dann huet de keen Accès méi zu Europa zréck.“ Esou dass ech dat am Kontext vum der Migration circulaire eng ganz interessant an eng ganz wichtege Disposition fannen.

Erlaabt mer zum Ofschluss ganz kuerz nach eng Kéier op déi verschidden Avisen zréckzuegoen.

De Statsrot fänkt a sengem Avis u mat engem relativ interessante Cooperativ tëschent der amerikanescher „green card“ an der europäescher „blue card“. Am Groussen a Ganzen hat de Statsrot am Fong keng negativ Remarque gemaach.

De Statsrot huet eng Rei vum Textproposé gemaach, déi mer an der Kommission en détail mat de Vertreter vum der Regierung duerchgaange sinn a wou mer zum groussen Deel och déi Textproposen iwwerholl hunn. Genau Detailler kënn Der am schrëftleche Rapport noliessen.

D'Chambre de Commerce - ech hat dat schonn ugeschwat, déi Diskussioun iwwert d'Durée -, déi hätt natierlech eng Durée vu véier Joer léiwer gesinn. Si hätt och léiwer gehat, dass net

nëmmen eleng den Demandeur, also den Travailleurer hautement qualifié seng Demande maache kann, mä dass och kéint de Patron, den Employeur déi kéint maachen. Awer ganz positiv reagéiert d'Chambre de Commerce iwwert de Fait, dass mer am Gesetz kee Quota maximal, also keng Maximalquot agefouert hu fir d'Admissioun vu sougenanntenen Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstaten.

Här President, ech wollt och nach erwähen, dass mer als Kommission dem Statsrot de 7. November e Bréif geschriwwen hunn, an deem mer kleng Erreur-matériel redresséiert hunn. Dës Feeler, déi hu mer och natierlech dann am Text, wéi en hannen an engem Rapport steet, verbessert, esou dass den Text, wéi mer en haut ofstëmme, elo ouni déi kleng Erreur-matériel ass. Mir hunn och e klengen Toiletage de texte gemaach, dass mer all Kéiers do, wou nach „CE“ stoung, „UE“ geschriwwen hunn. Dat just nach zur Informatioun.

Ech géif mer dann erlaben, zum Ofschluss den Accord selbstverständlech vum der LSAP-Fraktioun hei ze ginn, an ech hoffen, dass deen Text hei vum lech all gestëmmt gëtt. Ech well drun erënnere, dass mer 2008, wéi mer jo d'72er Gesetz nei gemaach hunn, eist Immigrationsgesetz, dat ass hei am Haus mat 60 vu 60 Stëmme ugeholl ginn. Ech fannen dat formidabel, dass mir hei an engem Land sinn, wou mer kënnen an der Immigrationspolitik zesumme mat der Regierung am Dialog an der Kommission e Gesetz maachen, wat op engem sensibelen Thema wéi der Immigration vum all Mënsch gestëmmt gëtt.

A vu dass et sech haut hei jo em eng liicht Ermänerung nëmme vum deem Gesetz handelt, hoffen ech selbstverständlech, dass och haut hei all Mënsch dat Gesetz ka matstëmmen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Marc Angel. Als éischt Riednerin ass d'Madame Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vum onser Fraktioun am Alleréischten dem Rapporteur Marc Angel Merci soe fir säin explizite Rapport an och seng engagéiert Schlussfolgerung. Mä dat si mer jo vum him gewinnt.

Den Europäesche Conseil an d'Europaparlament hu sech 2005 virgeholl, all déi Problemer, déi mat der legaler Migration am europäesche Raum ze dinn hunn, unzepaken, an zwar betreffend Saisonsaarbechter, déi Stagiären, déi an der glécklecher Lag sinn, eppes ze verdéngen, déi Leit, déi sech ausserhalb vum hire Länner, awer innerhalb vum hire Firmen déplacieren, a schliesslech déi, iwwert déi mer haut schwätzen, nämlech iwwert déi europäesch „blue card“, also d'Séjouré vum héich qualifizierten Persounen.

Et geet der Europäescher Kommission drëm, dës héich qualifizéiert Aarbechtskräften och an Europa ze lackelen, well et de Moment esou ass, wéi et den Här Angel scho gesot huet, dass se sech éischter vum anere Länner uegezu fillen. De Franco Frattini hat d'Ziffere presentéiert. Während op där enger Säit 85% vum den net qualifizierten Aarbechter an d'Union kommen an nëmme 5% an d'Vereenegte Staten, sinn et 5% vum den héich qualifizierten Aarbechtskräften, déi Europa unzitt, géint 55%, déi an d'Vereenegte State ginn. Och aner Länner wéi Kanada, Australien oder d'Schwäiz si méi attraktiv wéi mir.

Wat déi wirtschaftlech Innovatioun an Europa ubelaangt, geet et awer hei drëm, och där gudder Gehirer heihinner ze kréien. Besonnesch wann een ons demographesch Zukunft betruecht, wäerte mer an Zukunft den Zouwuess vu bausse batter néideg hunn an deenen nächste Jorzéngten. De Manuel Barroso huet gesot, mat der „blue card“ géif Europa e ganz kloert Zeeche setzen: Héich qualifizéiert Migrante sinn och bei ons wellkomm.

Och onst Land huet sech a leschter Zäit wederbeweegt a Richtung Innovatioun an Diversifikatioun mat deene sougenanntene Kompetenzischen. An hei wéilt ech als exzellent Beispill d'Biomedezin nennen. Dës Aktivitéiten hunn e massive Besoin un héich qualifiziertem Personal mat sech gezunn. An dëser Leit hu mer ebe leider net nëmmen net genuch hei am Land, mä d'Rekrutierung iwwerschreit oft d'Grenze vum der Europäescher Union.

Wéi de Rapporteur et scho richtig gesot hat, hate mer als Land an onser Gesetzgebung där Proposition de directive scho Rechnung gedroen an d'Awanderung vun deene Leit, déi mer an deenen Domäne gebraucht hunn, am Gesetz vun 2008 méi flexibel gestalt. Dëst Gesetz gëtt also elo ergänzt vun deem heiten, wat nach an e puer Punkten der richteger Direktiv, also net der Proposition, déi 2009 erauskomm ass, Rechnung dréit.

Déi wesentlech Neierunge sinn: d'Afféierung vun der europäescher „blue card“, déi dann, wéi mer hoffen, en eschztzehuelende Konkurrent fir déi amerikanesch „green card“ soll ginn, awer och eng Rei vun anere Moosnamen, déi et erlaben, d'Famillje méi einfach zesammenzeféieren. Den Accès soll also weider erlichert ginn.

D'Leit vum Terrain bestätegen, dass et säit dem 2008er Gesetz méi einfach ginn ass, Leit anzustellen. D'Délaie vun der Bearbechtung vun den Dossiere si wesentlech erofgaangen, dat awer och dank där gudder Kollaboratioun an der Motivatioun vun deenen zoustännegen Administratiounen hei zu Lëtzebuerg.

Mä verschiddelech gëtt et awer nach e puer Problemer op deem Wee. Et ass schliesslech och drëm gaangen, an deem Gesetz d'Konditiounen, fir eng „blue card“ ze kréien, an deenen europäesche Länner ze harmoniséieren.

Si gëtt déi éischte Kéier fir zwee Joer ausgestellt. Während dëser Zäit mussen eventuell Ännerunge vun der berufflecher Situatioun vun der Administratioun genehmegt ginn. No 18 Méint kann den „blue card“-Besëtzer schon an en anert europäescht Land migréieren a schaffe goen. D'Kart ass erneierbar, an no fénnef Joer kann de Kandidat de Statut de résident de longue durée kréien.

Déi aner Neierung ass déi vereinfacht Familienzusammenféierung, déi dann och net op bestueten oder gepacste Koppele begrenzt ass, mä och op bestoend aner Partnerschaften, esou wäit se schon am Ursprungsland bestanen hunn. Dës Persounen kënnen dann och eng Aarbechtsgenehmigung kréien; also déi Persounen, déi matkommen.

Dat ass ouni Zweifel e wichtege Punkt fir d'Attraktivitéit vun der Offer hei bei ons, well wie wëllt scho jorelaang ouni seng Fra oder säi Mann an ouni seng Kanner am wäiten Ausland liewen, och wann et em e gutt bezuelten Job geet?

Iwwert d'Konditiounen, notament wat d'Héicht vun de Revenuen ubelaangt, hat den Här Angel scho geschwat. Hei gouf et um europäesche Plang am meeschten Diskussiounen, well hei natierlech d'Definitioum vun héich qualifizierten Aarbechter mat drunhänkt. D'Referenz ass dofir de mëttlere Loun an deene Länner, well net all Land an Europa huet schliesslech esou wéi mir e Mindestloun.

En anere Punkt, dee mer awer och wesentlech schéngt, an dofir wëll ech en hei eraussträchen, och wann e sécher op onsem Lëtzebuerger nationale Plang manner spillt wéi um europäeschen: Et ass eben dee vum „brain drain“, der Flucht vun de Gehirer.

An deenen diverse Partnerschaften, déi mer agange sinn - an déi ech besser kennen, dat ass déi vun der Unioun vum Mëttelmier -, gëtt säit Jore vun de Südpartner d'Suerg ausge-dréckt an ëmmer erëm widderholt, dass hir héich qualifiziert Leit, déi op hir Fraisen zum Wuel vun hire Länner an hire Wirtschaften ausgebilt ginn, hinne verluer ginn duerch Jobofferen an deene méi räichen a méi entwéckelte Länner, obwuel si eigentlech an aneren Domänen ëmmer erëm op eng Liberaliséierung an eng Vereinfachung vun der Immigratioun pochen.

Och déi Europäesch Associatioun vun den Universitëten huet sech doriwwer Gedanke gemaach, wéi ee kann d'Vestrauen an d'Échan-gen, notament tëschent Europa an Afrika, förderen. Et ass esou, dass an zéng afrikanesche Länner méi wéi 40% vun hiren Universitären ausserhalb vum Land liewen, an dass net grad ee vun zwee afrikanesche Fuerscher an Europa leeft.

Et geet also hei drëm, dës Partnerschaften an Zukunft ze stäerken, fir a Kollaboratioun mat europäeschen Universitëten a Fuerschungszentren eng Kreesbewegung ze erlaben, also dass dës Leit och an hire Länner kënnen zur Weider-entwécklung bäidroen.

Dëse Bedenken huet déi europäesch Direktiv Rechnung gedroen, andeem si de Member-länner erlaabt, d'Direktiv an deene Secteuren, wou am Ursprungsland eng Pénurie besteet,

net ze applizéieren. D'Memberlänner kënnen och aus etheschen Ursachen eng individuell „blue card“ refuséieren, wann d'Kandidaten aus engem Land kommen, wou an deem Secteur eng Pénurie besteet. An d'„blue card“-Besëtzer - dat huet den Här Angel scho gesot - kënnen och länger Perioden ausserhalb vun der EU verbréngen, ouni hire Statut ze verléieren, dëst fir hir Mobilitéit ze erhéijen.

Voilà! Dat waren déi puer Gedanken, déi ech am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt mat hei an d'Diskussioun bréngen. Ech bréngen och heimadder den Accord vun onser Fraktioun zu deem Gesetz a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mergen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport, deen hei wierklech komplett war. Et ass gutt, dass mer dat Gesetz haut stëmmen. Dem Text no hätt een dat jo misse viru Juni 2011 maachen. Mir si jo scho bal an den Zäiten. Ech mengen, dat ass eppes, wat een och dann hei soll awer ervirsträchen, well dat déi lescht Zäit net ëmmer Usus ass.

Ech wëll och soen, dass ech frou sinn, dass den Här Angel Rapporteur war an den Här Schmit de Projet déposiert huet. Well ech ka mech erënneren 2004, wou d'Lëtzebuerger Sozialistesche Aarbechterpartei an der Opposition war, wou si déi Éischt, déi ëmmer gesot hunn: „Déi selektiv Immigratiounspolitik vun der CSV/DP-Koalitioun, dat ass net gutt. Mir brauche vun allem hei zu Lëtzebuerg.“ An haut selwer hu se de Minister an de Rapporteur.

Ech sinn iwwerzeugt, wann den Här Frieden haut op der Regierungsbänk géif sëtzen, fir dat heiten hei virzestellen, an den Här Wolter oder iergendeen aus der CSV-Fraktioun Rapporteur wär, dass dann d'Sozialistesche Aarbechterpartei vläicht net esou motivéiert gewiescht wär, wéi se dat haut ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer en delikate Sujet, well op där enger Säit héiere mer all Dag um Radio, dass verschidde Leit mussen zréck an hiert Land goen, well se do gebraucht ginn, fir d'Land nees opzebauen, well se an enger ekonomescher Situatioun sinn, wou se dohanne gebraucht ginn. A fir déi heite Leit soe mer: „Jo, wa se awer gutt sinn, da brauche mer se awer och an Europa.“

Et ass en delikate Sujet. Do muss ee sech wierklech froen, ob eng Fuite vun de Matière-grisen och a verschidde Länner net méiglech ass duerch esou Texter. Mä mir sinn eis selbstverständlech all eens: Mir wëllen och kucken, dass et eiser Economie gutt geet, a wa mer Leit hunn, déi hautement qualifizéiert sinn, da wëlle mer se och selbstverständlech mat oppenen Äerm empfanke. Wéi gesot, d'Avisé sinn do. Si sinn och positiv. Mir hunn och deemools Jo gesot - wéi den Här Angel scho gesot huet - a mir wäerten och haut Jo soen.

Ech gi just nach op zwee Punkten an. Deen ee Punkt, dee fir mech ganz wichtege och ass, dat ass selbstverständlech, dass de Partenariat dës Kéier och unerkannt gëtt. An ech wëll och der Regierung do Merci soen, dass do Efforté gemaach ginn. Et kann net sinn, dass et bei Mariage Facilitéte gëtt an beim Partenariat net.

Ech fannen et virun allem awer och wichtege fir dee méi Schwaachen, dee keng Autorisation de travail vläicht direkt kritt huet, wou säi Partner eng „blue card“ kritt huet, säi Mann oder seng Frau. Hautdésdags no enger Scheedung oder no enger Rupture vun engem Partenariat ass et net garantéiert, dass dës Persoun och kéint an engem Land bleiwen. Dowéinst ass et an eisen Ae ganz wichtege, dass dee méi Schwaachen da vläicht an der Koppel, deen net eng Aarbecht huet, déi héich bezuelt gëtt, awer dann och meetstens net gesot kritt: „Du kriss elo de Kuerf, mä du muss och nach deng Wallis paken.“ Fir eis ass dowéinst och déi dote Garantie eppes, wou mer der Regierung och Merci soen, dass se dat doten elo mécht.

Här President, wéi gesot, fir eis ass dat heiten en Text, dee wichtege ass, deen adaptéiert ass. Mä, wéi gesot, et muss een ëmmer oppassen, wéi een et formuléiert. Et muss een e richtegen Équiliber fannen tëschent deene Länner, net en totalen Export vun hirer Matière grise ze hunn, an op eiser Säit och als Europäer denken, dass mer Leit brauche mat enger héijer Qualifikatioun an dass déi och hei fir eis Economie gebraucht ginn. Dofir wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heite Projet stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech villmoos Merci. Ech wollt selbstverständlech wéi och meng Virriedner fir d'Éischt dem Här Marc Angel villmoos Merci soe fir säi wierklech ganz gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat Gesetz hei entsprécht engem objektive Besoin. Jo, mir brauchen hei am Land qualifizéiert, héich qualifizéiert auslännesch Aarbechtskräften - dofir stëmmt d'ADR och net géint dat Gesetz -, mä et gëtt awer eng ganz Rei Kritikpunkten. An dowéinst hu mir och decidéiert, fir eis ze enthalten.

E puer vun deene Kritikpunkte wëll ech lech haut hei presentéieren.

Deen éischten ass eng ganz prinzipiell Considératioun. Mir denken, datt et net onbedéngt un den europäeschen Instanzen ass, fir ze decidéieren oder Direktiven ze maachen, wien hei am Land dierf en Opendhaltsrecht hunn an enner wéi enge Konditiounen, mä datt dat prinzipiell eng national Kompetenz ass, fir dat ze decidéieren.

Dat Zweet ass, mir hunn hei, an dat ass schon e puermol gesot ginn, an Europa eng schwieereg demographesch Situatioun. Mir hätte gär dofir eng ganz voluntaristesche Politik, fir méi Kanner hei an Europa an och hei am Land ze hunn. Mir brauchen net all Problem iwwer Immigratioun ze léisen. Mir sollte villméi derfir suergen, datt mir eng Familljepolitik hunn, déi derfir suert, datt mir net e Land sinn, wat ver-eelst, mä en dynamesch a jonkt Land. Dat ass eng Erausforderung fir d'Politik. Dat ass dee Wee, dee mir wëllen als ADR proposéieren, éischter wéi datt mer a Richtung Immigratioun denken.

Eng drëtt Saach, déi mer wëlle soen, ass, datt d'Préférence communautaire fir eis richtig a wichtege ass. D'Préférence communautaire soll gepréift ginn. Wa mer an der EU Bierger hunn, déi dat do, dee Besoin bei eis kënnen decken, da soll dat och esou sinn, datt mer e communautaire Citoyen virhuelen. Dat ass hei an eisen Aen net méi garantéiert, datt dee Prinzip géllt. An dat ass schued, an och dofir hu mer Bedenken, wat dat Gesetz ueget.

Véiertens, d'Referenz vum Mindestloun. Här Minister, Dir verstitt, datt ech mengen, datt dat net gutt verhandelt ginn ass. Mir brauchen, wa mer an enger europäescher Direktiv verhandelen, net onbedéngt Notiounen unzuhuelen, déi mir hei am Land net gebräichlecherweis benotzen, wéi zum Beispill eng Referenz op en duerchschnëttleche Bruttoverdéngscht. Mir hätten och kënnen an de Verhandlungsoenen, datt dann déi Länner, déi e Mindestloun hunn, eng Referenz op hire Mindestloun kënnen doran hunn. Ech mengen, dat wär eng Saach vun der Verhandlung gewiescht.

Mir mussen elo Reglementer änneren, ob-schonn, wa mer besser verhandelt hätten, dat eiser Iwwerzeugung no net néideg gewiescht wär. Ech géif mengen, an dat deelt Dir warscheinlech och aus Ärer berufflecher Erfahrung eras, datt: Wie gutt verhandelt, dee kritt och herno e gutt Resultat.

De véierte Punkt, dee mer wëlle maachen, ass dee vun der Notioum vun der Main-d'œuvre hautement qualifié. Mir hunn e Problem vu Pénurie, och well den Niveau vun der Éducatioun hei am Land permanent erofgeet. Ech weess, den Här Angel huet hei mat Begeescherung opgezielt, wat mer alles un Infrastrukturen hunn, mä en huet domadder wëllen Niwwelbomme geheien, fir eppes ze verstoppen, wat mer awer all wëssen, nämlech datt den Niveau vun der Éducatioun vun eise Schoule permanent an dramatesch ofhélt.

Dat ass och den Hannergrond vun deenen Diskussiounen, déi mer am Abléck em d'Schoulpolitik hunn. Dat ass, datt vill Leit, notament bei den Enseignanten, awer och bei de Schüler, well déi em hir Zukunft fäerten, net méi bereet sinn, op deem do Wee matzuegoen. Mir hunn hei Chômage, och well eis Schoulen einfach net méi op deem Niveau sinn, wou se misste sinn.

An elo gi mer hin a mir maachen Immigratioun, fir dat ze kompenséieren. Och dat ass falsch. Genausou wéi mir antriede fir eng resolut Familljepolitik, triede mir a fir Schoule mat héijem Niveau, déi op engem Leeschtungsprinzip baséieren, an net op iergendwéi anere Konzepter, déi u sech laangfristeg de Schüler méi schueden, wéi se hinnen hëllef.

En anere Kommentar ass, datt den Niveau, deen hei virgesinn ass fir eng Main-d'œuvre hautement qualifié ganz einfach niddreg ass. Et kann een doriwwer och diskutéieren, wat a verschidde Beruffsberäicher gebraucht gëtt

oder wat net, mä e Bac + 3 ass net terribel héich. An ech weess net, ob mer eng Unanimitéit hätten, fir ze soen, datt wär wierklech hautement qualifié. Gutt, et hänkt vum Beruff of, et hänkt och vun der Beruffserfahrung of. Mä u sech ass dat elo net en Niveau, dee bestandrockend héich wär a woufir mer missten do „blue-carden“ oder „green-carden“, wéi och ëmmer, aféieren.

En nächste Punkt ass, datt mer alt erëm eng Kéier an der Émsetzung vun enger Direktiv méi wäit gi wéi déi Direktiv. Dat ass och hei gesot ginn, ech mengen, vum Statsrot: «En accordant une égalité de traitement après ces deux premières années, le Luxembourg va au-delà des exigences de la directive.» Och do froe mir eis ganz prinzipiell, ob mer net sollten op e Prinzip goe vun „toute la directive, rien que la directive“, ausser wann et an eise direktem nationalen Interessi wär, fir dat anescht ze maachen.

Mä prinzipiell: Firwat muss mer an esou Matière méi wäit goen, méi Konzessioune maache wéi dat, wat d'Direktiv eis virschreift? Souwuel an der Generositéit wéi och ëmgekéiert, inverse, datt mer déi Motiver, fir Reserve kënnen ze maachen, déi an der Direktiv awer virgesi waren, datt mer déi net all benotzen. Och dat ass explizit vum Statsrot a vun anere mentionéiert ginn, datt mer d'Motifs de refus net alleguer notze wëllen.

Dat sinn och wichtege Saachen do derbäi. Mir sinn net streng bei der Durée de résidence, mir sinn net streng am Fall, wou een an de Chômage fällt während senger Präsenz hei am Land, mir sinn allgemeng, fanne mir op jidde Fall, terribel generéis. Och do froe mer eis, ob dat wierklech néideg ass, ob mer eis domadder wierklech e Gefale leeschten oder net.

Et wär vläicht méi e grousst Gläichgewicht néideg, wa mer Direktiven emsetzen, tëschent der Evaluatioun vun engem communautaire Gesetzeswierk - wéi wäit mer dat brauchen -, ëmmer ofzeweie par rapport zu eise wierklech nationalen Interessen, ob déi och genuch gewahrt sinn, wa mer esou eppes emsetzen.

Dann nach en anere Punkt: Mir hu bei de Citoyens de l'Union européenne - et geet jo net nëmme em Drëtstaater hei an deem Gesetz, et geet jo och em EU-Bierger, déi heihinner kommen -, do ass eng wichtege Ouverture gemaach ginn. D'CSV ass ganz séier doriwwer ewechgaangen. D'Madame Mergen huet geschwat: „Jiddweng ass frou, wann e säi Mann respektiv seng Fra bei sech huet.“ Mä hei geet et méi wäit. Mir hunn hei engersäits eng Selbstverständlechkeet, dat heescht, datt bestuete Leit dierfen hire Partner matbréngen, hiren Ehepartner matbréngen, datt Leit, déi e Pacs hunn, och hire Partner kënnen matbréngen enner Konditioun vu Verifikatiounen an esou weider, déi mer dann eben hunn.

Awer mir ginn hei méi wäit: Mir ginn hei hin a mir soen, och déi Leit, déi an enger Unioun libre wunnen, dat heescht, déi weder bestuet nach gepacst sinn, déi einfach an enger Frëndschaft wunnen, oder wéi dat fréier gesot gouf, déi „gekummert“ woren - haut: hire Frënd eben oder hir Frëndin -, déi kënnen och heihinner kommen, ouni datt awer hiert Zesumme-liewen iergendeng legal Basis huet.

Dat ass awer elo eng Ännerung, déi och un eist gesellschaftlecht Liewen duerchaus erugeet. Ech mengen, do si Situatiounen, wou mir elo soen... oder wou mir Problemer hunn, fir ze iwwerpräiwen, ob do iwwerhaupt eng Relation durable tëschent deene Leit bestanen huet, ier se kommen.

Dat ass jo och nach am Ausland gewiescht deen Abléck, emol net hei am Land, an et ass net zu Onrecht, wou de Statsrot hofft, datt dat do net eng Source d'abus gëtt. A wann de Statsrot dat hofft - u sech ass et eng Gefor, déi en eis weist, de Statsrot seet: «...une source d'abus qui risqueraient de contrecarrer la volonté clairement exprimée d'une immigration contrôlée.» Dat heescht, datt mer do d'Dier opmaache fir Leit, déi einfach soen: „Ma ech hat eng Relation durable mat där an där Persoun“, an déi dierf och elo hei an d'Land komme mat allen Avantagen. «...et que l'examen du caractère durable d'une relation, de son intensité, de son ancienneté et de sa stabilité constituera une charge de travail administratif non négligeable et un exercice souvent alléatoire.» Dat ass de Statsrot.

Dat heescht, mir hunn hei eppes zougelooss, wat eis en administrative Problem kreéiert - wat u sech eppes ass, wat mir iwwerhaupt net kënnen verifizéieren, fir realistesch ze sinn - a wou mer dann och nach higinn a Kategorië vu Leit hei akzeptéieren, déi mer u sech net géifen akzeptéieren.

Do hu mer nogefrot an der Kommissioun: „Wéi ass dat do dann iwwerhaupt méiglech, datt et esou wäit kumt?“ Ma do ass eis gesot gi vum Verrieder vun der Regierung: „Dat ass am leschten Abléck an de Verhandlungen do



erakomm, op Wonsch vu verschiddene Länner."

Mä da froe mir eis: Mä de Lëtzebuurger Vertrieder, deen dosetzt - Dir, Här Minister, oder Äre Vertrieder -, muss deen dann do jo soen? Firwat kann deen dann net nee soen? Oder fir Lëtzebuerg eng Ausnahm maachen, oder fir aner Länner? Dir wësst dach, Här Minister, an Ärem Beruff wësst Der et, datt ee ka verhandelen. Et kann een nee soen zu Bréssel. Et kann een national Interessen an enger Verhandlung geltend maachen an et brauch ee keng Angscht ze hunn, fir dat ze maachen! D'Regierung soll dat maachen. Firwat muss mir elo hei an esou Risiken eralafen?

An net nëmmen dat: De Vertrieder vun der Regierung an der Kommissioun huet eis och nach gesot, datt mir net sécher sinn, ob déi Restriktionen, déi mir elo an dat Gesetz hei eragschriwwen hunn, nämlech, datt déi Relation durable soll mindestens ee Joer bestanen hunn oder datt e Kand do ass, e gemeinsam Kand, fir dat déi zwee eng Autorité parentale hunn - et ass besser, vun Autorité parentale ze schwätze wéi vu Responsabilitéit, well d'Kanner brauchen Autoritéit an net nëmmen Elteren, déi Verantwortung hunn, mä och Elteren, déi eppes ze soen hunn iwwer e Kand - Klammer zou...

Mä firwat muss mer dann elo higoen an déi Restriktionen, déi Lëtzebuerg nach dragesat huet - nämlech hei eng Relatioun, déi ee Joer dauert oder wou e gemeinsam Kand existéiert -, firwat muss mer dann elo nach fäerten, datt d'Kommissioun eis dat vläicht net gutthält - an dann nach eventuell e Prozess virum Europäesche Gerichtshaff! -, an eppes riskéieren, wat mir bis elo an eisem Ordre public hei iwwerhaapt net wollten toleréieren?

Dat do ass einfach schlecht verhandelt, Här Minister. Ech mengen net, datt Der eis haut kënn vum Contraire iwwerzeegen, well Dir hutt do keng materiell Argumenter. Op jidde Fall, mir enthalen eis.

► **Une voix.** - Den Traité...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gelif?

► **Une voix.** - Den Traité, deen Dir eigentlech och...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, iwwer europäesch Traité schwätze mer och nach ganz gär, mä vläicht elo net, well den Här Mosar, dee kuckt ëmmer ganz, ganz prezis op d'Auer, wann ech schwätzen.

Sou, an op jidde Fall, mir enthalen eis, Här Minister.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei Gesetz ass e Meilesteen an der Dereguléierung vum Lëtzebuurger Aarbechtsmaart, dee jo gläichzäiteg e regionalen Aarbechtsmaart ass. Dat seet an anere Wieder och d'Chambre de Commerce an hirem Avis, an deem se seet, dat hei wier eng Pierre angulaire fir d'Lëtzebuurger Économie.

Dat Gesetz geet dovun aus, dass et an der Groussregioun net genuch héich qualifizéiert Aarbechtskräfte fir eis Économie gëtt. Dat ass déi offiziell Begrënnung vun deem Gesetz hei. Déi Behauptung gëtt awer duerch keng konkret Donnéeën ënnermauert. Den Här Minister liwwert eis och keng konkret Zuelen, wou e beweist, dass déi fënnf Universitäten an engem Ëmkrees vun net emol 150 km net déi Fachkräften ausbilde kënten, déi d'Économie an zum Beispill och déi nei Filière vun der Économie bräichten. Derniewent gëtt et jo och an aneren europäesche Länner nach gutt Fachhéichschoulen a Fuerschungszentren.

Ech si selbstverständlech net géint d'Recht op fräi Zirkulatioun vun den Aarbechtskräften an hir Gläichbehandlung. Mä da kann een net selektiv sech d'Korinthen aus dem Kuch plécken an deenen net qualifizéierten Aarbechtskräften aus Drëttlänner, och wa se en Aarbechtsvertrag hunn, eng Préférence communautaire un Aarbechtsmaart entgéinthalen, wann net souguer se mat militäresche Mëtelen drun hënneren, en Accès zur Unioun ze kréien, an anerersäits Héichqualifizierter mat engem Aarbechtsvertrag ouni allze vill Begrenzungen zouloossen, well se e Patron hunn.

Ouni Zweifel ass hei och e Loundumping an eng Akzeptéierung vu méi schlechten Aarbechtsbedéngunge geplangt. Wat iwwerregens och doraus ervirgeet, dass d'Chambre de Commerce an hirem Avis seet, deen hei Projet wier gutt fir d'finanziell Situatioun vun de Betriber ënnert der Bedéngung, dass dee Sockel, vun

deem u kann op déi Verträge hei zrëckgegraff ginn, erofgesat gëtt op 1,5-mol de mëttlere Lohn hei zu Lëtzebuerg, deen, mengen ech, esou ausgesäit, dass, wann een dovunner 1,5-mol hëlt, wéi et an der Direktiv als Minimum steet, da kënn een ongeféier op 5.000 Euro, während et de Moment awer vill manner (veuillez lire: méi) ass.

Dat hei Gesetz ass e weideren Ausdrock vum Nätzlechkeetsprinzip an der Immigratiounspolitik. Et wäert et erméiglechen, qualifizéierten Aarbechtskräften aus der Region den Accès zum Aarbechtsmaart méi schwéier ze maachen, wat och contraire ass zu enger regionaler Politik. An et wäert et erlaben, weider ze flexibiliséieren.

Duerfir wäert ech, gradesou gutt wéi d'Chambre des Salariés, déi sech ganz eendeiteg hei géint dat Gesetz ausgeschwat huet, géint dat Gesetz hei stëmmen. Ech iwwerhuelen dann eben e bëssen d'Roll hei vun der LSAP, wou jo gesot ginn ass, déi wier jo och ëmmer mat genau darselwechter Begrënnung géint esou Moosname wéi déi hei gewiescht.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Immigrationsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, ech wëll emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen an him félicitéieren fir dee kompletten, exhaustive Rapport, deen e gemaach huet iwwert dee Projet de loi, an och de Riedner, déi effektiv d'Wichtigkeet vun deem Projet do unerkannt hunn.

Et muss ee jo emol éischters wëssen, datt dee Projet keng Revolutioun hei zu Lëtzebuerg déclenchéiert, vu datt mer mat onsem Gesetz iwwert d'Immigratioun a libre Circulatioun virun - wéi vill Joer? - dräi Joer selwer déi Méiglechkeet do agefouert hunn, dat heescht, d'Méiglechkeet opgemaach hunn, datt Leit, déi héich qualifizéiert sinn, kënnen ënner vereinfachte Konditiounen hei zu Lëtzebuerg schaffen - Leit aus Drëttlänner natierlech.

Ech brauch net laang op d'Geschicht vun der Lëtzebuurger Wirtschaft a vun der Entwécklung vun der Lëtzebuurger Wirtschaft anzegoen. Hätte mer eigentlech déi dote Praxis net gehat an deene vergaangene Jorzéngten, an ech géif soe Jorhonnerten, besonnesch am Ufank vun onser Industrialiséierung, dann hätte mer wahrscheinlech Schwierigkeete kritt, fir iwwerhaapt déi Lëtzebuurger Wirtschaft, déi Lëtzebuurger Industrie an enger éischer Phas an duerno hire Servicesektor hei zu Lëtzebuerg esou kënnen ze dévoppéieren.

Mir sinn nun emol, besonnesch als klengt Land, e Land, wat op ass, e Land, wat Leit brauch, déi vu bausse kommen, déi mat Entreprisé kommen an déi e gewëssene Know-how matbréngen, deen dann awer ëmmer an der Vergaangenheet, an ech hoffen och an der Zukunft, hei zu Lëtzebuerg op e gudd Buedem fällt an et ons erlaabt, Secteuren, Aktivitéiten, Industrien, Serviceser ze dévoppéieren. Dat ass esou wéi Lëtzebuerg säit Jorzéngten, an ech soe méi wéi Jorzéngten, funktionéiert huet.

Nu si mer an enger neier Konstellatioun, an dat, wat mat däitschen Ingenieuren an der Sidérurgie geschitt ass, mat Bankieren, déi aus Amerika, England oder Däitschland oder wouhier och ëmmer komm sinn, dat geschitt natierlech elo an engem Espace, dee wäit doruwwer erausgeet, deen eben deen ass vun der Globaliséierung. An eng Zeitung wéi den „Economist“ huet gesot, virun e puer, vläicht virun engem Joer: „It's the run for talents“ op der ganzer Welt, well effektiv mer an enger Phas sinn, wou d'Wirtschaft sech dauernd mussen ermeieren, dauernd mussen innovéieren.

Mir muss kucke Schratt ze hale mat deenen Entwécklungen, déi an de Kommunikatiounstechnologien an esou weider geschéien, an dat kann nëmmen och esou hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, wa mer net eng grouss Mauer ronderëm Lëtzebuerg bauen - wéi den Här Kartheiser dat vläicht wëllt - oder mat moraleschen, pseudomoralesche Kritären operéieren, fir ze soen: Du bass awer mat Engem do zesummen oder mat Enger zesummen, beweis du mir emol, ob s du mat deem bestuet bass oder wéi laang dass du mat deem liefs! Ech géif also soen, dat kann net de Kritär sinn. Mir sinn eng oppen, fräi Gesellschaft a mir ginn net de Leit iergendwéi an d'Kummer kucken, wéi dann hir Relatioun ass.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - An dat seet den Ausweisungsminister!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Dat kann also net de Kritär sinn, fir déi Entwécklung hei un ekonomesche Plang ze maachen.

► **M. le Président.** - Här Minister, den Här Kartheiser wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Jo, an der Rei.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Minister, ech wunnere meich, well Dir reprochéiert mir hei eppes, wat Dir selwer proposéiert! Et ass an Ärem Gesetz, wou d'Lëtzebuurger Verwaltung seet, mir wëllen elo kucken, ob dat eng Relation durable ass vun op d'mannst engem Joer an esou weider. Dat ass elo net eng Proposition vun der ADR. Et ass dat, wat Dir, Här Minister, eis proposéiert! Gitt Dir dann elo an deenen anere Leit hir Schlofkummere gär kucken an esou weider? Mä dat doten ass eppes, wat net elo eis Iddi ass. Et ass eng Iddi, déi Dir bruecht hutt an déi mir kritiséieren. Also dréit dat net ëm, Här Minister!

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, dat war zwar keng Fro, dat do. Här Minister, fuert virun!

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Den Här Minister däerf awer äntwerten.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Wat ech wollt soen, dat ass, datt mer net kënnen iwwert déi dote Fro e Pour oder e Contre vun deem Text do maachen. Ech mengen, dat ass net dat Wesentlechst an där ganzer Geschicht. Dat Wesentlechst ass, datt Lëtzebuerg en oppent Land bleift, e Land och, en tolerant Land, hoffen ech, fir jiddwereen, besonnesch och fir auslännesch Matbierger.

Dat hei ass eng europäesch Direktiv, an Dir sot, mir géifen do effektiv déi Direktiv iwwert dat ëmsetzen, wat gefuert wier. Éischters rapeléieren ech lech, datt déi Direktiv hei à la majorité qualifiée ugeholl gëtt, wéi dat de Fall ass fir alles, wat libre Circulation ass. Also, souguer wann de Lëtzebuurger Delegéierte sech hei massiv gewiert hätt, da wier en iwwerstëmmt ginn. Ech weess, Här Kartheiser, datt Dir fir d'Unanimitéit an der Europäescher Unioun dans toutes les constellations sidd, mä...

(Interruption)

Majo, Dir wësst jo, wéi d'Voten zu Bréssel ginn, Dir hutt dat jo materlieft. Dir wësst also genau, wéi d'Voté sinn. Dat ass e bësse méi komplizéiert, wéi Dir dat presentéiert.

Also, mengen ech, datt déi Direktiv schon an engem nationalen Intérêt ass. Et ass am Intérêt vun der Lëtzebuurger Économie. An doraus ze schlëssen, datt mer ons Problemer kéinten eleng iwwert d'Demographie léisen, ech mengen, dat ass e bësse kuerz geduecht. Natierlech si mer alleguer derfir, datt mer hei zu Lëtzebuerg à la fois vill jonk Leit hunn, déi gutt ausgebilt sinn. Mä vill jonk Leit, déi gutt ausgebilt sinn, dat heescht net, datt mer net och nach Leit brauchen, déi op Lëtzebuerg kommen an hir Erfahrung, hir Connaissancé matbréngen.

Dir sot, e Bac + 3, dat géif net duergoen, fir en „hautement qualifié“ ze sinn. Dir wësst ganz genau, datt den Diplom beim „hautement qualifié“ nëmmen een Aspekt ass. Et kann ee souguer Leit hunn, déi vläicht kee Bac + 3 sinn an awer extrem „hautement qualifié“ sinn. Den Här Steve Jobs - Dir wësst, deen ass elo virun e puer Deeg, virun e puer Woche gestuerwen -, deen hat kee Bac + 3! Ech géif awer net onbedéngt soen, datt hien net en „hautement qualifié“ war.

Also ech géif soen, deen heite Projet complétiert e Gesetz, wat mer haten. Et gëtt näischt Fundamentals an där Approche do geännert, an duerfir kann ech nëmmen all déi félicitéieren, déi am Sënn vum Développement vun der Lëtzebuurger Économie fir dee Projet hei stëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dis-pense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6306 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,

Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaft, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech elo d'Wuert ginn dem Här Alex Bodry fir den Dépôt vun enger Motioun.

3. Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, léif Kollegen, erlaabt mer, dass ech am Numm vun der Wirtschaftskommissioun hei vun der Chamber eng Motioun deponéieren, déi mer gemeinsam guttgeheescht hunn an eiser leschter Kommissiounssitzung.

Et geet am Konkreten ëm den Avis vun der Chamber am Kader vun Règlement grand-ducal, deen d'Produktioun, d'Bezuelen an d'Kommerzialisatioun vum Biogas ugeet, wou mer, wéi gesot, eis kritesch mat deem Text vun der Regierung ausenanergesat hunn, wou mer net wëllen u sech d'Mise en vigueur vun dem Règlement retardéieren, mä wou mer awer der Meinung sinn, dass déi Fro vum Tarif fir de Biogas nach eng Kéier frësch muss gekuckt gi vu Regierungssäit, an dat op der Grondlag vun deene konkreten Zuelen, déi sech aus der Exploitatioun vun deene Lëtzebuurger Biogasanlagen erginn.

An da froe mer vun der Regierung, dass se also opgrond vun deenen Zuelen déi Tariffer géif kucken an adaptéieren, natierlech am Respekt vun den europäesche Bestëmmunge wat d'Aides d'État ugeet, dat heescht, ouni wahrscheinlech eng Verhandlung mat der Europäescher Kommissioun ass do net virunzokommen. Mir mengen, dass mer awer net kënnen am Status quo do stoe bleiwen. Ech géif also och bieden, dass d'Chamber déi heite Motioun géif guttheeschen.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que le projet de règlement grand-ducal n°6173 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz est soumis à l'assentiment de la Conférence des Présidents en vertu de l'article 12 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie;

- considérant l'objet du projet de règlement grand-ducal précité qui est de promouvoir la production et l'injection subséquente de biogaz dans le réseau de gaz naturel sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- constatant que la Conférence des Présidents a renvoyé le projet de règlement grand-ducal n°6173 pour avis à la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire;

- prenant acte de l'avis de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire exprimant sa préoccupation que le tarif de 6,5 cents par kilowatt-heure prévu pour la catégorie de centrales de biométhanisation qui injectent déjà du biogaz dans le réseau de gaz naturel pourrait s'avérer insuffisant pour garantir la survie économique de ces centrales «pionnières»;

- relevant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de-

mande expressément que le Gouvernement réexamine, à la lumière des coûts de projet estimés initialement, la grille tarifaire projetée en se fondant sur les données comptables certifiées de ces centrales de biogaz au terme d'une première année d'exploitation sous ce nouveau régime de rémunération;

- notant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est d'avis qu'une renégociation, avec la Commission européenne de ces aides d'État pourrait être menée à bien sur base des chiffres précités;

invite le Gouvernement

- à réexaminer, à la lumière des coûts de projet estimés initialement, et à adapter, dans le respect des dispositions communautaires, la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz, sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz participant au mécanisme de rémunération qui sera mis en place par ce même projet de règlement.

(s.) Alex Bodry, André Bauler, Félix Eischen, Claude Haagen, Henri Kox.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry.

D'Chamber befasst sech haut de Mëtteg mat der Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert den Neutralitéitsprinzip am Internet. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Fayot an den Här Colombera. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet

Exposé

► **M. Claude Adam** (déi gréng), *interpellateur.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 19 vun der Deklaratioun vun den universelle Mänscherechter vun 1948 - enger Zäit also, wou et nach keen Internet ginn ass - steet: All Mänsch huet d'Recht op eng fräi Meenung a fir se fräi auszedecklen. All Mänsch huet och d'Recht, fir Informatiounen an Iddien ze siichen, ze kréien an ze verbreedden, mat alle deene Mëttele, fir sech auszedecklen, déi et gëtt, an unni sech mussen u Grenze vu Länner ze halen.

An der Tëschenzäit hu sech Radio an Televisioun entwéckelt a weiderentwéckelt, mir kommunizéieren méttlerweil iwwer Satellit, an den Artikel 19 huet nach näischt vu senger Gültigkeit verluer. Den Internet erlaabt haut eng large Participatioun vun de Bierger u politeschen Debäten, en erlaabt nei Iddien schnell an u e grouse Public virunzegeen. Den Internet ass haut eng ähnlech Revolutioun an der Demokratiséierung vum Wëssen, wéi et an der Zäit d'Entwécklung vum Buchrock war.

Facebook, Twitter a Konsorten erlaben et, ze organiséieren an ze bewegen, unni eng Organisatioun ze sinn oder ze hunn. Dat funktionéiert weltwäit! Déi rezent Verännerungen an der arabescher Welt zum Beispill sinn enner anerem och vun den elektronischen Netzwerker begéngschtegt ginn. A well dat esou ass, ass den Internet och ville Regierunge vu manner demokrateschen oder ondemokratesche Staten net geheier. An esou Regimer - China, Iran, Wäissrussland oder och d'Türkei, fir der just e puer ze nennen - probéieren dann och, mat méi oder manner Succès, a leider och mat westlecher Technologie, aus politesche Grënn d'Fräiheet um Internet anzuschranken.

Dir Dammen an Dir Hären, och zu Lëtzebuerg ass et méiglech, ze bewegen, ze organiséieren, unni eng Organisatioun ze sinn. Dat huet zum Beispill eis Educatiounsministesch viru gutt zwou Wochen erlieft, wéi e puer Honnert Schüler sich iwwer Facebook rekrutiert haten, fir hirem Onmutt iwwert d'Schoulreform Ausdrock ze ginn. An et ass fir d'Politik mindestens esou schwéier, sech mat deser Form vu Protest auserneezen, wéi mat dem strukturéierte Protest, wéi mer et zum Beispill vu Berufsbänn gewinnt sinn.

De fräien Zougang zum Internet huet d'Funktiounen vun eiser Gesellschaft scho wesentlech verännert a wäert och nach fir weider Verännerungen suergen. Ee Beispill, wou een dat besonnesch mierkt, sinn d'Repercussiounen op eist Pressewiesen. Haut si schonn oft ganz vill Biller a Kommentaren iwwer en Accident oder eng Neiegkeet um Internet, ier den éischte Journalist op der Plaz ass.

D'Funktiounen vum Internet war bis elo ëmmer, mat Bléck op den Inhalt, neutral - an dat muss och esou bleiwen. Dat ass eng wesentlech Charakteristik vum Internet an dat erkläert och zum Deel de Succès vum Internet. Dat wëllt natierlech net heeschen, datt den Internet e rechtsfräie Raum ass. Eis Gesetzter, zum Beispill iwwert d'Postgeheimnis oder iwwert de Schutz viru Verleumdung, gëllen och fir den Internet.

Den Internet ass awer och ee wichtige Wirtschaftsfacteur. D'OECD geet dovun aus, datt d'Breetbandkommunikatioun haut scho mat wéinstens engem Drëttel zum Produktivitéitswuesstum vun de wirtschaftlech héich entwéckelte Länner bäidréit. Well den Internet esou e wichtige Wirtschaftsfacteur ginn ass, huet de Volume vun den Daten, déi vun den Internetprovideren transportéiert ginn, vu Joer zu Joer zougeholl. Virun allem d'Entwécklung vu ville modernen, datenintensiven Déngschter wéi Video streaming, Internettelevisioun, Cloud computing an d'Multiplikatioun vun de Geräter, déi um Internet hänken, verlaangen een deieren Ausbau vun den Infrastrukturen, soss riskéiere mer en Datestau, an dee ka kee Land sech leeschten.

Et gëtt eigentlech just eng eezeg Méiglechkeet, wéi d'Netzbedreier den Transport vu groussen an ëmmer méi grouse Quantitéite vun Daten am Internet kënnen assuméieren: Si bauen hir Netzer aus, si bauen ëmmer méi grouse Datenautobunnen, fir all Date kënnen ze transportéieren. Wa si hir Netzer net oder net schnell genuch ausbauen, da sinn d'Provider quasi forcéiert, fir hir Neutralitéit opzeginn: Si transportéieren verschidden Daten ënnerschiddlech schnell an am Extremfall verschidden Zorte vun Donnéeë guer net méi.

Duerfir si mir och der Meenung, datt kee Wee laanscht den Ausbau vun eise Breetbandnetz féiert. An duerfir setzt déi Lëtzebuerg Regierung verstärkt op e schnelle Ausbau vun engem schnelle Glasfasernetz, eng Haltung, déi mir begrëssen an ënnerstëtzen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg jo schonn elo EU-Spëtzerreider, wat d'Zuel an d'Vitess vum den Internetaccés betrëfft. Sou kréie mer dat op alle Fall emol ëmmer vun eise Minister gesot.

Mir hu gewëssen Zweifel, ob mer zu Lëtzebuerg wierklech iwwerall esou problemlos a gutt an d'Netz kommen. Mir héieren alt öfters, datt zum Beispill d'Télee iwwer Internet aus techneschen Ursachen net optimal funktionéiert. Wou mer genee dru sinn - ech ginn dovun aus, datt den Här Biltgen eis do eventuell och nach weider Zuele ka ginn.

Mir froen eis an deem Kontext, ob et net sënnavoll wier, ee Service universel mat enger Mindestversuergung fir den Internet virzeschriewen, grad esou wéi mer vun engem Service universel bei der Breifpost schwätzen. Mir hunn effektiv am Gesetz vum 27. Februar 2011, wou mer de Paquet Télécom 3 gestëmmt hunn, am Artikel 48 festgehalen: «Tout utilisateur final a droit au service universel en matière de communications électroniques.»

An der Beschreiwung vun deem Service geet et awer dann ausschlieslech ëm den Téléfon, a mir mengen, d'Fro wier berechtigt, ob mat der Formulatioun en Internetzuschloss mat enger rasonabler Bandbreet an zu engem rasonabele Präis aklobbar wier. Sollten déi Zweifel bestoe bleiwen, da misste mer d'Gesetz nobesseren a präziséieren, datt och all Mänsch hei am Land en Urecht op eng Mindestversuergung mat Internet huet.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Konditioun, fir datt d'Netzneutralitéit garantéiert ass, schéngt eis also emol dee generellen Ausbau vum Glasfasernetz ze sinn. Dat ass allerdéngs „une condition nécessaire, mais non suffisante“. Ech kommen nach eng Keier op de System Internet zréck. De grouse Succès vum Internet ass enner anerem och dorop zréckzeféieren, datt en all Informatiounen, egal vu wou se kommen an egal wat drasteet, d'selwecht behandelt. An dat ass de Prinzip vun der Netzneutralitéit, an dee Prinzip ass an der Vergaangenheet öfters a Fro gestallt ginn a gëtt och haut nach gäre vu verschiddenen Provideren an och vu Regierunge a Fro gestallt.

Ee Problem an deem Kontext hat de Lucien Thiel, dee jo Rapporteur vun de Gesetzter war, mat deene mer de Paquet Télécom 3 ëmgesat haten, bei där Geleeenheet hei an der Chamber erwähnt:

D'Firma Skype, déi d'Telefonéieren iwwert den Internet weltwäit populär gemaach huet a Privatleit quasi gratis Telefongesprécher uechtert d'ganz Welt erméiglecht huet, war bei deenen aneren Telefonsfirmen net beléift. Déi verdéngt jo bei den Auslandsverbindungen nach ëmmer eng schéi Staang Suen an hunn duerfir laang probéiert, sech déi lästeg Konkurrenz vun Hals ze halen, an zwar doduerch, datt där Konkurrenz den Zougang zum Internet zumindest erschweiert ginn ass. Dat ass contraire zu der EU-

Direktiv, de Gedanke vun der fräier Konkurrenz gëtt jo nawell op europäeschem Niveau héichgehalen, an dat ass an deem Fall och gutt!

Dat léist awer net all Problemer. Wann den Internet a sengen Ufäng an engem gewësse Sënn domm war, well e keng Ennerscheeder tëschen den Date gemaach huet, déi en transportéiert huet, sou ass en haut méi intelligent ginn, an dat net onbedéngt am Interessi vun de Useren, mä virun allem am Interessi vun de Provideren.

Well den Netzausbau vill Sue kascht a well mer haut d'technesch Moyenen derfir hunn, schéngt den Netzmanagement eng interessant a präiswäert Alternativ zum Ausbau ze sinn. Haut kënnen eenzel Datepäck op hiren Inhalt ennersicht ginn an op där Basis prioritär oder eben net prioritär behandelt ginn oder eventuell geblockt ginn. Knapp Transportcapacitéite kënnen esou effizient genotzt ginn. Besonnesch zäitlech Spëtzebelastungen schéngen esou op eng präisgëschtegt Manéier entschäerft kënnen ze ginn, an dat souwuel beim Festnetz wéi beim mobilen Netz.

D'Aféierung vum neien Internetprotokoll IPv6 mécht Datepäck liicht identifizierbar an erméiglecht technesch relativ einfach eng Prioriséierung. Fir datt zum Beispill IP-Téleepäck eng gutt a stéierungsfräi Bildqualitéit ubidde kënnen, mussen déi Donnéeë mat genuch Bandbreet duerch d'Netz geleet ginn.

Dat sinn allerdéngs Praktiken, déi zimlech geféierlech sinn. Datt kann dozou verleen, datt Internetserviceprovidere sech Moosnamen, déi d'Qualitéit ofsécheren, extra bezuele loosse wëllen. Dat ass duerch aus novollzëibar. YouTube, iTunes, eBay, Facebook an esou weider gi steeräich, andeems se d'Leit iwwert d'Breetbandnetzer vun de Providere bedéngen, unni sech mussen ëm d'Onkäschte vum Netzausbau ze këmmere.

An awer ass dat e Wee, dee mer op kee Fall därefer goen. Wann den Internetserviceprovider d'Roll vum Dierwiechter kritt, dee matd'écidéiert iwwert d'Inhalter, déi senge Clienten zugestallt ginn, da stelle mer den Internet als offene Medium a Fro. Netzneutralitéit am Internet bedeit, datt d'Internetnetz ähnlech funktionéiert wéi d'Stroumnetz: D'Stroumnetz mécht keen Ennerscheid, ob den transportéierte Strom fir e Mixer, e PC oder en Elektroauto genotzt gëtt.

Netzneutralitéit ass an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Den Internet ass haut eng vun deene wichtigste Plazen, wou d'Mänschen hiert Recht op eng fräi Meenungsäusserung praktizéieren. Den Internet ass ee globaalt Netz, wou Kommunikatioun iwwert d'Landesgrenzen eraus encouragéiert gëtt. D'Innovatiounskraaft vum Internet an d'Villfalt vu senge Méiglechkeete bleiwe just erhalen, wann d'Netzneutralitéit erhale bleift. Den Internet därefer och an Zukunft net duerch d'Gréisst vum Portmonni vun deem, deen eng Offer am Netz mécht, bestëmmt ginn. Wa mer ze vill op d'Effizienzsteigerung vun der Netzinfrastruktur setzen, riskéiere mer, den noutwendegen Ausbau vum Netz onattraktiv ze maachen an ze vernoleisegen.

Natierlech ass d'Netzproblematik eng global Problematik, an duerfir ass et och gutt, datt d'Europäesch Kommissioun eng öffentlech Consultatioun iwwert den offenen Internet an d'Netzneutralitéit vun den europäesche Réseae gemaach huet.

Ganz interessant ass och d'Stellungnahm vum Contrôleur européen de la protection des données vum 7. Oktober 2011, wou nach eng Keier an aller Däitlechkeet drun erënnert gëtt, datt all déi Moyenen, déi d'Netzbedreier sech erfongt hunn, fir hinnen eng besser Gestiou vun hirem Netz ze erlaben - ech denken do zum Beispill un d'Méiglechkeete vun der sougenannter „deep packet inspection“ -, riskéieren, grave Konsequenze fir d'Grondrecht vum Schutz vun der Privatsphäre a vun den Date vun all Einzelen ze hunn. Dës Grondrechter sinn am Artikel 8 vun der Europäescher Konventioun iwwert d'Mänscherechter festgehal, a mir ginn och net midd, dës Grondrechter ëmmer erëm anzekloen.

De Contrôleur européen de la protection des données fuerdert d'Ausschaffe vu Richtlinnen, wéi am Kader vum Internet den Dateschutz ka garantéiert bleiwen, a stellt och an Aussicht, datt wahrscheinlech weider legislativ Mesure mussen ergraff ginn.

Mir hu mat Satisfaktioun d'Kontributioun vun der Lëtzebuerg Regierung zu der Consultatioun vun der Europäescher Kommissioun gelies. Mir deelen d'Positioun vun der Regierung an de wesentleche Punkten. Wien een Afloss kann huelen op dem User säin Zougang zum Internet, deen ass an enger Positioun, fir den Internet ze kontrolléieren. Dat wëlle mer op kee Fall.

De Risiko vu Mëssbrauch duerch Opérateure gëtt och an deser Stellungnahm vun der Re-

gierung als reell agestuft. Et ginn och Beispiller vun esou engem Mëssbrauch ugefouert. Et gëtt och drop higewisen, datt déi Grouss am Netz ëmmer méi grouss ginn an d'Kompetitioun um Netz verzerren.

Interessant ass och, datt de Minister net gleeft, datt am Netz de fräie Wettbewerb op engem fräie Marché alles regele kann. „The existing rules are only an ex post remedy.“

Mir ginn also dervun aus, datt déi Lëtzebuerg Regierung och zu Bréissel wäert weiderhin drop drécken, fir e legislative Kader ze kréien, deen d'Netzneutralitéit festschreift. Mir hunn op alle Fall am Moment d'Gefill, wéi wann zu Bréissel zurzäit am Dossier Internet virun allem nom Motto „wait and see“ geschafft gëtt - d'Wäissbuch zur Netzneutralitéit läit nach ëmmer net um Dësch - an datt sech vill ze vill vun der Regulariséierungskraaft vum fräie Maart erwaart gëtt.

Duerfir hu mir och an enger Motioun, déi ech zum Schluss vu menger Ried wäert déposéieren - et ass eng gemeinsam Motioun vun alle Fraktiounen -, en Tired dragesat, wou mer als Chamber wëllen d'Regierung ënnerstëtzen, weiderhin um internationalen Terrain fir d'Netzneutralitéit anzetrieden, dat zum Beispill um Conseil «Transport, télécommunications et énergie» den 13. Dezember an deem Joer.

Dobäi ass d'Logik vum fräie Maart, wou de Konsument, wann en dann net zefridden ass mat der Offer vun engem Provider, ka bei en anere Provider wiesselen, zu Lëtzebuerg nach manner richtig wéi an anere Länner. De Lëtzebuerg Marché ass nun emol en zimlech kleng Marché, an duerfir ass d'Angebuer noutgedrongen och manner grouss, an duerfir muss de Régulateur ëmsou besser oppassen.

An deem Kontext freet et eis natierlech, datt mer haut am „Wort“ hu kënnen liesen, datt den ILR ennersicht huet, ob d'Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg géif respektéiert ginn an datt keng Behënnegung vum Dateverkéier konnt festgestallt ginn. Mir wieren natierlech do frou, wann de Minister eis géif Detailer ginn, wat dann elo wéini genee ennersicht ginn ass. Dat kann haut an der Chamber sinn, datt kann awer och an där zoustänneger Kommissioun vun der Chamber sinn.

Vläicht well zu Bréissel vill iwwert d'Ofsécherung vun der Netzneutralitéit diskutéiert gëtt, awer wéineg Konkretes geschitt, sinn an der leschter Zäit a villen europäesche Länner Initiativen ergraff ginn, der Netzneutralitéit ee legislative Kader ze ginn. A Frankräich haten eng Rei Deputéierte vun der Gauche am Dezember 2010 eng Proposition de loi op den Instanze-wee geschéckt, déi allerdéngs scho verworf ginn ass; vläicht well Frankräich eis Positioun zur Netzneutralitéit net deelt, wéi de Minister a sengem Interview haut gesot huet.

Am Abrëll 2011 ass ee Rapport d'information sur la neutralité de l'Internet et des réseaux an der Assemblée nationale déposiert ginn. Do deelen déi gréng mat Sécherheet net alles, wat an deem Rapport steet. Ech géif souguer gär behaupten, datt mer vill Problemer hätte mat deene Positiounen, déi do gemaach goufen. Interessant ass awer op alle Fall d'Proposition 1, «qui consiste à définir dans la loi la neutralité de l'Internet», an och d'Proposition 2, «qui veut fixer la promotion de la neutralité comme objectif aux autorités réglementaires».

Och eis belsch Kollege waren aktiv. Do gouf et gläich zwou Initiative vun Deputéierten, fir d'Netzneutralitéit ze garantéieren. An Däitschland huet d'Regierung Virschreften aus dem Telekommunikationsgesetz iwwer Transparenz a Mindestqualitéit ënnert der Iwwerschrëft Netzneutralitéit zesummegefasst. Et handelt sech allerdéngs just ëm Kann-Vorschriften. Et ass also just e minimale Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat hollännescht Parlament ass allerdéngs zu Recht houfreg drop, de Prinzip vun der Netzneutralitéit a säin Telekommunikationsgesetz ageschriewen ze hunn. A mir si frou, datt de Minister gesot huet - erëm eng Keier an dem Interview, deen haut am „Wort“ stoung -, Holland stéing mat senger Haltung net eleng do, Lëtzebuerg an Estland géife se deelen.

Dir hat et e bëssen anescht gesot, mä ech mengen, sënnegeméiss misst et dat do sinn.

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias.* - Also, ech soen dat am Detail herno, wann ech äntwerten.

► **M. Claude Adam** (déi gréng), *interpellateur.* - Gutt.

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias.* - Prinzipiell si mer enger Meenung. D'Fro ass, wéini légiféieren a wéi légiféieren.

► **M. Claude Adam** (déi gréng), *interpellateur.* - Voilà!



► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*. - Mä mir si relativ no beieneen.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*), *interpellateur*. - Mir sinn no beieneen. Mir si frou...

(Hilarité)

Mir sinn och frou doriwwer, Här Minister, datt Dir lech esou oft zur Netzneutralitéit bekennt. Mir sinn der Meenung, datt et fir Lëtzebuerg gutt a wichteg wier, wa mer, niewent all den Efforten, déi mer maachen, fir den Internet an déi nei Technologien am Interessi vun eiser Wirtschaft ze förderen, och eng Spëtze-position géifen anhuelen, fir den Dateschutz an d'Netzneutralitéit am Sënn vun de Konsumenten ze förderen.

Mir sinn eis scho bewosst, datt et e gewëssent Mooss u Management am Netz muss ginn, a sief et nëmme, fir dem Problem vu Spam-Mails an Internetvire kënnen entgéintzewierken. Och verschidde sënnavoll medezinesch Applikatiounen an och den Appell fir Rettungsdéngschter brauchen eng grouss Sécherheet an duerfir eng gewësse Prioritéit am Netz.

Mä esou eng technesch Inspektiounen, esou eng Aschränkung muss méiglechst geréng an énnert der strenger Kontroll vun Régulateur geregelt ginn. Déi mussen an engem geregelte Kader an am Respekt vum Dateschutz vun allen Useren duerchgefouert ginn.

Duerfir déposéieren ech dann haut eng Motion gemeinsam mat deenen anere Fraktiounen, wou mer d'Regierung opfuerderen, de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz festzeschreien. Mir mengen, dat misst méiglech sinn am Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Communications électroniques et ondes radioélectriques. Mir sinn iwwerzeegt, dat géif dem Minister seng Positioun bei de Verhandlungen op dem internationalen Terrain stärken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *rappelant que la neutralité du réseau est un principe fondateur de l'Internet qui exclut au niveau de la transmission des données toute discrimination à l'égard de la source, de la destination et du contenu des paquets de données et qui garantit en conséquence un accès strictement égalitaire aux utilisateurs indépendamment de leurs ressources;*

- *considérant que la neutralité de l'Internet est un garant indéniabile d'opportunités entre autres en matière d'innovation économique, de participation de l'individu à la vie sociale, de pluralisme informationnel et de diffusion générale du savoir;*

- *considérant que le principe de la neutralité de l'Internet n'est pas absolu et que toute exception indispensable à ce principe doit être définie par la loi et contrôlée par le régulateur;*

- *soulignant l'avis du contrôleur européen de la protection des données (CEPD) du 7 octobre 2011 sur la neutralité de l'Internet, la gestion du trafic et la protection de la vie privée, qui attire l'attention sur les dangers potentiels des atteintes au principe de la neutralité des réseaux - notamment la violation systématique de la confidentialité des communications - qui nuiraient à la fois aux entreprises et aux citoyens, voire aux sociétés démocratiques dans leur ensemble;*

- *vu la Communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 19 avril 2011 sur l'Internet ouvert et la neutralité d'Internet en Europe (COM 2011/222);*

- *considérant qu'actuellement et à l'échelle mondiale certains opérateurs de réseau, fournisseurs d'accès au réseau et fournisseurs de contenus tentent de mettre à mal la neutralité de l'Internet (p. ex. blocage d'applications, de protocoles ou de sites, priorités «commerciales» pour certains contenus ou fournisseurs de contenus, filtrage injustifié, etc.) pour des raisons de maximisation du profit;*

invite le Gouvernement:

- *à inscrire dans la loi le principe de la neutralité de l'Internet ainsi que les exceptions indispensables en tenant compte des développements sur le plan de l'Union européenne;*

- *à s'engager pour le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau européen et notamment lors du Conseil «Transport, télécommunications et énergie» du 13 décembre 2011.*

(s.) *Claude Adam, Diane Aehm, Eugène Berger, Ben Fayot, Henri Kox.*

„The existing rules are not sufficient to insure ex ante that the Internet remains the level playing field it has been in the first place“, steet am Rapport an d'Europäesch Kommissioun iwwert den oppenen Internet an d'Neutralitéit vun de Réseauen. Mir hunn d'Méiglechkeet hei zu Lëtzebuerg, elo ex ante ze schaffen, an och

nach grad haut huet d'Europäesch Parlament eng Resolutioun gestëmmt, fir op deen do Wee ze goen. Duerfir, Här Minister, ohne Wenn und Aber fir Netzneutralitéit: „Let's do it!“

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Aehm ageschriwwen. Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Diane Aehm** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte 15 Joer huet den Internet oder World Wide Web dee Boom erlieft, a mir alleguerten heibanne kënnen eis bal kee Liewe méi oui eise Computer oder Telefon mat Internetzuschloss virstellen. Mir brauchen en einfach fir eis aldeeglech Aarbecht, mä och an eiser Fräizäit benotze mer alleguerte fläisseg den Internet.

Dass mir den Internet iwwerall an zu all Moment benotze kënnen, verdanke mir dem Prinzip vun der „net neutrality“. D'Netzneutralitéit ass e vill diskutéierte Begrëff, mä net jiddweree weess, wat d'Netzneutralitéit fir deen Einzelne bedeit. Dofir erlaben ech mer och eng kuerz Definitioun vun deemem Begrëff. D'Netzneutralitéit ass u sech de Basisprinzip vum Internet a bedeit, dass sämtlechen Trafic vun Donnéeën um Internet d'selwecht behandelt gëtt vun de Fournisseurs d'accès à l'Internet oder op Englesch ebe vun de sougenannten „Internet service provider“.

Wann d'Netzneutralitéit garantéiert ass, da gëtt et keng Diskriminatioun betreffend d'Hierkonft, d'Destinatioun oder den Inhalt vun Informatiounen, déi um Internet zirkuléieren. De fräien Zougang zum Internet ass u sech d'Conditio sine qua non, fir vum Internet op wirtschaftlichem, sozialem a kulturellem Plang ze profitéieren. Dofir huet d'Regierung de Prinzip vun der Netzneutralitéit an hir Stratégie nationale pour les réseaux à «ultra-haut» débit vum Abrëll 2010 ageschriwwen.

En oppenen an transparenten Zougang zu de Réseaux à «ultra-haut» débit baséiert nämlech um Prinzip vun der Netzneutralitéit. Et ass grad de fräien Zougang zum Internet, deen de Succès dovunner ausmécht. Et kann nämlech all Benotzer vum Internet, egal ob et sech ëm e privaten oder e professionellen handelt, un d'selwecht Informatiounen erukommen an deeselwechten Inhalt, Applikatiounen oder Servicer benotzen.

Als CSV-Fraktioun sti mir hannert dem Prinzip vun der Netzneutralitéit, well en encouragéiert Innovatioun a Konkurrenz um Internet. Jiddweree ka Servicer oder Applikatiounen entwéckelen an des iwwert den Internet zur Verfügung stellen oder och verkafen. Doduerch, dass den Internet fräi zougänglech ass, kann een iwwer Internet potenziell Benotzer oder Clienten an der ganzer Welt fannen.

Esou huet jiddwereen déiselwecht Chancen, fir seng Iddien ze entwéckelen an ze verbreedden, egal ob et sech ëm e puer Jugendlecher handelt, déi doheem an der Garage um Computer bastelen, oder ëm grouss etabléiert Firmen. Et ass den Endverbraucher, deen decidéiert, ob de Service oder d'Applikatioun en Erfolleg gëtt oder net.

Wann d'Netzneutralitéit net gewiescht wier, da wier Skype wahrscheinlech net gegrént ginn, genee so wéi vill aner Firmen, déi haut aus dem E-Business net méi ewechzedden sinn. Dank der Netzneutralitéit ass de sougenannten ICT-Secteur an de leschte Jore gewuess, och hei zu Lëtzebuerg. Mir dierfen och an deemem Zusammenhang net vergiessen, dass grad dese Secteur nei Aarbechtsplaze geschafen huet an eise Tresor d'lescht Joer 370 Milliounen Euro erabruecht huet.

An de leschte Jore gouf et awer ëmmer méi Diskussiounen betreffend dese fräien Zougang zum Internet. Doduerch, dass den Trafic um Internet exponentiell gewuess ass, muss och an d'Reseauen investéiert ginn, fir deemem Trafic gerecht ze ginn. Wat de fixen Internet ueegt, also d'Kabelen, déi am Buedem leien, do mussen d'Kofferkabelen duerch Glasfaser ersat ginn. An dat kascht.

Am Allgemengen ass et eng Fauschtregel, fir ze soen, dass d'Genie-civil-Käschte praktesch 70% vun den Investissementer ausmaachen. An dann hu mir nach net vun de Käschte geschwat, fir kënnen ëmmer méi an ëmmer méi séier Donnéeën iwwert de mobilen Internet oder iwwer Satelliten ze schécken.

Aus dese verständleche Grënn wëlle munch Firmen d'Infrastrukturkäschten net méi eleng bezuelen. Et geet hinne net duer, dass d'Benotzer vum Internet hiren Accès bezuelen. Si hätte gären, dass déi Firmen, déi Internet als Basis fir hir Aktivitéit benotzen, sech och un dese Käschte bedeelegen.

Et gëtt méttlerweil technesch Equipementer, déi et den „Internet service provider“ erlaben, fir ganz detailléiert ze kucken, wéi eng Donnéeën iwwer hire Réseau geschéckt ginn. Doduerch hu si och d'technesch Méiglechkeet, fir net méi all Donnéeën um Internet gläich ze behandelen, mä si kënnen zum Beispill eng E-Mail mat engem décke PDF-Fichier bremsen, fir dass eng Videokonferenz, déi zur gläicher Zäit ass, eng besser Qualitéit kritt.

Eent vun den Argumenter, fir dëst ze justifiéieren, ass, dass net genuch Bandbreit um Internet zur Verfügung steet, fir alles gläichzäitig ze schécken. Wann dat och nach a ville Fäll gerechtfertegt ass an am Intérêt vun den Internetbenotzer ass, esou gëtt et verschidde Beispiller, wou den „Internet service provider“ decidéiert huet, d'Donnéeë vu Konkurrenten ze bremsen oder ze blockéieren, fir sengen eegene Servicer oder Applikatiounen Prioritéit ze ginn.

An deene Fäll ass ganz kloer de Prinzip vun der Netzneutralitéit net méi garantéiert. Dese Prinzip implizéiert, dass eventuell Aschränkungen nëmme cibléiert an zäitlech begrenzt dierfe sinn. Mir schwätzen da vun enger «gestion du trafic raisonnable et acceptée». Eng zentral Fro an der Debatt iwwert d'Netzneutralitéit ass déi, wat genee eben eng rasonabel an akzeptéiert Gestiou ass. Ech kommen nach eng Keier op dese Punkt zrëck.

Den drëtten Télécom-Pak vum 2009, dee sech, wann och begrenzt, mat der Netzneutralitéit auseruesetzt, beäntwert des Fro net. Dese Pak gesäit just vir, dass déi national Regulatiounsautoritéit vum Télécom-Secteur eventuell Konflikter tëschent de Fournisseuren, déi d'Servicer ubidden, an deenen, déi den Accès ubidden, kënnen léisen.

Déi national Autoritéiten dierfen och Moosnamen huelen, fir de Clienten e minimale Qualitéitsservice ze garantéieren. Déi eenzeg obligatoresch Mesure, déi den drëtten Télécom-Pak virgesäit, ass déi, dass am Fall, wou den Trafic iwwer Internet gebremst oder ageschränkt gëtt, de Client misst am Sënn vun enger gréisserer Transparenz informéiert ginn. Am Résumé: vill Fakultéiten a wéineg Obligatiounen.

Et muss een awer an deemem Kontext ervirhiewen, dass d'Europäesch Kommissioun an enger Deklaratioun, déi um drëtten Télécom-Pak ugehaangen ass, festgehalen huet, dass d'Neutralitéit vum Internet e politeschen Objektiv ass, an dass si d'Situatioun wäert verfollegen a gegebenenfalls Mesurë géif ergräifen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mir den drëtten Télécom-Pak mam Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseaux et services de communications électroniques ëmgesat. An deemem Gesetz ass dann och d'Obligatioun verankert, dass den „Internet service provider“ muss seng Clienten informéieren iwwer eventuell Restriktiounen am Zougang zum Internet. Den Institut Luxembourgeois de Régulation ass déi zoustänneg Autoritéit hei zu Lëtzebuerg, déi d'Beschlëss vum drëtten Télécom-Pak ëmsetze soll.

Verschidden Organisatiounen, déi sech fir d'Rechter an d'Fräiheeten am Netz asetzen, bedauern déi zögerlech Attitüd vun der zoustänneger Kommissioun. Si fannen, dass et net domadder gedoen ass, just eng Informatiounsflucht am Fall vun enger Restriktioun virzegesinn a setze sech a fir méi eng staark europäesch Reglementatioun a Saachen Netzneutralitéit.

Woubäi mir scho bal bei den nächste kruziale Fro sinn: Wéi gesäit et zu Lëtzebuerg aus mam Accès zum Réseau? Konnte Problemer vum ILR festgestallt ginn? An: Musse mir eng Schëpp noleeën a puncto Reglementatioun?

Mir si keng gréisser Problemer bis haut bekannt; wat awer net wëllt heeschen, dass keng seriö Problemer kéinten optauchen. Et bleift also d'Fro, ob d'Moyenë vum ILR duerginn. Egal wéi d'Appréciatioun hei wäert ausfalen, mir denken an der CSV-Fraktioun, dass déi beschten Enceinte, fir doriwwer ze diskutéieren, déi europäesch Enceinte ass. Et mécht effektiv fir eis wéineg Sënn, eleng op nationaler Basis ze operéieren.

Wann een d'Problematik wëllt op eng seriö Aart a Weis ugoen a sécherstellen, dass de Prinzip vun der Netzneutralitéit respektéiert gëtt, dann huet een all Intérêt, fir ze kucken, dass all d'EU-Länner déiselwecht Regeln applizéieren an dass all déi national Regulatiounsautoritéiten déiselwecht Moyenen hunn, fir gegebenenfalls anzegräifen.

Dat erreecht ee just, andeems een de Prinzip vun der Netzneutralitéit op d'europäesch Agenda setzt a kuckt, ob déi puer bekannte Beispiller vun Abusen eemoleg waren, ob des Weideren d'Kritik vun deene verschiddenen Organisatiounen gerechtfertegt sinn oder net oder just zum Deel, an andeems een eng gemeinsam Positioun an Approche entwéckelt op Basis vun deem, wat europawäit festgestallt ginn ass. Nëmme esou kann ee garantéieren,

dass de Prinzip vun der Netzneutralitéit net eng Coquille vide gëtt.

An der gemeinsamer Motioun, déi mir mat deene Gréngen an eise Kommissiounspartner ausgeschafft hunn, fuerdere mir d'Regierung op, sech um europäesche Plang fir de Respekt vum Prinzip vun der Netzneutralitéit anzesetzen. Déi nächstbescht Geleeënheet ass de Conseil vum 13. Dezember 2011. D'Regierung gëtt och invitéiert, de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Exceptionen zu deemem Prinzip am Gesetz festzeleeën, ënner Virbehalt vun den Développeur op deem Plang an Europa.

Ech wier frou, wann Dir all, léif Kollegeinnen a Kollegen, géift deser gemeinsamer Motioun zoustëmme.

Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, wëll ech dem Frënd a Kanada fir säi Gebuertsdag féliciteieren: eng E-Mail, an eng Sekonn drop kann dee sech driwwer freeën. Wëll ech wëssen, wat se a Neiséiland iwwert d'EU-Kris denken: eng kuerz Recherche op Google, Yahoo oder soss engem Suchinstrument a schonns kann ech dat noliesen. Wëll ech enger Frëndin an England telefonéieren an och him déif an d'Ae kucken: eng kleng Séance op Skype,...

(Interruption)

...och dat ass kee Problem. Wëll ech meng Meenung zu engem politeschen Sujet soen an dat mat praktesch all de Mënschen op der Welt austauschen: Och dat ass kee Problem.

Firwat? Well kaum ee Medium huet esou fundamental eis Gesellschaft an de leschten 20 Joer beaflosst a verännert wéi déi digital Technologien an den Internet. Et ass och méi wéi einfach e modernt Gesellschaftsphenomeen ginn, et ass eng radikal Verännerung vun der globaler Kommunikatioun domadder geschitt.

Dat ass alles méiglech ginn duerch d'Reseaux vum Internet, déi déi vital Réckgrater vun der moderner Kommunikatioun gi sinn. Ouni déi Réseaux géifen déi Forme vu Kommunikatioun, déi ech elo opgezielt hunn - an et gëtt der nach sécher eng ganz Rei anerer - net funktionéieren. Doduerch sinn déi Réseauen awer och zu engem immensen Enjeu ginn, wou et ëm Business a Commerce geet, mä awer och ëm fundamental Froe vu Schutz vun der Privatsphäre, Froe vu Fräiheet an Demokratie.

Eng wesentlech Fro, déi sech jo stellt an deem Débat och haut de Mëtten, dat ass déi: Wiem gehéiert dat Medium Internet? Wiem gehéiert och de Réseau, fir en ze benotzen? Sinn dat d'Netzwerkbedreier? Sinn dat d'Internetdängschtleeschter? Sinn dat déi eenzel State vläicht? Sinn et vläicht déi eenzel Utilisateuren? - D'Antwort muss fir mech ganz kloer sinn: Den Internet gehéiert kengem a jiddwereengem gläichzäitig.

Grad dëst war eng Viraussetzung fir den Erfolleg vun deemem Medium an de vergaangene Joren. Dowéinst ass den Internet bis haut dat eenzeg wirklech demokratescht a globaalt Medium.

De Bertolt Brecht huet an den 30er Joren dovunner gedreemt, datt mam Radio deemools all Mënsch net nëmme Adressat, mä och Sender vun Informatiounen kéint ginn. An haut ebe mam Internet ass dëst méiglech ginn iwwer Blogs, Podcasts, Internetforen, sozial Netzwerke, Videoplattformen an esou weider. All Mënsch kann haut also zu engem Sender ginn.

Dëst ass en enorme Fortschritt fir d'Meenungsvillfalt an déi fräi Meenungsausserung. Dasselwecht gëllt natierlech och fir de fräien Zougang zu Informatiounen an d'Recht vu jiddwereengem Einzelnen, fir sech iwwert déi fräi zougänglech Quellen ze informéieren, sech ze instruéieren, sech weiderzebilden.

Den Internet bitt haut Milliounen vu Mënschen e fräien, e gratis Zougang zu Informatiounen, dee se viru Joren eben nach net haten. Derbäi kënnt och, datt eigentlech den Zougang zu deemem Medium am Prinzip fir jiddwereen haut nach deeselwechten ass. D'Netz mécht jo u sech keen Ennerscheid, ob ech elo en tunesesche Blogger sinn oder Reporter vun enger grousser amerikanescher Televisiounsstation.

A wat den Transport vu mengen Donnéeë betrëfft, mécht den Internet keen Ennerscheid, ob ech elo aarm oder räich sinn, ob ech am Norden oder am Süde liewen; keen Enner-

scheed tëschent der Hautfaarf. E mécht och keen Ennerscheid, wat fir eng philosophesch Liewensopfaassung ech hunn. Jiddweree gëtt do eigentlech gläich behandelt. Et ass jo eigentlech am Prinzip jo och nëmme eng Leitung, wou all déi Kommunikatioun driwwerfléisst, ouni datt do kategoriséiert gëtt, ouni datt do Ennerscheeder gemaach ginn.

Bon, dat war bis elo esou. Wäert dat dann och nach an Zukunft de Fall sinn? Dat ass déi fundamental Fro, déi eben hannert der heiteger Debat steet. Soll d'Netzneutralitéit, déi vun Ufank un awer - dat muss ee soen - ee vun den Hauptbestanddeeler vum Medium Internet war, fale gelooss ginn oder net?

Här President, d'DP, wann dat nach muss widerholl ginn, bekennt sech zu der fräier Meenungsäusserung, zu dem fräien Zougang zu den Informatiounen an zur Neutralitéit vum Internet. Och de Schutz vun der Privatsphär gehéiert zur DNA vun der Demokratescher Partei. An déi Prämissen sinn och eis Guideline an dem Dossier.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et gëtt haut scho Beispiller, wou d'Netzneutralitéit vun de Provider lues awer sécher a Fro gestallt gëtt an ausgehelecht gëtt. An da ginn ëmmer eng ganz Rei oder verschidden Argumenter ugefouert, mat deenen dës Schrëtt solle gerechtfertigt ginn. An dat Argument, dat een am heefegsten dann an deenen Diskussiounen héiert, dat ass dat vun den Enkpäss vun der Capacitéit, oder op Englesch och nach déi sougenannten „quality of service“-Fro.

An d'Argument, dat dann natierlech vu verschidden interesséierte Säiten, déi Intérêt dorunner hunn, fir dat an Emlaf ze bréngen, bruecht gëtt, seet, datt dann eben, well kéinten Enkpäss entstoën, déi verschidden Internetserver, wéi zum Beispill den Internet TV, déi eng héich Bandbreit brauchen an och gläichzäiteg keng Verzögerung vun der Latenzzeit toleréieren - Verzögerung vun der Latenzzeit, dat heescht op Lëtzebuergesch, datt d'Bild net soll ruckelen a wackelen -, fir datt also esou Services solle prioritär behandelt ginn, well déi ebe méi Plaz bräichte par rapport zu anere Services, wéi zum Beispill privaten E-Mailen oder Diskussionsforen.

Well soss - dat sinn och hir Argumenter - kéinten eben, wann een dat alles gläichzäiteg iwwert d'Réseaux schéckt, Enkpäss entstoën an dat géif dann eben d'Qualitéit vu verschiddene Services minderen, zum Beispill datt een dann net eng optimal Qualitéit vum Internet TV kéint garantéieren.

D'Fro stellt sech einfach emol als Éischt: Gëtt et iwwerhaupt esou Capacitéitsenkpass? Sinn et déi an der Vergaangenheet ginn? Ech kennen net genau elo déi lescht Chifferen oder déi lescht Donnéeë fir Lëtzebuerg. Mir sinn op alle Fall keng Zuelen oder Problemer aus der Vergaangenheet hei bekannt.

Fir an d'Ausland kucken ze goen, do gëtt et am däitsche Bundestag d'Projektgruppe Netzneutralität. Déi huet virun e puer Wochen do Zuele bei eisen däitschen Nopere publizéiert. Ech ginn elo do net an déi technesch Details, dat ass e laange Rapport. Mä d'Resultat ass souwuel bei hire Backbone-Réseaux, also bei deenen Hauptsträng, wéi awer och bei deenen nationalen oder regionale Réseaux, datt do d'Capacitéit vum Netz an deene leschte Jore méi schnell gewuess ass wéi eigentlech de Volume vun den Donnéeën, déi iwwert deen Datestream benotzt gi sinn.

Also méi einfach ausgedréckt: De Moment gëtt et kee Problem vun Iwwerlaaschung oder Enkpäss an den Internetréseaux. Dat heescht also, datt Internet TV, E-Mailen, Sichen iwwer Google, mat Skype telefonéieren, Muséck downloaden an esou weider an esou fort wierklech gläichzäiteg ouni technesch Aschränkung méiglech sinn.

An ech mengen, an Zukunft gi jo nach déi technesch Capacitéiten oder Méiglechkeeten ausgebaut, och haut hei zu Lëtzebuerg, wat ze begrëssen ass. Et ginn iwwerall Glasfaserverbindungen geluecht. Och bei mir doheem si se amgaang virun der Dier den Trottoir operappen. An déi nächst Woche wäert ech dann och do déi Glasfaser erageluecht kréien.

Dat heescht nëmme, datt mer, op alle Fall hei zu Lëtzebuerg, mä awer och insgesamt an Europa a weltwäit, och do nach eng besser Situation wäerte kréien. Mä ech mengen, einfach déi Gefor hei bei deenen Argumenter vun där Lobby, déi also do awer wëllt gleewen doen, datt Enkpäss wieren, dat ass einfach e bëssen esou eng „self-fulfilling prophecy“, déi

do e bëssen entsteet, datt se also wierklech e bësse wëllen déi Enkpäss erbäieren a vläicht och d'Gefor ass, datt se dann herno dat souguer och nach e bësse kéinten esou manipuléieren, datt se dann awer eng Kéier kéinte kommen.

Well wann dann déi Enkpäss soi-disant do wieren, da kéinte se soen: „Ah, elo muss mer awer dann déi eenzel Donnéeë kategoriséieren. Elo muss mer se a Prioritéiten astufen. Déi eng hunn d'Prioritéit an déi aner kënnen an der Schlaaf dréien oder dierfe guer net méi benotzt ginn.“ An et ass scho kloer, datt si dann d'Chance do gesi fir eben dann och d'Netzbedreier fir domadder dann endlech gutt Geld ze verdéngen.

Well dat ass jo och de Problem. D'Netzbedreier, déi sinn haut net un deene grouse Gewënner vun dem Software- an Dëngschtleeschungssektor am Internet bedeelegt. Gläichzäiteg sinn awer d'Netzbedreier an enger strategesch immens wichtiger Position. Si kënnen eigentlech de Krunn op- an zoudréien; wann een et esou wëllt huelen. An ebe wa se elo géife soen: „Mir müssen elo Prioritéite ginn an deem ganzen Internetréseau“, da kéinte si dann och endlech an dat grousst Geschäft erakommen an domadder Sue maachen.

Konkret géif dat heeschen, datt awer dann d'Netz net méi neutral wier, datt dann net méi jiddweree kéint do onbegrenzt a fräi den Internet benotzen. Wéi gesot, mir müssen also oppassen, datt dat net awer eng Kéier an der Zukunft Realitéit gëtt.

Et si schonn och Länner, wou dat haut awer schonn zum Deel - kéint ee soen - Realitéit ass. Verschidde franséisch Operateuren, déi hunn zum Beispill bei Voice over IP - Internettelefon - Programmier carrément späre gelooss, well eben... Firwat? Net, well do en Enkpäss war am Netz, mä einfach, well se do gesinn hunn: „Dat ass eng gënschteg Alternativ zum Telefon, an dat wëlle mer jo awer dann net hunn.“ Also hu se dann den Internet do eigentlech méissbraucht, fir do dann déi Konkurrenz auszuschalten.

Wann dës Entwécklung géifen iwwerhandhuelen, géife se och zu enger Wettbewerbsverfälschung féieren a géife natierlech etabléiert Firme favoriséieren, an déi kleng innovativ Firma-Start-upen, déi géifen do wierklech ganz grouss Schwierigkeete kréien.

Well wann dat géif geschéien, géif och en elementaren Atout verluer goen. Deen ass jo ebe firwat den Internet iwwerhaupt esou en innovatiiv Medium war. Wann een do also net méi jiddweree géif dralossen, druloossen, da kéint déi zukünfteg Entwécklung domadder ausgebremst gi respektiv kéinte sech déi grouse Firme wierklech, déi grouse Konzern do etabléieren zum Nodeel vu vläicht klengen a ganz innovative Betriber.

Här President, d'Demokratesch Partei ass zouverstänlech, datt de Problem vun de Capacitéitsenkpass aus ekonomesche Grënn net misst, net dierft anrieden. Well do d'Nofro ass eben - ech hunn dat virdru gesot -, wäert och déi technesch Offer méi grouss ginn.

Wann een dat kuckt: Eigentlech bezuele mer haut jo awer iergendwéi indirekt scho verschidden Aspekter vun där Offer. Wa mer zum Beispill awer vill méi e schnellen oder e verbesserten Zougang wëllen hunn, wéi zum Beispill „high definition“-Televisioun an aner Saachen, bezilt ee jo awer scho verschidde Services. Wann dann och elo nach géif en zousätzleche Präis derbäikommen, ebe fir iwwerhaupt d'Netz ze benotzen, géif dat natierlech och nees zousätzlech Käschte ginn a géif dat vläicht awer och eng Rei sozial manner bemëttelt Leit nees désavantagéieren.

Här President, wann de Contenu géif am Internet agestouft ginn, prioritär oder net, gesi mer nach eng aner ganz grouse Gefor - si ass jo och scho vu Virriedner ugedeit ginn oder och schonn do kuerz erwähnt ginn -, dat ass, wann een dat géif maachen, géif also déi verschidde Contenuen a prioritär oder manner prioritär astufen, dat géif jo heeschen, datt een da mat Prozedure wéi den „deep packet inspection“, datt ee géif also de gesamten Datestream fir d'Éischt missen analyséieren, kucken, wat eigentlech den Inhalt ass, fir datt ee se kann an déi eenzel Kategorien andeelen.

Et misst also all Kéier vum Netzwierk, vum Netzbedreier gekuckt ginn: Ass et zum Beispill eng privat E-Mail, ass et en Download, ass et e Contenu vun enger Firma, déi awer vläicht da gutt bezuelt huet, fir datt si Prioritéit kritt mat hirem Contenu? Dat heescht, de facto misst een dauernd kucken, déi Firma, dann den Netzbedreier: Wat fir eng Date kréien ech elo geschéckt? Dat misst also, automatesch géif alles, wat mir op den Internet schécken, gekuckt ginn: Ass et eng E-Mail, ass et dat net? an esou virun an esou fort.

An och wann dës Informatiounen eigentlech dann offiziell net dierft enregistriert ginn, net gekuckt ginn, mécht een awer do wierklech Dieren op fir Mëssbrauch. An eben aus dem Grund, dat ass en zousätzleche weidere Grund, fir datt een net soll an déi Richtung goen, fir datt een d'Netzneutralitéit soll opginn.

Här President, d'DP hat schonn 2007 en Débat hei an der Chamber ugefrot zum Gläichgewicht tëschent Sécherheet an individuelle Fräiheeten. Deemools hat d'DP dat a Besuch op eng ganz Rei vu sécuritaire Gesetzesprojete vun der Regierung gesot, datt esou Mesuren effizient a proportional misste sinn, an datt d'Kontroll vun deene Mesur misst garantéiert sinn.

Ech kommen op déi Kritären, well déi Kritäre sech eigentlech hei och e bësselche fir eis an deser Diskussioun applizéieren, zum Éische wat d'Effizienz ubelaangt. Esou eng prioritär Datebehandlung wier net méi effizient. Ech hunn et scho gesot, de Moment gëtt et keng Problemer, keng Enkpäss. Also, et wier keng besser technesch Effizienz, wann een dat géif aféieren.

D'Proportionalitéit: Fir eben dann déi Prioriséierung vun den Daten ze errechen, misste mer de gesamten Datestream iwwer Internet kontrolléieren. Dat schéngt eis och eng disproportionéiert Mesur ze sinn.

An dann och d'Kontroll, deen drëtten Punkt do an deene Kritären. Dat wier och fir eis bedenklech - ech hunn dat jo och elo grad gesot -, well mer dann eben d'Kontroll och carrément a Privathänn géife gi vun all deem, wat mer op den Internet géife schécken.

Also, Här President, aus all dese Grënn ass d'DP, d'Demokratesch Partei géint eng Prioriséierung vun den Datestream am Internet. Fir d'Meenungsfreiheet, d'Informationsfreiheet an d'informativ Selbstbestimmung ze garantéieren, wëllt d'Demokratesch Partei un der Netzneutralitéit festhalten. A mir freeën eis, datt dat och hei e groussen Zousproch an der Chamber fënnt, an datt och, laut dem Interview, dee schonn zitéiert ginn ass haut de Moien, an der Regierung schéngt déi Meenung ze sinn.

Wa mer dat also wëlle verhënnere, da muss mer adequat Solutiounen fannen. Solutiounen fannen, déi net eleng nëmme hei fir Lëtzebuerg gültig sinn, well de Medium Internet ass jo och eent, dat per se eent ass ouni Grenzen. Et muss ee Solutiounen um EU-Plang fannen. An de Moment geet de Paquet Télécom awer als legislative Kader do net duer. Deen ass onzouräichend, do muss dru geschafft ginn.

Mä ech mengen awer, net nëmme eleng do! Och mir sollen eis dee Sujet hei wierklech zu Häerz huelen. An ech mengen, mat deser Interpellatioun, déi ganz sennvoll war, wat eng gutt Initiativ war, si mir der Meenung, datt deen Débat awer net ofgeschloss ass haut de Mëtteg, mä eigentlech fänkt den Débat fir eis elo eréischt richtig un!

Mir fuerderen och, oder mir sinn och domadder d'accord, datt eng gesetzlech Regelung vun der Netzneutralitéit kënn. Duerfir hu mer och déi Motioun vun deene Grëngen, vum Claude Adam mat ënnerschriwwen. Mä mir wëllen awer och, datt hei an der Chamber en Débat d'orientation soll gemaach ginn, mat engem Rapport, wou dann all d'Facette solle belicht ginn, wou all Partei kann eng Kéier dozou Stellung huelen.

Well mir wëllen net, datt nëmme de Régulateur oder de Législateur sech mat där Problematik ausenanersetzt hannert zouenen Dieren! Mir wëllen, datt mer hei an der Chamber eng genau Analys maachen, kucken: Wat ass de gesetzleche Kontext hei zu Lëtzebuerg? Wéi geet een, wat fir eng Approch gëtt et um EU-Niveau? Mir wëlle kucken: Wéi sinn d'Situatiounen, souwuel hei am Land wéi op anere Plazen? Mir wëllen also do wierklech eng detailléiert Analys maachen an esou engem Débat d'orientation mat engem Rapport.

Mir kéinten eis virstellen, datt dat e bësselchen esou an deem Sënn ass wéi an Däitschland. Do war nämlech och eng Enquêtekommission am däitsche Bundestag, déi huet geheescht „Netzneutralitéit“, déi huet e Rapport och ausgeschafft an all déi Facette belicht. Do ass e Rapport vun 120 Säiten erauskomm! Ech weess net, ob mir hei och esou vill misste schreiwen. An opgrond dovunner ass dann och e largen Débat gefouert ginn. An et ass och do, wou dann d'ganz Parlament konnt d'Regierung guidéieren, fir weider Schrëtt ze maachen.

Also mir froen duerfir, datt esou en Débat hei organiséiert gëtt. Et kéint ee sech och virstellen, datt zum Beispill e Rapporteur vun esou engem Débat oder vun esou engem Rapport kéint dann och een Oppositionspolitiker zum Beispill sinn. Firwat net? Voilà, an deem Sënn géif ech dann och hei eng Resolutioun déposieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'elle s'est largement exprimée en faveur du maintien de la neutralité des réseaux Internet;

- considérant qu'il incombe aujourd'hui à l'Institut Luxembourgeois de Régulation de veiller à ce que les opérateurs assurent un accès non-discriminatoire aux réseaux Internet;

- considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été traduit en droit luxembourgeois;

- considérant les discussions menées tant au niveau européen qu'au niveau des États membres visant à créer un cadre légal permettant de garantir la neutralité des réseaux Internet;

- considérant les travaux parlementaires menés à cet égard dans nos pays voisins;

- notant qu'une analyse détaillée de la situation actuelle au Luxembourg à l'instar de celle faite par nos pays voisins fait actuellement défaut;

décide

- de charger la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace à élaborer un rapport en vue d'un débat d'orientation sur l'opportunité d'inscrire le principe de la neutralité des réseaux Internet dans la législation luxembourgeoise.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, fir d'Éischt wëllt ech soen, dass ech begrëssen, dass mer haut an der Chamber iwwert den Internet schwätzen, an och de Claude Adam do fir félicitéieren, déi Initiativ geholl ze hunn. Vlächicht just, fir direkt op dat anzegoen, wat den Här Berger elo proposéiert huet, en Débat d'orientation mat engem Rapport an der Kommissioun. Bon, ech mengen, all Deputéierte kann esou eppes froen. Ech fannen och, dass et u sech eigentlech gutt ass, wann een an der zoustänneger Kommissioun vill doriwuer schwätzt. Ob et elo en Débat d'orientation gëtt, bon, datt muss d'Conférence des Présidents decidéieren.

Mä et schéngt mer wichteg, och opgrond vun all där Viraarbecht, déi ech op jidde Fall, an ech mengen och aner Kolleegen hei, iwwert dat Thema gemaach hunn, dass mer an der Kommissioun méi oft missten iwwert dee Problem, dee mer haut hei traitéieren, schwätzen, mat onsem Régulateur, mam Minister, mat deene Leit, déi sech dorëm bekëmmere, fir eben déi Evolution, déi sech op deem Gebitt mécht, fir déi ze verfolge.

Mir si vlächicht als Lëtzeburger Politik e bësse spéit drun. Ech wëllt dat just soen, wann ee ronderëm kuckt, wat an de Länner ronderëm ons schonn alles gelaf ass, da gesäit een, dass do villes amgaangen ass, ebe just iwwert dat Thema vun der Netzneutralitéit. Et ass scho gesot ginn. A Frankräich hat d'Assemblée nationale eng Mission d'information decidéiert, déi am Abrëll 2011 ofgeschloss ginn ass, mat engem Rapport vun enger UMP-Deputéiert, d'Madame Laure de la Raudière, an derniewent hat awer dee sozialisteschen Deputéierte Christian Paul eng Proposition de loi abruucht, fir d'Netzneutralitéit an engem Gesetz festzehalen.

An der Belsch ware verschidde Propositions de loi gemaach ginn an et war souguer eng Proposition vun Ännerung vun der Verfassung proposéiert ginn, fir d'Netzneutralitéit an d'Verfassung ze setzen. Bon, eigentlech ass dat nach net aboutiséiert. Ech wollt dat just soen, fir duerstellen, dass ebe villes an de politesche Kreesser geschitt.

Ech erënnere drun, dass och am November 2009, do huet deemools d'Madame Reding, d'Kommissarin, als Member vun der Kommissioun zoustänneg fir d'Telekommunikatiounen, ënnert den zwielef Hauptmesur vum Télécom-Pak souwuel d'Rechter vun de Bierger fir de fräien Accès zum Internet an dem neutralen Internet, fir e méi oppenen an neutralen Internet virgeluecht. D'Kommissioun huet, ouni d'Neutralitéit vum Internet an d'Gesetz anzuschreiwen, an enger Deklaratioun derniewent ganz kloer gesot, dass se déi Netzneutralitéit natierlech wëllt.

Dir wësst och, dass national an europäesche Régulateure probéieren, tëschent de Wirtschaftsinteresse vu klengen a groussen Acteuren an den Interesse vun deenen eenzelnen Utilisateuren ze vermëttelen. Den Débat tëschent de villes Acteuren ass héich politesch an héich tech-



nesch zugleich an en ass permanent an émsou méi engagiert, wéi et sech ëm riseg politesch, wirtschaftlech a kulturell Enjeuen handelt.

Den Internet entwéckelt sech ëmmer weider. D'Demande no schneller Kommunikatioun ass riseg op der ganzer Welt, an ëmmer méi gëtt den Internet en Instrument vu wirtschaftlecher Innovatioun, mä och vu Pouvoir.

Här President, et schiele sech zwou grouss Haltungen an deem Débat eraus: Déi eng ass äusserst - ech soen „äusserst“ - liberal, déi de Maart absolut gewäerde loosse wëllt, an déi aner ass méi oder weiniger bereet ze intervenéieren, fir d'Netz esou gudd wéi méiglech ze maachen an och, fir d'Netz esou oppe wéi méiglech ze halen.

Mir hunn natierlech an Europa scho vu vieren d'Haltung vun onse Grondfräiheeten a vun der Demokratie, wat et natierlech an autoritäre Regimer net gëtt, wou den Internet enk vum Stat iwwerwaacht gëtt an och emol ausgesat gëtt, wann et em ze vill regimékritesch gëtt.

Bei ons natierlech ass jo d'Diskussioun net doré. Et denkt keen un esou eng Aart von Iwwerwachung, vu Kontroll. Mä mir wëssen, dass trotzdeem an der Demokratie och den Ordre public muss geschützt ginn, kriminell Aktivitéiten iwwert den Internet muss verhënnert ginn. Et gëtt Cyberkriminalitéit, dat wësse mer, a souguer där vu grouss Staaten, déi wirtschaftlech, technesch, militäresch oder politesch Expertise iwwert den Internet klauwe wëllen. Dat (veuillez lire: Dat ze bekämpfen) ass eng Noutwendegkeet.

Déi aner Noutwendegkeet ass natierlech, fir d'Privatsphär ze schützen an Transparenz vun der Behandlung vun de perséinlechen Donnéeën ze schafen. Wann alles zougänglech ass, bis eran an d'Haiser an an d'Schlofzëmmeren, dann ass d'Fräiheet vläicht grouss, mä net méi vill wäert.

D'Fro ass, wéi dat geschéie soll. Ech hale perséinlech - an ech mengen, meng Partei och - vill vun Autoregulatioun. An et gëtt jo ëmmer erëm vun den Acteure selwer verséichert, dat wär fir si dee richtege Wee, deen och d>Weiderentwicklung vum Internet erlaube géif. Mir hunn national an europäesch Régulateuren, déi iwwerwaachen, wéi dës Autoregulatioun fonctionnéiert, an déi agräifen, wa se net fonctionnéiert - also ex post, Här Adam!

Well d'Entwécklung vum Internet esou rasant ass an esou schnell enorm Muechtpositionen domat geschaf ginn, kann et schnell dozou kommen, dass monopolistesche oder oligopolistesche Positionen déi Autoregulatioun onméiglech maachen oder schwächen. An dann ass et meeschtens ze spéit! Dofir ass d'Fro berechtigt, ob d'Prinzipien net méi kloer ex ante festgueluecht mussen ginn.

An der Welt vum Internet gëtt et vill Zorten Acteuren. An et gëtt gradesou vill Meenungen, wéi et esou Acteure gëtt. Wat fir ee Wee also huelen? Et ass schonn hei ervirgestrach ginn: D'Europäesch Unions huet den 30. Juni 2010 eng öffentlech Consultatioun an Europa lancéiert, fir erauszefannen, wat dann d'Acteure wëllen. An d'Lëtzebuurger Regierung - et ass och scho gesot ginn - huet der Kommissioun dozou den 30. September 2010 eng Kontributioun geschéckt, déi mer och an der zoustänneger Kommissioun gekuckt hunn.

Doranner gëtt Folgendes gesot, ech widderhuelen et: Éischtens, Lëtzebuerg ass kloer fir de Prinzip vun Neutralitéit vum Internet, esou wéi dat an onser nationaler Strategie fir Breetband mat ganz héijer Vitesse och am Abrëll 2010 scho steet. Dës Neutralitéit, zweetes, ass och am europäesche Regelwierk ageschriwwen. Sollte Problemer entstoen, sollen d'Wettbewerbsregele vun der Europäescher Unions gellen.

Drittens, et gëtt Geforen, dass den Internet net méi deen „level playing ground“ bleift, dee jiddwerengem erlaabt, sech duerchzusetzen, an et gëtt elo schonns versicht - seet ons Lëtzebuurger Kontributioun -, fir d'Chaîne de valeurs vum Internet ze kontrolléieren.

Viertens, „traffic management“ vun de Réseau soll méiglech sinn, awer nëmme aus techneschen Ursachen.

Fënneftens, de Marché muss oppe bleiwen a muss eleng decidéieren, wat fir Servicer erfollegräich sinn.

Sechstens, d'national Régulateure sollen e Minimum u Qualitéit fir d'Servicer festleeën.

A siwintens, déi fundamental Fräiheete vun Informatioun, vu Mediëpluralismus, vu kultureller Diversitéit mussen duerch den Net gefördert ginn.

No där Consultatioun huet d'Kommissioun doraus eng Partie Konklusiounen gezunn: Déi weisen hirer Meinung no, dass d'Opérateure vum Net, d'Serviceprovideren an déi Firmen, déi sech ëm d'Infrastruktur bekëmmere, haut an

Europa kee Problem gesinn, wat d'Offenheet an d'Neutralitéit vum Netz ugeet.

Dergéint awer - dat ass och wichteg, well dat ass eng Diskussioun, déi amgaangen ass - seet de BEREC, also dat ass d'Organisatioun vun den nationale Régulateuren, dorënner och onsen ILR, dass et Fäll gëtt, wou d'Daten net all gläichméisseg behandelt goufen. E stellt fest, dass et Länner an Europa gëtt - ech zitieren dee Bericht -, wou den „peer-to-peer file sharing“ oder de Video streaming gedrosselt goufen.

Vläicht eng Klammer, eng vu lexikografescher Natur, Här President: Wann ech mer virstellen, dass dat, wat mer hei an der Chamber als Lëtzebuurger Rieden halen, de Korpus ass, op deen den Dictionnaire vum Lëtzebuergeschen opgestallt gëtt, dann ass dat natierlech fir déi Leit, déi dorobber schaffen, eng schwéier Affär - Klammer zou. Mä bon, ech mengen trotzdem, dass een déi technesch Wieder do esou muss gebrauchen. Ech hunn nach keng Lëtzebuurger Traductioun dovunner fonnt.

Et gëtt och Länner, wou „voice over Internet protocol“-Déngschtleeschungen - „voice over Internet protocol“, ech kenne kee lëtzebuergeschen Ausdruck! - blockéiert oder extra taxéiert goufen. Dat soen och ONGen an deem Beräich, grad wéi d'Konsumenteschutzorganisatiounen.

Dofir constatéiert dee BEREC, also dat Organ vun de Régulateuren, dass eng Partie vun deene Problemer vum selwe geléist goufen, also duerch Autoregulatioun. E mengt och, dass bei neie Problemer den Télécom-Kader vun der EU am Ablack duer géif goen, fir eng Léisung ze fannen.

Da gëtt och festgehalten, dass „traffic management“ fir d'Effektivitéit vum Internet noutwendeg ass an net kontradiktoesch mat der Netzneutralitéit ass. Wann dee Management - soen dann och déi Régulateuren - allerdéngs zum Zil huet, fir gewësse Servicer eng Prioritéit am Netz ze ginn, ass dat net akzeptabel. An da komme Froe vu Confidentialitéit vun den Daten a Schutz vun der Privatsphär, déi bei dem Management respektéiert mussen ginn. Et muss also Transparenz iwwert den Netzmanagement ginn. An eng weider Fro betrëfft och d'Differenzen tëschent dem fixen an dem mobilen Internet an d'Qualitéit vum jeeeweilege Service.

E wichteg Thema ass d'Transparenz fir de Consommateur, speziell wat d'Informatioun iwwert d'Konditiounen vun de Kontrakter ugeet, d'Méiglechkeet, de Fournisseur ze changéieren. An ëmmer erëm stellt d'Fro sech, ob een nei Regele schafe soll oder ob déi bestehend méi allgemeng, zum Beispill iwwert de Service universel, duerginn. D'allgemeng Tendenz ass op jidde Fall, weineng oder keng nei gesetzlech Regelungen ze schafen.

Wat natierlech den Internet méi wisst, wat e sech technesch méi entwéckelt, wat d'Fro méi komplizéiert ginn. Ech ginn ee Beispill, wat mech an deene ville Bärträg, déi ech heizuogelies hunn, besonnesch frappt huet. Eng nei Dimensioun zum Beispill vum Internet wäert sinn, am Gesondheetsberäich - „eHealth“ genannt - zum Beispill den Häerzrythmus vun engem Patient oder aner Parameter vum der Gesondheet vun engem Mënsch à distance iwwerwaachen ze loosse, also iwwert den Internet iwwerwaachen ze loosse.

Dat kann natierlech nëmme da reibungslos fonctionnéieren, wann déi Zort Trafic, Internettrafic, absolut Prioritéit an den Netzer kritt. Déi Iwwerwachung muss regelméisseg op deemselwechten Niveau vu Vitesse stattfannen. Aner esou Prioritéite kann ee sech virstellen, zum Beispill fir gewëssen öffentlech Déngschtleeschungen oder Kommunikatiounen a besonnesche Fäll, wéi a Katastrophefäll.

Dat ass dann theoretesch a praktesch net méi mat dem Prinzip vun der Netzneutralitéit ze maachen, déi verlaangt, dass all Daten déiselwecht Rechter an der Transmissioun hunn.

Virun allem bréngt déi wirtschaftlech Bedeitung vum Internet d'Versuchung vu grouss Gruppen, dést Instrument monopolistesche oder oligopolistesche ze profitéieren, ob horizontal oder vertikal.

Här President, den 19. Abrëll - no där Consultatioun vun 2010 -, den 19. Abrëll 2011 huet d'Kommissioun eng Kommunikatioun iwwert den offenen Internet an d'Neutralitéit vum Internet an Europa erausginn. Mir haten déi Kommunikatioun och an der zoustänneger Kommissioun. An de Konklusiounen dozou seet d'Kommissioun, dass d'Regele vun Paquet Télécom einstweilen duerginn, fir en offenen Internet ze schafen.

Si seet och, dass Enquêté vun der Kommissioun iwwer Fäll vu Blocage an Aschränkunge vu gewëssenen Zorten Trafic amgaange sinn an dass se opgrond dovunner eng Décisioun iwwer weider Orientatiounen iwwert d'Neutralitéit

vum Internet wëllt huelen. Dat ass also eppes, wat an der Schwief ass.

De 7. Oktober - also net laang hier - huet den europäeschen Dateschutz, d'Dateschützer, den „European Data Protection Supervisor“ geschriwwen, dës Kommunikatioun vun der Kommissioun géif net wäit genuch goen, wat d'Protektioun vun den Daten an der Privatsphäre ugeet, an dass een nach weider analyséieren muss, wat d'Konsequenze vun de Praktiken vun den Netzbedreier sinn, an dass eventuell de gesetzleche Kader misst gestrafft ginn.

Dës Kommunikatioun gëtt den 13. Dezember - dat ass schonn hei gesot ginn - dést Joer an engem Conseil „Télécommunication“ beschwat. An ech sinn der Meenung, dass d'Chamber mat dëser Interpellatioun och eng gudd Geleeënheet huet, fir d'Regierung ze encouragéieren, op deem Conseil kloer an däitlech fir d'Netzneutralitéit a fir den offenen Netz anzetrieden. An ech mengen, haut, op jidde Fall dës Woch, huet d'Europaparlament eng Resolutioun ugeholl, déi an déiselwecht Richtung geet.

Sécher, dat wëll ech och nach derbäisoen, well mer awer trotzdeem an der Kommissioun dorobber geschafft hunn, huet all Land seng Spezifitéiten. Mir erënnere ons, dass mer am November 2010 eng Entrevue mat de Vertrieeder vun der Entreprise des Postes et Télécommunications iwwer ons national Strategie fir en „ultra haut débit“ haten. D'Post finanziert jo d'Infrastrukture fir déi Strategie, ass en Opérateur dominant am Lëtzebuurger Maart, well se jo de gréissten Deel vum Réseau besetzt. Dofir muss den ILR jo déi sougenannten Opérateurs alternatifs schützen.

Och déi hate mer am Februar 2011 an der Kommissioun. All Opérateure solle jo Zougank zum Netz zu anstännege Konditiounen kréien. Nu sinn eng Partie Opérateurs alternatifs - dat huet d'Post ons gesot -, eng Partie Opérateurs alternatifs um Lëtzebuurger Maart sinn Opérateurs dominants op hirem nationale Maart, wéi zum Beispill Orange, France Télécom, Tango oder Belgacom. Et ass also net esou, wéi wann déi Opérateurs alternatifs um Lëtzebuurger Maart nëmme kleng, intelligent Tëftler wäeren, déi an hirer Garage en neit glorriicht Kapitel vum Internet géife schreiwen. Et geet schonn ëm wirtschaftlech Muechtpositionen! An dofir kann d'Europäesch Unions och net éiweg zécken, fir preventiv Uerdnung ze schafen.

Lëtzebuerg huet duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 de Paquet Télécom ëmgesat. An deem Paquet stoung näischt iwwert d'Neutralitéit vum Netz. Also steet och näischt an onsem Gesetz, dat dee Paquet transposéiert huet. Et kann ee sech haut froen, ob et net nützlich gewiescht wier, de Prinzip an d'Gesetz anzuschreiwen. Dat émsou méi, wéi et jo bekanntlech déi Deklaratioun vun der Kommissioun als Annex zu den Direktive gëtt.

Esou wéi d'Gesetz ausgesäit, kann een awer soen, steet de Prinzip vun der Neutralitéit implizit dran - doduerch, wat den ILR um Marché muss maachen a wat en och mécht -, mä de Prinzip steet net explizit dran. Dofir hu mir och déi Motioun vum Claude Adam matgedroen, well doranner gesot gëtt, dass ee sech iwwerleeë soll, fir déi Notion vum der Netzneutralitéit an d'Gesetz anzeféieren.

Dat kann, menger Usicht no, an deem Gesetz vum 27. Februar 2011 sinn, op enger Plaz ganz am Ufank, wou déi Prinzipie festgueluecht ginn, oder anzouschwenkesch anescht. Mä ech mengen, et ass schonn interessant, dass dës Chamber dat och wëllt ausdrécke vis-à-vis vun der Regierung. Op jidde Fall, nach eng Kéier, ech hunn dës Aarbecht, fir dës Ried an dës Debatt ze preparéieren, ganz interessant fonnt an ech hoffen, dass mer an der Kommissioun op déi eng oder déi aner Manéier och weider dorobber schaffen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëllt ech soen, dass mir d'Initiativ vum Claude Adam begrëissen. Eng Interpellatioun, déi vläicht éischer technesch ass, mä awer e grouse sozialen Impact huet, haaptsächlech am Beräich vun der Innovatioun, zum Beispill an der Medezin - an den Här Fayot huet mat Recht dorop higewisen.

A ville Länner gëtt hefteg debattéiert, fir ze bestëmmen, ob de Prinzip vun der Neutralitéit vum Netz vun der Gesetzgebung garantéiert soll ginn oder net. De 24. Juni 2011, bei der Transpositioun vun Paquet Télécom an d'hollännescht Recht, ass Holland dat éischt europäescht Land ginn, dat eng Protektioun vun der Neutralitéit vum Réseau an d'national Ge-

setzung ageschriwwen huet. Holland ass e Virreider, e ganz klengt Land. Dat beweist dat grousst Demokratieverständnis vun deem Land, an net eleng an deem Domän, och an aner Domänen. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi kleng Länner, wéi Lëtzebuerg och, op dee Won do wäerte sprangen, ouni vläicht op d'Europäesch Gemeinschaft ze waarden.

An den USA, wou den Débat iwwert d'Neutralitéit vum Netz scho méi laang gefouert gëtt, huet dat amerikanescht Regulatiounsinstitut „Federal Communications Commission“ ganz contraignant Regeln ausgeschafft, fir d'Neutralitéit vum Netz ze garantéieren. Fir d'Neutralitéit vum Netz ze garantéieren, muss een etlech Prinzipie respektéieren, nämlech d'Transmissioun vun den Donnéeën, ouni d'Quell, de Contenu an d'Destinatioun an iergendenger Weis ze beaflossen. A fir dës Neutralitéit ze garantéieren, muss een de Réseau wéi ee Bien public reguléieren. An ech mengen, dat ass d'Wuert, dat een hei muss gebrauchen: ee Bien public.

Den Internet sollt jo am Ufank bei senger Konzeptioun eng universal Ressource ginn, ouni zentral Regulatioun, fir seng Entwécklung net anzuschranken. Et sinn awer déi rezent technologesch Entwécklungen - sief et un der physescher, sief et un der logistescher Architektur -, déi dës Logik vun engem fräien an neutralen Internet eng gewësse Brems operluecht hunn.

Mat dëser technologescher Entwécklung hu sech nei ekonomesch Modeller entwéckelt, mat der Entstehung vun engem Internet, dee verschidde Servicer an Applikatiounen ubitt, ënner gewësse Bedéngungen, déi finanzieller Natur sinn, a wou esou d'Impressioun entsteet, dass den Internet e puer Vitesse huet. Dierneft gëtt et och verschidden administrativ Mesuren, déi d'Neutralitéit vum Netz hemmen. Hei sief un de Blocage vun, zum Beispill, pädopornografesche Siten erënnert, déi duerch een administrative Filter blockéiert ginn.

Et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Argumenter, déi fir d'Neutralitéit vum Netz an d'Feld gefouert ginn. Wann een dovunner ausgeet, dass déi frei Kommunikatioun vun den Iddien an de Meenungen eent vun de Grondrechter vum Mënsch ass, well jo all Bierger fräi schwätzen, schreiwen an drécke kann, ouni dovunner ze abuséieren a mam Gesetz a Konflikt ze kommen; wann ee gesäit, dass déi nei Kommunikatiounsmethode sech generaliséieren, mat engem méi groussen Impact un der demokratiescher Gestaltung vum Zesummeliewen, dann implizéiert dës Grondrecht automatesch d'Fräiheet, fir un d'Internetservicer Zougank ze kréien.

Wann den Internet als Informatiounsquell ugesi gëtt - an anere Wieder och eng Form vun Educatioun an och vun enger öffentlecher Instruktioun -, dann ass och nom Artikel 23 vun der Verfassung de Stat den Haaptacteur, fir dat jiddwerengem ze garantéieren, ouni Distinctioun vu senger ekonomescher Lag. Wouer ass och, dass d'informatesch Material an den Zougank zum Netz relativ bëlleg sinn, esou dass d'Majoritéit vun de Leit sech dat leeschte kann.

Bleift dann d'Problematik vun den Zousatzkäschte fir nei Servicer oder Applikatiounen. Dat ass bekannterweis dovunner ofhängeg, wéi sech d'Opérateure vum Netz an d'Fournisseure vum Netz eens ginn. D'Fournisseure kënnen jo bekanntlech nei Servicer ubidden, ouni Accord vun den Opérateure vum Réseau. Opérateuren, déi awer och ee Stéck vum Kuch wëllen hunn a vun den neie Servicer profitéieren wëllen, anerefalls et theoretesch schnell zu engem Blocage vu verschiddene Réseauë kéint kommen.

Do entsteet ënner anerem eng onglécklech Konkurrenz, well en Opérateur jo een Deel vu sengem Netz deemjéinege Fournisseur zur Verfügung stelle kann, deen him am sympatheschsten ass oder deen him am meeschten abréngt. An deem Fall ass eng egalitär Informatiounsplattform net méi garantéiert! A wa se garantéiert wier, da wier et schlussendlech um Endverbraucher, fir d'Rechnung ze bezuelen, wat net fir jiddweree réalisabel ass.

D'Géigenargumenter, déi géint eng Neutralitéit vum Netz schwätzen, sinn éischer - wéi gesot - ekonomescher Natur. Et gëtt behaupt, dass déi nei Infrastruktur, zum Beispill déi optesch Glasfasern, net eleng duerch d'Abonnementer vun de Consommateure kënnen gedeckt ginn. An duerfir sichen d'Opérateuren no enger neier Quell vu Revenuen.

Et gëtt och gesot, dass, fir e schnellen Internet an eng kleng Latenzzeit ze garantéieren, wat Zäiten um Internet sinn, duerfir dierften d'Leit, déi net u verschidde Servicer abonnéiert wieren, keen Zougank dozou hunn.

Bei all dësen ekonomesche Considérationen ass et sécherlech d'Roll vum Stat, déi hei entscheedend ass. De verlängerten Aarm vum Stat, den ILR, den Institut Lxembourgeois de Régulation, huet sécher keng einfach Missioun, fir d'Partner un en Dësch ze kréien an eng akzeptabel Solutioun fir jiddwereen ze fannen. D'Roll vum ILR muss gestärkt ginn, wat eiser Usiicht no schonns awer ganz gutt fonctionnéiert.

Et bleift awer schlussendlech an der Kompetenz vum Stat, fir d'Neutralitéit vum Réseau als Grondrecht an der Verfassung ze verankeren a jiddwereengem zougänglech ze maachen, ofgesi vun allen ekonomesche Considérationen.

Och besteet Interventionsbedarf an de Gemengen. Déi si gefuerdert, fir hire Bierger optimal Konditiounen ze garantéieren. D'Installation vum Internetstufen oder eng Subvention géif hei sécherlech dozou bäidroen, datt d'Inegalitéit an dësem haarde Konkurrenzmarché net déi sozial Schwaach géif treffen, an esou de Gruef tëschent Wëssen an Onwësse méi kleng ze maachen.

Nach ee Wuert, Här President, iwwert de Contenu. D'Fro, déi ee sech hei ka stellen oder stelle muss, ass, ob een all Site toleréiere soll, och deen allerschlimmsten.

Et ass eben esou, datt d'Welt esou ass wéi se ass, mat hire gudden Säiten, mat hire schlechte Säiten. Dozou gehéiere sécherlech Gewaltakten a Brutalitéit vun aller Aart. Esou ass d'Welt ebe konzepéiert an dat wäert existéiere mam Internet oder och ouni Internet. Et gétt schliesslech keen obligéiert, fir esou Siten ze kucken. A wann ee preventiv eppes wéilt ënnerhuelen, da soll de Législateur an de Schoulen d'Kanner an déi Jugendlech op esou Thematike sensibiliséieren. Dat ass wouer, fir den Drogekonsum, den Alkoholkonsum, d'Suchtverhalten a fir d'Fëmmen anzudämmen. D'Prevention ass do primordial.

Als Konklusioun ass et kloer, et huet alles säi Präis. Et kann awer net sinn, datt mir nom Prinzip handeln, alles, wat bëlleg ass an de facto och riskéiert, manner gutt Qualitéit ze sinn, dat gehéiert der grousser Mass, an alles, wat deier ass, mat engem besseren Niveau, dat gehéiert der Élite. Dat wier sécherlech net am Sënn vun der Chancëgläichheet a jiddweree muss vun dësem Angebot profitéiere kënnen. An do hoffe mir op positiv Signaler.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Kommunikationsminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt dem Interpellant, dem Claude Adam, Merci soen, dass en d'Interpellatioun gemaach huet.

Elo ass et jo normalerweis esou, wann een eng Interpellatioun mécht, da flucht d'Regierung, seet, elo muss mer eis hei ausemesetzen. Haut ass et aneschtens gaang, well mer eis haut eens gi sinn.

Eigentlech, wa mer drun denken, dass mer déi Debatt, dass mer schonn oft iwwert dee Problem an der Kommissioun geschwat hunn, war dat och virauszegesinn, dass mer eis géifen eens ginn. Esou, dass natierlech d'Press an d'Observateuren dobauss vum der Chamber TV sech kënnen froen: „Wat solle mer dann elo nach driwwer berichten oder kucken? Si streide jo net. Woufir maache se dann eng Debatt, wa se net streiden?“

Ech si besonnesch frou, dass déi Debatt hei stattfënn - ech mengen, et hu schonn e puer Virriedner et gesot -, well dat hei jo net eleng e lëtzebuergesche Sujet ass, mä zurzäit en europäesche Sujet ass. An ech kommen nach eng kéier op Europa zréck an op déi eenzel Positiounen vun den eenzelnen Institutioenen. An dass et fir mech wichteg ass, wann ech den 13. Dezember am Télécom-Conseil sinn, dass ech ka soen, dass dat heiten eng wichteg Fro ass an dass et hei eng Unanimitéit an der Chamber gétt an dass déi eigentlech de Minister dréckt, fir méi wäit ze goen, an net, fir nozeginn.

Duerfir mengen ech, dass déi Debatt eng wichteg Debatt ass. Ech si ganz frou, dass mer déi Debatt haut haten, well et eiser Positioun, déi ech am Numm vun der Regierung wäert den 13. Dezember virdroen, vill méi Visibilitéit a vill méi Poids gétt.

Elo ass et natierlech eng wichteg Debatt, awer och eng technesch komplizéiert Debatt. An an der Debatt, ech hunn dat och haut gemierkt, grad wéi och an Europa, ginn ëmmer zwee

englesch Begrëffer - ech probéiere lues a lues dat emol op Lëtzebuergesch ze erklären - matenee vermëscht: d'„net neutrality“, d'Neutralitéit vum Internet, an d'„freedom of net“, d'Grondrechtwahrung um Internet. Dat sinn zwee Begrëffer, déi enk matenee verbonnen sinn an trotzdeem hiert eegent Liewen hunn.

D'Neutralitéit vum Internet ass éischter eng wirtschaftlech Gréisst, währenddeem d'Fräiheeten um Internet éischter eng juristesche Gréisst sinn. Déi zwee muss een awer beienee kucken, well heiansdo gétt dat eent benotzt, fir dat anert a Fro ze stellen a vice versa. Zwou Saache si wichteg um Internet: Dat eent ass d'Innovation, an dat anert ass d'„net neutrality“, d'Internetneutralitéit.

Wann net alles, jiddwereen hätt kënnen eppes Klenges maachen, géif et keng ginn. Och Google huet eng kéier kleng ugefaangen a Yahoo huet eng kéier kleng ugefaangen a Skype huet eng kéier kleng ugefaangen. Duerno si Leit räich ginn domadder, mä si hunn eng kéier kleng ugefaangen. A wa se net hätte kënnen kleng ufänken, wäere se ni do, wou se elo sinn. An da wäeren och keng Servicer um Internet.

Dat anert sinn d'Fräiheete vum Internet. Wann d'Fräiheete vum Internet ze vill a Fro gestallt ginn, da wär et keen „Arabescht Fréijoer“ ginn a ganz vill aner Saachen och net. Ech mengen, et gouf oft genuch hei gesot.

Ech wäert versichen, e bësselchen all déi Begrëffer méi kloer ze maachen. Ech wëll awer allen Intervenanten, dem Här Adam, der Madame Aehm, dem Här Berger, dem Här Fayot an dem Här Colombera, Merci soen, well se sech vill an d'Detailler erageschafft hunn an och eng profound Sachkenntnis hei gewisen hunn. An ech wëll dann duerfir e bësse profitéieren, fir deene Leit, déi nach vläicht virun der Chamber TV sëtzen, dat e bësse manner technesch ze erklären, vu wat mer hei schwätzen. An da maache mer et wéi an der „Feuerzangenbowle“ an da soe mer: „Dann stelle mer ons ganz dumm and dann sage mer so.“

(Hilarité)

D'Internet ass eng Autobunn. An op där Autobunn, do fueren d'Motorrieder, kleng Autoen, méttel Autoen, déck Autoen, Camionnetten a Camionen. An da kann et zu Staue kommen. An da stellt sech d'Fro: Wéi regele mer de Verkéier, wa Stauen do sinn? An dat ass d'Fro oft vum Bedreier vun der Autobunn selwer. Wie kritt d'Prioritéit? Wie fiert virun deem aneren? An dann ass déi aner Fro: Wéi kucke mer, dass net Rowdyen do sinn an dass net falsch Saachen transportéiert ginn? An dat ass eng Fro da vun der Polizei a vum Strofrecht.

Dat Éischt huet eppes mat Neutralitéit um Internet ze dinn an dat Zweet huet eppes mat Fräiheet um Internet ze dinn.

Da wëll ech emol fir d'Éischt ufänke mat der Neutralitéit um Internet. D'Neutralitéit um Internet heescht, dass deen, deen de Verkéier regelt, den Autobunnsbedreier, dass deen net dierf froen: „Vu wou kënns de? Wou fiers de hin? A wat transportéiers de?“ Wann dann e Stau kënnt, da muss en, wann en de Stau wëllt regelen, wien d'Prioritéit huet, dann dierf en och dat doten net froen. Dann dierf e wuel froen: „Wat loosens ech hei éischter duerch oder wat muss vläicht bezuelen, fir éischter duerchzekommen?“ A woufir muss e bezuelen? Majo, well e méi Belaaschtung huet.

D'Motorrad um Internet, dat ass den SMS. Dat ass net vill Belaaschtung; duerfir brauche mer net vill Breetband. Eng Foto, da si mer scho méi wäit. A wa mer dann e ganze Video eroflueden, dann hu mer en décke Camion dosto. Alles

dat brauch Capacitéit vum Internet. Duerfir - elo si mer erëm bei der Autobunn - muss d'Autobunn ausgebaut ginn. Dat ass emol dat Éischt. Mir bauen d'Autobunnen dauernd aus, dass méi Camionen, Motorrieder, Autoe kënnen drop fueren.

Zu Lëtzebuerg wëlle mer Virreider sinn. Duerfir eis „haut débit“-Strategie, woubäi natierlech Haut débit och ëmmer..., et muss ee kucken, wat et ass. Et ass wéi bei der Autobunn. Wéi mer déi éischt zweespureg Autobunne gebaut hunn: „Wat sinn déi grouss!“, soten d'Leit. An haut si se ze kleng. Esou ass dat beim Internet och.

Mir sinn effektiv, Här Adam, Leader beim héijen Internet. Mä do schwätze mer vu ganz klengen, vu ganz klengen Stréim schwätze mer do. Mir wëllen op 100 goen an duerno op ee Gigabyte goen, an da schwätze mer vu ganz aneren.

Ech mengen also net, fir op eng Fro vun Iech zréckzekommen, dass ee misst e Service universel ubidden. Dat gétt a verschiddene Länner gemaach, wou d'Bedreier selwer - well et ass jo Konkurrenz do - net genuch ubidden. Ech mengen, mir sinn haut héich, vir bäi, mä mir mussen dat nach ausbauen. An duerfir hu mer déi Strategie gemaach, wou mer soen, mir hätten dat gär. D'Post huet en Optrag, mä mir hätte gär och do Neutralitéit um Netz. Dat heescht, och do mussen déi alternativ Ubidder kënnen mat erakommen.

Duerfir, mengen ech, brauche mer net an d'Gesetz eppes dranzeschreiwen iwwer ee Service universel, well mer amgang sinn, dat ze maachen. A wann Der d'Reklammen héiert, gesitt Der, dass net nëmme d'Post Reklamme mécht, mä och anerer maache Reklammen, fir en héich qualitativen Internet unzebidden.

Well dat ass nach eng kéier d'Fro. Dir kënnt, wann Dir nëmme fënnf Megabyte hutt, eng Foto eroflueden, mä et dauert laang. E Lidd dauert scho vill méi laang. An e Video, dee luet Der net erof. Hutt Der allerdéngs 50, wou mer elo amgang sinn ze kommen, respektiv 100, wou mer deemnächst wëlle kommen, oder herno e Gigabyte, jo da kritt Der dat séier erofgelueden. Elo ass natierlech d'Fro: „Muss ee fir dat net méi bezuelen?“ Dat heescht, wann ee gär e Camion séier bei sech doheem hätt, muss ee vläicht méi fir de Camion bezuelen.

Dat ass dann d'Fro vun der Regulatioun um Internet. Wichteg ass, dass een da seet: Majo, fir Camionen ze kréien, muss de méi bezuelen. - Awer e Camion ass e Camion. Déi grouss Gefor ass, dass den Internetbedreier seet, fir en Autobunnsbedreier: „Ma ech hunn d'Camionen a meng Camione kriss de gratis. Also, komm bei mech, a meng Camione kriss de gratis mat, an déi aner Camione muss de bezuelen.“ An dat ass d'Gefor, dass mer eng vertikal Integratioun kréien, wou dann de Konsument muss deier, deier bezuelen - an da si mer um Problem aarm/räich, wat mer virdrun haten -, deier, deier bezuelen, fir op dee Camion ze goen, well dee kritt Prioritéit an deem anere Camion kritt d'Prioritéit net.

Dass een also Taxe freet, Maut freet op der Internetautobunn ass richtig, mä da muss et déiselwech si fir e Motorrad, déiselwech fir e klengen Auto, déiselwech fir en décken Auto an déiselwech fir eng Camionette oder e Camion, egal wem se gehéiert. An dat ass e bësselche wichteg. Et kann een differenziéiert Präisser maachen, mä nëmme nom Typ vun dem Contenu an net vun der Origine vum Contenu aus. Et dierf een also net froen „Wiem gehéiers du?“ Dat geet net. An dat ass zu der Regulatioun vum normalen Internet. Dat ass d'„net neutrality“.

Deen zweete Punkt ass dee vum „freedom of Internet“. Wéini kann dann do e Polizist kommen a soen: „Hei, erfou vun der Autobunn!“? An dat ass eng grouss Gefor iwwerall, well een da muss wierklech sech strofrechtlech positionéieren a soen: „Nëmme wann et wierklech, wann s du wierklech illegal dech behëls oder illegal Contenuen an dengem Camion hues, wann s de Kannerpornografie an dengem Camion gelueden hues, jo da muss de net nëmme erfou, mä da muss och d'Contenu iwwerhaapt zerstéiert ginn.“ Ech kommen nach op déi dote Fro zréck, dass de Contenu muss zerstéiert ginn.

Sou, dat ass déi aner Fro. An dat ass déi Fro, wou ee muss oppassen, dass heiansdo dat eent mat deem anere vermëscht gétt, dass gesot gétt: „Majo, well mer wëllen illegal Contenuen op dem Internet verbidden, duerfir muss mer elo alles reguléieren.“ An da gétt also eng strofrechtlech Approche, e Grondrecht, eng Mënscherechtsapproche benotzt, fir eigentlech wirtschaftlech eppes ze kréien. An dat ass déi grouss Diskussioun an Europa, wou natierlech d'Meenunge vill auserneeginn.

Ech ginn Iech dann d'Beispill ebe vun der Kannerpornografie, well mer elo eng Direktiv ugeholl hunn zesummen tëschent dem Europäesche Ministerrat an dem Europaparlament, wou d'Europaparlament eis gehollef huet, a wann ech vun eis schwätzen, sinn dat verschidde Ministere wéi de lëtzebuergesche Justizminister. Et ass nämlech eng Direktiv vun de Justizministeren, net vun de Kommunikationsministeren, an och der däitscher Justizministeresch, wou mer dauernd eis do ofgeschwat hunn.

An dat ass d'Fro bei Kannerpornografie: Blockéiere mer de Site oder läsche mer de Site? A woufir ware vill Leit géint d'Blockéieren? Majo, well mer ëmmer Angscht haten, da gétt dann iergendeppes geholl als Ursach - jo, dat kann e Site sinn - an da gétt e blockéiert.

Et muss ee wëssen: Kannerpornografiesiten, déi googelt een net. Do muss een nämlech wëssen, wéi een u se erukënn. Dat ass déi grouss Aarbecht, déi och eise Parquet ganz gutt mécht, fir mat aneren ëmmer erëm zesummeschaffen, fir un déi Siten ze kommen an dann un d'Hannerleit vun deene Siten ze kommen. An do schaffe mir ganz gutt mat.

Duerfir muss de Prinzip sinn - an esou ass et elo am Artikel 25 zréckbehalte vun där Direktiv -, de Prinzip muss sinn: läschen. Nu geet dat net ëmmer. Wann de Site an iergendengem Land iergendwou am Ozean hänkt, kréie mir deen net an Europa geläscht. An Europa kréie mer se geläscht. Ganz oft si se awer net an Europa, déi Siten. Also muss ee kënnen zum Beispill an esou engem Fall blockéieren. Mä da muss een an esou engem Fall blockéieren an net automatesch blockéieren.

An duerfir steet am Artikel 25 och derbäi, dass, wa blockéiert gétt - virdrun ass gesot ginn, et muss ëmmer blockéiert ginn -, wa blockéiert gétt - also, elo ass de Prinzip am Artikel 25, e muss geläscht ginn -, Länner kënnen blockéieren, mä dann nëmme am Respekt vun de Regele vun der Proportionalitéit an der Fonctionnalitéit. Also kann een net einfach soen: „Ech spären elo esou Siten, well se mer louche virkommen.“ Mä da muss een effektiv och iwwer juristesche Prozeduren da soen: „Ma, dat doten ass e Site, dee geféierlech ass.“ Dat ass ganz kloer. D'Strofrecht dierf keng Grenz fannen am Internet. An duerfir muss mer méi europäesch Strofrecht maachen, gemeinsam Strofrecht.

Ech sinn e bëssen enttäuscht, dass mer bei de Justizministeren net méi wäit komm si bei enger anerer Direktiv, wou ech och eng kéier hei an d'Haus kommen, iwwer Internetkriminalitéit a Computerkriminalitéit. Do wär ech gär méi wäit gaangen als Justizminister, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer héich strofrechtlech Standarden hunn an Europa. Mä et mussen europäesch Standarden sinn, wou da jiddweree sech drun ze halen huet.

Dat also zu deenen zwou Zorte vu Regulatioun vun där Internetautobunn. Déi eng administrativ, déi dierf net nëmme kucken, wien d'Autobunn méi belaascht wéi deen aneren, net kucken: Wien ass et? An déi aner ass eben: Wien ass illegal? An dat muss strofrechtlech Illegalitéit sinn an net iergendwéi eppes Diffuses.

Dann d'Fro: Wéi gi mer elo weider? Wou sti mer? A wéi gi mer weider? Et war esou, dass mer de Paquet Télécom haten, wou schonn deemools mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, mat e puer anere staark plädéiert huet, fir d'Internetneutralitéit an de Paquet eranzekréien. Dat ass net gaang. Duerfir war keng Majoritéit do. A well keng Majoritéit do war, d'Kommissioun war derfir, d'Kommissioun huet dunn déi Deklaratioun, wat verschlidd Riedner scho gemaach hunn, déi Deklaratioun gemaach, dat géif dann duerno weidergekuckt ginn.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

- An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz
-
- Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz
-
- An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Mir hunn dunn de Pak hei ëmgesat a mir hunn de Pak ëmgesat no deem sakrosankte Prinzip - mat deem ech jo heiansdo meng Schwierigkeiten hat an hunn a wäert hunn -, de sakrosankte Prinzip ugewannt, d'Direktiv eent zu eent ëmzesetzen. Also, entweder et ass e sakrosankte Prinzip, eent zu eent ëmsetzen, oder et ass keen. Ech si perséinlech der Meinung, dass ee soll driwwer diskutéieren. Mä all Fraktioun, mengen ech, kënnst ëmmer mat dem Prinzip eent zu eent ëmsetzen. Mir hunn et eent zu eent ëmgesat. Dat wëllt allerdéngs net soen, dass mer näischt indirekt iwwer Internetneutralitéit hei drageschriwwen hätten, well drasteet, wéi de Paquet Télécom et och virgesäit, dass den nationale Régulateur sollt kucken, dass minimal Qualitéitsprinzipië respektéiert ginn an dass och d'Transparenz ass, wa géife Restriktionen kommen. Sou dass den ILR dat mécht. An en huet et och gemaach.

Ech soen nëmme - ech kucke meng Zäit hei - ganz kuerz, den Haaptproblem zu Lëtzebuerg, dee sech konkret gestallt huet, dat ass: Maachen d'Mobilphonie-Bedreiwer - notamment een - Skype Misär oder maache se Skype kee Misär?

Den ILR huet dat kontrolléiert an en huet versécherter kritt an huet eis dat och esou gesot, dass do Skype kee Misär gemaach kritt, a Voice over IP och net. Sou dass dat déi konkret Fro ass, mat där den ILR sech huet missen auserneeetzen. Dat ass och esou gekuckt ginn.

Sou dass mer zurzäit net de Problem zu Lëtzebuerg hunn, an den ILR och dauernd seng Aarbecht mécht.

Wéi gi mer elo weider? Elo hu mer déi Debatt an Europa, wou mer nach kee Wäissbuch hunn effektiv, wou déi Befroung war a wou d'Kommissioun sech e bësse schwéierdeet, well se tëschent zwee Still sëtzt. An och an der Kommissioun gëtt et déi eng an déi aner.

Also, ech mengen, dass d'Madame Kroes schonn ëschter esou denkt wéi mir. Mä ech weess net, ob jiddwereen esou denkt wéi si, well heiansdo kucken ech ëmmer, wat deen ee Kommissär an deen anere Kommissär seet. Déi leien net ëmmer op enger Linn, sou dass d'Kommissioun do schonn tëschent zwee Still sëtzt. Déi, déi kloer nach ëmmer majoritär fir d'Internetneutralitéit waren - dat war och beim Paquet Télécom esou -, dat ass d'Europäesch Parlament. Am Ministeschrot ginn d'Meenunge wäit auserneeet. Déi, déi bis elo ëmmer am meeschten derfir plädéiert hunn, dat war Lëtzebuerg, dat war Estland - et ass och an deenen zwee Länner, wou Skype doheem ass -, dat waren d'Hollänner.

Grouss Länner, déi grouss Télécomopérateuren di sech méi schwierig. Obwuel ech mat Interessi festgestallt hunn, dass am däitsche Bundestag eng Debatt awer elo lassgaangen ass eigentlech, fir géint déi traditionell Meinung vun Däitschland iwwert d'Internetneutralitéit do ze schwätze respektiv à la limite ze léigiféieren. Dat ass also ganz interessant.

Wéi gi mer elo och zu Lëtzebuerg weider? Solle mer léigiféieren? Solle mer net léigiféieren? Fir d'Ëischt emol, woufir mer net léigiféiert hunn. Ëschters, well mer bis elo net festgestallt hunn, dass mer zu Lëtzebuerg e Problem hätten. Dat muss mer och weider poursuivéieren.

Zweetens, well mer och eng Gefor bis elo gesinn hunn, dass, wa mir elo géife virpreschen, dann op eemol d'Kommissioun, déi tëschent zwee Still ass, op déi géif klappen, déi wëlle méi wäit goe wéi de Paquet.

Dat Drétt ass - an dat wëll ech och hei ze bedenke ginn -, dass eng Gefor ass, wann ee léigiféiert, dass een op eemol och Exceptioun léigiféiert. An Amerika zom Beispill sinn déi gréisste Befirwuert vum der „net neutrality“ géint eng Action législative, well se soen, da kommen och erëm eng Kéier Exceptiounen an herno hu mer méi Misär gemaach wéi net.

Duerfir soen ech: Wann ee léigiféiert, hätt ech och da gär, dass mer dat och dann, wa mer géifen Exceptiounen maachen, dass dat och nëmme europäesch Exceptiounen wären an dass mer net - bon, ech gesinn d'Gefor no där Debatt hei net ganz grouss -, mä ech soen, mir mussen dat kucken.

Wéi gi mer dann elo weider, mat léigiféieren oder net? Do ass meng Proposition folgend: Ech mengen, Dir hutt eng Motioun, Dir hutt eng Resolutioun, domat kann een alles ganz gutt liewen. Ech wëll souwisou - ob Der elo en Débat d'orientation maacht oder net, mir ass et egal, dat musst Dir decidéieren -, ech wollt lech Folgendes virschloen: Den 13. Dezember gesinn ech dann definitiv, wéi d'Kommissioun steet - dat ass fir mech extrem wichtig - an och wéi déi eenzel aner Länner stinn. Dat ass och fir mech wichtig. Ze léigiféieren zu Lëtzebuerg kann zwee Interéiten hunn. Deen een ass deen, wa mer géife gesinn - an do kuckt den ILR dauernd drop -, mir hätte selwer Problemer, da muss mer léigiféiere souwisou.

Wou mer et maachen, dat ass effektiv am Kader vum Gesetz vum Februar 2011, wa mer léigiféieren.

An dat Zweet ass, ob et vläicht ka sënnavoll sinn, dass verschidde Länner an Europa selwer no vir preschen a léigiféieren, fir doduerch d'Kommissioun dohinner ze dreieren, dass se méi hirer Ursprénglecher Haltung nogëtt.

Duerfir soen ech, kann ech net soen, wéini ech géif hei lech eng Propos maachen. Meng Propos ass, dass nom 13. Dezember - wéini och ëmmer dat geet mat der Kommissioun - esou séier wéi méiglech, wann et net méi geet dëst Joer, dann no Ufank Januar, mer an d'Kommissioun géife kommen.

Ech géif och do kucken, dass den ILR derbäi wär, dass den ILR och géif am Detail op déi verschidde Froen äntwerten a seng Analys maachen. Ech géif dann de Compte rendu maache vun der Positioun vun der Kommissioun an och vun eenzelne Länner, an da géife mer an der Kommissioun eng Debatt maachen. Ob Dir se duerno als Débat d'orientation hei weiderféiert oder net, ech mengen, dat ass d'Décioun vun der Chamber. Do ass de Minister selbstverständlech à disposition vun der Chamber. A mir géifen dann de Point de la situation maachen an da soen: Huet et elo en Zweck, séier eppes ze maachen? En Zweck, net séier eppes ze maachen?

Wéi gesot nach eng Kéier, ech sinn hei bereet, dat ze maachen. Ech sinn duerfir och ganz frou, dass hei eng Motioun unanime gedroe gëtt vun alle Fraktiounen. Dat stäipt mer och de Réck den 13. Dezember. Duerfir nach eng Kéier Merci fir dës Debatt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kommunikatiounsminister François Biltgen. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn awer hei elo nach iwwer eng Motioun fir d'Ëischt ofzestëmme, déi erakomm ass vum Här Claude Adam, déi, souwäit ech dat gesinn, vun alle Fraktiounen matgedroe gëtt, sou dass ech géif proposéieren, dass mer à main levée doriwweier géife ofstëmme.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier dës Motioun uegoll.

Résolution 1

An dann hu mer nach eng Resolutioun, déi erageerecht ginn ass vum Här Eugène Berger. Wie wëllt dozu nach Stellung huelen? Den Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech hunn eigentlech kee Problem mat där Resolutioun. Et ass ëmmer gutt, wann en Depu-

Sommaire des séances publiques n^{os} 4, 5 et 6

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	p. 39
Communications	p. 39-40
Ordre du jour	p. 40
Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères	p. 40-44
6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant	
1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,	
2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation	p. 44-45
Hommage à M. André Hoffmann	p. 45
Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany	p. 46
Changement de composition de la Conférence des Présidents	p. 46
Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 46-47
Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes	p. 47
Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 47-56
Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire	p. 56
6244 - Projet de loi:	
- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;	
- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines	p. 56-57
6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	p. 57-59
Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry	p. 59-60
Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet	p. 60-65
Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz	p. 65

téierte freet, dass an enger Kommissioun Aarbecht gemaach gëtt. Ech wollt just iwwert den drëtten Considérant eppes soen. Do steet: «... considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été traduit en droit luxembourgeois...».

Also, wat stëmmt, dat ass, am Droit luxembourgeois ass dee Prinzip nach net ageschriwwen. Mä ech mengen awer, an der Praxis vum ILR, souwäit ech dat verstanen hunn, opgrond och vun der Direktiv Télécom a vun der Ausrichtung vun där Direktiv Télécom, déi mer duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 transposéiert hunn, kënnen mer awer soen, dass mer dee Prinzip hei zu Lëtzebuerg applizéieren.

Sou dass ech lech géif proposéieren, Här President, dass mer, wann den Här Berger d'accord ass, géife schreiwen: «n'a cependant pas encore été inscrit dans la législation luxembourgeoise», well «traduit en droit luxembourgeois», dat geet awer méi wäit.

► **M. le Président.** - Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Här President, ech hunn absolut kee Problem domadder. An ech géif et op alle Fall begrëssen, wa mer kënten an déi Richtung goen, well mir hu jo och elo gesinn, opgrond vun den Informatiounen och vum Här Minister, datt mer eis beim Zil eens sinn, mä fir de Wee dohinner, datt mer do sécherlech gutt maachen, wa mer eis gutt informéieren, wa mer wierklech eis optimal drop preparéieren, fir herno dann och gutt Texter ze maachen. An ech mengen, dat ass dat, wat da wichtig ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci. Kéint ech dann déi vum Här Fayot ëmgeännert proposéiert Resolutioun vum Här Berger zum Vote stellen?

(Assentiment)

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- constatant qu'elle s'est largement exprimée en faveur du maintien de la neutralité des réseaux Internet;

- considérant qu'il incombe aujourd'hui à l'Institut Luxembourgeois de Régulation de veiller à ce que les opérateurs assurent un accès non discriminatoire aux réseaux Internet;

- considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été inscrit dans la législation luxembourgeoise;

- considérant les discussions menées tant au niveau européen qu'au niveau des États membres

visant à créer un cadre légal permettant de garantir la neutralité des réseaux Internet;

- considérant les travaux parlementaires menés à cet égard dans nos pays voisins;

- notant qu'une analyse détaillée de la situation actuelle au Luxembourg à l'instar de celle faite par nos pays voisins fait actuellement défaut;

décide

à charger la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média, des Communications et de l'Espace à élaborer un rapport en vue d'un débat d'orientation sur l'opportunité d'inscrire le principe de la neutralité des réseaux Internet dans la législation luxembourgeoise.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn, sou datt déi Resolutioun och domadder uegoll wär.

5. Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz

Da kéime mer nach zu enger Motioun, déi den Här Bodry virdrun erageerecht huet, déi och, wann ech dat hei iwwersinn, vun alle Fraktiounen an deem Haus gedroe gëtt.

Kann ech déi also och à main levée zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi wär dann och à l'unanimité uegoll.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 6., 7. an 8. Dezember.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.34 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR

1.1. Statistiques

Relevé global (du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION: 80,40%

Nombre de réclamations par mois

octobre 2010	101
novembre 2010	100
décembre 2010	87
janvier 2011	87
février 2011	101
mars 2011	100
avril 2011	79
mai 2011	106
juin 2011	86
juillet 2011	88
août 2011	81
septembre 2011	70

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	1086
Dossiers en cours (y compris 33 dossiers clôturés provisoirement)	282
Dossiers clôturés	804
Transmis à un autre Médiateur	3
Réclamations non fondées	244
Désistement du réclamant	98
Pas de correction obtenue	68
Correction partielle obtenue	45
Correction totale obtenue	234
Demandes irrecevables	81
Refus d'examiner	31

Ventilation détaillée

Demandes irrecevables	81
Jugements coulés en force de chose jugée	6
Incompétence ratione materiae	70
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	5
Refus d'examiner	31
Demandes prématurées	13
Demandes manifestement non fondées	5
Absence de démarches préalables	11
Actio popularis	0
Obscurum libellum	2

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence du Médiateur, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires	81
Affaires clôturées	60
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	21
Correction totale/partielle	24
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	20
Refus d'examiner	5
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	11
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	100%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	40
Affaires clôturées	28
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	12
Correction totale/partielle	15
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	5
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	83,33%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires	14
Affaires clôturées	13
Affaires en cours	1
Correction totale/partielle	3
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	3
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	100%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires	121
Affaires clôturées	92
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	29
Correction totale/partielle	42
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	37
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	91,30%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	35
Affaires clôturées	20
Affaires en cours	15
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	7
Refus d'examiner	3
Demandes irrecevables	0

Désistement du réclamant	6	(y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	
Transmis à un autre Médiateur	0	Correction totale/partielle	2
=> TAUX DE CORRECTION:	100%	Pas de correction	3

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	90	Réclamations non fondées	8
Affaires clôturées	63	Refus d'examiner	0
Affaires en cours (y compris 3 affaires clôturées provisoirement)	27	Demandes irrecevables	0
Correction totale/partielle	19	Désistement du réclamant	1
Pas de correction	2	Transmis à un autre Médiateur	0
Réclamations non fondées	26	=> TAUX DE CORRECTION:	40%
Refus d'examiner	4		
Demandes irrecevables	1		
Désistement du réclamant	11		
Transmis à un autre Médiateur	0		
=> TAUX DE CORRECTION:	90,47%		

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité sociale

Nombre d'affaires	129
Affaires clôturées	108
Affaires en cours (y compris 1 affaire clôturée provisoirement)	21
Correction totale/partielle	36
Pas de correction	18
Réclamations non fondées	40
Refus d'examiner	7
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre Médiateur	1
=> TAUX DE CORRECTION:	66,66%

1.1.3.2. Administration de l'Emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	49
Affaires clôturées	30
Affaires en cours (y compris 1 affaire clôturée provisoirement)	19
Correction totale/partielle	9
Pas de correction	9
Réclamations non fondées	6
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	5
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	50%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	105
Affaires clôturées	70
Affaires en cours (y compris 9 affaires clôturées provisoirement)	35
Correction totale/partielle	35
Pas de correction	9
Réclamations non fondées	16
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	8
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	79,54%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	21
Affaires clôturées	14
Affaires en cours	7

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations n'a pas diminué par rapport à l'année précédente.

Nombreux étaient les réclamants qui se sont plaints de lenteurs dans l'instruction de leur dossier.

D'autres se sont plaints de ne pas avoir obtenu suffisamment d'informations de la part du Ministère.

Restant pendant des mois sans la moindre information sur l'état de leur dossier, les réclamants ont parfois l'impression d'être laissés pour compte.

Ainsi le Médiateur est intervenu à d'itératives reprises auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration pour s'enquérir sur l'état de la procédure, alors qu'il lui semblait effectivement que l'instruction du dossier était particulièrement longue.

Dans un de ces cas la réclamante était une femme de nationalité ukrainienne, qui avait épousé un Luxembourgeois en 2003. De cette union est né un enfant en 2006. De 2003 à 2007, la dame a disposé d'une autorisation de séjour en qualité de membre de famille. En 2007, les époux se sont installés en Allemagne. Le couple ne s'entendant plus, une demande en divorce a été introduite en Allemagne et la réclamante est revenue s'établir au Grand-Duché en 2009.

Sa demande en octroi d'une autorisation de séjour en qualité de membre de famille a été avisée négativement étant donné que son époux résidait en Allemagne à ce moment-là.

Or, la réclamante attendait d'être divorcée pour pouvoir épouser son nouveau compagnon.

S'inquiétant cependant du silence de la Direction de l'Immigration pendant plusieurs mois l'intéressée s'est adressée au Médiateur afin qu'il intervienne auprès du Ministre.

Le Ministre a expliqué que le dossier n'avait pu être considéré comme complet que 5 mois après que la demanderesse avait exposé sa situation et ce par la remise d'une déclaration de prise en charge par son compagnon.

Finalement une autorisation de séjour temporaire pour raisons privées lui a été accordée.

Un autre cas concernait la demande de regroupement familial d'un ressortissant d'un pays tiers qui avait été faite en novembre 2010. Ce ne fut qu'en avril 2011 que le Ministère a sollicité la communication de pièces supplémentaires qui auraient été remises sans délai.

Alors qu'il restait toujours sans nouvelles des suites réservées à sa demande le réclamant a sollicité l'intervention du Médiateur. Cette intervention était d'autant plus urgente que le réclamant était atteint d'un cancer en phase avancée, de sorte qu'il comptait sur une réponse dans les meilleurs délais afin d'être apaisé quant à sa situation illégale sur le territoire qu'il souhaitait régulariser le plus vite possible.

Dans sa prise de position le Ministre s'est dit favorable à l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons privées. À cette fin le demandeur a été invité à faire parvenir au Ministre un engagement de prise en charge souscrit en bonne et due forme par un membre de sa famille.



Le Médiateur a été saisi en février 2011 d'un dossier par une réclamante de nationalité luxembourgeoise au sujet d'une demande en obtention d'un visa en vue d'un regroupement familial en faveur de son mari de nationalité algérienne, demande qui avait été déposée en octobre 2010 auprès des autorités diplomatiques belges à Alger.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre des Affaires étrangères afin de savoir dans quelle mesure il serait disposé à s'enquérir auprès des autorités diplomatiques belges à Alger afin de comprendre ce qu'il était advenu du dossier.

Le Ministre a informé le Médiateur que le dossier avait bel et bien été déposé mais que suite à une erreur de classement le dossier n'avait pas été transmis aux autorités luxembourgeoises.

Finalement, le Ministère a traité la demande de visa avec la diligence requise.

Dans un autre dossier, le Médiateur a été saisi par une femme de nationalité russe résidant sur le territoire avec son mari et ses enfants et dont le dossier était en cours de régularisation. La réclamante s'étonnait d'avoir reçu en date du 10 février 2011 un courrier l'informant de ce qu'un courrier datant de décembre 2009 n'aurait pas obtenu les suites voulues.

Or, l'avocat de la famille avait réservé une suite à ce courrier en janvier 2010.

Les pièces sollicitées étaient entrées à la Direction de l'Immigration en janvier 2010.

En avril 2010, le Ministre a accusé réception du courrier de janvier 2010 et a sollicité des renseignements sur l'état des démarches effectuées par la famille en vue de l'obtention de passeports.

En mai 2010, l'avocat a fait parvenir les informations à ce sujet.

Par la suite tant la famille que l'avocat de la famille ont en vain tenté d'obtenir des renseignements quant à la suite qui serait réservée à leur dossier de demande d'autorisation de séjour.

Par courrier du 16 février 2011, l'avocat a fait parvenir au Ministre les informations supplémentaires sollicitées en date du 10 février 2011.

La famille s'inquiétait du délai qu'allait prendre le Ministre pour répondre à sa demande alors que le 11 février 2011, l'Administration communale du lieu où la famille était domiciliée avait décidé de faire procéder à la radiation d'office de la famille des registres communaux de la population.

Le Médiateur s'est donc adressé au Ministre en faisant état des allégations de la réclamante et en demandant qu'une suite soit réservée au dossier dans les tout meilleurs délais.

Finalement une autorisation de séjour a été délivrée à la famille.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi par une femme de nationalité bosnienne arrivée au Grand-Duché en 2004 pour rejoindre son mari, de nationalité macédonienne. Le couple était accompagné de deux enfants, nés en 2001 et 2003.

Une demande en obtention du statut de réfugié leur a été refusée en 2005 et 2006.

Selon les informations reçues, le couple aurait signé, au cours du mois de juin 2007, un document en vue d'un retour volontaire. Ils furent informés qu'ils recevraient un courrier concernant leur départ dans les semaines suivantes.

Les mois et les années ont passé sans que le couple ne soit recontacté.

Le Médiateur, bien conscient de ce que cette famille n'avait aucun droit de se trouver sur le territoire, n'est cependant pas resté indifférent à l'angoisse des réclamants qui ne s'imaginaient pas devoir quitter le Grand-Duché alors surtout que les 3 enfants sont bien intégrés dans notre pays. En effet, les deux aînés fréquentent l'école primaire et parlent les trois langues du pays.

Depuis son arrivée en 2004, la famille était logée dans un foyer réservée à l'accueil des demandeurs d'asile. Le père et la mère ont travaillé de manière ponctuelle afin de subvenir aux besoins de la famille.

Le couple a consulté le Médiateur alors qu'ils ne souhaitaient rien de plus que de pouvoir travailler légalement et subvenir à leurs besoins en toute légalité et ne dépendre par ailleurs d'aucune manière que ce soit de l'État luxembourgeois.

La famille en question n'avait pas, à proprement parlé, formulé de demande de régularisa-

tion de sorte qu'aucun reproche ne pouvait être adressé au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration sauf peut-être que les personnes n'avaient jamais été fixées sur leur sort alors pourtant qu'en 2007 on leur avait assuré qu'ils seraient informés des suites réservées à leur accord en vue d'un retour volontaire.

Le Médiateur s'est dès lors adressé au Ministre afin de connaître les suites qui seraient réservées à leur cas, alors que la famille devait une fois pour toutes être fixée sur son sort.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a décidé à titre tout à fait exceptionnel qu'une autorisation de séjour pourrait être octroyée à cette famille à condition que les intéressés remplissent endéans un délai de six mois les conditions pour exercer une activité salariée.

Le Médiateur a été saisi par une réclamante de nationalité monténégrine qui a sollicité au mois de juin 2010 la délivrance d'une autorisation de séjour longue durée qui lui fut refusée de sorte qu'elle a demandé le renouvellement de son autorisation de séjour en tant que travailleur salarié au mois d'août 2010. Son autorisation de séjour venait à expiration à la fin du mois de septembre 2010.

Au moment de la saisine du Médiateur au mois de décembre la réclamante était toujours sans nouvelles quant à son dossier et ce malgré plusieurs rappels de sa part.

Or, du fait de l'expiration de l'autorisation de séjour la réclamante ne percevait plus d'indemnités de chômage, ce qui concrètement la mettait dans une situation difficile qui ne pouvait perdurer, d'autant plus qu'elle élevait seule son enfant en bas âge.

À la mi-décembre, la réclamante fut informée qu'un titre de séjour en qualité de membre de famille lui serait accordé jusqu'au mois de juillet 2012, date d'expiration de l'autorisation de séjour du mari de la réclamante et du père de son enfant dont elle était séparée. Le même jour elle a reçu une réponse à sa demande de renouvellement de son autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié, selon laquelle elle devrait joindre au dossier un contrat de travail valable au-delà du 31 décembre 2010 et un certificat d'affiliation à émettre par le Centre commun de la Sécurité sociale reprenant l'intégralité de ses affiliations au Luxembourg.

Munie de son titre de séjour en qualité de membre de famille la réclamante s'est rendue à l'ADEM afin de faire réactiver son dossier, alors qu'elle était sans ressources depuis le mois d'octobre 2010.

La personne en charge du dossier l'aurait informée qu'à défaut d'une autorisation de travail, le titre de séjour en qualité de membre de famille ne lui conférerait pas le droit de percevoir les indemnités de chômage.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration alors que se posait la question du droit aux indemnités de chômage d'un citoyen dont l'autorisation de séjour en tant que travailleur salarié avait expiré.

En l'espèce le Ministre a décidé de délivrer une autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié, ce qui a permis à la réclamante de bénéficier à nouveau des indemnités de chômage complet et de se faire payer a posteriori les indemnités de chômage dont elle n'avait pas bénéficié au cours de plusieurs mois.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation par un ressortissant d'un pays tiers vivant en couple avec une dame de nationalité luxembourgeoise. En décembre 2010, le réclamant a sollicité une autorisation de séjour au Grand-Duché de Luxembourg. À la date de la saisine du Médiateur, soit quelque cinq mois plus tard, le Ministre ne s'était pas encore prononcé sur le fond de l'affaire mais avait demandé la communication de pièces et des explications supplémentaires quant à la situation du réclamant.

Au moment de l'intervention du Médiateur le couple attendait la naissance d'un deuxième enfant prévue pour le mois de juillet.

Le réclamant disposait d'une autorisation de séjour dans un pays limitrophe valable jusqu'à la fin du mois de juillet 2011, mais souhaitait pouvoir s'établir légalement à Luxembourg et subvenir aux besoins de sa famille.

Étant donné la date butoir du 1^{er} août 2011, le Médiateur a demandé au Ministre de traiter cette affaire dans les tous meilleurs délais, afin que, dans l'hypothèse d'une décision négative, le réclamant puisse prendre ses dispositions en vue de voir prolonger l'autorisation de séjour sur le territoire limitrophe.

Le Ministre, tout en soulignant que les conditions de l'article 69 et suivants de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pour l'obtention d'une autorisation de séjour en qualité de

membre de famille n'étaient pas remplies et que par ailleurs la situation financière de la compagne du réclamant n'était pas telle qu'elle serait en mesure de prendre en charge le réclamant, a toutefois décidé qu'il était disposé à accorder à ce dernier une autorisation de séjour à condition qu'il lui fasse parvenir dans les meilleurs délais un contrat de travail ainsi que la preuve qu'il est couvert par une assurance maladie.

Bureau des passeports, visas et légalisations

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre du Bureau des passeports, visas et légalisation, dans le cadre de demandes de délivrance de visa en vue de rendre visite à des personnes résidant sur le territoire du Grand-Duché.

Ainsi le Médiateur a connu le cas d'un réclamant qui se plaignait du rejet de sa demande de prise en charge de sa compagne au motif qu'il serait insolvable.

Étant donné que sa compagne était déjà venue à plusieurs reprises au Grand-Duché, sans que sa venue n'ait apparemment posé de problème par le passé, le réclamant ne comprenait pas pourquoi cette fois-ci le Bureau des passeports lui opposait un refus.

La situation a pu être débloquée endéans un délai raisonnable. Il s'agissait manifestement d'un malentendu entre le Bureau des passeports et le réclamant au sujet des moyens de subsistance du réclamant.

Manifestement il n'avait pas été expliqué clairement au réclamant les motifs de la décision de refus. Par le passé le réclamant n'avait pas été confronté au même problème ce qui lui a donné inévitablement l'impression d'être la victime de chicaneries de la part du Bureau des Passeports.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

Logement

Au vu des réclamations dont il a été saisi à l'encontre du Ministère du Logement, le Médiateur déplore que les délais de réponse du Ministère du Logement restent en général très longs. Par ailleurs la motivation des décisions prises en matière d'aides au logement n'est souvent pas claire et suffisante.

Aides au logement

Le Médiateur a été saisi à trois reprises de réclamations émanant de personnes impliquées dans une procédure de divorce pour cause déterminée. Une telle procédure de divorce peut se prolonger sur plusieurs années. Dans les dossiers soumis au Médiateur, les réclamantes avaient des enfants à charge et assumaient seules la charge du prêt hypothécaire. Le divorce n'était pas encore prononcé, mais la procédure avait déjà dépassé le stade de l'ordonnance de référé-divorce fixant certaines mesures provisoires pendant la procédure de divorce (telles que la résidence des époux et la garde des enfants).

Dans deux cas, les réclamantes avaient demandé des aides pour un logement qu'elles avaient acheté pendant l'instance de divorce en vue d'aller y habiter avec leurs enfants. Dans l'autre cas, la maison familiale appartenait exclusivement à l'épouse, dès avant le mariage. Comme les maris ne contribuaient que faiblement à l'entretien des enfants, les réclamantes se trouvaient dans une situation financière des plus précaires. Les aides au logement leur étaient refusées au motif qu'elles ne pouvaient pas produire une pièce prouvant le prononcé du divorce ou un certificat de première comparution.

Le Médiateur a donné à considérer au Ministre que, par une telle exigence, le Service des aides au Logement opère une discrimination des personnes qui se trouvent dans une instance de divorce pour cause déterminée par rapport à celles qui se trouvent dans une instance de divorce par consentement mutuel.

En effet, les personnes qui décident de divorcer par consentement mutuel ont le droit de bénéficier des aides dès lors qu'elles disposent d'un certificat de première comparution.

Or, un certificat de première comparution n'existe que dans une procédure de divorce par consentement mutuel. Les réclamantes qui avaient engagé une procédure divorce pour cause déterminée se trouvaient dans l'impossibilité d'obtenir un tel document de sorte qu'elles auraient dû attendre la fin de leur divorce pour pouvoir bénéficier des aides au logement.

Cette exigence est d'autant plus étonnante qu'une première comparution n'implique nullement que le divorce sera prononcé. Par contre une ordonnance de référé-divorce

constitue une première décision et l'assignation, qui fait partie intégrante de cette ordonnance de référé, indique que l'affaire est pendante au fond.

Suite à de longs échanges de courriers dans lesquels le Médiateur a fait valoir ses arguments, le Service des aides au Logement a finalement accepté d'accorder provisoirement les aides à l'une des réclamantes et de réévaluer la situation deux années plus tard si le divorce ne devait pas encore être prononcé après écoulément de ce délai.

Dans le deuxième dossier, le divorce a entre-temps été prononcé de sorte que le paiement des aides a été repris.

Le troisième dossier a finalement été solutionné sur base du nouveau règlement grand-ducal du 5 mai 2011 concernant l'aide au logement. Le nouveau règlement permet en effet au Service des aides au Logement d'accorder une continuation provisoire des aides au logement pendant deux ans en cas de divorce à condition que le bénéficiaire continue à habiter dans le logement, qu'il ait repris à lui seul le prêt hypothécaire et qu'il soit le propriétaire exclusif du logement.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation contre le Service des aides au logement par un père de famille qui s'est vu refuser les aides au motif que son logement serait trop petit. En vertu de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 abrogé entre-temps par le règlement du 5 mai 2011 concernant l'aide au logement, la surface utile d'habitation d'un logement en copropriété divise ne devait pas être inférieure à 52 m² pour pouvoir bénéficier des aides au logement. Alors que l'acte notarié d'acquisition de l'appartement indiquait une surface d'habitation de 52,08 m², la surface utile d'habitation calculée par le Service des aides au Logement sur base des plans n'était que de 48,60 m².

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a finalement accordé une dispense de la condition de surface minimale. Cette décision était d'autant plus justifiée que le nouveau règlement grand-ducal ne prévoit plus qu'une surface minimale de 45 m².

Un autre cas dont le Médiateur a été saisi concernait l'aide au financement d'une garantie locative. Un couple marié avec quatre enfants avait sollicité cette aide en vertu du règlement grand-ducal modifié du 2 avril 2004 fixant les conditions et modalités d'octroi d'une aide au financement de garanties locatives prévue par l'article 14 quater de la loi modifiée du 5 février 1979 concernant l'aide au logement. Confronté à des problèmes d'humidité dans le logement qu'il occupait jusque-là, le ménage devait se reloger rapidement. Toutefois de par la situation financière difficile dans laquelle il se trouvait, le couple n'était pas en mesure de payer la caution de 3.000 euros sollicitée par le nouveau bailleur.

Il a été informé par le Service des aides au Logement qu'au vu de ses revenus, une aide d'un montant maximum de 4.350,15 euros pourrait lui être accordée. Seulement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, alinéa 3 du règlement grand-ducal susvisé, pour pouvoir obtenir cette aide, le loyer du logement ne doit pas être supérieur à 1.450,05 euros.

Le loyer que les réclamants devaient payer était cependant de 1.500 euros, de sorte que le seuil autorisé était dépassé de 49,95 euros. Ainsi l'aide au financement de la garantie locative leur était refusée.

Au vu de la situation de la famille et de ses difficultés à trouver à prix raisonnable un logement adapté à ses besoins, le Médiateur a demandé au Ministre du Logement d'examiner avec bienveillance la possibilité de l'octroi de l'aide sollicitée par les réclamants.

En effet, suivant l'intention du législateur, l'objectif de l'aide au financement d'une garantie locative est de prêter secours aux ménages à revenu modéré ou faible qui ne sont pas en mesure de payer la garantie locative. Comme il s'agit en plus d'une aide à titre de prêt, qui doit être remboursée par les bénéficiaires, le Médiateur a demandé au Ministre de bien vouloir reconsidérer sa décision.

Finalement le Ministre était d'accord de venir en aide aux réclamants.

Dans son rapport couvrant la période du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2010, le Médiateur a fait état de la réclamation d'une personne à qui le Ministère du Logement reprochait de ne pas avoir remis de certificat de changement de résidence en temps utile, malgré le fait que le Ministère aurait attiré son attention sur le défaut de production de ce document de sorte que les aides au logement avaient été suspendues pendant une durée de 6 mois.



Le Médiateur était intervenu dans cette affaire étant donné qu'à l'époque à laquelle le Ministère avait demandé la remise du document, la personne concernée n'avait pas encore déménagé et qu'elle était donc dans l'impossibilité de remettre le certificat sollicité.

Dans cette affaire, le Médiateur a dû intervenir à plusieurs reprises, en raison des incohérences relevées.

Le Ministre du Logement a estimé que par la signature du formulaire de demande d'octroi d'une subvention d'intérêt en 2005, la réclamante avait déclaré avoir parfaite connaissance des clauses et conditions de la réglementation en vigueur et qu'il était dès lors dans son intérêt de transmettre tout document manquant dans les meilleurs délais afin d'éviter que le paiement des aides ne soit suspendu.

Le règlement grand-ducal du 28 février 1994 portant modification du règlement modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêts en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement dispose que:

«Le bénéficiaire de la subvention est tenu d'informer le ministre ayant le logement social dans ses attributions de tout changement concernant sa situation de famille susceptible d'entraîner la suppression ou la réduction de la subvention.»

Le Médiateur s'interrogeait dès lors si l'emménagement dans le logement pour lequel les subventions d'intérêts sont octroyées fait partie des changements susceptibles d'entraîner la suppression ou la réduction de la subvention.

Finalement le Ministre a informé le Médiateur qu'au vu de l'ancien règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 sur les aides au logement qui n'était pas très explicite au sujet de l'étendue de l'obligation d'information contrairement à l'article 12, paragraphe 2, alinéas 3 et 4 et à l'article 15 du nouveau règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, la Commission en matière d'aides individuelles au logement a considéré que dans la mesure où la réclamante a habité le logement subventionné pendant la période litigieuse, elle devrait également bénéficier d'une subvention d'intérêt pour cette période.

Fonds du Logement

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations relatives à des demandes en attribution d'un logement social.

Dans ses diverses interventions, le Médiateur a rappelé tant au Ministre du Logement qu'au Président du Fonds du Logement qu'il n'avait toujours pas reçu d'informations précises quant aux critères prépondérants qui sont à la base de l'attribution des logements sociaux.

À défaut de tels critères il sera difficile, sinon impossible à la Commission d'expliquer aux citoyens concernés les raisons objectives d'attribution respectivement de refus d'attribution d'un logement vacant.

Le Président du Fonds du Logement a répondu que la Commission consultative serait soucieuse de la transparence et du traitement non discriminatoire des demandeurs. La Commission ne ferait aucun classement automatique des demandes de logement, mais opérerait sur base des critères prévus dans la réglementation en vigueur, c'est-à-dire sur base des articles 10 et 11 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie.

Or, la liste des critères (établie notamment en fonction des critères socio-familiaux, financiers, la précarité du logement, etc.) ne serait pas exhaustive et les critères ne seraient pas quantifiables. Les décisions d'attribution de logement seraient prises en tenant compte de la situation sociale des demandeurs et de toutes les autres particularités du dossier.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire de cette prise de position qui ne répond nullement à son souci de voir le Fonds traiter les dossiers en toute transparence et objectivité.

1.2.3. Administration pénitentiaire

Le nombre de saisines à l'encontre de l'Administration pénitentiaire a plus que triplé par rapport à l'année dernière.

Si la nature des réclamations est restée sensiblement identique, l'augmentation considérable du nombre de saisines mérite une analyse plus approfondie.

Aux yeux du Médiateur, l'accroissement du nombre de réclamations est étroitement lié à la mise en place du Contrôle externe des lieux privés de liberté suite à l'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du Médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Ainsi la première mission effectuée par le Médiateur en sa qualité de Contrôleur externe des lieux privés de liberté portait sur la santé des détenus au sens le plus large (soins de santé, alimentation, hygiène, activités sportives, etc.) ainsi que sur l'entrée du détenu en milieu carcéral. Cette mission a trouvé un très large écho auprès des détenus qui de ce fait ont sollicité le Médiateur d'une manière beaucoup plus fréquente.

Or, malgré les efforts déployés pour mettre en exergue la différence entre la fonction de Médiateur et celle de Contrôleur externe des lieux privés de liberté, il y a eu beaucoup de confusion au départ. Ainsi nombre de réclamants ont fait état de leur crainte quant à une violation future ou imminente de droits dont ils sont dépositaires sans que ces craintes aient été justifiées.

La pratique démontre qu'il n'est pas chose aisée pour les détenus de distinguer entre les attributions du Médiateur et celles réservées au Contrôleur externe.

Ainsi l'action du Contrôleur externe se situe toujours en amont de l'émergence de toutes les situations susceptibles de poser des problèmes au regard des droits de l'Homme, alors que le Médiateur n'intervient qu'en aval de tous les litiges qui opposent un détenu à l'Administration pénitentiaire ou à une quelconque autre administration.

À cette fin le Médiateur et ses collaborateurs se déplacent régulièrement au Centre pénitentiaire de Schmassig pour recueillir sur place les réclamations des détenus.

Par ailleurs, les détenus s'adressent souvent au Médiateur par voie téléphonique pour lui signaler des griefs de moindre importance.

Grâce à la bonne collaboration et aux contacts quasi journaliers que le Secrétariat du Médiateur entretient avec les responsables de l'Administration pénitentiaire, ces plaintes sont généralement traitées avec diligence et sans autre formalité bureaucratique.

1.2.4. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration entre l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Médiateur est excellente. Les réclamations concernent des problèmes très divers. Les plus significatives peuvent être rangées dans les rubriques suivantes.

1. Le crédit d'impôt portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévus par la loi du 30 juillet 2002

Le crédit d'impôt continue de susciter beaucoup de réclamations qui pour la plupart ont trait à la dispense de remboursement. Beaucoup de réclamants ont des problèmes avec l'obligation relative à la durée d'occupation légale qu'ils n'ont pas remplie ce qui leur fait perdre le bénéfice du crédit d'impôt.

Plusieurs cas ont été soumis au Médiateur de la part de réclamants qui ont cédé leur habitation dans le délai d'occupation légale moyennant compromis de vente tandis que l'acte notarié de vente a été conclu après la date d'expiration du délai. Bien que l'acte authentique stipule que le transfert de propriété et de jouissance aura lieu à la date de l'acte ou à une date postérieure et que les réclamants aient continué à occuper l'habitation jusqu'à la fin du délai, l'Administration de l'Enregistrement a requis le remboursement du crédit d'impôt. En effet, conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002, «la location même partielle de l'immeuble, la cession de l'immeuble, (...) en-dehors la période légale d'occupation donnent lieu au remboursement total de l'abattement accordé».

Aux fins de situer la date du transfert de propriété, l'Administration se réfère à l'article 1583 du code civil aux termes duquel «la vente est parfaite entre les parties et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.» Elle se base par conséquent sur la date du compromis de vente sans tenir compte de la clause de l'acte notarié fixant le transfert de propriété à une date postérieure. Cette conclusion est exacte d'un point de vue strictement formel. Il n'en reste pas moins que l'intention réelle des parties au compromis de vente est généralement de reporter le transfert de propriété et de jouissance à la date de l'acte notarié. Quasiment tous les actes notariés contiennent la même clause de style y relative.

La position de l'Administration est restée inflexible sur ce point et, dans un cas, elle a même requis le remboursement du crédit d'impôt alors que la clause du compromis de vente précisait que le transfert de propriété se réaliserait à la signature de l'acte notarié à la condition que le prix stipulé ait été intégralement versé au vendeur. L'Administration a interprété cette clause comme une condition suspensive ayant un effet rétroactif à la date de conclusion du compromis de vente. Le Médiateur a fait valoir que la clause fixant la date du transfert de propriété ne constitue pas une condition suspensive.

Le Directeur de l'Enregistrement a finalement reconnu que la cession n'a pas eu lieu dans le délai d'occupation légale.

Dans un autre dossier, la clause du compromis de vente était moins précise et spécifiait seulement que le transfert de jouissance aurait lieu au jour de l'acte notarié qui contenait une clause plus claire précisant que le transfert tant de la jouissance que de la propriété aurait lieu à la date de ce dernier. Le Directeur de l'Enregistrement n'a cependant pas accepté que la clause de l'acte notarié reflétait l'intention réelle des parties à la date de signature du compromis de vente.

Monsieur le Ministre des Finances a pris l'initiative d'instruire le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines sur la base de l'article 63 de la loi du 22 février 1975 que le crédit d'impôt n'est exceptionnellement pas à rembourser par les demandeurs qui ont rempli la condition d'occupation à la date de l'acte notarié mais non pas au jour de la signature du compromis de vente. Cette décision d'espèce couvre cependant les seuls actes notariés dressés entre le 1^{er} novembre 2010 et le 1^{er} janvier 2011 sans mettre en cause le bien-fondé de la position de l'Administration et sans qu'elle puisse servir de précédent.

2. Délai de remboursement de la TVA aux entreprises étrangères

Des réclamations introduites début octobre 2010 par des entreprises de transport international établies en Allemagne concernaient des lenteurs dans le remboursement de la TVA. Il s'agissait de la TVA relative aux années 2009 et 2010 et se chiffrant à des montants substantiels à tel point que les réclamantes faisaient valoir des problèmes de liquidités encore exacerbés par la baisse de leurs activités suite à la crise financière des années 2008 et 2009.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur qu'à l'origine de ces lenteurs se trouvaient des problèmes techniques auxquels il serait remédié à court terme de sorte que le remboursement de la TVA pourrait reprendre au cours du mois de novembre 2010.

3. Délai de remboursement de la TVA aux entreprises de construction

Une réclamation encore actuellement pendante a été introduite par la Fédération des Jeunes Dirigeants d'Entreprises au sujet de lenteurs dans le remboursement de la TVA aux entreprises de construction. En général, ces entreprises facturent à leurs clients un taux de TVA super-réduit de 3%. En revanche, les entreprises paient à leurs propres fournisseurs le taux normal de TVA de 15% de sorte qu'elles ont droit à des remboursements substantiels. Les réclamants se plaignent que l'Administration de l'Enregistrement ne procède en général pas aux remboursements en fonction des déclarations périodiques mais seulement après réception et contrôle de la déclaration de TVA annuelle. De même, les délais de remboursement suite au dépôt de la déclaration peuvent encore s'étendre sur plusieurs mois. Les montants en cause souvent considérables manquent aux entreprises qui se voient contraintes de solliciter des emprunts auprès d'établissements de crédit.

L'entreprise se trouve alors doublement pénalisée: elle doit payer des intérêts sur les sommes empruntées sans avoir droit à des intérêts sur sa créance de restitution envers l'administration.

4. Évaluation de la valeur des immeubles

Le Médiateur est régulièrement saisi par des héritiers ayant surévalué l'immeuble dépendant d'une succession. Ces réclamants affirment avoir suivi l'avis d'un agent immobilier respectivement celui de leur notaire. Des réclamants ont même versé au Médiateur des rapports d'expertise ayant conclu à une valeur largement surfaite d'un immeuble qui n'a pu être vendu qu'à un prix très inférieur. Les parties ne se rendent compte de leur erreur qu'après avoir mis en vente l'immeuble. Or, à ce moment-là, aucune rectification n'est plus possible.

Il est un fait que l'évaluation de la valeur d'un immeuble reste toujours approximative et qu'elle est sujette à erreur.

Le principe d'une rectification étant admis par la loi, elle est cependant cantonnée dans un délai extrêmement court de 6 semaines suivant le dépôt de la déclaration de succession. Ce délai est manifestement trop court. À ce moment, les héritiers n'ont souvent pas encore offert en vente l'immeuble de la succession. Si la loi permet le principe d'une rectification, elle doit également faire en sorte qu'il soit possible de la mettre en œuvre en cas d'erreur au moment où les ayants droit se rendent compte de l'erreur commise lors de l'évaluation de l'immeuble dont ils ont hérité.

Le Médiateur continue à être saisi par des réclamants en litige avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au sujet de la fixation de la valeur vénale d'un immeuble en cas de succession ou de donation.

Ces réclamants soumettent au Médiateur des avis d'experts dont l'estimation diverge de la valeur fixée par l'administration. Dans les cas soumis au Médiateur, les évaluations des experts unilatéraux des parties ont rarement été prises en compte. L'Administration se réfère à des transactions ayant eu lieu à proximité ou dans un quartier équivalent d'une localité. Il s'agit d'une estimation sommaire qui prend surtout en compte la situation de l'immeuble.

L'article 16 de la loi du 27 décembre 1817 prévoit que le préposé pourra requérir une expertise si l'insuffisance de la déclaration ne peut pas être constatée autrement. Il semble résulter de ce texte que l'administration ne devrait pas se limiter à opposer aux parties une estimation supérieure de la valeur vénale de l'immeuble. Si la loi prévoit qu'il revient à l'administration d'opérer un constat, celle-ci doit a fortiori prendre en compte tous les éléments constitutifs de l'état de l'immeuble et spécifier en détail les raisons qui l'ont conduit à une estimation supérieure. Ainsi les parties pourront se faire une idée précise sur les éléments à la base de l'évaluation de l'administration et décider en connaissance de cause des suites à y réserver. Une telle manière de procéder est conforme à l'obligation de motivation des décisions administratives qui est aussi un principe général de bonne administration.

Au cas où l'administration n'est pas en mesure de justifier son évaluation par des données précises, elle devrait donc elle-même requérir une expertise conformément à l'article 16 al.1 et 2 de la loi du 27 décembre 1817.

La procédure actuelle permet aussi aux parties de faire constater par expertise la valeur de l'immeuble en notifiant cette demande par exploit d'huissier au préposé. L'exploit contiendra la nomination de l'expert choisi par la partie déclarante avec sommation à l'administration de nommer son expert dans la huitaine. La valeur fixée par les experts s'imposera à l'administration.

Les parties courent cependant un risque. L'article 15 de la loi du 27 décembre 1817 prévoit à titre d'amende un dédoublement des droits de succession supplémentaires dus s'il est reconnu que la valeur des immeubles n'a pas été déclarée conformément à la loi et que l'excédent dépasse d'un huitième la valeur déclarée ce qui correspond à seulement 12,5 %.

La menace d'une telle amende décourage évidemment les parties à contester la fixation de la valeur vénale par l'administration.

Le Médiateur estime dès lors qu'une réforme de la loi désuète du 27 décembre 1817 s'impose.



B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est excellente. Le Médiateur se félicite de la diligence des prises de position du Directeur des Contributions directes. Les réclamations soulèvent des problèmes très divers. Les plus significatives peuvent être rangées dans les rubriques suivantes.

1. Problèmes en relation avec les plus-values immobilières

Un nombre significatif de réclamants se sont plaints que l'Administration des Contributions directes a imposé en tant que bénéfice commercial les plus-values générées par une vente immobilière. Ils contestent que cette vente soit à qualifier d'activité commerciale en application de l'article 14, n°1 L.I.R.

Dans un cas soumis au Médiateur, l'immeuble en question acquis par succession était la dernière résidence des parents du réclamant. Ce dernier avait procédé à d'importants travaux de rénovation en vue d'aménager l'immeuble en trois appartements dont deux furent mis en vente et le troisième loué. La question à résoudre dans ces dossiers était celle de savoir si les limites de la gestion d'un patrimoine privé ont été dépassées ou non. Nul doute que l'immeuble issu d'un héritage fait partie du patrimoine privé. En revanche, la réalisation d'importants travaux de rénovation en vue d'une vente est proche d'un comportement commercial. Par contre, la réalisation de travaux de rénovation sur un immeuble à appartements et leur financement au moyen d'une vente subséquente d'une partie des appartements semble rester dans le cadre d'une gestion de fortune privée, si le but final est de conserver dans le patrimoine un immeuble rénové. En outre, dans ce dossier, il s'agissait d'une opération isolée réalisée suite à une succession, le caractère de permanence propre à l'activité commerciale faisant défaut.

D'autres cas soumis au Médiateur concernaient des ventes successives de plusieurs immeubles d'habitation qui avaient été loués pendant une assez longue durée. La location est considérée comme activité typique de gestion d'un patrimoine privé. La mise en vente par un particulier d'un ou même de plusieurs immeubles détenus longtemps reste dans le cadre de la gestion du patrimoine privé. En effet selon les travaux préparatoires de la loi du 4 décembre 1967, «le caractère de permanence sépare l'activité commerciale (...) d'actes similaires isolés». Bien qu'il soit évident qu'il n'y ait pas eu d'achats pour revente, il n'en reste pas moins que si ces opérations se répètent, l'administration pourrait imposer les plus-values réalisées en tant que bénéfice commercial en considérant qu'il s'agit d'un transfert d'éléments substantiels de la fortune («Umschichtung»). L'Administration des Contributions se réfère souvent au commentaire de l'article 14 L.I.R. selon lequel «le caractère de permanence n'implique pas nécessairement que l'activité se répète. Pour qu'il y ait permanence, il suffit que l'activité ait lieu avec l'intention de la répéter si l'occasion se présente (...).» Ce sont souvent des problèmes liés à la location (p.ex. pertes de loyers, procès coûteux, etc.) qui sont à l'origine des cessions et non pas la volonté de réaliser un bénéfice ou «de se constituer de la sorte une source de revenu sur la base d'opérations répétées». Dans un cas présenté au Médiateur, le réclamant a mis en avant des problèmes pour trouver des locataires, des défauts de paiement du loyer et des désaccords entre indivisaires au sujet de la rénovation et de la location des immeubles pour justifier des ventes immobilières répétées quelques années seulement après leur acquisition. Une courte période de détention, la régularité des opérations de cession sont des éléments indicatifs de la volonté de participer à la vie économique générale.

L'Administration des Contributions directes doit examiner en détail et au cas par cas toutes ces situations pour décider du mode d'imposition des cessions. Les critères distinguant une activité commerciale d'une gestion privée sont loin d'être précis et nourrissent un contentieux abondant. Les réclamants déclarent ne pas avoir été au courant du risque de requalification de leurs opérations en tant qu'activité commerciale voire même avoir reçu des informations erronées de l'administration. Il est un fait qu'il y a dans cette matière une grande insécurité juridique à tel point que le Médiateur insiste sur la nécessité de voir le législateur intervenir pour fixer des critères plus précis en vue de délimiter clairement l'activité commerciale de la gestion de fortune privée. Une telle

approche irait également dans le sens d'une simplification administrative.

Un autre problème qui se pose souvent concerne la réalisation d'une plus-value imposable en tant que bénéfice en cas de cessation d'une activité commerciale. En pareil cas, les locaux commerciaux concernés sont réintégrés dans le patrimoine privé sans qu'il y ait cession et encaissement d'un prix de vente. Le bénéfice est calculé sur la base d'une valeur estimée de réalisation de la partie de l'immeuble ayant servi au commerce. L'imposition de cette plus-value peut générer une dette fiscale importante et absorber une grande partie des économies de commerçants retraités. Souvent ces derniers sont tout simplement obligés de mettre en vente l'immeuble qui leur a servi à la fois de logement et de local de commerce. Il existe des situations où des commerçants en retraite maintiennent artificiellement en vie un très petit commerce avec pour seule raison le report de l'imposition de plus-values.

La question se pose de lege ferenda si l'imposition des plus-values réalisées en cas d'arrêt de petits commerces ne devrait pas être allégée.

2. Indemnité de licenciement fixée par transaction

Des cas ont été soumis au Médiateur ayant pour objet l'imposition d'indemnités de licenciement fixées entre parties moyennant transaction.

L'indemnité de licenciement pour résiliation abusive du contrat de travail est déclarée exempte de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence du montant de 20.193,12 € en application de l'article 115, al.9 L.I.R.

En revanche, suite à un revirement inattendu, l'Administration impose au taux normal de l'impôt sur le revenu le montant excédant le montant exempté et refuse une imposition alléguée en tant que revenus extraordinaires.

Or, l'indemnité de licenciement répare aussi une perte de revenus: «Cette indemnisation vise notamment à accorder au travailleur ce qu'il aurait dû percevoir si l'employeur n'avait pas illégalement mis fin à la relation de travail» (Cour de Justice de l'Union européenne, arrêt du 9 février 1999, affaire C-167/97).

L'Administration des Contributions directes refuse cependant de reconnaître à l'indemnité excédant le montant exempté le caractère d'un revenu de substitution indemnisant une perte de revenu et qualifie cette partie tout simplement d'avantage salarial. En conséquence, l'indemnité en question ne tomberait pas sous le champ d'application de l'article 11 L.I.R. concernant «les indemnités et avantages accordés pour perte ou en lieu et place de recettes» qui sont imposés en tant que revenus extraordinaires (en vertu de l'article 132, al.1^{er}, n°4 L.I.R.).

Avant la réforme intervenue par la loi du 23 décembre 1997, l'article 115, n°9 L.I.R. prévoyait l'exemption d'impôts des indemnités pour résiliation abusive du contrat de travail si elles étaient fixées par la juridiction du travail ou par une transaction. La loi du 23 décembre 1997 a institué des plafonds à l'exonération d'impôts des indemnités pour résiliation abusive du contrat (500.000 francs respectivement six fois le montant mensuel des salaires pour les douze derniers mois). Les travaux parlementaires (n°4361) ont justifié cette réforme en évoquant les difficultés de l'administration pour déterminer le caractère strictement indemnitaire du montant transactionnel.

En effet, les indemnités de licenciement réparent plusieurs catégories de préjudice, considération dont il a été tenu compte lors des travaux préparatoires de la loi du 5 décembre 1967 (projet de loi n°571). Dans son commentaire relatif à l'article 112 du projet de loi [l'actuel article 115 L.I.R.], le Conseil d'État a clairement posé le problème en distinguant, d'une part, la partie de l'indemnisation «destinée à compenser une perte de salaire ou de traitement, c'est-à-dire des revenus imposables qui sont soumises à l'impôt conformément d'ailleurs à la règle énoncée à l'article 14» [l'actuel article 11 L.I.R. précité qui permet une imposition alléguée en tant que revenus extraordinaires] et d'autre part «les indemnités de congédiement supplémentaires et les indemnités pour résiliation abusive de contrat qui ne tiennent pas lieu de rémunération, mais sont destinées à réparer un préjudice particulier subi par le salarié».

La première partie de cette indemnité constituerait donc, selon le Conseil d'État, une indemnité pour perte de revenu qui reste imposable, mais bénéficie d'une imposition alléguée (elle tombe sous les articles 11 et 132, al.1, n°4 L.I.R. indiqués ci-avant). La seconde partie est censée indemniser un préjudice particulier (par exemple un préjudice moral). Seule cette dernière tomberait sous l'exemption de l'article 115 L.I.R. Le but de la réforme intervenue par

la loi du 23 décembre 1997 a été de prévoir pour cette partie exonérée un forfait en vue de faciliter le travail de l'administration.

La position actuelle de l'Administration des Contributions directes en matière d'indemnité de licenciement fixée par transaction ne semble pas conforme à la volonté du législateur telle qu'elle résulte des travaux préparatoires: en application de l'article 115, al.9 L.I.R., elle exempte l'indemnité de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence du montant de 20.193,12 €, mais refuse l'application des articles 11 et 132, al.1, n°4 L.I.R. pour la partie de l'indemnité allouée au titre d'une perte de revenu.

L'Administration des Contributions directes traite donc différemment l'indemnité de licenciement fixée par transaction et celle attribuée par une décision judiciaire. Le Médiateur a des doutes quant à la conformité de cette position à la volonté du législateur telle qu'elle résulte des travaux préparatoires.

3. Crise financière: difficultés de revente de l'ancienne résidence principale

Plusieurs cas ont été soumis au Médiateur concernant l'imposition de plus-values générées par la cession de résidences principales, plus-values qui sont exemptes d'impôt en vertu de l'article 99bis alinéa (3) L.I.R.

Il s'agit de contribuables qui ont fait l'acquisition d'une nouvelle habitation avant la cession de leur ancienne résidence principale. L'ancienne habitation sera qualifiée de résidence principale au sens fiscal à condition que «la réalisation de cette habitation intervienne au cours de l'année qui suit le transfert dans une nouvelle habitation» (article 102bis alinéa 3 L.I.R.).

En raison de la crise financière et du ralentissement temporaire du marché immobilier, un certain nombre de contribuables n'ont pas réussi à vendre leur ancien logement au cours de l'année suivant celle de l'emménagement dans leur nouvelle habitation et n'ont donc pas pu bénéficier de l'exemption de la résidence principale.

Ces réclamants sont effectivement victimes de circonstances indépendantes de leur volonté. Ils sont sanctionnés à plusieurs titres: non seulement l'exemption de la plus-value réalisée leur est refusée, mais ils ont également dû subir une baisse des prix immobiliers par rapport au niveau d'avant la crise et, en outre, ont dû prendre à leur charge les frais d'entretien de l'immeuble pendant la longue période de mise en vente. Certes en procédant à une acquisition avant d'avoir réussi à vendre l'ancien logement, ils ont pris un certain risque. Il n'en reste pas moins qu'avant la crise financière, il s'agissait d'une pratique courante.

Néanmoins, le Directeur des Contributions directes n'était pas disposé à octroyer une remise gracieuse pour iniquité objective dans ce cas.

4. Lenteurs du bureau traitant les non-résidents français et allemands

Le Médiateur a été régulièrement saisi par des réclamants frontaliers résidant en Allemagne respectivement en France se plaignant de lenteurs dans le traitement de leurs déclarations d'impôt. Ces lenteurs s'expliquaient par l'augmentation rapide du nombre des contribuables immatriculés au bureau compétent qui était passé de 16.000 à 26.500.

Le Médiateur se félicite de l'action efficace du Directeur des Contributions directes qui a créé un nouveau bureau d'imposition à Remich traitant les dossiers des non-résidents allemands.

5. Accès des héritiers légaux au dossier fiscal de leur auteur

Le Médiateur a été saisi par deux réclamants auxquels l'Administration des Contributions directes avait refusé l'accès au dossier fiscal de leur père décédé en leur opposant le secret fiscal prévu au §22 de la loi générale des impôts (Abgabenordnung).

La doctrine et la jurisprudence allemandes élaborées sur la base de ce paragraphe 22 AO abondent en sens contraire étant donné que les héritiers légaux sont continuateurs de la personne du défunt.

Le Directeur maintient néanmoins sa position en invoquant qu'elle n'a pas pour mission d'être l'archiviste des contribuables et qu'elle ne pourrait donner suite à une demande d'accès que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, toute autre solution entraînant des perturbations et des dysfonctionnements sérieux pour les bureaux d'imposition.

En l'espèce, les héritiers, tenus de déposer les déclarations fiscales en souffrance de leur auteur, ne disposaient pas d'informations sur les sources de revenus de ce dernier dont la compagnie refusait de transmettre les papiers personnels.

Les héritiers n'avaient pas d'autres moyens pour retracer les sources de revenus de leur auteur que de consulter son dossier fiscal auprès du bureau d'imposition.

Le Directeur des Contributions directes a finalement été d'accord de transmettre aux héritiers les déclarations fiscales et les bulletins d'imposition des trois dernières années mais restait réticent pour donner accès au dossier tout entier en soulevant qu'il n'existe «aucune obligation légale à charge de l'Administration des Contributions directes à communiquer le contenu d'un dossier fiscal».

La position du Médiateur était qu'en droit, le refus d'accès au dossier fiscal constitue une violation du principe général de droit relatif au libre accès au dossier personnel, principe fondamental s'imposant à l'Administration des Contributions directes nonobstant le principe de l'autonomie fiscale. La limitation de l'accès à quelques documents seulement ne pouvait être raisonnablement motivée en l'espèce par l'invoque de contraintes administratives d'ordre pratique.

Finalement, le Directeur des Contributions directes a transmis aux parties le dossier fiscal auquel elles avaient demandé d'avoir accès.

6. Délai de prescription annale du §153 AO opposé aux demandes de restitution d'impôt

Le Médiateur continue à être saisi de réclamations concernant le refus par le fisc de traiter la déclaration d'impôt de personnes non soumises à l'imposition par voie d'assiette et auxquelles l'article 153, alinéa 4 L.I.R. permet de faire valoir des pertes moyennant introduction d'une déclaration d'impôt.

Il s'agit de personnes au revenu plutôt modeste qui font valoir une déduction de leurs intérêts hypothécaires de la valeur locative de leur habitation. Ces contribuables n'introduisent pas de déclarations d'impôt et l'Administration ne leur adresse aucun formulaire de déclaration. Le droit à déduction des intérêts hypothécaires est d'ailleurs très mal connu des contribuables.

Le Médiateur estime que l'application à ces déclarations d'impôt d'un délai de prescription spécial plus long que celui prévu au paragraphe 153 AO serait une mesure sociale juste.

1.2.5. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations lesquelles concernaient essentiellement les lenteurs excessives dans la durée de traitement de leur dossier ainsi que l'absence d'informations claires et compréhensibles fournies par l'Administration.

Dans son rapport d'activité 2009-2010, le Médiateur avait déjà soulevé le fait que nombre de réclamants se plaignaient des lenteurs concernant le traitement des demandes en obtention des primes CAR-e et CAR-e plus. Or, le nombre de réclamations en la matière n'a pas cessé d'augmenter avec le temps. Les citoyens se sont ainsi plaints de retards allant même au-delà d'une année.

Lors d'une entrevue que le Médiateur a eue avec le Ministre délégué compétent, ce dernier a expliqué que ces lenteurs seraient d'une part dues à un manque d'effectifs et d'autre part au fait que certaines demandes n'avaient pas été présentées dans les formes requises.

Le Ministre délégué a ainsi certifié que d'ores et déjà du personnel supplémentaire a été recruté, tout en précisant que la seule augmentation des effectifs ne saurait suffire pour rattraper en quelques mois les retards accumulés.

En effet, il y aurait lieu de prendre en considération que les agents nouvellement recrutés doivent dans un premier temps être formés.

Le Médiateur espère qu'avec le renforcement du personnel les demandes futures seront traitées dans des délais autrement plus raisonnables.

De nombreuses réclamations portaient sur les longs délais de traitement de demande en obtention des aides financières pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

D'autres réclamations ont eu pour objet l'incompréhension des réclamants face aux exigences du Département de l'Environnement.

Les courriers émanant du Département de l'Environnement ne sont souvent pas suffisamment explicites. L'Administration se borne à demander des documents sans autre motivation et souvent sans expliquer les raisons pour lesquelles les documents transmis par les demandeurs sont insuffisants. Il arrive fréquemment que les demandeurs en obtention d'aides es-



timent avoir transmis au Département de l'Environnement toutes les informations demandées et que dès lors ils ne comprennent pas l'utilité et la nécessité de demandes d'informations supplémentaires qui leur sont adressées.

Ainsi, le Médiateur a notamment été saisi par un réclamant qui avait introduit une demande en obtention d'une aide financière pour l'assainissement de sa maison en février 2008. Depuis l'introduction de son dossier, le réclamant avait reçu plusieurs courriers l'invitant à présenter des pièces justificatives supplémentaires.

Les courriers du Département de l'Environnement consistaient à chaque fois en une liste énumérant toute une série d'informations ou de documents à fournir, sans autre explication. Le réclamant ne comprenait pas pourquoi l'administration lui demandait régulièrement des documents dont il n'avait pas été question auparavant ou lui demandait des documents dont il était persuadé les avoir déjà transmis.

Suite à l'intervention du Médiateur, il s'est avéré que le dossier de demande du réclamant n'était pas complet lors de l'introduction. En raison de la multitude d'aides existantes et des changements fréquents dans la législation et la réglementation, le demandeur avait confondu certaines aides et omis d'indiquer certaines informations. Le Département de l'Environnement a constaté au fur et à mesure de l'avancement du dossier et des pièces reçues que le réclamant avait effectué d'autres travaux que ceux indiqués lors de sa première demande et qu'il devait compléter son dossier afin de pouvoir bénéficier des aides non sollicitées dans sa demande initiale.

Un rendez-vous a été pris afin d'informer de vive voix le réclamant sur les documents manquants au dossier.

Il est cependant regrettable que cette entrevue ne soit intervenue qu'après l'intervention du Médiateur et ce plus de deux ans après l'introduction de la demande.

Le Médiateur déplore que le manque d'informations et d'explications de la part du Département de l'Environnement soit souvent source de frustrations auprès des demandeurs.

Dans une autre affaire, le réclamant avait procédé à un assainissement énergétique de sa maison en remplaçant les fenêtres par des fenêtres à triple vitrage. En raison des retards considérables dans le traitement du dossier, il devait attendre plus de quinze mois avant d'être informé par l'Administration de l'Environnement que son dossier était toujours incomplet.

Le réclamant a contacté son fournisseur pour recevoir les documents manquants qu'il a transmis à l'Administration. L'Administration a cependant continué à demander des informations supplémentaires.

En vertu du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, le demandeur de l'aide financière doit fournir un certificat du fabricant indiquant les dimensions exactes, ainsi que le coefficient thermique de chaque fenêtre pour laquelle l'aide est demandée. En vertu du règlement, le coefficient de transmission thermique «U» maximal (exprimé en W/m^2K) pour des fenêtres à triple vitrage ne doit pas dépasser la valeur de 1.

Au vu du dossier, il semblait que le réclamant avait transmis toutes les attestations requises à l'Administration. Or, celle-ci lui demandait également le coefficient de transmission du vitrage Ug, le coefficient de transmission du cadre/châssis Uf et le coefficient linéaire de conductivité thermique (valeur PSI) Ψ . La transmission de ces informations ne semblait cependant pas nécessaire au regard du règlement grand-ducal du 20 avril 2009.

Tout comme le demandeur, le Médiateur n'était pas en mesure de juger de l'utilité et de la nécessité de la transmission de ces données extrêmement techniques. Il a donc demandé des explications concernant ces exigences.

L'Administration de l'Environnement a expliqué que les informations fournies par le fabricant n'étaient pas correctes. Elle a donc demandé des informations supplémentaires et détaillées en vue de pouvoir calculer elle-même le coefficient thermique de chaque fenêtre.

En l'espèce, comme dans le dossier évoqué plus haut, des explications plus précises et plus claires de la part de l'Administration auraient permis au réclamant de comprendre les raisons de cet acharnement administratif. Des requêtes successives d'informations supplémentaires, à première vue non prévues dans le règlement grand-ducal, donnent forcément au citoyen le sentiment d'être traité de manière quelque peu arbitraire.

Le Médiateur a été saisi d'un autre cas concernant les aides en matière de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Le réclamant s'est vu refuser une aide pour une pompe à chaleur au motif qu'il s'agit d'un système à évaporation directe qui n'est pas prévu par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Or, selon l'expert du constructeur de la maison, la pompe à chaleur installée serait plus performante que les pompes visées par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009. En effet, la pompe en question réduirait les émissions CO_2 et serait plus efficiente en matière d'énergie.

Dans son intervention écrite auprès du Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le Médiateur a estimé qu'il serait inéquitable et même illogique de ne pas accorder l'aide financière pour des installations qui de l'avis de l'expert seraient plus performantes que celles prévues par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009. Étant donné que l'objectif des aides financières est la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, il n'a pas pu être dans l'intention du législateur de pénaliser les personnes qui optent pour une technologie qui est plus avancée que celle prévue par la réglementation en vigueur. Si les constructeurs devaient être obligés de conseiller l'installation de matériel moins performant pour ne pas priver leurs clients des aides financières, l'objectif du règlement du 20 avril 2009 ne serait pas atteint.

Nonobstant d'itératifs rappels, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réponse de la part du Ministre.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi d'une réclamation concernant l'allocation de l'aide étatique pour la réalisation d'une installation photovoltaïque, telle que prévue par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009.

La réclamation portait sur le fait que l'Administration avait, pour le calcul de l'aide, seulement pris en compte le montant brut investi, sans prendre en considération la TVA.

L'intéressé a contesté ce mode de calcul, alors que selon lui l'article 8 du règlement grand-ducal de 2009 est clair en ce qu'il prévoit qu'il y a lieu de prendre en considération les «coûts effectifs». Il estime donc qu'il y aurait lieu de prendre en considération le montant total déposé, y compris le montant correspondant à la TVA.

Dans un courrier en réponse, le Directeur de l'Administration de l'Environnement explique que quand bien même il pourrait lire l'interprétation dégagée par le réclamant, il ne saurait cependant l'appliquer, au motif qu'il ne serait pas certain qu'un remboursement de la TVA ait été sollicité auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. D'autre part, et même à supposer qu'il soit établi qu'aucun remboursement n'ait été accordé à ce titre, le Directeur explique que beaucoup de personnes se trouveraient dans cette situation et qu'une révision de toutes les aides entraînerait des incidences budgétaires importantes.

Le Médiateur a réagi en répondant qu'un tel raisonnement serait dénué de tout fondement, alors que la législation en vigueur ne prévoit pas le bénéfice du taux super-réduit de 3% pour les installations photovoltaïques. Dès lors, le risque d'un remboursement éventuel de la part de l'Administration de l'Environnement ne se pose pas en la matière.

Quant à l'argument selon lequel un recalcul des aides sollicitées tenant compte de la TVA pourrait avoir des incidences budgétaires non négligeables, le Médiateur a répondu qu'un tel argument ne saurait être avancé, alors que les citoyens ne doivent pas être les victimes d'une mauvaise gestion budgétaire et qu'il y a lieu de leur octroyer ce que le législateur a prévu en leur faveur.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant le refus d'octroi de primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz.

Plus particulièrement, les personnes concernées se sont vu refuser les aides en question, au motif que leur demande avait été introduite tardivement.

En effet, le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 prévoyait que pour obtenir la prime, tout intéressé devait adresser sa demande au ministre avant le 1^{er} mars de chaque année. Le Médiateur a rendu attentif le Ministre au fait que les citoyens étaient mal informés de l'existence d'un tel délai, alors que le formulaire de demande n'en faisait pas mention.

Par ailleurs, certaines personnes étaient lésées par rapport à d'autres, dans la mesure où elles ne recevaient le décompte de l'opérateur que quelques jours avant l'expiration du délai, leur laissant ainsi très peu de temps pour introduire leur demande.

Le législateur, conscient de ces problèmes, a modifié le règlement grand-ducal applicable en la matière. Dorénavant, les personnes concernées disposent de 24 mois après la date de l'émission du relevé pour introduire leur demande. Par ailleurs, les personnes dont le décompte est postérieur au 1^{er} juillet 2008 peuvent également invoquer cette disposition pour demander un réexamen de leur dossier.

Éducation nationale et Formation professionnelle

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations relevant du ressort du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Les réclamations étaient très variées.

Ainsi certaines réclamations ont été introduites par des parents qui ont contesté l'avis d'orientation de leurs enfants vers l'enseignement secondaire technique.

D'autres réclamations mettaient en cause le comportement inapproprié d'un enseignant.

La Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a réagi rapidement aux interventions du Médiateur en ordonnant une enquête interne en vue de vérifier le bien-fondé des reproches formulés. Les parents ont reçu un compte-rendu de l'enquête ainsi que les conclusions qui en ont été tirées.

Ainsi, un père critiquait le comportement d'une enseignante suite à un litige qui était né entre le père et l'enseignante au sujet des notes de son fils et du déroulement de certains devoirs en classe. Le père estimait que son fils n'avait pas eu les mêmes chances que ses camarades de classe qui auraient eu l'occasion de faire un devoir supplémentaire pour améliorer leur note alors que le fils du réclamant n'avait pas eu cette possibilité du fait qu'il était absent le jour de l'épreuve.

Les parents ont informé le Médiateur que toute tentative de discussion des parents avec l'enseignante avait échoué. Par contre, l'enseignante avait évoqué le litige qui l'opposait aux parents de cet élève devant la classe. Elle avait encore demandé à tous les élèves de contresigner une lettre explicative qu'elle allait adresser aux parents de l'élève concerné.

Le Médiateur a estimé qu'une telle façon de procéder d'une enseignante est inacceptable. Les camarades de classe qui n'étaient nullement concernés n'auraient en aucune façon dû être mêlés au litige qui opposait les parents de l'élève concerné à l'enseignante.

Suite à l'intervention du Médiateur, la Ministre a demandé une enquête au directeur du lycée concerné pour déterminer si les devoirs en classe s'étaient déroulés correctement. Vu le comportement de l'enseignante, une enquête administrative a été ordonnée.

Une problématique similaire a été présentée au Médiateur dans le cadre d'une autre réclamation. En l'espèce, une mère mettait en cause l'orientation de son fils vers l'enseignement secondaire technique. La mère ne comprenait pas pourquoi son fils avait été orienté vers l'enseignement technique alors que ses notes étaient bonnes et que certains camarades de classe qui avaient des notes inférieures avaient été orientés vers l'enseignement secondaire classique.

Sans vouloir ni pouvoir mettre en question l'avis d'orientation, le Médiateur a décidé de communiquer la réclamation au Ministère alors que le rapport de l'enseignante à l'adresse du conseil de classe que la mère avait trouvé dans le dossier de son fils semblait contradictoire et contenait en plus un avis que l'enseignante émettait sur la mère de l'élève, ainsi qu'une appréciation sur les loisirs de l'élève.

La mère considérait le rapport de l'institutrice comme étant diffamatoire à son égard. Par ailleurs, elle se demandait si l'opinion que l'enseignante avait d'elle n'avait pas influencé la décision d'orientation de son fils.

Au cours de l'enquête menée par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'inspecteur d'arrondissement a expliqué que le rapport litigieux avait été rédigé sur sa demande. Aucun autre membre du conseil de classe n'aurait vu le rapport en question. Par ailleurs l'enseignante se serait excusée auprès de la mère pour son comportement inapproprié.

En ce qui concerne la procédure d'orientation en tant que telle, l'enquête aurait révélé qu'elle se serait déroulée correctement.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi d'une réclamation par un professeur-stagiaire dans l'ensei-

gnement secondaire, lequel avait malheureusement échoué aux examens de fin de stage pédagogique.

Au vu de cet échec, le réclamant fut écarté de l'enseignement de sorte qu'il ne pouvait pas non plus exercer en qualité de chargé d'éducation.

Sans vouloir remettre en question les résultats et par là même l'échec du jeune homme, le Médiateur s'est toutefois senti interpellé par cette affaire. Il s'est adressé à la Ministre afin de souligner l'incohérence du système.

Dans un cas similaire, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait informé le Médiateur que la raison pour laquelle les personnes ayant échoué à l'examen pratique de fin de stage ne pouvaient plus être engagées comme chargés d'éducation tenait au fait que de par son échec à l'examen pratique de fin de stage le candidat a définitivement prouvé qu'il ne dispose pas des compétences requises.

En l'espèce, cette constatation n'était pas en adéquation avec les commentaires des professeurs de tutorat du stagiaire.

En effet il avait été donné au Médiateur de constater que les commentaires des tuteurs qui ont suivi le stagiaire au cours du stage étaient bons et attestaient du fait que, malgré certaines critiques, les tuteurs appréciaient les efforts fournis et concluaient que le candidat détenait les compétences requises pour devenir un bon enseignant.

Le Médiateur s'est dès lors adressé à la Ministre de l'Éducation nationale en demandant s'il n'y avait pas lieu de revoir le système selon lequel les stagiaires qui ont échoué à l'examen de fin de stage sont écartés purement et simplement de l'enseignement. De plus il est apparu que les stagiaires en situation d'échec, mais qui préalablement avaient été engagés par un contrat à durée indéterminée avant de suspendre leur contrat durant la durée du stage, retrouvent quant à eux leur emploi en qualité de chargés d'éducation.

La Ministre de l'Éducation nationale a confirmé que la position du Ministère depuis quelques années était effectivement de ne plus procéder à des engagements sous un autre statut, notamment sous le statut de chargé d'éducation à durée déterminée en cas d'échec à l'examen de fin de stage.

La Ministre a expliqué que s'il est exact qu'un certain nombre de stagiaires qui ont échoué au stage mais qui étaient sous CDI avant leur entrée en stage et avaient demandé à bénéficier d'un congé sans traitement pour raisons professionnelles pendant la durée du stage ont retrouvé leur emploi comme chargés d'éducation, le Ministère envisageait de mener des réflexions à ce sujet pour l'avenir.

Le Médiateur ne pouvant se satisfaire de cette réponse est intervenu une nouvelle fois auprès de la Ministre afin d'être informé des réflexions concrètes que le Ministère entend mener au sujet des incohérences soulevées pour apporter les modifications qui s'imposent à la situation telle qu'elle existe actuellement.

Police grand-ducale

Le Médiateur a été saisi par un réclamant qui contestait le procès-verbal dressé à son encontre par un agent de police sur base du non-respect de l'article 92(1) de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui dispose que:

«Hormis les hypothèses visées aux paragraphes 2 et 3, un véhicule routier appartenant à une personne physique ou étant détenu par une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale ou étant détenu par une personne morale qui a son siège social au Luxembourg ne peut être mis en circulation au Luxembourg qu'à condition d'être dûment immatriculé au Luxembourg et d'être couvert par un certificat d'immatriculation valable.»

Le réclamant, originaire d'un autre État membre de l'Union européenne, fut verbalisé alors qu'il conduisait un véhicule immatriculé dans cet autre État membre. Il a expliqué au Médiateur avoir pris en leasing une voiture immatriculée dans son pays d'origine. Il était au Grand-Duché pour une période limitée car détenteur d'un contrat à durée déterminée qui devait prendre fin au printemps 2011.

Selon l'article 5.13. de l'arrêté grand-ducal précité la résidence normale d'une personne se définit comme le «lieu où une personne de-



meure habituellement, c'est-à-dire pendant au moins 185 jours par année civile, en raison d'attaches personnelles et professionnelles, ou, dans le cas d'une personne sans attaches professionnelles, en raison d'attaches personnelles, révélant des liens étroits entre elle-même et le lieu où elle habite; toutefois, la résidence normale d'une personne dont les attaches professionnelles sont situées dans un lieu différent de celui de ses attaches personnelles et qui, de ce fait, est amenée à séjourner alternativement dans des lieux différents, est censée se situer au lieu de ses attaches personnelles, à condition qu'elle y retourne régulièrement; cette dernière condition n'est pas requise lorsque la personne effectue le séjour pour l'exécution d'une mission d'une durée déterminée; la fréquentation d'une université ou d'une école n'implique pas non plus le transfert de la résidence normale.»

Le réclamant estimait ainsi ne pas être concerné par les dispositions prévues à l'article 92(1) de l'arrêté en question, alors qu'il aurait sa résidence normale dans un autre État membre. Le policier qui l'a verbalisé n'aurait cependant pas accepté son argumentation et aurait soutenu que, si l'occasion se présentait à nouveau, il serait verbalisé en conséquence.

Le Médiateur, estimant que la réclamation était justifiée, est intervenu auprès du Directeur général de la Police afin de s'enquérir de sa prise de position et de lui demander dans quelle mesure il serait disposé à ne pas donner suite au procès-verbal.

Dans un premier temps, le Directeur a informé le Médiateur que pour des raisons de compétence, il ne serait pas en mesure de donner suite à la requête, alors que le dossier ne se trouverait plus entre ses mains.

Par la suite, étant donné la pertinence des arguments présentés, le Directeur a toutefois informé le Médiateur qu'il s'était chargé d'expliquer la situation à l'agent en question qui a renoncé à faire suivre le rapport au Parquet.

Enseignement supérieur et Recherche

Aides financières pour études supérieures

Le Médiateur entretient de bonnes relations avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il constate cependant que les réponses que reçoivent les réclamants, en particulier du CEDIES sont souvent peu motivées. Dans de nombreux cas, le CEDIES se contente d'énoncer l'article sur lequel il se base pour refuser une aide financière, sans expliquer en quoi exactement cet article n'a pas été respecté ou quel critère n'est pas rempli. Dès lors, les demandeurs ont parfois du mal à comprendre les raisons du refus.

Suite à la modification de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations émanant d'étudiants dont la demande d'octroi d'une aide financière a été refusée.

En vertu de la loi du 26 juillet 2010, l'étudiant doit, pour bénéficier de l'aide financière, être inscrit «dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur. L'établissement supérieur et le cycle d'études doivent être reconnus par l'autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.»

Les nouvelles exigences ont posé des problèmes à certains étudiants qui venaient de commencer leurs études soit qu'ils n'avaient pas connaissance de ces exigences, soit qu'ils ignoraient que l'établissement dans lequel ils étaient inscrits ne remplissait pas les conditions de la loi.

D'autres étudiants auxquels l'aide financière avait été accordée par le passé, ont été surpris du fait que par la modification de la loi l'université qu'ils fréquentaient n'était désormais plus éligible.

Le Médiateur a été saisi par quelques étudiants qui se trouvaient dans un tel cas, notamment un étudiant qui suivait des études auprès d'une université privée en Allemagne. Il était inscrit au septième semestre et il ne lui restait plus que deux semestres d'études à accomplir en vue de l'obtention de son diplôme final, soit une année académique.

Pendant les six premiers semestres, le réclamant a bénéficié de l'aide financière de l'État pour études supérieures. Or, en raison de la

modification de la législation en juillet 2010, il s'est vu refuser l'aide financière pour le premier semestre de l'année académique 2010/2011, au motif que son école ne serait pas à considérer comme un établissement d'enseignement supérieur.

Malheureusement, la loi du 26 juillet 2010 ne prévoit pas de dispositions transitoires qui permettraient aux étudiants ayant pu bénéficier de l'aide financière pour une partie de leurs études, de continuer à en bénéficier jusqu'au terme de leurs études. En plus, les étudiants se trouvant dans cette situation, n'avaient aucune raison de croire qu'ils n'allaient plus bénéficier de l'aide financière pour la suite de leurs études.

En l'espèce, le réclamant voyait ses études sérieusement mises en péril. Il n'avait pu financer ses études que grâce à l'aide financière de l'État, ses parents n'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour le soutenir. Il risquait donc de devoir abandonner ses études pour des considérations financières. Les semestres qu'il avait déjà réussis avec succès auraient alors, en quelque sorte, été perdus puisqu'il n'obtiendrait pas de diplôme final.

Le Médiateur a invoqué le principe de la légitime confiance auprès du Ministre de l'Enseignement et de la Recherche. En effet, l'étudiant pouvait légitimement admettre qu'il allait pouvoir bénéficier de l'aide financière comme pour les années passées.

Le Ministre a soumis le cas de cet étudiant, ainsi que ceux de certains autres étudiants se trouvant dans la même situation, à la commission consultative qui est instituée sur base de la loi de 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures.

Sur base du principe de la légitime confiance, le Ministre a finalement accepté d'accorder l'aide financière aux étudiants concernés à titre exceptionnel et pour la dernière fois au titre de l'année académique 2010/2011.

Il estime toutefois que le principe de la légitime confiance ne pourra s'appliquer au-delà de l'année académique 2010/2011. Les étudiants concernés devront dès lors se réorienter vers un établissement dispensant un enseignement supérieur au sens de la loi modifiée du 20 juin 2000 au cas où ils voudraient continuer à bénéficier de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Abrogation des primes d'encouragement

La loi du 26 juillet 2010 n'a pas seulement modifié les critères d'éligibilité pour l'aide financière de l'État pour études supérieures, mais a également abrogé les primes d'encouragement dont pouvaient bénéficier les étudiants qui avaient terminé leur cycle d'études endéans une période déterminée. Ces primes ont été abrogées à partir du 1^{er} janvier 2011.

Or, les formulaires de demande d'une prime que les étudiants avaient requis avant juillet 2010 auprès du CEDIES dès la réussite de leur cycle indiquaient que le délai pour introduire la demande de la prime d'encouragement était d'un an à partir de la date de l'obtention du diplôme.

Ainsi les étudiants qui s'étaient fiés à ce formulaire et qui ont introduit leur demande de prime d'encouragement après le 1^{er} janvier 2011, se sont vus refuser la prime parce que leur demande était hors délai.

Le Ministre a cependant estimé à juste titre qu'on ne saurait reprocher à ses services d'avoir commis une faute. En effet les formulaires de demande distribués avant le changement législatif n'avaient pas pu tenir compte de la modification et que les nouvelles dispositions législatives étaient applicables dès l'entrée en vigueur de la loi du 26 juillet 2010.

De l'avis du Ministre, les étudiants concernés auraient dû se renseigner auprès du CEDIES étant donné que la presse a couvert largement le vote de la loi qui abrogeait les primes d'encouragement.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation de la part d'un étudiant à qui le CEDIES a refusé l'octroi de l'aide financière pour études supérieures au motif qu'au moment du dépôt de sa demande, il ne remplissait pas la condition de statut de travailleur, tel que prévu par l'article 1^{er} paragraphe 2^b) de la loi du 26 juillet 2010 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Le CEDIES était notamment d'avis que seule la période de travail qui était couverte par un contrat de travail pouvait être prise en considération, alors que le stage ne pouvait pas être considéré comme telle. Or, au moment où le réclamant a déposé sa demande, il était effectivement lié par un contrat de stage.

Après analyse des textes légaux en vigueur et de la jurisprudence communautaire, le Médiateur est cependant venu à la conclusion que le CEDIES avait fait une mauvaise interprétation de la loi du 26 juillet 2010.

L'article 1^{er} paragraphe 2^b) de la loi de 2010 prévoit notamment que pour pouvoir prétendre à l'aide en question, il faut que le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que le Luxembourg ou le ressortissant d'un des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse séjourne, conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de travailleur salarié.

Étant donné que la loi de 2008 résulte de la transposition de plusieurs directives européennes, il y a lieu d'interpréter le terme de «travailleur salarié» à la lumière des textes communautaires et notamment au regard de l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ancien article 39 du Traité CE).

Selon la jurisprudence communautaire, le statut de travailleur est attribué à toute personne exerçant une activité qui comporte une valeur économique qui doit être réelle et effective, à l'exclusion de toute activité qui se présente comme purement marginale et accessoire.

C'est dans ce même ordre d'idées que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a considéré que les stagiaires entraînent également dans cette définition dès lors que leur activité était réelle et effective. Les juridictions communautaires ont ainsi considéré que même une personne dont la productivité est modeste, tel que ceci pouvait être le cas pour un stagiaire, pouvait être qualifiée de travailleur salarié au sens de l'article 45 du Traité.

En l'espèce, le réclamant avait effectué un stage d'une durée approximative de six mois, période pendant laquelle il percevait une rémunération. Il ne faisait donc aucun doute que le stage en question devait être considéré comme période de travail réelle et effective, compte tenu du fait que le stage était rémunéré et qu'il s'étendait sur une période plus ou moins longue.

Le Médiateur en est ainsi venu à la conclusion que le CEDIES avait fait une mauvaise application de la loi de 2010 et a demandé au Ministre compétent de revoir la décision portant refus d'octroi de l'aide financière qui avait été sollicitée par le requérant.

Le Ministre a finalement décidé de faire droit à la demande de l'intéressé.

Conditions de remboursement de l'aide financière accordée sous forme de prêts

Dans un autre cas, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative aux conditions de remboursement de l'aide financière sous forme de prêts prévue par la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Le réclamant s'est vu refuser par la BCEE une période de remboursement dépassant cinq ans à moins d'obtenir de la part de la Commission consultative prévue par l'article 8 de la loi susvisée une prolongation du délai de remboursement du prêt.

Le refus de la banque était intervenu conformément à la convention conclue entre l'État et la BCEE aux termes de laquelle la durée de remboursement serait ramenée à cinq ans pour l'étudiant ayant atteint l'âge de 35 ans au premier septembre de l'année au cours de laquelle il commence ou reprend ses études supérieures.

Ainsi le réclamant s'était vu opposer un refus à sa demande en obtention d'une période de remboursement de dix ans par le Ministère, la Commission consultative ayant émis un avis négatif. Dans ce dossier, des problèmes de plusieurs ordres ont été soulevés par le Médiateur.

D'abord, il a relevé certaines déficiences du texte du règlement grand-ducal modifié du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, dont l'article 22 prévoit que la durée du remboursement des prêts ne peut dépasser une période de dix ans. La question se pose de savoir de quelle latitude l'administration dispose pour fixer une durée de remboursement inférieure à ce maximum.

Une durée maximale de dix ans ne peut guère être interprétée comme un droit en faveur des étudiants. La conclusion s'impose que le texte dans sa teneur actuelle ne prévoit en ce qui concerne la durée de remboursement aucun droit précis en faveur des étudiants. Il s'agit là d'une situation «d'indétermination légale». Ni la loi, ni le règlement ne donne d'indications au sujet des différents motifs de refus pouvant être valablement opposés aux intéressés sollicitant l'application du délai maximal. L'octroi à l'administration d'un pouvoir discrétionnaire aussi étendu pour fixer la durée de remboursement semble difficilement justifiable.

Le fait que le règlement prévoit le principe d'une durée maximale de dix ans ne semble pas conférer à l'administration le pouvoir de fixer librement une durée maximale de remboursement du prêt inférieure pour toute une catégorie de personnes ayant atteint un âge déterminé. «L'administration n'a pas le droit de prendre des mesures de principe, comme par exemple d'opposer un refus d'autorisation à caractère général exclusivement fondé sur des considérations d'intérêt trop vague» (Conseil d'État français, 9 juillet 1943, Tabouret et La Roche).

Ensuite, le Médiateur a soulevé que la fixation d'une durée maximale de cinq ans pour les personnes ayant atteint l'âge de 35 ans peut constituer une discrimination fondée sur l'âge. En effet, en raison de leur âge, ces personnes sont traitées moins favorablement que les autres. Ne sauraient être justifiées que des différences de traitement qui sont objectivement motivées et qui poursuivent un but légitime. De plus, il y a lieu de vérifier si la différence de traitement en question est effectivement nécessaire et appropriée pour réaliser ce but. Après avoir analysé la situation des personnes ayant atteint l'âge de 35 ans en la comparant à celle des étudiants plus jeunes, le Médiateur est arrivé à la conclusion qu'un délai de remboursement limité en principe à cinq ans n'est pas justifiable.

Enfin, le Médiateur a critiqué l'arrêté ministériel signé par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et par le Ministre des Finances pour ne pas avoir précisé les motifs du refus de la demande de prolongation du délai de remboursement. Conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes, toute décision administrative doit formellement indiquer les motifs en cas de refus de faire droit à la demande de l'intéressé.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été sensible à ces développements et a fait prolonger le délai de remboursement du prêt conclu par le réclamant.

Finalement le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un ressortissant roumain titulaire d'un diplôme d'éducation physique et d'un diplôme de kinésithérapie qui s'est vu refuser la reconnaissance de ce dernier diplôme.

Avant d'entamer le cursus qu'il entendait suivre en Roumanie, il s'était renseigné auprès du CEDIES pour s'assurer que ce diplôme serait reconnu au Luxembourg.

Après avoir terminé son cursus de trois ans le réclamant s'est adressé au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en juillet 2010 pour demander la reconnaissance de son diplôme roumain.

Fin janvier 2011, le réclamant fut informé que son dossier avait été transmis au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche estime que ces études comporteraient «des différences essentielles par rapport au programme luxembourgeois établi par règlement grand-ducal pour la profession de masseur-kinésithérapeute en ce qui concerne le contenu théorique, technique et pratique ainsi que la durée de la formation (la partie majeure du programme de formation concerne l'éducation physique et le sport)».

Le Ministre poursuit en indiquant qu'en application de la loi du 19 juin 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le diplôme roumain de licencié en éducation physique et sport, spécialisation kinésithérapie et motricité spéciale pourra être reconnu équivalent au diplôme d'État luxembourgeois de masseur-kinésithérapeute sous condition d'accomplir un stage d'adaptation de deux ans à temps plein dans un établissement hospitalier, une institution de soins ou une autre institution agréée par le Ministère de la Santé ou bien de se soumettre à une épreuve d'aptitude en matière de connaissances professionnelles et de législation professionnelle.

Ne possédant toutefois pas le niveau linguistique requis pour se soumettre à une épreuve d'aptitude, seul le stage de deux ans était envisageable.

Dans un premier temps le réclamant voulait comprendre en quoi le diplôme roumain présentait des différences essentielles par rapport au programme luxembourgeois. Par ailleurs, il s'interrogeait sur les raisons qui expliquent qu'un stage de deux ans soit nécessaire ce délai lui paraissant long par rapport aux trois années d'études en cette matière.

Nonobstant son incompréhension et pour faire avancer les choses qui traînaient depuis juillet 2010, le réclamant a néanmoins décidé d'adresser des demandes auprès d'institutions de soins afin d'obtenir la possibilité d'effectuer



son stage de deux ans. Ces demandes se sont malheureusement toutes révélées infructueuses.

Ne sachant plus comment faire avancer les choses, le réclamant s'est adressé au Médiateur afin qu'il intervienne le cas échéant auprès du Ministère compétent pour avoir une réponse aux différentes questions qu'il se posait.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin qu'ils donnent aux réclamants des explications plus détaillées quant à la constatation qu'il existerait des différences essentielles entre le programme roumain et le programme luxembourgeois.

Une des questions que se posait le réclamant était également de savoir s'il existait une éventuelle possibilité que dans certains cas la rémunération des stagiaires kinésithérapeutes soit prise en charge par une autorité étatique, le Ministère de la Santé par exemple, et ce en vue de faciliter l'accomplissement du stage d'adaptation lorsqu'un tel stage est imposé et si le réclamant pouvait le cas échéant effectuer un stage d'adaptation auprès d'un cabinet de kinésithérapie libéral.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont fait part au Médiateur que les différences essentielles entre les formations constatées par la commission ad hoc concernent la partie théorique et la durée des études. Les crédits alloués au réclamant pour les branches couvrant exclusivement la formation de kinésithérapeute équivalent à une année d'étude. Or, l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 24 septembre 1969 portant exécution des articles 1^{er} et 5 de la loi du 18 novembre 1967 portant réglementation de certaines professions paramédicales en ce qui concerne la profession de masseur-kinésithérapeute prévoit que la durée des études de masseur kinésithérapeute est de trois années. Ce constat donne donc lieu à l'exigence que le demandeur accomplisse un stage d'adaptation d'une durée de deux années ou qu'il se soumette à une épreuve d'aptitude.

Le stage d'adaptation est régi par les dispositions des articles 11, 12 et 13 de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE. Dans le cas précis du masseur-kinésithérapeute, le terrain de stage doit être agréé par le Ministre de la Santé. Si le stage est effectué au sein d'un cabinet de kinésithérapie privé, ce dernier peut faire une demande écrite d'agrément ponctuel. Durant le stage d'adaptation, l'intéressé bénéficie d'un contrat de travail à durée déterminée, les émoluments étant à charge de l'employeur.

Le Médiateur et les réclamants ont pris acte des explications données.

Il est cependant un fait qu'à ce jour, le réclamant a sollicité un stage auprès d'une trentaine d'établissements et que malgré ses démarches, aucun employeur ne semble vouloir engager un stagiaire dont le diplôme n'est pas reconnu, de sorte que la condition imposée par le Ministère semble dans les faits irréalisable.

Le Médiateur s'est une fois de plus adressé aux Ministres compétents afin de signaler le problème auquel le réclamant se trouve confronté.

Culture

Le Médiateur déplore que ses interventions auprès du Ministère de la Culture ne sont pas traitées avec la diligence requise.

Il a notamment été saisi par un réclamant qui lui a expliqué qu'en l'an 2000 le Directeur du Service des Sites et Monuments nationaux s'était rendu sur sa propriété et lui avait demandé s'il serait disposé à coopérer avec son Service en vue de la conservation d'une maison de journalier sise sur la propriété du réclamant.

À l'époque le réclamant aurait été informé que le Service des Sites et Monuments contribuerait pour une somme importante à la mise en valeur de la maison de journalier, alors qu'il n'existait dans tout le pays que très peu de maisons de ce genre.

Des travaux de démolition furent entamés mais les travaux de rénovation se faisant attendre, la maison en question a fini par se délabrer.

Par la suite les discussions ont été relancées pour la continuation des travaux. Hélas il se serait vite avéré que le Service était à court de moyens pour finir les travaux.

Dans un courrier adressé au réclamant en août 2006, la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a indiqué que ce qui a été promis serait réalisé mais pas avant le printemps 2007 et ce pour des raisons budgétaires.

En juin 2007, les travaux n'avaient toujours pas été entamés.

En février 2009, le réclamant a rencontré le Directeur du Service des Sites et Monuments nationaux qui l'a informé du peu d'intérêt du Service pour ce projet. Étant donné que ce dernier n'était toutefois pas au courant de l'ensemble du dossier, le réclamant s'était engagé à lui fournir tous les détails de l'affaire. De nouveau le dossier est resté sans suite concrète et le Directeur a fini par solliciter du réclamant qu'il réintroduise une demande.

Le réclamant s'était adressé au Médiateur alors qu'il était d'avis qu'il ne saurait être tenu de réinitialiser sa demande comme s'il s'agissait d'une demande nouvelle de subvention avant travaux, alors que l'affaire traînait depuis dix ans et ce par la faute du Service des Sites et Monuments nationaux.

Le Médiateur est dès lors intervenu dans un premier temps afin que la Ministre de la Culture lui fasse part de sa prise de position, alors qu'il lui semblait effectivement inconcevable que l'accord trouvé avec le Directeur de l'époque pris en considération par ses successeurs ne soit pas exécuté en raison d'une mauvaise organisation du Service en question.

Dans sa prise de position la Ministre a expliqué que selon elle il y avait lieu de faire une différence entre ce qui a été promis par ses services et par elle-même, ce qui a été réalisé par ses services et dans quelle mesure ses services pouvaient encore contribuer au projet et par quel moyen.

La Ministre rappelle que dans un avis daté de 2002, le Directeur de l'époque du Service des Sites et Monuments nationaux aurait écrit que «son service contribuera par une somme importante à la mise en valeur» de la maison de journalier et que dans un courrier daté d'août 2006, il avait été promis que des travaux de restauration seraient supportés par le Service à concurrence de 30%. Le Médiateur ne saurait accepter une telle interprétation alors que dans le courrier daté d'août 2006, la Secrétaire d'État s'était engagée à faire réaliser les travaux de restauration extérieure du bâtiment tandis que le reste des travaux seraient financés par l'Administration des Eaux et Forêts tout en rappelant qu'il n'était pas habituel que les autorités publiques prennent en charge tous les frais et que le maximum serait de 30%.

La Ministre indique encore que les travaux réalisés jusqu'à maintenant ont coûté la somme de 9.500 EUR et souligne qu'elle est cependant toujours disposée à octroyer une subvention pour des travaux à réaliser, conformément aux engagements pris, mais que cette aide ne pourra se concrétiser que conformément au texte actuellement en vigueur en dehors d'une logique d'indemnisation. À ce titre la Ministre a invité le réclamant à introduire une nouvelle demande et à attendre la promesse de subvention qu'elle formulerait sur base d'un dossier complet.

S'il est un fait que la réglementation a changé depuis les promesses qui lui ont été faites par le Service, le réclamant ne saurait accepter aujourd'hui que son dossier soit traité comme le serait n'importe quelle nouvelle demande de subvention. Le Médiateur estime que la responsabilité de l'État est engagée sur base de la loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques et a dès lors prié la Ministre de l'informer dans quelle mesure elle serait disposée à faire une proposition au réclamant tenant compte des promesses faites par le Service des Sites et Monuments nationaux et du temps écoulé ainsi que de la perte de jouissance du bien concerné.

Dans une autre affaire le Médiateur a été saisi d'un différend opposant une personne morale de droit privé au Ministère de la Culture au sujet de la mise en place d'une enseigne publicitaire sur la façade du commerce exploité par la société en question.

L'affaire avait été portée devant le Tribunal administratif qui, en se basant sur l'article 9 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité, avait jugé que la Ministre avait, à tort, refusé la délivrance d'une autorisation pour la mise en place de l'enseigne publicitaire en question.

En effet les juges ont rappelé que: «l'article 9 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984, en ce qu'il prévoit que le ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles, peut accorder des dérogations sous la forme y visée, sort du cadre de la disposition habilitante de l'article 38 de ladite loi.

À défaut de toute autre disposition légale habilitante, le tribunal administratif est dès lors amené à refuser l'application dudit article 9, conformément à l'article 95 de la Constitution, aux termes duquel les cours et tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements généraux et locaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.»

La décision de refus prise sur cette base a par tant été annulée par le Tribunal administratif.

À la suite de cette décision la Ministre a toutefois rappelé à la réclamante que selon l'article 38 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments:

«Toute publicité, qui n'est pas conforme aux critères à définir par règlement grand-ducal, est interdite. Toute publicité installée en violation de la loi doit être enlevée et les lieux doivent être rétablis dans leur état antérieur.»

L'article 39 quant à lui autorise le pouvoir réglementaire à définir des localités dans lesquelles toute publicité est subordonnée à une autorisation du Ministre de la Culture. Or, l'article 13 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité visée aux articles 37 et suivants de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux désignait la localité dont il s'agissait parmi celles dans lesquelles toute publicité est soumise à autorisation et il était un fait que la société ne disposait pas d'autorisation pour la mise en place de l'enseigne publicitaire.

La Ministre de la Culture a menacé la société d'en informer le Parquet.

Suite au courrier du conseil de la société, la Ministre a réitéré sa proposition de voir installer une enseigne à plat d'une longueur maximale de six mètres et de la centrer afin de respecter la symétrie et l'harmonie de la façade.

Le Médiateur est intervenu auprès de la Ministre afin qu'elle l'informe de manière générale, mais également dans le cas d'espèce, selon quels critères objectifs elle décide d'octroyer ou non une autorisation dans les localités désignées comme étant soumises à une autorisation ministérielle. En effet ni la loi ni le règlement grand-ducal ne définissent de critères qui seraient de nature à encadrer la décision ministérielle, alors pourtant que les intéressés sont en droit de connaître les raisons qui sont à la base d'un refus qui leur est opposé.

De même, le Médiateur a invoqué l'éventuelle opportunité de revoir la réglementation existante au vu de la jurisprudence des juridictions administratives concernant les difficultés d'application de l'article 9 ainsi que celle concernant l'application combinée des articles 10, 12 et 13 du règlement grand-ducal.

La Ministre a expliqué qu'en l'espèce, elle n'a pas interdit toute publicité, mais qu'elle a recherché un équilibre entre la nécessaire protection de l'espace public et la liberté du commerce et de l'industrie, tout en veillant à respecter la symétrie et l'harmonie de la façade principale de l'immeuble en question. Considérant que la protection des centres villes ou des centres des localités contre la profusion de publicités démesurées du point de vue optique fait partie des prérogatives en matière de conservation du paysage, la Ministre a donc proposé une solution alternative, notamment une enseigne à longueur réduite centrée sur le pan de mur délimité par les encadrements des baies inférieures et les ouvertures du 1^{er} étage. La surface proposée du bandeau dépassait en effet de plus de trois fois la surface autorisée d'office même dans les localités non visées au règlement grand-ducal en matière de publicités.

La Ministre estime que de manière générale, il n'y a pas lieu d'installer dans la localité concernée, où toute publicité est subordonnée à une autorisation ministérielle, une enseigne à longueur surfaite. Elle estime qu'en l'espèce le centre de la localité qui témoigne d'une riche histoire architecturale, fait partie des localités à protection particulière définies par voie de règlement grand-ducal.

En ce qui concerne l'opportunité de revoir la réglementation existante au vu de la jurisprudence des juridictions administratives concernant les difficultés d'application de l'article 9 ainsi que celle concernant l'application combinée des articles 10, 12 et 13 du règlement grand-ducal précité, la Ministre estime que la jurisprudence fait une interprétation stricte des dispositions réglementaires. Elle a informé le Médiateur qu'un nouveau règlement grand-ducal serait en voie d'élaboration.

Le Médiateur estime qu'en attendant qu'un nouveau règlement grand-ducal précise les critères selon lesquels une décision ministérielle peut être prise pour autoriser la publicité dans les localités dans lesquelles une telle autorisation est requise, des critères clairs et précis devraient être définis au sein du Service concerné afin de garantir la transparence, la lisibilité et l'objectivité indispensables en la matière et d'éviter ainsi tout risque de décision arbitraire.

Administration de la Gestion de l'Eau

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un agriculteur au sujet d'un différend qui l'opposait à l'Administration de la Gestion de l'Eau,

plus précisément le service compétent pour la qualité des eaux au sujet d'un projet de construction d'une exploitation agricole.

La question qui posait problème était celle de l'évacuation de l'eau de vidange du réservoir situé dans la chambre à lait. Il était prévu que l'évacuation des eaux de vidange se ferait par la canalisation. Cependant la crainte de l'Administration de la Gestion de l'Eau était de voir se déverser une quantité trop importante de lait dans la canalisation en cas de survenance d'un problème au niveau de l'étanchéité de la cuve.

L'Administration de la Gestion de l'Eau estimait en effet que la station d'épuration ne pourrait pas faire face à un tel incident ou serait du moins bloquée pendant quelques jours. Elle était d'avis qu'il serait préférable que ces eaux soient évacuées dans la fosse à lisier. Le réclamant pour sa part ne voulait pas envisager une telle solution étant donné que les eaux de vidange contiennent des produits de lavage qui ne sont en aucun cas compatibles avec l'agriculture biologique qu'il entendait pratiquer.

L'Administration de la Gestion de l'Eau avait proposé au réclamant de faire installer une citerne spéciale pour recueillir ces eaux de vidange, cette solution nécessitant cependant une élimination régulière par camion du contenu de cette citerne, ce qui ne manquerait pas de générer un coût élevé à charge du réclamant. Le Directeur de la Station d'épuration était plutôt réticent alors qu'il estimait que la Station d'épuration ne saurait accueillir de manière régulière le contenu de ces citernes qu'elle serait dans l'impossibilité de stocker en attendant d'être traité.

Le Médiateur est intervenu dans cette affaire afin de souligner que le réclamant, qui ne disposait pas de prise de position écrite ni définitive, ne pouvait être maintenu plus longtemps dans cette situation alors qu'il disposait par ailleurs de toutes les autorisations nécessaires au démarrage du projet.

Finalement le Ministre a informé le Médiateur qu'une solution avait pu être trouvée après une entrevue sur place de toutes les parties concernées.

Travail et Emploi

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant les indemnités compensatoires versées aux travailleurs handicapés engagés au sein d'un atelier protégé.

Depuis l'introduction de la loi du 12 septembre 2003 modifiée relative aux personnes handicapées, les personnes travaillant au sein d'un atelier protégé peuvent prétendre à un salaire au moins équivalent au salaire minimum. Afin de ne pas pénaliser les personnes qui gagnaient plus sous l'ancienne législation, il a été décidé de faire bénéficier ces personnes d'une indemnité compensatoire afin de compenser toute perte éventuelle de salaire.

Or, il s'avère que ces indemnités sont constamment payées avec plusieurs mois de retard et que les montants attribués varient de manière considérable, de sorte à ce que les personnes concernées n'arrivent pas à comprendre le mode de calcul de ces montants.

Le Médiateur est intervenu auprès du Ministre compétent pour connaître les raisons qui sont à la base de ces retards, de même que les motifs qui pourraient expliquer les différences de calcul des indemnités compensatoires.

Dans sa prise de position, le Ministre a informé le Médiateur des raisons qui se trouvent à la base de ces problèmes. À ce titre, il a expliqué que les retards sont dus à différentes raisons, notamment aux retards dans la transmission des documents nécessaires pour le calcul ainsi qu'à l'organisation interne des services compétents. Pour ce qui est du mode de calcul de l'indemnité compensatoire, il avoue qu'un contrôle des indemnités versées n'a jusqu'à aujourd'hui pas pu être effectué, faute de ressources humaines suffisantes.

Pour des raisons de transparence, le Médiateur a proposé qu'un décompte mensuel détaillé soit adressé aux travailleurs handicapés concernés, sur base duquel ils peuvent comprendre le mode de calcul ainsi que les éventuelles retenues effectuées.

À ce jour, le Ministre ne s'est toujours pas prononcé sur ce dernier point.

Famille et Intégration

Revenu minimum garanti (RMG)

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui se plaignait de ne plus avoir droit au bénéfice du revenu minimum garanti (RMG).



Elle bénéficiait du RMG jusqu'au mois d'octobre 2010. Suite à une visite à domicile d'un collaborateur du Fonds national de Solidarité (FNS), le FNS a décidé de retirer le RMG à la réclamante au motif que la réclamante formait un ménage commun avec son bailleur.

En vertu de l'article 4 alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti «Sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.»

Or, la réclamante était seulement locataire et ne formait pas un foyer commun avec le bailleur. Elle avait loué une chambre à coucher avec une salle de douche et des toilettes dans une maison privée dans laquelle le bailleur habitait également.

La réclamante disposait d'un contrat de bail en bonne et due forme en vertu duquel elle payait un loyer mensuel. Elle était en mesure de prouver moyennant des extraits de compte qu'elle payait effectivement le loyer de manière régulière.

Malgré les documents probants établissant la réalité de la location le FNS maintenait son refus.

Parallèlement à la saisine du Médiateur, la réclamante avait cependant fait un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales. Le Conseil arbitral a donné droit à la requérante en considérant que les documents qu'elle avait produits prouvaient qu'elle ne vivait pas en communauté domestique avec le bailleur et qu'il n'y avait pas lieu de conclure à l'existence d'un budget commun.

Le Médiateur regrette que la réclamante fût obligée de passer par la voie judiciaire pour obtenir gain de cause, alors que cette affaire aurait pu être facilement résolue au niveau de la médiation.

Le Médiateur a encore été saisi par une réclamante qui contestait le montant de l'allocation complémentaire dont elle était la bénéficiaire.

Il s'agissait d'une personne âgée de 59 ans qui était en instance de divorce et souffrait d'une incapacité de travail d'au moins 30%. Sa demande en obtention d'une pension alimentaire de la part de son conjoint avait été déclarée non fondée par le tribunal. Elle avait introduit une demande en obtention du statut de travailleur handicapée qui avait été refusée par la Commission médicale. En attendant l'issue de l'instance pendante devant le Conseil arbitral des Assurances sociales, elle avait entrepris des démarches auprès du Fonds national de Solidarité en vue d'obtenir une allocation complémentaire. Le Fonds national donna suite à cette demande mais procédait cependant à une réduction de l'allocation au motif qu'elle était, ensemble avec son mari, propriétaire d'un appartement de 65 m² situé en Espagne. Cette réduction fut opérée conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit au revenu minimum garanti. Selon cet article, il incombe au Fonds national de Solidarité d'évaluer la fortune immobilière de l'intéressé et de procéder à un calcul de conversion du capital en une rente viagère sur la base de coefficients prévus par la loi. Le montant résultant de ce calcul est déduit de l'allocation complémentaire.

En l'espèce, il restait à la réclamante un montant modique de seulement 636,30 euros qui ne suffisait pas pour assurer son entretien. La réclamante ne percevait aucun revenu de l'immeuble en question.

Bien que la situation de la réclamante fût extrêmement précaire, le Fonds national de Solidarité est resté sur sa position.

Participation aux salaires des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation de la part d'une société qui bénéficia d'une participation financière en application de l'article 13, alinéa 3 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Cette réclamante s'était vu refuser ses demandes de participation couvrant une période de cinq mois au motif que le délai prescrit pour l'introduction des demandes n'aurait pas été respecté et que celles-ci n'auraient pas été couchées sur le formulaire prescrit.

La réclamante ne contesta pas ces faits et se justifia par le fait que l'employée chargée du

dossier aurait été en congé de maladie et que sa remplaçante n'avait pas été au courant de l'utilisation obligatoire du formulaire de demande. En outre, l'instruction du dossier révéla que la remplaçante adressa les fiches de salaire mensuelles de la personne concernée à la fiduciaire de la société au lieu de les adresser à la fiduciaire mandatée par le Ministère pour le traitement des demandes.

C'est seulement lors d'un contrôle des comptes à la fin de l'année que la société s'aperçut de son erreur. Elle affirma en outre ne pas avoir reçu la lettre du 23 août 2010 du Ministère l'avertissant de l'emploi obligatoire du nouveau formulaire. La société réintroduisit des demandes de participation pour la période en question, demandes qui furent refusées par le Ministère.

Il s'avéra au cours de l'instruction du dossier que les obligations imposées aux administrés relatives à l'utilisation d'un formulaire déterminé ou à l'observation d'un délai pour l'introduction des demandes n'avaient pas de base légale ou réglementaire. En effet, conformément au principe de légalité, ces conditions ne peuvent être légalement opposées à la réclamante pour refuser une demande de participation. Une administration ne saurait prescrire de telles obligations au moyen d'un simple courrier.

Nonobstant les arguments présentés par le Médiateur, le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'était pas disposé à réexaminer le dossier dans le sens voulu par la réclamante.

Éducation différenciée

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations relatives à l'application de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée.

Les réclamantes ont contesté être redevables des montants élevés qui leur sont demandés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration au titre de participation aux frais de placement de leurs enfants à l'étranger.

Selon la position du Ministère, l'article 8 de la loi susvisée ne prévoit pas la gratuité du séjour et de l'entretien dans des institutions étrangères.

Le Ministère fait au regard des placements à l'étranger la même distinction applicable aux élèves fréquentant les institutions de l'éducation différenciée luxembourgeoise entre d'une part, l'enseignement qui est gratuit et d'autre part, les frais relatifs au séjour, à l'internat, qui, en vertu de l'article 203 du Code civil, resteraient en principe à charge des parents. À la demande des parents, le Ministère de la Famille assume une participation aux frais de séjour de l'enfant. Cette participation est calculée sur la base du prix de revient de l'institution choisie et de la part des frais à assumer par les parents dont le montant est déterminé selon les modalités de la convention pour centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes au Grand-Duché de Luxembourg. Le Ministère se réfère à ce sujet à l'article 18 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille dont il semble faire une application par analogie.

Or, une étude approfondie du projet de loi et des travaux préparatoires de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ne permet pas de confirmer les conclusions du Ministère.

Le problème provient de ce que l'article 8 de la loi susvisée n'est pas très clair en ce qui concerne les frais de placement des enfants placés à l'étranger, problème qui a d'ailleurs été soulevé dans un avis de l'Inspection générale des Finances.

Afin d'écarter le moindre doute au sujet du principe de gratuité généralement applicable au séjour des enfants à l'étranger, la Commission de l'Éducation nationale et des Affaires culturelles avait fait dans son rapport de synthèse un résumé des différentes gratuités:

«L'article prévoit la gratuité de l'enseignement proprement dit pour les enfants placés dans les instituts et services étatiques énumérés à l'article 2,

dans les centres privés ou communaux luxembourgeois repris par l'État selon les critères de l'article 15 sur base de conventions,

dans les instituts spécialisés étrangers reconnus par le Ministre de l'Éducation nationale. Sont inclus dans cette gratuité: le séjour, le traitement médical (borné aux seules adaptations à la base de la scolarisation différée) et l'entretien après un amendement proposé par le Conseil d'État et repris sans commentaire par le Gouvernement.

La Commission exprime le désir exprès d'interpréter les termes de «séjour» et d'«entretien» aussi largement que possible, vu les charges extraordinairement importantes qui pèsent sur les

parents d'enfants handicapés.»

Conformément à l'article 1 de la loi du 14 mars 1973, le Ministre de la Famille est responsable de l'aspect familial et social de l'éducation différenciée. La loi charge donc le Ministre de la Famille d'assurer la gratuité vis-à-vis des parents d'enfants nécessitant une éducation différenciée sous tous les aspects susvisés.

Le Ministère de la Famille ne fait dès lors pas une application du principe de gratuité conforme à la loi du 14 mars 1973.

Le Ministre a maintenu sa position dans ce dossier bien qu'un argumentaire détaillé lui ait été soumis par le Médiateur.

Transport

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations en matière de transports publics.

Deux citoyens ont notamment contesté le fait d'avoir reçu une amende au motif qu'il leur était reproché de ne pas voyager en possession d'un ticket de transport valide pour la ligne de bus qu'ils avaient utilisée.

Dans le premier cas, il s'agissait d'un jeune étudiant qui avait emprunté une ligne de bus qui est prise en charge par une entreprise privée, mais qui effectue également des trajets transfrontaliers, notamment vers l'Allemagne. Lors du passage du contrôleur, le réclamant a montré sa «Jumbokaart». Cependant, le contrôleur a estimé que la carte n'était pas valable pour la ligne en question et lui a dressé un avertissement à hauteur de 35€. L'intéressé a contesté cette décision au motif qu'il n'avait utilisé la ligne de bus que pour la partie de trajet qui est effectuée sur le territoire national. Il s'est également défendu en disant qu'il avait utilisé la ligne en toute bonne foi, alors qu'il était persuadé que, s'agissant d'une ligne desservie par une entreprise luxembourgeoise, il ne devrait avoir aucun problème pour pouvoir y voyager avec sa «Jumbokaart».

Le Médiateur a pris acte que la ligne de bus empruntée par le réclamant fait partie du réseau RGTR. Dans la mesure où la «Jumbokaart» est définie sur le site mobilitet.lu comme étant un abonnement permettant de voyager sans limitations de parcours sur l'ensemble du réseau de transport public luxembourgeois, le réclamant estime qu'il est en droit de pouvoir y circuler avec sa carte, sauf disposition légale ou réglementaire contraire.

Dans le deuxième cas de figure, une dame qui avait également emprunté une ligne de bus qui effectue des trajets transfrontaliers s'est vue adresser un avertissement pour défaut de titre de voyage valable, alors qu'on lui aurait dit que sa «Seniorekaart» ne saurait être utilisée pour de tels trajets.

Le règlement grand-ducal du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics prévoit que la «Jumbo» et la «Seniorekaart» sont valables sur les réseaux de transports publics du RGTR, CFL, AVL et TICE. S'il est vrai que certaines limitations sont prévues pour les abonnements annuels, notamment pour les trajets dans les trains au départ ou à destination d'un point frontière, force est cependant de constater que le texte en question ne fait pas référence aux trajets en bus.

Le Médiateur a certes connaissance qu'un accord introduisant des titres de transport «RegioZone1» et «RegioZone2» sur les tarifs uniformisés transfrontaliers a été signé en date du 9 août 2010 entre le Grand-Duché de Luxembourg et les régions de la Lorraine, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat. Cependant, il tient à souligner que dans la mesure où le

texte n'est pas publié sur Internet, il est évident que les usagers ne peuvent pas se tenir informés à son sujet.

Les usagers ne sont pas au courant des éventuelles restrictions qui pourraient exister concernant leur titre de transport. Pour cette raison, le Médiateur a estimé qu'il serait injuste de pénaliser les réclamants, alors qu'ils avaient utilisé leurs cartes d'abonnements en toute bonne foi.

Le Ministre compétent a fait preuve de compréhension et a décidé de retirer l'amende qui avait été dressée contre les intéressés. Par ailleurs, il s'est engagé à ce que les informations concernant les éventuelles restrictions pouvant concerner certains types de transport, notamment pour les trajets transfrontaliers, soient mieux ciblées, de façon à ce que les tarifs soient compréhensibles sans équivoque.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi de deux réclamations dirigées contre la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) relatives à la fixation du taux d'émission suite à l'augmentation de la puissance du moteur d'un véhicule. Plus particulièrement, les réclamants ont contesté le raisonnement effectué par la SNCT, qui consiste à dire qu'à défaut de pouvoir ramener la preuve contraire, il y a lieu de considérer que suite à l'augmentation de la puis-

sance du moteur d'un véhicule, le taux d'émission de ce dernier a augmenté proportionnellement.

Les personnes concernées ont contesté cette façon de procéder, ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, chacune d'elle détenait un TÜV sur lequel il est certifié que les données techniques du véhicule n'étaient pas modifiées suite à l'augmentation de la puissance du véhicule.

Le Médiateur s'est ainsi adressé au Directeur de la SNCT afin de connaître la base légale imposant au citoyen l'obligation de rapporter la preuve que la puissance modifiée de sa voiture n'avait pas d'impact sur le taux d'émission de CO₂.

La réponse fournie par la SNCT, quand bien même elle était bien motivée, n'était cependant pas juridiquement convaincante sur tous les points.

L'article 26 du règlement grand-ducal du 27 janvier 2001 modifié prévoit que dès lors qu'un véhicule a été modifié, une réception à titre isolée s'impose. Pour ce faire, il faut passer par le service «Agréation», qui se charge de dresser un nouveau procès-verbal de réception.

Aux termes de l'article 27 du même règlement grand-ducal, le procès verbal de réception doit contenir les principales données techniques du véhicule, dont au moins celles figurant sur le certificat d'immatriculation, donc également le taux d'émission de CO₂.

La SNCT se base notamment sur le paragraphe 2 du même article pour exiger de la part d'un citoyen qu'il ramène la preuve sur base d'un certificat établi par un centre agréé et reconnu dans les États membres de l'Union européenne, que le taux d'émission de CO₂ n'a pas augmenté suite à la transformation du véhicule en question.

En effet, cette disposition prévoit que l'organisme de contrôle peut exiger du propriétaire ou du détenteur d'un véhicule devant se soumettre à une nouvelle agréation, tout certificat, procès-verbal ou attestation mentionnant les données pour lesquels les systèmes, les composants et entités techniques du véhicule ont été calculés, dimensionnés et documentant le(s) niveau(x) de performance de ceux-ci.

La SNCT estime ainsi que cet article l'autorise à exiger de la part d'un citoyen qu'il rapporte la preuve en question. À défaut pour l'intéressé à pouvoir ramener un certificat qui prouve que suite à la transformation du véhicule le taux d'émission de CO₂ n'a pas augmenté, la SNCT se réserve le droit d'appliquer un calcul par extrapolation, selon lequel le taux en question est supposé avoir augmenté proportionnellement à la puissance du véhicule. Un tel calcul demeure cependant critiquable, dans la mesure où aucune loi ni aucun règlement grand-ducal ne permet à la SNCT de procéder de la sorte.

Le Médiateur a également eu à connaître de réclamations venant de citoyens qui se plaignaient de la lenteur de la procédure de renouvellement de leur permis de conduire.

Dans un dossier, les courriers du réclamant n'ont pas connu de suite parce qu'ils avaient été égarés.

Dans un autre dossier le réclamant, après avoir écopé qu'une peine de prison assortie d'une interdiction de conduire d'une durée de cinq ans, a fait une demande auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en vue de récupérer son permis de conduire. En réponse à sa demande, il a été informé par arrêté ministériel que son permis de conduire sera renouvelé sous condition qu'il réussisse à un examen de contrôle pratique. En plus, il a dû se soumettre à des analyses médicales.

D'après les informations qu'il avait reçues à la suite de l'examen, il devait récupérer son permis de conduire dans les trois jours. Or, il n'a pas pu récupérer son permis, parce qu'il s'est avéré que son interdiction de conduire était encore en cours.

Le réclamant s'estimait lésé du fait d'avoir été induit en erreur par les informations qu'il avait reçues.

Le Médiateur a expliqué au réclamant que suivant le dernier alinéa de l'article 13 du Code de la Route, «l'interdiction de conduire judiciaire ne produit cependant pas d'effets durant l'exécution d'une peine privative de liberté (...)».

L'interdiction de conduire ne pouvait dès lors prendre cours qu'après sa libération.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi par un réclamant qui se plaignait d'avoir été arbitrairement convoqué à un examen médical. Le réclamant avait été informé par la Commission médicale du Département des Transports qu'il devait se soumettre à certaines analyses médicales et que le maintien de son permis de conduire dépendait du résultat de ces analyses. Le courrier de la Commission médicale n'indiquait pas les raisons de la demande.



Cette convocation a d'autant plus surpris le réclamant qu'elle ne se situait pas dans le cadre d'une procédure d'octroi ou de renouvellement du permis de conduire. Le réclamant ne comprenait dès lors pas les raisons pour lesquelles il devait se soumettre à cet examen médical.

Le Médiateur a expliqué au réclamant qu'en vertu de l'article 77 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre a parfaitement le droit de demander un examen médical à un titulaire d'un permis de conduire s'il a des doutes sur l'aptitude de conduire de cette personne.

Ce pouvoir du Ministre est conforme aux dispositions de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques qui prévoient que tous les titulaires d'un permis de conduire doivent remplir certaines conditions médicales.

Chambre de Commerce

Le Médiateur a eu à connaître de certaines réclamations introduites par des sociétés commerciales, notamment par des SOPARFI, qui contestent le fait de se voir appliquer une cotisation forfaitaire.

L'article 18 de la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce prévoit notamment qu'il est loisible à la Chambre de fixer dans son règlement de cotisation des montants forfaitaires pour les sociétés qui détiennent principalement des participations financières et qui sont répertoriées comme telles selon la Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE).

Ainsi, la Chambre de Commerce considère qu'à partir du moment où une société est une société de participations financières (SOPARFI) et qu'elle est enregistrée en tant que telle selon la NACE, celle-ci doit se voir appliquer le montant prévu au titre des cotisations forfaitaires.

Le Médiateur ne partage cependant pas ce point de vue. En effet, après analyse de la loi du 26 octobre 2010 et des travaux parlementaires y afférents, le Médiateur est venu à la conclusion que la loi pose clairement deux conditions cumulatives. Il ressort notamment de l'article 18 de la loi de 2010 qu'une cotisation forfaitaire doit être appliquée dès lors qu'une société détient des participations financières et qu'elle est répertoriée en tant que telle auprès de la NACE. Ainsi, le seul fait qu'une société soit répertoriée en tant que SOPARFI ne saurait être suffisante pour rendre applicable cette disposition.

La Chambre de Commerce défend cependant sa position à plusieurs titres. Tout d'abord, elle continue à considérer qu'à partir du moment où une société est répertoriée en tant que SOPARFI auprès de la NACE, l'article 18 de la loi de 2010 est applicable. D'un autre côté, elle ne nie pas que deux interprétations différentes sont possibles. Elle estime ainsi qu'il appartiendra aux juridictions compétentes de se prononcer sur la question.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce justifie sa position en prétendant que les SOPARFI ne sauraient être libérées des cotisations forfaitaires, alors que ce taux a été négocié en leur faveur. En effet, par le passé, les SOPARFI étaient soumises à des cotisations proportionnelles aux bénéfices qu'elles dégageaient. La Chambre de Commerce estime que pour ces raisons, elle ne saurait accorder une dérogation à toutes les sociétés qui se trouvent dans la même situation que les sociétés réclamantes, d'autant plus que leur nombre est relativement élevé.

Le Médiateur considère cependant que les arguments avancés par la Chambre de Commerce ne sont pas justifiés.

Suite à une nouvelle intervention de sa part auprès des responsables de la Chambre de Commerce, le Directeur lui a fait savoir qu'il entend rester sur sa position en attendant de voir le juge se prononcer sur le litige.

1.3. Affaires relevant des Communes

Le Médiateur entretient avec les communes des relations qui dans l'ensemble sont satisfaisantes.

1.3.1. Affaires communales générales

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation au sujet du paiement d'une redevance minimum

pour ordure facturé au cours de l'année 2010 et qui s'élevait à quelque 150 EUR.

La réclamante était d'avis de ne pas devoir ce montant. Selon elle, elle ne profitait pas du service alors qu'elle n'occupait que très rarement cette maison.

Dans un courrier du Bourgmestre adressé à la réclamante celui-ci l'informait que le règlement relatif à la gestion des ordures ménagères dispose que «Tout immeuble destiné à l'habitation situé à l'intérieur de la commune doit être raccordé à l'enlèvement public des déchets.»

Le courrier indiquait également que le règlement prévoyait qu'une dérogation pouvait être accordée par le collège échevinal sur présentation d'une demande écrite et motivée, ce que la réclamante n'a pas manqué de faire en expliquant les raisons pour lesquelles elle estimait ne pas devoir payer la redevance.

Suite à ce courrier, le Bourgmestre a informé la réclamante qu'une telle dérogation ne lui serait pas accordée par le collège échevinal en l'invitant par ailleurs à prendre contact avec la commune pour la délivrance d'une poubelle.

Une nouvelle intervention de la part de la réclamante n'y a rien changé et le Bourgmestre a réitéré son refus d'accorder une dispense sans par ailleurs donner d'explications pour justifier son refus.

Le Médiateur est intervenu auprès du Bourgmestre en lui expliquant qu'il comprenait fort bien que selon l'article cité ci-dessus, tout habitant devait régler une redevance forfaitaire minimum indépendamment de l'utilisation effective ou non du service d'enlèvement des ordures ménagères. Le Médiateur a cependant demandé au Bourgmestre la communication du règlement communal relatif à la gestion des ordures ménagères, afin de comprendre et d'expliquer à la réclamante en quoi la Commune ne saurait faire droit à sa demande de dérogation.

Le règlement en question dispose que:

«Tout immeuble destiné à l'habitation situé à l'intérieur des limites de la commune doit être raccordé à l'enlèvement public des déchets.

L'utilisation des poubelles est obligatoire.

Peuvent être exclus du raccordement obligatoire à l'enlèvement public pour certaines fractions de déchets seulement ou pour toutes les fractions en général, les immeubles destinés à l'habitation présentant jamais, très rarement ou irrégulièrement des déchets susceptibles d'être enlevés.

Cette dérogation à la disposition de l'alinéa (1) peut être accordée par le collège des bourgmestre et échevins sur présentation d'une demande écrite et motivée.

L'autorisation de déroger peut être retirée par le collège des bourgmestre et échevins lorsque les conditions de son octroi ne sont plus remplies.»

Étant donné la formulation du règlement, le Médiateur a demandé au Bourgmestre de l'informer pour quelles raisons la commune refusait d'accorder une dérogation à la réclamante. Une telle dérogation ayant en effet été accordée 30 ans plus tôt, la réclamante s'interrogeait en quoi la situation aurait changé de sorte qu'une prolongation ne soit plus possible.

Le Bourgmestre a informé le Médiateur qu'en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le collège échevinal n'accordait plus depuis 2005 de dérogation à aucun ménage et ce pour des raisons de salubrité et d'hygiène. Il a indiqué également que le règlement communal qui n'avait pas encore été modifié le serait très prochainement.

Étant donné la prise de position formelle du Bourgmestre, le Médiateur ne disposait pas d'arguments suffisamment convaincants pour amener le collège échevinal à renoncer à la taxe en question. Ces informations auraient cependant dû être communiquées dès le départ à la réclamante afin d'étayer le refus opposé à la demande de dérogation.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi d'une réclamation à l'encontre d'une Commune qui réclamait le paiement d'une taxe pour seconde résidence fixée à 250 EUR pour un appartement que les réclamants avaient donné en location.

Les réclamants refusaient de payer cette taxe au motif que l'appartement n'était, selon eux, pas à considérer comme seconde résidence étant donné qu'il avait été donné en location.

La Commune a fait savoir aux réclamants que selon les informations dont elle disposait l'appartement était vide. Comme personne n'était inscrit à l'adresse indiquée, la Commune a considéré l'appartement comme seconde résidence.

Il ressort du règlement-taxe sur les résidences secondaires de la Commune que:

«Est considéré comme résidence secondaire au sens du présent règlement tout logement privé autre que celui qui est affecté au domicile habituel au sens des dispositions du code civil et de la loi électorale, dans lequel on peut séjourner à tout moment durant les week-ends et pour prendre des loisirs et des vacances, qu'il s'agisse notamment d'une maison de campagne, d'un bungalow, d'un appartement, d'une maison ou d'une maisonnette de week-end ou de plaisance, d'un pied-à-terre ou de tout autre abri d'habitation, en ce compris les roulettes, caravanes et mobilhomes, même si on occupe ce logement qu'en partie ou occasionnellement et quelle que soit la qualité de l'occupant: propriétaire, locataire ou usager à titre gratuit.

Ne sont pas considérés comme résidences secondaires au sens du présent règlement:

1) les logements privés donnés en location permanente ou cédés à titre gratuit à une ou plusieurs personnes qui y ont fixé leur domicile au sens des dispositions du code civil et de la loi électorale. (...)

Les articles 102 à 105 du Code civil disposent que:

«Art. 102. Le domicile de tout Luxembourgeois, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement.

Art. 103. Le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

Art. 104. La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la municipalité du lieu que l'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré son domicile.

Art. 105. À défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances.»

L'article 10 de la loi électorale du 18 février 2003 dispose en outre que:

«Le domicile électoral du citoyen est au lieu de sa résidence habituelle, c'est-à-dire où il habite d'ordinaire. (...)

Pour la détermination du domicile électoral, la preuve de la résidence habituelle peut être apportée par tout moyen.»

Le Médiateur est donc intervenu auprès du Bourgmestre pour l'informer que les réclamants pouvaient démontrer que la personne à laquelle ils ont donné en location l'appartement avait établi son principal établissement dans l'appartement en question. Il ne devrait pas y avoir de problème quant au fait de ne pas considérer l'appartement en question comme seconde résidence et ce indépendamment du fait que la locataire en question ait été inscrite au registre de la population de la commune ou non.

Suite à l'envoi par le locataire du contrat de bail et aux explications fournies quant aux raisons qui expliquaient qu'il ne se soit pas inscrit à cette adresse, et au vu de la position du Médiateur, le Bourgmestre a accepté de renoncer à la taxe pour résidence secondaire.

1.3.2. Inscription au registre de la population

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un propriétaire à propos du refus par la Commune d'inscrire un de ses locataires dans le registre de la population. Celui-ci s'est vu remettre un courrier par lequel il a été invité à prendre contact avec la Police des Bâtisses.

Le propriétaire avait acquis cet immeuble quelques années auparavant. L'acte de vente mentionnait comme objet de la vente une maison de rapport. Le vendeur s'était engagé à faire installer un compteur électrique individuel pour chaque appartement. Par ailleurs dans les faits, la maison était subdivisée en quatre appartements comprenant toutes commodités.

À sa grande surprise, le propriétaire fut informé par la Commune que l'immeuble n'était pas à considérer comme immeuble résidentiel mais comme maison unifamiliale.

Suite à une visite des lieux, le service technique de la Commune a informé le propriétaire qu'il aurait encore la possibilité de régulariser la situation et qu'un courrier renseignant sur les modalités à suivre pour se mettre en conformité lui serait adressé.

Resté sans nouvelles malgré l'envoi d'un courrier par lequel il sollicitait un rendez-vous, le propriétaire s'était adressé au Médiateur qui n'a pas manqué d'intervenir auprès du Bourgmestre afin qu'il l'informe des suites qu'il entendait réserver à la demande d'entrevue, le cas échéant des démarches à entamer afin de

remédier aux problèmes qui se posaient et afin qu'il lui indique sur quelle base la Commune avait pris la décision de s'opposer à une inscription au registre de la population de l'éventuel locataire.

Le Bourgmestre a informé le Médiateur que l'immeuble en question n'était pas officiellement subdivisé en quatre appartements au moment de la passation de l'acte notarié, alors que les transformations n'ont jamais fait l'objet d'une demande ni a fortiori d'un permis de bâtir.

Selon lui, le registre de la population renseignerait également que la maison en question n'a jamais été occupée par plus d'un ménage et que l'immeuble en question serait partant à qualifier de maison unifamiliale.

Par ailleurs le règlement sur les bâtisses en interdisait la modification en maison de rapport.

N'ayant jamais été saisi d'une demande d'autorisation pour les transformations à l'intérieur de la maison respectivement pour une subdivision en logements, le Bourgmestre confirme l'affectation de l'immeuble comme maison unifamiliale, ne comprenant par définition qu'un seul logement.

En ce qui concerne la question de l'inscription d'un nouveau locataire au registre de la population, le Bourgmestre explique que les services communaux n'ont eu d'autre choix que de se baser sur le dossier tel qu'il résulte des informations et déclarations des propriétaires successifs des lieux qui auraient renseigné une maison unifamiliale occupée par un seul ménage. Il paraissait ainsi difficile au Bourgmestre de reconnaître comme domicile un deuxième logement à une adresse à laquelle il n'en existe qu'un seul.

Le Médiateur a fait part au Bourgmestre qu'il ne saurait accepter l'argument invoqué pour refuser l'inscription au registre de la population à cette adresse. La Commune ne saurait en effet refuser l'inscription d'une personne qui désire s'établir à cette adresse, sous prétexte qu'il s'agirait d'une maison unifamiliale.

Par ailleurs le Médiateur a souhaité connaître les suites qui seraient réservées à cette affaire alors que jusqu'alors aucune solution concrète n'avait été proposée, ce qui aggravait la situation financière du réclamant. Or, il est un fait qu'avant le départ de certains des locataires, l'immeuble a été occupé par quatre ménages qui ont tous été inscrits au registre de la population et que le réclamant paye les impôts fonciers relatifs à un immeuble de rapport et ce sans que jamais la commune n'ait remis en cause cette situation.

À ce jour, le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position de la Commune.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations à l'encontre de communes refusant l'inscription au registre de la population des personnes résidant au Grand-Duché sans titre de séjour.

Pour le Médiateur l'inscription d'une personne au registre de la population ne saurait, en l'état actuel des textes applicables, être liée à son séjour légal sur le territoire.

Les législations concernant l'immigration et l'inscription au registre de la population sont distinctes, de sorte que le Médiateur est d'avis qu'une commune ne devrait pas refuser l'inscription au registre de la population d'une personne en raison du fait que son séjour sur le territoire ne serait pas légal. La Commune devrait, en l'état actuel des textes applicables en matière d'inscription au registre de la population, se borner à constater si la personne en question réside de manière effective à l'adresse indiquée sans que sa situation du point de vue de la législation en matière d'immigration influe sur son inscription.

Quant à l'argument avancé par certaines Communes qu'une telle inscription créerait des droits injustifiés, force est de constater que les demandes d'octroi de prestations sociales doivent être accompagnées la plupart du temps de la preuve de ce que les demandeurs se trouvent légalement au Grand-Duché, preuve qui ne saurait dès lors être apportée.

Le nouveau projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques (projet n°6330 du 15 septembre 2011) est de nature à clarifier les choses.



1.3.3. Urbanisme

Le Médiateur est régulièrement saisi par des citoyens qui se plaignent du manque de précision des motifs à la base des décisions prises par les autorités communales.

Tel était notamment l'objet d'une plainte formulée par des propriétaires en indivision d'un terrain qu'ils entendaient vendre et pour lequel l'architecte des réclamants avait remis à l'Administration communale une étude de faisabilité en vue de l'obtention d'une autorisation de principe pour la construction d'une résidence.

Il ressortait de cette étude que d'après les dispositions du règlement sur les bâtisses, il serait envisageable de construire un immeuble à onze unités de logement sur le terrain en question.

Au vu du tissu urbain existant du quartier, le Bourgmestre a limité le nombre maximal de maisons à construire sur cette parcelle à trois dont une maison pourrait comprendre deux logements séparés.

Lors d'une première entrevue, le Bourgmestre aurait indiqué aux réclamants ainsi qu'à leur architecte qu'un immeuble à appartements, même s'il était conforme au règlement, n'aurait pas sa place dans un environnement rural.

Il était pourtant un fait que le terrain en question était situé en zone de moyenne densité et non pas en zone rurale.

Lors d'une seconde entrevue en vue de trouver un compromis, les propriétaires ont sollicité une autorisation de principe pour trois maisons bi-familiales soit six unités d'habitation.

Malheureusement le Bourgmestre a réitéré sa prise de position initiale.

Le Médiateur est intervenu auprès du Bourgmestre afin de connaître les raisons exactes de son refus, alors que les motifs exposés oralement aux réclamants leur donnaient plutôt l'impression que son refus relevait d'une appréciation purement discrétionnaire.

Le Bourgmestre a expliqué qu'il avait invité les réclamants à présenter un projet d'aménagement particulier qui devait être compatible avec le tissu urbain du quartier concerné.

Il estime que l'instrument qui constitue le plan d'aménagement particulier permet aux communes de veiller à ce que tout projet de construction d'envergure s'insère harmonieusement dans le tissu urbain du quartier concerné et fait remarquer que le tissu urbain du quartier est en l'espèce dominé par des maisons unifamiliales isolées. Un projet de construction d'envergure romprait, selon lui, l'équilibre urbanistique du quartier.

Le Bourgmestre a proposé aux demandeurs de limiter à quatre le nombre de logements à construire sur la parcelle cadastrale.

Le projet présenté à la Commune semblait respecter tant le PAG que le règlement sur les bâtisses. Se posait dès lors la question de savoir dans quelle mesure le conseil communal pourrait désapprouver le PAP tel que présenté par les demandeurs. Il importe en l'espèce de savoir si, comme l'a indiqué le Bourgmestre, les dispositions invoquées octroient à la Commune la possibilité d'apprécier de manière discrétionnaire le nombre d'unités de logement à autoriser sur le terrain en question.

Afin de clarifier les choses, le Médiateur s'est adressé au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin de savoir, si selon lui, le conseil communal est en droit de s'opposer au projet sur base de l'article 2 (b) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 en invoquant le cas échéant une appréciation subjective quant au développement harmonieux ou non des structures urbaines et rurales.

Cet article dispose que:

«L'aménagement communal et le développement urbain ont pour objectifs d'assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal. A cet effet, ils ont principalement pour mission de concevoir, de développer, de coordonner et de mettre en œuvre, au niveau communal, les moyens nécessaires pour garantir:

(...)

(b) le développement harmonieux des structures urbaines et rurales... (...))»

Dans sa lettre de réponse, le Ministre de l'Intérieur estime qu'il résulte de la combinaison de plusieurs articles de la partie écrite du plan d'aménagement général de la commune que la construction d'un immeuble à onze unités de

logement est réalisable.

Il poursuit en ajoutant qu'il y a toutefois lieu de remarquer que le tissu urbain du quartier en question est dominé par des maisons unifamiliales isolées et qu'il semblerait qu'un projet de construction d'une certaine envergure romprait l'équilibre urbanistique dudit quartier.

Il invoque encore les articles 2 et 3 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain de sorte à estimer que les autorités communales ont, d'après la jurisprudence ainsi que d'après la loi du 19 juillet 2004, l'obligation de vérifier la conformité d'un projet d'aménagement particulier avec les dispositions de l'article 2 précité, or, il semblerait que le projet initial d'un immeuble collectif à onze logements soit, d'un point de vue juridique et urbanistique, contraire aux dispositions de l'article 2 de la loi.

Le Ministre souligne que l'application de cet article ne permet toutefois pas aux autorités communales de diminuer de façon considérable le droit de construction sur la parcelle litigieuse fixé par les parties graphique et écrite du PAG en vigueur sous peine d'encourir le risque de poursuites civiles.

Selon le Ministre, sans toutefois qu'il veuille préjuger de l'affaire, il semblerait que le compromis proposé par les réclamants consistant en la construction de trois maisons bifamiliales puisse être considéré comme compatible avec une lecture combinée des articles 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2004 et de la partie écrite du PAG de la commune concernée.

Suite à cette réponse, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé au Bourgmestre afin que ce dernier l'informe de sa prise de position par rapport à la prise de position du Ministre de l'Intérieur et quant à l'éventualité de délivrer une autorisation de principe pour la construction de trois maisons bifamiliales. À ce jour le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position du Bourgmestre.

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation au sujet d'une demande d'autorisation de construire en vue de la transformation d'une maison unifamiliale pour laquelle la commune soumettait l'autorisation de construire sollicitée à la mise en conformité aux prescriptions du règlement sur les bâtisses d'une construction annexe déjà existante, à savoir un garage, située dans le recul latéral du terrain.

Le projet des réclamants prévoyait la démolition de l'annexe arrière afin d'en reconstruire une plus modeste ainsi qu'une terrasse.

Comme condition préalable à l'autorisation de transformation, la commune exigeait que le réclamant démolisse une partie du garage existant situé dans le recul latéral du terrain afin que celui-ci soit conforme aux prescriptions dimensionnelles de l'actuel règlement sur les bâtisses.

Le règlement sur les bâtisses prévoit que la façade postérieure de constructions annexes existantes ne peut dépasser l'alignement de la façade antérieure de la construction principale d'une profondeur allant au-delà de celle prévue par le règlement des bâtisses. Or, en l'espèce, le garage dépassait la longueur prescrite.

Le règlement sur les bâtisses dispose en outre que la Commune peut soumettre l'octroi de l'autorisation de construire sollicitée à la mise en conformité aux prescriptions du règlement sur les bâtisses d'une construction annexe déjà existante.

Le Médiateur était d'avis qu'étant donné qu'il s'agissait de priver l'intéressé d'une partie de la construction qu'il venait d'acquérir en subordonnant une éventuelle autorisation de transformation à la démolition d'une partie du garage et étant donné que l'adaptation en question était une faculté laissée à l'appréciation du Bourgmestre, il allait sans dire que ce dernier devait faire usage de cette faculté à bon escient.

Le Médiateur avait du mal à saisir l'utilité d'une telle exigence en l'espèce.

Le Bourgmestre a pris position en expliquant que, selon lui, les conditions d'application de cet article se trouvaient indubitablement réunies en l'espèce.

Le Bourgmestre explique que dans l'exercice de la faculté prévue, il lui importe de suivre certains principes directeurs de base de manière à assurer un traitement équitable de toute demande de permis de construire et le traitement égal de tout citoyen.

Il explique qu'une des normes fondamentales à laquelle il se réfère dans ses prises de décision est la sécurité juridique, c.à.d. que toute nouvelle construction respectivement toute construction transformée doit se conformer aux prescriptions de la réglementation sur les bâtisses en vigueur. La dérogation devrait rester l'exception et ne se justifier que dans les cas de

figure où l'application d'une disposition fait peser une charge disproportionnée sur l'administré par rapport au but recherché.

En sollicitant la démolition du garage existant et la conformité de l'immeuble au règlement sur les bâtisses le Bourgmestre estime avoir usé de son pouvoir discrétionnaire à bon escient en prenant en considération d'un côté les impératifs de l'intérêt public et d'un autre côté la faible envergure de la destruction exigée.

Le Bourgmestre estime que le réclamant était libre de consulter, avant l'introduction de la demande de permis de construire respectivement avant l'acquisition de l'immeuble, les services compétents de la Commune qui l'auraient certainement informé du risque qu'une mise en conformité au règlement sur les bâtisses pourrait être requise lui permettant ainsi de considérer cette contrainte dans le projet immobilier.

Le Médiateur fait remarquer au Bourgmestre que son exigence avait des conséquences sur le plan financier alors que le réclamant perdrait le bénéfice d'un garage à deux emplacements tel qu'il existait au moment de l'acquisition et par ailleurs devrait supporter les frais de démolition et de remise en état de la toiture du garage.

Par ailleurs le Médiateur a fait savoir au Bourgmestre que selon lui cette disposition du règlement sur les bâtisses qui permet d'exiger, avant l'octroi d'une autorisation de construire, l'adaptation au règlement sur les bâtisses d'autres parties de l'immeuble en question ne serait guère conforme au principe de la sécurité juridique.

Le Médiateur estime qu'une appréciation au cas par cas est de mise pour l'application de la disposition en question. Or, aucune suite n'avait été réservée à la demande de visite des lieux qui avait été sollicitée par les réclamants de sorte que le Médiateur a demandé au Bourgmestre de revoir sa position et le cas échéant de prévoir une entrevue sur place.

Le Bourgmestre a fait droit à cette requête et a prévu une entrevue sur place entre les réclamants et le service compétent. Un arrangement a finalement pu être trouvé dans la mesure où, même si la mise en conformité sur laquelle le Bourgmestre insistait a été maintenue, elle a néanmoins été remise à plus tard. L'autorisation a par ailleurs été délivrée nonobstant le fait qu'il n'y ait pas adaptation immédiate de la construction existante aux dispositions de l'actuel règlement sur les bâtisses.

Dans une autre affaire le Médiateur a été saisi par un réclamant qui se voyait opposer un refus de la part du Bourgmestre de lui délivrer l'autorisation de construire un hangar en zone verte. Le réclamant avait obtenu l'autorisation de la part du Ministre de l'Environnement. Un recours avait été intenté par les voisins qui furent toutefois déboutés par le Tribunal administratif dont la décision fut confirmée par la Cour administrative.

Par la suite le Bourgmestre a cependant refusé d'accorder cette autorisation en se basant sur diverses dispositions du règlement sur les bâtisses.

Le Médiateur a dans un premier temps mis en doute le fait que l'autorisation serait contraire aux articles pertinents du règlement sur les bâtisses.

Dans la réponse du Bourgmestre il n'apparaissait pas clairement si le refus du Bourgmestre était basé sur la violation d'une disposition du règlement sur les bâtisses ou sur la crainte d'un recours qui serait exercé par les voisins.

À cet égard, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé au Bourgmestre pour lui rappeler que la décision à prendre devait être basée sur de seules considérations d'ordre urbanistique. Si le projet est conforme au PAG ainsi qu'au règlement sur les bâtisses, le Bourgmestre ne saurait tenir compte des contestations des voisins pour justifier son refus à la demande d'autorisation.

Il est également des cas dans lesquels les Administrations communales motivent leurs décisions de manière étudiée.

Dans deux affaires, le Médiateur a été saisi par des réclamants qui se plaignaient que le Bourgmestre avait délivré une autorisation de construire à leur voisin en passant outre le fait qu'ils avaient retiré leur accord donné préalablement à leur voisin pour la construction envisagée.

En effet dans certains cas et dans la mesure où le règlement sur les bâtisses le prévoit, le Bourgmestre peut déroger à certaines dispositions, si le demandeur s'accorde avec le voisin à ce propos.

Dans les deux cas, les réclamants avaient marqué leur accord à la construction voisine avant de se rétracter par la suite.

Face à l'autorisation délivrée par le Bourgmestre, ils ont demandé au Médiateur d'intervenir.

Dans l'un des cas, le Bourgmestre était d'avis qu'il ne lui appartenait pas de tenir compte de la rétractation unilatérale de l'accord du réclamant et ce en vertu de l'article 1134 du Code civil qui dispose que: «Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi.»

Le fait que le réclamant invoque que son consentement ait été extorqué par le promoteur du voisin restait pour lui à l'état de pure allégation.

Le Médiateur, conscient de ce que le Bourgmestre ne peut s'ériger en juge de la violence morale qui aurait, selon le réclamant, été exercée à son encontre et ce pour décider de la nullité ou non du consentement donné, n'a dès lors pas pu insister en faveur du réclamant.

Dans l'autre cas, le réclamant avait donné son accord à l'agrandissement de la maison voisine. Par crainte de l'ampleur du projet il s'était rétracté par la suite et ce alors que le dossier était en cours d'instruction et qu'aucune autorisation n'avait encore été délivrée. Il résultait d'une disposition de la partie écrite du plan d'aménagement général, que le Bourgmestre pouvait délivrer l'autorisation pour des agrandissements au rez-de-chaussée ou pour la mise en place d'aménagements légers, sous condition qu'il n'y ait pas de gêne pour les voisins.

Il semblait donc que la disposition applicable ne soumettait pas l'octroi d'une autorisation à la seule condition que tous les voisins aient donné leur accord.

Dans ce cas il n'était pas possible au Médiateur d'insister auprès du Bourgmestre pour qu'il reconsidère l'autorisation de bâtir délivrée au voisin du simple fait que le réclamant avait retiré son accord au projet au cours de la phase d'instruction. En l'espèce le Bourgmestre disposait d'un pouvoir d'appréciation en ce qui concerne la gêne causée aux voisins. Or, les raisons qui ont fait changer d'avis le réclamant relevaient plus d'une crainte d'un éventuel désagrément du fait de la construction de cette véranda et de l'utilisation qui pourrait en être faite que d'un trouble réel.

1.3.4. Problèmes de logement

Finalement à l'instar des années passées, le Médiateur se retrouve encore et toujours confronté à des réclamations de citoyens qui ne trouvent pas le moyen de se loger. Dans la majorité des cas la situation de détresse dans laquelle se trouvent les personnes concernées est le résultat de plusieurs facteurs qui ensemble forment un engrenage duquel il est parfois difficile de se déprendre sans l'aide des institutions publiques (perte d'un travail, accumulation de dettes, dépression...).

Les Communes jouent un rôle important dans le soutien de ces personnes. Encore faut-il cependant que leurs problèmes soient pris en charge à temps. En effet, le Médiateur a été confronté à des personnes qui, ayant perdu leur logement et n'ayant donc plus d'adresse, se voyaient en plus confrontées au risque de perdre le soutien des offices sociaux, dès lors que ceux-ci n'interviennent que si la personne concernée dispose encore d'une adresse dans la Commune.

Dans le cas où la personne est rayée des registres de la population, elle risque donc de se retrouver sans aide sociale et parfois sans revenu étant donné que pour pouvoir bénéficier du RMG, la personne doit avoir une adresse.

Le Médiateur est régulièrement saisi par des personnes en détresse qui doivent être relogées en urgence. Dans ces cas le Médiateur s'adresse généralement à la Commune de référence en vue de trouver une solution.

Le problème majeur demeure celui du peu de logements d'urgence disponibles. Aussi le Médiateur entend-il insister sur la nécessité de voir les communes faire des efforts supplémentaires en vue de la mise à disposition de structures pouvant accueillir les personnes qui ont un besoin urgent d'être relogées.

Le Médiateur connaît également des cas où des personnes se plaignent de manière générale de ce qu'elles ne trouvent pas à se loger alors que les propriétaires n'acceptent pas les personnes en situation relativement précaire parce qu'elles ne perçoivent que le salaire social minimum ou qu'elles ne disposent que d'un contrat de travail à durée déterminée. Par ailleurs, ces personnes sont souvent dans l'impossibilité de fournir au propriétaire une garantie locative qui correspond souvent à deux ou trois mois de loyers.



Le Médiateur n'est pas compétent pour intervenir auprès des propriétaires qui souhaitent des garanties.

Selon les cas le Médiateur redirige ces personnes vers le Service des aides au logement afin de faire le cas échéant une demande d'aide étatique au financement d'une garantie locative.

Dans nombre de cas, l'assistant(e) social(e) est également amené(e) à faire une demande en attribution d'un logement auprès du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat ou auprès de l'Agence immobilière sociale. L'Agence immobilière sociale n'est pas une structure d'urgence. Elle fonctionne comme un intermédiaire entre des propriétaires désireux de mettre à disposition des logements inoccupés mais réticents à se voir confronter à d'éventuels problèmes de location et des personnes qui ne trouvent pas sur le marché un logement au loyer abordable. L'Agence immobilière sociale négocie le loyer des biens en fonction de toutes les garanties données au propriétaire quant à la bonne gestion de ses biens.

Un accompagnement social est organisé de sorte qu'après une durée maximale de trois ans les bénéficiaires puissent se reloger sur le marché.

Le Médiateur se félicite de la qualité des services rendus par l'Agence immobilière sociale qui, endéans deux ans de fonctionnement, a pu reloger 219 personnes.

1.4. Affaires concernant des établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM et la CNPF)

1.4.1. Affaires de sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM et de la CNPF

A. Sécurité sociale

Les relations entre les organismes de Sécurité sociale et le Médiateur sont bonnes. Certains problèmes dont le Médiateur a fait état dans son rapport d'activité de l'année 2009/2010 n'ont cependant pas encore été solutionnés.

Santé au travail et procédure de reclassement

Santé au travail

Au cours de cette année, le Médiateur a encore été saisi de quelques dossiers où les patients se sont vu refuser une prise en charge d'un traitement à cause d'erreurs commises par des médecins traitants qui n'étaient pas au fait de la procédure administrative applicable.

Le Médiateur prend acte que la Chambre des Députés partage ses réflexions quant à la nécessité d'une formation continue en matière administrative et législative pour tous les médecins qui exercent leur profession au Luxembourg.

Le Médiateur se félicite de l'engagement pris par le Ministre d'introduire une formation en matière administrative et législative, de l'intégrer dans la formation continue générale des médecins et médecins-dentistes et de la consacrer légalement dans le cadre d'une prochaine révision de la législation sur la profession de médecin.

Après une étude comparative des législations étrangères les plus avancées dans le domaine, le département de la Santé présentera un projet de réforme de la législation de base, dans lequel, outre la question de la formation continue, seront abordés des sujets tels que l'exercice en groupe et la limite d'âge. Il est à noter que de nombreux pays connaissent actuellement déjà une réglementation beaucoup plus contraignante en matière de formation continue régulière à suivre par les médecins et médecins-dentistes.

À ce jour, le Médiateur est cependant encore en attente de mesures concrètes en vue de la mise en oeuvre de cette proposition.

Reclassement

Dans son rapport d'activité de l'année 2009/2010, le Médiateur avait examiné les problèmes qui se posent dans le cadre de la procédure de reclassement des salariés incapables d'occuper leur dernier poste de travail.

À ce jour, aucun changement n'a eu lieu en ce qui concerne la procédure. Mais, le Médiateur prend acte que la Commission de la Santé et

de la Sécurité sociale a été informée par le Ministre de la Sécurité sociale que l'avant-projet de loi portant réforme de la législation sur la réinsertion professionnelle, élaboré de concert par le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère du Travail et de l'Emploi, serait en cours de finalisation et devrait sous peu pouvoir être déposé à la Chambre des Députés.

Suivant les informations fournies par le Ministre cette réforme poursuit les objectifs suivants:

saisine concomitante des Services de Santé au travail et de la Commission mixte de reclassement afin de raccourcir la durée de l'instruction du dossier,

création d'un statut spécifique du travailleur reclassé avec maintien de ce statut pour le salarié subissant un échec dans son reclassement externe,

introduction d'une période de réévaluation de la capacité de travail des salariés reclassés en vue soit de leur réinsertion, soit de leur admission éventuelle à la pension d'invalidité.

Le Médiateur se félicite que les mesures annoncées par le Ministre sont de nature à répondre en partie aux propositions qu'il avait formulées dans le rapport d'activités 2009/2010.

Le Médiateur continue à être saisi de réclamations ayant pour objet des problèmes d'application de la législation portant sur le reclassement des travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail.

Ainsi, une réclamante, victime d'un accident de travail, bénéficiait d'un reclassement externe pendant deux ans. Par la suite, en vertu d'une décision du Conseil arbitral, la réclamante s'était vu octroyer une rente plénière transitoire avec effet rétroactif à une date antérieure à la décision de reclassement de la Commission mixte.

La rente d'accident plénière fut ensuite retirée et remplacée par une rente d'accident viagère de 30%. La Caisse nationale d'assurance pension refusa cependant de reprendre le versement de l'indemnité d'attente. La CNAP a d'abord pris la position que l'octroi rétroactif de la rente plénière transitoire par la décision du Conseil arbitral aurait eu pour effet d'annuler implicitement l'intégralité de la procédure de reclassement.

Le Médiateur a fait valoir ses doutes à cet égard et cela d'autant plus que la notion de la cessation rétroactive du contrat de travail au jour à partir duquel le salarié est reconnu incapable de travailler au sens de l'article 187 du Code de la Sécurité de Travail n'est pas acceptée non plus par la jurisprudence (Schintgen et Faber, Le contrat de travail, page 171). Il est dès lors difficile de concevoir une annulation implicite de la décision de reclassement par l'effet d'une décision d'octroi d'une rente d'accident plénière transitoire avec effet rétroactif. Afin de trouver une solution pour la réclamante, la CNAP s'était déclarée d'accord à ressaisir le médecin-conseil de l'Administration du Contrôle médical en vue de l'octroi d'une pension d'invalidité pour la même période que la rente d'accident plénière et de la saisine de la Commission mixte pour un nouveau reclassement conformément à l'article 551-1, alinéa 2.1 du Code du Travail.

Dans sa dernière prise de position, la CNAP mit en avant un nouveau motif de refus de versement de l'indemnité d'attente en se basant sur l'article L. 551-5. (2) du Code du Travail qui dispose que «si au terme de la durée légale du paiement de l'indemnité de chômage y compris la durée de la prolongation, le travailleur visé à l'article premier n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie d'une indemnité d'attente...». Étant donné que l'Association d'Assurance contre les Accidents avait remboursé les indemnités de chômage versées au cours du reclassement externe comme suite à la décision d'octroi rétroactif d'une rente d'accident, la réclamante se retrouve effectivement dès lors dans la même situation où elle s'était trouvée après la notification de la décision de reclassement de la Commission mixte. Par voie de conséquence, la réclamante a introduit auprès de l'ADEM une nouvelle demande en obtention d'indemnités de chômage.

Ce dossier qui n'a toujours pas été solutionné met en lumière les complexités procédurales de cette matière.

Dans le cadre de plusieurs dossiers, la Caisse nationale d'Assurance Pension a pris la position de refuser le versement de l'indemnité d'attente aux travailleurs ayant déjà épuisé leurs droits aux indemnités de chômage à la date du reclassement.

La CNAP s'appuie sur l'article L. 551-5. (2) du Code du Travail qui dispose que «si au terme de la durée légale du paiement de l'indemnité de chômage y compris la durée de la prolongation, le travailleur visé à l'article premier n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie

d'une indemnité d'attente (...)». Ce texte est interprété par la CNAP comme subordonnant l'octroi de l'indemnité d'attente au versement préalable des indemnités de chômage.

Une réclamation ancienne qui n'a pas pu être finalisée en faveur du réclamant a finalement fait l'objet d'un arrêt favorable de la Cour de Cassation du 2 juillet 2009. La Haute Juridiction a reproché aux juges du fond qu'en refusant l'indemnité d'attente, ils avaient fait du «terme» inscrit à l'article susvisé une «condition» du bénéfice de l'indemnité d'attente.

L'affaire concernait un assuré reclassé qui avait été bénéficiaire d'une pension d'invalidité qui lui fut retirée en vertu de l'article 193 du Code de la Sécurité sociale.

La CNAP interprète la décision de la Cour de Cassation en ce sens qu'elle s'applique aux seules bénéficiaires d'un reclassement en vertu de l'article L. 551-1 alinéa 2.1 du Code du Travail, c'est-à-dire les assurés ayant fait l'objet d'un retrait d'une pension d'invalidité.

Cette position a été confirmée par la jurisprudence du Conseil arbitral des Assurances sociales postérieure à l'arrêt susvisé.

Il n'en reste pas moins que le texte légal en spécifiant les conditions d'octroi de l'indemnité d'attente ne fait aucune distinction entre les différents cas d'ouverture du reclassement prévus à l'article L. 551-1 du Code du Travail. En outre, l'article L.551-5 alinéa 2 se réfère en général au «travailleur visé à l'article L. 551-1» sans opérer de distinctions.

Le même texte serait-il donc à interpréter différemment en fonction de différentes catégories de bénéficiaires. Une telle interprétation n'enfreint-elle pas l'adage «ubi lex non distinguit (...)».

Aussi le Médiateur ne saurait-il approuver le refus d'octroi de l'indemnité d'attente aux reclassés en question.

Caisse Nationale de Santé

Le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations contre la Caisse nationale de Santé (CNS) lorsque celle-ci refuse de payer des indemnités de maladie ou de prendre en charge un traitement.

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui contestait le refus de prise en charge d'un traitement orthodontique pour son fils.

La CNS a refusé la prise en charge de l'appareil dentaire au motif qu'il aurait fallu demander l'autorisation préalable du Contrôle médical de la Sécurité sociale avant l'accomplissement de l'acte. Or, le tarif (nomenclature) des actes techniques et généraux des médecins-dentistes tel qu'il figure sur le site Internet de la CNS ne prévoit pas une telle obligation pour l'acte litigieux (code DT21 – traitement de la malposition des dents par appareils divers, avant le début du traitement actif).

Par contre, les statuts de la CNS disposent que «le traitement d'orthodontie n'est pris en charge que s'il est fait sur autorisation préalable et sous surveillance du contrôle médical».

Suite à l'intervention du Médiateur, la CNS a maintenu son refus par l'argument qu'en cas de contradiction, les statuts de la CNS prévalent sur la nomenclature, car ce sont les règles légales et statutaires qui fixent les droits et obligations des assurés en matière de prise en charge.

Le Médiateur a argumenté que tant l'erreur du médecin-dentiste que la contradiction des textes applicables à l'origine de celle-ci n'étaient pas imputables au patient et qu'il ne convenait donc pas de laisser tous les frais à charge de ce dernier.

La CNS a toutefois maintenu son refus en insistant sur l'exigence d'un accord préalable du Contrôle médical, condition qui n'était pas remplie en l'espèce.

Le Médiateur a encore été saisi d'une réclamation d'un patient qui contestait le refus de remboursement d'un vêtement compressif.

La prise en charge a été refusée par la CMFEP parce que le magasin dans lequel le patient a acheté le vêtement en question ne disposait pas de l'agrément nécessaire de la CNS pour la vente de telles fournitures.

Le Médiateur a été informé par la CNS que les fournitures inscrites dans la nomenclature des actes et services des maîtres mécaniciens orthopédistes-bandagistes et des maîtres orthopédistes-cordonniers ne peuvent être prises en charge que si elles sont vendues par une personne admise à la profession conformément aux conditions d'accès et d'exercice applicables aux professions visées par cette nomenclature. Les personnes pouvant délivrer lesdites fournitures à charge de l'assurance maladie doivent disposer du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice de leur métier.

Le magasin qui avait délivré le vêtement compressif au réclamant disposait certes d'un agrément du comité-directeur de la CNS en application de l'article 2, alinéa 1^{er} sub b) des statuts de la CNS comme magasin qui peut délivrer à charge de l'assurance maladie certaines fournitures, mais le vêtement compressif prescrit en l'espèce n'en faisait pas partie.

Il s'ensuivait que le magasin en question avait le droit de vendre le vêtement compressif, qui ne pourra cependant pas être pris en charge par le CNS. Par contre, si un patient achète le même vêtement compressif dans un magasin qui dispose de l'agrément nécessaire de la CNS, le vêtement compressif est pris en charge.

Ce système de prise en charge mène inévitablement à des différences de traitement des assurés. Le Médiateur craint d'une part que les patients n'aient pas connaissance du fait qu'ils peuvent se faire rembourser en fonction du choix du magasin et d'autre part qu'ils ne soient pas en mesure d'identifier les magasins disposant de l'agrément nécessaire.

Le Médiateur a soutenu auprès de la CNS qu'il est impossible d'exiger de l'assuré qu'il ait connaissance des diverses modalités des agréments accordés aux différents professionnels. Il serait donc profondément injuste de laisser les frais d'une fourniture, a priori remboursable, à charge de l'assuré qui achète la fourniture dans un magasin plutôt que dans un autre.

La CNS a cependant maintenu son refus en invoquant l'obligation du magasin d'informer le client sur le non-remboursement d'une fourniture qui n'est pas prévue à l'annexe de son agrément. Sur ce, le Médiateur a donné à considérer qu'il n'est guère réaliste de croire que le magasin informe le client que la fourniture en question peut être remboursée si le client l'achète dans un autre magasin qui dispose de l'agrément nécessaire.

Le Médiateur a soulevé la question de savoir s'il n'était pas plus équitable de faire dépendre le remboursement d'un produit du produit même au lieu de le faire dépendre du magasin qui le vend.

La CNS a répondu à cette suggestion que la prise en charge d'une prestation par l'assurance maladie dépend de manière générale non seulement de la qualité de l'«objet», mais également ainsi pour les médicaments dont la prise en charge par l'assurance maladie est notamment subordonnée à la condition que la vente, ainsi que le cas échéant les conseils professionnels au sujet de leur mode d'emploi soient assurés par une pharmacie sous la responsabilité d'un pharmacien et non pas par un quelconque autre commerçant.

Cet argument n'est pas de nature à convaincre le Médiateur étant donné que les médicaments remboursables ne peuvent être vendus que dans une pharmacie alors que les fournitures comme le vêtement compressif prescrit au réclamant peuvent être vendues à la fois dans des magasins disposant de l'agrément nécessaire pour la prise en charge et dans des magasins ne disposant pas de cet agrément. La situation est donc différente.

Le Médiateur comprend que seuls des magasins bénéficiant d'un agrément puissent mettre en vente les fournitures remboursables, il n'en reste pas moins que le système de prise en charge doit rester transparent et ne pas conduire, en fait, à des solutions inéquitable. Ou bien le commerçant dispose d'un agrément et il pourra légalement vendre un produit tout en étant qualifié pour conseiller l'acheteur, ou bien il n'en dispose pas et il ne devrait pas être autorisé à commercialiser le produit.

Le Médiateur a également été saisi d'un dossier qui, au bout de nombreux échanges de courriers avec la CNS a finalement pu trouver un arrangement.

La réclamante avait reçu l'accord du Contrôle médical de la Sécurité sociale sur le devis de son médecin-dentiste pour la prise en charge de prothèses dentaires. D'après le devis, elle avait droit à une prise en charge à hauteur de 2.421,20 euros. Suite à cet accord, elle s'est soumise au traitement.

Or, à la grande surprise de la réclamante, la CNS ne lui a finalement remboursé que 938,30 euros au lieu du montant accordé de 2.421,20 euros. Suite à sa réclamation, la CNS l'a informée que le montant remboursé était celui prévu par les textes légaux et que «le montant inscrit sur le devis par la Caisse nationale de Santé ne sert que d'indication, mais ne saurait lier la Caisse nationale de santé quant au rem-



boursement effectif». Une erreur avait été commise sur le devis.

Au vu de cette affirmation, se pose la question de savoir pour quelle raison un devis doit être soumis et approuvé par le Contrôle médical préalablement au traitement si l'assuré ne peut pas se fier aux indications de ce devis.

Par ailleurs, cette position de la CNS se trouve en contradiction avec les informations données aux assurés sur le site internet «Portail Santé». Non seulement y est-il indiqué qu'il est «fortement recommandé d'attendre le retour du devis du contrôle médical de la sécurité sociale avant de commencer un traitement pour éviter toute surprise quant à la participation personnelle aux frais», mais dans la partie «Lire un devis», il est expliqué que «le médecin-conseil du contrôle médical indique soit que le traitement est accordé et rappelle le montant du remboursement qui sera effectué par la caisse de maladie; soit il indique que le traitement est refusé et met le motif du refus».

Le Médiateur a argumenté que de telles explications font croire en toute légitimité à l'assuré qu'il sera remboursé sur base du devis. L'assuré est ainsi en situation de prendre en toute connaissance de cause la décision de se soumettre ou non à un traitement.

Or, la CNS maintenait son refus au motif que la décision était conforme aux textes légaux en vigueur.

Le Médiateur estimait cependant que la position de la CNS n'était pas tenable parce que non conforme aux principes généraux du droit et notamment aux principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime et au principe de responsabilité de l'administration.

Le principe de la sécurité juridique et de la confiance légitime exige que le citoyen doit pouvoir faire confiance à l'administration. Celle-ci ne saurait brusquement modifier une décision prise en faveur d'un citoyen qui a pris sur cette base des engagements envers des tiers. La modification de la décision administrative le met dans une situation difficile. Le citoyen a droit à ce que ses prévisions légitimes soient respectées.

Dans un arrêt du 22 novembre 1995, la Cour d'appel a affirmé le principe selon lequel «l'administration ne doit pas, par son comportement, tromper la légitime confiance des administrés». Le principe de la confiance légitime se trouve donc consacré par notre jurisprudence.

Quant au principe de la responsabilité de l'administration, le Médiateur a invoqué qu'en prenant une décision non conforme aux textes applicables, l'administration a commis une faute pour laquelle elle doit assumer la responsabilité et qui donne lieu à indemnisation du préjudice causé en relation avec la faute. Le principe de la responsabilité de l'administration est un principe général de droit qui a été consacré par la Charte des droits fondamentaux de l'UE qui dans son article 41 a reconnu le droit à une bonne administration: «Toute personne a droit à la réparation par la Communauté des dommages causés par les institutions, ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.»

Il n'en reste pas moins que dans le cas d'espèce, en donnant des informations inexactes, l'administration a commis une faute qui a induit en erreur l'assuré dont la confiance a été trompée: cette dernière a subi un préjudice dans la mesure où elle s'est vu imposer une participation qu'elle n'aurait probablement pas assumée si elle avait pu décider en connaissance de cause et il incombe à l'administration de réparer ce préjudice.

La jurisprudence luxembourgeoise est également en ce sens: «les pouvoirs publics ont le devoir de ne pas tromper la légitime confiance des administrés et ils engagent leur responsabilité en cas de manquement à la conduite à laquelle, selon le droit, on peut raisonnablement s'attendre de leur part à l'égard de la personne lésée» (arrêt de la Cour d'appel du 22 novembre 1995 Pas 30.167).

Une administration responsable ne saurait donc vis-à-vis du citoyen se cantonner dans une attitude de refus et le contraindre à engager une action judiciaire. Le but de la médiation est précisément de permettre aux assurés de faire l'économie d'une procédure judiciaire longue et coûteuse.

Il ne saurait être contesté que la réclamante avait été informée que la CNS devrait assumer une prise en charge de 2.421,20 euros. Par ailleurs tout citoyen non averti serait incapable

de vérifier l'exactitude d'un tel devis et du remboursement y indiqué. L'assurée s'était fiée au devis vérifié et accepté par le Contrôle médical et la CNS et c'est en fonction de la prise en charge y indiquée qu'elle a pris sa décision quant à son traitement. Elle soulevait qu'elle aurait pris une autre décision si elle avait su que la prise en charge de la CNS se limiterait à la somme de 938,30 euros et qu'elle devrait assumer personnellement des frais dépassant le montant de 3.110,00 euros. Aussi les frais supplémentaires résultant d'un calcul rectifié postérieurement au traitement constituent-ils une charge excessive qu'il serait inéquitable de faire supporter par la réclamante. Le principe d'équité s'oppose à ce qu'un citoyen préjudicié par une erreur administrative ne soit pas indemnisé.

Finalement la CNS a accepté d'accorder à la réclamante à titre indemnitaire la différence entre le remboursement effectué et le montant du devis approuvé.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations relatives à l'application du droit communautaire de la protection sociale. Ainsi, un réclamant s'est vu refuser la prise en charge d'un congé de maladie au motif qu'il ne remplissait pas les conditions de l'actuel article 14, alinéa 3 du Code de la Sécurité sociale aux termes duquel, en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. La durée d'affiliation réclamant au Luxembourg était effectivement inférieure à six mois. Il pouvait cependant faire valoir une longue période d'assurance maladie en France à titre de chômeur.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement (CEE) n°1408/71, la CNS est tenue de prendre en «compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation de tout autre État membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.»

Par conséquent, la condition prévue à l'article 14, alinéa 3 du Code de la Sécurité sociale se trouvait remplie et le réclamant avait droit à une prise en charge de son congé de maladie.

Or, selon l'interprétation que la CNS fait de l'article 18 susvisé, il n'y aurait lieu de tenir compte des périodes d'affiliation étrangères que dans la mesure où un assuré, se trouvant au Luxembourg dans la même situation que le réclamant, aurait pu y être affilié conformément à l'article 1, (n°1) à 5) et 7) du Code de la Sécurité sociale.

Ainsi, selon la CNS, les prescriptions de l'article 18 susvisé ne pourraient pas s'appliquer du fait que l'affiliation du réclamant auprès de la caisse de maladie française au titre de chômeur ne pourrait être assimilée à une affiliation obligatoire visée à l'article 1, n° 1) à 5) et 7) du Code de la Sécurité sociale luxembourgeoise. Étant donné qu'un chômeur luxembourgeois n'est pas affilié conformément à l'article 1 susvisé, les périodes d'assurance maladie du chômeur français réalisées en France ne pourraient être prises en considération non plus au titre de l'article 18 du règlement (CEE) précité.

Le Médiateur a pris la position que le bout de phrase inscrit à l'article 8 du règlement communautaire précité «comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique» est à interpréter en ce sens que des périodes d'assurance maladie accomplies sous la législation d'un État membre sont à prendre en considération telles quelles comme des périodes indigènes.

L'interprétation de la CNS a pour effet d'éliminer toutes les périodes d'assurance maladie de la législation française qui s'écartent des conditions légales luxembourgeoises. Or, l'article 18 susvisé n'accorde pas à l'organisme d'un État membre le droit de remettre en cause les périodes d'affiliation à l'assurance maladie d'un autre État membre. Dès que celles-ci sont données, il y a lieu de les prendre en compte comme s'il s'agissait de périodes luxembourgeoises. Ce régime s'apparente au régime de la totalisation des périodes d'assurance pension. Ainsi, pour les travailleurs ayant poursuivi une activité professionnelle dans plusieurs États membres, les périodes d'assurance pension de tous ces pays sont additionnées afin de déterminer si l'assuré a atteint le minimum de périodes requises pour toucher une pension. Lors de cette totalisation, la caisse de pension ne peut refuser de prendre en compte des périodes étrangères qui au Luxembourg ne seraient pas prises en compte pour parfaire le stage requis pour la pension de vieillesse.

La CNS a cependant maintenu sa position dans ce dossier. Elle a informé le Médiateur que la Commission européenne était déjà intervenue à ce sujet auprès du Gouvernement luxembourgeois en matière de précontentieux par une

communication du 15 février 2008 (référence: 2-UE-2008-1090). Le Ministère de la Sécurité sociale aurait pris position et aurait informé la Commission européenne que des travaux seraient engagés au niveau de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants pour trouver des règles correctes de coordination.

En attendant la fin de ces travaux la Commission aurait suspendu sa procédure contre le Luxembourg.

Un autre dossier concerne le refus de prise en charge par la CNS d'un supplément dépassant 2.000 euros facturé par une clinique universitaire belge à un assuré luxembourgeois bénéficiant d'une autorisation de transfert. Il s'agissait de suppléments pour prothèses et implants restant à charge de l'assuré selon la législation belge.

Le motif du refus était tiré de ce que lesdits montants constituent des suppléments que l'hôpital a mis en compte en dépassement des tarifs officiels de l'assurance maladie belge. L'intervention de la CNS ne couvrirait donc que les participations et franchises mises en compte à l'assuré selon les dispositions de la réglementation étrangère.

Or, selon la jurisprudence luxembourgeoise transposant les principes de la jurisprudence VANBRAEKEL de la Cour de l'Union européenne (arrêt du 12 juillet 2001, C-368/98) «l'assuré qui s'est fait soigner (...) à l'étranger peut prétendre à un remboursement complémentaire si parmi les prestations lui facturées figurent des prestations qui auraient été prises en charge par la sécurité sociale luxembourgeoise si le traitement avait eu lieu au Grand-Duché de Luxembourg.»

Il importe dès lors uniquement de savoir si, conformément à la législation luxembourgeoise, les prestations et fournitures en question auraient été ou non intégralement prises en charge en cas d'hospitalisation au Luxembourg.

Dans une seconde prise de position récente, la CNS a précisé son argumentation en relevant que les suppléments en question avaient été facturés par un chirurgien non conventionné au moment de l'intervention chirurgicale et que seules les prestations «ne dépassant pas ce qui est utile et nécessaire» peuvent être prises en charge. Les médecins non conventionnés peuvent pratiquer des prix dépassant les tarifs officiels de l'accord médico-mutualiste. De tels suppléments ne sont effectivement pas opposables à l'assurance maladie luxembourgeoise. En cas d'hospitalisation, il appartient dès lors au patient de veiller à ce qu'il soit soigné par un médecin conventionné. Mais les choses sont encore plus compliquées, car certains médecins sont partiellement conventionnés et pratiquent le tarif officiel certains jours ou certaines heures seulement. En l'espèce cependant, il s'agissait non pas de suppléments d'honoraires médicaux mais de suppléments pour prothèses et implants facturés par la clinique qui elle est conventionnée. Il appartiendra au Médiateur de poursuivre l'instruction du dossier et de vérifier si le réclamant était en situation de pouvoir éviter ces suppléments.

Une autre réclamation concerne un refus de prise en charge par la CNS d'une série de transports ambulanciers vers une institution étrangère parce que les conditions très strictes imposées par les statuts de la CNS n'avaient pas été suivies.

Le refus de prise en charge avait été motivé par le fait que le certificat médical étranger qui avait attesté la nécessité d'un traitement médical en série sur une période d'une année ne contiendrait pas toutes les indications requises par les statuts et n'aurait pas été couché sur le formulaire spécial de la CNS. Le Contrôle médical n'aurait ainsi pas été en mesure de donner son accord préalable.

La demande de prise en charge devant être établie par le médecin responsable du centre assurant le traitement médical en série, l'assurée n'a pas d'emprise sur la rédaction de la demande en question. Il est évident que les patients qui se trouvent dans un état de santé critique ne sont pas à même de prendre des renseignements sur la réglementation applicable. Il est inacceptable qu'un assuré puisse se voir définitivement refuser la prise en charge des frais de transport en question en raison d'une non-conformité de la demande de prise en charge.

Il ressort de l'article 19 sub «Procédure d'autorisation par le Contrôle médical de la Sécurité sociale» des statuts de la CNS que «lorsque le contrôle médical est saisi de demandes incomplètes, il est en droit de faire retourner la demande à l'expéditeur sans se prononcer sur l'affaire mais en faisant connaître ses désirs ou exigences. Ce renvoi ne vaut pas refus de

l'autorisation, mais est à considérer comme demande d'instruction complémentaire (...)»

Bien qu'à l'article ci-avant, il ne soit question que d'un droit du Contrôle médical, les principes de bonne administration obligent ce dernier à informer l'assuré au cas où la demande est incomplète et ne contient pas toutes les données nécessaires pour apprécier le bien-fondé de la demande. Une telle information préalable servira à compléter la demande et à corriger d'éventuels vices de forme comme l'exigence d'un formulaire spécial.

En l'espèce, le Médiateur a estimé qu'il aurait appartenu au Contrôle médical, au lieu de refuser immédiatement la demande de prise en charge, de mettre la réclamante en situation de compléter l'ordonnance du médecin étranger afin de la rendre conforme aux exigences des statuts de la CNS.

La CNS s'est finalement ralliée aux arguments du Médiateur et a pris en charge les frais de transport en question.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

Le nombre de réclamations contre l'Administration de l'Emploi (ADEM) n'a pas diminué par rapport aux années précédentes. Les réclamations étaient très variées et mettaient en cause tous les services de l'ADEM.

Certains réclamants se plaignaient d'avoir été mal renseignés auprès de l'ADEM, d'autres ne recevaient pas de réponses à leurs demandes, d'autres encore contestaient l'arrêt du paiement de leurs indemnités de chômage par l'ADEM.

Le Médiateur a aussi eu à connaître de réclamations qui ont fait apparaître un manque de motivation des décisions prises par l'ADEM.

Aide au réemploi

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant l'aide au réemploi.

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 fixant notamment les modalités et conditions d'attribution d'une aide au réemploi, cette mesure permet sous certaines conditions aux salariés ayant perdu leur emploi antérieur pour des motifs économiques et qui bénéficient d'une rémunération inférieure dans leur nouvel emploi, d'obtenir la différence entre leur nouvelle rémunération et 90 % de leur ancienne rémunération pendant les 48 premiers mois du reclassement dans le nouvel emploi.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations émanant de salariés qui se plaignaient de lenteurs dans l'instruction de leur dossier.

Ainsi le Médiateur a été saisi par un réclamant qui attendait la confirmation de son droit à l'aide au réemploi avant d'accepter une offre d'emploi qui lui avait été faite. Il risquait de perdre cette chance parce que l'employeur ne pouvait pas attendre des mois avant d'avoir une réponse.

Le Médiateur a encore été confronté à d'autres problèmes en relation avec l'aide au réemploi.

Ainsi, il a été saisi par un chômeur indemnisé qui avait reçu une offre d'emploi d'une société qui était disposée à l'embaucher à condition toutefois de le voir bénéficier de l'aide au réemploi. Le salarié a donc fait une demande en obtention d'une aide au réemploi auprès de l'ADEM.

Or, l'ADEM a refusé cette aide au motif que le droit à l'aide au réemploi serait épuisé parce que le salarié en avait déjà bénéficié antérieurement pendant une période de quatre ans.

Dans son intervention auprès de l'ADEM, le Médiateur s'est référé à la réponse du Ministre du Travail et de l'Emploi à une question parlementaire du 11 mars 2003 (question n°2083). Suivant la réponse du Ministre, un salarié pourra bénéficier de l'aide au réemploi à chaque nouvelle fois qu'il tombe dans une situation visée par l'article 14 du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1995.

Le Médiateur prend acte que cette position n'est pas partagée par l'actuel Ministre du Travail et de l'Emploi.

En effet, ce n'est que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés que l'aide au réemploi pourrait être accordée pour une nouvelle période de 48 mois.

Par ailleurs, l'article 16 alinéa 1 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 est dorénavant interprété dans le sens que l'aide au réemploi ne peut être allouée au-delà des 48 premiers mois du reclassement. Les 48 mois doivent se suivre et il n'est plus possible de bénéficier postérieurement de l'aide au réemploi qui n'aurait pas été consommée dans les 48 mois suivant le reclassement.



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR

Le Médiateur s'étonne toutefois que la position de l'ADEM soit différente de celle du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Ainsi, le Médiateur a été saisi par une réclamante qui n'était pas d'accord avec le montant de l'aide au réemploi allouée par l'ADEM.

En l'espèce, la réclamante avait déjà bénéficié de l'aide pendant 36 mois quelques années auparavant.

Elle a ensuite travaillé successivement auprès de plusieurs employeurs avant de se retrouver au chômage. La réclamante s'est vu offrir un nouvel emploi, mais avec un salaire toutefois bien inférieur au salaire dont elle bénéficiait auprès de son dernier employeur. Ce nouvel employeur souhaitait embaucher la réclamante le plus rapidement possible, mais cette dernière ne voulait accepter le poste que si elle pouvait compter sur un salaire proche de son dernier salaire.

Suite à sa demande d'aide au réemploi auprès de l'ADEM, la réclamante a été informée que, puisqu'elle avait déjà bénéficié de l'aide au réemploi pendant 36 mois par le passé, elle ne pourrait bénéficier que de douze mois supplémentaires. En plus, la base de l'aide au réemploi serait la même que celle qui avait été retenue à l'époque où elle avait bénéficié pour la première fois de l'aide.

Une deuxième demande d'aide au réemploi ne pourrait être introduite que sous condition que le premier octroi soit venu à terme.

Au vu des informations dont dispose le Médiateur, cette décision de l'ADEM n'est pas conforme à la position du Ministre.

Indemnités de chômage

En ce qui concerne les indemnités de chômage, le Médiateur a notamment été saisi d'une réclamation d'un couple marié qui s'était vu refuser les indemnités de chômage.

Les deux époux habitent au Luxembourg depuis fin mars 2010. Ils avaient tous les deux un contrat de travail à durée déterminée de type saisonnier d'une durée de sept mois. Leurs contrats de travail ont pris fin le 31 octobre 2010. Inscrits auprès de l'ADEM depuis le 29 octobre 2010, ils ont introduit une demande d'octroi des indemnités de chômage complet le 3 novembre 2010.

La demande d'octroi des indemnités de chômage complet a été refusée au motif qu'ils ne remplissaient pas la condition de domicile prévue par l'article L.521-3 du Code du Travail. Cet article prévoit en effet que dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, le demandeur doit être domicilié sur le territoire luxembourgeois pendant au moins six mois avant le terme du contrat.

Les réclamants ne s'étaient effectivement inscrits à la commune de leur lieu de résidence qu'en date du 21 mai 2010 alors qu'ils y habitaient déjà depuis fin mars. Or, pour l'ADEM, seule la date inscrite sur le certificat de résidence était déterminante.

Lors de l'instruction de ce dossier, le Médiateur s'était interrogé sur l'interprétation du terme «domicilié» tel qu'il est utilisé à l'article L.521-3 du Code du Travail. Il a admis que cette notion doit être interprétée conformément au Code civil.

En vertu de l'article 102 du Code civil, le domicile d'une personne se trouve au lieu où il a son principal établissement. Au vu de l'article 103 du Code civil, le changement de domicile est conditionné par deux éléments, à savoir, d'une part, un élément objectif consistant dans l'habitation réelle dans un autre lieu et, d'autre part, un élément subjectif qui s'y joint, à savoir l'intention d'y fixer son principal établissement (Cour administrative, 31 janvier 2008, n° 24010C du rôle).

Il résulte de l'article 105 du Code civil qu'«à défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances». La preuve du domicile peut donc en principe être rapportée par tout moyen.

Contrairement, par exemple, à la législation sur les allocations familiales où il est précisé à l'article 269, 2^e alinéa du Code de la Sécurité sociale qu'«est considérée comme ayant son domicile légal au Luxembourg toute personne qui est autorisée à y résider, y est légalement déclarée et y a établi sa résidence principale», la législation applicable aux indemnités de chômage ne contient pas d'exigence quant à la déclaration d'une personne à la commune.

Nonobstant ces arguments, l'ADEM a maintenu son refus en tenant compte uniquement du certificat de résidence.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire de cette réponse alors qu'en vertu de l'adage «ubi lex non distinguit nec debemus distinguere», l'administration ne peut pas faire une distinction qui n'a pas été voulue par le législateur.

L'exigence d'un certificat de résidence est une condition qui n'a pas été prévue expressément par le législateur. A défaut de toute définition plus claire et plus précise de l'article L.521-3 du Code du Travail, les dispositions du Code civil devraient être applicables.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation par une dame de nationalité bulgare qui est arrivée à Luxembourg en août 2008. Cette dame a procédé à une déclaration d'enregistrement et a sollicité et obtenu une autorisation de travail, telle que l'exige la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration qui prévoit que durant le temps de validité des mesures prises en application des dispositions transitoires aux traités d'adhésion à l'Union européenne et à l'Accord sur l'Espace économique européen, les travailleurs salariés ressortissants de ces États (Roumanie et Bulgarie) demeurent soumis à l'octroi d'une autorisation de travail.

Cette autorisation de travail est venue à échéance le 21 août 2009.

Elle a continué à travailler chez son employeur qui l'a licenciée en septembre 2010.

Inscrite auprès de l'ADEM comme demandeur d'emploi, elle s'est toutefois vu refuser le paiement des indemnités de chômage au motif qu'elle n'était «plus en possession d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié valable», de sorte qu'elle ne pourrait pas être considérée comme étant disponible pour le marché du travail luxembourgeois.

Il est un fait que le Gouvernement luxembourgeois a décidé en septembre 2008 de prolonger pour une nouvelle période de trois ans la décision prise le 6 octobre 2006 visant à imposer aux citoyens bulgares et roumains l'obligation de disposer d'une autorisation de travail pour accéder au marché du travail luxembourgeois.

Cependant la nécessité de disposer d'une autorisation de travail ne vaut que pour l'accès à proprement parler au marché du travail.

En effet l'annexe au Traité d'adhésion de la République de Bulgarie et de Roumanie, qui concerne les mesures transitoires concernant la Roumanie dispose en son point 2 que:

«Les ressortissants roumains qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date d'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à douze mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.»

Si le citoyen bulgare ou roumain est employé pendant un an au Luxembourg dans un même secteur, l'obligation de disposer d'une autorisation de travail cesse et la personne concernée a un accès libre au marché du travail.

La réclamante qui a obtenu deux autorisations de travail successives de six mois devrait dès lors pouvoir bénéficier de l'accès au marché du travail sans restrictions, de sorte qu'il n'est pas correct d'estimer qu'elle n'est pas disponible pour le marché du travail pour lui refuser le paiement des indemnités de chômage complet.

Le Médiateur a demandé à l'ADEM de revoir sa décision et d'accorder à la réclamante le paiement des indemnités de chômage complet, ce que l'ADEM n'a pas manqué de faire.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi par un réclamant dont la demande d'octroi d'indemnités de chômage a été refusée par l'ADEM au motif qu'au cours de la période de référence de douze mois précédant le jour de l'inscription comme demandeur d'emploi, la réclamante ne pourrait faire valoir un stage d'une durée de 26 semaines.

La réclamante avait poursuivi une activité professionnelle normale jusqu'à la date de son congé de maternité suivi d'un congé parental à la suite duquel elle avait repris son travail à plein temps. Peu de temps après, son contrat de travail fut résilié pour raisons économiques. Après l'écoulement du délai de préavis, un cancer du sein fut diagnostiqué chez la réclamante sans qu'elle ait pu faire valoir un droit à des indemnités pécuniaires. Elle introduit une demande de pension d'invalidité transitoire auprès de la caisse de pension qui ne lui fut cependant accordée qu'à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 190 alinéa 4 du Code de la Sécurité sociale. Dès que la pension d'invalidité fut retirée à la réclamante, elle se fit inscrire à l'ADEM.

Le Médiateur fit d'abord valoir auprès de la Commission spéciale de réexamen qu'il y a lieu de refaire le calcul des différentes prolongations de la période de référence de douze mois en y englobant la période de douze mois durant laquelle la réclamante avait touché une pension

d'invalidité et la période annuelle du congé parental conformément à l'article L.234-47, alinéa 9 du Code du Travail.

En outre, il fit remarquer que le délai de six mois prévu à l'article 190, alinéa 4 du Code de la Sécurité sociale pendant lequel la réclamante était en attente d'une pension d'invalidité constituait également une période d'incapacité de travail qui selon l'article L.521-6, alinéa 2 du Code du Travail donne droit à prolongation de la période de référence.

Il s'agissait d'une question d'interprétation de l'article susvisé libellé dans les termes suivants:

«(2) Lorsque la période de référence de douze mois comprend des périodes d'incapacité de travail ou de capacité de travail réduite d'un taux égal ou supérieur à 50% (cinquante pour cent), celle-ci est prorogée, si nécessaire, pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou de la capacité de travail réduite.»

L'ADEM l'interpréta en ce sens que seules les périodes d'incapacité de travail indemnisées étaient susceptibles de proroger cette période de référence et non pas les périodes durant lesquelles l'assuré, incapable de travailler, n'a pas été indemnisé (par des indemnités pécuniaires de maladie ou une pension d'invalidité). Or, la distinction entre période d'incapacité de travail indemnisée et période non indemnisée ne peut être déduite du texte de la loi. Une telle interprétation irait également à l'encontre de l'adage «ubi lex non distinguit (...)».

Un autre argument en faveur de la position du Médiateur résulte du second alinéa du point (2) de l'article L.521-6, selon lequel «ladite période de référence comprend des périodes de détention, des périodes de chômage indemnisé ou des périodes d'attente d'une décision portant sur l'octroi d'une pension d'invalidité à prendre par les juridictions sociales compétentes».

Les périodes de détention ou les périodes d'attente d'une décision portant sur l'octroi d'une pension d'invalidité jusqu'à décision des juridictions sociales sont normalement des périodes sans affiliation obligatoire. Ces périodes donnent lieu à une prolongation de la période de référence. Une personne désaffiliée par son employeur et souffrant d'une incapacité de travail ne peut pas être traitée plus mal qu'un détenu.

La Commission spéciale de réexamen se montra sensible à ces arguments et réforma la décision de l'ADEM.

Finalement, le Médiateur a été saisi d'une réclamation de la part d'une personne originaire d'un État tiers titulaire d'une autorisation de séjour de type étudiant, qui s'est vu refuser l'octroi des indemnités de chômage au motif qu'elle ne remplissait pas toutes les conditions prévues par la loi. Plus particulièrement, l'ADEM a estimé que l'intéressé ne serait pas à considérer comme disponible pour le marché du travail conformément à l'article L.521-3 point 4 du Code du Travail.

Le réclamant était notamment détenteur d'une autorisation de séjour en tant qu'étudiant, alors qu'il poursuivait un doctorat auprès de l'Université du Luxembourg. Parallèlement, il avait conclu un contrat de travail à durée déterminée avec cette même université, où il était occupé en tant que chercheur. Au terme de son contrat de travail, il s'est inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès de l'ADEM et a fait une demande en obtention des indemnités de chômage.

L'article 57 alinéa 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la circulation des personnes et de l'immigration prévoit que tout détenteur d'une autorisation de séjour de type étudiant est autorisé à exercer une activité salariée d'une durée maximale de dix heures en moyenne par semaine sur une période de un mois. La loi prévoit par ailleurs une dérogation à cette limitation de durée, notamment pour les personnes souhaitant effectuer des travaux de recherche, tel que ceci avait été le cas pour le réclamant. Le Médiateur a souhaité savoir si cette dérogation légale ne suffirait pas pour considérer qu'une personne titulaire d'une autorisation de séjour de type étudiant est disponible pour le marché du travail, quand bien même il s'agirait d'une disponibilité limitée.

L'ADEM n'a cependant pas suivi ce raisonnement et est restée sur sa position, alors qu'elle estime qu'une disponibilité pour le marché général ne saurait être déduite d'une dérogation.

Mesures de mise au travail

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui, au terme du bénéfice de douze mois d'indemnités de chômage complet a bénéficié d'une mise au travail auprès d'un Centre intégré pour personnes âgées pour une durée de six mois. À la fin de cette période, l'employeur et la réclamante s'étaient accordés sur une prolongation du contrat. L'employeur fut in-

formé par courrier électronique qu'une prolongation de la mise au travail était accordée.

La réclamante a donc continué à travailler, mais se rendant compte qu'elle n'était plus indemnisée, elle s'est renseignée auprès de l'ADEM qui l'a informée qu'elle n'aurait pas dû continuer à travailler et qu'elle aurait dû savoir qu'elle n'en avait pas le droit.

L'employeur s'est alors mis en rapport avec l'ADEM qui l'a informé que la réclamante aurait dû elle-même solliciter la prolongation.

Sur ce, la réclamante fut cependant une nouvelle fois informée qu'une telle prolongation n'était pas possible.

Le Médiateur est intervenu pour recueillir la prise de position de l'ADEM notamment quant aux déclarations contradictoires faites à la réclamante et quant à la possibilité de continuer à travailler auprès du Centre intégré ou pour le moins quant à la possibilité de se faire indemniser la période durant laquelle elle a continué à travailler.

La Directrice de l'ADEM a informé le Médiateur que la réclamante avait été assignée au Centre intégré pour personnes âgées en vue d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) d'une durée de sept mois, ce qui de par la loi est impossible étant donné que la prolongation en matière d'indemnisation de chômage complet ne peut aller au-delà de 182 jours.

L'occupation temporaire indemnisée est limitée à une durée de six mois avec la possibilité d'une prolongation d'une durée maximale de six mois. Cependant dans le cas d'espèce cette possibilité se heurtait aux dispositions applicables en matière d'indemnisation de chômage complet laquelle ne peut être prolongée de plus de six mois.

Il est un fait que les agents de l'ADEM ont fait une erreur, cependant cette erreur ne saurait avoir pour conséquence d'ouvrir le droit à la prolongation de l'OTI. Étant donné toutefois que la réclamante a travaillé un mois de plus du fait de cette erreur, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé à la Directrice de l'ADEM afin de s'enquérir au sujet d'une éventuelle indemnisation de la réclamante pour cette période.

Le Médiateur a souligné qu'il y va tant du principe de la sécurité juridique et de la confiance légitime que du principe de la responsabilité de l'administration. Les principes de confiance légitime et de sécurité juridique ont fait l'objet d'une jurisprudence abondante en Belgique. La Cour de cassation belge a confirmé l'existence du principe selon lequel l'administration est tenue d'honorer les prévisions justifiées qu'elle a fait naître dans le chef des citoyens. La Haute juridiction belge refuse d'entériner le principe selon lequel une décision contra legem n'est constitutive d'aucun droit dans le chef du citoyen et que l'administration ne peut pas engager sa responsabilité en appliquant la loi. Il n'en reste pas moins que pour la Haute juridiction belge, la violation du principe de confiance légitime peut être constitutive d'une faute de l'administration engageant la responsabilité de cette dernière. Le principe de la responsabilité de l'administration est un principe général de droit qui a été consacré par le législateur luxembourgeois.

Finalement l'ADEM était d'accord pour octroyer à la réclamante une indemnisation pour le mois durant lequel elle a continué à travailler.

C. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)

Le nombre de réclamations contre la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF) n'a guère diminué au cours de cette année.

La majorité de ces réclamations faisait état de lenteurs dans l'instruction des dossiers. Les réclamants se plaignent toujours de ne pas recevoir de réponse à leurs demandes.

Comme il est quasiment impossible de joindre le gestionnaire du dossier par téléphone, les citoyens sont souvent obligés de prendre congé pour se déplacer aux guichets de la CNPF. Or, les informations reçues au guichet seraient souvent imprécises et incomplètes.

Le Médiateur s'attend à ce que la réorganisation interne mise en œuvre par la nouvelle équipe dirigeante apporte des améliorations sensibles au fonctionnement de la CNPF.

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives à l'application du règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves âgés de plus de dix-huit ans.



Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 7 octobre 2010, seules les personnes âgées de plus de 18 et de moins de 27 ans qui suivent un enseignement secondaire ou qui se trouvent en apprentissage au sens du règlement peuvent continuer à bénéficier des allocations familiales.

Ainsi le Médiateur ne cesse d'être confronté au problème récurrent de la qualification de l'enseignement suivi. Il est en effet des établissements qui ne sont considérés ni comme des établissements d'enseignement secondaires ni comme des établissements d'enseignement supérieur. Les élèves qui fréquentent un tel établissement n'ont dès lors droit ni aux allocations familiales, ni à l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Dans d'autres cas, le dossier a pu être rapidement débloqué par la fourniture d'un certificat de scolarité qui manquait dans le dossier de la CNPF.

Le Médiateur a également été saisi de plusieurs réclamations d'élèves qui après avoir échoué à l'examen de fin d'études secondaires se sont inscrits à l'eBac.

N'ayant plus trouvé de lycée disposé à les recevoir, ces élèves ont considéré cette option comme seule alternative à l'enseignement ordinaire.

Ces élèves auraient été informés en été 2010 qu'en choisissant de terminer leurs études par un eBac, ils ne subiraient aucun désavantage par rapport au parcours ordinaire. Ainsi ils auraient toujours droit au bénéfice des allocations familiales. Tel était effectivement la situation avant l'adoption du règlement du 7 octobre 2010.

Depuis lors les élèves en question sont exclus du bénéfice des allocations familiales. En effet le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 exige qu'un minimum de 16 heures de cours par semaine soit suivi «effectivement, sur place».

Les élèves en formation eBac ne suivent pas la majorité de leurs cours dans une salle de classe d'un établissement d'enseignement secondaire ou secondaire technique. L'eBac permet aux élèves âgés de plus de dix-huit ans de préparer leur diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat) de la section G en mode «blended learning», c'est-à-dire 75% des cours se déroulent à distance, via Internet, et seuls 25% des cours sont dispensés en présence de professeurs. Les élèves suivent donc bien des cours, même si la majeure partie se déroule dans une salle de classe virtuelle, sur Internet.

Le Médiateur est intervenu auprès de la Ministre de la Famille et de l'Intégration pour lui demander d'examiner la possibilité d'étendre le bénéfice des allocations familiales aux étudiants en formation eBac.

Le Médiateur regrette en effet qu'après tant d'efforts de promotion de cette voie de formation déployés par le Ministère de l'Éducation nationale, les candidats à l'eBac soient maintenant découragés du fait d'être exclus du bénéfice des allocations familiales et donc des seules ressources propres dont ils disposaient jusque-là.

La CNPF n'est pas favorable à l'idée d'accorder les allocations familiales aux personnes suivant un eBac à plein temps en raison du précédent qu'une telle solution constituerait pour des situations similaires dans lesquelles pourraient se trouver des élèves qui fréquentent des cours du soir ou qui suivent des études à distance.

En plus, se poserait le problème des équivalences parce que le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 pose comme condition que les études des élèves qui suivent leur formation à l'étranger doivent mener à un diplôme équivalent aux diplômes luxembourgeois visés par le règlement.

Toutefois, Madame la Ministre a informé le Médiateur qu'en raison des liens de cette matière avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, elle saisira le Conseil de Gouvernement de cette question.

Boni pour enfants

Depuis la réforme introduite par la loi du 21 décembre 2007, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives au paiement du boni à des parents ayant placé leurs enfants dans des foyers. Le paiement du boni est refusé aux parents au motif que la CNPF verse directement les allocations familiales à ces organismes et que les enfants, pour des raisons de scolarité, sont inscrits au registre de la population de la Commune où le foyer est établi.

Le Médiateur a pris la position qu'aucun motif déterminant de refus ne peut être déduit de l'article 1 de la loi du 21 décembre 2007 selon lequel «pour tout enfant vivant dans le ménage commun de ses père et mère et ouvrant droit aux allocations familiales, il est octroyé un boni pour enfant à titre de bonification d'office de la modération d'impôt».

En fait, les enfants concernés se trouvent dans la même situation que des enfants fréquentant un internat qui retournent dans leur famille les fins de semaine, les jours de fête et pendant les vacances et dont les besoins sont intégralement assumés par leurs parents.

La même condition relative à la résidence des enfants se trouve inscrite à l'article 123 L.I.R. En effet, aux termes de cet article, la modération d'impôt est accordée pour les enfants qui font partie du ménage du contribuable. Selon l'alinéa 3 de l'article 123 L.I.R., sont censés faire partie du ménage du contribuable tant les enfants qui vivent sous le même toit que le contribuable que ceux qui séjournent passagèrement ailleurs pour une raison autre qu'une occupation essentiellement lucrative. La notion d'absence passagère a été définie dans une circulaire du Directeur des Contributions directes (n°123/1 du 22 mai 2000) comme suit:

«On entend par absence passagère tout séjour prolongé mais non définitif hors du foyer familial. N'est donc pas considéré comme seulement passagèrement absent l'enfant âgé de moins de 21 ans qui a abandonné sans esprit de retour le foyer du contribuable parce qu'il a été recueilli définitivement au foyer d'un tiers (parent ou étranger).»

La condition que les enfants fassent partie du ménage des parents semble donc bien remplie.

Il résulte de l'article 1 de la loi du 21 décembre 2007 que le boni est octroyé pour tout enfant ouvrant droit aux allocations familiales et de l'article 5 que le boni pour enfant est payé par la CNPF avec effet libératoire à l'attributaire des allocations familiales.

Il est un fait que les enfants concernés donnent toujours droit au paiement d'allocations familiales. Le problème provient de ce que la CNPF les verse directement aux foyers.

À ce sujet, le Médiateur a pris la position que les parents de ces élèves continuent à revêtir la qualité d'attributaire des allocations familiales nonobstant paiement direct aux foyers. En effet, d'un point de vue juridique, le versement des allocations familiales par la CNPF est plutôt à qualifier de paiement par délégation. Par l'effet de ce versement, les deux dettes, à savoir la dette d'allocations familiales de la CNPF envers les parents et la dette de ces derniers envers le foyer sont payées simultanément. Ainsi, d'un point de vue juridique, le versement effectué par la CNPF au foyer peut toujours être qualifié de paiement effectué par les parents. Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils continuent à se voir reconnaître la qualité d'attributaire des allocations familiales.

Le Médiateur estime dès lors que parents des enfants concernés ont droit au boni pour enfants.

Congé parental

Le Médiateur a également été saisi de quelques réclamations concernant le refus d'un congé parental.

Ainsi, un capitaine d'un navire battant pavillon belge qui travaille pour une société luxembourgeoise a saisi le Médiateur parce que sa demande de congé parental avait été refusée. D'origine polonaise le réclamant travaille dans la navigation fluviale. En tant que salarié d'une société luxembourgeoise avec un contrat de travail soumis au droit luxembourgeois, toutes ses charges sociales sont payées à Luxembourg.

La situation du réclamant est très complexe, parce qu'il réside en Pologne et le navire à bord duquel il travaille bat pavillon belge. Il s'agit d'un navire qui est spécialement équipé pour transporter du fuel. Ces navires étant très chers, ils sont généralement pris en leasing par les sociétés exploitantes. En l'espèce, le navire était pris en leasing auprès d'un propriétaire belge.

Au départ du Luxembourg, le navire à bord duquel travaille le réclamant assure le transport de produits pétroliers entre la Belgique et le Luxembourg. Le réclamant travaille toujours pendant plusieurs semaines de suite et bénéficie ensuite de plusieurs semaines de congé.

Le congé parental du réclamant a été refusé au motif que son lieu de travail ne se trouverait pas au Luxembourg.

La situation du réclamant est compliquée par le fait que le cas de personnes travaillant dans la navigation fluviale n'est pas spécialement réglé par les dispositions du Règlement (CE)

n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

En date du 11 février 2011, un nouvel accord relatif à la détermination de la législation applicable aux bateliers rhénans, conclu sur base de l'article 16 § 1 du Règlement (CE) n° 883/2004 est entré en vigueur, avec effet au 1^{er} mai 2010, date d'application du Règlement (CE) 883/2004.

L'accord s'applique à tous les bateliers des États signataires dont le Luxembourg.

En vertu de cet accord, le batelier rhénan est soumis à la législation de l'État signataire sur le territoire duquel est établie l'entreprise ou la société qui assure effectivement l'exploitation du bateau à bord duquel ce batelier exerce son activité professionnelle.

Étant donné que la société qui emploie le réclamant est établie au Luxembourg, la CNPF a finalement accordé le congé parental au réclamant.

2.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 45 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 30 ont jusqu'à présent été suivies et transposées ou sont en voie d'être transposées, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

A. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme

Recommandation n°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme;

qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1^{er} protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifiée en vertu notamment du principe de proportionnalité;

que ce faisant, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concer-

nant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

En date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a confirmé l'intention du Gouvernement de tenir compte de sa recommandation dans le cadre d'un projet de loi relatif à la sécurité sociale des détenus qu'il compte présenter ensemble avec le Ministre de la Sécurité sociale au Conseil de Gouvernement en automne 2008.

En date du 29 juillet 2009 le nouveau Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le processus de concertation avec le Ministre de la Sécurité sociale ne serait pas encore terminé.

Le Médiateur ne connaît pas les raisons qui expliquent l'absence de progrès au niveau de l'exécutif alors que les pourparlers entre le Ministère de la Justice et le Ministère de la Sécurité sociale remontent à plus de trois ans.

En date du 29 juillet 2011 le Ministre a informé le Médiateur que suite aux pourparlers qui avaient eu lieu avec les autorités compétentes, le Code de la Sécurité sociale serait modifié, la suspension du droit à la pension en cas d'incarcération d'une personne sera abolie, ce point fera partie du projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire.

B. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation n°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

considérant cependant que, tant les demandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrest spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 € par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 €.



La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, a fait le commentaire suivant: «Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessibles et saisissables. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.»

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 € en cas de cession «immobilière» et de 1.120 € en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 € en cas d'une cession et à 1.000 € en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, s'est exprimé en ces termes: «Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (...). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.»

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. À priori, les dispositions du présent article 8 sont ici de nature plutôt théoriques alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera

prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 € par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

- Saisie(s), cession («immobilière»), agent public: 500 €
- Saisie(s), cession («immobilière»), agent privé: 620 €
- Saisie(s), cession normale: 760 €
Saisie (s): 1.005 €

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses, les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 € brut, soit à 1.312,67 € net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 € brut, soit à 1028,48 € net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

- Saisie(s) seulement: 1.177,01 €
Saisie(s) et cession: 1.041,35 €

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 € à 12,87 € supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiaire de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiaire du salaire social minimum, ni celui bénéficiaire du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Les montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

- Saisie(s) seulement: 1.204,16 €
Saisie(s) et cession: 1.059,45 €

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiaire du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 € brut, soit de 1.545,86 € net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 € et 486,41 € en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiaire d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 € brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1732,72 €. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 € et 673,27 € en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas devoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au

débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appelable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel, considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement interdite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu minimum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;

d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;

de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;

d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;



d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du Code pénal;

de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrest spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrest spéciale sur salaire.

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi n°4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrests spéciales sur salaire et les cessions seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi n°5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du Code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Le Médiateur salue la remise à l'ordre du jour de la Chambre des Députés du projet de loi n°4955.

Par un courrier du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur que la Commission juridique de la Chambre des Députés se penche actuellement sur ledit projet de loi.

En effet d'après les informations qui lui ont été transmises par le Ministre de la Justice, la Commission juridique de la Chambre des Députés a déjà entamé l'instruction dudit projet de loi alors même qu'il n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État.

Le Médiateur espère que sur la base de l'avis émis par le Conseil d'État en date du 23 février 2010, la Chambre des Députés pourra finaliser dans les meilleurs délais l'instruction du projet de loi n°4955.

Suite à nouvelle interpellation du Médiateur le Ministre de la Justice l'a informé en date du 5 septembre 2011 que suite à l'avis du Conseil d'État du 23 février 2010 des amendements au projet de loi n°4955 seraient en cours d'élaboration.

Recommandation n°35 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur, a été saisi par un certain nombre de personnes qui se sont plaintes d'une discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales;

considérant que les parents qui habitent et travaillent au Luxembourg, et dont les enfants na-

turels ne sont pas élevés dans leur ménage, mais à l'étranger, doivent rapporter la preuve qu'ils sont à leur charge principale;

que par contre, les parents se trouvant dans la même situation mais ayant des enfants légitimes ne sont pas obligés de rapporter la preuve de la charge principale;

considérant qu'en effet, l'article 1^{er} de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales prévoit que:

«A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par la présente loi,

pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal;

pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi. Est considéré comme membre de la famille d'une personne au sens de la présente loi l'enfant appartenant au groupe familial de cette personne, tel que défini à l'article 2. Les membres de la famille visés par le présent texte doivent résider dans un pays visé par les règlements ou instruments en question.»;

que l'article 2 de la même loi prévoit que:

«(2) Sont considérés comme appartenant à un même groupe familial au sens de la présente loi, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'octroi des allocations familiales, tous les enfants légitimes ou légitimés issus des mêmes conjoints, ainsi que les enfants adoptés par les mêmes conjoints en vertu d'une adoption plénière.

(3) Sont assimilés aux enfants légitimes d'une personne, aussi longtemps qu'ils sont légalement déclarés et élevés dans son ménage et qu'ils remplissent les conditions visées à l'alinéa précédent:

- a) les enfants adoptés en vertu d'une adoption simple;
- b) ses enfants naturels qu'elle a reconnus;
- c) les enfants du conjoint ou du partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats (L. 09.07.2004);
- d) ses petits-enfants, lorsqu'ils sont orphelins ou que les parents ou celui d'entre eux qui en a la garde effective sont incapables au sens de la loi.»;

considérant qu'ainsi les enfants visés à l'alinéa 3 précité ne sont pas à considérer comme membre de la famille au sens de la loi modifiée du 19 juin 1985 lorsqu'ils ne sont pas élevés dans le ménage du travailleur;

considérant qu'il résulte de ce qui précède que le parent dont l'enfant naturel n'est pas élevé dans son ménage n'ouvre pas droit aux allocations familiales;

que le travailleur dont l'enfant légitime n'est pas élevé dans son ménage mais à l'étranger ouvre cependant droit aux allocations familiales;

considérant que conformément à l'article 73 du règlement (CEE) n°1408/71, «le travailleur salarié ou non salarié soumis à la législation d'un État membre a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre État membre, aux prestations familiales prévues par la législation du premier État, comme s'ils résidaient sur le territoire de celui-ci»;

qu'en vertu de l'article 1^{er} f) i) du même règlement, la qualité de membre de la famille est définie par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies. Par conséquent pour les enfants du travailleur occupé au Luxembourg la qualité de membre de la famille de ce dernier doit être remplie conformément à la législation luxembourgeoise (articles 1^{er} et 2 combinés précités);

considérant que pour permettre néanmoins le paiement des allocations familiales en faveur des enfants naturels qui ne résident pas dans le ménage du travailleur mais à l'étranger, la Caisse nationale des Prestations familiales fait application de l'article 1^{er} f) i) du règlement (CEE) n°1408/71 qui prévoit que:

«Le terme «membre de la famille» désigne toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies ou, dans les cas visés à l'article 22 paragraphe 1 point a)

et à l'article 31, par la législation de l'État membre sur le territoire duquel elle réside; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membre de la famille ou du ménage qu'une personne vivant sous le toit du travailleur salarié ou non salarié ou de l'étudiant, cette condition est réputée remplie lorsque la personne en cause est principalement à la charge de ce dernier.»

qu'en vertu de cet article, même si l'enfant n'habite pas dans le ménage du parent, il est considéré comme membre de la famille si le parent rapporte la preuve de la charge principale;

considérant que suivant une circulaire de Madame la Ministre de la Famille, la preuve de la charge principale est rapportée si le travailleur, qui ne touche que le salaire social minimum, verse régulièrement et mensuellement 150 euros par enfant à titre de contribution alimentaire, et 200 euros dans les autres cas. Des versements réguliers sur une période continue de six mois au minimum doivent être prouvés;

considérant que l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 consacre une discrimination, contraire à l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales relatif à l'interdiction de discrimination, combiné avec l'article 8 de la Convention relatif au droit au respect de la vie privée et familiale;

considérant que le comité-directeur de la Caisse nationale des Prestations familiales a déjà proposé une modification de l'article 2 de la loi précitée dans son avis sur le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, en suggérant de lier le groupe familial dans tous les cas de figure à une condition de ménage commun, et d'introduire dans la loi nationale la condition de la charge principale déjà ancrée dans le droit communautaire;

qu'au vu de ce qui précède et afin que les enfants légitimes et les enfants visés à l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales soient traités de manière égale, une modification de cette loi s'impose;

recommande au Ministre de la Famille et de l'Intégration de réexaminer les dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Réponse:

En date du 11 mai 2010 Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a informé le Médiateur que ses services seraient en train de préparer un projet de loi réformant globalement les allocations familiales.

Dans le cadre de cette réforme il serait prévu d'introduire le principe de l'égalité des enfants. Ce projet aurait été retardé afin de pouvoir tenir compte des propositions gouvernementales actuellement en discussion.

Par lettre du 22 août 2011 la Ministre a assuré au Médiateur que sa recommandation sera suivie dans les meilleurs délais.

Recommandation n°36 relative au coût et à la simplification des procédures de recouvrement de créances par voie d'huissier de justice

Le Médiateur a été saisi depuis son entrée en fonctions par un nombre non négligeable de citoyens exposés à des procédures de recouvrement par voie d'huissier de justice.

Indépendamment de toute question de fond, la presque totalité des débiteurs se sont plaints des coûts de la procédure et surtout des coûts liés au recouvrement forcé de petites créances.

En effet, pour des créances ne dépassant pas 100 ou 200 €, il n'est pas rare de constater que les frais d'un recouvrement forcé se chiffrent jusqu'au sextuple de la créance principale.

Or, il ne peut être dans l'intérêt d'une justice bien comprise d'exposer des débiteurs, qui se trouvent souvent dans des situations très précaires, à des frais pouvant s'élever à plusieurs centaines d'euros pour s'acquitter d'une dette dont le principal n'excède pas 50 euros.

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la matière, plusieurs mesures seraient à envisager afin de réduire le coût des procédures de recouvrement forcé.

1. La défiscalisation intégrale de la procédure de recouvrement pour toute créance inférieure à 1.250 euros

Il est proposé d'abolir la TVA, les droits de timbre et les droits d'enregistrement (exemption de droit d'enregistrement) grevant les actes de procédure dans des affaires dont l'enjeu financier ne dépasse pas le montant de 1.250 €. Cette mesure contribuerait largement

à assurer une proportionnalité plus raisonnable entre le coût d'un recouvrement forcé et le montant de la créance.

2. Le droit fixe

Il serait utile, toujours dans l'intérêt d'une proportion raisonnable entre le coût d'une procédure de recouvrement et le montant d'une créance, d'établir une proportionnalité entre le droit à percevoir et le montant à recouvrer. Cette pratique existe d'ores et déjà en Belgique où elle a fait ses preuves.

3. L'accès aux bases de données informatiques de l'État et du CCSS

L'impossibilité pour l'huissier d'accéder directement à certaines banques de données entraîne souvent des coûts supplémentaires alors que les huissiers sont obligés à procéder à la recherche de certaines données concernant les débiteurs, leurs employeurs ou organismes débiteurs à leur égard d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente à l'égard, auprès des administrations ou établissements publics compétents.

Si les huissiers de justice obtenaient un accès informatique à certaines banques de données, les recherches d'adresses auprès des Communes ainsi que celles effectuées à l'heure actuelle sur base d'injonctions délivrées par les Justices de Paix sur base de l'article 11 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes pourraient être directement effectuées par l'huissier, comme c'est notamment le cas en Belgique. Les banques de données principalement concernées seraient celle du CCSS afin de pouvoir déterminer les qualités d'un éventuel employeur ou d'un éventuel organisme débiteur d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente, celle tenue auprès du Ministère des Transports afin de pouvoir vérifier si un éventuel débiteur dispose d'une voiture et celle existant auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie afin de pouvoir déterminer si un débiteur dispose d'un bien immobilier. Il est évident que ces accès devraient être paramétrés de manière à ne divulguer que les informations strictement nécessaires à l'exercice du ministère.

4. Les frais de route

Afin de garantir un maximum de transparence en matière de mise en compte de frais de route, il serait indiqué d'avoir recours à un système forfaitaire qui tiendrait compte de la distance moyenne entre le siège de l'huissier et l'endroit auquel un acte est à poser. Ce modèle a fait ses preuves en Belgique. À son image, on pourrait prévoir pour le Grand-Duché entre 3 et 6 tarifs.

5. Le principe de l'unicité des actes posés par l'huissier de justice

Si les bases légales et réglementaires actuellement en vigueur énumèrent et précisent les différents actes qu'un huissier de justice est habilité à poser, elles n'en déterminent cependant pas le nombre.

En principe un huissier de justice ne devrait pas poser pour la deuxième fois le même acte, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés dans l'acte même et dont la justification serait ainsi portée à la connaissance du justiciable.

Il appartient aux autorités judiciaires de contrôle de se prononcer en cas de contestation sur la nécessité de la pluralité d'actes.

6. La procédure de validation des saisies-arrests spéciales sur salaire

Les textes actuellement en vigueur prévoient une procédure de validation d'une saisie-arrest spéciale sur salaire, sur demande de la partie la plus diligente ou sur opposition du débiteur même dans les cas où la partie saisissante peut se prévaloir d'un titre exécutoire.

S'il est vrai que les droits de la défense méritent une protection toute particulière, on peut néanmoins s'interroger sur la justification d'une pareille procédure si les procédures applicables ont été observées.

Dans l'intérêt d'une plus grande rapidité des procédures de recouvrement par le biais de saisies-arrests spéciales sur salaires, mais également dans l'intérêt d'un désencombrement certain des audiences des justices de paix directement concernées, il serait utile de restreindre l'accès à la procédure de validation, en cas d'existence d'un titre exécutoire aux seules contestations de la procédure, à faire valoir par la partie débitrice ou la partie tierce saisie dans un délai relativement court.

7. Les sommations

Les sommations adressées par huissier au débiteur sont en principe à charge du créancier, sauf si les conditions générales d'un contrat prévoient cette procédure par voie d'huissier de justice pour faire courir les intérêts à charge



du débiteur. En ce cas, les frais de l'acte de sommation devraient être fixés par le législateur.

8. Le système du Tiers payant automatique en matière d'honoraires médicaux impayés

Dans l'intérêt d'un désencombrement majeur des Justices de Paix, mais également en vue d'abolir des coûts de procédure générés par la mise en intervention d'huissiers de justice par le corps médical, il serait important de modifier les termes du Titre XI, art 67 de la Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre l'UCM et l'AMMD conclue en exécution de l'article 61 et du CAS - Convention pour médecins.

En effet, l'obligation imposée par ce texte au médecin et au médecin-dentiste de soumettre un titre exécutoire ou un document judiciaire attestant du fait que le débiteur est sans domicile ou résidence connu à l'UCM afin d'obtenir par la voie du Tiers payant paiement des mémoires non honorés par les patients n'a pas seulement fait augmenter d'une façon spectaculaire le nombre d'ordonnances de paiement causant ainsi un encombrement majeur des greffes concernés, mais elle a également généré un surcoût en matière de recouvrement alors que certains médecins font appel à des huissiers de justice pour traiter ces dossiers. Il est évident que les frais générés par l'intervention de l'huissier de justice seront imputés au débiteur. Ceci est particulièrement délicat en matière d'honoraires médicaux qui généralement ne portent que sur des sommes modestes et où la moindre intervention d'un huissier de justice fait de suite augmenter le coût total de l'opération de recouvrement à un multiple de la créance principale.

Il serait donc logique de procéder à la réintroduction de l'ancien système qui laissait au médecin concerné le libre choix, soit de faire parvenir son mémoire non honoré à l'UCM pour obtenir paiement de la part du tiers-payant, soit d'entamer la voie judiciaire.

9. Regrouper les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice

Dans un souci de transparence et de clarté, il serait utile de codifier tous les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice et de les compléter par des dispositions régissant la déontologie de la profession de l'huissier de justice.

Y devrait figurer notamment une obligation d'information dans le chef des huissiers de justice, qui, afin d'amener le débiteur à s'acquitter de ses dettes sans autres frais supplémentaires, devraient être obligés d'informer les justiciables lors de l'exécution de tout acte du coût de la procédure entamée, du coût global des actes à venir, du déroulement précis de la procédure ainsi que des moyens de défense à leur disposition.

Un tel code aurait l'avantage de faciliter l'accès à toutes les dispositions légales et réglementaires en la matière, tant aux créanciers qu'aux débiteurs et de leur faire connaître au mieux leurs droits et obligations.

10. Réflexions sur l'évolution de la profession de l'huissier de justice à moyen et à long terme

S'il est indéniable que l'huissier de justice joue un rôle important dans le domaine de la justice et qu'il ne saurait se voir substituer, du moins dans certaines de ses fonctions, par d'autres auxiliaires de la justice, il faudrait néanmoins se poser la question sur les coûts des procédures.

De par la loi, les justiciables sont obligés, dans certaines procédures judiciaires notamment introductives d'instance et d'exécution, de recourir aux services d'un huissier de justice.

Or, plus particulièrement en ce qui concerne l'intervention de l'huissier de justice en matière de recouvrement se pose la question des frais. Si l'huissier de justice peut procéder à un recouvrement d'une créance auprès d'un débiteur solvable, celui-ci doit également s'acquitter des frais engendrés par la procédure de recouvrement. Dans le cas du débiteur indigent par contre, ces frais seront mis à charge du demandeur qui ne se voit pas seulement spolié de son dû au principal, mais qui de surcroît doit supporter les frais de l'exécution.

Il est évident que le montant de ces frais est très largement tributaire de l'attitude du débiteur et que partant il risque d'être plus élevé si le recouvrement s'annonce difficile.

Or, depuis la mise en vigueur de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire du 7 mars 1980, qui par l'article 186 a aboli le casuel des greffiers, le principe de la gratuité des services rendus par l'administration judiciaire est largement acquis.

Afin d'étendre ce principe également à la procédure introductive d'instance et à la procé-

dure d'exécution de décisions judiciaires et plus généralement à toutes les procédures dans lesquelles des textes légaux et réglementaires prévoient obligatoirement l'intervention d'un huissier de justice, procédures qui dans nombre de cas génèrent des frais disproportionnés, il serait opportun de prévoir, à terme, la fonctionnarisation des huissiers de justice en tant qu'agents de l'administration judiciaire avec un cadre de personnel propre et correspondant à leur formation.

Une telle réforme, accompagnée d'une législation fiscale adaptée, permettrait au justiciable de faire l'économie des coûts de l'intervention de l'huissier de justice tout en mettant ces coûts à charge de l'État.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 mars 2009 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que sa recommandation comprend des pistes de réflexion intéressantes qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie.

Interpellé par le Médiateur au sujet des suites réservées à cette recommandation le Ministre de la Justice a pris position en date du 5 septembre 2011 par rapport aux cinq propositions qui relèvent directement de la compétence du département de la Justice.

Le Médiateur se félicite de l'engagement pris par le Ministre de voir la procédure de validation des saisies arrêts spéciales sur salaire trouver une solution dans le cadre du projet de règlement grand-ducal annexé au projet de loi n°4955 sur les cessions et saisies.

Le Médiateur prend acte que sa proposition visant à introduire le système du tiers payant automatique a d'ores et déjà trouvé une solution dans le cadre de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé.

La proposition de regrouper l'ensemble des textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice trouve l'appui du Ministre en ce sens que les lois spéciales éditées par le Ministère de la Justice seront complétées par une rubrique reprenant les textes en question, en particulier toutes les références au «règlement tarifaire».

De même il est envisagé d'élaborer un texte coordonné pour le «règlement tarifaire» à publier sur le site du Ministère de la Justice.

Le Médiateur se félicite encore de l'adhésion du Ministre à sa proposition de voir élaborer un code de déontologie même si en raison d'autres projets prioritaires ces travaux n'auraient pas encore pu être entamés.

Le Médiateur salue également l'intention du Ministre d'envisager une réforme de la profession de l'huissier.

À cet effet le Ministre entend procéder à une large concertation et consultation avec la profession concernée comme aussi avec les barreaux et les autorités judiciaires.

Quant aux autres propositions contenues dans la recommandation qui relèvent essentiellement de la compétence du Ministre des Finances et du Ministre de la Sécurité sociale, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position de la part des Ministres concernés.

Recommandation n°38 relative aux décisions susceptibles de recours dans le cadre de la procédure de reclassement de travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations concernant la procédure de reclassement par des personnes qui s'estimaient incapables d'occuper leur dernier poste de travail en raison de leur état de santé;

considérant que suivant l'article L.552-2. du Code du Travail, le Contrôle médical de la Sécurité sociale saisit, en accord avec l'intéressé, la Commission mixte de reclassement, désignée ci-après par «Commission mixte», lorsqu'il estime que la personne concernée est susceptible de présenter une incapacité pour exercer son dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu du même article du Code du Travail, si l'intéressé remplit les conditions prévues pour un reclassement interne ou externe, la commission mixte saisit le médecin du travail compétent en application du livre III, titre II concernant les services de santé au travail qui convoque et examine l'intéressé endéans les quinze jours;

considérant que si le médecin du travail estime que l'intéressé est capable d'exercer son dernier poste de travail ou régime de travail, il en informe par avis motivé le Contrôle médical de la Sécurité sociale et la Commission mixte;

considérant que dans ce cas l'article L.552-2. du Code du Travail n'oblige pas la Commission mixte à prendre une décision susceptible de re-

cours rejetant la demande de reclassement de l'intéressé;

considérant que si le médecin du travail compétent estime que l'intéressé est incapable d'exercer son dernier poste ou régime de travail, il retourne le dossier à la Commission mixte, qui décide le reclassement interne ou externe de l'intéressé;

considérant que l'article L.326-6. du Code du Travail prévoit que si un travailleur reprend son activité après une absence ininterrompue de plus de six semaines pour cause de maladie ou d'accidents de travail, l'employeur est tenu d'en avertir le médecin du travail. Le médecin peut soumettre le travailleur à un examen médical ayant pour but d'apprécier son aptitude à reprendre son ancien emploi ou de déterminer l'opportunité d'une mutation, d'une réadaptation ou d'une adaptation du poste de travail;

que suite à une décision de reclassement interne et dans le cadre de l'examen médical prévu à l'article L.326-6. du Code du Travail, le médecin du travail peut arriver à la conclusion que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée telles qu'elles ont été retenues dans son avis médical établi lors de la procédure de reclassement;

que la personne concernée peut ne pas partager cet avis;

considérant que tous ces litiges ont trait à des contestations de droit civil.

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer une modification des articles L.552-2' et L.326-6. du Code du Travail et de prévoir qu'une décision susceptible de recours soit transmise à l'intéressé lorsque:

1) la Commission mixte ne donne pas suite à une demande de reclassement au motif que, suivant l'avis du médecin du travail, la personne concernée est capable d'occuper son dernier poste de travail;

2) en vertu de l'article L.326-6. du Code du Travail, suite à une décision de reclassement interne, le médecin du travail opine que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée.

Réponse:

Dans sa réponse du 15 mars 2010 le Ministre du Travail et de l'Emploi tout en reconnaissant l'utilité d'un droit de recours tel que recommandé par le Médiateur, estime que la Commission mixte ne serait pas l'organe approprié pour prendre une décision susceptible de recours.

Tout en étant pas convaincu par cette prise de position le Médiateur prend acte que le Ministre a continué sa recommandation au Ministre de la Santé en lui demandant d'envisager la possibilité d'un droit de réexamen auprès du médecin chef de division de la santé au travail dont la décision serait susceptible de recours.

À ce jour le Médiateur reste toujours en attente d'une prise de position de la part du Ministre de la Santé.

Le Médiateur prend acte du courrier qui lui a été adressé par le Ministre de la Sécurité sociale en date du 20 septembre 2011.

Les arguments avancés par le Ministre pour s'opposer à la transposition de cette recommandation échappent à la compréhension du Médiateur.

En vertu de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, toute personne a le droit de voir trancher des contestations sur ses droits de caractère civil par un tribunal indépendant et impartial.

Il est inadmissible que dans un État de droit un membre du gouvernement refuse de prendre les dispositions requises pour mettre la législation interne en conformité avec le niveau de protection minimum en matière des droits de l'Homme.

Recommandation n°41 relative à la saisine de la Commission mixte de reclassement en présence d'avis médicaux contradictoires

Le Médiateur considérant qu'il est régulièrement saisi de réclamations concernant la procédure de reclassement;

considérant que dans nombre de cas dont il a été saisi, le Contrôle médical de la Sécurité sociale a estimé que les personnes concernées ne présentaient pas une incapacité de travail pour leur dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu de L.552-2. du Code du Travail, dès lors que le Contrôle médical de la Sécurité sociale estime qu'un assuré ne présente pas une incapacité pour exercer son dernier poste de travail et qu'il s'abstient par conséquent de saisir la Commission mixte

d'une demande de reclassement, il est mis fin à la procédure sans que la personne concernée ait la possibilité de contester la position prise par le Contrôle médical de la Sécurité sociale;

considérant cependant que dans un certain nombre de cas soumis au Médiateur, le médecin du travail dans le cadre de la procédure de l'article L.326-6. du Code du Travail est, en accord avec le médecin traitant, arrivé à la conclusion que les personnes concernées n'étaient pas capable d'exercer leur dernier poste ou régime de travail;

considérant qu'aucune saisine directe de la Commission mixte par le médecin du travail n'est prévue par le Code du Travail;

recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer l'insertion d'une nouvelle disposition dans le Code du Travail prévoyant que dans le cas où le médecin-conseil de l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale estime qu'un assuré social ne présente pas une incapacité pour son dernier poste de travail alors qu'au contraire le médecin traitant et le médecin du travail arrivent tous les deux à la conclusion que la personne concernée est inapte pour exercer son dernier poste ou régime de travail, la Commission mixte sera saisie par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale sur demande lui adressée par le médecin du travail.

Réponse

Nonobstant d'itératifs rappels dont le dernier date du 29 août 2011, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Recommandation n°42 relative

1. à la mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation;
2. à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

1. Mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation indépendante en matière de santé et de sécurité des soins

Le Médiateur est régulièrement saisi par des demandes d'information, voire par des doléances émanant de patients qui s'estiment lésés à la suite de traitements ou d'interventions de nature médicale dispensés, en ce qui concerne la plupart des saisines, en milieu hospitalier ou parahospitalier.

Dans une très grande majorité des cas, après une première analyse, ces saisines semblent avoir pour origine, un manque de communication et de dialogue entre le professionnel de santé et le patient.

Le Médiateur se doit de constater que très souvent les citoyens qui font appel à ses services en pareil cas ne souffrent pas en premier lieu d'un grave dommage, corporel ou moral, qui serait survenu à la suite d'un acte médical ou de soins. Force est de constater que la grande majorité des citoyens qui font appel au Médiateur en cette matière font plutôt état, après une intervention médicale plus ou moins invasive, d'un sentiment d'insécurité quant à leur état de santé et son évolution ainsi que de questionnements quant à la nature et l'évolution de leurs pathologies respectives et surtout quant à l'impact de cette évolution sur leur vie familiale, professionnelle et sociale. Souvent ces citoyens qui ont subi une thérapie médicale ou une intervention chirurgicale se plaignent de n'avoir reçu que des informations très sombres quant à leur maladie ou quant aux changements à apporter au mode de vie que leur maladie spécifique impose ou rend du moins indiqués.

Le Médiateur s'est également vu confronter à certains dossiers dont l'instruction l'amène à ne pas exclure l'engagement d'une éventuelle responsabilité civile, et dans quelques très rares cas, également d'une éventuelle responsabilité pénale d'un professionnel du domaine de la santé.

Il n'est certainement pas question de mettre en cause le sens du devoir et de l'éthique professionnelle d'une écrasante majorité des médecins ou des autres professionnels de santé dont la préoccupation première est de dispenser des services médicaux et paramédicaux de qualité.

Cependant, et au vu de l'expérience faite en France après la mise en place d'un pôle santé et sécurité des soins, il serait utile et nécessaire que le Grand-Duché de Luxembourg se dote également d'un instrument destiné à renforcer les efforts déjà déployés par les autorités publiques compétentes et les différents acteurs du domaine de la santé en matière d'intensifica-



tion du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ainsi que de la garantie d'un maximum de transparence.

De par l'obligation de moyens qui leur incombe, les professionnels de la santé ont le devoir de garantir aux patients des soins sécurisés. Il s'agit-là d'une exigence légitime. La sécurité du soin est la mission première des professionnels de santé. Il faut donc s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter la survenance d'événements indésirables liés aux soins médicaux.

Si l'on admet l'hypothèse, tout à fait justifiable, que les événements indésirables dans le domaine des soins médicaux et paramédicaux ne sont pas moins fréquents, toutes proportions gardées, au Grand-Duché de Luxembourg que dans les pays limitrophes, il serait à cet égard indiqué d'envisager la création d'un mécanisme appelé notamment à s'assurer du respect des meilleures pratiques en matière de la qualité et de la sécurité des soins médicaux et paramédicaux, à favoriser le dialogue et à garantir un maximum de transparence dans les relations entre les différents intervenants du domaine de la santé et le patient et à fournir à toute personne les informations sollicitées sur les droits qu'elle peut faire valoir en tant que patient.

Dans un monde qui affiche une tendance accrue à la judiciarisation avec une médecine de plus en plus sophistiquée où à tort ou à raison les professionnels de santé se sentent de plus en plus critiqués et fragilisés dans leur exercice et où les usagers aspirent légitimement à être dûment écoutés et informés, il semble utile de confier la triple mission décrite plus haut à une structure d'écoute, d'information et de médiation, capable de favoriser et de soutenir davantage au sein du monde de la santé une démarche de dialogue et de transparence.

Il est important de souligner qu'une telle structure, équidistante entre le patient et le professionnel ou l'établissement de santé, serait notamment appelée à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient, à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle afin de trouver une issue donnant satisfaction à toutes les parties impliquées.

Une telle structure investie d'une indépendance totale tant à l'égard du monde de la santé et des institutions publiques qu'à l'égard des patients devrait également contribuer à diminuer les contentieux médicaux dont les tribunaux sont saisis et qui demandent tant de la part du patient que du professionnel de santé concerné un investissement financier considérable dans des procédures souvent longues avec une issue peu prévisible.

La structure d'écoute, d'information et de médiation à créer serait évidemment également à la disposition de tout professionnel de santé qui se voit confronté à un événement indésirable ou à un quelconque autre problème dans l'exercice de sa profession.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la médiation ne fonctionnera utilement qu'à condition que la partie mise en cause ne pourra s'y soustraire.

Afin de remplir pleinement l'objectif d'un meilleur dialogue et d'un maximum de transparence, cette structure ne devrait cependant fonctionner qu'à titre subsidiaire et donc en deuxième ligne.

Il serait dans cette logique nécessaire que chaque établissement de santé, voire

chaque profession de santé se dote d'une structure d'écoute, d'information et de médiation interne dont la composition devrait garantir un maximum de neutralité. Il appartiendrait au patient de saisir d'abord l'intervention des médiateurs locaux et seulement en cas d'échec celle du Médiateur national.

Dans l'exercice de sa fonction, le Médiateur obtiendra nécessairement connaissance d'un grand nombre d'événements indésirables survenus dans le domaine médical ou paramédical.

Ces événements, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact réel ou présumé sur la santé publique pour autant qu'ils ne concernent pas des cas uniques et isolés, seront continués par le Médiateur national aux différents responsables de la santé afin d'en tenir compte, notamment dans le cadre de l'assurance de la qualité des prestations hospitalières prévue aux articles 21 et 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimale des structures

d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

En conclusion, il est proposé de procéder à la création d'une structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale dans le domaine de la santé, compétente pour informer et recevoir toutes les réclamations qui mettent en cause:

- Le non-respect des droits des patients
- La qualité du système de santé
- La sécurité des soins
- L'accès aux soins

La structure de médiation appelée à réaliser ces objectifs sera double. En première ligne, le patient ou le professionnel de santé devra saisir la structure de médiation locale fonctionnant au sein de son établissement. En cas d'échec de la médiation locale, le Médiateur national pourra être saisi par la partie la plus diligente.

Le secret médical ne pourra être opposé aux structures de médiation.

Le Médiateur national peut s'entourer, à charge de son budget, de tout avis d'expert ou de toute expertise contradictoire jugée utile dans le cadre de l'accomplissement de sa mission. Il ne transmettra aux parties que les conclusions finales de l'expert. Tout refus d'un patient ou d'un professionnel de la santé de se soumettre à une expertise ou de collaborer avec l'expert mettra fin à la médiation.

Le Médiateur rédigera un rapport final sur l'issue de la médiation.

La question de savoir s'il incombe de confier la mission d'écoute, d'information et de médiation nationale à un nouvel organe à créer ou de l'intégrer dans une structure d'ores et déjà existante relève essentiellement de l'opportunité politique.

Le Médiateur donne cependant à considérer que son périmètre de compétences inclut d'ores et déjà tous les établissements publics de santé.

Ainsi il serait pour le moins indiqué de réfléchir également sur la possibilité d'intégrer la structure proposée dans le périmètre d'action du Médiateur.

2. L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

En tant que remarque préliminaire, il est important de rappeler que le domaine de la santé n'échappe pas aux règles normales du droit civil, voire du droit pénal.

Il arrive cependant fréquemment qu'un patient subit un dommage suite à des soins de santé sans que la moindre faute professionnelle n'ait pu être constatée dans le chef des professionnels de santé concernés.

Deux cas de figure répondent plus particulièrement à cette situation: il s'agit premièrement des infections nosocomiales contractées alors même que tous les protocoles d'hygiène hospitalière ont été respectés et deuxièmement des dommages résultant d'aléas thérapeutiques. S'il est clair que chaque thérapie médicale comporte un risque, fût-il minime, il est tout aussi évident que les patients victimes de tels aléas peuvent être affectés par des dommages.

Tant les victimes d'infections nosocomiales provoquées sans qu'une faute soit imputable à un professionnel de santé que celles d'aléas thérapeutiques peuvent subir des dommages corporels ou moraux, voire les deux à la fois, qui compromettent sérieusement leur qualité de vie, leur avenir professionnel et familial et/ou alors leur situation financière.

S'il est acquis que toutes les victimes de maladies graves ou de dommages corporels ou moraux graves peuvent bénéficier des différentes aides ou mesures proposées par le système de sécurité sociale, tant en ce qui concerne la prise en charge d'un éventuel traitement, d'un appareillage prothétique, d'un agencement du domicile adapté à des besoins spécifiques, de différentes facilités concernant l'emploi comme le reclassement, qu'en ce qui concerne l'octroi d'une pension d'invalidité transitoire ou permanente, il n'en reste pas moins que ces patients subissent un préjudice moral et surtout financier certain qui, lorsqu'il survient à un âge relativement jeune, ou s'il concerne une personne qui assure seule le revenu de toute une famille, peut pousser les concernés jusqu'au bord de la précarité.

Se pose dès lors la question de la couverture par l'État de tout ou de partie des dommages résultant de tels événements indésirables.

Cette question est étroitement liée à celle de savoir où devraient se situer les limites de l'intervention de l'État-providence.

Réponse:

Dans sa prise de position du 3 février 2010 le Ministre de la Santé a informé le Médiateur qu'il entendait finaliser au cours du premier semestre 2010 un avant-projet de loi portant sur la mise en place d'une structure de médiation dans le domaine des soins de santé.

En date du 14 avril 2011 le Ministre de la Santé a fait part au Médiateur d'un avant-projet de loi relatif aux droits et aux obligations du patient dont le chapitre 3 porte précisément sur la médiation dans le domaine de la santé.

Tout en se félicitant de l'initiative prise par le Ministre le Médiateur prend acte du caractère non obligatoire de la procédure de médiation tel que prévu à l'article 20 de l'avant-projet de loi.

Or, le Médiateur ne voit pas l'utilité d'une procédure de médiation qui laisserait à la partie mise en cause la possibilité de s'y soustraire.

La médiation servant essentiellement à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient et à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle, le rejet d'une médiation par le prestataire de soins n'aura d'autre effet que de renforcer la frustration ressentie par le patient et de l'inciter à engager une procédure judiciaire dont l'issue sera par ailleurs incertaine.

Le Médiateur note que suivant les dispositions de l'article 20 de l'avant-projet de loi: «dès lors qu'une plainte porte sur des soins de santé prestés en milieu hospitalier elle peut être adressée soit au service de médiation hospitalier de l'établissement hospitalier dans lequel a eu lieu la prestation, soit au service national de médiation dans le domaine de la santé. Lorsque l'un de ces services se trouve saisi d'une plainte, le second se dessaisit du dossier.»

Dans le respect du principe de subsidiarité et dans un souci de responsabilisation des parties en cause le Médiateur estime que toute plainte devrait en premier lieu être traitée au niveau le plus proche des parties concernées.

À cette fin il serait utile d'instituer une procédure de médiation non seulement au niveau de chaque établissement mais également au niveau de chaque profession.

Ce ne serait qu'en cas d'échec de la médiation locale que le médiateur national pourrait être saisi par la partie la plus diligente.

Recommandation n°43 relative à l'accès à la jurisprudence en matière de sécurité sociale

Considérant que le site des organismes de Sécurité sociale www.secu.lu contient une rubrique consacrée à la jurisprudence (base de données «OASIS») qui ne couvre cependant que partiellement les domaines de l'assurance accident, de l'assurance pension et de la procédure,

considérant par ailleurs que les publications écrites regroupant les jurisprudences importantes en la matière sont assez rares (Bulletins des Assurances sociales, Pasirisie rouge),

considérant que l'accès à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale au sens large (incluant l'Administration de l'Emploi, la Caisse nationale des Prestations familiales et la Commission mixte de reclassement) est indispensable pour la bonne compréhension des droits et des obligations des citoyens et pour garantir l'égalité des armes entre les administrations et les justiciables,

considérant qu'à l'instar de la publication des jugements et arrêts des juridictions administratives dans le bulletin de jurisprudence administrative (Pasirisie administrative) et sur leur site Internet, la publication systématique des décisions des juridictions sociales sur le site Internet de même que l'élaboration d'une Pasirisie sociale seraient de mise.

Le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale de prendre les dispositions requises pour assurer la publication des décisions des juridictions sociales à l'instar des décisions des juridictions administratives.

Réponse:

En date du 2 août 2011 le Ministre de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'à l'heure actuelle seules trois institutions de la Sécurité sociale, à savoir l'Association d'Assurance contre les Accidents, le Centre commun de la Sécurité sociale et la Caisse nationale des Prestations sociales publient les jurisprudences relatives à leur compétence sur leurs sites respectifs.

Les services du Ministère de la Sécurité sociale auraient entre-temps contacté le Parquet général en vue de déterminer le ou les sites appropriés pour la publication des jurisprudences en matière de sécurité sociale.

En fait la question première à trancher serait celle de savoir si le Parquet général pourrait lui-même se charger de cette publication ou s'il serait préférable de voir les différentes institutions publier les jurisprudences respectives sur leur propre site.

Par ailleurs le Ministre s'engage à ce que lors de cette consultation soit également élucidé le principe de la publication d'une Pasirisie sociale.

Le Médiateur se félicite de l'initiative prise par le Ministre en vue de répondre aux attentes légitimes des justiciables.

C. Nouvelles recommandations

Recommandation n°44 relative au délai de prescription extinctive de droit commun

Considérant que le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations émanant de citoyens qui se sont vu réclamer le remboursement d'un indu suite à la vérification de leurs dossiers après de longues années consécutives à l'octroi d'aides ou de prestations de l'État;

considérant que dans un cas particulier le service des aides au logement a mis 17 ans pour enjoinde à un couple marié de rembourser un montant de plus de 3.000 euros correspondant à un trop perçu de bonification d'intérêts;

considérant que suivant une jurisprudence constante des juridictions administratives la répétition de l'indu même de sommes payées à des termes périodiques ne revêt pas le caractère d'une créance périodique;

que dès lors que ce n'est pas la prescription quinquennale telle qu'énoncée à l'article 2277 du Code civil relatif aux créances périodiques qui est applicable mais la prescription trentenaire de droit commun prévue par l'article 2262 du Code civil;

considérant l'inadéquation manifeste entre la prescription trentenaire dont peuvent se prévaloir tous créanciers et en l'occurrence aussi l'État pour toutes les actions réelles et personnelles et les délais généralement très courts allant de six mois à deux ans au-delà desquels le citoyen n'est plus autorisé à demander une aide ou quelconque prestation de l'État à laquelle il a légalement droit;

considérant que la prescription pour être un des principes inhérents à tout système juridique moderne peut si elle est trop longue aller à l'encontre du principe de sécurité juridique;

considérant que selon la doctrine «le droit et la justice qui doit dire le droit ont en effet pour fonction essentielle la paix sociale, et, à cette fin, ils ne peuvent tolérer qu'une situation qui emporte des effets juridiques puisse demeurer indéfiniment ouverte et faire sans fin l'objet de discussions ou de litiges, à peine de mettre en péril la sécurité juridique, indispensable à la stabilité sociale¹»;

considérant «que la sécurité des transactions juridiques s'accommode mal d'une prescription particulièrement longue et désormais d'autant moins nécessaire que les acteurs juridiques ont un accès plus aisé qu'auparavant aux informations qui leurs sont indispensables pour exercer valablement leurs droits²»;

considérant qu'en France le délai de prescription extinctive de droit commun a été réduit à cinq ans en matière contractuelle et à dix ans en matière extra-contractuelle et qu'en Allemagne le délai de prescription trentenaire a été réduit de trente à trois ans;

considérant que dans les textes plus modernes qui régissent la répétition de l'indu en matière administrative le délai de prescription est de cinq ans;

qu'ainsi conformément à l'article 85 du chapitre 4 du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne, «la demande de répétition doit intervenir au plus tard au terme d'un délai de cinq ans commençant à courir à compter de la date à laquelle la somme a été versée».

Le Médiateur recommande au Ministre de la Justice de revoir le délai de la prescription extinctive de droit commun afin de la ramener à un délai plus raisonnable qui en tout état de cause ne devrait pas dépasser dix ans.

Réponse:

Le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réaction de la part du Ministre à sa lettre de réponse à une première prise de position du Ministre qui ne l'a guère convaincu.

¹ «Le droit, la justice et le temps qui passent» Nicole Cahen

² «Pour un droit de la prescription moderne et cohérent» par Messieurs Jean-Jacques Hyst, Hugues Portelli et Richard Yung au nom de la Commission des lois et de la mission d'information de la Commission des lois



Recommandation n°45 relative à l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales

Depuis son entrée en fonction en mai 2004, le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations émanant de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de voir traiter leurs plaintes par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Il s'agit en l'occurrence notamment de réclamations émanant de citoyens insatisfaits du traitement de leurs plaintes adressées au Conseil de l'Ordre des avocats, à la Chambre des huissiers, à la Chambre des notaires ou encore au Collège médical.

Tout en n'ayant pas de compétence directe pour connaître de telles réclamations à l'encontre d'instances qui ne sont pas des instances publiques au sens de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, il est néanmoins légitime que le Médiateur s'interroge sur le fonctionnement des instances internes aux professions libérales qui par délégation de la puissance publique ont notamment pour mission de veiller à la réputation de la profession et de protéger les citoyens contre tous agissements de leurs membres qui seraient préjudiciables à l'honneur de la profession.

Il s'agit-là d'une préoccupation d'autant plus pertinente que de par la nature de leurs services et de leurs prestations ces professions libérales se situent dans un cadre proche de celui d'un service public.

Les expériences acquises au cours des sept dernières années amènent le Médiateur à conclure que nombre de citoyens à tort ou à raison n'arrivent pas à se défaire du sentiment que les instances de surveillance des différentes professions libérales ont plutôt le réflexe de défendre leurs membres contre toutes critiques ou contestations venant de l'extérieur que d'assurer la protection du public contre des agissements ou des comportements non conformes aux règles de la profession.

Dans une société marquée par une évolution ultrarapide des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles dans laquelle les citoyens se sentent souvent dépassés et insécurisés par une législation de plus en plus envahissante, les experts membres de professions libérales assument une responsabilité d'autant plus grande à l'égard de leurs clients.

Aussi le pouvoir d'autorégulation, l'une des pierres angulaires d'un système qui pour certaines professions remonte au début du XIX^e siècle, ne saurait-il de nos jours puiser sa justification que dans la détermination de tout ordre professionnel de veiller scrupuleusement à l'ob-

servation des règles déontologiques de la profession et ainsi d'assurer pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la loi.

Si les instances désignées de par la loi à engager des poursuites disciplinaires contre des membres de la profession ayant enfreint les règles déontologiques n'ont pas d'obligation légale de rendre des comptes aux plaignants, la responsabilité morale de motiver leur prise de position et d'informer les personnes concernées des suites réservées à leur plainte semble d'autant plus évidente que, sauf en cas de saisine par le Procureur général d'État ou par le Procureur d'État, il leur appartient à elles seules de juger de l'opportunité d'une poursuite devant le Conseil de discipline.

Interpellé par de nombreuses plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances appelées à veiller à la sauvegarde de l'honneur de la profession et sans vouloir aucunement mettre en cause l'intégrité et l'engagement des mandataires en charge de cette mission dans les différents ordres professionnels, le Médiateur estime qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard de l'extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

Aussi le Médiateur est-il convaincu que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Si à ce jour une telle instance n'a pas encore trouvé sa place dans les démocraties de l'Europe occidentale, l'idée n'est pas nouvelle dans la mesure où déjà en 1981 elle s'est trouvée inscrite dans le programme de François Mitterrand, candidat de la gauche aux élections du Président de la République française.

Ainsi le Médiateur ne voit pas d'argument qui serait de nature à empêcher le législateur luxembourgeois d'être pour une fois à la pointe du progrès démocratique en s'appropriant une idée dont la mise en œuvre pourrait servir d'exemple à d'autres États européens.

À cette fin, le Médiateur estime que le législateur serait bien conseillé de s'inspirer du système professionnel tel qu'il fonctionne au Québec, dans un État qui depuis des décennies est à l'avant-garde du processus démocratique et de la protection des droits du citoyen.

En 1973, l'État du Québec s'est doté d'un code des professions avec comme principale innovation l'institution d'un office des professions.

Il s'agit en l'occurrence d'un organisme gouvernemental dont la mission première consiste

à surveiller le fonctionnement des ordres professionnels et notamment à veiller à ce que chaque ordre s'acquitte de son mandat de protection du public.

Cela étant, le Médiateur se rend parfaitement à l'évidence que vu la multiplicité des missions et des compétences dévolues à l'office des professions, le modèle québécois ne saurait être transposé tel quel dans le droit interne luxembourgeois.

Ainsi et au-delà de son rôle d'organisme-conseil auprès du gouvernement l'office des professions vérifie les mécanismes d'évaluation de la compétence et de l'éthique des professionnels ainsi que la situation financière des ordres professionnels. Il dispose également d'un pouvoir réglementaire et de pouvoirs d'enquête.

Dans le contexte de la présente recommandation le Médiateur propose de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres.

Il s'agirait en l'occurrence d'un contrôle relatif au traitement approprié des dossiers suite à des réclamations adressées à l'organe chargé par l'État de protéger le public contre tous dysfonctionnements d'un ordre professionnel.

Ainsi en cas d'un traitement inapproprié par l'instance compétente d'une profession libérale d'une plainte lui adressée par un citoyen, l'organe de surveillance pourrait s'adresser à l'instance concernée pour demander un réexamen du dossier sans pour autant avoir le droit d'intervenir dans le fond de l'affaire.

L'organe de surveillance pourrait notamment enjoindre à l'instance concernée de transmettre au plaignant une réponse dûment motivée. Il veillerait à ce que le plaignant reçoive dans les meilleurs délais de plus amples explications sur les suites réservées à son dossier afin qu'il comprenne au mieux le sens de la position prise par l'instance compétente de l'ordre ou de la profession concernés.

L'organe de surveillance accuserait réception de toutes réclamations écrites dans les cinq jours tout en s'obligeant à y apporter dans toute la mesure du possible une réponse dans les quatre-vingt-dix jours.

L'organe de surveillance établirait autant de rapports annuels que de besoin sur la nature des plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales. Ces rapports contiendraient, le cas échéant, des commentaires et des suggestions en vue d'une amélioration des relations que les ordres professionnels entretiennent avec les citoyens.

Chaque rapport serait adressé tant à l'ordre ou à la profession concernés qu'au Ministre de tutelle.

Quant à la détermination et à la composition de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels ou autres professions libérales, le Médiateur estime que pour des raisons liées à l'indépendance et à l'impartialité il serait indiqué de confier cette mission à un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel.

En conclusion le Médiateur recommande au Gouvernement de prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission

d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux Ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Réponse:

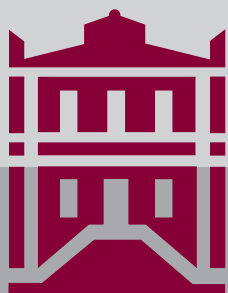
En date du 5 septembre 2011 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que cette recommandation aurait été soumise aux autorités judiciaires, aux barreaux et à la Chambre des notaires et qu'à l'heure actuelle il ne disposerait pas encore de tous les avis.

Par ailleurs et comme il s'agit d'une recommandation qui s'adresse également à d'autres Ministres il serait envisagé de traiter la question au Conseil de gouvernement en vue d'une prise de position commune.

Dans une réaction écrite datée du 6 août 2011 la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a félicité le Médiateur de son «excellente initiative qui répond malheureusement à un besoin réel pour encadrer certaines professions libérales».

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1594	Ben Fayot	Conservation du patrimoine architectural de la ville de Luxembourg
1643	Fernand Kartheiser	Construction de nouveaux établissements scolaires
1648	François Bausch	Transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport de Luxembourg
1650	Marc Spautz	Sites sidérurgiques de Rodange et de Schiffange
1659	Fernand Kartheiser	Disponibilité des services de secours à coopérer avec un éventuel dispositif de soutien aux animaux domestiques
1666	Sylvie Andrich-Duval	Acquisition d'œuvres artistiques pour des immeubles de l'État
1667	André Bauler	Pénurie de postes d'apprentissage
1670	Marcel Oberweis	Réorganisation des services postaux
1671	Jean Colombero	Commerce électronique et «maintien à domicile»
1673	Claude Haagen	Système de remboursement par chèque de la CNS
1677	Eugène Berger	Bulletin du Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL)
1678	Fernand Etgen	Double remboursement à l'a.s.b.l. ProActif pour engagement de travailleurs handicapés
1679	André Hoffmann	Violences policières
1680	Roger Negri	Suppression par la Deutsche Bahn de six trains IC et de l'ICE entre Trèves et Berlin
1683	Jean Colombero	Plaintes des patients et impact de l'avis du collège médical
1684	Jean Colombero	Programme mammographie et convention avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurés du territoire luxembourgeois
1685	Jean Colombero	Effets des benzodiazépines et antidépresseurs sur la maladie d'Alzheimer

1688	Marcel Oberweis	Utilisation de la bande d'arrêt d'urgence sur les autoroutes par les automobilistes
1689	Jean Colombero cf. 1691 et 1692	«Research Nurse»
1690	Jean Colombero 1691 Jean Colombero cf. 1689 et 1692	Hélicoptère de l'Air Rescue Courants de pensée infirmière
1692	Jean Colombero cf. 1689 et 1691	Reconnaissance des diplômés des courants de pensée infirmière
1695	Jacques-Yves Henckes	Décote de plus de 60% pour les créanciers de la Grèce
1696	François Bausch	Utilisation d'un «Statstrojaner» au Luxembourg
1697	Henri Kox	Introduction d'un système de bornes pour voitures électriques
Session ordinaire 2011-2012		
1700	Jean Colombero	Achat en ligne de médicaments
1702	Fernand Etgen	Interdiction générale de fumer dans les cafés et bistros
1704	Jean Colombero	«Carnet radiologique»
1705	Jean Colombero	Informatique médicale
1707	Claude Adam	Statistiques relatives aux différentes épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental
1708	Carlo Wagner	Acquisition par les autorités allemandes d'un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg
1710	Martine Mergen	Programme d'aide au sevrage tabagique de l'Union des caisses de maladie
1712	Claude Haagen	Hébergement des demandeurs d'asile
1713	André Bauler	Attribution du titre «ville»
1714	Jean Colombero	Prix Nobel de médecine 2011
1756 urgente	Jean Colombero	Biberons toxiques

Session ordinaire 2010-2011

Question 1594 (27.7.2011) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **conservation du patrimoine architectural de la ville de Luxembourg**:

En septembre 2010, le Service des Sites et Monuments avait finalisé 48 dossiers à l'effet de protéger des témoins importants du passé architectural et urbain de la ville de Luxembourg. Ces dossiers, au moment d'être examinés et évalués par le conseil communal, furent retirés de l'ordre du jour par le collège échevinal sous prétexte que la ville avait suffisamment de moyens de protéger son patrimoine.

- Madame la Ministre peut-elle m'informer comment le SSMN a réagi à cette façon de faire de la ville, si des négociations ultérieures ont eu lieu avec la ville sur ces dossiers et quelle en a été l'issue? Le Service des Sites et Monuments se trouve-t-il toujours impliqué dans la conservation du patrimoine architectural de la ville et de quelle façon?

- Parmi ces dossiers se trouvait aussi celui de la rue Alfred de Musset au Limpertsberg. En ce moment deux maisons d'une valeur architecturale évidente datant du début du 20^e siècle sont en train d'être démolies pour faire place à une opération immobilière. Le Service des Sites et Monuments a-t-il été au courant de l'autorisation de démolition?

- Finalement, au lieu de conserver des alibis sous forme de façades voire de portions de façades, comme cela semble le cas pour les maisons de la rue Alfred de Musset et d'autres objets architecturaux, ne va-t-on pas enfin se décider à conserver des éléments aussi essentiels du patrimoine que sont les plafonds, vitraux, boiseries, portes et autres?

Réponse (15.11.2011) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

Plusieurs entrevues et réunions ont eu lieu entre les responsables de la ville de Luxembourg et

mes services respectivement moi-même. Une des conclusions retenues fut que, en attendant que le nouveau PAG de la ville puisse être en place, le seul moyen à disposition est la mise en œuvre des moyens de protection prévus par la loi de 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Depuis la décision du non-examen d'un certain nombre de dossiers ainsi introduits auprès du collège des bourgmestre et échevins de la capitale du pays, le Service des Sites et Monuments Nationaux a encore pu rencontrer les services compétents de la ville dans le cadre de réunions régulières.

Concernant la question portant sur un objet particulier, le Service des Sites et Monuments Nationaux fut en contact avec le nouveau propriétaire l'ayant acquis dans l'intention d'y construire un immeuble de résidence et qui détenait déjà une autorisation afférente des autorités communales. Après avoir revu l'objet, certes de valeur, mais isolé, le Service a décidé de renoncer à toute intervention.

Par rapport à la dernière question, je tiens à informer l'honorable Député que tous les immeubles protégés du fait de la loi de 1983 le sont dans leur entièreté.

Je voudrais souligner que mes services mènent depuis plus de trois ans une campagne de sensibilisation auprès des responsables communaux visant à les encourager à mettre en place une protection pour leur patrimoine bâti dans le cadre de l'établissement des nouveaux plans d'aménagement généraux.

Question 1643 (31.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **construction de nouveaux établissements scolaires**:

Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement a reporté à la prochaine législature la construction de trois nouveaux lycées, à savoir Mondorf-les-Bains, Clervaux et Differdange. Compte tenu du fait que la situation financière de l'État

s'est quelque peu améliorée, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement maintient-il sa décision de ne pas entamer la construction de nouveaux lycées à Mondorf-les-Bains, Clervaux et Differdange au cours de la législature actuelle?

Réponse (7.11.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la planification des trois nouveaux lycées à Mondorf, Differdange et Clervaux, reportés l'année dernière par le Gouvernement pour des motifs budgétaires.

Il échet de préciser tout d'abord que même si la réalisation desdits lycées est reportée, la planification est poursuivie normalement.

En ce qui concerne le lycée de Clervaux, la phase de l'avant-projet détaillé (APD) est en cours et il est prévu que l'APD est finalisé fin 2011/début 2012. Le planning actuel prévoit le début des travaux pour 2014 avec une durée probable de chantier d'environ trois ans. Le coût du lycée, disposant d'une capacité d'accueil d'environ 650 élèves et comprenant des surfaces notamment pour l'enseignement (salles de classes, salles spéciales et ateliers), l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes et un restaurant scolaire, l'administration et des infrastructures sportives avec piscine, est estimé à ce stade à quelque 60 millions d'euros.

En ce qui concerne le lycée de Differdange, le comité d'acquisition a été chargé des procédures nécessaires en vue de l'acquisition des terrains. Le programme pluriannuel des dépenses en capital 2011-2015 déposé dans le cadre du budget prévoit les fonds nécessaires pour permettre un début des travaux au courant de la période précitée.

En ce qui concerne enfin le lycée de Mondorf, le programme des besoins a fait l'objet d'une étude d'implantation. Il a été demandé de charger le groupe interministériel «plan directeur sectoriel lycées» de l'actualisation et de la

vérification des données et chiffres relatifs au lycée à prévoir dans la région de Mondorf-les-Bains. Par ailleurs, il est prévu d'étudier la faisabilité de ce projet par voie de «PPP».

Question 1648 (5.9.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport de Luxembourg**:

Une dépêche diplomatique datée du 31 mai 2007, rendue publique par la plate-forme Wikileaks, qui a été établie par l'ambassade des États-Unis au Luxembourg suite à un entretien avec un fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, fait état de la position du Luxembourg de ne pas empêcher le transport d'armes à sous-munitions par les forces armées de l'OTAN à travers l'espace aérien du Luxembourg et même à travers les infrastructures de l'Aéroport civil national de Findel - ceci malgré l'engagement fort du pays d'œuvrer pour l'interdiction totale de ces armes et malgré la législation en vigueur à l'époque en matière de transport et de trafic d'armes.

(voir: <http://www.wikileaks.org/cable/2007/05/07LUXEMBOURG215.html>)

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre en charge des Transports était au courant de cette position du Ministère des Affaires étrangères pour le moins ambiguë par rapport à la législation en vigueur?

2. Est-ce que l'Aéroport de Findel a finalement servi au transfert d'armes à sous-munitions? Vers quelles destinations?

3. Est-ce que le Gouvernement maintient sa position ambiguë en matière de transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport civil de Findel?



Réponse (21.11.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à une dépêche diplomatique datée du 31 mai 2007, rendue publique par la plate-forme WikiLeaks, faisant état de la position du Luxembourg «de ne pas empêcher le transport d'armes à sous-munitions par les forces armées de l'OTAN à travers l'espace aérien du Luxembourg (...)».

Suite à des investigations internes, mon administration ne dispose d'aucune information attestant ou pouvant faire croire que l'Aéroport de Luxembourg ait été utilisé à une fin prohibée par la convention sur les armes à sous-munitions.

Je considère pour le reste que la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est claire est sans équivoque et garde toute sa valeur en l'occurrence (cf. *compte rendu n°17/2010-2011 - question parlementaire n°1647*).

Question 1650 (9.9.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **sites sidérurgiques de Rodange et de Schifflange**:

Il me revient que les deux usines ArcelorMittal de Rodange et de Schifflange, déficitaires depuis un certain temps, seraient menacées de fermeture. Le plan de sauvetage et de restructuration décidé lors de la «tripartite sidérurgie» du 16 juin 2011 qui prévoyait entre autres une réduction significative de la masse salariale ne suffirait pas à atteindre les résultats escomptés pour pérenniser l'activité sur les deux sites.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quel est l'avenir des deux sites susmentionnés?

Réponse (7.11.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant les sites sidérurgiques de Rodange et de Schifflange, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Il est indéniable que la société ArcelorMittal Rodange et Schifflange connaît depuis 2009 de sérieux problèmes de marche industrielle résultant dans des pertes financières substantielles.

La brève embellie conjoncturelle en début d'année a entre-temps cédé le pas à un net assombrissement. Le secteur de la construction en Europe est particulièrement touché par le tassement des taux de croissance des principales économies européennes.

Un «plan de sauvetage» élaboré par ArcelorMittal Rodange et Schifflange, en concertation avec le partenaire social, n'a pas sorti les effets escomptés en raison de la contraction persistante des principaux débouchés de la société.

La tripartite sidérurgique du 11 octobre 2011 a analysé en détail la situation actuelle et les perspectives immédiates d'ArcelorMittal Rodange et Schifflange. L'accord Lux 2011 a été prorogé jusqu'au 31 mars 2012.

Une prochaine réunion de la tripartite sidérurgique a été arrêtée pour le 14 décembre 2011.

Sera alors fait le point sur l'évolution et les perspectives des marchés desservis par ArcelorMittal et seront discutées les conclusions qui en découlent.

En attendant, je puis vous confirmer que selon les informations à ma disposition:

- l'aciérie à Schifflange arrête temporairement sa production en novembre et décembre;

- le train C produit à un rythme de un poste par jour;

- le train A produit prévisiblement à deux postes.

Question 1659 (13.9.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **disponibilité des services de secours à coopérer avec un éventuel dispositif de soutien aux animaux domestiques**:

Un tel dispositif de soutien pourrait être assuré par une association ou une entreprise privée qui garantirait une permanence téléphonique

et qui s'occuperait des animaux domestiques en cas d'empêchement de leur propriétaire. Un tel cas peut se présenter notamment lors d'un accident grave ou d'une maladie nécessitant une hospitalisation prolongée. Plus précisément, l'association se mettrait en contact avec une personne de confiance précédemment désignée par le propriétaire d'un animal domestique et lui fournirait tous les renseignements utiles concernant l'accès à l'animal et ses besoins spécifiques.

Les clients d'une telle entreprise ou les membres d'une association seraient munis d'un porte-clés ou d'une carte d'identification spéciale pour informer les services de secours, en cas de besoin, du fait qu'il faudra prendre soin d'un animal domestique pendant l'absence de son propriétaire et pour les prier de contacter l'association ou l'entreprise renseignée sur cette carte. Ceci contribuerait à prévenir des situations pouvant mener jusqu'à la mort d'un animal.

À cet égard, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur si le Gouvernement est disposé à favoriser l'introduction d'un tel dispositif de soutien aux animaux domestiques en donnant des informations respectivement des instructions aux services de secours pour que ceux-ci coopèrent avec les associations ou entreprises de droit privé pouvant assurer un tel dispositif de secours aux animaux domestiques.

Réponse (16.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Lors de leurs interventions, il arrive que les agents des services de secours se trouvent confrontés au problème de la prise en charge d'animaux domestiques devenus orphelins.

Comme les interventions d'urgence des services de secours visent en premier lieu le secours de personnes, les agents n'ont généralement pas le temps de s'occuper de ces animaux. Dans ce cas, les services de secours font souvent appel à la Police grand-ducale qui organise la prise en charge ces animaux.

Bien qu'il existe des offres sporadiques de personnes privées qui offrent leurs services pour prendre en charge ces animaux, il n'existe actuellement pas de structure coordonnée nationale, disponible 24/24 h sur tout le territoire national, à laquelle le Central des Secours d'Urgence 112 pourrait s'adresser pour solliciter systématiquement un soutien en de tels cas.

L'Administration des Services de Secours ne s'oppose évidemment pas à coopérer avec des associations ou entreprises de droit privé qui peuvent garantir une permanence et un dispositif de secours pour animaux domestiques.

Question 1666 (22.9.2011) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant **l'acquisition d'œuvres artistiques pour des immeubles de l'État**:

La loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique prévoit dans son article 13, alinéa 3: «Lors de la construction d'un édifice par l'État ou de la réalisation d'un édifice par les communes ou les établissements publics financée ou subventionnée pour une part importante par l'État, un pourcentage du coût total de l'immeuble ne pouvant être en dessous de 1% et ne pouvant dépasser les 10% est affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice.»

Le règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'État ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'État, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que les modalités d'appréciation et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique prévoit dans son article 3 l'institution de la Commission de l'aménagement artistique qui a pour mission, entre autres, de donner son avis sur des œuvres artistiques à intégrer dans les immeubles, respectivement de proposer des artistes en vue de la création d'œuvres artistiques à cette fin.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les critères selon lesquels la Commission de l'aménagement artistique se décide pour proposer une œuvre d'art respectivement de choisir un artiste pour la création d'une œuvre d'art?

- Est-ce que la commission en question dispose d'une liste d'artistes luxembourgeois ou étrangers ayant été déjà choisis en vue de fournir des œuvres d'art?

- Dans l'affirmative, selon quels paramètres les artistes sont inscrits respectivement rayés de ce relevé? Est-ce que les artistes restent inscrits sur cette liste de façon permanente ou existe-t-il des raisons qui pourraient amener la Commission de l'aménagement artistique à écarter un artiste de façon définitive?

Réponse (28.11.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations relatives à l'application de la législation et de la réglementation sur l'aménagement artistique lors de la construction d'édifices étatiques.

Tout d'abord, il y a lieu de faire la différence entre, d'une part, les projets faisant l'objet d'une loi de financement et, d'autre part, les autres projets de construction de moindre envergure.

Ainsi, pour les projets soumis pour approbation à la loi (au-dessus de 40 millions d'euros), un concours d'idées est lancé conformément à l'article 13 alinéa 3 de la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique qui dispose que: «(...) Un concours d'idées est lancé dans les cas où une loi spéciale doit être votée pour la réalisation de l'édifice, ceci conformément aux dispositions de l'article 99 de la Constitution.»

La procédure du concours d'idées est décrite à l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'État ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'État, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que les modalités d'appréciation et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique.

En ce qui concerne d'autre part les projets en dessous du seuil d'une loi de financement (40 millions d'euros), un appel à candidature se fera par publication officielle. La Commission de l'aménagement artistique a la possibilité de choisir les artistes parmi ces candidatures pour proposer un projet en fonction de la nature de l'œuvre artistique s'intégrant au mieux dans l'édifice.

Les critères d'évaluation pour le choix de l'œuvre d'art sont notamment l'originalité et l'intérêt artistiques, la cohérence du projet proposé par l'artiste par rapport à l'édifice, l'impact visuel du projet, l'intégration au site, la faisabilité, la pérennité et la facilité d'entretien de l'œuvre d'art et l'adéquation du projet par rapport au prix proposé.

L'attribution du marché se fait dans ce cas conformément à ces critères d'évaluation qui sont d'ailleurs identiques ou similaires à ceux prévus lors d'un concours d'idées précité.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Députée relative à une éventuelle «liste d'artistes luxembourgeois ou étrangers ayant été choisis en vue de fournir des œuvres d'art», mes services sont certes en mesure d'établir un tel inventaire, à l'instar de tout autre inventaire reprenant les fournisseurs ou entreprises ayant travaillé pour le compte de l'État.

Or, il ne s'agit en l'occurrence aucunement d'un relevé sur lequel sont inscrits ou rayés des artistes, comme l'insinue l'honorable Députée, alors que cette façon de procéder serait certainement contraire à la législation en vigueur sur les marchés publics.

Question 1667 (21.9.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **pénurie de postes d'apprentissage**:

Lors d'une réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission du Travail et de l'Emploi en date du 13 juillet 2011, Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il aurait «une entrevue avec les organisations patronales la semaine prochaine afin de trouver des remèdes à la pénurie actuelle de postes d'apprentissage».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- À part l'augmentation de l'indemnité d'apprentissage de 27 à 40% pour les patrons d'entreprises qui encadrent un apprenti rémunéré, quelles sont d'autres démarches proposées à l'issue de cette réunion? Combien de postes d'apprentissage supplémentaires ont été créés depuis cette entrevue?

- En juillet dernier, quelque 500 jeunes étaient encore à la recherche d'un poste d'apprentissage. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de ces jeunes ont trouvé entre-temps un poste approprié?

- Par quels moyens les jeunes qui n'ont pas su trouver un poste sont-ils accompagnés dans leur recherche?

Réponse (14.11.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En date du 4 novembre 2011, 362 jeunes étaient encore inscrits au service Orientation Professionnelle (OP) de l'ADEM en vue d'un placement en apprentissage pour l'année scolaire 2011/2012, dont:

- 237 ayant un niveau de qualification DAP (anciennement CATP);

- 125 ayant un niveau de qualification CCP (anciennement CCM).

À la même date, 222 offres de postes d'apprentissage étaient encore déclarées au service en question, dont:

- 177 ayant un niveau de qualification DAP/CATP;

- 45 ayant un niveau de qualification CCP/CCM.

En tout, 1.544 jeunes ont été assignés en vue d'une conclusion de contrat d'apprentissage, dont:

- 1.135 dans un poste niveau de qualification DAP/CATP;

- 375 dans un poste niveau de qualification CCP/CCM;

- 34 dans un poste d'apprentissage transfrontalier.

La comparaison avec l'année 2010 donne l'image suivante:

	31 décembre 2010	4 novembre 2011
Demandeurs d'apprentissage:	358	362
dont niveau CATP/DAP	210	237
dont niveau CCM/CCP	148	125
Offres d'apprentissage:	263	222
dont niveau CATP/DAP	200	177
dont niveau CCM/CCP	63	45
Placement en apprentissage:	1.428	1.544
dont niveau CATP/DAP	1.129	1.135
dont niveau CCM/CCP	299	375

Les données ci-dessus montrent que cette année 116 jeunes ont été placés en plus, soit une augmentation de 8,12% par rapport à l'année précédente.

Il faut noter que pour certains postes d'apprentissage le nombre de demandeurs est bien inférieur au nombre d'offres. Ceci est le cas pour les métiers/professions (niveau DAP/CATP) suivants:

«charpentier»; «ferblantier-zingueur»; «maçon»; «plafonneur-façadier»; «serveur de restaurant».

Il est à souligner qu'afin de réduire ces déséquilibres et de pouvoir placer autant de jeunes que possible dans un poste d'apprentissage, le service OP sensibilise tous les candidats à l'apprentissage à s'inscrire et à rechercher parallèlement dans trois métiers d'apprentissage différents pour maximiser leurs chances en vue d'une conclusion d'apprentissage.

De même, le service OP organise des actions ciblées comme celle du 5 août 2011. Celle-ci consistait en une sensibilisation en faveur des jeunes demandeurs d'apprentissage dans la profession du «commis de vente». Ce poste comptait alors 200 demandes pour 14 offres.



Les jeunes concernés ont été convoqués par le service d'OP en vue de la présentation des profils de profession du «serveur de restaurant» et du «cuisinier» par des experts de l'Horesca. Environ 50 offres de poste d'apprentissage sur le niveau de qualification CCP étaient déclarées à ce moment dans ces deux professions.

Sur les 200 jeunes convoqués, 42 ont expliqué être en mesure de poursuivre l'école dans une classe de niveau supérieur, 56 se sont excusés, 60 ont été absents sans excuse et 42 ont participé aux ateliers.

Sur ces 42 candidats, 30 jeunes ont été convaincus de rechercher également des postes d'apprentissage dans la profession du «serveur de restaurant» et du «cuisinier», dont trois élèves avaient trouvé jusqu'au 28 octobre dernier un employeur formateur.

Les jeunes qui n'ont malheureusement pas de contrat d'apprentissage seront invités par le service OP de l'ADEM à participer aux sessions de sensibilisation «Bock drop». Celles-ci sont encadrées par différents acteurs étatiques, à savoir le Service National de la Jeunesse (SNJ), l'Action Locale pour Jeunes (ALJ), l'École de la 2^e Chance (E2C) du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que les services «Développement de l'Emploi», «Emploi des Jeunes» et «Orientation Professionnelle» de l'ADEM. Le but de ces sessions est de présenter et d'offrir aux jeunes des solutions ou mesures concrètes comme le Service Volontaire d'Orientation (SVO), l'inscription à l'E2C, le placement en mesure CAE ou CIE, etc.

En ce qui concerne l'apprentissage pour adultes, en date du 4 novembre 2011, 432 personnes ont été assignées, dont:

- 353 ayant un niveau de qualification CATP/DAP;

- 71 ayant un niveau de qualification CITP/CCM/CCP;

- 8 ayant un niveau DT (technicien - mécanicien d'avion).

Les chiffres de l'année 2010 en date du 31 décembre étaient de 455 personnes assignées, dont:

- 374 ayant un niveau de qualification CATP/DAP;

- 74 ayant un niveau de qualification CITP/CCM/CCP;

- 7 ayant un niveau DT (technicien - mécanicien d'avion).

Concernant l'augmentation de l'indemnité d'apprentissage de 27 à 40%, un avant-projet de règlement grand-ducal a été préparé, l'annonce de cette mesure ayant sûrement contribué à encourager les entreprises à prendre davantage de jeunes en apprentissage de niveau CCP/CCM. En effet, 45 postes d'apprentissage de niveau CCP/CCM étaient encore ouverts au 4 novembre dernier contre 63 en 2010 et 375 jeunes ont été placés cette année contre 299 l'année dernière.

Outre cette mesure, les entreprises et les communes sont régulièrement sensibilisées aux différentes mesures qui leur sont à disposition, notamment celles en faveur des jeunes.

Question 1670 (27.9.2011) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la réorganisation des services postaux:

Avant la réorganisation des services postaux, le facteur était entre autres responsable de la distribution du courrier, des journaux et de certaines publicités.

Selon mes informations, cette distribution se fait maintenant en trois voire même quatre tournées distinctes ce qui entraîne une consommation excessive de carburant et en aval des émissions de gaz à effet de serre considérables, ce qui est contraire à la politique du développement durable préconisée par l'Union européenne et suivie par le Gouvernement luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le surplus de kilomètres parcourus par les voitures des P&T?

- Quel est le bilan CO₂ de cette réorganisation?

Réponse (4.11.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

La question parlementaire n°1670 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Il est correct que la réorganisation de la distribution postale a engendré une multiplication des tournées, en sus du réseau de distribution nocturne des quotidiens luxembourgeois et des tournées assurées par les facteurs. Ainsi, dans les régions concernées par la réorganisation, la distribution des publicités non adressées est largement assurée depuis mi-mai via des tournées spécifiques, et la distribution des colis a été confiée depuis mi-juillet à une filiale de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT).

Ces mesures sont cependant à positionner dans un contexte plus global:

- l'EPT prévoyait initialement, pour des raisons opérationnelles et financières, de transférer la distribution des publicités non adressées vers son réseau nocturne des quotidiens, allégeant ainsi le travail des facteurs. Comme l'implémentation de cette solution s'avérait impraticable pour des raisons externes à l'EPT, un réseau supplémentaire de porteurs de publicités était requis, faute de quoi toute la réorganisation de la distribution postale aurait été mise en péril. Pour être parfaitement clair: ce réseau supplémentaire revêt d'un caractère purement transitoire, l'EPT recherchant activement des solutions mieux appropriées;

- la distribution des colis par une filiale de l'EPT est la conséquence de revendications d'alléger les tournées des facteurs, tout en répondant aux besoins d'un marché dynamique des colis qui demande une plus grande flexibilité dans les modes de distribution.

Quant au surplus de kilomètres et le bilan CO₂ en résultant, l'implémentation récente des mesures susmentionnées (à savoir mi-mai pour la distribution des publicités non adressées, respectivement mi-juillet pour les colis) ne permet pas encore de tirer un tel bilan à ce stade-ci.

Il est cependant évident que des considérations écologiques et une politique de développement durable jouent un rôle important, tant pour le Gouvernement luxembourgeois que pour l'EPT. Via son comité de développement durable, l'EPT entreprend des efforts conséquents dans le cadre de son programme «eco+», dont:

- l'utilisation d'électricité verte;

- la construction de nouveaux bâtiments selon des normes environnementales très strictes et faisant l'objet d'une certification officielle;

- l'achat de voitures et camionnettes à faible consommation de carburant, y compris des véhicules LPG, électriques et hybrides;

- etc.

Les résultats d'un «Environmental Measurement and Monitoring System» (EMMS) du secteur postal, initiative sectorielle unique au monde, témoignent d'une réduction significative et continue de l'empreinte écologique du métier postal de l'EPT, bien au-delà des progrès réalisés par d'autres opérateurs postaux.

Encouragée par ces résultats, l'EPT continuera à poursuivre ses efforts de réduire son empreinte écologique, y compris au niveau de la distribution postale.

Question 1671 (25.9.2011) de M. Jean Colombara (ADR) concernant le commerce électronique et le «maintien à domicile»:

In den letzten Wochen und Monaten scheint sich die Idee des Online-Shoppings für Lebensmittel bei den Supermärkten hierzulande immer konkretere Projekte zu wandeln.

Diesen Eindruck kann man gewinnen, wenn man die wiederkehrenden Ankündigungen und parallele Werbung für diese neuen, auf Informations- und Kommunikationstechnologien basierenden Dienstleistungen in den nationalen Medien verfolgt.

Insbesondere ältere Menschen, bei denen die Mobilität aus diversen Gründen etwas nachlässt, könnten aus diesen neuen Dienstleistungen Nutzen ziehen. Der sogenannte „maintien à domicile“ würde konkret unterstützt werden. Durch die Online-Beauftragung könnten die benötigten Artikel regelmäßig bei diesen Dienstleistern bestellt, in der Lieferung zusammengelegt und bis an die Haustür ausgeliefert werden. So könnte der „maintien à domicile“ von älteren Menschen weiter aufrechterhalten und die Autonomie in den eigenen vier Wänden gepflegt werden, wenn die Lebensmittel

„online“ und auf Distanz eingekauft werden könnten und bis nach Hause geliefert würden.

Fragen:

1) Gibt es Zahlenmaterial darüber, wie viele ältere Menschen, die zuhause bleiben wollen, Rückgriff auf solche Dienste nehmen?

2) Wie hoch ist der Prozentsatz in den angelsächsischen bzw. nordischen Ländern, wo diese Dienste bereits seit Jahren bestehen?

3) Wie will die Regierung diese Online-Dienstleistungen unterstützen, um sie noch attraktiver für ältere Menschen zu machen? Welche konkreten Unterstützungsmaßnahmen würden gegebenenfalls ins Auge gefasst werden?

4) Denkt der Minister daran, die Pflegenetze zu motivieren, solche Dienstleistungen in ihr Programm aufzunehmen, zum Beispiel beim Transport von der Haustür in die Abstellräume, bei der Online-Bestellung, bei der Zahlung mit Kreditkarte oder beim Angebot von Schulungskursen für das Online-Shopping?

5) Gibt es bereits eine Liste von Dienstleistern, die solche Unterstützungsmaßnahmen für Senioren und Seniorinnen im Bereich der Abwicklung von Online-Shopping anbieten?

6) Würde die Regierung im Sinne einer Ausweitung der Kompetenzen und Fähigkeiten in dieser Altersgruppe solche Schulungs- und Begleitmaßnahmen mit entsprechenden finanziellen, technischen und logistischen Ressourcen unterstützen wollen?

Réponse (22.11.2011) de Mme Françoise Hetta-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

Es gibt verschiedene Studien beziehungsweise Statistiken über den Rückgriff älterer Menschen auf Online- oder Internetdienste. Die meisten diesbezüglichen Studien sind über das Internet frei zugänglich.

Das Angebot an Online-Dienstleistungen nimmt von Tag zu Tag zu. Eine beträchtliche Zahl von Dienstleistern bieten mittlerweile Online-Shopping an. Auch große luxemburgische Unternehmen haben mittlerweile diesen Markt entdeckt. All diese Unternehmen stehen in einer Konkurrenzsituation zueinander. Aus wettbewerbstechnischen Gründen ist daher das Erstellen einer Liste, die solche Dienstleister aufführt, von staatlicher Stelle aus problematisch.

Finanzielle Unterstützung erfolgt für derartige Unternehmen gemäß den gegenwärtig gültigen Rahmenbedingungen der EU hinsichtlich staatlicher Hilfen für kleine und mittlere Unternehmen.

Question 1673 (29.9.2011) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant le système de remboursement par chèque de la CNS:

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°1218 du 2 février 2011 concernant la convention entre la CNS et la BCEE relative à l'utilisation de chèques (cf. compte rendu n°10/2010-2011), Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Finances avaient confirmé la résiliation unilatérale par la BCEE de ladite convention avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Dans cette convention, l'assuré avait droit à un chèque établi par la CNS, libellé à l'ordre de l'assuré pour le montant remboursable par son assurance sociale et ceci sans frais pour lui-même.

Ce système, utilisé par beaucoup d'assurés, présentait des atouts indéniables puisqu'un remboursement en numéraire a été écarté en 2008.

Vu ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) La CNS a-t-elle trouvé un autre institut financier pour le maintien du système de remboursement par chèque? Dans l'affirmative, quel est cet institut financier et quand la convention sera-t-elle signée entre la CNS et cet institut financier?

2) À partir de quelle date cette nouvelle convention sera-t-elle applicable?

Réponse (4.11.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

La convention conclue entre la Caisse Nationale de Santé (CNS) et la BCEE venant à échéance le 31 décembre 2011, la CNS est entrée en pourparlers avec l'entreprise des P&T qui est disposée à prendre la relève dans ce dossier. Un accord de principe a été donné et un projet de convention est en voie d'élaboration. En principe, il ne devrait pas y avoir d'entraves à la conclusion de cette convention qui devra être prête pour le 1^{er} janvier 2012..

Question 1677 (3.10.2011) de M. Eugène Berger (DP) concernant le bulletin du Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL):

Ces derniers jours un bulletin du CIGL Roeserbann, membre du réseau Objectif Plein Emploi, a été distribué en double exemplaire (version française et version allemande) à tous les ménages de la commune de Roeser. Il est manifeste que le bulletin est un tract politico-publicitaire, le bourgmestre apparaissant à plusieurs reprises sur des photos et signant un éditorial dans lequel il est question des élections communales du 9 octobre.

Considérant l'actuel débat au sujet du financement et de la comptabilité des initiatives pour l'emploi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que la distribution d'un bulletin pareil figure parmi les missions d'une initiative pour l'emploi?

- Est-ce qu'une telle mesure fait partie des dépenses subventionnées par l'État?

Réponse (22.11.2011) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Les conseils d'administration des CIGL du réseau OPE informent régulièrement les habitants de leur commune respective des activités en cours. Ceci est fait par tous les CIGL depuis leur mise en place sous forme de périodiques ou de dépliant distribués en toutes boîtes.

L'article 2.4. «Les coûts administratifs et d'entretien» (point: Publicité pour l'action; ex: petites annonces, affiches, brochures...) du guide administratif actuellement en vigueur indique que les dépenses mentionnées sont éligibles pour le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Le Ministère du Travail et de l'Emploi travaille actuellement sur une version modifiée du guide administratif et financier dans un souci de mieux adapter les éligibilités des dépenses déclarées aux activités des associations qui tombent sous le champ d'application de la loi du 3 mars 2009 et de tenir compte des insuffisances du guide déjà mentionnées dans le rapport d'audit de BST. Dans ce cadre la neutralité politique est absolument à respecter.

Question 1678 (3.10.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant le double remboursement à l'a.s.b.l. ProActif pour engagement de travailleurs handicapés:

Selon mes informations, l'initiative pour l'emploi «ProActif a.s.b.l.» aurait encadré ces dernières années plusieurs travailleurs handicapés. D'aucuns affirment que l'initiative aurait dans ce contexte profité d'un double remboursement pour l'engagement de travailleurs handicapés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de travailleurs handicapés ont été encadrés par l'initiative en question au cours des cinq dernières années?

- Est-il exact que l'initiative a profité d'un double remboursement pour l'encadrement des personnes concernées? Dans l'affirmative, de quels montants indûment accordés s'agit-il?

- Est-ce que cette pratique a, le cas échéant, été redressée entre-temps?

- Est-ce que l'initiative devrait, au cas où les affirmations s'avéreraient être exactes, restituer les concours financiers afférents comme le prévoient les dispositions de l'article 83 de loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État?

Réponse (22.11.2011) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Au cours des cinq dernières années, la répartition de l'effectif «personnel stagiaire» ayant le statut de travailleur handicapé encadré au sein de l'a.s.b.l. ProActif est comme suit:

2007	2008	2009	2010	2011
21	27	28	25	29

Les indemnités versées à cet effet à l'a.s.b.l. ProActif ont été enregistrées en comptabilité de l'association en tant que diminution de charges. De ce fait, il n'y a pas eu de double financement de la part de l'État en la matière.



La subvention au titre de la participation du Fonds pour l'Emploi annuelle a été diminuée d'autant par cette opération.

Question 1679 (3.10.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **violences policières**:

Selon les informations de la presse, les déclarations de la victime présumée et des témoins, le 17 septembre 2011 un jeune Luxembourgeois d'origine africaine aurait subi des brutalités policières. Pour une affaire anodine de carte grise, des agents de police apparemment très jeunes l'auraient plaqué au sol, menotté, emmené au commissariat où il aurait subi des injures racistes et des coups entraînant une légèreté comotieuse cérébrale. Voulant déposer une plainte, on le lui aurait refusé au commissariat - et il l'aurait donc adressée à l'Inspection générale de la Police.

Je voudrais prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'affaire sera l'objet d'une enquête, qu'elle sera menée dans l'urgence qui s'impose et que les résultats seront rendus publics?

- Un commissariat de police peut-il refuser d'accepter une plainte qui le concerne?

- Le Ministre peut-il informer de l'ampleur et de la fréquence de cas semblables de violence policière, de plaintes pour injures racistes, des enquêtes et des suites de ces enquêtes au cours de la décennie passée?

- Comment s'expliquer que les critères de recrutement, la formation initiale, la formation continue et l'accompagnement des jeunes aspirants policiers et policières ne sont pas à même de prévenir de tels comportements?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre pour mieux sauvegarder tant une autorité méritée de la police que le respect de la dignité et des droits des citoyens?

Réponse (14.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'Inspection générale de la Police a acté plainte en date du 21 septembre 2011. Par ailleurs, dans le cadre de l'article 76 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police, le Parquet de Luxembourg a chargé l'Inspection générale d'une enquête judiciaire. Ce dossier judiciaire sera retourné aux autorités judiciaires dans le respect des dispositions procédurales.

La police ne peut refuser de recevoir une plainte, mais dans le cas présent, la question de l'objectivité pourrait se poser.

En 2010, l'Inspection générale de Police a traité 29 enquêtes pour violence policière et deux enquêtes pour injures racistes; (cf. rapport d'activité 2010 de l'Inspection générale de la Police sur le site public www.igp.lu). L'autorité judiciaire est la seule autorité à connaître le suivi de ces affaires.

Les formations de base ainsi que les formations continues portent bien entendu sur les comportements à adopter. Néanmoins importe-t-il de souligner la complexité des situations sur le terrain et les problèmes de reconnaissance d'une autorité généralement contestée ces derniers temps.

Néanmoins, dans un souci d'adaptation permanente de la formation aux besoins du terrain, le Ministère revoit actuellement, en concertation étroite avec la Direction générale de la Police, l'Inspection générale de la Police ainsi que les représentations du personnel, les modalités de fonctionnement de l'École de Police ainsi que les formations enseignées.

Question 1680 (4.10.2011) de **M. Roger Negri** (*LSAP*) concernant la **suppression par la Deutsche Bahn de six trains IC et de l'ICE entre Trèves et Berlin**:

Selon un article de presse, la «Deutsche Bahn» aurait décidé de supprimer, à partir de décembre, trois des six trains IC qui relient Luxembourg au réseau allemand ainsi que le ICE entre Trèves et Berlin. Il est rappelé qu'un accord devrait être signé sous peu entre le Luxembourg et l'Allemagne sur la mise à double voie du tronçon entre Igel et Trèves. Par cet accord, le Gouvernement luxembourgeois s'engage à contribuer huit millions d'euros à ce projet de construction.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations ci-dessus? Dans l'affirmative, quel

est l'impact de la décision allemande sur l'accord à conclure? La participation luxembourgeoise est-elle remise en cause suite à l'évolution récente du dossier?

Réponse (21.11.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1680 l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la suppression par la Deutsche Bahn de trois trains IC qui relient le Luxembourg au réseau allemand ainsi que sur la suppression du train ICE entre Trèves et Berlin.

En effet la DB Fernverkehr AG a décidé de supprimer, à partir du 11 décembre 2011, trois des cinq trains IC entre Luxembourg et Coblenze. Dans un souci de garantir la bonne liaison du Luxembourg au réseau allemand, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère de l'Intérieur, du Sport et de l'Infrastructure de la Rhénanie-Palatinat, ainsi que les CFL, le SPNV-Nord et la DB Regio ont cherché ensemble pour trouver une solution à cette nouvelle situation défavorable pour les clients.

L'on a convenu par conséquent que tous les trains IC entre Luxembourg et Trèves, supprimés à partir du 11 décembre 2011, seront substitués par des trains RE RegionalExpress. Il est à souligner que le train de 16h20 à partir de Luxembourg est prolongé en direct jusqu'à Coblenze. Le train de 19h20 à partir de Coblenze est prolongé en direct jusqu'à Luxembourg de sorte que la correspondance avec les trains en provenance de Cologne/Emden et Francfort/Vienne est garantie. Afin d'assurer le confort des voyageurs, ces trains directs en direction et en provenance de Coblenze seront composés de voitures à double étage des CFL.

Pour les voyageurs en provenance de Luxembourg, cette mesure de substitution permet de garantir la liaison avec Coblenze qui constitue le nœud de communication pour les trains de grandes lignes en Allemagne et au-delà vers l'Est de l'Europe.

Par ailleurs l'on tient à préciser que cette mesure constitue une solution provisoire jusqu'au changement d'horaire mi-décembre 2014, à partir duquel fonctionnera le Rheinland-Pfalz-Takt qui reliera le Luxembourg à Coblenze toutes les heures et qui permettra d'améliorer substantiellement la liaison avec le réseau ferré allemand. L'accord signé en date du 6 octobre 2011 entre le Luxembourg et l'Allemagne sur la mise à double voie du tronçon Igel-Igel-West est en effet une condition nécessaire à la mise en place du Rheinland-Pfalz-Takt à partir de 2014.

Question 1683 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant les **plaintes des patients et impact de l'avis du collège médical**:

Concernant les plaintes des patients concernant des thérapies inadéquates avec résultat néfaste, maints patients s'adressent au collège médical et d'autres patients portent parallèlement leur affaire devant le tribunal. Des situations bizarres peuvent se présenter, notamment si le collège médical attend de transmettre le dossier devant le conseil de discipline, en attendant la sentence du tribunal. Il y a eu des cas où le tribunal a donné raison au patient plaignant même du point de vue déontologique et où le conseil médical a relaxé le médecin incriminé. Devant cette ambiguïté se pose la question de la crédibilité des différentes procédures. Se pose aussi la question de l'impact de l'avis du collège médical sur les patients lésés et les médecins incriminés.

Questions:

1) Est-ce que le collège médical ne devrait pas trancher par le biais du conseil de discipline avant le prononcé de la sentence judiciaire pour éviter ainsi des quiproquos difficiles à comprendre?

2) Quelle est la valeur qualitative d'une décision du collège médical, sachant qu'il y a une certaine réticence de vouloir accuser un confrère ou une consœur?

3) N'y a-t-il pas de risque que le patient lésé soit freiné d'entamer une action judiciaire si le collège médical donne un avis défavorable à une plainte justifiée?

4) N'y a-t-il pas le risque que le médecin responsable continue à pratiquer de la même façon une fois blanchi par le conseil médical pouvant ainsi être un danger pour d'autres patients?

Réponse (9.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais rappeler, sinon expliquer à l'honorable Député la procédure disciplinaire à l'encontre d'un médecin telle qu'elle est prévue par la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical.

Selon l'article 16 de la loi précitée du 8 juin 1999, le président du collège médical peut tout d'abord proposer ses bons offices pour régler les différends qui peuvent naître entre un médecin et son patient.

La saisine proprement dite des juridictions disciplinaires a lieu après instruction préliminaire faite par le président du collège médical.

Cette instruction est diligentée conformément aux articles 21 et 22 de la loi du 8 juin 1999.

Selon l'article 21 de la précitée loi, le président du collège médical instruit les affaires dont il est saisi soit par le procureur d'État, soit sur plainte ou dont il se saisit d'office. Il les défère au conseil de discipline, s'il estime que les faits rentrent dans une des hypothèses visées à l'article 19 de la loi du 8 juin 1999.

Il est tenu de déférer au conseil de discipline les affaires dont il est saisi à la requête du procureur d'État.

L'article 19 énumère les catégories de faits qui peuvent donner lieu à une action disciplinaire devant le collège médical. En effet, selon cette disposition, le Conseil de discipline exerce le pouvoir de discipline sur toutes les personnes relevant de la prédisposition loi pour:

1. violation des prescriptions légales, réglementaires et déontologiques concernant l'exercice de la profession;

2. fautes et négligences professionnelles graves;

3. faits contraires à l'honorabilité et à la dignité professionnelle;

le tout sans préjudice de l'action judiciaire et de l'action disciplinaire prévue par le statut général des fonctionnaires de l'État et celui des fonctionnaires communaux pouvant naître des mêmes faits.

L'article 22 de la loi de 1999 prévoit qu'avant de saisir le conseil de discipline, le président du collège médical dresse un procès-verbal des faits qui ont motivé l'instruction. Il peut s'adresser au procureur général d'État pour voir charger des officiers de police judiciaire de procéder à une enquête.

Toute personne poursuivie devant le conseil de discipline est convoquée par le biais d'une citation qui lui est adressée par lettre recommandée, conformément à l'article 23 de la loi. Cette citation doit contenir un exposé au moins sommaire des griefs formulés à l'égard de la personne citée.

Selon l'article 20 de la même loi, les peines disciplinaires que peut prononcer le conseil de discipline du collège médical sont dans l'ordre de leur gravité:

1. l'avertissement;
2. la réprimande;
3. l'amende d'ordre de 125 à 2.500 euros (5.001 à 100.000 LUF);
4. la subordination de l'exercice de la profession à des conditions déterminées;
5. la suspension du droit d'exercer la profession pour un terme qui ne peut être inférieur à 15 jours ni excéder cinq ans;
6. l'interdiction à vie d'exercer la profession.

L'article 29 de ladite loi prévoit encore que les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie de l'appel, tant par la personne sanctionnée que par le président du collège médical.

L'appel est porté devant le conseil supérieur de discipline.

Ainsi, l'action disciplinaire engagée par un patient devant le collège médical et qui pourra éventuellement donner lieu à une sanction disciplinaire de la part du conseil de discipline est en principe indépendante d'une éventuelle action en responsabilité civile ou pénale qu'un patient pourra entamer devant les juridictions compétentes pour les mêmes faits.

Question 1684 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant le **programme mammographie et la convention avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurés du territoire luxembourgeois**:

En 1992 le programme mammographie a été installé. Il s'adresse aux personnes protégées

des caisses de maladie luxembourgeoises. En 1996 a été signée une convention entre l'État Luxembourgeois et l'Union des Caisses de Maladie instituant le projet-pilote en programme permanent de dépistage du cancer du sein par mammographie. Les critères de qualité sont repris dans les «European Guidelines for Quality Assurance in mammography screening». En 1997 ont été fixées les exigences de qualité technique.

Or, il s'avère que bon nombre de femmes résidentes ne bénéficient pas de ce programme mammographie, car elle ne sont pas assurées par des caisses de maladie luxembourgeoises. De nombreux cas de cancer débutant ont été dépistés avec retard, d'autant plus qu'en privé pas tous les gynécologues bénéficient d'appareils ultraperformants.

Ces retards de diagnostic sont responsables de situations impossibles.

Questions:

1) Pourquoi n'a-t-il pas été conclu des conventions avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurés du territoire, par exemple les assurés de la communauté européenne?

2) Est-ce que de telles conventions sont en vue?

3) Ne serait-il pas souhaitable d'élargir le programme mammographie en vue d'une égalité d'accès à la prévention et au dépistage?

Réponse (14.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant organisation d'un programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie telle qu'elle est actuellement en vigueur fonde sur l'article 17 alinéa 3 de l'ancien Code des assurances sociales (nouveau Code de la sécurité sociale) et ne peut par conséquent se limiter qu'aux seules personnes tombant sous le champ d'application personnel du livre 1^{er} dudit code, lequel a été étendu par le règlement (CE) 1408/71¹ aux personnes protégées non résidentes.

En ce qui concerne plus particulièrement les affiliées, respectivement les coaffiliées du Régime commun d'assurance maladie des Communautés européennes (RCAM), j'avais demandé à la Commission européenne d'étudier les possibilités pour faire examiner ces assurées dans le cadre de l'infrastructure existante au Luxembourg, et plus particulièrement en ce qui concerne le programme de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie.

En effet, en raison du fait que le RCAM n'est pas partie à la convention précitée, ni les conjointes de fonctionnaires européens résidant au Luxembourg, ni les fonctionnaires de nationalité luxembourgeoise engagés auprès des institutions européennes à Luxembourg, ne sont éligibles pour le programme national de dépistage. Toujours est-il que les assurées qui sont couvertes par le RCAM ont droit, selon des périodicités préétablies dans le pays de leur résidence respective, à des examens médicaux concernant différents programmes de dépistage, notamment la mammographie, la coloscopie et l'examen gynécologique.

La participation de fonctionnaires et d'agents des Communautés européennes à un programme national spécifique se heurte essentiellement au principe selon lequel le RCAM, qui est un système d'assurance maladie universel, doit garantir les mêmes avantages à tous les assurés, quel que soit leur lieu de résidence. Dans ces conditions il paraît difficile d'offrir des avantages plus importants aux fonctionnaires et agents résidents au Luxembourg qu'à ceux résidant dans un autre État membre.

Quant aux aspects relatifs à la protection des données personnelles, le cadre légal applicable limite d'ailleurs considérablement la communication d'informations sensibles, en particulier dans le domaine médical.

Or, comme l'évaluation d'un programme national de dépistage du cancer du sein est essentielle, il importe de surcroît de pouvoir assurer l'accès aux données médicales.

¹ Remplacé par le règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

Question 1685 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les effets des benzodiazépines et antidépresseurs sur la maladie d'Alzheimer:

Concernant les médicaments hypnotiques et les calmants de la série des benzodiazépines et les antidépresseurs trois études indépendantes, à savoir une étude française (Bernard Bégar, épidémiologiste à Bordeaux) et deux études anglaises (CFAS1 et CFAS2), ont démontré que ces médicaments étaient responsables de la recrudescence de la maladie d'Alzheimer. Sachant que pour éviter ces effets néfastes, il ne faut utiliser les médicaments incriminés que pendant un laps de temps restreint, se pose la question sur la prescription de ces médicaments à long terme surtout chez les personnes âgées, chez lesquelles la maladie d'Alzheimer survient de plus en plus fréquemment. Ici un problème de santé publique est en train de surgir et il serait opportun d'intervenir le plus rapidement possible.

Questions:

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient de ce phénomène?
- 2) Quels moyens d'action envisage-t-il sur le terrain au niveau du corps médical et au niveau de la population?
- 3) Y a-t-il possibilité d'évaluer tous les malades d'Alzheimer au Luxembourg au sujet de la prise de benzodiazépines et d'antidépresseurs dans leurs antécédents?
- 4) Y a-t-il une possibilité de classer ces médicaments sous la rubrique des stupéfiants?

Réponse (14.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député mentionne, sans indication de références bibliographiques précises, trois études indépendantes qui démontreraient la responsabilité des médicaments de la série des benzodiazépines et les médicaments antidépresseurs dans la «recrudescence» de la maladie d'Alzheimer.

Les études anglaises citées par l'auteur sous l'acronyme CFAS, désignent en fait une étude multicentrique du Royaume-Uni, la «Medical Research Council Cognitive Function and Ageing Study» (MRC CFAS) ayant comme objectif d'étudier les affections de démences ainsi que leurs facteurs de risque par des enquêtes dont le principe est le suivi longitudinal d'un groupe de sujets (cohorte épidémiologique).

Entre autres cette étude a eu comme objectif d'évaluer l'effet de la prise de traitements à effet anticholinergique sur les performances cognitives dans une population de sujets âgés. Ce sujet a d'ailleurs déjà fait l'objet de la question parlementaire n° 1579 de Monsieur le Député.

L'étude française mentionnée par l'honorable Député n'étant pas encore accessible sous forme de publication scientifique, il paraît difficile d'en discuter les résultats. Dans le cas présent il faut savoir si l'association mise en évidence correspond à une relation cause à effet. Il faut donc également examiner les arguments qui plaident en faveur de la causalité de la relation, c'est-à-dire les critères internes à l'étude.

Les études CFAS et autres enquêtes épidémiologiques ont montré que les médicaments à effet anticholinergique pourraient augmenter le risque de déclin cognitif chez certains patients âgés. Physiologiquement le vieillissement entraîne un affaiblissement du système cholinergique qui peut contribuer à l'apparition de ces effets néfastes.

Les benzodiazépines font partie des médicaments introduits sur le marché depuis une cinquantaine d'années et auxquelles le nombre cumulé de sujets exposés est élevé.

Dans une bonne indication, à la bonne posologie et surtout pour une courte durée, les benzodiazépines peuvent être des médicaments efficaces et utiles. Bien prescrire une benzodiazépine suppose d'emblée de programmer son arrêt. Les recommandations internationales dérogent un consensus que les benzodiazépines devraient être prescrites uniquement dans des indications précises et pendant le temps le plus court possible.

Question 1688 (7.10.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence sur les autoroutes par les automobilistes:

La région flamande a récemment autorisé pour la première fois l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence d'une autoroute (E313 Anvers-Liège) par les usagers lors des heures de pointe afin de fluidifier davantage le trafic.

Cet accroissement de la capacité de l'autoroute permet de réduire les embouteillages lors des heures de pointe. Ce système pourrait également résoudre certains problèmes de trafic au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette initiative?
- Ce modèle serait-il transposable au Luxembourg?

Réponse (7.11.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives au système appliqué sur l'autoroute E313 Anvers-Liège autorisant les usagers à circuler sur la bande d'arrêt d'urgence (ci-après la «BAU») lors des heures de pointe.

Mes services ont connaissance de ce système qui est d'ailleurs également déjà en phase d'analyse dans d'autres pays dont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suisse où, à l'instar de la France et de la Belgique, l'utilisation de la BAU est en phase d'essai comme voie supplémentaire.

Il échet tout d'abord de préciser que les caractéristiques spécifiques du réseau autoroutier luxembourgeois (distance moyenne entre échangeurs de l'ordre de 3 km) ne sont pas comparables aux sites d'expérimentation étrangers. Ainsi, la mise en pratique de ce système exige la réalisation de toute une série d'adaptations de la bande d'arrêt d'urgence (BAU). Force est de constater que la largeur des bandes d'arrêt d'urgence ne correspond pas à celle d'une voie de circulation de sorte qu'un élargissement systématique serait de mise.

Un autre point délicat est certainement le nombre important d'échangeurs où le trafic circulant sur la BAU pour aller tout droit doit se partager ces voies de décelération et d'accélération avec le trafic quittant l'autoroute ou y accédant et réaliser beaucoup de manœuvres d'entrecroisement, avec un risque de bouchons pouvant remonter sur des kilomètres. Par conséquent, le gain de l'ajout d'une voie par l'ouverture au trafic de la BAU risque d'être complètement résorbé par ces goulots d'étranglement créés artificiellement.

Enfin, le point le plus problématique en l'occurrence est celui où l'utilisation de la BAU cesse d'être co-utilisée, c'est-à-dire au plus tard aux endroits des sorties vers les lieux de destination. Ici aura lieu inéluctablement une réduction des voies autorisées à la circulation avec des bouchons pouvant remonter sur des kilomètres. Le risque est que le gain de l'ajout d'une voie par l'ouverture au trafic de la BAU risque d'être complètement résorbé par ces goulots d'étranglement créés artificiellement.

Un autre problème à résoudre serait l'encombrement potentiel de la BAU par un véhicule en panne. Les projets réalisés à l'étranger montrent qu'une télésurveillance par caméras vidéo serait nécessaire pour garantir la sécurité du trafic empruntant la BAU.

Dans ce contexte, je suis d'avis que la problématique soulevée par l'honorable Député, à savoir la capacité lors des heures de pointe, ainsi que la question de la priorité des transports publics sur le réseau autoroutier et notamment sur l'axe France-Belgique (A3-A6), ne pourra trouver de solution que dans le cadre de l'élargissement des autoroutes A3-A6.

Question 1689 (8.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la «Research Nurse»:

Im Rahmen der Ankündigung einer Kooperation zwischen der ANIL (Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeoises) und der privaten „Paracelsus Medizinische Universität“ (Salzburg) und der Motivation dieser Initiative mit dem mittelfristigen nationalen Bedarf an Pflegewissenschaftlern stellt sich auch die Frage nach der derzeitigen Regulierung der Pflegewissenschaft in Luxemburg.

In bestimmten Forschungsbereichen, unter anderem in öffentlichen Forschungszentren des Landes, scheinen Pflegefachkräfte zum Einsatz zu kommen, die dann in den offiziellen Veröffentlichungen als „Research Nurse“ geführt werden. Dabei wird allerdings nicht immer ersichtlich, in welchem Maße diese Positionen eine gewisse minimale akademische Qualifizierung erfordern, derweil auf der anderen Seite die Führung des Titels „Research Nurse“ hierzulande oder auf europäischer Ebene geregelt sein könnte.

Es fällt auf, dass im europäischen Ausland Kurse und Studien angeboten werden, die zur akademischen Qualifizierung von „Study Nurse/Research Nurse“ führen.

Fragen:

- 1) Ist die Führung des Titels „Research Nurse“ hierzulande an gewisse Auflagen gebunden?
- 2) Muss die Aktivität als „Research Nurse“ zunächst vom Gesundheitsministerium homologiert werden aufgrund von entsprechenden qualifizierenden akademischen Diplomen, die hierzulande oder im Ausland erworben wurden?
- 3) Wie viele Pflegefachkräfte arbeiten derzeit als „Research Nurse“ im Land und mit welchen Qualifikationen?
- 4) Was sind die Verdienstmöglichkeiten für „Research Nurse“ hierzulande (Anfangsgehalt/Endgehalt)?
- 5) In welchem Maße wird dieser Berufszweig an Bedeutung gewinnen durch die Entwicklung des nationalen Biomedizin-Projektes? Wie viele dieser Fachkräfte werden in Zukunft gebraucht?
- 6) Welche akademischen Studiengänge werden von den zukünftigen „Research Nurses“ erwartet, um eine Anstellung und eine Arbeiterlaubnis erhalten zu können?

Question 1691 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les courants de pensée infirmière:

Am 30. September 2011 informierte die ANIL im Rahmen einer Pressekonferenz über die Initiative zum Angebot in Luxemburg eines Online-Studiums in Pflegewissenschaft mit der Kooperation der PMU Salzburg.

In einem Beitrag auf der Internetseite der ANIL wird darauf hingewiesen, dass in Luxemburg das Gesundheitswesen immer komplexer wird und wir Pflegewissenschaftler brauchen.

Fragen:

- 1) In welchem Zusammenhang steht die Initiative mit der oben zitierten Feststellung, nach der in naher Zukunft Pflegewissenschaftler gebraucht werden?
- 2) Was sind konkrete Projekte, die begonnen werden, im Rahmen derer Pflegewissenschaftler mit akademischen Abschlüssen gebraucht werden?
- 3) Wie viele Pflegewissenschaftler/innen sind bereits in diesem Zusammenhang in Luxemburg angestellt und in welchen öffentlichen Institutionen arbeiten sie?
- 4) In welcher Rolle steht das Gesundheitsministerium in dieser Initiative? Unterstützt der Minister die Initiative als Idee, als Projekt mit finanziellen Zuschüssen oder gar auch durch gesundheitspolitische Initiativen mit konkreter Pflegeforschung?
- 5) Was sind potenzielle öffentliche Institutionen, in denen Pflegewissenschaftler zukünftig eine Arbeitsstelle finden könnten?
- 6) In welchem Maße können interessierte Personen an diesem Studiengang teilnehmen und von einem Mentoring des Gesundheitsministeriums oder einer anderen öffentlichen Institution des Gesundheits- respektive Sozialwesens profitieren? (Mentoring im Sinne von finanzieller Unterstützung bis Angebot eines Anstellungsangebots bei erfolgreichem Abschluss des Studiums)

Question 1692 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la reconnaissance des diplômes des courants de pensée infirmière:

In den vergangenen Jahren wurden öfters wohlgemeinte Initiativen genommen, um Hochschulstudienangebote anzubieten, insbesondere für die Fort- und Weiterbildung von Pflegefachkräften. Man erinnert sich unter anderem an die Initiative, die darin bestand, ein „DUT Management Social et Management de la Santé“ zu betreiben oder auch das Studienangebot eines „Masters in Gerontologie“.

Das Interesse für diese Studiengänge war in der Tat groß und viele Fachkräfte schrieben sich voll motiviert für die Kurse ein. Alles schien klar zu sein, auch was die Anerkennung der Diplome bei Studienabschluss anging sowie auch die Möglichkeiten, in Managementpositionen

des Gesundheits- und Sozialwesens aufzusteigen. In der Wirklichkeit scheint es dann in der Folge etwas anders abgelaufen zu sein.

Das derzeitige Angebot eines sicherlich interessanten Studiengangs in Pflegewissenschaften durch die ANIL in Kooperation mit der privaten Paracelsus Medizinischen Universität (PMU) aus Salzburg wirft wiederum dieselben Fragen auf wie jene, die sich bei dem Angebot des DUT (Diplôme Universitaire de Technologie) oder des angesprochenen Masters stellten.

Fragen:

- 1) Inwieweit verfolgt das Hochschul- respektive das Gesundheitsministerium diese ANIL-Initiative?
- 2) Ist der Studiengang in der Bologna-Prozedur validiert? Soll die Präsenz des Gesundheitsministers bei der Vorstellung des Online-Studiengangs und der Unterzeichnung des Kooperationsvertrags am 30. September 2011 Zeugnis dafür ablegen, dass diese Fragen im Vorfeld endgültig abgeklärt wurden?
- 3) Wie wurden die Studienabschlüsse sowohl im „DUT Management Social et Management de la Santé“ als auch im „Master in Gerontologie“ in Luxemburg anerkannt? In welchen Kategorien des Bologna-Prozesses sind wir angesiedelt?
- 4) Welches Ministerium ist verantwortlich für die Validierung dieses ANIL-PMU-Studiengangs, die Anerkennung des Abschlusses und die einwandfreie Homologierung im „Registre des titres d'enseignement supérieur“?
- 5) Welche Maßnahmen gedenkt die Regierung für all jene einzurichten, die den Studiengang erfolgreich abschließen und dann doch keine diesem Wissensstand äquivalente Arbeitsstelle in Luxemburg finden?
- 6) Gedenkt die Regierung eine Liste all jener Studierenden zu führen, die einen Studiengang in Pflegewissenschaften beginnen, um so das Angebot und die Nachfrage an solchen Spezialisten mit verwalten und gestalten zu können?

Réponse commune (16.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Die oben angeführten Anfragen befassen sich mit der Thematik der Pflegewissenschaften sowie verwandter Weiterbildungen für Krankenpfleger/-schwestern, sowohl was die Studiengänge als auch die Ausübung der Berufe oder die Anwendung dieser Weiterbildungen angeht. Da die Anfragen in sehr kurzem zeitlichem Abstand gestellt wurden und da sie sich zudem inhaltlich sehr ähneln, werden sie gemeinsam im Rahmen der folgenden Antwort behandelt.

Bedingt durch die ständige Weiterentwicklung der wissenschaftlichen Erkenntnisse und der Behandlungsmethoden im Pflegesektor sind das Berufsbild sowie der Aufgabenbereich der Pflegekräfte einem steten Wandel unterzogen. Die fortwährende Technologisierung des Gesundheitswesens hat zu einer Spezialisierung der einzelnen Ausbildungsbereiche im Sektor der Pflegekräfte geführt und dazu, dass deren Kompetenzgebiet immer komplexer wird. Demnach ist es wahrscheinlich, dass spezialisierte Fachkräfte auf dem Gebiet der Krankenpflege und auch im Forschungsbereich in Zukunft gebraucht werden. Folglich stehen die unterzeichneten Minister Ausbildungsinitiativen in besagten Fachbereichen auch wohlwollend gegenüber. Dies gilt beispielsweise für den von der ANIL vorgestellten Online-Studiengang der Paracelsus Medizinischen Universität im Bereich der Pflegewissenschaft.

Die Paracelsus Medizinische Universität Salzburg ist eine private Universität, die gemäß den dortigen Bestimmungen von den österreichischen Behörden akkreditiert wurde. Des Weiteren bietet diese Universität Online-Kurse im Bereich der Pflegewissenschaft an. Da es sich um einen in Österreich akkreditierten Online-Provider handelt, benötigt dieser keine Akkreditierung in Luxemburg.

Studienabschlüsse werden generell wie folgt im europäischen Qualifikationsrahmen angesiedelt:

Level 5: DUT Management Social et Management de la Santé

Level 6: Bachelor

Level 7: Master (also auch Master in Gerontologie)

Das Ministerium für Hochschule und Forschung lässt öffentliche und private Studiengänge von ausländischen, in Luxemburg agierenden Hochschuleinrichtungen akkreditieren, sofern die Studiengänge zu einem Diplom führen. Das Gesetz vom 19. Juni 2009 „Loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur“ liefert hierzu die Grundlage.



Der Beruf der „Research Nurse“ oder des „Pflegerwissenschaftlers“ ist kein offiziell anerkannter Gesundheitsberuf gemäß dem Gesetz vom 26. März 1992 über die Berufsausübung und Revalorisierung verschiedener Gesundheitsberufe. Folglich sind auch die Aktivitäten der „Research Nurse“ oder des „Pflegerwissenschaftlers“ nicht reglementiert. Jedoch muss die Person, welche diesen Tätigkeiten nachgehen will, im Falle der Ausübung von Aktivitäten/Techniken, welche per großherzogliche Verordnung der/dem zugelassenen Krankenschwester/Krankenpfleger oder einem anderen Gesundheitsberuf vorbehalten sind, über eine Ausübungserlaubnis des Ministers für Gesundheit verfügen. Jedoch können gemäß Artikel 5 des genannten Gesetzes Krankenschwestern/Krankenpfleger, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten haben, das Tragen ihres jeweiligen akademischen Titels beantragen (gegebenenfalls des Titels „Research Nurse“). Zudem muss eine Einschreibung des Universitätsdiploms in das „Registre des titres d'enseignement supérieur“ beim Hochschulministerium beantragt werden.

Da weder der Beruf der „Research Nurse“ noch der des „Pflegerwissenschaftlers“ zurzeit als Gesundheitsberuf reglementiert ist, sind keine finanziellen Zuschüsse an die Studierenden seitens des Ministeriums für Gesundheit vorgesehen. Studierende fallen unter die Bestimmungen der „Aide financière de l'État pour études supérieures“, sofern sie in einem Diplomstudienangang an einer Hochschule eingeschrieben sind.

Des Weiteren können demnach auch noch keine Angaben über die Anzahl der Personen, welche dieser Tätigkeit nachgehen, die Verdienstmöglichkeiten, den Fachkräftebedarf sowie die zukünftigen Beruhsanforderungen und Arbeitsstellen gemacht werden.

Question 1690 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'hélicoptère de l'Air Rescue:

In der Notfallversorgung des Landes spielt der Einsatz des Air-Rescue-Helikopters eine lebensrettende Rolle. Viele Menschen verdanken nach akuten Krisen, Anfällen und Unfällen dieser Einrichtung ihr Leben.

Auf der anderen Seite ist demgegenüber auch gewusst, dass es immer wieder Einsätze gibt, für die schlussendlich die Entsendung eines Helikopters nicht gerechtfertigt war.

Fragen:

- 1) Wie viel kostet eine Stunde Einsatz des Air-Rescue-Helikopters in der nationalen Notfallversorgung?
- 2) Gibt es Statistiken über die Einsätze des Air-Rescue-Helikopters über die Jahre?
- 3) Wie entwickeln sich die globalen Zahlen, was die Einsätze anbelangt?
- 4) Gibt es gesicherte Informationen über die medizinischen Diagnosen, die bei Patienten gestellt wurden, die in akuten und gefährdenden Gesundheitsnotfällen mit der Air Rescue in die diensttuende Klinik transportiert wurden?
- 5) Gibt es gesicherte Erkenntnisse darüber, wie viele Transfers medizinisch nicht gerechtfertigt waren?
- 6) Wurde bisweilen ein Audit über diesen Teil der Notfallversorgung in Luxemburg vorgenommen? Wenn ja, was waren die Erkenntnisse?
- 7) Wie kann der Air-Rescue-Einsatz noch gezielter und effizienter gestaltet werden? Welche Rolle kann die Informationsannahme im Notruf-Call-Center des 112 spielen, um eine präzisere Analyse der Notfallsituation zu erlauben und so über die Notwendigkeit des Air-Rescue-Helikoptereinsatzes zu entscheiden?
- 8) Wie wird in spezifischen Notfallsituationen über den Einsatz des Air-Rescue-Helikopters oder alternativer Versorgungsmittel entschieden? Werden die Entscheidungsfindungen dokumentiert?
- 9) Werden die Entscheidungen von unabhängiger Seite im Nachhinein als Qualitätskontrollmaßnahme validiert? Wenn ja, durch wen?

Réponse commune (21.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En vertu d'une convention conclue avec l'État, Luxembourg Air Rescue (LAR) se voit allouer chaque année un subside à hauteur de 515.000 € pour financer les coûts engendrés par les interventions des hélicoptères de la LAR; ceci dans le cadre des interventions du SAMU. Les activités de la LAR s'inscrivent dans le cadre général du fonctionnement du SAMU.

Une convention conclue entre l'UCM (CNS) et la LAR prévoit les modalités de mise en compte des prestations de transport des personnes protégées par hélicoptère sanitaire lorsque ces transports sont pris en charge par l'assurance maladie respectivement l'assurance accident. Les articles 11 et 12 de ladite convention prévoient les tarifs suivants:

«Art. 11. L'indemnité par minute de vol s'élève à 44,55 euros.

Le temps de vol est déterminé par minute comprise dans le block time.

La prise en charge par l'assurance maladie inclut les vols d'aller et de retour effectués lors d'un transport de malade ou de blessé.

Art. 12. La LAR a en sus le droit de mettre en compte les forfaits suivants:

- pour le matériel utilisé dans le cas de réanimation cardiaque, un forfait s'élevant à 99 euros;
- pour le nettoyage de l'hélicoptère et des instruments médicaux, un forfait s'élevant à 74 euros;
- pour l'administration d'oxygène, un forfait s'élevant à 44 euros;
- pour la désinfection de l'hélicoptère et des instruments médicaux, uniquement en cas de transport d'un sujet atteint d'une affection contagieuse, un forfait s'élevant à 195 euros.»

Le tarif pour une minute de vol a été adapté pour la dernière fois en décembre 2008.

Les interventions de la LAR dans le cadre du SAMU s'élèvent à 805 unités pour 2008, à 844 pour l'année 2009 et à 932 pour l'année 2010.

L'évolution du nombre des transports par hélicoptère, exprimé en minutes de vol, pris en charge par l'assurance maladie, se présente comme suit:

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Minutes de vol	20.006	20.843	16.974	22.134	23.454

En cas d'un appel de détresse au Central des Secours d'Urgence (CSU 112) de l'Administration des Services de Secours, le préposé du CSU 112 juge, suivant des critères définis et les indications reçues lors de l'appel, du degré d'urgence et de la nécessité d'une intervention médicale.

Au cas où le préposé estime, suivant les informations reçues, qu'une intervention médicale s'impose, il alerte le médecin du SAMU. Il incombe au médecin du SAMU de juger de l'opportunité de se déplacer par un moyen terrestre ou aéroporté. De façon générale, le médecin choisit le moyen de transport le plus rapide, ce qui est normalement le cas lorsque le lieu d'intervention est situé à plus de 15 km de l'hôpital de garde ou lorsque les conditions de trafic laissent supposer des délais d'intervention importants. La question sur la justification ex post ne se pose donc pas, puisque la décision d'utiliser le SAMU aéroporté est un jugement lié aux informations disponibles au moment de l'alerte, même si par après il s'avère que ces informations étaient fautives. Le jugement du préposé du CSU 112 est donc largement tributaire de la qualité de l'information disponible au moment de l'appel d'urgence.

Le diagnostic médical final est établi par les médecins prenant en charge le patient à l'hôpital de garde. Le diagnostic fait partie intégrante du dossier médical du patient qui est soumis au secret médical. L'Administration des Services de Secours n'a donc pas de possibilité de faire un lien entre le diagnostic final et la justification d'une intervention SAMU, qu'elle soit effectuée par voie terrestre ou aéroportée.

Les critères pour juger de l'opportunité d'une intervention médicale ont été adaptés en 2010 en tenant compte des critères applicables dans nos pays voisins et font partie intégrante des fiches réflexes dont disposent les préposés du CSU 112. Les critères de décision se basent sur le retour d'expérience gagné au cours des dernières décennies. L'optimisation de la fiche réflexe sur la justification d'une intervention médicale a cependant ses limites, puisque la qualité du jugement du préposé du CSU 112 dépend essentiellement du maillon le plus faible de la chaîne décisionnelle, qui reste finalement l'information reçue lors de l'appel d'urgence.

Il y a lieu de souligner que toute décision du préposé du CSU 112, toute démarche et toute communication vocale sont enregistrées et archivées. En cas de problème, d'équivoque ou de litige, les décisions du CSU 112 peuvent ainsi être retracées et vérifiées.

Question 1695 (11.10.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la décote de plus de 60% pour les créanciers de la Grèce:

E Méindeg, den 10. Oktober, huet de Chef vum Eurogroup, de Jean-Claude Juncker, am éisträichesche Fernseh (ORF2) op d'Fro, ob fir Griichenland e Scholdeschneitt vu 50% oder 60% diskutéiert géif, dës Äntwert ginn: „Mir schwätzen iwweier méi.“

Dofir géif ech gären dem Här Finanzminister dës Fro stellen, fir de Fall, wou de Scholdeschneitt fir Griichenland géif bei 60% leien:

- 1) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat d'bilateral Engagementer a Garantie betrëfft?
- 2) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat europäesch Engagementer, zum Beispill am EFSF an an der BCE, betrëfft?
- 3) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat international Engagementer, zum Beispill am IWF, betrëfft?
- 4) Wat fir Répercussiounen hätt esou e Scholdeschneitt op d'Lëtzebuerger Finanzplaz?

Réponse (18.11.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à une interview que Monsieur le Premier Ministre a donnée à une station de télévision étrangère. Il convient de relever que les faits évoqués lors de cette interview ont entre-temps été confirmés par le sommet des chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro qui, en date du 26 octobre 2011, ont décidé que: «La participation du secteur privé joue un rôle vital pour ramener l'endettement de la Grèce à un niveau supportable. C'est pourquoi nous nous félicitons des discussions en cours entre la Grèce et ses investisseurs privés visant à trouver une solution permettant d'approfondir la participation du secteur privé.

Parallèlement à un programme de réforme ambitieux pour l'économie grecque, la participation du secteur privé devrait garantir la diminution du ratio de la dette grecque au PIB, l'objectif étant de parvenir à un taux de 120% d'ici 2020. À cette fin, nous invitons la Grèce, les investisseurs privés et toutes les parties concernées à mettre en place un échange volontaire d'obligations avec une décote nominale de 50% sur la dette nationale grecque détenue par les investisseurs privés. Les États membres de la zone euro contribueront à l'ensemble des mesures relatives à la participation du secteur privé à hauteur de 30 milliards d'euros. Sur cette base, le secteur public est disposé à fournir un financement supplémentaire au titre du programme pour un montant allant jusqu'à 100 milliards d'euros jusqu'en 2014, y compris la recapitalisation requise des banques grecques. Le nouveau programme devrait être arrêté d'ici la fin de 2011 et l'échange d'obligations devrait être mis en œuvre au début de 2012. Nous demandons au FMI de continuer de contribuer au financement du nouveau programme grec.»

L'aide accordée à la Grèce s'élève à environ 100 milliards jusqu'en 2014 et est constituée d'une contribution par les États membres par les prêts bilatéraux (ce qui est actuellement le cas pour le 1^{er} programme), d'une contribution par la Facilité européenne de stabilité financière (FESF) (ce qui sera le cas pour le 2^e programme) et également par une contribution du FMI.

C'est le secteur privé qui est visé par les décisions prises le 26 octobre 2011. Ces décisions n'ont en effet pas d'impact sur les prêts bilatéraux que le Luxembourg a accordés à la République hellénique étant donné que la décote visée par l'extrait reproduit ci-dessus s'applique uniquement à la dette détenue par les investisseurs privés.

Ainsi, l'application de la décote susmentionnée n'a pas d'implications directes pour le budget de l'État. Par ailleurs, elle n'a pas d'implication pour les engagements implicites de l'État luxembourgeois vis-à-vis de la FESF étant donné que la FESF n'a pas encore accordé de prêts à la République hellénique. C'est toutefois par une garantie via la FESF que les États membres de la zone euro contribueront à l'effort du secteur privé et ceci à hauteur de 30 milliards d'euros. Cette garantie via la FESF n'aura pas d'impact budgétaire direct.

Finalement, l'État luxembourgeois ne dispose pas d'informations chiffrées concernant l'impact de l'application de cette décote sur les titres grecs détenus dans le portefeuille de la Banque centrale européenne (BCE) étant donné que la BCE n'a pas de comptes à rendre aux gouvernements de la zone euro sur la conduite indépendante de la politique monétaire.

L'État luxembourgeois, en tant qu'État membre du Fonds monétaire international (FMI), participe indirectement aux prêts accordés à la Ré-

publique hellénique par le FMI. Or, le financement par le FMI d'une assistance financière à un pays n'a pas d'implications budgétaires directes pour les États membres du FMI, le FMI étant une «quota-based international financial institution». Ceci dit, en cas d'augmentation de capital du FMI, l'État luxembourgeois y contribue conformément à sa quote-part dans le capital du FMI. Il convient de relever que les prêts accordés par le FMI bénéficient du statut de créancier privilégié (preferred creditor status) et ils ne sont pas affectés par l'application d'une décote sur les engagements détenus par des créanciers privés.

Une restructuration de la dette publique grecque ne pose pas de risques pour la stabilité financière de la place financière de Luxembourg. Les expositions des banques, fonds d'investissement et entreprises d'assurance luxembourgeoises à la dette souveraine grecque sont relativement modérées et les pertes éventuelles pourront être absorbées par les institutions financières luxembourgeoises sans pour autant affecter leur solvabilité.

Question 1696 (12.10.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant l'utilisation d'un «Statstrojaner» au Luxembourg:

Suite aux révélations sur l'utilisation de logiciels d'espionnage «Statstrojaner» par la police allemande (BKA), j'aimerais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que de tels programmes d'espionnage d'ordinateurs sont également utilisés par la Police grand-ducale?

2) Dans l'affirmative, quelle est la base légale pour l'utilisation de tels logiciels d'espionnage? Dans la négative, est-ce qu'il y a une disposition législative qui interdit le recours à ces logiciels?

Réponse (22.11.2011) de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La Section «Nouvelles Technologies» du Service de police judiciaire, chargée de l'exploitation des données informatiques, n'utilise pas de programmes de surveillance de système informatique.

Aucune disposition légale n'interdit le recours à ces programmes.

Question 1697 (12.10.2011) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant l'introduction d'un système de bornes pour voitures électriques:

Suivant nos informations, votre direction de l'Énergie préparerait actuellement l'introduction d'un système de bornes de recharge pour voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que nos informations en relation avec l'introduction d'un tel système de bornes de recharge sont correctes? À quel stade d'avancement se trouve la planification d'un tel système? Qui sont les partenaires avec lesquels ce système est planifié?

2. De quelle façon l'alimentation de ces bornes avec de l'électricité verte, en provenance de sources renouvelables, est-elle assurée? Qui serait le ou quels seront les fournisseurs d'électricité verte?

Réponse (7.11.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'introduction d'un système de bornes de recharge pour voitures électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Au Luxembourg, un début de développement de la mobilité électrique est en train de se faire tant au niveau communal qu'au niveau privé et des premiers projets pilote se sont déjà concrétisés. Autour de ces activités, une filière de l'électromobilité a commencé à se structurer grâce à la création de la plateforme «Elektromobilité», plateforme qui s'est donné comme vision d'élaborer un concept de mobilité électrique durable avec la mise en place d'une activité de recherche et d'innovation et le développement de services avec les acteurs nationaux,

le secteur privé et de la recherche. Cette plateforme compte aujourd'hui plus de 50 entreprises et institutions membres.

Conscients de ces développements et mouvements, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en collaboration étroite avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation, ont décidé de charger un cabinet de conseil avec la réalisation d'une étude permettant de définir, dans un processus collaboratif avec les parties prenantes au Luxembourg, un concept national structuré et partagé de mise en œuvre concrète et coordonnée de l'électromobilité au Luxembourg.

Les parties prenantes qui participent à l'élaboration d'un tel concept national sont notamment les gestionnaires de réseau, les fournisseurs d'électricité, le Centre de Recherche Public Henri Tudor et les autres membres de la plateforme «Électromobilité».

L'objectif de cette étude est de préciser les spécificités des besoins luxembourgeois dans ce domaine, de faire un état des lieux de l'expérience et des initiatives luxembourgeoises et européennes dans la mobilité électrique, de synthétiser les tendances de fond en termes techniques, économiques et de normalisation concernant les infrastructures de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables et finalement de mettre à plat les grandes variantes d'infrastructures de recharge possibles pour le Luxembourg. L'étude tient notamment compte de la caractérisation de l'infrastructure de charge, du modèle d'approvisionnement en électricité des bornes de recharge publiques, des acteurs potentiellement responsables du déploiement et de l'exploitation des bornes de recharges tout comme des modèles de financement possibles. Elle s'efforce de caractériser une plateforme globale informatique permettant la communication entre les utilisateurs, les voitures et les stations de recharge d'une part, les fournisseurs d'électricité d'autre part ainsi que l'implication active des gestionnaires de réseau concernés. Y vont également être traitées la question de l'électricité pouvant alimenter les bornes de recharge et celle du libre choix du fournisseur dans le cadre des marchés libéralisés de l'énergie.

À ce stade, ni une décision concernant le déploiement des bornes, ni une décision sur la forme de l'approvisionnement en énergie électrique de ces bornes n'ont été prises.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1700 (13.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'achat en ligne de médicaments:

Für ältere und mobilitätseingeschränkte Menschen werden die elektronischen Anwendungen (unter anderem eHealth und e-commerce) immer mehr zum praktischen Mittel, ihren verbleibenden Grad an Selbstversorgung relativ hoch zu halten. So ist es seit einiger Zeit möglich, Rezepte an ausländische Online-Apotheken zu senden und um die Auslieferung per Post/per Paketdienst der ärztlich verschriebenen Medikamente zu bitten.

Derweil die Dienstleistung einwandfrei funktioniert, insbesondere auch von Interesse sein kann, wenn die Auslieferung von Medikamenten hierzulande wegen bekannter und gehäufte Vorkommnisse von „rupture de stock“ nicht möglich sein sollte oder nur mit erheblichen Verzögerungen zustande käme, so stellen sich doch Fragen bezüglich der Möglichkeiten, die anfallenden Beschaffungskosten von der Gesundheitskasse zurückerstatten lassen zu können.

Fragen:

- 1) Wie steht die Gesundheitskasse zu Medikamenteneinkäufen bei Online-Apotheken?
- 2) Gibt es Möglichkeiten, die Beschaffungskosten für ärztlich verordnete Medikamente von der Gesundheitskasse zurückerstatten zu lassen? Wenn ja, welche Rückerstattungstarife werden dann angewandt?
- 3) Gibt es Einschränkungen bei der Beschaffung von Medikamenten bei Online-Apotheken, auf die der Versicherte achten muss?
- 4) Welcher Rückerstattungstarif wird durch die Gesundheitskasse angewandt, insbesondere im Fall eines Medikaments, das billiger bei der Online-Apotheke beschafft werden kann als der offizielle Verkaufspreis, der auf der positiven Liste der Gesundheitskasse hierzulande festgelegt wurde?

5) Gibt es in Luxemburg Online-Apotheken, bei denen Medikamente per Post bezogen werden können?

6) Welches sind die rechtlichen Rahmenbedingungen für den Vertrieb von Medikamenten per Post hierzulande?

7) Wenn es noch keine rechtlichen und regulatorischen Rahmenbedingungen hierzulande geben sollte, für wann kann mit einer Konkretisierung von entsprechenden Formalitäten gerechnet werden?

8) Wie viele Anfragen auf Rückerstattungen von Medikamenteneinkauf bei Online-Apotheken durch CNS-Versicherte gehen pro Jahr bei der Gesundheitskasse ein und auf welche Gesamtsumme chiffrieren sich diese Forderungen?

Réponse (10.10.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je me permets de renvoyer à ma réponse à la récente question parlementaire n°1313 de Madame la Députée Nancy Arendt relative à l'importation illégale de médicaments (cf. *compte rendu n°14/2010-2011*), de laquelle il ressort que la législation luxembourgeoise interdit en principe toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital.

Ce principe s'applique également à la vente par correspondance et notamment à la vente de médicaments par Internet. Toutefois, depuis un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 11 décembre 2003, les ventes en ligne par des pharmacies autorisées au Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne sont licites pour autant que les médicaments vendus soient autorisés au Luxembourg et que la délivrance n'y soit pas soumise à prescription médicale. Pour plus de précisions à cet égard, je me permets de renvoyer à ma réponse du 17 mars 2007 à la question parlementaire n°1633 (cf. *compte rendu n°10/2006-2007*).

Il résulte de ce qui précède que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont illicites au Luxembourg.

Pour ce qui concerne la question du remboursement, la prise en charge de médicaments par la CNS se limite strictement aux médicaments de la liste positive qui reprend les prix publics maxima respectifs avec les taux qui s'y appliquent. Si la facture porte sur un prix inférieur au prix de la liste, le taux s'applique à ce prix inférieur. Lorsque le prix facturé est supérieur au prix de la liste, le taux s'applique au prix de la liste.

Étant donné que pour un médicament en vente libre au Luxembourg la vente par Internet et la vente par correspondance sont licites, les factures afférentes sont remboursables par la CNS dans les conditions décrites ci-avant. À noter toutefois que les médicaments en vente libre au Luxembourg ne figurent en règle générale pas sur la liste positive.

La CNS n'a pas connaissance de factures remboursées portant sur des médicaments vendus par le biais d'Internet ou par correspondance.

Question 1702 (14.10.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant l'interdiction générale de fumer dans les cafés et bistrotts:

Monsieur le Ministre de la Santé a récemment déclaré vouloir déposer un projet de loi qui vise à introduire une interdiction générale de fumer dans les cafés et bistrotts. Il me revient toutefois que le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme envisage une autre solution dans ce domaine, à savoir le libre choix du propriétaire concernant l'interdiction de fumer dans son café.

Connaissant l'énorme importance du secteur de la restauration et du tourisme pour l'économie luxembourgeoise, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Est-il exact que le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme s'oppose à l'introduction de l'interdiction totale de fumer dans les cafés et bistrotts? Dans l'affirmative, quelle solution le Ministère préconise-t-il?

- Au cas où l'interdiction de fumer était généralisée, par quels moyens financiers le Ministère entend-il venir en aide aux cafetiers et taverneiers?

Réponse (22.11.2011) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

En date du 29 avril 2011, le Gouvernement a pris connaissance du bilan de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

À cette occasion, le Conseil de Gouvernement a initié Monsieur le Ministre de la Santé d'élaborer un avant-projet de loi visant le «renforcement de la protection des non-fumeurs et mettant un accent particulier sur les jeunes».

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, comme d'ailleurs le Gouvernement dans son ensemble, prend au sérieux les soucis du secteur Horeca et s'est engagé à procéder à des concertations avec les concernés dans le cadre de l'élaboration du projet de loi.

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme et le Ministère de la Santé se concertent à ce sujet.

Question 1704 (16.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le «Carnet radiologique»:

In der InSight SantéSécu-Ausgabe 2/2006 wird im Beitrag „eHealth: Weit mehr als nur Vision“ davon berichtet, dass der „Carnet radiologique“ eines der ersten eHealth-Projekte gewesen sei, das bereits finanziell vom Gesundheitsministerium unterstützt wurde. Dabei handele es sich um einen Pass, der alle Röntgenuntersuchungen auflistet, um Doppeluntersuchungen zu verringern. Es scheint so zu sein, dass bereits im Jahre 2001 in Artikel 10 des Règlement grand-ducal vom 16. März 2001 auf eine solche Initiative gesetzt wurde und ein erstes Projekt im Jahre 2005 in Angriff genommen wurde. Eine Redefinition wurde dann später im Rahmen von Cara II vorgenommen. Dem Vernehmen nach wäre eine erste praktische Implementierung eines Pilotprojekts „Carnet radiologique“ in einer luxemburgischen Klinik für 2007 geplant gewesen. Auch wird darauf hingewiesen, dass der „Carnet radiologique“ hierzulande als Vorläufer der elektronischen Patientenakte angesehen werden könne.

Fragen:

- 1) Wie steht es mit dem Projekt phare „Carnet radiologique“? Wann können die Versicherten im Luxemburger Gesundheitswesen in den Genuss dieses elektronischen Passes kommen?
- 2) Wie steht es allgemein um den Fortgang der Arbeiten um das nationale strategische eHealth-Projekt?
- 3) Inwiefern haben etwaige Verzögerungen bei der Umsetzung des eHealth-Projektes direkten oder indirekten negativen Einfluss auf die Forschungsarbeiten, die im Biomedizin-Projekt (u. a. personalisierte Medizin) umgesetzt werden sollen?
- 4) Was sind die Gründe für etwaige Verzögerungen bei der Umsetzung von eHealth-relevanten Projekten?
- 5) Was sind konkrete, verpflichtende zukünftige Daten bei der Konkretisierung von eHealth-Projekten und wie ist das Timing, das mit den vertraglich gebundenen Firmen ausgehandelt wurde?
- 6) Stimmt es, dass Luxemburg eine schlechte Leistung in Sachen eHealth aufweist (Health Consumer Powerhouse 28. September 2009)?
- 7) Wieso werden den Patienten nicht etwa regelmäßig Papierdaten aus der CNS-Datenbank zugestellt, auf denen Details der radiologischen Untersuchungen der letzten fünf bis zehn Jahre aufgelistet sind, damit die Patienten sie als Unterlagen mit in die Klinik oder zum Arzt nehmen können, solange der elektronische „Carnet radiologique“ nicht angepasst ist?

Réponse (24.11.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:

Wie vom ehrenwerten Abgeordneten hervorgehoben, wurde mit dem Projekt „carnet radiologique“ als Vorläufer einer elektronischen Patientenakte im Jahre 2005 im Rahmen von eSanté begonnen.

Das Projekt „Carnet radiologique“ ist in vieler Hinsicht zu einem wertvollen Pilotprojekt geworden. Die vielen und anregenden Diskussionen mit den Ärzten und Radiologen haben es ermöglicht, die Bedürfnisse der zukünftigen Anwender besser zu verstehen und zu berücksichtigen. Dabei wurde klar, dass das Projekt „carnet radiologique“ eigentlich über die Idee eines „elektronischen Passes“ hinausgehen sollte.

Weiter hat sich herauskristallisiert, dass die für 2007 erwogene Pilot-Realisierung im Rahmen eines Forschungsprojektes durch den „Santec“, eine Abteilung des Centre de Recherche Public (CRP) Henri Tudor, zwar denkbar gewesen wäre, jedoch dem Datenschutz und den Patientenrechten nicht in genügendem Maße hätte Rechnung tragen können.

Es wurde somit in der Folge beschlossen, dass der „carnet radiologique“ ein Dienst der zu-

künftigen eHealth-Plattform im Rahmen der Realisierung einer breiteren elektronischen Austauschakte werden sollte, also dem heutigen „Dossier de soins partagé“ (DSP).

Auf der zukünftigen eHealth-Plattform ist beabsichtigt, dass die verschreibenden Ärzte einen Zugriff auf den Befund und später ebenfalls auf Befundbilder erhalten. In der Austauschakte können befugte Benutzer jederzeit auf Befunde und Bilder zurückgreifen. Es ist vorgesehen, dass die Radiologiebefunde ein Teil der ersten Informationen sein werden, welche über die eHealth-Plattform bereitgestellt und ausgetauscht werden.

Die Gesundheitsreform, welche durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, legt den Grundstein zur Schaffung der nationalen Austauschakte und sieht die Schaffung einer Agentur vor, welche sich ausschließlich eHealth-Fragen sowie dem Aufbau der nötigen Infrastruktur widmet.

Wie im Gesetz vorgesehen, wird die neue Agentur durch eine Umwandlung der wirtschaftlichen Interessengemeinschaft (groupement d'intérêt économique - GIE) HealthNet geschaffen. Dieser erste Schritt ist vor Kurzem erfolgt. In den kommenden Monaten wird die „Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé“ weiter aufgebaut, um in der Folge die Realisierung der eHealth-Projekte schrittweise übernehmen zu können, diese umzusetzen und weiter auszubauen.

Die Basis für die zukünftige Umsetzung des Projektes „carnet radiologique“ sowie weiterer Dienste ist somit gelegt. Das Projekt „carnet radiologique“ befindet sich jedoch zurzeit in einer Übergangsphase, da in Zukunft die neu geschaffene Agentur für den Aufbau der eHealth-Plattform verantwortlich zeichnen wird. Die Agentur wird, auf der Arbeit von eSanté aufbauend, letzte technische Punkte klären und dann damit beginnen, Lastenhefte zu erarbeiten, auf die sich die praktische Umsetzung stützen wird.

Die Umsetzung innovativer Projekte im Bereich eHealth ist komplex und langwierig. Die Herausforderungen sind in diesem Bereich nur zum Teil technischer Natur, überwiegend jedoch auf dem Gebiet der Akzeptanz und Vertrauensbildung bei den Patienten und Akteuren des Gesundheitswesens angesiedelt. Regionale Projekte in unseren Nachbarländern zeigen jedoch das vorhandene Potenzial und den konkreten Mehrwert.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass es im Bereich eHealth in Luxemburg schon erste Dienste gibt: die Digitalisierung des „Programme Mammographie“, der elektronische Versand von Labordaten, das HealthNet... Die Gründung der vorerwähnten Agentur soll die anstehenden Arbeiten beschleunigen. Konkrete Projekte können jedoch nur schrittweise und in enger Zusammenarbeit mit allen Akteuren gelingen.

Die neu geschaffene Agentur wird bestehende und neue Projekte vernetzt mit allen Akteuren des Gesundheitssystems angehen. So werden die Arbeiten im Laborbereich mit dem Staatslaboratorium (LNS), den Privatlaboren und den Krankenhäusern weitergeführt und der „carnet radiologique“ wird in enger Zusammenarbeit mit den Krankenhäusern umgesetzt. Positiv wird sich hier die Schaffung des „Centre informatique sectoriel“ (CIS) auswirken, welches die Rolle eines zentralen Knotenpunktes der Krankenhausinformationssysteme übernehmen soll. Ich bin demnach zuversichtlich, dass Luxemburg sich progressiv der Spitzengruppe der Länder mit einer ausgezeichneten Infrastruktur im Bereich eHealth anschließen kann.

Die Forschungsarbeiten im Bereich der personalisierten Medizin laufen im Moment noch unabhängig von den eHealth-Aktivitäten. Das Gesetz zur Reform des Gesundheitswesens sieht allerdings vor, dass die neu geschaffene Agentur depersonalisierte Gesundheitsdaten bereitstellen soll für Studien, für Statistik und Forschung. Dies ist in den Grundkonzepten der eHealth-Plattform mit bedacht worden. Es ist also nur eine Frage der Zeit, wann Forschungsarbeiten zur personalisierten Medizin und eHealth zusammenfinden werden. Auch wird die neu geschaffene Agentur generell die Interoperabilität durch Nutzung gemeinsamer Standards (z. B. die vergleichbare Nutzung der „LOINC“-Kodifikation im Bereich der Labordaten) fördern. Dies wird sich positiv auf Forschungsbereiche auswirken, in welchen solche Daten zweitgenutzt werden sollen.

Die der Gesundheitskasse (CNS) zurzeit zur Verfügung stehenden Routinedaten beinhalten den Code des Aktes gemäß nationaler Nomenklatur, den Code des Leistungserbringers, die Kosten, jedoch keine weiteren medizinischen Daten. Diese Informationen sind zurzeit auch nur dann verfügbar, wenn der Patient in Vorleistung gegangen ist. Im Rahmen der Gesundheitsreform ist generell vorgesehen, dass der Patient künftig eine Auflistung der ihn betref-

fenden Kostenübernahmen erhalten wird. Im Rahmen des „Médecin référent“ ist weiterhin vorgesehen, dem Patienten Daten zu vorherigen Untersuchungen seitens der CNS bereitzustellen. Es obliegt dann dem Willen des Patienten, diese Daten seinem behandelnden Arzt zur Verfügung zu stellen.

Question 1705 (16.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'informatique médicale:

Das luxemburgische Gesundheitswesen ist gefordert, sein Versorgungssystem in dem Maße umzubauen, gemäß den neuen Möglichkeiten der Informations- und Kommunikationstechnologien. Es besteht also dringender Bedarf an Pflegeinformatikern im Gesundheitswesen.

Die angestrebte Gesundheitsreform beinhaltet die Einführung der elektronischen Patientenakten und der entsprechenden Informatikstrukturen.

Diese Frage scheint noch nicht genug thematisiert worden zu sein, um potenziell interessierte Pflegekräfte dazu zu bringen, sich in diesen Bereichen zu spezialisieren und schnellstmöglich für die Umsetzung der nationalen eHealth-Strategie zur Verfügung zu stellen.

Fragen:

- 1) Was gedenkt der Minister zu tun, um diese Fachkräfte in der Pflegeinformatik aufzutreiben?
- 2) Welche Initiativen wurden bereits genommen, um Pflegefachkräfte zu einer Zusatzausbildung in der Pflegeinformatik zu motivieren und wird es eine Informationskampagne geben?
- 3) Welche akademischen Ausbildungen werden benötigt, um als Pflegeinformatiker anerkannt zu werden? Werden Pflegeinformatiker beim Gesundheitsminister homologiert?
- 4) Wurden schon medizinische Pflegeinformatikabteilungen in den Kliniken eingerichtet?
- 5) Wie viele Spezialisten in medizinischer Informatik respektive Pflegeinformatik werden mittel- und langfristig in Luxemburg gebraucht? Gibt es vorliegende Projektionszahlen?
- 6) Wird es in Kürze zur Anerkennung der Spezialisierung „Medizininformatik und Pflegeinformatik“ kommen und werden in diesem Bereich genauso wie bei anderen Bereichen der Pflege Sonderbesoldungen garantiert werden?
- 7) Welche proaktive Rolle wird der Minister spielen in der Förderung der eHealth-relevanten Spezialisierung der Fachkräfte, um die eHealth-Strategie umzusetzen?

Réponse (24.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Ich stimme mit dem Herrn Abgeordneten überein, dass die immer stärker um sich greifende Informatisierung im Gesundheitswesen die nötigen Fachkräfte erfordert, um die sich bietenden Chancen der IT-gestützten Informationssysteme optimal nutzen zu können. Hierzu sind zwei Grundkenntnisse verlangt, welche sich ergänzen sollten: IT-Fachkräfte mit Spezialisierungen im Bereich Gesundheit und Pflege (spezifische Normen wie HL7, DICOM... oder andere Spezialgebiete wie Bioinformatics), welche die Systeme aufbauen, sowie das effiziente Benutzen der Möglichkeiten der Informationssysteme auf Seiten der Anwender.

Die ersten Fachkräfte in der Pflegeinformatik werden vor allem an Universitäten im Ausland ausgebildet. Zurzeit entsteht dort in der Tat ein Angebot für die sogenannte Pflegeinformatik, oft als Weiterentwicklung von eHealth-Werkzeugen. In den luxemburgischen Krankenhäusern werden Projekte im Bereich Pflegeinformatik ebenfalls von dem IT-Personal betreut, welches für die medizinischen Anwendungen verantwortlich zeichnet. Für das IT-Fachpersonal in den Krankenhäusern sind die Grenzen zwischen Pflegeinformatik und Medizininformatik fließend und entsprechen nicht unbedingt einer gelebten Abgrenzung.

Anwender von IT-Systemen werden meistens bei der Einführung von neuen IT-Systemen spezifisch geschult. Solche spezifischen Ausbildungen der Anwender werden meistens von den Projektträgern organisiert.

Die im Aufbau befindliche eHealth-Agentur sowie auch die Vereinigung HL7 Luxemburg können im Bereich Weiterbildung eine tragende Rolle spielen. Beide Organisationen werden mit Sicherheit Ausbildungen anbieten, vor allem was die Interoperabilität von IT-Systemen und die Anwendung der zukünftigen Dienste der eHealth-Plattform angeht. Beide Organisationen erhalten aus meinem Ministerium die notwendige Unterstützung für diese Aufgaben.

Question 1707 (18.10.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les statistiques relatives aux différentes épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental:

Le règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental précise également les modalités relatives aux épreuves préliminaires au concours définies à l'article 2 du règlement susmentionné. Ces épreuves préliminaires visent à vérifier les connaissances linguistiques en

luxembourgeois, français et allemand, de même que les connaissances générales en matière de législation et de réglementation scolaires au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Épreuves préliminaires:

1) Combien d'étudiants (m/f) se sont présentés chaque année aux épreuves préliminaires au concours d'accès pour les années 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

2) Combien d'étudiants ont réussi ces épreuves préliminaires en 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

Épreuves du concours:

1) Combien d'étudiants se sont présentés chaque année aux épreuves du concours d'accès proprement dit pour les années 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

2) Combien d'étudiants ont réussi leurs épreuves en 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles/instituts sont-ils issus?

Réponse (14.11.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les réponses aux questions de l'honorable Député sont consignées dans les deux tableaux ci-dessous.

1) Épreuves préliminaires										
Année:	Instituts de formation francophones		Universités de formation germanophones		Autres		Université du Luxembourg		Total	
	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis
2008/2009	202	117	17	7			1	/	220	124
2009/2010	324	227	15	8	1	/	1	1	341	236
2010/2011	204	110	10	5	2	1			216	116

En ce qui concerne les épreuves préliminaires, il y a lieu de remarquer que les dispenses suivantes peuvent être accordées par le Ministre:

- a) le candidat inscrit à l'Université du Luxembourg peut être dispensé des épreuves d'allemand et de français s'il a accompli avec succès des épreuves de langues réglant l'accès des étudiants à l'Université;
- b) le candidat pouvant attester, dans la langue allemande respectivement dans la langue française, en oral et en écrit, d'un niveau C1 du

Cadre européen commun de référence pour les langues, certifié par un institut agréé ou reconnu par le Ministre, peut être dispensé des épreuves dans la langue respectives;

c) le candidat pouvant attester la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'écoles qui dispensent l'enseignement de la langue luxembourgeoise conformément à la législation concernant l'organisation de l'enseignement fondamental et de l'enseignement postprimaire peut être dispensé des épreuves de luxembourgeois;

d) le candidat ayant commencé ou terminé la dernière année d'études supérieures menant à un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur dans un pays ou dans une région francophone ou germanophone peut être dispensé des épreuves respectivement de français ou d'allemand;

e) le candidat ayant au cours de ses études supérieures suivi avec succès un cours consacré à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises peut être dispensé de l'épreuve portant sur ces matières.

2) Concours										
Année:	Instituts de formation francophones		Universités de formation germanophones		Autres		Université du Luxembourg		Total	
	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis
2008/2009	169	95	9	6			120	79	298	180
2009/2010	214	127	11	7			139	110	364	244
2010/2011	236	88	10	8	1	/	144	121	391	217

*«Admis» signifie être classé en rang utile à l'issue du concours pour accéder à un poste d'instituteur conformément au plan de recrutement arrêté par le Gouvernement.

Question 1708 (18.10.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'acquisition par les autorités allemandes d'un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg:

Le 5 février 2010 j'ai demandé à Monsieur le Ministre des Finances dans une question parlementaire comment il entendait réagir face à l'intention du Gouvernement allemand de procéder au recel afin d'obtenir un CD-Rom contenant des fichiers de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque suisse. À l'époque le Ministre m'a répondu: «J'estime qu'il n'est pas opportun de se prononcer sur une question qui relève de la seule compétence des autorités allemandes sur base du droit allemand et qui concerne un dossier entre l'Allemagne et la Suisse.» (cf. compte rendu n°10/2009-2010 - question parlementaire n°0440)

La presse s'est faite ces derniers jours l'écho des autorités du Rhénanie-Palatinat ayant acquis un CD-Rom de clients d'une banque au Luxembourg.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le fait que les autorités allemandes aient acquis un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg ne revient-il pas à du recel? Dans la négative dans quelle mesure ce genre de pratique se différencie-t-il du recel?
- Quelles conséquences le Ministre estime-t-il que cette pratique risque d'avoir pour notre place financière et le Luxembourg?
- Le Ministre entend-il intervenir auprès des autorités allemandes étant donné qu'il s'agit d'un dossier concernant le Luxembourg et l'Allemagne? Vu que cette sorte de recel semble

devenir de plus en plus courante, comment le Ministre estime-t-il qu'il faille réagir à cette situation? Qu'en est-il de cette pratique au niveau du droit international?

- Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des instances européennes?

Réponse (18.11.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement regrette tout d'abord le vol d'un CD-Rom contenant les données privées des clients allemands d'une banque présente sur notre place financière. C'est un comportement qui contrevient a priori à notre droit pénal et qui par ailleurs n'est tout simplement pas éthique. Cela étant, seules les autorités judiciaires compétentes peuvent qualifier en droit interne les comportements qui sont visés dans la question parlementaire et décider de leur poursuite.

Il est également à préciser que le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires à celles circulées par les médias - ni sur les circonstances ayant amené les autorités allemandes à acquérir ces données, ni sur le contenu exact des données disponibles.

Au-delà de ces précisions, il est utile de rappeler que la lutte contre la fraude fiscale est un objectif que le Gouvernement partage évidemment, tout en espérant que les instruments qui sont développés soit au sein de l'Union européenne (par exemple la directive «fiscalité de l'épargne» depuis 2005) ou dans nos relations bilatérales (à voir par exemple la récente modification de notre convention de non-double imposition) pourront remplacer les pratiques décrites dans la question parlementaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Combien de patients ont été enrôlés dans le programme de 2008 à 2010?
- Quel a été le taux de succès en termes de dossiers complets envoyés et de patients sévrés?
- Quel est le coût du présent programme?
- Si le programme n'a pas atteint les objectifs espérés, quelles sont les modifications que vous entendez y apporter?

Réponse (22.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu sur le nombre des personnes enrôlées dans le programme de sevrage tabagique de 2008 à 2010:

Année	2008	2009	2010
Nombre de personnes	458	222	201

Il est à souligner que parmi les 881 personnes qui ont commencé le sevrage dans le cadre du programme, presque 25% l'ont poursuivi jusqu'à la fin.

Le coût de ce programme sur les trois années confondues avoisine les 85.000 euros. Ce coût englobe les frais liés aux actes médicaux délivrés par les médecins dans le cadre du programme de sevrage ainsi que les frais du forfait pour les médicaments.



Question 1712 (19.10.2011) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant l'hébergement des demandeurs d'asile:

Au cours des dernières semaines plusieurs communes se voient confrontées à un nombre croissant de demandeurs d'asile. Ce fait résulterait d'une recrudescence des demandes d'asile liée notamment au fait que les ressortissants de certains pays n'ont plus besoin de visas pour entrer dans l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame la Ministre peut-elle m'indiquer la répartition actuelle des réfugiés et des demandeurs d'asile suivant les communes?
2. Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le type de logement mis à disposition des demandeurs d'asile?
3. Par quels moyens les responsables communaux sont-ils informés de l'hébergement ou du logement - soit-il provisoire - des demandeurs d'asile, respectivement du changement d'hébergement de ces personnes?
4. Madame la Ministre ne prévoit-elle pas d'introduire un certain quota d'hébergement pour demandeurs d'asile afin de garantir une répartition nationale équilibrée et équitable?

Réponse (24.11.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Le relevé joint en annexe renseigne sur la répartition actuelle des réfugiés et demandeurs de protection internationale par cantons et communes.

2. Les demandeurs de protection internationale sont hébergés soit dans des foyers gérés par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI); les foyers en question sont la propriété de l'État respectivement pris en bail, soit dans des foyers d'hébergement gérés par des ONG et soutenus financièrement par l'OLAI.

3. Le contact avec les autorités communales se fait au moment où une nouvelle structure a été trouvée par le service en charge du logement ou a été proposée par un privé ou la commune elle-même. Il y a des contacts téléphoniques et des réunions dans les communes.

Le service Logement de l'OLAI remet en main propre des DPI un formulaire confirmant son entrée au foyer d'hébergement en vue de son inscription auprès de l'administration communale concernée. Lors de la sortie de foyer, les administrations communales sont informées par fax, soit par les soins de l'OLAI, soit par le gestionnaire du foyer d'hébergement.

4. Je ne puis que confirmer mes déclarations sur l'introduction d'un quota d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1713 (12.10.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'attribution du titre «ville»:

La localité de Mersch figure depuis longue date parmi les chefs-lieux de canton du Grand-Duché de Luxembourg. Elle est le siège de plusieurs entités administratives et héberge maints établissements éducatifs à caractère régional, voire national. Y sont également implantées des entités uniques au Grand-Duché telles le Centre National de Littérature, la Maison des Aveugles et le Village pour Enfants.

Mersch est aussi un point central du point de vue des transports publics et des moyens de communication en général, si bien que la localité de Mersch constitue un attrait indéniable comme entité urbanistique à caractère central pour l'ensemble des communes riveraines.

La commune de Mersch comptait au 13 septembre 2011 8.161 habitants.

Sa population est en croissance continue depuis les années 1990 (plus de 2.000 habitants durant les 20 dernières années). La localité de Mersch compte actuellement 3.621 citoyens.

Alors que des localités de taille plus réduite portent le titre de «ville» depuis des décennies (e.g. les villes de Vianden et de Remich), Mersch ne s'est pas encore vu conférer ce titre

malgré plusieurs démarches effectuées par ses édiles de par le passé.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Selon quelle procédure le titre de «ville» est-il conféré et quels sont les critères à respecter?

- Pour quelles raisons la localité de Mersch ne s'est-elle pas encore vu octroyer cette distinction?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement sera disposé à prendre l'initiative en vue d'élever la localité de Mersch au rang d'une ville? Si tel était le cas, dans quels délais les démarches à entreprendre pourraient-elle aboutir?

Réponse (27.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député m'interroge sur les conditions d'accession d'une commune au titre de «ville» et ce, en particulier, en ce qui concerne la commune de Mersch.

1. Principe

La dénomination de «ville» est attribuée par la loi.

Il n'existe pas de critères légaux selon lesquels une commune pourrait être érigée en ville, la seule taille d'une localité n'étant pas déterminante. En effet, de nombreuses communes comptant bien plus d'habitants que la commune de Mersch ne sont pas des villes au regard de la loi luxembourgeoise.

2. Historique

La loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts disposait que «le pays est divisé en communes, et celles-ci forment des districts, le tout de telle manière qu'il est établi ou qu'il sera ultérieurement arrêté. Néanmoins, la dénomination de ville est conservée aux communes de Luxembourg, Diekirch, Grevenmacher, Echternach, Wiltz, Vianden et Remich.»

Le législateur de 1843 s'est donc limité à consacrer un fait historique.

Par la suite la qualification de ville a été attribuée aux localités d'Esch-sur-Alzette (loi du 29 mai 1906), de Differdange, Dudelange, Rumelange et Ettelbruck (loi du 4 août 1907).

Depuis lors, aucune commune luxembourgeoise n'a accédé au titre de ville.

L'article 1^{er} de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 a conservé expressément la dénomination de ville aux communes de Luxembourg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Remich, Rumelange, Vianden et Wiltz.

3. Critères retenus dans le contexte des lois de 1906 et 1907

Quant aux critères éventuels, il y a lieu de relever que l'exposé des motifs de la loi du 29 mai 1906 qui a attribué à Esch-sur-Alzette la qualification de ville précise qu'il résulte d'anciennes chartes - qu'il énumère d'ailleurs - que la localité d'Esch-sur-Alzette a possédé le titre légal de «ville et franchise» déjà avant le règne de Jean l'Aveugle. Par ailleurs, il note que l'ancienne ville et franchise d'Esch-sur-Alzette est devenue le chef-lieu du canton de même nom et le centre du bassin minier et de l'industrie métallurgique du Grand-Duché; son importance politique et administrative est en proportion de son développement économique et de l'accroissement de sa population. Le recensement du 1^{er} décembre 1905 accuse le nombre de 15.000 (en réalité: 12.000) âmes environ.

Dans son avis du 19 janvier 1906 le Conseil d'État s'est demandé s'il n'y a pas lieu de donner la même qualification de ville aux localités d'Ettelbruck, de Differdange et de Dudelange. Il a en effet constaté qu'on admet ordinairement que l'importance des établissements publics, le chiffre de la population et surtout les occupations auxquelles celle-ci se livre caractérisent une ville.

Lorsque les travaux sont principalement commerciaux ou industriels, c'est une ville. Le Conseil d'État a estimé que ces considérations militent en faveur des trois localités en question aussi bien qu'en faveur d'Esch-sur-Alzette.

C'est en se basant sur cet avis du Conseil d'État que le directeur général de l'Intérieur présenta en 1907 un projet de loi pour donner la qualification de ville aux localités de Differdange, Dudelange, Ettelbruck et Rumelange.

Dans son avis du 31 mai 1907 le Conseil d'État a constaté que les conditions généralement exigées pour justifier le titre de ville - population assez importante, siège de l'industrie ou du commerce, entretien et éclairage des rues, constructions régulières et agréables, existence de services publics, facilité de circulation, etc. -

se réalisent et se complètent, surtout dans les localités d'Ettelbruck, Differdange et Dudelange. Pour Rumelange il a estimé qu'il était à prévoir que tel serait le cas sous peu, grâce au grand développement de son industrie.

Il résulte des considérations retracées ci-dessus que la dénomination de ville est conférée à une localité lorsque celle-ci revêt une certaine importance et se distingue des autres localités.

Cependant, les considérations y développées doivent être replacées dans leur contexte historique et ne peuvent être transposées telles quelles à l'époque contemporaine.

Ce qu'il est permis de constater néanmoins, c'est qu'il n'est pas dans les usages d'attribuer le titre de ville à une localité pour la valoriser. Au contraire, c'est l'essor d'une localité qui permet de justifier qu'on lui attribue la qualification de ville.

4. Procédure

Quant au volet procédural de la question, il y a lieu de se référer à la procédure législative, l'accession d'une commune à la dénomination de ville relevant de la seule volonté du législateur.

zités ainsi que la financement de nouveaux programmes de recherche sont des programmes ATTRACT et PEARL une importante élargissement à des existants programmes du FNR, qui principalement la recherche en cours en Luxembourg soutiennent. ATTRACT (Financement par le FNR de jusqu'à 1,5 M€) et PEARL (Financement par le FNR de jusqu'à 5 M€) ont en Luxembourg des installations de recherche dans les dernières années, permettant de recruter des chercheurs et d'attirer de nouveaux chercheurs. Les soutiens correspondants seront obtenus en vertu d'une demande commune de la recherche et du chercheur après une sélection stricte, dans laquelle une internationale d'experts sera impliquée.

Mir ist kein über diese Maßnahmen hinausgehendes Angebot bekannt, welches seitens der Regierung an den heutigen Nobelpreisträger gerichtet worden wäre.

Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass Professor Jules Hoffmann als Mitglied des wissenschaftlichen Beirats (seit 2001) und als Mitglied des Verwaltungsrats (seit 2003) des CRP-Santé aktiv an der Ausrichtung der Forschung dieser Forschungseinrichtung mitarbeitet.

Darüber hinaus gedenke ich, dem Nobelpreis-Laureaten eine Mitarbeit in beratender Funktion in anderen Projekten, insbesondere im Bereich der Lebenswissenschaften anzubieten.

Question 1714 (18.10.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le prix Nobel de médecine 2011:

Anfang des Monats erhielt ein gebürtiger Luxemburger den Nobelpreis in der Medizin. Nicht wenige Institutionen in der hiesigen Forschungslandschaft erwähnten in ihren aktuellen Mitteilungen zu diesem Ereignis, dass dieser Professor in Kontakt mit ihrer Forschungsinstitution geblieben war.

Wenn es verständlich erscheint, dass der Nobelpreisträger Anfang der 70er Jahre die Entscheidung traf, die französische Nationalität anzunehmen, um seine Karriere in einem der besten Forschungszentren Frankreichs weiterzuführen, so kann man sich dennoch heute die Frage stellen, wie ein so anerkannter Forscher Anfang dieses Jahrhunderts in die nationale Forschung hätte eingebunden werden können, um hier in Luxemburg mit den Mitteln, die ihm gleich anderen Forschern hätten zur Verfügung gestellt werden können, wegweisende Forschung in seinem Bereich der Biomedizin führen zu können.

Fragen:

1) Als die Regierung die Initiative nahm, Forscher aus dem Ausland nach Luxemburg zu bringen, wurde zu jenem Zeitpunkt auch der diesjährige Nobelpreisträger für Medizin zu einem solchen Schritt ermutigt?

2) Was war zu jenem Zeitpunkt das Angebot der Regierung an den heutigen Nobelpreisträger?

3) Kann die Regierung bestätigen, dass es sich um die Zurverfügungstellung eines Forschungslabors gehandelt habe?

4) In welche Projekte war der Nobelpreisträger konkret hierzulande einbezogen und in welcher Rolle?

5) Wie gedenkt die Regierung den luxemburgischen Nobelpreisträger nunmehr zu ehren?

6) Wird es möglich sein, den Nobelpreis-Laureaten in Zukunft stärker in das nationale Forschungsgeschehen einzubeziehen? Wenn ja, in welche Projekte konkret?

Réponse (22.11.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Die Anfrage des ehrwürdigen Abgeordneten zielt im Wesentlichen auf die Anstrengungen ab, die von der Seite der Regierung unternommen wurden, anerkannte Forscher zwecks Verstärkung der nationalen Forschungsgemeinschaft nach Luxemburg anzuziehen, und wie diese im spezifischen Fall des Professors Jules Hoffmann angewandt wurden.

Ich möchte in diesem Zusammenhang auf die Programme ATTRACT und PEARL des Fonds national de la recherche (FNR) verweisen. Der FNR hat diese neuen Finanzierungsprogramme ins Leben gerufen, um ausländische Forscher für Luxemburg zu gewinnen. Das Programm PEARL richtet sich an etablierte Wissenschaftler, während ATTRACT jungen, erfolgversprechenden Forschern gute Forschungsaussichten bietet. Durch den Aufbau neuer Forschungskapa-

Question urgente 1756 (18.11.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les biberons toxiques:

Frankräich huet beschloss, kuerzfristig Biberonen a Suckelen aus dem Verkäier ze zéien, déi mat „oxyde d'éthylène (EtO)“ steriliséiert gi sinn. Dëst Verfahre steet am Verdacht, Kriibs kënnen ervirzebréngen. E groussen Deel vun dëser Produktioun kënn aus der Belsch.

An deem Kontext géif ech dem Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1) Ginn an de Lëtzeburger Maternitéen, Spideeler an aneren Institutione Biberonen a Suckele verwendet, déi mat Hëllef vun dësem Verfahre steriliséiert gi sinn? Ginn esou Accessoire fir Puppelcher zu Lëtzebuerg verkaaft?

2) Wa jo, ass de Gesondheitsminister bereet, dës Biberonen a Suckelen esou schnell wéi méiglech ze verbidden?

Réponse (28.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Lëtzeburger Spideeler verwenden, sou wéi ausländesch Etablissementer, Biberonen a Suckelen, déi mat Ethylenoxid (EO) steriliséiert gi sinn. Dës steril Biberonen a Suckele sinn néideg bei Fréigebuere souwéi bei immundepriméierte Bébeën.

A Geschäfte, also am fräie Verkaf, wou Artikelen fir Bébeë verkaaft ginn, sinn esou Artikelen net ze fannen. Och an den Apdikte ginn dës Produkter net verkaaft.

Dëst Sterilisatiounsverfahren gëtt lafend fir d'initial Sterilisatioun vu medezineschen Artikelen agesat. Europäesch Norme preziséieren d'Konditiounen vun der Realisatioun a Validatioun vun dëser Technik, andeems op d'Gefahren am Zesammenhang mam Sterilisatiounsmittel opgepasst gëtt. D'Fabrikante müssen enner anere dem residuellen Ethylenoxid doséieren; maximal zoulässige Konzentratiounen dovun sinn an der Norm fixéiert.

Meng Servicer hu schon den 18. November sämtlech Spideeler am Land gefrot, fir no Alternativen zu de mat EO steriliséierte Biberonen a Suckelen ze sichen. Doriwweir aus si mir am gaangen ze iwwerpräieren, wat fir weider Aktiounen vun eiser Säit nach missten ennerholl ginn.

De franséische Gesondheitsministère huet den 18. November matgedeelt, dass laut den aktuellen Kenntniser de Gebrauch vun dësem mat EO steriliséierten Artikelen keng bekannte gesondheetlech Konsequenzen schéngt ze hunn, compte tenu vun der Dosis an der Dauer vun der Exposition.

De Gebrauch vu mat EO steriliséierte Biberonen a Suckelen ass och net an der Belsch verbuede ginn; de „Conseil supérieur de la Santé“ soll eng méi detailléiert Analys maachen.